HAL
archives-ouvertes.fr

Capitalisme et économie de marché

Sébastien Groyer

▶ **To cite this version:**

Sébastien Groyer. Capitalisme et économie de marché. Philosophie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2015. Français. NNT : 2015PA010515 . tel-01222227

HAL Id: tel-01222227
https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01222227

Submitted on 29 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon - Sorbonne

THESE

pour l'obtention du grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON-SORBONNE

en philosophie

soutenue publiquement

par Sébastien GROYER

le 19 mai 2015

Capitalisme et Economie de marché

JURY :

Directrice :

Madame Catherine LARRERE, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris, France)

Membres :

Monsieur Emmanuel PICAVET, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris, France)

Monsieur Jérôme LALLEMENT, Professeur à l'Université Paris Descartes (Paris, France)

Monsieur Jean CARTELIER, Professeur à l'Université Paris X-Nanterre (Nanterre, France)

Remerciements

Je remercie les professeurs Catherine Larrère et Emmanuel Picavet pour leur soutien depuis plusieurs années, ainsi que pour la confiance qu'ils m'ont accordée.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à l'égard des confrères et partenaires liés à ma profession, et en particulier mes collègues de Seventure Partners, pour leur aide, volontaire ou involontaire.

Je remercie enfin Anna Zielinska et Caroline Guibet-Lafaye pour leur conseil et assistance précieuse dans l'élaboration de cette thèse

Cette thèse doit beaucoup à un grand nombre de personnes proches, parmi ma famille et mes amis. Je les remercie tous de leur patience et surtout de leur support.

Résumé

Capitalisme et Economie de marché

Les termes de capitalisme et d'économie de marché sont assimilés depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, date de leur apparition sémantique. L'examen de la définition précise du capitalisme chez ses plus éminents auteurs, Marx, Weber, Schumpeter ou Braudel, révèle cependant chez chacun une définition différente, originale, qui démontre l'existence d'une divergence entre le capitalisme et l'économie de marché. Le capitalisme est donc réévalué et redéfini comme le pouvoir de marché des actionnaires, subi par les salariés comme par les clients mais accepté socialement. L'économie de marché est, elle, redéfinie par la liberté, d'entreprendre comme de choisir. La séparation du capitalisme et de l'économie de marché que ces définitions nouvelles créent permet une critique nouvelle du pouvoir en économie, des abus qui prive le capitalisme de ses arguments de défense.

Le concept de concurrence disparaît du capitalisme pour se retrouver au sein de l'économie de marché. S'y ajoute la coopération, créant un idéal d'équilibre des pouvoirs pour l'économie de marché plutôt que de perfection comme le proposait l'économie néoclassique. La coopération, au cœur de l'entreprise, ouvre la possibilité nouvelle d'une meilleure satisfaction du client en complément de la concurrence. La gouvernance de l'entreprise capitaliste, dans l'intérêt des actionnaires, doit donc évoluer vers une gouvernance équilibrée, créatrice de compromis issus des intérêts légitimes mais divergents des clients, des salariés et des actionnaires. L'économie de marché d'équilibre des pouvoirs, intégrant la concurrence et la coopération, apparaît comme une solution libérale, non étatique, au pouvoir capitaliste.

Mots-clés : capitalisme, économie de marché, pouvoir de marché, concurrence, coopération, néolibéralisme, gouvernance, équilibre.

Summary

Capitalism and market Economy

Ever since they have been conceptually created in the middle of the 19th century, capitalism and market economy have been intertwined. Nevertheless, an accurate study of the definition of capitalism by the most eminent writers such as Marx, Weber, Schumpeter or Braudel, proves the existence of a wide array of definition, which tends to demonstrate a clear divergence between capitalism and market economy. Capitalism is therefore re-evaluated and redefined by the market power of shareholders, endured by employees as well as customers, yet socially accepted. Market economy is redefined by the freedom of enterprise as well as choice. Separating capitalism from market economy with these new definitions induces a new criticism of power and its abuse in the name of freedom, which sever capitalism from its traditional defense rhetoric.

The notion of competition shifts from capitalism to market economy. Cooperation is added to the market economy, creating a goal of balance of powers rather than perfection as it was suggested by the neoclassical economics. Inscribed at the heart of the company, cooperation opens up a greater customer satisfaction, complementing competition. Corporate governance of a capitalist company, focused on the shareholders' interests, must evolve into balanced corporate governance, enabling compromises stemming from the divergent but legitimate interests of customers, employees, and shareholders. A new market economy with a clear balance of powers, shared between competition and cooperation, comes forth as the liberal, non-State solution to solving the capitalist power.

Keywords : capitalism, market economy, market power, competition, cooperation, neoliberalism, gouvernance, balance.

Table des matières

Remerciements 3
Résumé 5
Table des matières 9
Introduction 13
1. Capitalisme et Libéralisme 16
2. Capitalisme et marché 19
3. Capitalisme et économie de marché 23
1ère Partie : Capitalisme et Concurrence 26
I.1. Karl Marx : le capitalisme comme régime bourgeois 28
I.1.1. Critiques marxistes théoriques du capitalisme 30
I.1.2. Histoire marxiste du capitalisme expropriateur 34
I.1.3. La loi de la concurrence capitaliste 41
I.2. Max Weber : rationalité, esprit du capitalisme et bureaucratie 50
I.2.1. Sombart et Marx 55
I.2.2. L'esprit protestant du capitalisme chez Weber 57
I.2.3. Bureaucratie et capitalisme 65
I.2.4. Weber comme critique de Marx 71
I.2.5. Weber contre Sombart 79
I.3. Joseph Schumpeter : la concurrence issue de l'innovation 86
I.3.1. L'entrepreneur comme moteur du capitalisme 87
I.3.2. Définition du capitalisme schumpétérien 95
I.4. Capitalisme et économie de marché chez Fernand Braudel 103
I.4.1. Origine européenne du capitalisme chez Braudel 105
I.4.2. Opposition entre capitalisme et économie de marché 112
I.5. Conclusion sur la concurrence dans le capitalisme 120
2ème Partie : séparation entre capitalisme et économie de marché 127
II. 1. Histoire des termes capitalisme et marché 127

II.1.1. Economie de marché 132
II.1.2. Pouvoir, marché et capitalisme 140
II.2. Critique des définitions précédentes du capitalisme 151
II.2.1. Critique de la séparation historique de Braudel 152
II.2.2. La concurrence comme moteur du progrès chez Schumpeter 158
II.2.3. Le capitalisme sans concurrence de Weber 166
II.2.4. Le capitalisme marxiste comme pouvoir 170
II.3. Boltanski et Chiapello : Le nouvel esprit du capitalisme 174
II..3.1. Définition du capitalisme 176
II..3.2. Critiques justifiées et justification du capitalisme 182
II.4. Le capitalisme chrématistique de Baechler 188
II..4.1. Le capitalisme restreint de Baechler 189
II..4.2. Critique du capitalisme chrématistique 194
II.5. Karl Polanyi, critique de l'économie de marché autorégulée 202
II.5.1. Définition de l'économie de marché par Polanyi 205
II..5.2. Critique de Polanyi et histoire séparée 218
II.5.3. Critique de la concurrence 227
II.6. Conclusion 230
3ème Partie : Economie de marché de concurrence 236
III.1. Introduction au néolibéralisme 237
III.1.1. Différentes approches du néolibéralisme 241
III.1.2. Le néolibéralisme fondateur 247
III.2. Néolibéralisme : la forme contemporaine de l'économie de marché 257
III.2.1. Le néolibéralisme de Foucault 258
III.2.2. Le néolibéralisme comme réponse libérale au capitalisme 266
III.2.3. Ordolibéralisme et néolibéralisme austro-américain 275
III.3. Les penseurs néolibéraux contre le capitalisme 283
III.3.1. Hayek : le marché comme système d'information 284
III.3.2. Friedman : le capitalisme de concurrence 295
III.4. De la concurrence maximale à l'équilibre de concurrence 303
III.4.1. L’équilibre de concurrence 304
III.4.2. Le marché financier 309
III.4.3. Oppression du capitalisme envers les salariés 318
III.5. Conclusion : la coopération au-delà de la concurrence 328
4ème Partie : L'économie de marché d'équilibre des pouvoirs 334

IV.1. Parole et défection 340
IV.2. Gouvernance d'entreprise 350
IV.2.1. Théorie de l'entreprise 353
IV.2.2. Berle et Means : séparation de la propriété et du contrôle des entreprises 363
IV.2.3. La Corporate Governance 368
IV.2.4. La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) 379
IV.3. Pouvoirs équilibrés : Corporate et Market Governance 385
IV.3.1. Gouvernance capitaliste 388
IV.3.2. La gouvernance équilibrée de l'entreprise 397
IV.4. Définitions complètes du capitalisme et de l'économie de marché 401
IV.5. L'Etat et le capitalisme de pouvoir 411
Conclusion 422
Argumentation détaillée 426
Annexe 436
Propriété justifiée 436
Bibliographie 445

Capitalisme et Economie de Marché

> Ce que je regrette pour ma part, non en tant qu'historien, mais en tant qu'homme de mon temps, c'est que, dans le monde capitaliste comme dans le monde socialiste, on refuse de distinguer capitalisme et économie de marché.[1]
>
> Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*

Introduction

Cette thèse naît d'une incompréhension, celle du système économique dans lequel nous vivons dans le monde démocratique occidental. Dénommé capitalisme, marché, économie de marché, et même libéralisme économique, ce système économique est l'objet de critiques nombreuses et diverses, qui contrastent avec les progrès indéniables réalisés par toutes les sociétés qui l'ont choisi[2]. Non pas que ces critiques soient infondées ou erronées, au contraire, mais elles semblent s'adresser à un système différent de celui qui est défendu par ses adeptes, comme si elles ne saisissaient de ce système qu'une seule face, tandis que ses plaidoyers en dévoilaient une deuxième, bien plus positive. Cette ambiguïté potentielle du système dominant capitaliste soulève la question de son cohérence théorique. Nous serions donc confrontés à un problème de compréhension du monde économique réel, avec un système conceptuellement hétérogène plutôt qu'homogène, où capitalisme et économie de marché sont en réalité distincts, assimilés historiquement car sans relation logique obligatoire.

[1] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Ed. Flammarion, 2008 (Ed. Arthaud, 1965), p. 118

[2] L'exemple le plus fameux est bien sûr celui de la Chine communiste qui, à partir de 1979, libéralise son économie, ouvrant la porte à l'économie de marché et permettant une augmentation majeure de son niveau de vie moyen, sur ces 35 dernières années.

L'existence d'un système économique homogène, appelé capitalisme, où les concepts les plus positifs, de liberté, de progrès ou d'efficacité côtoient les plus négatifs, ceux d'exploitation, d'injustice ou d'absurdité, est donc contestée. La définition claire de ces termes, capitalisme, marché, économie de marché, révèle la confusion qui les entoure. En effet, chaque définition expose une face différente de l'économie, comme l'échange libre et pacifique pour le marché[3], la concurrence pour l'économie de marché[4] ou la domination du capital dans le capitalisme[5]. L'hétérogénéité du système économique actuel surgit, jusque-là théoriquement dissimulée. En particulier, la concurrence apparaît comme une conception spéciale par sa présence nécessaire et même indispensable au sein du capitalisme comme par son évolution dans la critique et la défense de ce même capitalisme. La concurrence se déplace au cours du temps au sein de la définition du capitalisme, pour finalement en sortir et s'y opposer.

Cette thèse est donc la recherche d'une compréhension nouvelle du système économique qui existe actuellement, obtenue par une séparation théorique entre le capitalisme et l'économie de marché, dans la foulée du déplacement conceptuel de la concurrence hors du capitalisme. La pensée d'un système économique hétérogène valide ainsi en même temps ses critiques comme ses apologues, puisque ceux-ci ne s'adressent pas au même concept. Capitalisme et économie de marché étaient historiquement assimilés, mais se révèlent divergents, jusqu'à s'opposer. De Marx à Braudel, le capitalisme change progressivement de définition, comme s'il se polissait. Un des objectifs ici est donc d'examiner cette évolution et d'en comprendre les conséquences, en particulier la fin de la confusion entre capitalisme et économie de marché.

L'analyse de l'économie par le concept de pouvoir est une méthode intéressante de recherche. Par cette grille d'analyse, une forme de pouvoir, dite pouvoir de marché, expose la différence entre capitalisme et économie de marché, en s'opposant à la fixation des prix de marché par la concurrence. Le pouvoir de marché éclaire le sens d'opposition de la relation entre capitalisme et économie de marché concurrentielle, et dévoile un idéal libéral nouveau pour l'économie, une destination théorique et pratique de l'économie de marché vers la limitation des pouvoirs. Le changement de perspective de l'économie par la recherche active de pouvoir plutôt que

[3] Le "doux commerce" de Montesquieu en étant la référence la plus éminente, par l'espoir d'une pacification des hommes par l'économie, la politique et la religion étant des échecs. Albert Hirschman en a été un commentateur le plus important, dans son oeuvre *Les Passions et les Intérêts*.

[4] L'histoire de l'apparition de ces termes est importante, celui d'économie de marché étant le plus récent, associé en particulier aux travaux de Walras, sur l'efficacité d'allocation des raretés et des utilités d'un marché parfait. Non seulement Walras relie valeur d'échange et valeur d'usage par la rareté, mais il démontre surtout en théorie que la concurrence parfaite aboutit à un résultat d'allocation parfaite sur un marché libre.

[5] La position du capital dans la définition du capitalisme sera l'objet d'une grande partie de cette thèse.

d'efficacité par ces acteurs questionne les modèles théoriques parfaits de l'économie moderne, en particulier celui néoclassique du marché concurrentiel parfait révélant à quel point pouvoir et efficacité sont reliés en réalité : l'absence de pouvoir de marché, ou sa sévère limitation, s'avère une condition indispensable à la démonstration mathématique de l'efficacité théorique de l'économie de marché.

En conclusion, l'incompréhension autour du système économique actuel est à l'origine de cette thèse, malgré ou à cause de l'implication quotidienne de son auteur au cœur de l'économie, du capital et du financement de l'innovation, de la liberté d'entreprendre et de la concurrence, de la direction d'entreprise et du pouvoir de marché. La réponse, fournie par une séparation du capitalisme et de l'économie de marché, s'apparente à une critique du pouvoir au nom de la liberté au niveau économique. Le libéralisme, dans sa version économique, rattrape donc le libéralisme dans sa version politique, vers un objectif d'indépendance des individus, par la limitation des pouvoirs économiques autant que politiques. La description d'un système économique libéral post-capitaliste en est la conclusion logique, issue de cette grille d'analyse de l'économie par le pouvoir.

1. Capitalisme et Libéralisme

Notre époque est considérée depuis la chute de l'URSS il y a bientôt 25 ans comme celle de la victoire incontestable du capitalisme. Elle serait aussi celle du néolibéralisme, qui s'est imposé progressivement depuis le début des années 1980 dans les pays développés. Pourtant, la résurgence des extrêmes et les critiques dirigées contre ces deux "vainqueurs", capitalisme et néolibéralisme, en ce début de XXI^{ème} siècle illustrent une crise du libéralisme similaire à celle du début du XX^{ème} siècle, comme le souligne Marcel Gauchet :

> Nous voyons le sentiment de dépossession progresser du même pas que les indépendances privées. Comme autour de 1900, nous sommes confrontés au divorce de la puissance et de la liberté.[6]

Connaissant les résultats de cette "crise du libéralisme"[7] de 1900 durant la première moitié du XX^{ème} siècle, avec l'apparition de régimes totalitaires résolument, ouvertement, antilibéraux, et deux guerres mondiales dévastatrices, l'analogie entre ces deux crises du libéralisme laisse présager d'un futur sombre, entre des réponses extrêmes, religieuses ou nationales, et un repli de l'individu sur lui-même, dans une sorte d'anomie qui le rend désintéressé du futur collectif. Pourtant, cette vision pessimiste du futur du libéralisme, entre deux alternatives néfastes, n'est pas inéluctable, comme l'a montré la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, où, malgré la guerre froide entre le bloc soviétique et le bloc américain, le libéralisme s'est imposé. Surtout, une question se pose, devant la quasi-unanimité affichée en faveur du libéralisme politique : s'agit-il d'une crise du libéralisme ou d'une crise du capitalisme ?

Libéralisme et capitalisme sont deux termes très proches, au point de considérer le capitalisme comme le "compagnon de route"[8] du libéralisme, au niveau économique plus que politique. Cette proximité entre capitalisme et libéralisme, dans le domaine économique, cette confusion parfois, provient de concepts communs cruciaux, comme la liberté ou la propriété. Pourtant, le libéralisme, défini par Gauchet comme provenant d'un renversement libéral, d'une sortie de la religion, progressive, des sociétés modernes depuis 1500, à tous les niveaux, politique, droit

[6] Marcel Gauchet, *La révolution moderne l'avènement de la démocratie I*, Paris, Editions Gallimard, 2007, p. 31.
[7] Marcel Gauchet en donne un exemple non exhaustif, montrant que les auteurs contemporains du début du XX^{ème} siècle pensaient la crise réelle. Le néolibéralisme en est une réponse, théorique dans les années 1930, et toujours libérale, avant de devenir pratique dans les années 1980, mais beaucoup moins libérale, nous le verrons.
[8] Raymond Boudon, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2004, p. 14.

et histoire, ne se réduit pas à cela. Ainsi, le libéralisme, pour Gauchet, "revêt un triple aspect, l'émancipation de la société civile, l'émancipation des membres de cette société (et du marché qui les lie), l'inversion du rapport entre pouvoir et collectivité"[9]. L'émancipation de la société civile tout comme le marché et les individus, sont en particulier des mouvements de liberté où l'Etat n'a plus une place prédominante, preuve en est la diminution, théorique, de son pouvoir et la primauté donnée à l'individu, à la préservation de ses droits inaliénables, droits pourtant sans réalité sans Etat pour les reconnaître et les défendre.

Le libéralisme, reconnaissant la propriété privée comme un droit individuel, comporte donc une facette économique élémentaire, qui sera abordée plus particulièrement, laissant de côté la facette politique, démocratique. Le libéralisme pensé comme "une réflexion sur les conditions de la paix civile et une réponse à la question : *Comment vivre ensemble*"[10], est donc l'objet indirect de ce travail, mais seulement sur son côté économique, sur le marché, le capitalisme et les droits de propriété privée attribués à l'individu. De la même façon, le néolibéralisme se trouve limité à sa facette économique, même si cette facette est dans ce cas constitutive d'une conception politique, d'un rôle de l'Etat, très particuliers. Et même si cette délimitation entre politique et économique demeure très arbitraire et perméable, elle autorise à se concentrer sur la pensée économique des auteurs libéraux étudiés ici plutôt que sur leur pensée politique.

Finalement, le même objectif libéral est pourtant recherché par le versant économique plutôt que par le versant politique, considéré comme suffisamment atteint par la démocratie libérale pluraliste, constitué d'un équilibre des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. En repensant au niveau économique le libéralisme, l'idée que "*la liberté individuelle n'est pas anarchique, mais que c'est une force sociale structurante*"[11] reste fondamentalement présente, et aboutit non pas à une opposition chaotique des individus et de leurs intérêts privés dans une société libre, ni à son contraire, une harmonie spontanée utopique[12], mais à un compromis issu de la coopération pacifique. En ce sens, l'économie de marché se démarquera de la conception d'harmonie naturelle des intérêts privés d'Adam Smith, sans pour autant postuler un chaos né de leur libre opposition, mais au contraire l'établissement de compromis entre les groupes porteurs d'intérêts en conflit, compromis qui permettent de construire l'intérêt commun par

[9] Marcel Gauchet, *La crise du libéralisme, l'avènement de la démocratie II*, Paris, Editions Gallimard, 2007, p. 7.
[10] Catherine Audard, *Le libéralisme*, Paris, Editions Gallimard, 2009, p. 727.
[11] *Ibid.*, p. 729.
[12] La nouveauté d'Adam Smith, libérant socialement la poursuite des intérêts privés puisqu'ils atteignent le bien commun, qu'illustre sa fable du boucher, qui ne poursuit que son intérêt privé en satisfaisant ses clients, est donc très fortement relativisée.

l'interaction même des intérêts privés. Il n'y a pas d'intérêt commun supérieur, défini par une entité politique qui contraint les intérêts privés, tout comme il n'y a pas d'harmonie spontanée naissant de l'économie libre. Comme l'a déjà dit Simmel il y a plus d'un siècle, le "compromis, notamment celui qui résulte de la fongibilité, est l'une des plus grandes inventions humaines, tant il fait partie des techniques que nous utilisons tout naturellement pour notre vie quotidienne."[13] Cette technique humaine si couramment utilisée selon Simmel, mais encore si peu théorisée au niveau économique, crée pourtant une autre compréhension de l'économie de marché, contre le capitalisme et dans une optique de liberté. Le capitalisme est limité par la liberté de l'économie de marché, source de compromis.

[13] Georg Simmel, *Le Conflit*, Paris, Circé, 2003, p. 143.

2. Capitalisme et marché

La première occurrence du terme capitalisme apparaît en 1850 dans les écrits de Louis Blanc, dans son traité intitulé l'Organisation du Travail, selon le travail d'Edwin Deschepper[14]. Il est déjà utilisé pour séparer le capital comme constituant de son appropriation par quelques-uns, qui constitue le capitalisme. De fait, la relation conceptuelle entre capital et capitalisme est dès l'origine restreinte à la propriété du capital.

> Ce sophisme consiste à confondre perpétuellement l'utilité du capital avec ce que j'appellerai capitalisme, en d'autres termes l'appropriation du capital par certains à l'exclusion des autres. Que chacun crie : "Longue vie au capital". Nous devrions applaudir et notre attaque du capitalisme, son ennemi mortel, devrait en être encore plus fort[15]

Dès son origine, le capitalisme n'est donc pas l'utilisation du capital de façon réaliste puisque le capital a existé de tous temps, et qu'il a été utilisé de tous temps. Peu utilisé au XIX^{ème} siècle, absent du vocabulaire de Marx, le mot capitalisme est défini par Proudhon comme un régime marqué par la séparation entre propriétaires du capital et travailleurs :

> Un régime économique et social dans lequel le capital comme source de revenus n'appartient généralement pas à ceux qui l'utilisent dans leur propre travail.[16]

La séparation du capital et du travail est donc déjà une composante définitoire du capitalisme. Le capitalisme est né de ses opposants français, les socialistes, avec une définition négative qui le rend péjoratif. Mais une autre origine du mot capitalisme est proposée, Lucien Febvre la plaçant en Allemagne vers 1880, date de son utilisation réelle à grande ampleur :

> C'est un de ces mots en " ismus " caractéristique de la fin du XIX^{e} siècle, un de ces mots qui répondent à la notion allemande du *Wesen*, de la qualité essentielle des choses. [17]

[14] Edwin Deschepper, *L'histoire du mot capital et de ses dérives*, Bruxelles: Philologie Romane, Faculté de Philosophie et Lettres. Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, mémoire de recherche, 1964
[15] *Ibid.*, p. 153. Citation de Louis Blanc
[16] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe–XVIIe*, Paris: Armand Colin; 1979, p. 276.
[17] Lucien Febvre, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962, p. 327.

Le capitalisme devient un mot célèbre avec l'œuvre de Sombart *Der moderne Kapitalismus* en 1902, suivi en 1904 par Weber qui l'utilise aussi dans *Die protestantische Ethik und der Geist des Kapitalismus.* Le nom de capitalisme s'est donc réellement répandu au début du XX^{ème} siècle, comme un antonyme du socialisme, à l'aide en particulier de l'œuvre de Sombart.

"Le moteur du capitalisme est le prêt avec intérêt"[18], nous dit Laurence Fontaine, introduisant un constituant majeur du capitalisme. Pourtant, le terme de capitalisme apparaît, comme il l'a été indiqué, très tardivement par rapport à la pratique du prêt avec intérêt[19], trop tardivement pour définir un système contemporain, celui du XIX^{ème} siècle, qui se comprend comme une rupture totale avec le système féodal qui le précédait. L'idée du prêt avec intérêt renvoie de plus le capitalisme au monde de l'échange monétaire, au marché, sans questionner l'originalité du capitalisme par rapport au prêt marchand portant intérêt. Cet amalgame entre capitalisme et marché est très présent actuellement, presque permanent : "les marchés sont désormais l'incarnation suprême d'un capitalisme anonyme, apatride, dévastateur des êtres et des vies"[20]. Pourtant, de nombreux exemples en questionnent l'amalgame, à la fois au niveau le plus empirique, dans le comportement et la stratégie des acteurs capitalistes réels, et au niveau théorique, dans leur définition, capitalisme et marché renvoyant à des notions différentes.

Le marché, anciennement appelé marchié en vieux français a le sens de la "vente, achat à un prix débattu"[21]. Le marché était un lieu physique, encadré historiquement par de multiples lois édictées par les maîtres des villes ou par les seigneurs, dans lesquels la coutume et la liberté - relative - des prix fixés par la concurrence cohabitaient, plus ou moins harmonieusement. Ce marché était maintenu politiquement, obéissant à des contraintes importantes, qu'elles soient religieuses ou politiques. Mais cela n'empêchait pas une propension de la part des marchands à s'en prémunir, dans leur intérêt propre. Ainsi, historiquement, le contournement des lois du marché est chose courante, pour les marchands, afin de faire plus de profit personnel, déjà, ce qui a amené une autre réponse de la part des autorités :

[18] Laurence Fontaine, *Le marché Histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris, Editions Gallimard, 2014, p. 16.
[19] La pratique du prêt avec intérêt a pu être retracé jusqu'au code de Hammurabi, il y a presque 4000 ans. Le capitalisme comme système, tel que défini par ces premiers auteurs, n'existait évidemment pas à cet époque.
[20] Laurence Fontaine, *op.cit.*, p. 7.
[21] Frédéric Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes*, Paris, 1901, *in* Laurence Fontaine, *op. cit.* p. 8.

> Finalement, face à l'impossibilité de faire appliquer les réglementations, les autorités s'en sont remises au marché lui-même et à la concurrence. Chercher à créer de la concurrence est une arme tôt utilisée par les autorités [...]

La concurrence est donc un constituant essentiel du marché, et encore plus de l'économie de marché, lieu théorique où celle-ci s'exerce, mais elle demeure vigoureusement combattue par un certain type d'acteurs. Cette concurrence qui permet au client d'éviter la fixation unilatérale du prix, contre lui, accompagne la notion de liberté réelle, d'indépendance. L'expression de Max Weber, "le marché rend libre", illustre cet avantage du marché, qui rend aux individus dominés un espace de liberté que les rapports politiques leur refusent.

Adam Smith est également un opposant clair à la manipulation des prix par les producteurs, y préférant la concurrence, celle qui permet au client d'atteindre son intérêt, considéré comme le vrai intérêt important. Dans sa dénonciation du système mercantile, il explique le sacrifice de l'intérêt du consommateur au profit du producteur, aidé par les réglementations nationales qui interdisent ou taxent les importations, alors que l'inverse devrait être promu :

> La consommation est l'unique but, l'unique terme de toute production, et l'on ne devrait jamais s'occuper de l'intérêt du producteur, qu'autant qu'il le faut seulement pour favoriser l'intérêt du consommateur. Cette maxime est si évidente par elle-même même, qu'il y aurait de l'absurdité à vouloir la démontrer. Mais, dans le système que je combats, l'intérêt du consommateur est à peu près constamment sacrifié à celui du producteur, et ce système semble envisager la production et non la consommation, comme le seul but, comme le dernier terme de toute industrie et de tout commerce.[22]

La concurrence apparaît comme *la* solution pour défendre l'intérêt du consommateur contre les producteurs. Elle est l'outil qui permet au client d'optimiser ces choix, de rester libre contre les producteurs. Au lieu de concevoir la concurrence comme un outil d'efficacité, elle est à ses débuts considérés comme un outil de liberté, pour les consommateurs :

[22] Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations : tome IV*, Chap. VIII, Chicoutimi, 2002 [1776] p. 188-189.

> Je pense qu'il n'est pas besoin de faire observer combien de tels règlements sont contraires à cette liberté civile si vantée, et dont nous nous montrons si jaloux, liberté qu'on sacrifie ouvertement dans ce cas au misérable intérêt de nos marchands et de nos manufacturiers.[23]

Plus encore, la concurrence augmente en importance, si c'était possible, dans l'économie, avec la révolution néoclassique, lorsque, avec Walras et Pareto dans le dernier quart du XIX^{ème} siècle, l'économie de marché théorique, évaluée sous condition de concurrence parfaite, atteint une efficacité maximale. En plus de fournir de la liberté, la concurrence fournit de l'efficacité à l'économie de marché, optimisant les raretés et les utilités, et démontrant mathématiquement l'intérêt du marché libre, concurrentiel. L'économie de marché, terme utilisé pour remplacer le côté péjoratif du capitalisme utilisé par les socialistes, apparaît, justifiant l'absence d'Etat dans l'économie, au-delà de la garantie des droits de propriété et de la justice des contrats afférents.

[23] *Ibid.*, p. 188.

3. Capitalisme et économie de marché

L'économie de marché est une construction théorique, un idéaltype devenu par la suite idéal[24], propulsant la concurrence comme l'élément central de l'économie, celle qui amène l'efficacité de l'économie dans son ensemble, avant même l'idée de liberté, par la disparition du pouvoir de marché qu'elle permet. Cette conception de la concurrence, pilier de l'économie de marché, sera donc revisitée, selon une optique de pouvoir, pour à la fois découvrir à quel point elle est présente dans les définitions successives du capitalisme et à quel point elle empêche une autre compréhension de l'économie de marché, plus large que la seule concurrence. En ce sens, les deux termes de capitalisme et économie de marché se retrouvent, en lien avec la concurrence, interconnectés, mélangés, nécessitant de se concentrer sur leur signification propre pour tenter d'en délimiter les contours.

La recherche d'une définition plus précise du capitalisme est en conclusion aussi celle d'une définition plus précise de l'économie de marché, en miroir, même si ces deux termes faisaient référence à l'origine au même système économique réel. Dans cette double recherche, où la concurrence joue un rôle si important, la liberté et le pouvoir sont sollicités comme des pôles antagonistes, l'un positif, l'autre négatif. Avec une évolution selon ces pôles, l'idée d'une séparation peut se former, amenant par la suite une véritable interrogation sur l'interaction qui existait entre capitalisme et économie de marché, à la fois sur leur fonctionnement réel et sur leurs justifications théoriques. A partir de la concurrence, de nouvelles définitions émergent donc, que l'étude du néolibéralisme et de la gouvernance d'entreprise finissent de préciser, de compléter.

Le plan de cette thèse suit donc le fil directeur de la concurrence pour aboutir à une séparation entre capitalisme et économie de marché. La première partie expose l'analyse de la définition du capitalisme chez quatre de ses plus remarquables penseurs, Karl Marx, Max Weber, Joseph Schumpeter et Fernand Braudel, qui ont consacré leur énergie à comprendre, dénoncer ou défendre leur conception différente du capitalisme, différence source de notre intérêt. Ainsi, le concept de la concurrence est étudié pour sa position changeante dans ces définitions du capitalisme. Cette étude souligne une tendance de disparition progressive de la concurrence

[24] Selon la distinction proposée par Weber entre idéaltype comme grille d'analyse théorique du réel et idéal comme objectif à poursuivre. L'économie néoclassique, au départ théorique, est un exemple de confusion entre idéaltype et idéal, et même un idéaltype devenu idéal.

dans la définition du capitalisme, évoluant sur plus d'un siècle, disparition qui permet de séparer capitalisme et économie de marché, en formant des définitions nouvelles de ces deux concepts, encore imprécises. Ces définitions, approfondies dans la deuxième partie, à l'aide de nouveaux auteurs comme Polanyi, Boltanski, ou Baechler, et des auteurs précédents, éclairent encore plus l'importance du pouvoir dans le capitalisme. Les justifications issues de l'esprit du capitalisme permettent en particulier de comprendre l'interaction argumentative complexe et dissimulée entre capitalisme et économie de marché.

Toujours avec ces définitions nouvelles et encore imparfaites, la troisième partie révèle une interprétation différente du néolibéralisme, décrié mais pourtant dominant actuellement, celle d'une théorie opposée au capitalisme, et où ses auteurs majeurs, Hayek et Friedman en tête, défendent l'économie de marché concurrentielle contre le capitalisme. Pourtant, au-delà de l'idée de concurrence parfaite, maximale propagée par la théorie néoclassique depuis la fin du XIX^{ème} siècle, l'économie de marché pensée par le pouvoir n'est pas seulement orientée vers un maximum de concurrence, mais un équilibre. L'impact de cette transformation d'objectif de l'économie de marché, liée à sa nouvelle définition, conduit vers des conclusions nouvelles sur le marché financier en particulier, sur son rôle et comportement. De même, le capitalisme, déjà critiqué pour son traitement des salariés par le marxisme, se retrouve sous le feu d'une critique nouvelle de son gouvernement du travail, avec une définition par le pouvoir. Enfin, en guise d'ouverture de la quatrième et dernière partie, l'idée de concurrence équilibrée est reliée avec une autre idée, opposée, de coopération. La coopération, mode de relation économique entre les individus, appartient aussi, et autant, à l'économie de marché, que la concurrence. L'intégration de cette coopération, qui se trouve en particulier dans les entreprises, mais pas seulement, fait encore évoluer l'économie de marché, au niveau du contrôle des entreprises, de leur gouvernance. Les phénomènes modernes du capitalisme tels que la Responsabilité Sociale des Entreprises ou la *Corporate Governance* illustrent à leur façon l'importance du contrôle de la coopération, des entreprises, et donc dévoilent, toujours par le pouvoir, un autre équilibre, définissant l'économie de marché. Les définitions précises du capitalisme et de l'économie de marché sont finalement présentées, exposant leur opposition, ainsi qu'une solution à l'abus de pouvoir capitaliste.

Ainsi, cette thèse est une tentative de compréhension de l'économie selon une grille d'analyse différente, celle du pouvoir, et non de l'efficacité ou de la propriété. L'idée d'indépendance des individus surgit, liée au pouvoir, au rejet de toute forme subie de pouvoir. L'économie comme

espace de liberté individuelle n'est en ce sens pas très nouvelle, puisqu'elle a déjà été depuis longtemps définie comme un espace de limitation du pouvoir politique, dès le XVIII^{ème} siècle[25]. Le marché était l'outil de cette libération de l'individu avant que le capitalisme ne s'y adjoigne. Le capitalisme, terme qui naît tardivement mais s'aperçoit pour certains auteurs dès le XIII^{ème} siècle[26], se révèle donc sous un nouveau jour, par rapport à cette grille d'analyse.

L'irruption du pouvoir dans l'analyse de l'économie, alors qu'il avait disparu de sa théorie pure orthodoxe sans jamais cesser d'exister dans la réalité économique, transforme l'idée de ce système économique dans lequel nous vivons. Ce retour du pouvoir, au cœur de l'économie, permet de répondre au constat de Gauchet, sombre sur le libéralisme moderne : "Ce ne sont plus les délires du pouvoir que nous avons à craindre, ce sont les ravages de l'impouvoir"[27]. Puisque l'économie de marché était une économie théorique d'absence de pouvoir, une utopie, cette phrase de Gauchet prenait tout son sens au niveau économique, lorsque l'impouvoir était la marche à suivre, garant de l'objectif d'un marché parfait. Après que le pouvoir soit exposé, l'idée d'un impouvoir insurmontable peut être repoussée, ouvrant la porte à un équilibre des pouvoirs qui redonne une capacité d'action aux individus dans la poursuite de leur liberté économique.

[25] Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris, PUF, 1997.
[26] Liée à cette apparition historique se trouve bien sûr une définition différente du capitalisme entre ces auteurs, qui sera également étudiée dans la première partie de cette thèse.
[27] Marcel Gauchet, *La révolution moderne l'avènement de la démocratie I.*, p. 32.

1ère Partie : Capitalisme et Concurrence

Les auteurs étudiés dans cette première partie, dédiée à la compréhension de la position de la concurrence dans les définitions du capitalisme, représentent les plus éminents intellectuels du capitalisme, Karl Marx en tête, puisqu'il en constitue la référence à la fois chronologique et conceptuelle. Au-delà de la focalisation sur la concurrence, l'intérêt de ces interprétations différentes sur le capitalisme repose sur leurs rapports et leurs différences, que ce soit d'un point de vue théorique ou bien historique. Chaque définition comporte donc une originalité, une nouveauté, par rapport à la définition du capitalisme les précédant. D'autant plus que les penseurs présentés ci-dessous, Marx, Weber, Schumpeter, Braudel, sont tous de formation et de discipline différentes, ajoutant une richesse dans leur analyse qui se révèle particulièrement féconde pour appréhender le capitalisme dans sa complexité, dans sa globalité également.

Cette première partie commence donc par la conception marxiste de la concurrence dans le capitalisme, puisque Marx fournit une définition fondatrice du capitalisme, à laquelle se réfèreront de façon plus ou moins consciente les auteurs suivants. Ensuite, toujours d'un point de vue chronologique, le sociologue Max Weber, qui a été considéré comme le Marx bourgeois, de façon exagérée, est étudié car il est l'un des premiers à avoir réalisé une analyse descriptive du capitalisme, et à avoir tenté de comprendre son "esprit", ses justifications, pour renforcer la compréhension des mécanismes du capitalisme, autant ceux historiques qui lui ont permis de s'imposer, que ceux qui lui permettent de se maintenir. La comparaison entre Marx et Weber de leurs définitions est en ce sens instructive, puisque la dénonciation marxiste du capitalisme se trouve en quelque sorte atténuée, déplacée, par les arguments positifs, réels ou non, que les acteurs capitalistes ont pu déployer pour l'imposer socialement et à l'individu. Ainsi, des premières oppositions, ou variations, apparaissent dans la définition du capitalisme et dans la force de la concurrence.

Puis, en entrant de plain-pied dans le XX^{ème} siècle, le siècle de l'opposition entre capitalisme et communisme, Joseph Schumpeter, éminent économiste, un des plus brillants critiques de la théorie du marché auto-régulé sans pour autant pencher vers le socialisme ou le communisme apporte une conception dynamique fondamentale au capitalisme, y incluant une concurrence

imparfaite, mais réelle. Marx l'ayant évidemment précédé sur ce sujet, son apport, une interprétation positive de l'intérêt du capitalisme par le progrès qu'il permet, et non l'atteinte d'un marché parfait, parfaitement concurrentiel et utopique, réside donc dans une évolution de la justification du capitalisme par le progrès, autant que par sa distanciation par rapport à la vision de perfection néoclassique du marché, qui lui permet de ne pas idéaliser la concurrence comme ses prédécesseurs. Enfin, Fernand Braudel, historien spécialisé sur le capitalisme et ses origines, propose une conception différente du capitalisme opposé à la concurrence, avec l'émergence d'acteurs capitalistes au Moyen-Âge en Europe, et leur domination progressive. Il peut ainsi proposer une séparation conceptuelle de l'économie en trois parts, dont une, la plus élevée, s'appelle le capitalisme, différenciée de l'économie de marché, lieu de concurrence. Braudel réalise donc une définition du capitalisme qui le sépare de l'économie de marché, et même les oppose en large partie, sur une base historique mais aussi théorique, qui diverge à la fois de l'analyse historique de Weber, et de celle de Marx, mais aussi de Schumpeter.

Ces définitions divergentes du capitalisme, en particulier du rôle de la concurrence, illustrent une conception finalement relativement variable de ce mot pourtant utilisé si fréquemment, même si certaines idées centrales se révèlent constantes. En conclusion, à partir de ces auteurs une définition plus précise du capitalisme peut être envisagée, où la concurrence se retrouve séparée du capitalisme, plutôt qu'intégrée dans celui-ci.

I.1. Karl Marx : le capitalisme comme régime bourgeois

Le capitalisme est un terme trop récent pour Marx, puisque sa première utilisation médiatique date du début du XX^{ème} siècle. Braudel la place "dans la parution, en 1902, du livre bien connu de Werner Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*. Ce mot, pratiquement, Marx, l'aura ignoré."[28] Il est donc difficile de faire une analyse du terme exact de capitalisme dans l'œuvre de Marx, puisqu'il n'existe pas en tant que tel, mais il peut être extrapolé d'expressions telles que "mode de production capitaliste", "économie bourgeoise" ou "régime capitaliste", fréquemment employées par Marx. Mais une des difficultés d'analyse les plus fortes touchant l'œuvre de Marx tient à la cohérence entre sa théorie de la valeur, approchée par le travail, le coût de production, et sa définition du capitalisme comme exploitation de la force de travail du prolétaire.

Ce n'est pas ici l'objet de présenter en détail la théorie de la valeur marxiste, encore moins de la critiquer, si bien que celle-ci sera considérée comme un élément fondateur connu de l'interprétation marxiste du capitalisme, et résumé par l'idée que la valeur d'un bien provient du travail qui y est introduit, donc que le capital, "en tant que rapport social de domination pour l'extorsion de plus-value"[29], exploite le travail, le prolétaire forcé de vendre sa force de travail plutôt que le produit qui en est issu, faute de posséder du capital pour cela. Bien sûr, en partant de cette théorie de la valeur qui pense le capital comme du travail mort et considère que la seule valeur contenue dans les biens provient du travailleur, tout prélèvement de valeur de la part du capitaliste se révèle une extorsion du travail fourni par le salarié. La théorie de la valeur travail de Marx se trouve donc au cœur de la dénonciation marxiste du capitalisme, même si celle-ci ne sera pas ici critiquée, comme cela a pu être réalisé par les économistes néoclassiques dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, remplaçant la théorie de la valeur travail par la théorie de la valeur rareté et utilité, réalisée par Walras.

Raymon Aron résume le capitalisme de Marx par le profit, définition traditionnelle, de départ, du capitalisme :

> Le premier de ces thèmes, c'est que l'essence du capitalisme est la recherche du profit d'abord et avant tout. Le capitalisme, dans la mesure où il est fondé sur la propriété privée

[28] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p.50-51.
[29] Michel Beaud, *Histoire du capitalisme, 1500-2010*, Paris, Ed. du Seuil, 2010, p. 62.

> des instruments de production, est fondé simultanément sur la recherche du profit par les entrepreneurs ou producteurs.[30]

Mais ce n'est pas seulement la recherche de profit par les capitalistes et la propriété privée des moyens de production qui fondent le capitalisme. Le système capitaliste pour Marx se définit par le salariat, la séparation entre le capital et le travail, et donc la séparation entre le travail et la propriété, le bien, qu'il crée. Une définition marxiste du capitalisme, basée sur l'opposition entre capital et travail, entre capitalistes et travailleurs, révèle une caractéristique irréfutable du capitalisme, la propriété par le capitaliste du bien produit par le salarié[31]. C'est la force de travail qui est achetée par les capitalistes, et non la marchandise qu'elle produit, permettant ainsi la création d'une plus-value marxiste, de profit, qui est l'objectif unique des capitalistes. L'origine du capitalisme est donc l'absence de propriété des prolétaires sur leur travail :

> Le mode de production et d'accumulation capitaliste, et partant, la propriété privée capitaliste, présuppose l'anéantissement de la propriété privée fondée sur le travail personnel ; sa base, c'est l'expropriation du travailleur.[32]

Cette séparation découle de manière moderne du contrat de travail, et est issu de l'absence de moyens de production, de propriété, du travailleur qui abandonne donc la propriété sur le bien produit par son travail, le résultat de son travail, au capitaliste. L'obligation pour le travailleur de vendre sa force de travail provient d'une expropriation historique bien plus large, une appropriation violente des moyens de production par les capitalistes, qui débouche donc sur la mise en marché du travail par les prolétaires dépossédés de propriété. L'origine du capitalisme pour Marx survient donc au départ d'une inégalité de richesses entre les hommes, amenant au salariat, solution inévitable et subie par le travailleur pour sa survie. Cette source du capitalisme par le vol sera développée après une brève présentation des critiques marxistes contre le capitalisme.

---

[30] Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, Paris, 1989, p.159.

[31] Ici, la théorie marxiste de la valeur-travail joue un rôle essentiel, puisqu'elle permet de réduire économiquement les biens à du travail injecté, et donc aboutit à nier le rôle positif du capital dans le process de production, le capital se révélant uniquement du "travail mort". Sans cette théorie de la valeur, le capital, aussi nécessaire que le travail dans le process de production, ferait partie du bien produit, et pourrait en revendiquer légitimement une part plus ou moins conséquente. Ainsi, la théorie de la valeur-travail est le fondement conceptuel le plus essentiel de la dénonciation marxiste du capitalisme : sans elle, le produit vendu n'est plus extorqué, à l'aide du travail mort passé qu'est le capital, au salarié qui y a injecté uniquement du travail, mais est un mélange de capital et de travail, ce qui implique une véritable reconnaissance du rôle positif du capital, et finalement une légitimité d'une certaine forme de profit, dont le montant et l'existence restent à déterminer.

[32] Karl Marx, *Oeuvres, Economie, 1847-1880, Le Capital, t. I* , Paris, Bibl. de La Pléiade, 1963, p. 1235.

I.1.1. Critiques marxistes théoriques du capitalisme

Le capitalisme de Marx commence historiquement par l'apparition du régime bourgeois, sur la base d'un vol de propriété entraînant la formation de salariés privés de propriété, et dans un second temps, conceptuellement comme un système tendant vers sa disparition, par la course à l'accumulation contradictoire qu'il crée, aboutissant à la révolution prolétarienne. La pensée de Marx est donc à la fois une dénonciation virulente du capitalisme, et en particulier de ses origines violentes, et une prophétie d'autodestruction nécessaire du capitalisme. Mais ces deux caractéristiques marxistes du capitalisme ne font que surgir du véritable problème capitaliste, celui de l'aliénation des individus, de l'abstraction que les marchandises créent sur les hommes et qui remplacent les relations de dépendance historique. Michael Lowy, dans sa comparaison entre les pensées de Marx et de Weber, réduit à cinq les abus capitalistes dénoncés par Marx : l'injustice de l'exploitation des travailleurs, la perte de liberté par l'aliénation, la quantification mercantile, l'irrationalité et la barbarie moderne[33].

L'injustice de l'exploitation, brièvement résumée ci-dessus par sa relation conceptuelle avec la théorie marxiste de la valeur-travail, découle donc du surplus prélevé par le capitaliste, alors que la valeur provient du prolétaire, exploité par le capital du fait de son déficit de propriété privée. L'injustice est donc constitutive du prélèvement du capital, quel que soit sa quantité, car toute la valeur est issue du travail. Le salaire du travailleur ne correspond en réalité qu'à une partie du travail fourni, l'autre partie, le travail non payé, le surtravail, formant le surplus que s'accapare le capitaliste. Par l'idée de concurrence entre les travailleurs, sur laquelle il sera nécessaire de revenir ensuite, Marx arrive même à une conception du salaire minimal, qui ne peut en réalité s'élever au-dessus du niveau de subsistance et reproduction du prolétaire, le reste de la valeur se trouvant donc être le surplus capitaliste.

De plus, la perte de liberté des individus provient de l'aliénation, de la domination des biens, fétichisés. Les biens remplacent les dieux, le capitalisme se révélant une sorte de religion "désenchantée".

> Toute aliénation de soi de l'homme à l'égard de soi-même et de la nature apparaît dans le rapport avec d'autres hommes, distincts de lui, dans lequel il se place lui-même et place la

[33] Michael Lowy, Marx And Weber: Critics of Capitalism, *New Politics*, vol XI, No 2, Winter, #42.

> nature. [...]Par le travail aliéné, l'homme n'engendre donc pas seulement son rapport avec l'objet et l'acte de production en tant que puissances étrangères et qui lui sont hostiles ; il engendre aussi le rapport dans lequel d'autres hommes se trouvent à l'égard de sa production et de son produit et le rapport dans lequel il se trouve avec ces autres hommes. De même qu'il fait de sa propre production sa propre privation de réalité, sa punition, et de son propre produit une perte, un produit qui ne lui appartient pas, de même il crée la domination de celui qui ne produit pas sur la production et sur le produit. De même qu'il se rend étrangère sa propre activité, de même il attribue en propre à l'étranger l'activité qui ne lui est pas propre.[34]

Marx relie directement l'idée de travail aliéné à celui de propriété privée, pour dénoncer le problème du travail aliéné comme étant celui de la propriété privée, le salaire ne représentant que le paiement de "l'esclave", et devant donc être aboli au nom de la dignité de l'homme. La disparition de la propriété privée emmène donc à la disparition de l'aliénation.

> Cette propriété privée matérielle, immédiatement sensible, est l'expression matérielle sensible de la vie humaine aliénée. Son mouvement - la production et la consommation - est la révélation sensible du mouvement de toute la production passée, c'est-à-dire qu'il est la réalisation ou la réalité de l'homme. La religion, la famille, l'État, le droit, la morale, la science, l'art, etc., ne sont que des modes particuliers de la production et tombent sous sa loi générale. L'abolition positive de la propriété privée, l'appropriation de la vie humaine, signifie donc la suppression positive de toute aliénation, par conséquent le retour de l'homme hors de la religion, de la famille, de l'État, etc., à son existence humaine, c'est-à-dire sociale. L'aliénation religieuse en tant que telle ne se passe que dans le domaine de la conscience, du for intérieur de l'homme, mais l'aliénation économique est celle de la vie réelle - sa suppression embrasse donc l'un et l'autre aspects.[35]

L'aliénation provient du fétichisme de la marchandise, développé par la suite par Marx, dans *Le Capital*, qui sert de support aux relations sociales. La marchandise est fétichisée pour à la fois réifier les rapports sociaux, entre personnes, et personnifier les choses. Elle sert à relier les individus socialement par le moyen de l'économie de marché, chacun se trouvant évalué par rapport à ses richesses. L'échange de marchandises sur le marché masque et même devient la relation sociale entre individus. La marchandise échangée remplace la relation sociale qui existait auparavant entre les hommes. Toutes les valeurs éthiques, sentiments, relations plus

[34] Karl Marx, *Manuscrits de 1844 (Économie politique & philosophie)*, Paris, Les Éditions sociales, 1972, p. 64.
[35] *Ibid.*, p. 82.

qualitatives de l'homme sont donc détruites, remplacées par ce que Thomas Carlyle[36] a nommé le "*cash nexus*", la relation par l'argent, à relier au calcul économique égoïste du marchand. L'argent devient donc le moyen de la relation à l'autre :

> Si l'argent est le lien qui me lie à la vie humaine, qui lie à moi la société et qui me lie à la nature et à l'homme, l'argent n'est-il pas le lien de tous les liens ? Ne peut-il pas dénouer et nouer tous les liens ? N'est-il non plus de ce fait le moyen universel de séparation ?[37]

Ce que Marx a nommé le "pouvoir de l'argent" provient donc de cette quantification, de cette abstraction par la marchandise, par la mesure par l'argent. L'argent permet d'acheter toutes les qualités, de rendre beau ce qui est laid, juste ce qui est injuste, etc. Ces valeurs deviennent échangeables sur le marché, monétisées, dans un mouvement de réduction à l'argent comme valeur unique. L'argent est donc la source du pouvoir :

> *L'argent* en possédant la *qualité* de tout acheter, en possédant la qualité de s'approprier tous les objets est donc *l'objet* comme possession éminente. L'universalité de sa *qualité* est la toute-puissance de son essence. Il passe donc pour tout-puissant...[38]

Encore plus, le possesseur d'argent est puissant au niveau de la quantité d'argent qu'il possède. Quantité et puissance de l'argent sont identiques, et fournissent la puissance à l'homme, et même ses qualités : "Les qualités de l'argent sont mes qualités et mes forces essentielles - à moi son possesseur"[39]. Cette identification entre l'homme et la quantité d'argent qu'il possède, au niveau du pouvoir, est à l'origine du capitalisme à son niveau le plus essentiel, le rapport entre le capitaliste et le travailleur. Le pouvoir de l'argent se transmet au capital et lui donne la capacité de retirer une plus-value au processus de production réalisé par le travailleur. C'est donc le pouvoir de l'argent qui permet au capitalisme de dominer et de réduire l'homme à la quantité d'argent qu'il possède. L'argent n'est plus qu'une quantité, abstraite, mesure des objets et des êtres :

> La quantité de l'argent devient de plus en plus l'unique et puissante propriété de celui-ci; de même qu'il réduit tout être à son abstraction, il se réduit lui-même dans son propre

[36] Thomas Carlyle, *Chartism, Past and Present*. London: Chapman and Hall, 1858. Reprinted in Elibron Classics Series, 2005.
[37] Karl Marx, *Manuscrits de 1844 (Économie politique & philosophie)*, p. 109.
[38] *Ibid.*, p. 107.
[39] *Ibid.*, p. 109.

> mouvement à un être quantitatif. L'absence de mesure et la démesure deviennent sa véritable mesure.[40]

L'argent, source unique, quantitative, de pouvoir de l'homme, participe donc à la démesure du système capitaliste. Son irrationalité, soulignée par Marx, puisque l'économie devient une fin plutôt qu'un moyen pour atteindre des fins, est caractérisée par le côté infini de l'accumulation du capital, but de l'acteur capitaliste. Le profit généré est toujours augmenté, sans fin, dans une course à l'accumulation que la concurrence exacerbe, et qui paraît absurde aux yeux des critiques du capitalisme. Les crises de surproduction générées par le capitalisme, l'opposition entre la masse considérable de biens produits et la misère des prolétaires, loin d'être des failles du système, des erreurs, se révèlent aux yeux de Marx comme des phénomènes naturels de son irrationalité, de son absurdité. Même si le processus d'accumulation du capital, par la production et l'échange, s'illustre par sa rationalité, il s'agit d'une rationalité instrumentale, et non d'une réflexion sur la position de l'économie dans la société, d'un moyen de subsistance et de satisfaction des besoins, non d'une fin en soi.

Le système capitaliste est donc perçu comme une barbarie moderne par Marx, un paradoxe cruel visible par le développement des moyens de production, par le progrès et la hausse de la productivité, qui devrait amener un monde meilleur, mais qui dans le même temps amène une régression par les forces capitalistes de la concurrence et de l'accumulation du capital, celles qui débouchent sur la misère, les crises et la faim. Le capitalisme crée une nouvelle forme de barbarie au milieu de la civilisation, un paradoxe que Carlyle avait aussi relevé en parlant de l'économie comme d'une "science lugubre", dans la foulée de la découverte de la loi d'airain des salaires, que Marx reprend et qui les immobilise à un niveau très faible par la concurrence exacerbée entre travailleurs et les gains de productivité. L'économie est donc très pessimiste quant à la capacité de la population d'élever considérablement son niveau de vie. Au milieu de l'opulence se trouve la plus grande misère. Et cette misère prolétarienne est en particulier due à la concurrence.

[40] *Ibid.*, p. 92.

I.1.2. Histoire marxiste du capitalisme expropriateur

Marx a construit non seulement une définition du capitalisme radicalement nouvelle, mais il a aussi créé avec Engels une théorie historique plus vaste de lutte des classes dans les sociétés humaines, de prépondérance de l'économie et du matériel sur l'évolution des hommes. Cette conception matérialiste de l'histoire, par la suite nommée matérialisme historique par Engels, consiste donc à donner la primeur de l'évolution historique à la structure économique de la société, sur laquelle s'ajoute une superstructure juridique qui reflète les rapports de production entre les deux classes sociales d'exploitants et d'exploités. La superstructure, les institutions, découlent donc de la domination d'une classe sociale, du rapport de production orienté vers un groupe social. Le matérialisme historique marxiste a été considérablement analysé et critiqué, et ne sera pas poursuivi dans ce paragraphe, au profit d'une attention plus importante portée sur l'origine violente du capitalisme, sur ses ressorts historiques pratiques qui ont permis son apparition, en particulier l'accumulation primitive qui a obligé les travailleurs à vendre leur force de travail plutôt que le produit de ce travail, faute de moyens de production.

> Dans l'histoire de l'accumulation primitive, toute révolution fait époque qui sert de levier à l'avancement de la classe capitaliste en voie de formation, celles surtout qui dépouillent de grandes masses de leurs moyens de production et d'existence traditionnels, les lancent sur le marché du travail, prolétaires sans feu ni lieu.[41]

En particulier, Marx dénonce les procédés violents d'appropriation capitaliste de la terre, par le phénomène des *enclosures*. "C'est ainsi que l'expropriation des paysans, leur transformation en salariés amène l'anéantissement de l'industrie domestique des campagnes, le divorce de l'agriculture d'avec toute sorte de manufacture"[42]. Cette dénonciation n'est pas nouvelle, mais prend avec Marx une dimension politique et économique nouvelle. Les enclosures étaient déjà décriées par les contemporains du mouvement, par exemple par John Hales au XVI^{ème} siècle :

> Ma foi ! ces enclosures seront notre perte ! A cause d'elles, nous payons pour nos fermes des loyers plus lourds que jamais, et nous ne trouvons plus de terres pour les labourer. Tout est pris pour les pâturages, pour l'élevage des moutons ou du gros bétail : si bien qu'en sept ans,

[41] *Ibid.*, p. 1170. Dans cette citation se trouve résumée tout l'argumentaire de l'œuvre récente et célèbre de Naomi Klein, *La Stratégie du Choc*, où le capitalisme avance par crises successives, qui permettent un renforcement de celui-ci.
[42] *Ibid.*, p. 1209.

> j'ai vu, dans un rayon de six milles autour de moi, une douzaine de charrues mise au rancart ; là où plus de quarante personnes trouvaient à vivre, maintenant un homme avec ses troupeaux a tout pour lui seul. Ce sont ces moutons qui font notre malheur. Ils ont chassé de ce pays l'agriculture, qui naguère nous fournissait toutes sortes de denrées, au lieu qu'à présent ce ne sont plus que moutons, moutons et encore moutons."[43]

Cette dénonciation de la monoculture déclenchée par le commerce de la laine, et surtout de la concentration de la terre aux mains d'un seul homme, bourgeois, par l'acquisition des terres communales, débouche sur la constitution d'une classe de prolétaires, de personnes qui ne peuvent survivre qu'en vendant leur force de travail. Sans accès aux communaux pour y faire paître leur bétail, cueillir des fruits ou récolter du bois, et sans travail agricole dû à la transformation en pâturages des terres, les plus pauvres des villages n'avaient plus d'autre ressources que de vendre leur force de travail à l'industrie, à un prix dérisoire. Les *enclosures* fournirent une main d'œuvre abondante et très peu chère, que l'industrie pourra employer dans des conditions très dures, amenant les critiques socialistes et marxistes et les luttes des travailleurs contre le capitalisme. La hausse de la productivité agricole n'est pas réellement responsable de ce bouleversement social précurseur, ni même responsable du capitalisme, puisqu'il aura fallu des expropriations plus ou moins violentes, le regroupement de terres communales dans un but industriel comme la laine, pour soumettre les plus pauvres à l'industrie, et leur payer des salaires très faibles.

Marx développe dans les *Fondements de la Critique de l'économie politique* l'idée de l'émergence du travailleur comme une dissolution des anciens rapports sociaux, le libérant tout en le soumettant au marché du travail. Sans travailleur libre, pas de capitalisme, et pas de capital : l'apparition d'une force de travail sur le marché permet également à l'argent depuis toujours disponible de devenir capital, d'embaucher cette force de travail libre et d'acquérir les outils de production, machines et terrains, nécessaires à la production. L'émergence du travailleur libre constitue donc un point crucial de l'origine du capitalisme, que Marx relie au phénomène des enclosures[44], qu'il dénonce violemment. L'apparition historique du travailleur libre repose donc sur la séparation entre le travailleur et ses anciens moyens de subsistance, que ce soit la terre (les communaux), les outils de production (fin de l'artisanat), l'absence de

[43] *A discourse of the commonweal of this realm of England* (1549), *in* Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIIIè siècle, Essai sur les commencements de la Grande Industrie moderne en Angleterre*, Paris, Génin, 1959 [1906], p. 143.

[44] Polanyi y ajoutera le coût des machines industrielles nouvelles, et leur productivité, qui élimine la production artisanale, plus chère, tout en empêchant les artisans, trop pauvres, de s'équiper de ces machines.

richesse et l'absence de lien entre le propriétaire et le travailleur (celui-ci n'est ni un serf ni un esclave).

> Par conséquent, les dissolutions sont doubles : le procès qui amène la constitution de travailleurs libres, entraîne simultanément la libération des moyens de production. Ce n'est qu'à cette condition que le capital, sous sa forme monétaire, trouve en même temps sur le marché et le travail libre ses conditions d'existence.[45]

Par des références historiques autant que par une dénonciation puissante, Marx démontre donc l'origine injuste et violente du capitalisme, où "le vol systématique des terres communales, joint au pillage des domaines de l'Etat, contribuait à enfler les grandes fermes appelées au XVIII^{ème} siècle "fermes à capital" ou "fermes de marchands", et à transformer la population des campagnes en prolétariat "disponible" pour l'industrie"[46]. Encore plus, l'Etat promulgue des lois en faveur des bourgeois, qu'elles soient pour forcer l'indigent à travailler à n'importe quel salaire, ou pour limiter les coalitions d'ouvriers et ainsi limiter les salaires, ce que la France révolutionnaire réalise de la même façon, par l'interdiction des coalitions entre ouvriers, au nom de la liberté des entrepreneurs, un décret qui selon Marx "trace à la concurrence entre capital et travail des limites agréables aux capitalistes"[47].

Cette origine violente du capitalisme européen dénoncée par Marx, l'appropriation originelle illégale qui a aussi permis de "libérer" le travailleur, c'est-à-dire de l'asservir à l'industrie, tout en créant le capital, reste très solide. En effet, une des plus grandes critiques du capitalisme reste l'idée de propriété, une des plus fondamentales car sa distribution très inégale permet le capitalisme : une distribution plus égalitaire du capital (issu de la propriété) aurait permis une autre forme d'économie, une moindre exploitation du travail, sur la base d'une capacité plus grande des travailleurs de posséder les moyens de production, et de développer une activité industrielle sur les formes de l'artisanat (où l'artisan possède ses outils, ses moyens de production).[48] Mais en suivant Marx, c'est à cause de cette distribution inégale de la propriété que le capitalisme a pu s'imposer, et imposer son pouvoir à des prolétaires sans autre choix que de vendre leur force de travail : la soumission du travail au capital résulte de ce fait.

---

[45] Jean Baechler, *Le capitalisme 1. Les origines*, Paris, Editions Gallimard, 1995, p. 165.
[46] Karl Marx, *Le Capital, Livre I, Section 5 à 8*, Paris, Flammarion, 1985, p. 176.
[47] *Ibid.*, p. 189.
[48] Cette question incontournable de la distribution de la propriété à l'origine du capitalisme sera évoquée en annexe de cette thèse, non sur des bases purement théoriques, mais sur des bases réelles, avec un monde déjà totalement approprié, et approprié de manière violente.

Un exemple particulièrement intéressant du pouvoir des bourgeois sur leurs employés (ici le cas du système de *putting-out* précédant la manufacture, où les individus travaillent chez eux, organisation du travail qui préfigure finalement le capitalisme industriel dominateur, salarié, qui suivra) est présenté dans la fable *Les Délices du patron drapier*, datée de la fin du XVII^{ème} siècle, de manière caricaturale mais avec des accents de vérité claire sur la domination sociale de l'époque (le patron drapier parle pour lui et ses semblables, face à ses travailleurs non pas salariés mais seulement fournisseurs) :

> Nous amassons des trésors, nous gagnons de grandes richesses - A force de dépouiller et de pressurer les pauvres gens - C'est ainsi que nous remplissons notre bourse, - (...)
> Et d'abord, les peigneurs, nous les réduirons - De huit *groats* les vingt livres à une demi-couronne. - Et s'ils murmurent, et disent : "c'est trop peu !" - Nous leur donnerons le choix entre cela et pas de travail. (...) Nous ferons travailler à bas prix les pauvres tisserands. - Nous trouverons des défauts, qu'il y en ait ou non, de manière à rogner encore leur salaire. (...) Puis ce sera le tour des fileurs : - Nous leur ferons filer trois livres de laine au lieu de deux. - Quaned ils nous rapportent l'ouvrage, ils se plaignent, - Et nous disent qu'avec leur salaire ils n'ont pas de quoi vivre. - Mais s'il manque seulement une once de laine, - Nous ne serons pas embarrassés pour leur rabattre trois pence. C'est ainsi que nous acquérons notre argent et nos terres. - Grâce à de pauvres gens qui travaillent soir et matin. - S'ils n'étaient pas là pour peiner de toutes leurs forces. - Nous pourrions aller nous pendre, sans autre forme de procès.[49]

La domination sociale et l'appauvrissement des travailleurs les plus faibles, qui ont le malheur de vivre uniquement de leur travail et donc ne pouvoir accéder au marché de la vente de biens, restreints qu'ils sont au seul marché du travail, celui de la vente de leur force de travail, restriction due à l'absence de propriété qui leur permettrait de vivre sans soumission au capitalisme, participent du mouvement capitaliste dénoncé vigoureusement par Marx. De plus, les ouvriers de l'industrie nouvelle se recrutent non pas chez les artisans mais dans les couches les plus basses de la population, les plus faibles, puisque les autres, qui peuvent éviter de travailler dans les fabriques, le font en dénonçant les conditions de travail. "Le personnel des fabriques fut au début composé des éléments les plus disparates : paysans chassés de leur village par l'extension des grandes propriétés, soldats licenciés, indigents à la charge des

[49] Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIIIè siècle, Essai sur les commencements de la Grande Industrie moderne en Angleterre*, Paris, Génin, 1959 [1906], p. 58-59.

paroisses, le rebut de toutes les classes et de tous les métiers."[50] Seuls les plus faibles acceptent de se retrouver dans ses fabriques, soumis à la cadence des machines et attelés à un travail abrutissant, tout en étant payés de façon très faible[51].

Dans le même temps, l'Etat anglais, du côté des bourgeois avec la promulgation de lois en leur faveur durant le XVIII^{ème} siècle, joue un rôle déterminant dans le développement du capitalisme à la faveur de la politique mercantiliste de l'époque :

> L'Etat y a largement son rôle, avec les mesures protectionnistes, les privilèges et les monopoles de la politique mercantiliste ; avec le soutien politique et militaire à l'expansion commerciale et coloniale ; avec la polices des pauvres et la répression des révoltes ouvrières ; loi de 1769 qualifiant de *felony* la destruction volontaire de machines et des bâtiments les contenant, et instituant à l'égard des coupables la peine de mort ; troupe envoyée contre l'émeute, comme en 1779 dans le Lancaster et en 1796 dans le Yorkshire ; loi de 1799 interdisant les coalitions ouvrières en vue d'obtenir augmentation de salaires, réduction de la durée du travail ou toute autre amélioration de l'emploi ou du travail.[52]

Le rôle de l'Etat comme agent des classes dominantes, dénoncé par Marx, qui fait de l'Etat dans le capitalisme un Etat bourgeois, capitaliste, défenseur des intérêts de la bourgeoisie, y trouve ici sa confirmation, même si de nombreuses lois durant les siècles suivants, le XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, ayant pour but de réglementer les conditions de travail, de défendre le salarié, illustreront le phénomène inverse, la protection contre l'abus de pouvoir capitaliste[53]. Mais ces lois en faveur des ouvriers ne remettent pas en cause le rapport social de domination entre capitaliste et salarié, un rapport perpétuel selon Marx. Le progrès du capitalisme débouche en réalité pour Marx sur une accumulation accrue, et donc une augmentation de l'exploitation du prolétariat, dans un mouvement inéluctable.

---

[50] Michel Beaud, *op. cit.*., p. 391.

[51] Henri Ford résoudra ce problème au début du XX^{ème} siècle, en augmentant fortement le salaire de ces ouvriers (passé de 2,34 $ à 5 $ par jour en janvier 2014, avec une journée de 8h et non de 9h), amenant ainsi des ouvriers qualifiés à entrer (et rester) dans l'entreprise, malgré les cadences imposées et la répétitivité de sa méthode fordiste de production. La rotation des employés dans son entreprise chute drastiquement, et la production augmente fortement. Les gains de productivité mieux redistribués entre travailleurs et capitalistes ont donc des effets très bénéfiques sur la production.

[52] *Ibid.*, p. 105.

[53] Cette idée d'évolution paradoxale du rôle de l'Etat par rapport au capitalisme, de support puis de limitation, est plus largement développée dans le chapitre consacré à 'étude de Polanyi. La position variable de l'Etat face au capitalisme, s'explique aisément par la séparation entre économie de marché et capitalisme.

> Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni seulement plus-value, il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié. Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit donc nécessairement une surpopulation ouvrière, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans son état de développement intégral.[54]

Le capitalisme est donc une course sans fin à l'accumulation, avec une population ouvrière de plus en plus importante. La création de deux classes antagonistes, capitalistes et prolétaires, et leur expansion nécessaire est une loi dans la pensée de Marx, un fait inéluctable qui rend l'opposition de plus en plus forte au fur et à mesure du développement du capitalisme :

> La loi qui toujours équilibre le progrès de l'accumulation et celui de la surpopulation relative rive le travailleur au capital plus solidement que les coins de Vulcain ne rivaient Prométhée à son rocher. C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de la richesse, à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.[55]

Il faut y lire ici un prolongement de la théorie de Malthus sur la population. La théorie malthusienne, qui a pu être appelée loi, même si elle a été infirmée de manière éclatante par le développement futur de l'économie, comparait la croissance de la population à la croissance des ressources alimentaires disponibles, et aboutissait à un pessimisme majeur, puisque si la croissance de la population excède celle des ressources alimentaires, il serait impossible de faire sortir les masses humaines de la misère, puisqu'elles seraient toujours maintenues à leur seuil de subsistance, au mieux, et même souvent confrontées à des famines, à des catastrophes humanitaires, afin de rééquilibrer ressources disponibles et population. Cette théorie célèbre avait certainement des bases empiriques, puisque la natalité au XVIII^{ème} siècle en Angleterre et en Europe était élevée, ce qui, sans une augmentation encore plus rapide de la production, amène obligatoirement les sociétés humaines à leur seuil de subsistance pour la plus grande majorité des individus.

[54] Karl Marx, *Le Capital, t. I*, p. 1081.
[55] *Ibid.*, p. 1148.

Marx, à partir de cette loi malthusienne pessimiste, tient donc un raisonnement logique, celui du cantonnement des prolétaires à la misère la plus profonde, à leur seuil de subsistance, par la démographie qui multiplie les hommes plus vite que les ressources n'augmentent, et donc empêche toute hausse de salaire des prolétaires, en surnombre permanent, par le jeu de la concurrence. Le salaire du prolétaire est fixé au plancher de la simple survie de l'ouvrier, et de sa reproduction, puisque la concurrence entre prolétaires en grand nombre ne peut transformer le rapport de forces entre capitalistes et travailleurs, ne peut aboutir à une hausse de salaires, malgré la hausse des profits (temporaire, du fait de la loi de la baisse tendancielle des taux de profit). Sous l'effet de la loi malthusienne et de la captation de plus-value par le capital, en position de force face à de trop nombreux ouvriers - la concurrence chez Marx est du côté du capital, est bénéfique aux bourgeois contre les ouvriers en surnombre, sur le marché du travail - les salaires sont tirés vers le bas, vers le niveau minimum de survie et de reproduction, et perpétuent la misère du prolétariat, qui ne dispose pas d'autres ressources que ce seul salaire.

I.1.3. La loi de la concurrence capitaliste

Il l'a déjà été mentionné, Marx n'utilise pas le terme de capitalisme, encore non usité à son époque. Il utilise cependant des termes relativement proches pour le capitalisme, le "mode de production capitaliste", "l'économie bourgeoise" ou bien le "régime capitaliste", l'économique (mode de production, lié à l'économie) et le politique (régime) étant assimilés. La concurrence en fait partie intégrante, indispensable même, car elle est la force extérieure toute-puissante qui s'impose aux acteurs. La concurrence est un concept permanent de la critique marxiste, mentionné dans les textes de Marx, comme d'une malédiction. Dans *Le Capital*, elle prend même l'habit d'une loi extérieure qui oblige les capitalistes à se soumettre au processus de production capitaliste :

> Mais, dans l'ensemble, cela ne dépend pas non plus de la bonne ou de la mauvaise volonté de chaque capitaliste pris individuellement. La libre concurrence impose à chaque capitaliste pris individuellement les lois immanentes de la production capitaliste comme des lois qui le contraignent de l'extérieur.[56]

Tout comme le prolétaire perd sa liberté par son manque de moyens de production qui l'oblige à vendre sa force de travail, le capitaliste est soumis à la loi de la concurrence qui l'oblige à agir dans une direction donnée, sans pouvoir s'en détourner, sous peine de disparaître. Ce n'est pas seulement l'individu capitaliste qui imprime sa volonté, mais surtout le système et ses lois, dont la concurrence, qui orientent l'économie et les acteurs. La concurrence et le capitalisme sont donc indissociables dans la conception marxiste. Mais elle est aussi source de critiques :

> Alors que le mode de production capitaliste contraint à faire des économies dans toute entreprise individuelle, son système de concurrence anarchique engendre les plus immenses gaspillages de moyens sociaux de production et de forces de travail, en même temps qu'un nombre faramineux de fonctions aujourd'hui indispensables, mais en soi totalement superflues.[57]

La concurrence ne diminue pas seulement les coûts de production, elle crée des gaspillages très importants au niveau global. L'adjectif anarchique, qui remplace le terme libre, puisque la

[56] Karl Marx, *Le Capital*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993, p. 302
[57] *Ibid.*, p. 593

liberté empêche une coordination bureaucratique parfaite, en est un exemple démonstratif. La liberté, terme plutôt positif, est remplacée par l'anarchie, terme bien plus péjoratif. Il est vrai qu'une production centralisée peut conceptuellement être plus efficace puisque les coûts liés à la concurrence sont éliminés, mais les coûts liés à l'absence de liberté, au monopole, doivent y être ajoutés, ce qui pose un problème global de performance de la solution centralisatrice par rapport à celle concurrentielle.

Mais c'est au niveau de la concurrence entre les prolétaires que la dénonciation marxiste est la plus virulente :

> La concurrence ainsi engendrée parmi les travailleurs permet au capitaliste d'abaisser le prix du travail, tandis qu'inversement la chute du prix du travail lui permet de tirer davantage encore le temps de travail vers le haut[58]

La concurrence entre travailleurs, pour trouver du travail, pour leur survie, les oblige à baisser leur salaire, ou plutôt permet au capitaliste de l'abaisser, et donc augmente leur journée de travail, afin qu'ils puissent continuer à vivre avec la même rémunération mais un prix à l'heure diminué. De façon intéressante, cette capacité du capitaliste à baisser le prix du salaire finit par se retourner contre lui, avec la concurrence entre capitalistes qui conduit à une baisse du prix de vente de la marchandise, une forme de "cadeau à l'acheteur"[59] issu de la concurrence.

Marx intègre la concurrence, anarchique, issue du marché, comme un constituant obligatoire et naturel du capitalisme. La concurrence a en effet un rôle majeur dans la tendance capitaliste à la baisse du profit amenant la baisse des salaires, qui se termine par l'autodestruction du capitalisme et l'avènement du communisme, dans le *Manifeste du Parti Communiste*. La concurrence y est une caractéristique du régime bourgeois, au même titre que l'Etat, considéré comme "un comité administratif des affaires de la classe bourgeoise."[60] Le capitalisme est un système global, politique et économique, où la bourgeoisie est au pouvoir.

---

[58] *Ibid.*, p. 614.
[59] *Ibid.*, p. 615. Marx ne semble pas vouloir considérer que l'acheteur en question puisse être le prolétaire, qui donc bénéficie d'un prix inférieur pour un bien produit dans le système capitaliste.
[60] Karl Marx et Friedrich Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, 1848, Paris, Editions Mille et une nuits, 1994, p. 16.

La bourgeoisie s'est émancipée de la féodalité, dominée par la noblesse, pour prendre le pouvoir et exercer sa domination de classe sur les autres classes, en particulier les prolétaires exploités dans leur travail. Marx voit l'œuvre de la bourgeoisie dans l'évolution politique historique, son émancipation progressive : "la bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée du pouvoir politique - à l'exclusion des autres classes - dans l'Etat représentatif moderne."[61] La bourgeoisie est constituée des propriétaires des moyens de production et d'échange, donc des entrepreneurs, producteurs, commerçants, des financiers, des hommes dont la fonction économique est le métier principal, possédant le pouvoir de l'argent et du capital.

La bourgeoisie substitue aux relations humaines historiques de nouvelles relations, que ce soit la famille, le commerce, le politique et ne peut continuer à exister "qu'à condition de révolutionner constamment les instruments de travail, ce qui veut dire le mode de production, ce qui veut dire tous les rapports sociaux."[62] Une des caractéristiques de la bourgeoisie est donc de ne pouvoir vivre en état stationnaire selon Marx, obligée par sa construction même à révolutionner la société en permanence et à s'étendre pour s'accroître ("elle modèle le monde à son image"[63]). Le capitalisme de Marx est fondamentalement et obligatoirement dynamique, en mouvement[64]. Marx interprète aussi parfaitement le phénomène de concentration majeure de la propriété, aboutissant à la domination de la bourgeoisie :

> [L]a bourgeoisie supprime de plus en plus l'éparpillement des moyens de production, de la propriété et de la population. Elle a aggloméré les populations, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans les mains de quelques individus.[65]

Le phénomène de regroupement et de soumission d'une masse de travailleurs a pour objet le profit, de façon logique au niveau du capitalisme. Mais Marx y insère aussi le marché, et en particulier la concurrence qui remplace les relations historiques précédentes :

> A la place s'éleva la libre concurrence, avec une constitution sociale et politique correspondante, avec la domination économique et politique de la classe bourgeoise.[66]

---

[61] *Ibid.*, p. 16.
[62] *Ibid.*, p. 17.
[63] *Ibid.*, p. 19.
[64] Il apparaît donc que Marx est un précurseur direct de l'idée célèbre développée par Schumpeter, celle d'un capitalisme dynamique, lié au processus de destruction créatrice.
[65] *Ibid.*, p. 20-21.

La libre concurrence fait donc partie du système, et participe à ces crises de surproduction que Marx considère comme des symptômes de la fin prochaine du capitalisme et donc de la domination de la bourgeoisie. Les crises de surproduction du capitalisme ne se résolvent que par la destruction de forces de production superflues, l'élargissement à de nouveaux marchés et une meilleure exploitation. La bourgeoisie doit donc disparaître, à cause de ces crises permanentes, mais aussi par la répétition de l'histoire. "Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même."[67]

Encore plus, la bourgeoisie a créé son opposant, les prolétaires, qui ne vivent qu'à condition de trouver du travail. Surtout, et ici se trouve une explication de l'intégration de l'économie de marché dans le capitalisme par Marx, la concurrence est néfaste pour les prolétaires, elle participe à l'exploitation du prolétaire par le bourgeois. " [I]ls [les prolétaires] subissent, par conséquent, toutes les vicissitudes de la concurrence, toutes les fluctuations du marché."[68] La concurrence fait baisser le salaire du prolétaire, avec l'aide ensuite de la mécanisation et de la division du travail : "Par conséquent, le coût de production de l'ouvrier se réduit à peu près aux moyens d'entretien dont il a besoin pour vivre et propager sa race."[69] Le processus de réduction du salaire de l'ouvrier jusqu'à son seuil de subsistance et de reproduction obéit à un schéma inexorable, qui pousse à la prise de conscience de classe simultanée des prolétaires, et donc à la révolution communiste. La concurrence y joue un rôle primordial, et Marx y revient encore, y ajoutant aussi la mécanisation et la division du travail :

> Or l'industrie, en se développant, grossit non seulement le nombre des prolétaires, mais les concentre en masses plus considérables ; les prolétaires augmentent en force et prennent conscience de leur force. Les intérêts, les conditions d'existence des prolétaires s'égalisent de plus en plus, à mesure que la machine efface toute différence dans le travail et presque partout réduit le salaire à un niveau également bas. La croissante concurrence des bourgeois entre eux et les crises commerciales qui en résultent rendent les salaires de plus en plus incertains ; le constant perfectionnement de la machine rend la position de l'ouvrier de plus en plus précaire ; les collisions individuelles entre l'ouvrier et le bourgeois prennent de plus en plus le caractère

[66] *Ibid.*, p. 21.
[67] *Ibid.*, p. 22.
[68] *Ibid.*, p. 22.
[69] *Ibid.*, p. 23.

> de collisions entre deux classes. Les ouvriers commencent par se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires.[70]

La concurrence est si importante que Marx la place à la source du capitalisme. Le capitalisme commence en fait par le salariat, salariat instauré par la concurrence :

> La condition essentielle d'existence et de suprématie pour la classe bourgeoise est l'accumulation de la richesse dans des mains privées, la formation et l'accroissement du capital ; la condition du capital est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux.[71]

Le capitalisme a donc pour origine la concurrence entre les hommes qui ne peuvent plus vivre que de leur salaire. Le capitalisme étant issu de l'expropriation des paysans (le phénomène des enclosures) en Angleterre, le nombre de salariés a crû de façon importante, accentuant la concurrence entre eux et créant des conditions de faiblesse très préjudiciable à ces hommes ne pouvant plus que vivre de la vente de leur force de travail. La concurrence peut donc être négative, elle est pour Marx à l'origine du salariat et du capitalisme, puisque si les hommes dépourvus de propriété n'avaient pas eu à s'opposer pour vendre leur force de travail, le capital des bourgeois n'aurait pas pu les exploiter.

Ainsi, la concurrence se situe au cœur de la définition du capitalisme de Marx. L'homogénéité du capitalisme comme système économique global, englobant donc le marché chez Marx, est frappante. La concurrence du marché n'est pas une entrave au capitalisme pour Marx, elle en est un des constituants, qui oblige l'économie bourgeoise à une évolution constante, une progression qui, au lieu de créer une amélioration des conditions de vie, amène une paupérisation de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne. Par la concurrence sur le marché, en effet, et Marx se place généralement en situation de parfaite concurrence, la rentabilité des capitaux investis diminue fortement pour s'égaliser sur tous les marchés, rendant le profit très faible là où la concurrence fonctionne au maximum. Cette idée de diminution des profits en situation de concurrence parfaite est totalement valide d'un point de vue économique théorique, et est une des conclusions d'un marché à l'équilibre en situation de perfection, une rentabilité des capitaux investis équivalente, et très faible, dans chaque secteur (car s'il existait un secteur où le profit est supérieur au niveau d'équivalence, alors le capital se

[70] *Ibid.*, p. 25.
[71] *Ibid.*, p. 30.

déplacerait immédiatement vers ce secteur, faisant donc baisser le profit par une action sur les prix de vente, par une offre accrue, concurrentielle). Elle a été démontrée par les travaux sur l'équilibre général et a donc amené à conclure à l'inattractivité de l'équilibre général pour les actionnaires.

Marx a été un des plus grands visionnaires de la théorie encore en formation de l'économie de marché en condition de concurrence parfaite, sans formulation mathématique à ce stade, en interprétant correctement la tendance à la baisse du taux de profit, dans cette situation de concurrence parfaite, et surtout en y ajoutant un comportement capitaliste tout à fait justifié, celui de la recherche de la baisse des salaires. En effet, la baisse des salaires est une réaction habituelle, constante, dans une entreprise capitaliste, et en particulier confrontée à une baisse des profits. L'enchaînement logique marxiste est donc le suivant : la concurrence parfaite sur le marché entraîne une baisse tendancielle des taux de profit, par l'offre accrue générée, qui elle-même entraîne une action capitaliste de baisse des salaires pour maintenir le meilleur taux de profit possible, ce double phénomène se répétant jusqu'à ce que les salaires atteignent un niveau minimal (comme les profits), le niveau de subsistance, et même encore plus bas de façon temporaire et liée à la loi des populations malthusienne, amenant donc finalement la révolution du prolétariat.

Ce schéma économique est logique, à ceci près que les prix libres du marché étant reliés entre eux, ce sont plutôt les rapports de prix qui ont une importance, rendant l'atteinte du niveau de subsistance des salaires - ceci toujours dans la théorie - pratiquement impossible, puisque les prix des biens de subsistance baissant de concert, il s'agit plutôt d'un niveau de production en fonction de l'état de la science et de la technique qui est atteint, plutôt qu'un niveau de subsistance - à moins de postuler une offre malthusienne surabondante de travail, impossible à satisfaire par la demande capitaliste de travail, et donc une capacité concurrentielle de travail qui ne se résout pas, ou alors seulement par la disparition de l'excès d'offre de travail, donc le retrait du marché du travail des individus, ou leur disparition. Si Marx avait en tête les masses d'ouvriers, de travail, disponibles à son époque, et donc une possibilité capitaliste majeure de baisse des salaires, il semble logique d'en conclure que ces deux baisses reliées, du profit et du salaire, aboutissent à des niveaux de rémunération très faibles, au salaire de subsistance.

La concurrence est par conséquent un constituant majeur de l'économie capitaliste chez Marx, conduisant à la révolution prolétarienne par la pression à la baisse des profits, et des salaires, et donc à une paupérisation des ouvriers alors que les moyens de production augmentent :

> Tous les mouvements historiques ont été, jusqu'ici, des mouvements de minorités au profit de minorités. Le mouvement prolétarien est le mouvement spontané de l'immense majorité au profit de l'immense majorité.[72]

L'Etat capitaliste est un outil de domination bourgeoise, d'une minorité sur une majorité, tout comme l'entreprise capitaliste, et leur existence permet à Marx une conception très globale et complète du capitalisme comme système bourgeois. Mais ce système bourgeois ne peut survivre à long terme, il est condamné par ses contradictions, par son évolution qui de crises en crises provoque une paupérisation du prolétariat qui le pousse à la révolution, faute de pouvoir se nourrir. L'ouvrier devient un esclave de la bourgeoisie, mais un esclave que la bourgeoisie ne peut pas entretenir à cause du système capitaliste même. Le capitalisme ne peut même pas entretenir les prolétaires, ses esclaves, et court donc à sa perte :

> Toutes les sociétés antérieures, nous l'avons vu, ont reposé sur l'antagonisme de la classe oppressive et de la classe opprimée. Mais, pour opprimer une classe, il faut, au moins, pouvoir lui garantir les conditions d'existence qui lui permettent de vivre en esclave. [...]
> L'ouvrier moderne, au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même du niveau des conditions de sa propre classe. Le travailleur tombe dans le paupérisme , et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir le rôle de classe régnante et d'imposer à la société, comme loi suprême, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut régner, parce qu'elle ne peut plus assurer l'existence à son esclave, même dans les conditions de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser tomber dans une situation telle qu'elle doit le nourrir au lieu de s'en faire nourrir. La société ne peut plus exister sous sa domination, ce qui revient à dire que son existence est désormais incompatible avec celle de la société. [...]
> La bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables.[73]

[72] *Ibid.*, p. 29.
[73] *Ibid.*, p. 29-30.

La révolution du prolétariat marque donc la fin des classes et de leur lutte. La majorité opprimée se libérera et prendra le pouvoir, au lieu de le voir confisqué à nouveau par une minorité qui l'exploite, les bourgeois ou les nobles. Les bourgeois doivent nécessairement bouleverser l'organisation sociale, par la contradiction du capitalisme, contradiction illustrée par la concurrence, responsable de la baisse tendancielle du profit et des salaires. La concurrence est plus puissante que les capitalistes, elle empêche les capitalistes d'augmenter leurs profits et les salaires malgré l'augmentation continuelle des moyens de production. La contradiction de ce schéma économique capitaliste, où la concurrence est néfaste, débouche sur l'augmentation du nombre des prolétaires et le maintien de leur misère. La contradiction du capitalisme s'exprime donc dans l'idée selon laquelle, malgré la croissance des moyens de production, qui devrait aboutir à une hausse du niveau de vie des ouvriers, celui-ci se termine par un double processus de prolétarisation et de paupérisation, à cause de la concurrence[74] :

> Lorsque dans le cours du développement, les antagonismes de classes auront disparu et que toute la production sera concentrée entre les mains des individus associés, le pouvoir public perdra son caractère politique. Le pouvoir politique, au sens strict du terme, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si, dans la lutte contre la bourgeoisie, le prolétariat est forcé de s'unir en une classe ; si, par une révolution, il se constitue en classe dominante et, comme telle, abolit violemment les anciens rapports de production - c'est alors qu'il abolit en même temps que ce système de production les conditions d'existence de l'antagonisme des classes; c'est alors qu'il abolit les classes en général et, par là même, sa propre domination en tant que classe. L'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses conflits de classe, fait place à une association où le libre épanouissement de chacun est la condition du libre épanouissement de tous.[75]

L'antagonisme des classes ayant disparu par la contradiction inhérente au capitalisme qui a abouti à la révolution du prolétariat, Marx peut annoncer la fin de l'exploitation d'une classe sur les autres. Le capitalisme n'est qu'un moment temporaire de l'histoire qui doit disparaître de lui-même.

[74] Supprimer la concurrence de la définition du capitalisme, et ainsi séparer capitalisme et économie de marché, revient à supprimer le mécanisme négatif du capitalisme qui aboutit à la misère du prolétariat et à sa disparition par la révolution du prolétariat. Marx, s'il l'avait fait, aurait remis en cause toute son argumentation prophétique qui fait du capitalisme un système autodestructeur. Il y aurait vu un système dynamique, en déséquilibre constant et parcouru de tendances abusives, mais aucunement une inéluctabilité de sa disparition.
[75] *Ibid.*, p. 43.

Marx possède donc une conception du capitalisme majeure, celle d'un système économique et politique bourgeois homogène, bien que contradictoire dans son fonctionnement, qui conduit à sa destruction. La concurrence fait partie intégrante, fondamentale, de sa définition et, plus encore, de la dénonciation du capitalisme, aboutissant à l'autodestruction finale, nécessaire, de celui-ci et à l'avènement du communisme. Le capitalisme pensé par Marx est donc un système global, comprenant l'économie de marché et l'Etat bourgeois dans sa définition. Marx a proposé une conception du capitalisme totale, à la fois un système économique et politique, où la bourgeoisie est au pouvoir et exploite la classe prolétarienne. Le capitalisme de Marx comprend donc aussi bien l'Etat que le marché libre, et la concurrence qui s'y rapporte, dans une dénonciation de la bourgeoisie qui annonce aussi une révolution prolétarienne inéluctable. Par le mécanisme de la baisse tendancielle du taux de profit (liée à la concurrence et donc à la mobilité des capitaux et à la recherche du profit maximum) et par la pression capitaliste à la baisse sur les salaires pour maintenir les profits (pression elle aussi liée à la concurrence entre ouvriers dont le travail déqualifié est devenu interchangeable), le mode de production bourgeois tend à ne plus pouvoir nourrir les ouvriers, ce qui entraîne finalement la révolution prolétarienne.

I.2. Max Weber : rationalité, esprit du capitalisme et bureaucratie

Max Weber, "sociologue philosophe"[76] parmi les plus réputés, a développé au début du XX^{ème} siècle une conception originale du capitalisme et de ses origines, devenue une référence incontournable du capitalisme. Mais il n'est pas possible de mentionner l'œuvre de Weber sur le capitalisme sans mentionner en premier lieu ses rapports avec Werner Sombart, un autre penseur allemand du capitalisme célèbre et contemporain de Weber, qui a popularisé le terme de capitalisme en lui consacrant son oeuvre majeure *Der moderne Kapitalismus* en 1902[77]. Sombart développe une histoire du capitalisme qui se sépare de celle de Marx, et qui propose une autre vision de ses origines, plus qu'une autre conception du capitalisme, qui reste très marxiste.

Sombart y développe une idée économique du capitalisme, basée sur la comptabilité à double entrée de l'entreprise, comme moyen rationnel de suivi et de calcul économiques. La relation entre le concept de capitalisme et les méthodes de comptabilité, développée par Eve Chiapello dans un article récent[78], montre en effet que la conceptualisation du terme capitalisme est en partie dépendante du développement de cette méthode, par la formation du concept de capital comme d'une notion comptable plus précise qu'auparavant, correspondant à celle moderne, l'apport d'argent à une entreprise par ses actionnaires, et non aux moyens de financement de l'entreprise, ou à l'échange de moyens de paiements. En effet, Chiapello défend l'idée d'une influence des idées comptables au début du XX^{ème} siècle sur la capacité de conceptualisation du terme capitalisme par les sociologues qui l'ont forgée (Sombart et Weber en premier lieu)[79].

La relation défendue par Sombart entre comptabilité et capitalisme a été remise en cause, en particulier par Bryer[80], qui privilégie l'idée de calcul de retour sur investissement du capital au

[76] Karl Lowith, *Max Weber et Karl Marx*, Paris, Payot, 2009, p. 54.
[77] Werner Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*, Munchen, Leipzig, Dunchen and Humbolt, 1916.
[78] Eve Chiapello, Accounting and the birth of the notion of capitalism, *Critical Perspectives on Accounting*, 18 (2007) 263-296.
[79] Rappelons que le terme capitalisme était déjà utilisé péjorativement par les socialistes de la seconde moitié du XIXème siècle, avant d'être réhabilité au début du XXème siècle, par Sombart, Weber, etc. Les économistes néoclassiques lui ont longtemps préféré le terme d'économie de marché, modification conceptuelle au cœur de cette thèse.
[80] Rob A. Bryer. The history of accounting and the transition to capitalism in England, Part One : Theory. *Accounting Organizations and Society*, 2000, 25, p. 131-62 et Rob A. Bryer. The history of accounting and the

bilan à double entrée comme marqueur de l'apparition historique du capitalisme et Carruthers et Espeland[81], qui pensent le bilan à double entrée plutôt comme une pratique justificatrice du capitalisme que comme un véritable outil de calcul rationnel, à ses débuts. Il est important de souligner l'intérêt d'une connexion entre capitalisme et comptabilité, et non entre activités économiques à but de profit et capitalisme, puisqu'elle permet de ne pas renvoyer la pratique capitaliste à des temps très anciens, mais de limiter le capitalisme historiquement à quelques siècles, en Occident, par l'apparition progressive de la comptabilité. En effet, les activités à but lucratif sont beaucoup plus anciennes que cette forme de comptabilité à double entrée, ce qui donne une date de naissance au capitalisme de son époque que Sombart essaie de définir. Weber, tout en ne rejetant pas l'idée de comptabilité rationnelle, reconnaît également néanmoins la présence historique du capitalisme[82], dans la foulée de Sombart qui distingue trois stades du capitalisme, le capitalisme primitif (Frühkapitalismus), du XIII^{ème} au milieu du XVIII^{ème} siècle[83], le capitalisme total (Hochkapitalismus), du milieu du XVIII^{ème} siècle à la Première Guerre Mondiale, et le capitalisme tardif (depuis 1914)[84].

D'après Sombart, les premiers comptes apparaissent en Italie au XIII^{ème} siècle, puis la double entrée dans la deuxième moitié du XIV^{ème} siècle (Gênes par exemple vers 1340), puis un compte de capital et de résultat, au début du XV^{ème} siècle. Enfin en 1608, le premier système réel de comptabilité, avec des clôtures annuelles et un bilan à double entrée, est publié par Simon Stevin. Sombart peut donc en conclure que durant la période du capitalisme primitif, la comptabilité atteint sa maturité, ce qui va ensuite permettre la transition au capitalisme total. En particulier, Sombart voit dans la comptabilité une forme de formatage des esprits, puisque la vision comptable de l'entreprise réduit tout bien à du capital, biens identifiés par des valeurs qui varient, et donc au principe d'accumulation du capital, principe marxiste de l'entreprise capitaliste. Le capital peut donc être défini "comme la capacité à l'accumulation, telle qu'elle

---

transition to capitalism in England, Part Two : Evidence. *Accounting Organizations and Society*, 2000, 25, p. 327-81.

[81] Bruce G. Carruthers, Wendy N. Espeland, Accounting for rationality : double-entry bookkeeping and the rhetoric of economic rationality, *American Journal of Sociology* 1991, 97(1), 31-69.

[82] Cf les pages suivantes sur l'analyse historique par Weber.

[83] "Dans la première édition de *Der moderne Kapitalismus* (1902), W. Sombart fait débuter le capitalisme en l'année 1204, qui vit la chute de Constantinople et l'introduction des chiffres arabes dans les opérations de calcul. Dans l'édition de 1916, il intègre comme éléments décisifs de la formation du capitalisme, la production des métaux précieux, les rentes urbaines, le rôle des Juifs, celui du luxe et de la guerre." Raphael Freddy, Werner Sombart et Max Weber, *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 00 | 1988, mis en ligne le 13 avril 2009

[84] Werner Sombart, Capitalism, in ER Seligman, A Johnson, editors, *Encyclopedia of the social sciences*, New York : The Macmillan Company, 1930, p. 195-208.

est évaluée par la comptabilité à double entrée"[85]. Plus généralement, la comptabilité crée un système de pensées, avec ses propres concepts, au premier lieu le capital et sa rentabilité, qui n'auraient pu exister sans l'avènement de celle-ci. Encore plus, la séparation de l'entreprise et de son propriétaire est rendue possible par la comptabilité, qui limite le rôle du propriétaire à celui de fournisseur de capital. Finalement, Sombart lit dans la comptabilité la source de la *rationalisation* de l'activité économique, comme d'une caractéristique capitaliste majeure et même définitionnelle, directement lié à la comptabilité à double entrée, que Weber reprendra.

Sombart relie donc dans son oeuvre capitalisme et comptabilité à double entrée comme "absolument indissociables ; leur relation l'un à l'autre est celle de la forme au contenu"[86]. L'idée d'un capitalisme défini par ce qui lui donne une intelligibilité, à savoir un système de pensée par des concepts et des méthodes mathématiques, apparaît cependant limitée : autant la comptabilité à double entrée semble être une manifestation nette de l'évolution du capitalisme, permettant de retracer la maturation de son fonctionnement et de sa légitimation au fur et à mesure des époques, autant la définition du capitalisme par la comptabilité à double entrée est difficilement concevable ; en effet, même s'il faut les concepts de comptabilité moderne pour en tirer un calcul de rentabilité du capital, l'activité dans un but de profit n'est pas née avec cette comptabilité, ou même à ses embryons. L'analyse historique du capitalisme par Weber, présentée dans les pages suivantes, l'illustre parfaitement. Différents auteurs ont par la suite critiqué cette conception sombartienne reliant comptabilité à double entrée et capitalisme, par exmple Yamey[87] et Winjun[88], sur la base de l'absence d'utilisation systématique, et même utile de la comptabilité durant l'histoire capitaliste, par exemple. Lemarchand[89] montre également l'existence d'une autre forme de comptabilité que la double entrée, jusqu'au XIX^{ème} siècle en France, qui limite l'idée de l'importance de la comptabilité à double entrée dans le capitalisme.

Mais le véritable apport incontestable de Sombart est l'idée de l'origine du capitalisme non pas à la fin du Moyen-Âge, mais en son sein, en Italie dans les cités-Etats qui développèrent avec

[85] Werner Sombart, Traduction française par Marc Nikitin du “Tome 2, Livre 1, 2eme section: les systèmes ` économiques, 10e chapitre : les entreprises capitalistes, paragraphe III : L’entreprise comme une unité comptable”, 110–125, de Der moderne Kapitalismus (1916), *Cahiers d’histoire de la comptabilité*, Editions Ordre des experts comptables et Editions comptables Malesherbes, vol. 2, 1992, p. 123.
[86] *Ibid.*, p. 123.
[87] Basil S. Yamey, The historical significance of double-entry bookkeeping: some non-sombartian claims, *Accounting Business and Financial History*, 2005, 15(1), p. 77–88.
[88] James Ole Winjum, Accounting and the rise of capitalism: an accountant’s view. *Journal of Accounting Research*, 1971, p. 333–350
[89] Yannick Lemarchand, Double-entry versus charge and discharge accounting in eighteenth-century France, *Accounting Business and Financial History*, 1994, 4(1), p. 119–145

le commerce "international", de longue distance, des pratiques capitalistes. Sombart identifie deux secteurs en particulier importants pour le développement du capitalisme, celui du luxe et celui de la guerre, qui vont permettre à la bourgeoisie de s'enrichir aux dépens des Etats (par le financement de la guerre) et aux dépens de la noblesse (le luxe). Le capitalisme primitif se concentre donc sur des produits de luxe et de guerre, avant de se tourner par la suite sur des produits de plus grande consommation, dans le capitalisme total. Sombart souligne de plus le rôle positif des Etats européens dans l'expansion capitaliste, par les théories mercantilistes, les manufactures d'Etat, l'octroi de monopoles, etc.

Sombart apporte cependant, plus tardivement, une définition plus précise du capitalisme et non relié directement à la comptabilité à double entrée, mais au capital, de façon marxiste : "Le capitalisme désigne un système économique notablement caractérisé par la prédominance du "capital"[90]. Un système économique est selon lui un concept "non dérivé de l'observation empirique", permettant de séparer les époques et les sociétés. Il consiste en un "mode de fourniture des désirs matériels"[91] comprenant trois parties, une attitude mentale (ou esprit), une forme d'organisation et une technique. Sombart énonce trois idées dominantes de l'esprit du capitalisme, l'acquisition, la compétition et la rationalité. L'acquisition sans limites, la concurrence entre acteurs, la rationalité du calcul de rentabilité et de sa recherche façonnent en effet l'esprit du capitalisme, dans une lignée marxiste du capitalisme.

De plus, le capitalisme est fondé sur l'initiative individuelle et l'échange, caractéristiques du marché et sur la coopération régulière entre deux groupes, les propriétaires des moyens de production et les travailleurs, se rencontrant là aussi sur le marché. L'existence d'entreprises indépendantes des individus qui l'ont créée, financée, ou qui y travaillent ou la dirigent, est aussi selon Sombart une caractéristique du capitalisme, reliée finalement à la comptabilité.

> Cette entité apparaît ainsi comme l'agent dans chaque transaction et poursuit, comme elle est, une vie propre qui excède fréquemment en durée la vie de ses membres humains. [...] Elle fixe elle-même ses tâches, choisit les moyens pour leur réalisation, force les hommes dans ce chemin, et les porte dans sa trace. C'est une construction intellectuelle agissant comme un monstre matériel[92]

[90] Werner Sombart, Capitalism. *op. cit.*, p. 4.
[91] *Ibid.*, p. 4-5.
[92] *Ibid.*, p. 13.

Enfin, la technologie capitaliste, avec son haut degré de productivité à des fins de profit, est le dernier aspect du capitalisme, tel que défini par Sombart. En particulier, la concurrence est le moteur de la productivité forte et en constante amélioration du capitalisme, puisque la morale capitaliste permet cette forme d'agression permanente entre acteurs. Aucune restriction n'est imposée aux individus qui peuvent donc investir n'importe quel type d'activité s'ils le désirent et en ont les moyens et les capacités :

> "Les moyens de lutte préconisés tacitement par cette conception étaient essentiellement d'ordre spirituel : ruse, astuce, finesse ; les seules limitations dont elle recommandait le respect dans la concurrence économique étaient celles imposées par le code pénal, et, à la condition d'être en règle avec celui-ci, chacun devait avoir la liberté d'agir à sa guise, au mieux de ses intérêts."[93]

La concurrence fait donc partie prenante du capitalisme sombartien, comme de celui marxiste, tant au niveau de l'esprit de compétition que dans la réalité de la concurrence, et dans sa dynamique de développement technique permanent, à des fins de productivité toujours supérieure. Le capitalisme est donc en complète opposition avec le modèle traditionnel qu'il remplace, corporatiste, stable, limité à la subsistance et aux besoins. Il est au contraire dirigé par la concurrence, l'instabilité, et orienté vers les désirs insatiables, au premier ordre l'accumulation du capital par le biais du profit. L'individu capitaliste qui le constitue est donc un homme paradoxal, le mélange d'une passion pour l'accumulation et d'un froid calcul rationnel, la combinaison de l'entrepreneur et du commerçant. L'entrepreneur capitaliste développe de nouveaux produits, de nouvelles organisations, est le conquérant et l'organisateur de la production. Le commerçant est plus un négociateur, "un homme dont toutes les idées et tous les sentiments sont concentrés sur la valeur en argent que représentent les états et les actions les plus variés, un homme, par conséquent, qui évalue en argent tous les phénomènes. Le monde n'est pour lui qu'un grand marché, avec offres et demandes, conjonctures, chances de gain ou de perte."[94]

[93] Werner Sombart, *Les juifs et la vie économique*, Paris, Payot, 1923, p. 203.
[94] *Ibid.*, p. 215.

I.2.1. Sombart et Marx

Les conceptions du capitalisme de Marx et de Sombart sont très proches, puisque Sombart s'est forgé une réputation de marxiste au début de sa carrière[95]. Il reconnaît sa dette envers Marx, à qui il attribue la vraie découverte du capitalisme, sans le nom, puisqu'il n'a pas utilisé le terme, et définit le capitalisme par le capital tel qu'il est défini par Marx. Même si Sombart creuse beaucoup plus profondément les facteurs d'origine du capitalisme au niveau historique, il reste conceptuellement un marxiste convaincu, quand il définit le temps de travail non payé comme la source du profit capitaliste :

> La rémunération des travailleurs, qui est limitée au montant nécessaire pour la subsistance, peut, avec une productivité augmentée être produite en moins de temps, et une plus large proportion du temps de travail total reste par conséquent pour la production de profits.[96]

Même si Sombart, avec Weber, insiste plutôt sur l'esprit du capitalisme que sur la lutte des classes marxiste comme facteur de déploiement du capitalisme, son analyse économique du capitalisme demeure marxiste. Weber se situe d'ailleurs dans la même ligne marxiste sur ce concept de la valeur et de la nécessité de travailleurs libres et pauvres.

Mais Sombart, suivi en cela par Weber, développe une conception de l'histoire du capitalisme relativement différente de celle de Marx, puisqu'il fait naître le capitalisme au milieu du Moyen-Âge, là où Marx n'y voit que la féodalité, précédant le capitalisme. La différence historique est notable, et se répercute sur la définition même du capitalisme, englobant l'Etat, le politique chez Marx, alors qu'elle reste plus limitée, à l'économie, chez Sombart. Le capitaliste, même s'il est encore pré-capitaliste au sens où il n'utilise pas la rationalité, la double comptabilité, existe déjà au Moyen-Âge, comme le soulignera plus tard Le Goff :

> Mais par la masse d'argent qu'il manie, par l'étendue de ses horizons géographiques et économiques, par ses méthodes commerciales et financières, le marchand-banquier médiéval est un capitaliste. Il l'est aussi par son esprit, son genre de vie, par sa place dans la société. "[97]

---

[95] Jürgen Backhaus, Sombart's modern capitalism. *Kyklos* 1989, 42, p. 599–611.
[96] *Ibid.*, p. 12;
[97] Jacques Le Goff, *Marchands et banquiers du Moyen Age*, 5e édition, Paris, Broché, 1972, p. 41.

Sombart, le premier à placer l'origine du capitalisme dans les cités-Etats médiévales italiennes au contraire de Marx qui aperçoit seulement[98] la transition entre féodalité-capitalisme, fondée sur la Révolution Industrielle, l'inégalité de propriété issue des enclosures, et la domination de la classe bourgeoise, modifie donc profondément la conception historique du capitalisme, en y substituant une vision plus progressive de son apparition historique, sans toutefois abandonner la pensée marxiste autour du capitalisme. Surtout, Sombart met l'emphase sur le paradoxe du capitalisme, son côté irrationnel de profit illimité et la rationalité de ses actes, de ses calculs. L'esprit du capitalisme est "un mélange singulier d'aspiration passionnée à l'infini et de froide spéculation rationnelle"[99], une caractéristique majeure partagée entre Weber et Sombart même s'ils s'opposeront sur d'autres points.

[98] Braudel note néanmoins que Marx place l'origine du capitalisme au XIII^{ème} siècle, avant de changer d'avis par la suite.
[99] Werner Sombart, *Der Moderne Kapitalismus*, t. III trad. fr. *L'apogée du capitalisme*, Paris, 1932, p. 44.

I.2.2. L'esprit protestant du capitalisme chez Weber

Au lieu de suivre Sombart et de situer les origines du capitalisme au Moyen-Âge, avec la guerre et le luxe comme marchés précurseurs, Weber se distingue et développe une autre idée du capitalisme, de son esprit, relié au puritanisme protestant, dans une sorte de contre-pied à l'amalgame fréquent à la fin du XIX^{ème} siècle qui reliait le judaïsme au capitalisme dans une même critique politique et sociale. Weber présente dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* l'apparition du capitalisme comme l'application de valeurs protestantes, l'ascèse chrétienne et la vocation au travail de l'homme voulue par Dieu. Weber commence par montrer la distinction entre la modernité occidentale et le reste du monde, de façon très empirique, par l'existence d'un Etat bureaucratique utilisant des techniques rationnelles, des lois rationnelles et surtout des hommes spécialisés et compétents, des bureaucrates. Cette introduction de la spécificité de l'Etat occidental moderne est sans transition appliquée ensuite au capitalisme, caractérisée comme la "puissance la plus décisive de notre vie moderne"[100]. Le capitalisme a donc pour Weber une relation forte avec la bureaucratie occidentale moderne, qu'il explique comme une rationalité, et comme une puissance. Il évite pourtant de réduire le capitalisme à la recherche de profits ou la soif d'argent, puisque cet objectif a pu être poursuivi par n'importe qui et à n'importe quelle époque :

> L'avidité d'un gain sans limite n'implique en rien le capitalisme, bien moins encore son "esprit". Le capitalisme s'identifierait plutôt avec la domination [Bändidung], à tout le moins avec la modération rationnelle de cette impulsion irrationnelle. Mais il est vrai que le capitalisme est identique à la recherche du profit, d'un profit toujours renouvelé, dans une entreprise continue, rationnelle et capitaliste - il est recherche de la rentabilité. Il y est obligé. Là où toute l'économie est soumise à l'ordre capitaliste, une entreprise capitaliste individuelle qui ne serait pas animée [orientert] par la recherche de la rentabilité serait condamnée à disparaître.[101]

Weber, après sa mise en garde contre la réduction du capitalisme comme recherche du profit, définit néanmoins la rentabilité comme l'objectif du capitalisme, mais avec une différence pour lui majeure, l'utilisation de la raison et de l'échange. Weber, contrairement à Sombart, ne réduit pas la rationalité capitaliste, le calcul économique, à la seule comptabilité à double

[100] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 [1904], p. 11.
[101] *Ibid.*, p. 11.

entrée, mais au contraire l'élargit à une évaluation des gains possibles, par rapport au capital nécessaire, pour définir l'idée d'un capitalisme plus rationnel. La force est - normalement - bannie, et les règles de droit moderne respectées, ce qui permet une activité économique pacifique. Un point majeur de Weber dans cette première définition est la pression subie par l'entreprise capitaliste, vouée à disparaître si elle n'est pas rentable. Loin de vouloir nier la nécessité pour une entreprise, qu'elle quelle soit, de générer au minimum un équilibre sur une période donnée entre les coûts et les revenus, l'idée de réduire l'objectif d'une entreprise à ce seul objectif est un des symptômes majeurs de la définition d'une entreprise capitaliste par rapport à une entreprise d'un autre type. N'avoir que l'objectif premier de rentabilité est une caractéristique majeure de l'entreprise capitaliste, et Weber y ajoute une composante économique rationnelle qui limite le capitalisme à certaines stratégies normalement pacifiques d'acquisition de profit. Weber, pour définir succinctement et de premier abord le capitalisme, fait donc référence très directement à l'entreprise capitaliste, et à son but de recherche de profits.

Weber propose donc une définition du capitalisme très détaillée, axée sur l'entreprise et sur la rationalité comme caractéristiques importantes, empruntées à Sombart :

> Il y a capitalisme là où les besoins d'un groupe humain qui sont couverts économiquement par des activités professionnelles le sont par la voie de l'*entreprise*, quelle que soit la nature du besoin ; plus spécialement, une exploitation capitaliste *rationnelle* est une exploitation dotée d'un compte de capital, c'est-à-dire une entreprise lucrative qui contrôle sa rentabilité de manière chiffrée au moyen de la comptabilité moderne (qui ne fut requis, pour la première fois, qu'en l'an 1608 par le théoricien hollandais Simon Stevin).[102]

Cette approche du capitalisme par Weber, presque sémantique, relie la notion de capital au capitalisme, en appuyant sur la notion d'entreprise et de gestion rationnelle, chiffrée, encore plus que par le simple profit. Dans cette même direction d'un capitalisme réduit à l'entreprise capitaliste rationnelle, Weber énumère sept "fondements" au capitalisme, qui sont donc les fondations nécessaires à l'existence réelle de l'entreprise capitaliste. Ce sont, dans l'ordre, l'appropriation des moyens matériels de production par l'entrepreneur, la liberté du marché, la technique rationnelle, le droit rationnel, la liberté du travail, la commercialisation de

[102] Max Weber, *Histoire économique, esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Editions Gallimard, 1991 [1923], p. 295-296.

l'économie et la spéculation. Il faut remarquer l'absence de la concurrence de ces sept fondements, mais celle-ci reste visible de façon sous-jacente dans la liberté du marché et du travail. Ces sept fondements permettent l'existence du capitalisme moderne, séparé des formes de capitalisme moins développées :

> La condition la plus universelle attachée à l'existence de ce capitalisme moderne est, *pour toutes les grandes entreprises lucratives qui se consacrent à la couverture des besoins quotidiens*, l'usage d'un compte de capital rationnel comme norme.[103]

La différence proposée par Weber pour l'entrée dans le capitalisme moderne, dominant, par rapport au capitalisme passé, est une différence d'étendue. Weber entrevoit l'apparition du capitalisme moderne, dans la prise en charge par l'entreprise lucrative rationnelle des besoins quotidiens d'une société. Weber ne nie pas l'existence très ancienne de formes de capitalismes, et le répète, par exemple dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* :

> [...] entreprise capitaliste et entrepreneur capitaliste sont répandus à travers le monde depuis des temps très anciens, non seulement en vue d'affaires isolées, mais encore pour une activité permanente.[104]

Ce n'est donc pas l'existence de la forme entreprise, ou de l'individu entrepreneur capitaliste, qui permettent de définir le capitalisme moderne, celui dans lequel vit Weber et qu'il observe. L'existence de marchands, de financiers, de spéculateurs ou d'aventuriers, qui ne se limitaient souvent pas à des pratiques pacifiques, mais se livraient à la violence, finançaient la guerre, spéculant et prélevant leur profit de façon très variée, montre que le capitalisme pouvait être violent, irrationnel, limité. Mais Weber refuse d'y voir dans ces actes et acteurs le capitalisme moderne, qu'il distingue entre les formes historiques de capitalisme et le capitalisme moderne, par l'idée "d'organisation rationnelle capitaliste du travail"[105]. Pour obtenir de façon régulière une organisation rationnelle du travail, il faut un marché constant de production de biens et de fourniture de travail, ainsi qu'une séparation entre la propriété de l'entreprise et la propriété personnelle (définitivement acquise dans la société anonyme), et une comptabilité rationnelle. Mais c'est le marché libre du travail qui apparaît comme le facteur décisif, et unique dans le monde pour Weber, de définition du capitalisme moderne. La recherche rationnelle du profit

[103] *Ibid.*, p. 297.
[104] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 14.
[105] *Ibid.*, p. 15.

par le moyen pacifique de l'entreprise de production et d'échange n'est le capitalisme que par l'existence d'un marché du travail qui permet d'embaucher et de licencier des employés. Weber y voit même l'origine du calcul exact de la comptabilité ("Le calcul exact, fondement de tout le reste, n'est possible que sur la base du travail libre"[106]). Weber distingue donc en fait deux capitalismes, d'un point de vue conceptuel et historique, un capitalisme aventurier, avec pour objectif le profit et des moyens variés pour l'obtenir, et un autre capitalisme, moderne, un "capitalisme d'entreprise bourgeois, avec son organisation rationnelle du travail libre"[107]. Ce capitalisme d'entreprise bourgeois a besoin des sept fondements énoncés plus haut, dont le capitalisme aventurier pouvait se passer et même parfois voulait se passer pour réaliser un profit élevé (par exemple le droit, la liberté de marché ou la liberté du travail).

Weber est particulièrement clair d'un point de vue historique, puisqu'il indique l'origine selon lui du bilan, en 1608, et surtout, considère que le capitalisme moderne apparaît quand domine la forme de l'entreprise pour la couverture des besoins quotidiens, à partir de 1850, de façon finalement tardive :

> "Cela étant, on ne peut, pour autant, dire de toute une époque qu'elle est typiquement capitaliste que lorsque la couverture des besoins est organisée de manière capitaliste dans une part telle que, en imaginant la disparition de cette part, nous obtiendrions tout simplement la réduction à néant de la couverture des besoins.
> S'il est vrai que le capitalisme se rencontre sous diverses formes dans toutes les périodes de l'histoire, la couverture des besoins *quotidiens* par sa voie n'est, quant à elle, propre qu'à l'Occident, et encore cette situation ne date-t-elle que de la seconde moitié du XIXè siècle. Tout ce que, par ailleurs, on rencontre dans les prémisses capitalistes des siècles antérieurs n'a statut que de signe avant-coureur ; et même pour ce qui est des quelques exploitations de caractère capitaliste qui émaillent le XVIème siècle, on peut parfaitement essayer de les abstraire de la vie économique d'alors, sans introduire des modifications telles qu'elle vacille sur sa base."[108]

La transition entre capitalisme historique et moderne, que l'on peut appeler pour les séparer capitalisme aventurier et capitalisme bourgeois, ne réside pas dans leur objectif, le profit, mais dans les moyens employés. D'un côté, une variété de moyens pour réaliser du profit, la guerre,

[106] *Ibid.*, p. 17.
[107] *Ibid.*, p. 18.
[108] Max Weber, *Histoire économique, esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, p. 296.

le vol, l'esclavage, parmi les pires, mais aussi le commerce, la finance et la production. De l'autre, la rationalité de l'organisation du travail libre, dans une société dominée par ce schéma pour répondre aux besoins de sa population. D'un capitalisme à la marge de la société, que ce soit quantitativement, géographiquement, ou en matière de lois, à un capitalisme dominant, en quantités et dans l'espace et respectueux de la loi (qu'il modèle fortement), le capitalisme subit une mutation profonde. La seconde moitié du XIX^{ème} siècle est la période de transition, pour Weber, du capitalisme comme forme de production dominante dans les sociétés occidentales.

Weber définit donc de façon complexe le capitalisme, puisqu'il ne le limite pas à la recherche du profit, mais à l'entreprise (qu'il ne considère pas autrement qu'entreprise capitaliste, une assimilation à souligner), et plus encore, à la rationalité et à l'organisation pacifique du travail libre que l'entreprise permet. Le capitalisme moderne est donc une forme particulière du capitalisme comme entreprise lucrative, une forme récente et très différente de la précédente. Mais Weber ne s'arrête pas à cette distinction, qui apparaît encore insuffisante, et y intègre une autre caractéristique qu'il considère fondamentale dans le capitalisme bourgeois : l'esprit du capitalisme. L'esprit du capitalisme moderne, " *l'idéologie qui justifie l'engagement dans le capitalisme* "[109], représente l'ensemble des arguments déployés par les défenseurs du capitalisme, pour justifier à la fois ses objectifs et son existence. D'une façon traditionnelle de travailler à l'organisation capitaliste moderne, la transformation est majeure, comme Weber le montre en présentant l'activité capitaliste historique :

> A tous égards, c'était là une forme d'organisation "capitaliste" : l'entrepreneur exerçait une activité purement commerciale ; l'emploi de capitaux était indispensable ; enfin, l'aspect objectif du processus économique, la comptabilité, était rationnel. Mais en fait il s'agissait d'une activité économique traditionnelle, si l'on considère l'esprit qui animait l'entrepreneur : traditionnel, le mode de vie ; traditionnel, le taux de profit, la quantité de travail fourni, la façon de mener l'entreprise et les rapports entretenus avec les ouvriers ; essentiellement traditionnels enfin, le cercle de la clientèle, la manière de rechercher de nouveaux clients et d'écouler la marchandise. Tout cela dominait la conduite de l'affaire, était sous-jacent, si l'on peut dire - à l'*éthos* de cette catégorie d'entrepreneurs.[110]

Ainsi, ce n'est pas le profit, ce n'est plus seulement la rationalité de l'entreprise capitaliste ou le marché libre du travail qui caractérise le capitalisme moderne, mais l'esprit qui anime ses

[109] Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 42.
[110] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 69-70.

acteurs majeurs, les entrepreneurs. Weber considère que le plus grand changement dans ce qui distingue le capitalisme moderne du capitalisme passé est la transformation de cet esprit. La longue citation ci-dessous le résume bien, et permet de plus d'y voir l'importance du marché et de la concurrence dans l'apparition du capitalisme :

> Soudain, à un moment donné, cette vie tranquille prit fin ; le plus souvent aucune transformation essentielle dans la *forme* de l'organisation, telle que le passage à l'entreprise fermée [geschlossener Betrieb], l'utilisation du métier mécanique, etc., n'était survenue. Il s'était produit tout simplement ceci : un jeune homme d'une famille d'entrepreneurs s'était rendu à la campagne ; il y sélectionne avec soin les tisserands qu'il voulait employer ; il aggrave leur dépendance et augmente la rigueur du contrôle de leurs produits, les transformant ainsi de paysans en ouvriers. D'autre part, il change les méthodes de vente en entrant le plus possible en contact direct avec les consommateurs. Il prend entièrement en main le commerce de détail et sollicite lui-même les clients ; il les visite régulièrement chaque année, et surtout il adapte la qualité des produits aux goûts et aux besoins de la clientèle. En même temps, il agit selon le principe : réduire les prix, augmenter le chiffre d'affaires. La conséquence habituelle d'un tel processus de rationalisation n'a pas tardé à se manifester : ceux qui n'emboîtaient pas le pas étaient éliminés. L'idylle s'effondrait sous les premiers coups de la concurrence ; des fortunes considérables s'édifiaient qui n'étaient pas placées à intérêt, mais réinvesties dans l'entreprise. L'ancien mode de vie, confortable et sans façons, lâchait pied devant la dure sobriété de quelques-uns. Ceux-ci s'élevaient aux premières places parce qu'ils ne voulaient pas consommer, mais gagner, tandis que ceux-là, qui désiraient perpétuer les anciennes mœurs, étaient obligés de réduire leurs dépenses.[111]

L'argumentation de Weber repose sur l'idée que l'entrepreneur qui réussit devient très riche, par orientation religieuse, mais sans pour autant consommer, dépenser ce qu'il a gagné, occupé qu'il est à investir dans son entreprise et respectant la frugalité de son mode de vie. Le capitalisme ne s'est développé que par ce nouvel esprit orienté vers l'effort et la modération. "Le problème majeur de l'expansion du capitalisme moderne n'est pas celui de l'origine du capital, c'est celui du développement de l'esprit du capitalisme."[112]

Ainsi, le capitaliste n'est plus un aventurier, mais un homme de caractère fort, calculateur et sobre. Il travaille non pas pour s'enrichir, mais pour faire son devoir. L'entrepreneur "ne tire

[111] *Ibid.*, p. 70-71.
[112] *Ibid.*, p. 71.

rien de sa richesse pour lui-même, en-dehors du sentiment irrationnel d'avoir bien fait sa besogne [Berufserfüllung]"[113]. Weber relève le côté paradoxal d'un capitalisme moderne où le profit n'est pas le déterminant majeur de l'activité des entrepreneurs capitalistes, et l'explique par la nécessité de s'émanciper de la vision médiévale, qui considérait la recherche de l'argent comme une activité condamnable (par exemple la qualification de *turpitudo* de Saint Thomas d'Aquin pour désigner la recherche de profit). Par conséquent, cette forme intermédiaire (et étonnante) d'activité capitaliste est poursuivie non pas dans un but de profit, mais par vocation religieuse de faire le bien. L'exemple de Benjamin Franklin cité par Weber montre que celui-ci se réjouit d'avoir employé des hommes et développé l'économie de sa ville et de son pays plus que d'être devenu riche, un autre exemple de la difficulté morale de défense de la simple recherche de son intérêt privé, alors que l'intérêt public est bien plus moralement défendable.

Weber souligne fortement l'irrationalité de cet esprit du capitalisme, de l'inversion du moyen et des fins qui prévaut normalement : le capitaliste vise le profit, l'accumulation du capital, pour reprendre un terme marxiste, et ne conçoit pas l'économie comme un moyen de satisfaire ses besoins humains et poursuivre d'autres fins : la fin est l'économie, le profit. L'inversion de valeurs entre l'économie capitaliste et celle traditionnelle est patente, puisque la "conduite de vie rationnelle" du capitaliste vient se heurter à une fin irrationnelle, l'accumulation, alors que l'économie était considérée depuis toujours comme un moyen dont la fin n'était pas elle-même mais autre. Il y a donc deux formes de rationalité, l'une formelle et instrumentale, déployée à son maximum dans le capitalisme, et l'autre substantielle, qui oriente vers des fins telles que le bonheur ou la satisfaction des besoins humains. Ces deux formes de rationalité s'opposent dans le capitalisme, puisque la rationalité instrumentale aboutit à l'irrationalité substantielle.

L'irrationalité du capitalisme présente ici se rapproche de l'aliénation marxiste, par l'inversion entre but (l'homme) et moyens (argent, marchandises). Le concept marxiste de domination des choses sur les hommes est donc repris par Weber, et sera développé par Lukacs par la suite[114]. Cette idée de perte de liberté et d'autonomie est le mieux illustrée par l'image de "cage d'acier" que Weber développe à la fin de *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* :

[113] *Ibid.*, p. 74.
[114] Georg Lukàcs, *Histoire et Conscience de classe*, Traduit par K. Axelos et J. Bois, Paris, Editions de Minuit, 1960 [1923], p. 381.

> Le puritain voulait être un homme besogneux - et nous sommes forcés de l'être. Car lorsque l'ascétisme se trouva transféré de la cellule des moines dans la vie professionnelle et qu'il commença à dominer la moralité séculière, ce fut pour participer à l'édification du cosmos prodigieux de l'ordre économique moderne. Ordre lié aux conditions techniques et économiques de la production mécanique et machiniste qui détermine, avec une force irrésistible, le style de vie de l'ensemble des individus nés dans ce mécanisme et pas seulement de ceux que concerne directement l'acquisition économique. Peut-être le déterminera-t-il jusqu'à ce que la dernière tonne de carburant fossile ait achevé de se consumer. Selon les vues de Baxter, le souci des biens extérieurs ne devait peser sur les épaules de ses saints qu'à la façon d' " un léger manteau qu'à chaque instant l'on peut rejeter ". Mais la fatalité a transformé ce manteau en une cage d'acier.[115]

Ainsi Weber apparaît-il comme pessimiste quant au développement futur du capitalisme, une prison qui enserre les individus. Cette vision du capitalisme futur, développée plus largement en relation avec la prophétie marxiste, n'empêche cependant par Weber de revenir à une idée plus positive du capitalisme par la suite, quand il le défend contre le socialisme, encore plus irrationnel que le capitalisme selon Weber.

L'analyse historique de Weber, dans la continuité de la pensée de Sombart, mais renforcé par une interprétation de l'esprit du capitalisme d'origine religieuse, le puritanisme protestant, se traduit par une conception historique nouvelle et une vision plus neutre du capitalisme par rapport à celle de Marx, et légèrement différente de celle de Sombart. Mais Weber développe aussi une analyse très pertinente du futur du capitalisme, non pas d'une révolution du prolétariat, mais d'une bureaucratisation du capitalisme, observée à son époque, qui s'est propagée tout au long du XX^{ème} siècle.

[115] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 224.

I.2.3. Bureaucratie et capitalisme

Dans *Economie et Société*, paru en 1921, Weber analyse un phénomène économique nouveau, celui du développement de la bureaucratie, publique et privée, dans les pays capitalistes, en particulier en Allemagne. Ce développement d'une nouvelle forme d'organisation, qui diffère complètement du modèle marchand capitaliste historique, a incité Weber à détailler encore sa conception du capitalisme, ou plutôt du marché capitaliste. En effet, le lien impersonnel entre les hommes créé par le marché par le biais du contrat privé, de l'échange monétaire et du profit rationnellement poursuivi, s'oppose au lien de subordination direct de la bureaucratie, définie par un contrôle autoritaire. Techniquement et rationnellement parfaite, l'organisation interne de la bureaucratie dégage une impression d'efficacité, de compétence, qui l'impose à tous les groupes humains orientés vers la rationalité.

> L'administration purement bureaucratique, donc fondée sur la conformité aux actes, l'administration bureaucratico-monocratique, par sa précision, sa performance, sa discipline, son rigorisme et la confiance qu'elle inspire, par conséquent par son caractère de prévisibilité pour le détenteur du pouvoir comme pour les intéressés, par l'intensité et l'étendue de sa prestation par la possibilité formellement universelle qu'elle a de s'appliquer à toutes les tâches, perfectible qu'elle est d'un point de vue purement technique afin d'atteindre le maximum de rendement, cette administration est, de toute expérience, la forme de pratique de domination la plus rationnelle du point de vue formel.[116]

Malheureusement, le pouvoir issu d'une bureaucratie se retourne rapidement contre ses promoteurs, avec une pétrification du système qui montre le transfert de pouvoir opéré en faveur des bureaucrates, et utilisé dans leur intérêt propre. L'idéaltype de la bureaucratie de Weber repose donc sur l'autorité, le contrôle et la hiérarchie, à l'opposé du marché, mais partage avec lui, voire mieux que lui, une idée de rationalité, d'efficacité, liée aux compétences et à la division stricte des tâches de chacun. Plus que la bureaucratie, l'intérêt de son développement est de montrer les limites du marché, sa transformation historique en un autre type d'organisation 'moderne'[117].

---

[116] Max Weber, *Economie et Société, tome I, Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, Pocket, 1995, p. 297-298.

[117] La bureaucratie, fortement décriée par la suite, a néanmoins occupé une position de successeur au marché dans la relation entre les individus au début du XXème siècle, avec la formation de grandes organisations capitalistes ou publiques de ce type.

L'observation de la bureaucratisation du capitalisme à l'époque de Weber est réelle, puisque le capitalisme de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle est celui d'une évolution rapide de la production, avec le regroupement d'entreprises en trusts, cartels, monopoles, qui font éclater le schéma traditionnel du marché, constitué de petites entités de production. Cette évolution, qui précède à la fois l'orientation socialiste de l'économie, bureaucratisée au niveau le plus macro-économique, planifiée, et le néolibéralisme, en réponse à cette bureaucratisation excessive, anti-concurrentielle, est donc un symptôme majeur du capitalisme de l'époque de Weber, qu'il analyse comme une rationalité supérieure à celle du marché.

Weber voit cependant dans la bureaucratisation un mouvement inéluctable, liée à la rationalité qu'elle déploie, et qui renvoie à des promesses d'efficacité économique que le marché libre, avec la division du travail, la poursuite des intérêts privés et la main invisible, avait déjà au XVIII^{ème} siècle propagé. La bureaucratie du XX^{ème} siècle apparaît comme une récupération de l'argumentation en faveur du marché réalisée 150 ans auparavant, la transformation d'une organisation inefficace en une organisation plus efficace, au niveau instrumental, dans ce cas le marché en bureaucratie. Mais c'est cette destinée bureaucratique du monde, rationalisation et efficacité en étant les maîtres mots, qui prend pour Weber la place de prophétie capitaliste, de domination bureaucratique inéluctable.

La bureaucratie prend pied dans le capitalisme et, arborant un niveau de rationalité supérieur à celui du marché, le remplace progressivement, au sein d'organisations de plus en plus grandes. Les relations de marché entre agents sont remplacées par des relations d'autorité, de hiérarchie bureaucratiques à des fins de performance. L'idée d'un renforcement du pouvoir capitaliste par ce biais de la bureaucratie (meilleur contrôle des travailleurs, meilleure efficacité, et donc meilleure profitabilité), se déploie en arrière-plan du développement de la bureaucratie. Dans l'étude de la bureaucratie se révèle le marché, non pas hiérarchique mais égalitaire, mais aussi comme un lieu de conflit entre intérêts privés. Weber analyse le marché réel en termes de rapport de forces : " Les prix […] sont le résultat de luttes et de compromis ; autrement dit, ils découlent de la puissance respective des parties engagées. "[118]. L'échange est pacifique car il survient, il permet d'atteindre une forme d'équilibre et de satisfaction partagée. Ainsi, "tout échange rationnel au plan économique constitue l'aboutissement sous forme de compromis,

[118] Max Weber, *Economie et Société, tome 1, op. cit,* p.158. Cette idée de rapports de force structurant les prix a été reprise de nombreuses fois, par Fourquet, Orléan, Jorion, Rosanvallon, Zafirovski, etc.

d'une lutte d'intérêt ouverte ou latente qui l'avait précédée.[119]" Le marché, que Weber caractérisera de manière idéal-typique par la lutte constante des agents et des groupes, un calcul rationnel des prix en fonction des conditions de marché, en concurrence libre, la présence de travail libre à un prix fixé par le marché, l'expropriation des travailleurs des moyens de production et la propriété privée des moyens de production, est donc un lieu où le pouvoir est très présent. Cette idée weberienne de marché comme rapport de forces, très claire et originale, sera reprise par la suite.

Mais Weber ne limite pas la critique marxiste de séparation des moyens de production et du travail au seul capitalisme, il la développe également contre le socialisme, accusé tout autant que le capitalisme de séparer l'ouvrier des moyens de production, alors même que la propriété privée des moyens de production a été abolie. Il considère qu'il s'agit d'une erreur sérieuse de ne pas réaliser que le contrôle des moyens de production par un fonctionnaire ne change rien à un contrôle similaire par un capitaliste dans une économie de propriété privée. La séparation des moyens de production et des travailleurs est bien plutôt le résultat de la bureaucratisation pour Weber qu'une facette exclusive du capitalisme[120]. Il développe donc une critique majeure du socialisme, opposé au capitalisme par son irrationalité supérieure.

Weber oppose donc la planification à l'économie de transaction, et deux types différents de rationalité : une rationalité liée au calcul, dans un but de profit, contre une rationalité liée aux valeurs poursuivies, la fraternité, l'altruisme. Mais cette seconde rationalité est irrationnelle, de trois façons différentes, tout d'abord l'inversion des fins (par les fins morales introduites à la fois en politique et en économie, débouchant non pas sur la libération de l'homme mais sur son contraire, son assujettissement), puis l'abandon de l'intérêt individuel et du calcul, et enfin la domination de l'Etat. Cette irrationalité se heurte à la réalité de l'économie, le fait d'hommes dirigés par leurs propres intérêts :

> Dans le cadre de l'économie transactionnelle, toute activité économique est toujours le fait d'agents économiques isolés qui entendent satisfaire leurs propres intérêts… idéaux ou matériels… Il en serait de même dans une économie organisée sur une base socialiste[121]

[119] *Ibid.*, p. 113.
[120] Weber développe une interprétation différente de la séparation des moyens de production, en se concentrant sur la séparation entre contrôle de l'entreprise et propriété de l'entreprise, une analyse qui sera reprise par Berle et Means (1932) par la suite pour montrer la perte de contrôle capitaliste de l'entreprise. Weber est donc précurseur dans l'observation de ce phénomène économique.
[121] Max Weber, *Economie et société*, tome 1, *op. cit.*, p. 280.

Elle se heurte aussi à l'idée de l'abandon du calcul, source de rationalité, caractérisée à son plus haut degré par la monnaie ("l'argent a toujours été le grand stimulant du calcul et c'est ce qui explique pourquoi le compte en nature n'a jamais pu prétendre au degré de technicité que permettrait sa nature immanente"[122]). L'irrationalité socialiste ne provient pas de l'abandon du but capitaliste, la recherche du profit, mais de la disparition de son outil, la monnaie, base du calcul, et parce que le socialisme espère réussir à "remplacer les chances (éventuelles) de gain matériel par le particulier par des motivations idéales de caractère 'altruiste'"[123]. Ainsi, malgré les déclarations socialistes, prônant des valeurs humaines comme fins plutôt que la recherche du profit comme seul objectif économique, non seulement se trompe de dimension, mais ne prend pas en compte le comportement humain. Enfin, le troisième argument d'irrationalité, la domination économique de l'Etat, justifiée par une efficacité censée être améliorée, débouche au contraire à la mainmise sur tous les pouvoirs, une régression où l'individu est asservi par l'Etat au lieu d'être libéré. En guise de comparaison, Weber assimile les pouvoirs de l'Etat socialiste à des pouvoirs qui "n'existent que dans un système esclavagiste où l'Etat dispose librement de ses sujets"[124]. L'aliénation ne disparaît pas au niveau économique, elle passe d'une aliénation privée à une aliénation publique, et est même accrue par la domination de l'Etat dans tous les secteurs.

> [...] les soviets conservent ou plutôt rétablissent à nouveau l'entrepreneur largement rémunéré, le travail à la chaîne, le système Taylor, la discipline dans l'armée et dans l'usine, et même jettent des regards vers les capitaux étrangers. En un mot, pour mettre en marche la machine économique et étatique, ils se voient contraints d'adopter tout ce qu'ils avaient condamné comme institutions de la classe bourgeoise[125]

En réalité, le socialisme est pire que le capitalisme pour Weber, car il est irrationnel, régressif et surtout guerrier, car la force est l'outil de l'Etat, nécessaire pour assurer son contrôle et pour empêcher de s'apercevoir de l'absence du pouvoir de la classe ouvrière, pouvoir confisqué par une minorité au nom de cette même classe ouvrière, toujours opprimée. La bureaucratie d'une société socialiste serait encore plus difficile à combattre pour l'ouvrier que les propriétaires privés des moyens de production, rendant le socialisme encore pire en termes de liberté que le

[122] *Ibid.*, p. 159.
[123] *Ibid.*, p. 162.
[124] *Ibid.*, p. 156.
[125] Max Weber, *Le Savant et le politique*, trad. par J. Freund, Paris, Plon, 1959, p. 166.

capitalisme pour le prolétaire. Ainsi, il s'agit d la bureaucratisation qui amène l'aliénation du prolétaire, et non la propriété privée des moyens de production. La nationalisation de ces moyens ne peut donc être une réponse à ce problème.

Weber ne se résigne cependant pas à l'observation passive du capitalisme, il défend les droits des travailleurs, afin qu'ils puissent participer politiquement et défendre leurs intérêts dans le système capitaliste. Il propose de limiter la bureaucratisation du capitalisme et de fournir la possibilité à tous les groupes sociaux de participer politiquement, dans une démocratie, ce qui semble relativement limité, ce qu'il reconnaît lui-même ("Weber admit à Robert Michels que ce programme laissait beaucoup à désirer"[126]). Mommsen illustre cette position weberienne par sa volonté de donner les moyens au travailleurs de défendre leurs intérêts dans le cadre d'un marché concurrentiel libre, donc sans interférence de l'Etat, mais également par son support en faveur de l'intervention législative là où la concurrence du marché (et donc sa liberté) était limitée. Weber a donc adopté une position néolibérale précoce en demandant l'intervention de l'Etat en cas de bureaucratisation monopolistique excessive, mais en refusant la bureaucratie de l'Etat dans les domaines économiques de la même façon.

Au-delà de la dénonciation du socialisme, de la défense du capitalisme, qui a pu laisser penser que Weber était le Marx bourgeois, quelques passages négatifs sur le capitalisme et sur sa rationalité froide nuancent cette position. Weber déplore cet enfermement de l'homme dans le calcul égoïste, dans ce qu'il appelle de façon poétique une "cage d'acier", celle du travail et de la rationalité, citation déjà mentionnée ci-dessus et dont la fin illustre encore mieux la position de Weber :

> Mais la fatalité a transformé ce manteau en une cage d'acier. [...]
>
> Nul ne sait encore qui à l'avenir habitera la cage ni, si à la fin de ce processus gigantesque apparaîtront des prophètes entièrement nouveaux, ou bien une puissante renaissance des penseurs et des idéaux anciens ou encore – au cas où rien de cela n'arriverait – une pétrification mécanique, agrémentée d'une sorte de vanité convulsive. En tous cas, pour ces "derniers hommes" de ce développement de la civilisation, ces mots pourraient se tourner en

[126] Wolfgang Mommsen, Max Weber as a Critic of Marxism, *The Canadian Journal of Sociology*, Vol. 2, No 4, automne 1977, p. 388.

> vérité : "spécialistes sans visions, et voluptueux sans cœur – ce néant s'imagine avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque là."[127]

Ainsi, Weber, non pas un fervent défenseur du capitalisme, du fait de sa dénonciation de son système politico-économique opposé, le socialisme, se révèle en réalité un observateur fin et réaliste sur le capitalisme. Sans le défendre réellement, il expose ses qualités et ses défauts, et surtout sa structure spirituelle et rationnelle, son futur bureaucratique qui se crée sous ses yeux. Encore plus important que son étude sur l'esprit du capitalisme, les justifications internes qui ont été fournies ou créées par les acteurs capitalistes, cette vision de la disparition du marché et de la bureaucratisation du capitalisme, un risque important pour Weber, est une des plus grandes contributions de Weber, au-delà même de la rationalité du capitalisme, empruntée à Sombart.

[127] Max Weber, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 224-225.

I.2.4. Weber comme critique de Marx

Weber a été considéré comme le critique le plus aigu de Marx, même s'il a partagé nombre de ses idées théoriques sur le capitalisme. Il a ainsi pu être nommé le "Marx bourgeois"[128]. Mais il se trouvait dans un contexte du début du XX^{ème} siècle, du développement du marxisme au niveau politique qui a cependant influencé sa critique, comme l'a fait remarquer Giddens[129]. La position de Weber vis-à-vis de la pensée de Marx, outre le fait qu'elle ait pu être limitée par les textes marxistes accessibles à son époque, l'est donc aussi par ce contexte qui fait de la position de Weber une réponse autant à Marx qu'au marxisme intellectuel et politique qui lui était contemporain. Il n'est ici pas question de comparer la totalité des positions de Marx et de Weber, qui prendrait un temps et un espace démesuré par rapport à l'objet de cette thèse - remarque qu'il convient d'élargir à toutes les analyses, critiques ou non, entre les différents auteurs cités. Ainsi, la différence purement philosophique entre Weber, néo-Kantien, et Marx, néo-Hégélien, n'est-elle pas examinée, pas plus que leurs liens futurs, entre la rationalisation weberienne et le fétichisme marxiste qui aboutira à la théorie de la réification de Lukàcs, ou que le développement d'un marxisme weberien mentionné par Merleau-Ponty et analysé par Michael Löwy[130].

Une analyse comparée théorique des pensées de Marx et Weber, l'essai de Karl Löwith, *Max Weber et Karl Marx*, fournit une interprétation instructive de leurs distinctions, élargies au-delà du seul capitalisme. Löwith aperçoit ainsi chez Marx et Weber une réponse à la vaste question du destin du monde et de l'homme :

> Le sujet explicite des études scientifiques de Marx et de Weber est, il est vrai, le "capitalisme", mais l'impulsion qui a donné lieu à son investigation est la question du *destin humain du monde contemporain lui-même humain*, et le "capitalisme" est l'expression caractéristique de sa problématique. Cette question du monde contemporain humain, d'emblée comprise dans la question du capitalisme, implique, de son côté, une idée déterminée de ce qui fait de l'homme un "homme" à l'intérieur de ce monde capitaliste, de ce qui, en lui, définit l'humanité de cet homme.[131]

[128] Albert Salomon, Max Weber, *Die Gesellschaft*, 1926, 3, p. 131-153.
[129] Anthony Giddens, Marx, Weber, and the development of capitalism, *Sociology*, Vol. 4, No 3, Septembre 1970, p. 289-310.
[130] Michael Löwy, Figures of Weberian Marxism, *Theory and Society*, Vol. 25, No. 3, Juin 1996, p. 431-446.
[131] Karl Löwith, *Max Weber et Karl Marx*, Paris, Payot, 2009, p. 46.

Sans suivre cette voie d'analyse, très détaillée, la conclusion de Löwith qui oppose Marx et Weber sur le capitalisme est révélatrice d'une position différente, empirique chez Weber et plus dogmatique chez Marx, mais aussi d'un objectif différent, le "sauvetage de la dignité humaine" pour Weber et "la cause du prolétariat"[132] pour Marx. Ainsi, leur interprétation du capitalisme diverge, puisque

> Weber l'analyse du point de vue, neutre en soi et cependant équivoque dans l'appréciation qu'il en propose, d'une "*rationalisation*" universelle et inéluctable. Marx à l'inverse, l'analyse du point de vue nettement négatif d'une "*aliénation de soi*" universelle et cependant susceptible d'être inversée.[133]

Rationalisation contre aliénation, les deux définitions du capitalisme divergent entre Marx et Weber, mais pas autant qu'il y paraît au premier abord. Weber ne s'oppose pas directement à la théorie marxiste, mais essaie de réparer ce qu'il appelle une "confusion" entre subjectivité des idées marxistes et leur prétendue objectivité :

> C'est uniquement contre cette *confusion* que sont dirigées les remarques précédentes, et non contre l'engagement en faveur d'un idéal personnel. *L'absence de conviction* et l'"objectivité" *scientifique* n'ont entre elles aucune espèce d'affinité.[134]

Donc, malgré la proximité observée entre la définition de Marx et Weber, Weber dénonce "la doctrine simpliste du matérialisme historique"[135], bien trop monocausale comme explication du monde, et y préférant l'idée religieuse comme une des sources du capitalisme, parmi d'autres. L'explication historique de Marx par la lutte des classes ne lui suffit donc pas, même s'il reconnaît l'importance de l'économie et des classes.

> Il reconnaît une valeur idéaltypique, c'est-à-dire hypothétique aux idées de Marx, mais il conteste le fait qu'elles puissent figurer la réalité. En effet, en raison de l'infinité intensive et extensive du réel, celui-ci reste toujours au-delà de toute construction conceptuelle, qui est nécessairement finie et limitée à cause des présuppositions de départ.[136]

---

[132] *Ibid.*, p. 49.
[133] *Ibid.*, p. 49
[134] Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, trad. Julien Freund, I, Paris, Plon, 1965, p. 115.
[135] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 55.
[136] Julien Freund, " La ville selon Max Weber ", *Espaces et sociétés*, 16, novembre 1975, p. 48.

Weber est extrêmement clair quand, en 1910, il s'oppose à la réduction à un seul facteur causal pour expliquer un phénomène :

> J'entends protester contre la déclaration de l'un des orateurs, selon laquelle un seul facteur, que ce soit la technologie ou l'économie, peut constituer la cause "ultime" ou "réelle" d'un phénomène. Si nous considérons les différentes chaînes causales, nous remarquons que parfois l'on passe des facteurs politiques à des facteurs politiques et économiques, et parfois des facteurs politiques à des facteurs religieux et économiques, etc… Tout ceci évolue sans cesse. J'estime que l'affirmation du matérialisme historique, selon laquelle l'économique est, dans un certain sens, le point ultime dans la filiation causale, n'est plus du tout recevable dans une perspective scientifique.[137]

Pas plus la technique que l'économie ne peuvent être suffisants pour expliquer un phénomène donné, et en ce sens Marx a tort selon Weber, puisque le moulin n'a pas donné une seule forme de société, au contraire ("car l'âge du moulin, qui a duré jusqu'aux temps modernes, a produit toutes sortes de superstructures culturelles dans toutes sortes de domaines"[138]). Le capitalisme n'est donc pas issu de la seule machine à vapeur, comme unique déterminant.

Freund, qui a également réfuté l'idée de Weber s'opposant à l'explication marxiste, peut donc conclure que ce n'est pas tant le marxisme qui est ici visé directement, qu'une vision réductrice et non scientifique des phénomènes:

> L'économie est une raison de l'explication des choses, mais non point une raison prépondérante ni suffisante. Ce que Weber récuse, c'est la systématisation d'un rapport de valeur, parce que la systématisation est le résultat d'un jugement de valeur qui privilégie un facteur au nom de la foi ou de l'opinion.[139]

Weber ne défend donc pas l'idée réductrice que le puritanisme protestant est le seul, ou même le principal, facteur d'émergence du capitalisme, seulement qu'il y a contribué. Il ne répète pas l'erreur marxiste de réduire l'explication du monde à un seul facteur, qu'il soit spirituel plutôt

---

[137] *Verhandlungen des ersten deutschen Soziologentages*, Tübingen, 1911, p. 101. cité par Raphael Freddy, " Werner Sombart et Max Weber », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 00 | 1988, mis en ligne le 13 avril 2009.
[138] *Ibid.*, p. 101
[139] Julien Freund, *Max Weber*, Paris, PUF, 1969, p. 44.

que matériel, mais considère que l'apparition du capitalisme est multifactorielle, et qu'un de ses aspects est la religion, tout comme l'économie et les luttes de classe y ont contribué.

> Est-il nécessaire de protester que notre dessein n'est nullement de substituer à une interprétation causale exclusivement matérialiste, une interprétation spiritualiste de la civilisation et de l'histoire qui ne serait pas moins unilatérale ? Toutes deux appartiennent au domaine du possible, il n'en demeure pas moins que, dans la mesure où elles ne se bornent pas au rôle de travail préparatoire, mais prétendent apporter des conclusions, l'une et l'autre servent aussi mal la vérité historique.[140]

Ainsi, Weber évite-t-il l'écueil d'une causalité réductrice, critiquable, en ne fixant pas une prépondérance de la religion sur les conditions économiques dans l'apparition du capitalisme, mais en reconnaissant au contraire l'intrication des facteurs, et leur dépendance.

> Weber a voulu démontrer que les conduites des hommes dans les diverses sociétés ne sont intelligibles que dans le cadre de la conception générale que ces hommes se sont faits de l'existence ; les dogmes religieux et leur interprétation sont parties intégrantes de ces visions du monde.[141]

Ce que Weber nomme "l'absence de prévention scientifique" s'applique donc à Marx, qui rend objectives ses découvertes de facteurs économiques historiques, qui ont amené le capitalisme, alors qu'elles sont subjectives et non déterminantes. La superstructure marxiste économique qui impose sa domination sur les sociétés est donc refusée par Weber, qui y voit une réduction excessive des facteurs influençant l'évolution sociale.

Pour revenir au sujet principal, celui de la conception du capitalisme chez chaque auteur, Weber entrevoit plutôt le capitalisme comme provenant d'une "conduite de vie rationnelle", mais d'une rationalité instrumentale, vers un but irrationnel, celui du profit. Cette conduite de vie rationnelle a une origine multifactorielle, dont le puritanisme protestant fait partie :

> Le capitalisme *en tant que tel*, dans sa signification idéalement *économique*, en revanche, ne saurait être considéré comme l'origine autonome de la rationalité, et il en est si peu l'origine qu'il convient de plutôt de considérer qu'une rationalité - à l'origine motivée religieusement -

[140] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 248-249.
[141] Raymond Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Editions Gallimard, 1967, p. 540.

> de la conduite de la vie a fait aussi se développer le capitalisme, au sens économique du terme, en puissance vitale dominante.[142]

La rationalité capitaliste ne serait donc en réalité que la conséquence de son développement par des motifs religieux, et non un produit du capitalisme en tant que tel. Mais cette rationalité du capitalisme, quelle que soit son origine, cache une irrationalité interne, établie par Weber, du développement de la bureaucratie dans un système individualiste, géré par le marché libre et l'initiative privée. La bureaucratie qui visiblement apparaît contredit donc le capitalisme fondé sur la liberté et l'échange privés, montre une forme d'irrationalité du système.

Marx et Weber se rejoignent donc dans une critique de la rationalité capitaliste apparente. Sous des apparences de rationalité instrumentale se cache en réalité une irrationalité globale du système capitaliste. Même s'ils divergent sur la forme de cette irrationalité, Marx et Weber identifient les contradictions du capitalisme, la misère dans l'opulence chez Marx (la présence consubstantielle d'une classe prolétaire aliénée vivant dans des conditions atroces et d'une production de marchandises énorme permettant la libération de l'individu), le développement inarrêtable de la bureaucratie au sein d'un système pourtant individualiste, chez Weber, qui lui fait anticiper la soumission de l'autonomie individuelle à un contrôle social de plus en plus important, par la bureaucratisation.

Weber n'est donc pas le simple chantre de la bourgeoisie, il en est aussi un critique, bien plus neutre que Marx, mais partageant ses conceptions fondamentales d'expropriation du travail, de réification des relations, d'abstraction du monde. Il laisse transparaître son jugement et sa critique à ce sujet :

> le combat économique pour l'existence sans amour et sans pitié […] dans lequel non pas des millions mais des centaines de millions d'individus sont physiquement et spirituellement détruits année après année.[143]

Mais Weber ne pense pas pour autant que la prophétie marxiste, la révolution du prolétariat, surviendra. Marx, qui pensait réconcilier l'homme avec lui-même, mettre fin à l'aliénation par l'abolition de la propriété privée et la fin de la lutte des classes par le pouvoir aux prolétaires,

[142] Karl Lowith, *op. cit.*, p. 85.
[143] Max Weber, Zwei Gesetzen, Gesammte Politische Schriften, Tübingen, JC B. Mohr, 1916, p. 144 in Richard Swedberg, *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 1998, p. 33.

avait développé une vision optimiste du futur du capitalisme. Avec le recul historique de Weber sur le capitalisme, comparé à Marx, et l'observation d'une hausse continue des salaires réels à la fin du XIX^{ème} siècle, le pronostic marxiste d'une concentration en deux classes en opposition, prolétaires contre bourgeois, prélude à la révolution prolétarienne, peut être réfuté. La réalité du capitalisme n'est pas une paupérisation permanente de la classe prolétaire mais au contraire l'élévation de leur niveau de vie. La création d'une bureaucratie, d'une classe moyenne relativement bien rémunérée, évite de plus la polarisation de la société, tout autant qu'elle permet une forme de régulation du capitalisme par les cartels et les syndicats[144].

Au contraire, Weber entrevoit l'augmentation de la bureaucratisation, et avec cette forme de domination rationnelle, une course inéluctable vers l'efficacité mécanique, avec une perte de l'homme dans le capitalisme. Ainsi, sa citation prospective, ouvrant le champ à des hommes efficaces est-elle relativement négative, qu'il convient de rappeler : "spécialistes sans visions, et voluptueux sans cœur – ce néant s'imagine avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteint jusque là" "[145].

Tout comme le point de vue prophétique sur le capitalisme de Marx a été considéré comme "pathétique" par Weber, son point de vue historique a été réfuté, car trop unidimensionnel et mécanique pour refléter la réalité complexe du monde. Marx, qui fait survenir le capitalisme du féodalisme, par un processus inévitable de progrès technique (le fameux moulin de l'ère féodale remplacé par la machine à vapeur de l'ère capitaliste), développe donc une conception rigide et mécanique de l'évolution sociale que Weber réfute, au profit de relations nombreuses et variées, comme le puritanisme protestant en est un exemple parmi d'autres, aboutissant au capitalisme. Le matérialisme historique de Marx est donc réfuté conceptuellement aussi bien qu'en pratique, au niveau historique. Weber aperçoit des signes de capitalisme tout au long de l'histoire de l'humanité, qui se transformeront sous certaines circonstances en Europe en un capitalisme moderne relativement différent des modalités qui l'ont précédé. La différence est profonde, et reliée au matérialisme historique de Marx, sans pour autant que ces concepts autour du capitalisme en soient critiqués en tant que tel. Mommsen résume donc l'attitude de Weber envers le marxisme comme :

[144] Max Weber, Gesammelte Aufsatze sur Religionssooziologie, Bd 1 Tübingen: Mohr, p. 502-503 in Mommsen Wolfgang, Max Weber as a Critic of Marxism, *op. cit.*, p.380.
[145] Max Weber, *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 225.

> acceptable pour lui sous seulement deux formes : premièrement, comme une théorie politique qui ne prétendait pas à être fondée sur des vérités scientifiques objectives, mais qui, en émergeant de convictions éthiques fondamentales, préconisait l'action révolutionnaire contre un ordre considéré comme injuste, quels que soient les risques personnels encourus. Deuxièmement, comme un système brillant d'hypothèses idéal-typiques qui mérite la plus grande attention de tous les sociologues, par sa capacité à améliorer considérablement la connaissance de la nature des sociétés modernes.[146]

Ainsi, Weber, de façon allusive, critique la position marxiste, dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, par exemple : "Le problème majeur de l'expansion du capitalisme moderne n'est pas celui de l'origine du capital, c'est celui du développement de l'esprit du capitalisme."[147] Cette phrase s'apparente à une attaque déguisée contre la dénonciation de Marx de l'origine du capitalisme, détaillée plus haut, celle des enclosures. Weber s'oppose à l'importance donnée à ce phénomène, pour y substituer l'esprit du capitalisme, plutôt que l'inégalité de propriété qui obligerait les prolétaires à vendre leur force de travail. Weber ne nie pas que le salariat est un constituant majeur du capitalisme, mais la vente de la force de travail due à l'inégalité de propriété ne peut à elle seule expliquer le capitalisme.

Une des difficultés, soulignée par Mommsen après Marcuse[148], de Weber face à Marx tient à sa conception de l'Etat, qui ne peut être simplement considéré comme une institution neutre, hors des classes sociales et de leurs intérêts respectifs. Marx considère l'Etat comme un instrument aux mains de la classe dominante, de la classe bourgeoise dans le capitalisme, et ne peut par conséquent pas envisager le recours à l'Etat pour le prolétariat comme un recours possible, ouvrant la voie à la seule révolution. Weber, au contraire, loin de considérer l'Etat comme neutre, adopte une position moins tranchée, estimant que la démocratie peut permettre aux différentes classes de défendre politiquement leurs intérêts, et donc d'obtenir non pas une révolution mais une évolution du capitalisme vers moins d'aliénation, moins de bureaucratie.

Marx reste cependant la référence de Weber sur le capitalisme, puisque l'aliénation y est le facteur principal du capitalisme et de son histoire, caractérisée par la recherche - rationnelle mais d'un but irrationnel - de profit, au moyen du salariat :

---

[146] Wolfgang Mommsen, *op. cit.*, p. 377-378.
[147] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 71.
[148] Herbert Marcuse, Industrialisierung und Kapitaslimus im Werk Max Weber" In *Kultur und Gesellschaft* 2. Frankfurt : Suhrkamp, 1965.

> Seul l'Occident connaît des entreprises capitalistes rationnelles avec immobilisation de capitaux, main d'œuvre salariale, spécialisation et harmonisation rationnelle du travail, répartition des prestations sur la base de l'économie transactionnelle et capitaliste, autrement dit la forme capitaliste de l'organisation du travail purement volontariste au plan formel en tant que méthode typique et prédominante de la couverture des besoins massifs avec expropriation des travailleurs de tous les moyens d'approvisionnement et appropriation des entreprises par des détenteurs de titres.[149]

Même si Weber a pu être critique du marxisme sur le matérialisme historique, la rationalité du capitalisme, ou les origines historiques de celui-ci, il n'en demeure pas moins une prégnance très forte de l'interprétation du capitalisme de Marx chez lui. Weber adopte un point de vue plus 'scientifique' selon lui, plus neutre, que celui hautement critique marxiste, mais il le fait en partageant une conception commune du capitalisme, enrichi sur certains points. Weber est donc un critique de Marx autant qu'un admirateur, et même s'il se positionne en faveur du capitalisme, par manque d'alternative crédible, le socialisme se révélant pire à ses yeux, de manière très juste, presque prémonitoire quant aux problèmes causés par celui-ci, il reste également critique des défauts du capitalisme, et de son futur.

[149] Max Weber, *Economie et Société, tome 1*, p. 233-234.

I.2.5. Weber contre Sombart

Le livre de Weber *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* paru en 1904 offre une critique plus ou moins subtilement déguisée de la position de Sombart sur l'origine du capitalisme défendue dans *Le Capitalisme moderne*. Sans viser à l'exhaustivité, il est possible d'y apercevoir certaines formules orientées vers Sombart, par exemple une critique voilée de l'usage de la double comptabilité, caractéristique du capitalisme pour Sombart, par la mention d'une forme primitive de calcul apparu au XIII^{ème} siècle pour le capitalisme primitif. Weber critique la restriction à la double comptabilité, et élargit ainsi encore le temps du capitalisme primitif, tout en conservant l'idée de rationalité et de calcul dans la définition du capitalisme :

> Ce qui compte, c'est qu'une estimation du capital soit faite en argent; peu importe que ce soit par les méthodes de la comptabilité moderne ou de toute autre manière, si primitive et rudimentaire soi-telle. Tout se fait par bilans. Au début de l'entreprise : bilan initial; avant chaque affaire : estimation du profit probable; à la fin : bilan définitif visant à établir le montant du profit.[150]

De cette façon, Weber entrevoit des pratiques capitalistes dans les temps les plus reculés, hors des frontières de l'Europe et bien avant le Moyen-Âge.

> [...] il y a eu en ce sens, dans tous les pays civilisés, un capitalisme et des entreprises capitalistes reposant sur une rationalisation passable des évaluations en capital [Kapitalrechnung]. En Chine, dans l'Inde, à Babylone, en Égypte, dans l'Antiquité méditerranéenne, au Moyen Age aussi bien que de nos jours.[151]

Weber critique également, de façon plus directe, l'importance du luxe et de la guerre dans le développement du capitalisme, que Sombart défend :

> Werner Sombart a prétendu que l'uniformisation des besoins de masse de la guerre avait compté parmi les facteurs les plus décisifs de développement du capitalisme moderne. C'est là une idée qu'il faut ramener à sa juste mesure. [...] Mais hors d'Occident, on trouvait aussi des armées puissantes - dans l'armée du Grand Moghol, en Chine ; certes elles ne portaient

[150] Max Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, p. 6.
[151] *Ibid.*, p. 6.

> pas d'uniformes mais étaient pourvues de canons, et il ne vint pas d'elles pour autant, aucune impulsion suscitant un développement capitaliste.[152]

Le marché du luxe est de façon similaire relativisé, avec l'exemple de la Chine et de l'Inde, où le luxe était extrêmement présent, mais toujours sans développement du capitalisme. Weber i substitue plutôt le "marché de masse", orienté vers la quantité de la production plutôt que vers la qualité qui caractérise le marché du luxe. Weber considère "spécifiquement capitaliste" l'idée d'un profit réalisé par la baisse du prix et la hausse du volume (et donc la baisse des coûts de production et la hausse de la productivité), apparues en Angleterre, à l'opposé d'un prix haut lié à une qualité élevée comme en France. Weber énonce les différentes innovations européennes qui ont permis selon lui l'apparition du capitalisme, montrant la spécificité des conditions européennes pour son émergence : en tant que seul régime avec "une organisation rationnelle du travail", une "levée des barrières séparant l'économie interne et l'économie externe, ainsi que de celles séparant la morale interne et la morale externe; la pénétration du principe commercial au sein de l'économie interne ; et sur cette base, l'organisation du travail", en particulier sur le mode de l'entreprise. L'évolution culturelle générale européenne y est aussi primordiale, avec l'Etat moderne, un droit rationnel, le concept de bourgeois et une science et techniques rationnelles, et enfin un "ethos rationnel de la conduite de vie"[153].

Même si Weber critique certaines positions de Sombart, ceux-ci restent globalement proches dans leurs définitions historiques du capitalisme, sauf sur un point, où Sombart critique Weber plus fortement, celui de l'esprit du capitalisme. Sombart ne reconnaît en effet pas l'importance du puritanisme protestant dans l'origine du capitalisme moderne, préférant y substituer d'autres facteurs, détaillés ci-dessous.

Sombart s'oppose à l'explication weberienne d'une relation entre protestantisme puritain et capitalisme, en se fondant sur des arguments proprement marxistes, c'est-à-dire en faisant surgir des conditions économiques de l'époque le protestantisme puritain, qui aurait ainsi aidé à donné naissance au capitalisme. Plutôt qu'une réfutation directe de l'argumentation de Weber sur la religion source partielle du capitalisme, Sombart s'attaque à l'origine de la religion, issue selon lui des conditions économiques, réduisant la religion protestante puritaine à un maillon causal reliant conditions économiques et survenue du capitalisme :

---

[152] Max Weber, *Histoire économique, esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, p. 328.
[153] *Ibid.*, p. 332-333.

> [...] les exigences philosophiques et religieuses, loin d'avoir donné naissance à l'esprit capitaliste, ne seraient que le reflet de certaines conditions économiques qui trouveraient leur expression dans une certaine mentalité économique.[154]

Le matérialisme historique marxiste est donc sauf, puisque la religion serait déjà influencée par les conditions de vie, par l'économie. Il en est de même pour tous les autres facteurs, qui peuvent en dernier recours être réduits à la biologie humaine, à l'économie, au matériel. L'idée marxiste de Sombart se trouve justifiée historiquement dans la constitution du protestantisme même, avec l'accord contraint que le protestantisme fournit à la bourgeoisie dans la poursuite de ces affaires économiques :

> Nous savons à quel point il était, de par sa nature, étranger au capitalisme. Les prédicateurs puritains des XVI^e^ et XVII^e^ siècles auraient fort volontiers envoyé à tous les diables le culte de Mammon, pour le remplacer par une organisation économique plus appropriée à leurs doctrines anti-mondaines. Mais il était trop tard. Il leur fut impossible de fermer les yeux sur les progrès du capitalisme, comme l'a fait le luthérianisme dans l'Allemagne d'alors, plongée dans la plus profonde misère économique.[155]

Ainsi, pour s'implanter durablement, le puritanisme protestant a-t-il été selon Sombart obligé d'accepter le capitalisme, et non l'inverse. Le puritanisme a donc été bien plus influencé par le capitalisme qu'il ne l'a influencé lui-même, montrant la prépondérance du capitalisme sur la religion, du matériel sur le spirituel. Il peut ainsi ensuite abonder dans le sens de Weber sur la force de la religion dans le développement capitaliste, par l'impact sur les pensées et actes des personnes qui agissent dans le monde économique. Mais il relativise cette force de la religion après le plein développement du capitalisme, quand celui-ci obéit à ses propres règles (issues de la comptabilité), qu'il impose aux individus.

> Tant qu'un système économique est encore en voie d'édification, tant que chacun est libre d'adopter la conduite économique qui lui plaît, les doctrines morales et les maximes morales qui en découlent ont, pour se déployer, un champ beaucoup plus vaste qu'à l'époque où les différentes branches du système économique ont atteint leur plein et complet développement, où tous les procédés et toutes les démarches sont, pour ainsi dire,

[154] Werner Sombart, *Le bourgeois*, Paris, Payot, 1926, p. 327.
[155] *Ibid.*, p. 329.

> mécanisés, où les sujets économiques sont poussés, malgré eux, à adopter une ligne de conduite déterminée [156]

Le capitalisme impose donc sa rationalité, son mode de pensée, aux individus qui vivent en son sein. Sombart est de ce point de vue beaucoup plus proche de Marx que de Weber, dans une forme d'entre-deux où, tout en réfutant pas Marx, il subordonne au matérialisme Weber et son hypothèse religieuse comme facteur à l'origine du capitalisme.

Sombart, en réponse à l'œuvre de Weber, développera aussi une recherche sur la relation entre capitalisme et judaïsme, afin de chercher au-delà du protestantisme puritain, dans le judaïsme, le même type de liens avec le capitalisme, que ceux proposés par Weber.

> Après avoir pris connaissance de ses recherches, je me suis demandé (et je crois que tout observateur attentif était en droit de se poser la question) si ce que Weber attribue au puritanisme n'a pas été accompli, après et avant lui, par le judaïsme ; bien plus, : si même ce que nous appelons puritanisme n'est pas, dans ses traits essentiels, de nature judaïque.[157]

Sombart, pour relier capitalisme et judaïsme, développe une théorie de l'origine conceptuelle du capitalisme en le faisant naître de l'économie pastorale, du nomadisme, plutôt que du type visible présent au Moyen-Âge, l'économie agricole, sédentaire. L'argumentaire déployé par Sombart pour effectuer ce rapprochement entre nomadisme et capitalisme est organisé autour du mode de pensée que le nomadisme permet, au contraire de l'agriculture. En effet, le gain serait l'attribut logique du pasteur, qui peut voir croître rapidement son troupeau, ou décroître, et est donc familier du risque, de la spéculation et des gains, concepts typiques du capitalisme.

> C'est seulement ici, dans l'économie pastorale, jamais dans la sphère de l'agriculture, que l'idée du gain a pu prendre racine. C'est ici seulement que l'économie était fondée sur le principe de la multiplication indéfinie de la quantité des produits… Ici seulement a pu naître l'idée que c'est la quantité abstraite de biens, et non la qualité d'usage, qui forme la principale catégorie de la vie économique. C'est ici que le calcul et le dénombrement ont été pour la première fois introduits dans l'économie.[158]

---

[156] *Ibid.*, p. 331.
[157] Werner Sombart, *Les juifs et la vie économique*, p. 251.
[158] *Ibid.*, p. 455.

Au contraire, le paysan est contraint, il est orienté vers la subsistance, encadré par la féodalité, et ne peut donc concevoir l'activité illimitée du capitalisme. Le labour et la forêt défrichée en sont les origines, qui empêchent selon Sombart la pensée d'une spéculation commerciale, cela d'autant plus que l'organisation en classes sociales limite les changements de position sociale des individus.

> C'est le patrimoine délimité du paysan qui fait naître l'idée d'un cercle d'activité également délimité, dans lequel chaque sujet économique se trouve confiné une fois pour toutes, et dans lequel il se comporte d'une manière qui reste invariable pendant des siècles (traditionalisme) ; c'est de là que l'idée de la subsistance s'étend à toutes les autres branches d'activité, en les façonnant à l'image de l'activité rurale. Au-dessus de ces unités économiques, représentant chacune une réalisation différente du principe de la subsistance, mais reliées les unes aux autres, en fait d'abord, en droit ensuite, s'édifie la construction organique de l'État composé de classes.[159]

C'est donc le "saharisme", opposé au "sylvanisme", qui forme la pensée capitaliste, et permet donc de relier judaïsme et capitalisme, le judaïsme étant l'intermédiaire entre nomadisme et capitalisme, l'apportant en Europe.

> Mais les éléments rationnels qui ont pénétré dans la vie économique viennent, eux aussi, du nomadisme, qui peut ainsi être considéré à tous égards comme le père du capitalisme. Et nous voyons de nouveau, mais plus clairement qu'auparavant, la manière dont le capitalisme se rattache au judaïsme, celui-ci servant de pont intermédiaire entre celui-là et son prototype, le nomadisme[160]

Le développement spécifiquement européen du capitalisme, exposé par Weber contredit l'idée de nomadisme de Sombart, puisque l'empire arabe, qui côtoyait le désert en permanence, perpétuellement confronté à la pensée nomade, aurait dû voir apparaître le capitalisme, tout comme par exemple les peuples nomades de Mongolie, ou la Chine à leur contact. Dans la même veine, l'activité commerciale si développée entre économies en majorité agricoles, du fait de la division du travail accrue et l'absence de mouvement aisé des populations, aurait bien plutôt pu être le véritable vecteur de l'appât du gain, de la prise de risque, le commerce de marchandises sur de longues distances, peu sûr, ne présentant pas des caractéristiques de

[159] *Ibid.*, p. 454.
[160] *Ibid.*, p. 455.

pensée limitée propres au sylvanisme. Il semble que Sombart, répétant ce qu'avait réalisé Weber avec le puritanisme protestant, pour mieux s'y opposer, ou s'en détacher, et peut-être aussi dans une tentative orientée politiquement de relier judaïsme et capitalisme, deux ennemis d'une certaine frange politique allemande de l'époque, ait tenté une rationalisation judéocapitaliste irréalisable.

Cette importance du commerce dans le capitalisme est d'ailleurs mise en avant par Sombart lui-même, puisque le commerce nécessite de penser en valeur d'échange, et non pas en qualité et valeur d'usage, et de devenir plus nomade que sédentaire dans sa façon de vivre. Mais cette conception du commerce n'empêche pas Sombart pour autant de continuer à relier le judaïsme et le capitalisme[161]. Les Juifs auraient donc été les premiers à pratiquer la poursuite du profit, "sans tenir compte d'aucune limitation, sans s'embarrasser d'aucun scrupule"[162]. L'avance juive dans la conception du commerce, caractérisée par l'individualisme au niveau économique, le "libre commerce" et la "libre concurrence"[163], leur aurait donc permis de s'y adonner dans la période précapitaliste, et de les rendre responsables de l'individualisme qui caractérise le capitalisme. Cette conception, largement critiquée par Weber à la fois d'un point de vue historique (puisque les Juifs n'ont pas créé le capitalisme industriel) et spirituel, du fait d'une mentalité qui ne le permettait simplement pas : "Ni la nouveauté spécifique du système économique moderne, ni la nouveauté spécifique de la mentalité économique moderne ne sont spécifiquement juives."[164]

Sombart s'oppose encore plus directement, s'il est possible, à l'analyse de Weber sur l'esprit du capitalisme et le puritanisme protestant, montrant dans le catholicisme l'existence des vertus bourgeoises nécessaires à l'avènement du capitalisme, l'honnêteté, la rationalité, le travail et la modération en premier lieu. Sombart identifie le thomisme à la rationalisation économique, et considère que le thomisme avait déjà créé ce qui a constitué les atouts du protestantisme en faveur du capitalisme :

> En premier lieu, les vertus bourgeoises existaient déjà deux cents ans environ lorsque le puritanisme est né. Elles sont déjà décrites et exposées avec tous les détails désirables dans

[161] Pour une analyse plus fine de l'opposition entre Sombart et Weber, voir Freddy Raphaël, *Judaïsme et capitalisme, Essai sur le controverse entre Max Weber et Werner Sombart*, Paris, PUF, 1982.
[162] Werner Sombart, *Le bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*. Paris, Payot, 1928, p. 332-333.
[163] *Ibid.*, p. 203.
[164] Max Weber, *Economie et Société*, p. 615.

> les livres de famille d'Alberti. S'il est un système religieux qui ait pu favoriser leur éclosion, ce ne pouvait être que le catholicisme. La morale protestante n'a eu qu'à s'approprier ce que le thomisme a créé.[165]

Sombart rejoint donc en partie Weber pour relier protestantisme et capitalisme, même si le catholicisme, et en particulier le thomisme, aurait déjà intégré ces vertus bourgeoises. De plus, Sombart reconnaît avec Weber l'absence de légitimité du profit dans le capitalisme primitif, avant qu'il ne devienne capitalisme total, où la recherche du profit est débridée, acceptée au niveau moral et social. Sombart minimise donc l'impact du puritanisme protestant de Weber :

> Le puritanisme était loin d'encourager ses adeptes à se lancer dans des entreprises de vaste envergure ou aventureuses : il se contentait de les voir faire preuve d'une mentalité de boutiquiers sages et terre-à-terre.[166]

Sans pour autant réfuter l'argumentation présente dans l'œuvre de Weber, les apports de Sombart sur l'origine religieuse multifactorielle du capitalisme ont pu compléter ce qui avait été, à tort, comme Weber lui-même l'a écrit, considéré comme une explication majeure du capitalisme, l'éthique puritaine protestante du XVIII^{ème} siècle, même si ses écrits sur les liens entre judaïsme et capitalisme sont critiquables, car trop politiques dans un contexte antisémite européen déchaîné au début du XX^{ème} siècle. Mais Sombart et Weber ont ensemble expliqué la visée rationnelle du capitalisme, dans ses méthodes, avec une origine religieuse, alliée à un but irrationnel, immodéré, le profit sans fin.

[165] *Ibid.*, p. 313.
[166] *Ibid.*, p. 314-315.

I.3. Joseph Schumpeter : la concurrence issue de l'innovation

Schumpeter, un des plus éminents économistes du XX^{ème} siècle, reprend à son compte l'idée weberienne de bureaucratie, du phénomène de bureaucratisation du capitalisme, pour en construire une théorie économique nouvelle, faisant du capitalisme un instrument de progrès. L'économie à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle se transforme, avec la constitution de grands groupes privés de production et d'échange, qui font reculer la sphère du marché, à la fois en Allemagne et aux Etats-Unis, en premier lieu. Schumpeter, d'origine autrichienne émigré aux Etats-Unis, se trouve donc au cœur de ce mouvement, qui réfute, va à l'encontre de la théorie néoclassique dominante, celle du marché parfait. Il développe au début du XX^{ème} siècle une nouvelle justification du capitalisme, plus qu'une nouvelle conception de celui-ci.

Dérivée bien sûr de Marx, cette justification du capitalisme par le progrès a fortement marqué les esprits, en particulier par sa pensée originale sur le désintérêt d'un marché parfait, parfaitement concurrentiel. Schumpeter innove donc en sortant du cadre néoclassique de la concurrence parfaite, et reconnaît l'intérêt du monopole ou de l'oligopole temporaires, dans un objectif de rentabilité du capital et des investissements, et donc pour permettre le progrès. Il se place donc dans la continuité de la reconnaissance par les économistes du début du XX^{ème} siècle de l'échec de la réalisation en pratique de la théorie du marché parfait : le laissez-faire manchestérien du XIX^{ème} siècle mène à la constitution non pas d'un marché concurrentiel mais d'oligopoles et de monopoles capitalistes, empêchant *de facto* la théorie de fonctionner dans la réalité. Schumpeter prend donc à contre-pied les arguments les plus anciens et les plus puissants en faveur du capitalisme, ceux de la théorie du marché parfait, à savoir efficacité, liberté et optimum, pour le défendre au contraire dans un marché imparfait, peu concurrentiel. Et pour cela, il fait appel à un individu hors normes, l'entrepreneur.

I.3.1. L'entrepreneur comme moteur du capitalisme

L'entrepreneur est mis en avant dans la théorie schumpeterienne pour personnifier l'action économique majeure pour Schumpeter, l'innovation, par le biais de la création d'une nouvelle entreprise, d'une nouvelle concurrence[167]. L'entrepreneur est une solution pour Schumpeter à la théorie néoclassique de Walras, une théorie statique qui ne reflète pas la dynamique du capitalisme faite de croissance et de crise, au contraire de la théorie de Marx, où la croissance capitaliste conduit nécessairement à des crises de surproduction. Encore plus, l'innovation n'y est pas présente, nécessairement, car la théorie de Walras n'y laisse aucune possibilité par son absence de profit due à la concurrence parfaite, condition fondamentale à la démonstration mathématique que Walras réalise, et qui a pour but premier de refonder la théorie de la valeur d'échange non pas sur le travail, comme les économistes du XVIII^{ème} et de la majeure partie du XIX^{ème} siècle, Smith, Ricardo, Marx, l'imaginent, mais sur la rareté et l'utilité. Walras lui-même aboutit à cette conclusion mathématique :

> Or, s'il est mathématiquement démontré que la rareté et la valeur d'échange sont deux phénomènes concomitants et proportionnels, il est mathématiquement démontré que la rareté est la cause de la valeur d'échange.[168]

Schumpeter ne cache pas son respect pour Walras, allant jusqu'à le considérer comme le plus grand économiste théorique : " (…) en ce qui concerne la théorie pure, Walras m'apparaît comme le plus grand économiste. Son système d'équilibre économique révèle une originalité "révolutionnaire" tout en ayant les qualités d'une synthèse classique "[169]. Mais, et Schumpeter le résume parfaitement, cette révolution se réalise dans une situation théorique de concurrence - qu'il abandonnera complètement par la suite dans la construction de sa propre théorie économique dynamique - ayant pour but de démontrer le lien entre valeur d'échange et valeur d'usage :

[167] Il est important de souligner ce point, l'innovation par l'entrepreneur est la source d'une concurrence nouvelle, concurrence qui se révèle bénéfique au client tout autant qu'au système capitaliste dans son ensemble. Il faudra y revenir, Schumpeter intégrant donc la concurrence comme un élément primordial de son capitalisme de progrès.
[168] Léon Walras, Principe d'une théorie mathématique de l'échange, in *Journal des Economistes*, 1874, n°100, p. 21.
[169] Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique, III – l'âge de la science*, Paris, Editions Gallimard, 1983, [1954], p. 110-111.

> Mais tous [Jevons, Merger, Walras] ont visé le même but (Gossen aussi) : démontrer que le principe de l'utilité marginale suffit pour déduire les rapports d'échange entre marchandises qui s'établiront sur des marchés de concurrence, et les conditions sous lesquelles des intervalles de rapports d'échange possibles doivent être substitués à des rapports déterminés de manière unique. En d'autres termes, ils établirent ce qu'Adam Smith, Ricardo et Marx avaient cru impossible : on peut expliquer la valeur d'échange en termes de valeur d'usage.[170]

Ainsi, même si Walras démontre mathématiquement sous conditions idéales la relation entre rareté et utilité et valeur d'échange, Schumpeter abandonne cette théorie car elle ne permet pas d'expliquer le capitalisme réel qui se développe sous ses yeux, un capitalisme bureaucratique qui se dirige non pas vers la concurrence parfaite, mais vers les oligopoles et monopoles. Non seulement construit-il sa théorie dans un univers de concurrence imparfaite, mais il dénonce en même temps l'erreur des critiques du capitalisme qui se basent sur la théorie walrasienne pour dénoncer le capitalisme, invoquant le " faible poids de la plupart des critiques, dirigées contre l'économie de profit, qui s'appuient, directement ou indirectement, sur l'absence de concurrence parfaite. "[171] La concurrence parfaite n'est pas la justification théorique véritable du capitalisme réel, puisque celui-ci opère en concurrence imparfaite, et encore plus, la fait survenir par la bureaucratisation et la concentration. Il n'y a donc selon Schumpeter que peu d'intérêt à dénoncer l'absence de concurrence parfaite dans la réalité en croyant ainsi dénoncer le capitalisme.

Un des problèmes majeurs de la théorie walrasienne qui empêche par là même sa cohérence avec le capitalisme est qu'elle réduit le profit à zéro en situation d'équilibre de marché. Ainsi, en résolvant le problème mathématique du prix d'équilibre permettant d'allouer de manière optimale les quantités de biens sur un marché, la théorie walrasienne rend le profit nul, et l'intérêt du capitaliste disparaît. Le paradoxe walrasien est étincelant pour le capitalisme, une tragédie puisque les actions des capitalistes aboutissent à des buts opposés à leurs volontés : le profit disparaît quand tous ne recherchent que leur intérêt. Défendre le capitalisme sur la base de la théorie walrasienne revient à défendre l'impuissance tragique - pour eux - des acteurs capitalistes, qui recherchent le profit mais n'aboutissent qu'à sa disparition par la concurrence parfaite qui les domine. L'acteur walrasien se retrouve donc passif.

[170] *Ibid.*, p. 223.
[171] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Editions Payot, 1990 [1947], p. 120.

> Dans un environnement de concurrence parfaite, les prix et la qualité des biens sont connus. La théorie néoclassique walrasienne montre alors l'existence d'un prix unique sur le marché. Les agents économiques sont *price takers*, le prix auquel s'établit l'échange résulte de l'action efficace d'un agent fictif, le commissaire-priseur, qui a pour rôle de synthétiser toute l'information disponible et de proposer un prix tel que le volume échangé soit optimal.[172]

Ainsi, Schumpeter s'éloigne de Walras par l'absence de dynamique de la théorie walrasienne, tout en demeurant dans l'analyse néoclassique de la valeur qu'il considère comme exacte. Le capitalisme ne peut être cependant expliqué ni défendu par cette théorie, ce que Schumpeter réalise à l'aide de l'entrepreneur et de l'incertitude. L'entrepreneur est le facteur disruptif de cette tragédie capitaliste, l'atteinte de l'équilibre néoclassique. Par son action, son innovation, il fait disparaître les conditions d'équilibre (concurrence parfaite, information parfaite, etc) et crée du profit pour lui et ses actionnaires. Il a pris "le risque de rompre la monotonie de l'équilibre walrasien"[173], et est récompensé par le profit, un "revenu exceptionnel et temporaire" lié au monopole, et à l'incertitude de l'innovation. L'incertitude joue donc un rôle majeur de légitimation du profit. Schumpeter l'a d'ailleurs très bien résumé en se basant sur la théorie de l'incertitude et des profits de Knight[174] :

> La raison fondamentale est que les gains des entrepreneurs ne sont pas des rémunérations permanentes, mais (pour adopter le langage de la théorie de Knight et Dobb) émergent chaque fois que, dans des conditions d'incertitude, la décision d'un entrepreneur se révèle heureuse. *Ces gains n'ont pas de relation avec le volume de capital employé*.[175] [italique ajouté]

Les profits des entrepreneurs sont donc dans la théorie de Knight liés à des décisions heureuses des entrepreneurs en situation d'incertitude, des décisions qui ont été bonnes et ont

---

[172] Nathalie Moreau et Dorothée Rivaud-Danset, *L'incertitude dans les théories économiques*, Paris, Editions La Découverte, 2004, p. 21.

[173] Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis, " Schumpeter, Marx et Walras. Entrepreneur et devenir du capitalisme », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 46 | 2012, p. 5.

[174] L'incertitude est un concept économique apparu dans l'entre-deux guerres, sous l'impulsion d'économistes majeurs, Knight puis Keynes, qui réfutaient par là même la possibilité d'atteindre un équilibre économique général, du fait de l'impossibilité de réaliser une prédiction économique correcte issu des probabilités, dans un monde incertain. La prédiction économique demeure, mais elle ne peut se baser sur des modèles de probabilités. Knight a en effet introduit en 1921 dans son livre *Risk, Uncertainty and Profit* le concept d'incertitude, en le différenciant du risque. L'incertitude réfère à une situation où l'ensemble des possibles n'est pas défini, et ne peut donc être quantifié, même s'il est possible d'envisager le futur et d'œuvrer pour qu'il survienne (le cas des entrepreneurs qui démarrent une entreprise est typique de l'incertitude, car il n'est pas possible de calculer un risque lié à leurs décisions, qui sont par définition uniques et non reproductibles). Le risque est utilisé quand l'univers des possibles peut être défini, mesurable, et appréhensible au travers des concepts de fréquence et de probabilité.

[175] Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique, III – l'âge de la science*, p. 205-206.

amené des profits. Il n'y a pas de relation avec le capital, mais avec les choix des dirigeants des entreprises, qui ont pris des risques et choisi la bonne direction. Cette explication du profit est majeure, puisqu'elle ôte tout lien mathématique entre capital investi et profit, rendant donc tout profit justifié, par l'incertitude de l'innovation.

Le capitalisme schumpeterien est un capitalisme de déséquilibre, d'innovation permanente et de concurrence. Ce faisant, Schumpeter se rapproche de Marx, qui voyait dans la bourgeoisie une force révolutionnaire appelée à modifier constamment les rapports de production, ce qui est illustré par l'entrepreneur. Schumpeter consacre à l'analyse de l'œuvre de Marx une partie de son ouvrage majeur *Capitalisme, Socialisme et Démocratie,* où il réfute la prophétie marxiste de révolution prolétarienne, mais conclut cependant, avec Marx, à la transformation finale du capitalisme en socialisme, par un autre mécanisme que la révolution. Ce n'est donc pas tant sur le devenir du capitalisme que Schumpeter s'oppose à Marx, mais sur la méthode pour y parvenir. Au lieu de la révolution prolétarienne, le capitalisme, par la bureaucratisation et le poids des intellectuels opposés à celui-ci, tend à sa disparition. L'entrepreneur est empêché, devient un travailleur normal, et les réglementations politiques, l'organisation économique des travailleurs, achèvent de réduire le capitalisme à une forme de socialisme. Les intellectuels, ainsi que l'évolution bureaucratique du capitalisme, vont le faire disparaître, au regret de Schumpeter.

Le même pessimisme que Weber apparaît donc chez Schumpeter, celui d'un scientifique qui observe un phénomène et en aperçoit la conclusion, et la déplore. Mais Weber, qui déplorait l'enfermement de l'homme dans le calcul égoïste, économique, tout en le voyant se déployer, réalisait ainsi une critique du capitalisme et de son ressort, la rationalité. Schumpeter, même s'il obéit à la même méthode, le regret de sa propre prédiction, ne s'oppose au contraire pas au capitalisme, puisqu'il a justifié le capitalisme par le progrès, ainsi que sa bureaucratisation. Il regrette la progression inéluctable de ce phénomène vers le socialisme, regrette le capitalisme qui doit nécessairement s'éteindre. Weber et Schumpeter ont donc une appréhension du futur du capitalisme divergente, même si elle repose sur le même phénomène de bureaucratisation. Weber regrette la transformation de l'homme par le capitalisme moderne, Schumpeter regrette la disparition du capitalisme au profit du socialisme.

L'entrepreneur, la figure la plus importante du capitalisme chez Schumpeter, est l'objet d'une analyse détaillée de Schumpeter, à la fois historique et conceptuelle, résumée par Boutillier et

Uzunidis[176], où la liberté, la concurrence, l'indépendance sont des conditions majeures. Mais l'entrepreneur fait aussi preuve de qualités exceptionnelles, de calcul, de création, de charisme et d'autorité. Il est "le révolutionnaire de l'économie"[177]. Certaines critiques postérieures sur la réalité de l'existence de l'entrepreneur, et de son importance dans le capitalisme, par exemple de Perroux[178] ou Galbraith[179], remettent en cause sa position centrale, au profit d'une vision plus sociale du processus d'innovation, par des grands groupes privés ou publics, et non par des individus isolés. Cependant, l'exemple de création moderne d'entreprises technologiques appelées *start-ups*, d'origine américaine, montre bien l'existence d'entrepreneurs individuels d'origines diverses, mais non nécessairement pourvus de qualités exceptionnelles. Encore plus important est la distinction réalisée par Schumpeter entre entrepreneur et capitaliste, puisque ce sont deux personnes différentes, une qui innove et fait du profit, l'autre qui prête du capital et réalise des intérêts. Le capitaliste schumpeterien est un banquier, une personne qui cherche une rémunération de son capital par les intérêts. Le lien avec la propriété privée des moyens de production est présent, mais pas seulement, car tout prêt portant intérêts, non seulement à des fins de production, est donc une activité capitaliste. Le capitalisme schumpeterien, en lien avec le capitaliste-banquier, n'est donc pas un capitalisme lié à la production, issu du rapport entre capital et travail, il est issu de l'activité bancaire, de l'intérêt et du prêt.

Walras aussi développe l'idée d'un entrepreneur séparé du capitaliste, mais cet entrepreneur walrasien est limité à la coordination du marché, une tâche qu'il réalise gratuitement puisqu'il ne réalise aucun profit à l'équilibre. Cette position, critiquée par Schumpeter, mais aussi Gide et Rist[180] et Edgeworth[181], entre autres, fait de l'entrepreneur walrasien un être tragique, qui ne peut obtenir de rémunération à son activité dans des conditions parfaites, car ces conditions rendent son action non profitable. Il coordonne le marché et, ce faisant, il fait disparaître le but de son action, le profit. La force 'divine' de la concurrence ruine ses efforts individuels, par son action même. Ainsi, Schumpeter innove en faisant de l'économie non pas un système stationnaire, à l'équilibre, comme Walras, mais un système dynamique, en déséquilibre, où le profit est permanent. Schumpeter étudie le capitalisme en évolution.

[176] Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis. L'entrepreneur. Une analyse socioéconomique, Paris, Economica, 1995 et Sophie Boutillier et Dimitri Uzunidis *La légende de l'entrepreneur*, Paris, Syros, 1999.
[177] Joseph Schumpeter, *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz-Sirey, 1935 [1911], p. 128.
[178] François Perroux, *La pensée économique de J. Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*, Paris, Librairie Droz, 1965.
[179] John Kenneth Galbraith, *Le nouvel état industriel*, Paris, Gallimard, 1989 [1967].
[180] Charles Gide et Charles Rist, *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates à nos jours*, Paris, Sirey, 1922.
[181] Francis Ysidro Edgeworth, *Paper Relating to Political Economy*, vol. 2, Basingstoke, Macmillan, 1925.

L'histoire du capitalisme, et de l'entrepreneur qui le caractérise, est donc une histoire longue, où le capitalisme peut être aperçu depuis le monde antique, et tout au long du Moyen-Âge, malgré les contraintes qui pèsent sur lui. Le capitalisme démarre de manière isolée, par des actions d'individus hors normes, les entrepreneurs. Le capitalisme se trouve déjà dans l'ancien monde, le monde gréco-romain :

> Il y avait des usines produisant pour des marchés ; il y avait des banques et des marchands qui faisaient du commerce international. Les bouleversements et les dévastations accompagnant la chute de l'empire romain de l'ouest ne détruisirent pas entièrement le commerce capitaliste et les manufactures[182]

Le monde médiéval, avec sa féodalité, ses corporations et ses villes autonomes, empêche le capitalisme de se développer, que ce soit pour la simple production ou bien pour l'innovation. Cependant, certains hommes réussissent progressivement à se détacher de ses contraintes, afin de s'élever socialement par l'économie et non par la religion ou la guerre :

> Les principales avenues conduisant vers la promotion sociale et les gros revenus consistaient dans l'Eglise (presque aussi accueillante tout au long du Moyen Age qu'elle l'est de nos jours) et aussi dans la hiérarchie des seigneurs militaires - parfaitement accessible, jusqu'au XII^{e} siècle, à tout homme physiquement et moralement qualifié, et qui ne s'est jamais complètement fermée ultérieurement. Cependant les capacités et les ambitions hors série ne commencèrent à se diriger vers une troisième avenue, celle des affaires, qu'à partir de l'époque où se révélèrent les chances ouvertes aux entreprises capitalistes - d'abord commerciales et industrielles, puis minières, enfin industrielles. Certes, ces initiatives furent couronnées par des succès rapides et éclatants, mais on s'est grandement exagéré le prestige social qui les a entourées à l'origine.[183]

Schumpeter considère donc l'entrepreneur comme un homme dont le prestige social n'est pas grand (il exclut les grands marchandes des villes libres italiennes ou de Hollande, considérant que ces lieux étaient déjà évolués au niveau capitaliste, où "l'évolution capitaliste a *créé* une ambiance *ad hoc* ou complètement disloqué la croûte féodale") dans les classes dirigeantes, au contraire des classes plus basses où le "succès des entrepreneurs était assez fascinant", attirant

[182] Joseph Schumpeter, 1946, "Capitalism", *in* R. V. Clemence (ed.), Essays on Entrepreneurs, Innovations, Business Cycles, and the Evolution of Capitalism, Transaction Publishers (2003), p. 189-210.
[183] Schumpeter Joseph, *Capitalisme, socialisme et démocratie,* p. 172.

ainsi les meilleurs esprits. Schumpeter évoque à ce stade, les idées du capitalisme rationnel de Sombart et Weber, sans les nommer, preuve de la diffusion de ce schéma de pensée :

> Ainsi, dans ce sens, le capitalisme - et non pas seulement l'activité économique en général - a, tout compte fait, constitué la force qui a propulsé la rationalisation du comportement humain.[184]

L'entrepreneur, l'homme d'affaires, devient ainsi une figure de la société, et lui communique son esprit, à un point tel qu'il déclenche la Renaissance. Schumpeter relie donc capitalisme et Renaissance dans un lien de causalité direct, par l'intermédiaire de cet individu spécial qui par son activité nouvelle, rationnelle et inventive, crée une nouvelle conception du monde :

> l'homme d'affaires, à mesure que son poids s'accrut dans la structure sociale, communiqua à la société une dose accrue de son esprit, exactement comme le chevalier avant lui : les habitudes mentales particulières engendrées par le travail d'un bureau d'affaires, l'échelle des valeurs qui s'en dégage, l'attitude envers la vie publique et la vie privée qui en est caractéristique se répandirent lentement dans toutes les classes et dans tous les domaines de pensée et des actions humaines. Les résultats éclatèrent à l'époque de transformation culturelle qui a été si curieusement désignée du terme impropre de Renaissance.[185]

Schumpeter relie également toute la modernité au capitalisme, le féminisme, le pacifisme, la morale internationale ou bien la démocratie. A ce stade, Schumpeter a opéré un amalgame total entre modernité et capitalisme, rationalité et individualisme en étant les deux arguments majeurs. La "civilisation capitaliste est rationaliste et "anti-héroïque""[186]. Même s'il ne s'agit que d'un "intermède capitaliste", puisqu'il débouche sur le socialisme, le capitalisme est le responsable de la rationalisation du monde.

Schumpeter construit donc une histoire du capitalisme progressive, partant de sa naissance dans le monde antique, avec son essor durant trois siècles, entre le XIII^{ème} siècle et la fin du XV^{ème} siècle, un capitalisme mercantile entre le XVI^{ème} et le XVIII^{ème} siècle aboutissant au capitalisme intact au XIX^{ème} siècle, la forme la plus pure de capitalisme. Enfin, le déclin du capitalisme commence par le capitalisme régulé ou entravé, entre 1900 et 1945, pour se

[184] *Ibid.*, p. 172.
[185] Joseph Schumpeter. *Histoire de l'analyse économique, tome 1, L'âge des fondateurs*, Paris, Gallimard, édition originale 1954, p. 121.
[186] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, p. 175.

terminer par le socialisme ou capitalisme guidé[187]. Le XIX^{ème} siècle est donc le capitalisme à son optimum, le capitalisme intact :

> *"Une société dans laquelle la structure de classe, les croyances, les valeurs, les attitudes et la politique sont parfaitement ajustées les unes aux autres ou, pour le dire autrement, sont toutes cohérentes les unes avec les autres, peut s'appeler une société intacte"* (Schumpeter, 1948, p. 429). Bref, au XIX^{e} siècle, selon Schumpeter, les champs politique aussi bien que social sont cohérents, en phase. La politique économique n'entrave pas l'initiative privée, le budget est équilibré et le système fiscal est quasiment neutre sur la répartition du revenu et sur le commerce. Le pouvoir politique n'est pas aux mains des bourgeois, mais les gouvernants ont adopté leur point de vue (Schumpeter, 1946, p. 193).[188]

L'analyse historique du capitalisme de Schumpeter est donc originale par rapport à celles précédentes en ce qu'elle impute à l'entrepreneur plus qu'au banquier capitaliste l'origine du capitalisme (même si son essor vient du crédit), mais s'inspire grandement de Sombart et de Weber sur la majorité de ces points. Sa conception du futur du capitalisme l'amène cependant à partager un certain pessimisme sur la survie du capitalisme, proche de la vision de Marx et éloignée de celle de Weber, qui déplore la rationalisation de l'homme.

[187] Fabrice Dannequin, Braudel, Schumpeter et l'histoire du capitalisme, *L'Économie politique* 1/ 2006 (no 29), p. 99-112.
[188] *Ibid.*, p. 103.

I.3.2. Définition du capitalisme schumpétérien

Par rapport à Weber, ainsi qu'à Marx, Schumpeter s'appuie sur une définition plus restreinte du capitalisme, qui dérive de sa définition antérieure de la "société mercantile". Schumpeter définit la société mercantile comme une société caractérisée au niveau économique par " la propriété privée des moyens de production et la régulation du processus productif par le contrat (ou la gestion ou l'initiative) privés "[189]. Encore plus, il l'oppose au socialisme, défini comme "un système institutionnel dans lequel une autorité centrale contrôle les moyens de production et la production elle-même"[190]. Capitalisme et socialisme ne sont donc pas opposés pour Schumpeter, mais société mercantile et socialisme, sphère privée et sphère publique. Le capitalisme n'est donc pas directement en opposition avec le socialisme, pour Schumpeter, même si le capitalisme est une variante comprise dans la société mercantile. En effet, pour différencier capitalisme et société mercantile, Schumpeter fait référence au crédit bancaire, et non à la propriété du capital. Le crédit est à ses yeux le caractère spécifique de l'économie capitaliste :

> Une société mercantile n'est pas davantage synonyme de société capitaliste. Celle-ci, cas particulier de la société mercantile, est caractérisée par le phénomène additionnel de la création du crédit - de la pratique, à laquelle se rattachent tant de traits distinctifs de la vie économique moderne, consistant à financer les initiatives au moyen du crédit bancaire, c'est-à-dire avec de la monnaie (billets ou dépôts) fabriquée *ad hoc*.[191]

Mais puisque le capitalisme "se manifeste toujours en pratique" par la société mercantile, Schumpeter peut donc opposer socialisme et capitalisme. Le crédit est ce qui définit le plus précisément le capitalisme pour Schumpeter, le contrôle privé des moyens de production n'étant donc pas la caractéristique majeure du capitalisme, mais du marché. L'idée de crédit apporte un éclairage nouveau sur le capitalisme car il nécessite l'hypothèse d'une croissance des revenus pour que ce crédit puisse être remboursé, donc une course perpétuelle à la croissance, en particulier à l'aide du progrès. Le capitalisme de Schumpeter est donc une forme de l'économie de marché, une société mercantile utilisant le crédit à vaste échelle, et surtout une économie où la concurrence ne fonctionne jamais parfaitement, puisqu'elle est

[189] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, p. 223.
[190] *Ibid.*, p. 224.
[191] *Ibid.*, p. 223.

contournée à dessein, par la volonté et l'action monopolistiques des acteurs capitalistes. Ces comportements monopolistiques, mis depuis le XIX^{ème} siècle en évidence, sont résumés ainsi par Schumpeter :

> […] il est évident que chaque épicier, chaque station d'essence, chaque fabricant de gants ou de crème à raser ou de scies à main dispose en propre d'un petit marché précaire qu'il essaie – qu'il doit essayer – de créer et de maintenir en faisant jouer la stratégie des prix, la stratégie des qualités (" différenciation des produits ") et la publicité. Du même coup, nous avons affaire à un " modèle " entièrement différent, pour lequel il n'y a, semble-t-il, aucune raison de s'attendre à ce qu'il donne les résultats de la concurrence parfaite, mais qui s'ajuste beaucoup mieux au schéma du monopole. En pareil cas, nous parlons de concurrence monopolistique […].[192]

Si même les comportements des acteurs ont pour objectif d'éviter la concurrence parfaite, par différentes stratégies, qui vont de la manipulation des produits, des marchés et des prix jusqu'à l'acquisition, ou la disparition, de concurrents, il ne peut être considéré que le marché parfait soit la règle, alors qu'elle en est l'exception, à la fois par ces conditions impossibles et par le comportement des acteurs qui s'en éloignent au maximum. L'économie de marché capitaliste de Schumpeter est une économie de marché imparfaite, réaliste. Il élargit cette observation à l'idée de concurrence même, la concurrence par les prix, permettant d'atteindre une optimalité illusoire, étant remplacée par une concurrence de qualité plutôt que de quantité, et donc une concurrence imparfaite par formation :

> Les économistes commencent - enfin – à se débarrasser des œillères qui ne leur laissaient pas voir autre chose que la concurrence des prix. Dès que la concurrence des qualités et l'effort de vente sont admis dans l'enceinte sacrée de la théorie, la variable prix cesse d'occuper sa position dominante. Néanmoins, l'attention du théoricien continue à rester exclusivement fixée sur les modalités d'une concurrence enserrée dans un système de conditions (notamment de méthodes de production et de types d'organisation immuables). Mais dans la réalité capitaliste (par opposition avec l'image qu'en donnent les manuels), ce n'est pas cette modalité de la concurrence qui compte, mais bien celle inhérente à l'apparition d'un nouveau produit d'une technique, d'une source de ravitaillement, d'un nouveau type d'organisation (par exemple l'unité de contrôle à très grande échelle) – c'est-à-dire la concurrence qui s'appuie sur une supériorité décisive aux points de vue coût ou qualité et qui s'attaque, non pas seulement aux

[192] *Ibid.,* p. 111-112.

> marges bénéficiaires et aux productions marginales des firmes existantes, mais bien à leurs fondements et à leur existence même. L'action de cette modalité de concurrence dépasse celle de la concurrence des prix tout autant que les effets d'un bombardement dépassent ceux d'une pesée sur une porte et son efficacité est tellement plus grande que la question de savoir si la concurrence au sens ordinaire du terme joue plus ou moins rapidement devient relativement insignifiante […][193]

Cette longue citation replace la variable qualité à un niveau supérieur par rapport à la variable prix (reliée à la variable quantité, comme l'énonce la théorie économique néoclassique) dans le schéma de la concurrence. La concurrence ne se limite pas seulement à un prix plus bas en fonction des quantités, mais à une meilleure qualité, ce qui la rend bien plus dangereuse pour la survie des entreprises : ce n'est plus une petite partie de la production (les " productions marginales ") qui peut leur échapper, mais un marché entier, et donc la survie de l'entreprise en tant que telle. La concurrence dans la réalité capitaliste est beaucoup plus violente que ne le considère la théorie du marché parfait. Les risques et l'incertitude sont très présents, et l'adaptation des prix très différente de celle graduelle de la théorie du marché parfait.

L'immobilité des prix n'est donc pas la preuve d'une absence de concurrence réelle, car la qualité peut évoluer dramatiquement sans que le prix du produit ne change, et sa variation peut être très forte quand des innovations émergent sur ce marché. La théorie dynamique du capitalisme de Schumpeter apparaît, ici, quand il place les innovations comme une " modalité de concurrence " bien plus puissante que la variation des prix, dans la réalité. La Destruction Créatrice de Schumpeter joue donc un rôle majeur dans la concurrence imparfaite qui pousse les entreprises à ne jamais arrêter de progresser, de s'améliorer, ce qui est le vrai intérêt du capitalisme selon Schumpeter, un système en mouvement.

> Ce processus de *Destruction Créatrice* constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter.[194]

Schumpeter est en conclusion tout à fait conscient de la réalité imparfaite et antagoniste de l'économie de marché capitaliste, à l'opposé de la théorie du marché parfait. Il a développé une théorie dynamique du capitalisme qui prend donc en compte, à son compte, l'absence de

[193] *Ibid.*, p. 118.
[194] *Ibid.*, p. 116-117.

cette concurrence parfaite, en concentrant son argumentation novatrice sur les innovations capitalistes qui font avancer ce système économique et le rendent justifiable :

> En fait, l'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste.[195]

L'argumentation de Schumpeter est particulièrement brillante par le fait qu'il réfute la théorie du marché parfait et, dans le même temps, défend le capitalisme comme système économique évolutif positif, alors que la conclusion habituelle[196] issue de la critique de la théorie du marché parfait est une intervention accrue de l'Etat. En ce sens, Schumpeter réalise un tour de force théorique, car il sort du cadre du marché parfait, sans pour autant entrer directement dans une défense du socialisme. Le capitalisme de progrès, le capitalisme évolutionniste qu'il défend, même s'il en entrevoit la fin par la bureaucratisation et la centralisation, est en réalité un système de concurrence imparfaite où la concurrence joue le rôle d'aiguillon qui pousse à l'innovation, réel justification et efficacité du capitalisme. Une dernière citation laisse tout de même à penser que l'argumentation schumpeterienne entre progrès et capitalisme est limitée, puisque Schumpeter se retranche derrière le seul argument, faible, de l'évidence :

> Considérons le développement de la science moderne et la longue liste de ses applications. Il saute aux yeux que les avions, les réfrigérateurs, la télévision et ainsi de suite sont les fruits de l'économie de profit.[197]

Anticipant les objections multiples contre cette affirmation, Schumpeter évoque le cas des hôpitaux publics, non dirigés vers le profit, mais avec une "volonté créatrice" et des "moyens matériels" liés au système capitaliste, et surtout avec un "rationalisme capitaliste". Les progrès de la médecine sont eux aussi capitalistes, même s'ils ne visent pas le profit, car ils sont issus de méthodes capitalistes, rationnelles. Hélas, la réduction de la rationalité au seul capitalisme est un amalgame un peu trop visible pour le suivre sans objection, d'autant plus que la science

[195] *Ibid.*, p. 116.
[196] Cette critique du marché imparfait aboutit encore de nos jours de la part de ses chantres à la dénonciation du capitalisme, sur la base de son inefficacité dans la réalité. La séparation entre économie de marché et capitalisme annihile cette critique, le capitalisme ne pouvant plus se réfugier derrière les avantages du marché, et donc n'étant par ce biais plus exposé à une critique du marché non plus, évidemment.
[197] *Ibid.*, p. 172.

n'a pas attendu le développement du capitalisme pour expliquer le monder, et ainsi créer de la nouveauté. L'argumentation de Schumpeter, par sa faiblesse et son étendue, suggère une faille dans le raisonnement, une sorte d'idéologie qui doit, à tout prix, prouver que la science a pour origine le capitalisme, sans quoi le raisonnement global développé par Schumpeter autour du bénéfice capitaliste du progrès tombe. Cette objection sera développée ultérieurement, lors de l'analyse nouvelle des définitions du capitalisme, avec une nouvelle grille d'analyse.

La théorie de Schumpeter emprunte donc à Marx l'idée clé d'évolution du capitalisme, ce qu'il reconnaît lui-même :

> le point essentiel à saisir consiste en ce que, quand nous traitons du capitalisme, nous avons affaire à un processus d'évolution. Il peut paraître singulier que d'aucuns puissent méconnaître une vérité aussi évidente et, au demeurant, depuis si longtemps mise en lumière par Karl Marx.[198]

Marx avait déjà abondamment traité du processus capitaliste de progrès technique entraîné par la concurrence, dans une recherche perpétuelle de hausse de productivité, et à l'aide des crises périodiques du capitalisme :

> (…) la concurrence, surtout quand il s'agit de bouleversements décisifs, impose le remplacement des vieux moyens de production par de nouveaux avant le terme naturel de leur existence. Ce sont principalement les catastrophes, les crises qui contraignent à ce genre de renouvellement prématuré de l'outillage de l'exploitation sur une grande échelle sociale[199]

Schumpeter suit le même schéma argumentatif, faisant de la concurrence le moteur principal du progrès, et le monopole la récompense (temporaire) du progrès, en même temps qu'il est en justifié. Deux arguments différents de Schumpeter doivent être séparés, sur l'interaction entre monopole et progrès. Le premier argument fournit, presque par définition de la nouveauté, un monopole temporaire à l'entrepreneur (et son entreprise) qui innove sur ce nouveau produit ou service ou méthode. Etant le premier à innover, il se trouve logiquement en avance, donc sans concurrents à son niveau. Le deuxième argument schumpeterien est une justification par le progrès du monopole, de la concentration d'entreprises : le monopole n'est néfaste que s'il

[198] *Ibid.*, p. 115.
[199] Karl Marx, *Le Capital*, Livre 2, 1976, p. 149.

empêche l'innovation de survenir. Une entreprise innovatrice en situation de monopole n'est donc pas une situation néfaste, à combattre, pour Schumpeter.

Toujours en suivant Marx qui avait observé le processus de concentration capitaliste à l'œuvre et l'avait expliqué, Schumpeter intègre le fait que la concurrence mène au monopole. Mais ce phénomène de centralisation, d'expropriation qui chez Marx est inéluctable et se termine à son paroxysme par la révolution prolétarienne est chez Schumpeter un phénomène normal du capitalisme même, bénéfique s'il crée de l'innovation, et partant, du profit. Chez Marx, il s'agit du "jeu des lois immanentes de la production capitaliste elle-même, par la centralisation des capitaux. Un capitaliste en envoie, à lui seul, un grand nombre d'autres *ad patres*." Par le progrès technique, le machinisme pour Marx, la centralisation augmente et ainsi la taille des entreprises en même temps que le nombre des salariés. Mais ce mouvement crée sa négation, un monopole qui explose et qui redistribue la propriété :

> A mesure que diminue régulièrement le nombre de magnats du capital qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce procès de mutation continue s'accroît le poids de la misère, de l'oppression, de la servitude, de la dégénérescence, de l'exploitation, mais aussi la colère d'une classe ouvrière en constante augmentation, formée, unifiée, et organisée par le mécanisme même du procès de production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave au mode de production qui a mûri en même temps que lui et sous sa domination. La centralisation des moyens de production et la socialisation du travail atteignent un point où elles deviennent incompatibles avec leur enveloppe capitaliste. On la fait sauter. L'heure de la propriété privée capitaliste a sonné. On exproprie les expropriateurs.[200]

Le monopole issu de la concurrence entre les capitalistes est donc le dernier mouvement avant la révolution prolétarienne. Schumpeter, au contraire, n'y voit aucune fin violente, seulement un progrès permanent, qui conduit par la bureaucratie et les intellectuels au socialisme. Mais la disparition de la concurrence n'est pas le vrai facteur dirigeant l'économie vers le socialisme dans la théorie de Schumpeter, il s'agit de la disparition de l'entrepreneur. Une démocratie où les entrepreneurs sont trop peu nombreux se trouve dans une situation électorale qui tend vers le socialisme :

[200] Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, p. 856.

> la structure politique d'une nation est grandement affectée par l'élimination d'une multitude de petites et moyennes entreprises dont les propriétaires-gérants, ainsi que leurs parents, clients et obligés, pèsent lourd dans la balance électorale et exercent sur ce que nous pouvons appeler ma "classe des cadres" une influence que ne saurait jamais obtenir les dirigeants d'une grande société : les fondements mêmes de la propriété privée et la liberté de contracter se dérobent dans un pays où les manifestations de ces droits disparaissent de l'horizon moral du public[201]

Ainsi, ce n'est pas le phénomène de monopole qui crée pour Schumpeter le danger de la fin du capitalisme - thèse qui sera au fondement du néolibéralisme et une réponse au fascisme -, mais la bureaucratisation des entreprises. La centralisation des capitaux, en terme marxiste, la concentration des entreprises, en terme plus moderne économiquement, se lit donc de deux manières différentes, celle d'un monopole qui détruit la tendance au marché parfait, par la quasi-disparition de la concurrence, et donc les avantages du capitalisme, ou celle d'une forme d'économie, de comportement et de pensée bureaucratiques, qui amène les démocraties vers le socialisme. Schumpeter conçoit la deuxième solution comme la plus probable, voyant même le progrès technique comme une activité routinière, faite de manière bureaucratique. Weber, à la suite des intuitions de Marx, avait exposé la bureaucratisation de l'entreprise capitaliste, et même si celle-ci a permis, par le statut de la société anonyme, l'expansion de l'entreprise à une échelle inconnue jusqu'ici, elle est à l'origine de la disparition du capitalisme pour Schumpeter ainsi que pour Marx. En conclusion, l'entreprise bureaucratique déploie son idéologie, elle "socialise la mentalité bourgeoise, elle rétrécit progressivement la zone où peuvent s'exercer les initiatives capitalistes, bien plus, elle finira par détruire les racines mêmes de ce régime"[202]. La concentration des entreprises, la perte du contrôle direct des entreprises dans le capitalisme managérial, sur lequel il faudra revenir dans un second temps, font évoluer les mentalités des individus vers le socialisme. Schumpeter partage donc la vision de Marx sur le futur du capitalisme, celui de sa disparition. Le capitalisme

> détruit son propre cadre institutionnel, mais encore crée les conditions d'une évolution nouvelle. (…) L'évolution capitaliste n'aboutit pas seulement à un vide qui pourrait être indifféremment comblé par n'importe quel matériau : les hommes et les institutions sont, chemin faisant, transformés dans des conditions qui les séparent toujours davantage aux modalités socialistes. Chaque fois que la charpente capitaliste perd un de ses étançons, un

[201] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, p. 192.
[202] *Ibid.*, p. 212.

> obstacle au plan socialiste disparaît simultanément. À ces deux égards, la vision de Marx était juste. Nous pouvons donc nous y rallier en associant la transformation sociale spécifique qui se poursuit sous nos yeux avec l'évolution économique qui en est le moteur initial.[203]

Mais Schumpeter restreint néanmoins l'ambition prophétique de son oeuvre, ne voulant pas s'engager dans la conception d'un phénomène inéluctable, alors que le capitalisme n'est pas encore disparu :

> L'avenir peut fort bien révéler que la période 1930-1940 aura assisté aux derniers râles du capitalisme - et la guerre de 1940-1945 aura, bien entendu, grandement accru les chances d'une telle éventualité. Néanmoins, il est possible que les choses ne se passent pas de la sorte. En tout cas, il n'existe pas de raisons purement économiques interdisant au Capitalisme de franchir avec succès une nouvelle étape : c'est là tout ce que j'ai entendu établir.[204]

La conception de Schumpeter du capitalisme comme d'un instrument de progrès dont l'acteur centrale est l'entrepreneur, et dont la concurrence est le moteur, poussant à l'innovation et au profit issu de ce monopole d'innovation, surtout, est une démonstration théorique majeure, qui prend à contre-pied les tentatives utopiques de réalisation du marché parfait néoclassique que Walras a théorisé. Dans un marché réel, de concurrence imparfaite, le capitalisme repose sur un avantage majeur, celui du progrès, et même si la bureaucratisation du capitalisme l'amène à une tendance à la socialisation que Schumpeter observe mais craint, l'histoire de la fin du XX^{ème} siècle a montré sa capacité de résistance, de renouvellement, face à la bureaucratie qui existait à l'époque du New Deal et de la Seconde Guerre Mondiale, même aux Etats-Unis. La concurrence, là encore, comme chez Marx et Weber, et encore plus chez Walras où elle est parfaite, est un concept majeur du capitalisme, mais de moins en moins incontournable[205].

[203] *Ibid.*, p. 220.
[204] *Ibid.*, p. 222.
[205] Même si chez les économistes théoriques le terme économie de marché est beaucoup plus utilisé, Walras en tête, qui ne traite pas réellement de la production, mais de l'échange de biens. En ce sens, l'économie de marché est un terme plus exact, si seul l'échange est considéré.

I.4. Capitalisme et économie de marché chez Fernand Braudel

Fernand Braudel peut être comme considéré le plus grand historien moderne du capitalisme. Il a développé une analyse très originale qui aboutit à une séparation entre économie de marché et capitalisme, à la fois d'un point de vue historique, bien sûr, mais aussi conceptuelle, même si la conceptualisation est restée sommaire. Braudel ne se soucie pas de se comparer avec les théories de Marx ou de Weber sur le capitalisme, à son niveau conceptuel, puisqu'il déclare ne pas vouloir entrer dans des théories mais rester "sous le signe de la seule observation concrète et de la seule histoire comparée"[206]. Mais il innove néanmoins au niveau théorique en faisant du capitalisme non pas un système économique complet, mais une partie de l'économie, petite à l'origine, ce qui l'amène à l'interpréter très différemment de l'économie de marché, même si celle-ci demeure indispensable : "Rien ne serait possible, en dernière instance, sans l'action particulière et comme libératoire du marché mondial"[207].

Le marché pour Braudel est pensé comme un "rouage", avec deux définitions de l'économie de marché qui se complètent : "L'économie de marché, partout la même à quelques nuances près, est la base nécessaire, spontanée, banale en somme, de toute société qui dépasse un certain volume"[208]. Au-delà de ce qu'il appelle la vie matérielle, dès que l'échange croît dans une société, l'économie de marché apparaît, avec la concurrence, les prix libres, mais aussi un lien géographique entre les prix : "Historiquement, il faut parler d'économie de marché dès qu'il y a fluctuation et unisson des prix entre les marchés d'une zone donnée."[209] L'économie de marché est le lieu de circulation des biens, des prix fixés par les acteurs en concurrence. Mais le capitalisme n'est pas pour autant un capitalisme de production, industriel, comme Marx l'avait défini. Il commence par être un capitalisme marchand, qu'il demeure toujours, avec une "genèse du capitalisme strictement liée à l'échange", en particulier au "commerce au loin"[210], au commerce international. Braudel, situe donc l'origine du capitalisme par l'échange, mais un échange particulier, hors du marché concurrentiel, et source de "surprofit".

Le capitalisme naît pour Braudel dans la circulation et non dans la production, dans l'échange. La figure du marchand est donc la première pour le capitalisme, avec par la suite celle du

[206] Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, vol.I, Paris, Armand Colin, 1980, p. 9.
[207] Braudel, Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, vol.II, Paris, Armand Colin, 1980, p. 535.
[208] *Ibid.*, p. 535.
[209] *Ibid.*, p. 195.
[210] *Ibid.*, p 14.

banquier. Le capitalisme est un étage supérieur à l'économie de marché, dont il dépend, "un étage brillant, sophistiqué mais étroit"[211]. Cette distinction entre capitalisme et économie de marché provient de l'observation empirique d'une différence entre deux types d'échange et d'acteurs :

> J'ai rencontré une opposition insistante entre une économie d'échange normale et souvent routinière et une économie supérieure, sophistiquée. Je suis sûr que cette division est tangible et que les agents et les hommes, que les actes, que les mentalités ne sont pas les mêmes à ces étages différents.[212]

Le capitalisme est "décisif, par son efficacité, par sa nouveauté constructive"[213], pour l'Europe qui va ainsi dominer le monde moderne par cette invention.

[211] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p. 44.
[212] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol.II*, p. 8.
[213] *Ibid.*, p. 359.

I.4.1. Origine européenne du capitalisme chez Braudel

L'articulation entre économie de marché et capitalisme occupe donc une position centrale chez Braudel dans l'interprétation de l'histoire économique au Moyen-Age, en particulier du développement européen comparé aux autres économies du reste du monde. La 'hiérarchie' proposée par Braudel pour expliquer l'essor de l'économie européenne, fondée sur le crédit et le capital (cf ci-dessous), est la même hiérarchie qui organise la relation entre l'économie de marché et le capitalisme. En ce sens, le capitalisme braudélien est une invention typiquement européenne, qui a pu naître en-dehors de l'économie de marché qui y existait (et existait dans d'autres régions du monde), et a contribué à l'évolution de l'Europe de façon décisive :

> En résumé, si on la compare aux économies du reste du monde, l'économie européenne semble avoir dû son développement plus avancé à la supériorité de ses instruments et de ses institutions : les Bourses et les diverses formes de crédit. Mais, sans exception aucune, tous les mécanismes et artifices de l'échange se retrouvent en dehors de l'Europe, développés et utilisés à des degrés divers, et l'on peut y discerner une hiérarchie [...]. Je garderai à l'esprit cette hiérarchie dans le chapitre suivant, quand je tenterai d'évaluer les positions occupées par l'économie de marché et le capitalisme. Au-dessus de la masse énorme de la vie matérielle de tous les jours, l'économie de marché a tendu ses filets et maintenu en vie ses divers réseaux. Et ce fut, d'habitude, au-dessus de l'économie de marché proprement dite, qu'a prospéré le capitalisme.[214]

Braudel construit donc une hiérarchie entre économie de marché et capitalisme, avec un positionnement 'verticalisé' entre ces deux objets, le capitalisme se situant "au-dessus" de l'économie de marché. Cette idée de hiérarchie économique, qui place la finance et la banque, l'utilisation de moyens de paiements et de crédit modernes, au faîte de l'économie, n'est pas nouvelle, elle se retrouve par exemple dans la définition d'une économie capitaliste, en opposition à une économie marchande, chez Schumpeter (voir l'analyse de l'économie de marché et du capitalisme chez Schumpeter), mais aussi chez Sombart, qui y voit la spécificité du capitalisme. Il existe donc chez les historiens économistes (ou économistes historiens) une forme de consensus sur l'importance de l'argent dans le capitalisme, sous forme de prêts et de capitaux disponibles, avec des institutions spécialisées et une dématérialisation de la monnaie, sous forme de lettres de change, de titres, de droits (au lieu de métal difficile à déplacer,

[214] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p. 38-39.

reproduire, échanger), qui permet son fonctionnement réel. Le capitalisme se serait donc développé historiquement par ces institutions et instruments, qui lui aurait permis de s'affirmer et de prendre cette place prépondérante dans le développement économique particulier de l'Europe, dans son histoire.

La tripartition braudélienne progressive de l'économie, devenue classique, entre économie domestique, matérielle, qu'il nomme vie matérielle, l'économie de marché, nationale, et le capitalisme, international, est donc introduite par le haut. L'économie de marché nationale se trouve en effet en-dessous du capitalisme, hiérarchiquement supérieur, et temporellement plus tardif également. Une évolution économique se dessine aussi par cette séparation entre trois sphères économiques, qui apparaissent progressivement, économie domestique, économie de marché, capitalisme. Le temps et l'espace participent aussi à cette hiérarchie conceptuelle, l'économie domestique s'adressant au très proche (géographiquement et temporellement), l'économie de marché à l'accessible, le capitalisme au plus lointain. Loin de vouloir y voir un progrès, comme Rousseau, Turgot ou Smith[215], dans l'évolution naturelle et obligatoire des trois sphères de l'économie, Braudel y voit une façon de distinguer des comportements, règles et espace-temps différents. La vie matérielle, l'économie domestique, nous intéresse peu ici, au contraire des deux autres sphères que sont l'économie de marché et le capitalisme, même si la vie matérielle a pu représenter la grande majorité de l'économie :

> Répétons toutefois, que ces deux groupes d'activité - *économie de marché* et *capitalisme* - sont, jusqu'au XVIIIè siècle, minoritaires, que la masse des actions des hommes reste contenue, engloutie dans l'immense domaine de la *vie matérielle*. Si l'économie de marché est en extension, si elle couvre déjà de très vastes surfaces et connaît des succès spectaculaires, elle manque encore, assez souvent, d'épaisseur. Quant aux réalités de l'Ancien Régime que j'appelle, à tort ou à raison, *capitalisme*, elles relèvent d'un étage brillant, sophistiqué, mais étroit, qui ne saisit pas l'ensemble de la vie économique et ne crée pas, l'exception confirmant la règle, de "mode de production" qui lui serait propre et tendrait, de lui-même, à se généraliser. Il s'en faut même que ce capitalisme qu'on dit

[215] Cf en particulier l'analyse de Christian Marouby qui montre "la formulation presque simultanée, par Smith, Turgot et Rousseau (…), du modèle anthropologique qui allait universellement s'imposer en l'espace de quelques décennies, et que Ronald Meek appelle *the Four Stage Theory* : la théorie des quatre stades" (Christian Marouby, L'économie de la nature, essai sur Adam Smith et l'anthropologie de la croissance, Le Seuil, Paris, 2004, p.25). Cette théorie des quatre stades fait passer l'humanité par quatre stades progressifs : la progression naturelle de l'humanité du stade originel de la chasse et cueillette, à l'élevage, puis à l'agriculture et enfin au dernier stade, moderne, commercial, est présenté comme une loi, un progrès continu qui rend nécessaire et inéluctable l'irruption du stade moderne de production et d'échange.

> d'ordinaire marchand saisisse, manœuvre dans son ensemble l'économie de marché, bien que celle-ci soit sa condition préalable indispensable. Et cependant, le rôle national, international, mondial, du capitalisme est déjà évident.[216]

Braudel établit ici une relation nouvelle entre économie de marché et capitalisme, sous la forme d'un refus de connexion naturelle entre les deux concepts, mais d'une nécessité d'existence "préalable" de l'économie de marché. Le capitalisme n'est donc pas "un mode de production", dans un sens historique, mais une nouvelle forme d'activité économique, qui se sert de l'économie de marché pour exister et se déployer. L'utilisation du terme par Braudel s'apparente à une forme de pis-aller ("Finalement, si j'ai jeté le mot capitalisme dans le débat, à propos d'une époque où on ne lui connaît pas toujours droit de cité, c'est avant tout parce que j'avais besoin d'un mot autre que celui d'*économie de marché* pour désigner des activités qui s'avèrent différentes."[217]), toute relative, puisqu'il s'empresse ensuite de définir les acteurs et règles de cette forme d'activité économique qu'il a nommée capitalisme. Le capital et les capitalistes apparaissent donc pour à la fois justifier l'emploi du terme capitalisme et pour en même temps montrer leur spécificité par rapport à l'économie de marché et à la vie matérielle dans lesquelles ils n'existent pas vraiment.

En revenant à l'origine des définitions braudéliennes, économie de marché et capitalisme sont donc des "activités" avant d'être des systèmes chez Braudel, elles coexistent, se superposent, s'ignorent ou s'entrechoquent. Il n'y a pas un système capitaliste qui domine l'économie d'une société, et qui fait disparaître l'économie antérieure, en s'y substituant. Le capitalisme s'ajoute à l'économie existante, à la vie matérielle et à l'économie de marché qui le précèdent. Braudel s'emploie donc à définir les acteurs et outils du capitalisme, pour montrer la différence entre cette activité économique particulière qu'est le capitalisme et les autres :

> Vous ne disciplinerez, vous ne définirez le mot capitalisme, pour le mettre au seul service de l'explication historique, que si vous l'encadrez sérieusement entre les deux mots qui le sous-tendent et lui donnent son sens : *capital* et *capitaliste*. Le *capital*, réalité tangible, masse de moyens aisément identifiables, sans fin à l'œuvre ; le *capitaliste*, l'homme qui préside ou essaie de présider à l'insertion du capital dans l'incessant processus de production à quoi les

[216] *Ibid.*, p. 43-44.
[217] *Ibid.*, p. 49.

> sociétés sont toutes condamnées ; le *capitalisme*, c'est, en gros (mais en gros seulement), la façon dont est conduit, pour des fins peu altruistes d'ordinaire, ce jeu constant d'insertion.[218]

Braudel réalise donc une définition du capitalisme par l'existence de capital et de capitalistes. Cette méthode est efficace pour démontrer la réalité du capitalisme, mais elle pêche par une forme de circularité qui empêche de saisir complètement le point de départ : comment définit-on des acteurs économiques comme des capitalistes et des actifs économiques comme du capital, si le capitalisme n'est pas lui-même déjà défini lui-même ? Le lien entre capital, capitaliste, et capitalisme semble donc encore absent, même si la prise en compte d'un outil, le capital, et d'un acteur type, le capitaliste, est une méthode pertinente pour apercevoir le capitalisme dans l'histoire, propos dominant chez Braudel. Ainsi, la circularité conceptuelle de la définition du capitalisme, du capital et des capitalistes n'est-elle pas véritablement soulevée par Braudel - elle demeure peut-être inconsciente -, mais sa méthode est éclairante pour aider à apercevoir l'irruption historique et temporelle de ce qu'il nomme le capitalisme.

En relation avec ces deux termes de capital et de capitaliste, Braudel présente l'apparition du capitalisme dans une opposition avec le marché historique. Le capitalisme est défini comme une forme négative d'économie de marché, opposée au marché traditionnel :

> Les historiens anglais ont signalé, à partir du XVème siècle, l'importance grandissante, à côté du marché public traditionnel - le *public market* -, de ce qu'ils baptisent le *private market*, le marché privé ; je dirais volontiers, pour accentuer la différence, le *contre-marché*. Ne cherche-t-il pas, en effet, à se débarrasser des règles du marché traditionnel, souvent paralysantes à l'excès ?[219]

Le capitalisme est donc défini plutôt comme une forme d'économie de marché (et non une activité de production) qui s'oppose à l'économie de marché traditionnelle et de proximité où la "marge de bénéfice est à la fois sûre et modérée"[220]. L'économie de marché est régulée, contrôlée, pour que la justice s'applique, alors que le capitalisme essaie de s'affranchir des règles pour réaliser des échanges très profitables. Ainsi, le capitalisme braudélien peut-il être placé sous le signe de l'inégalité entre les parties (du rapport de forces individuels non médié par une collectivité qui l'atténue) :

---

[218] *Ibid.*, p. 52.
[219] *Ibid.*, p. 56.
[220] *Ibid.*, p. 55.

> Il est évident qu'il s'agit d'échanges inégaux où la concurrence - loi essentielle de l'économie dite de marché - a peu de place, où le marchand dispose de deux avantages : il a rompu les relations entre le producteur et celui à qui est destiné finalement la marchandise (seul il connaît les conditions de marché aux deux bouts de la chaîne, et donc le bénéfice escomptable), et il dispose d'argent comptant, c'est son argument principal.[221]

Le capitalisme selon Braudel n'est donc pas une forme de contrôle de la production, mais de contrôle du marché, ou plutôt de l'absence d'économie de marché concurrentielle, afin de tirer profit au maximum de l'asymétrie d'informations dont il dispose : étant le seul acheteur d'un côté, et le seul vendeur de l'autre, il est capable d'influer sur les prix pour en tirer un profit maximum. Le capitaliste ne crée pas une chaîne d'échange nouvelle, il s'interpose dans une chaîne existante et en prend une part (importante).

Cette conception du capitalisme est extrêmement fructueuse pour apercevoir une autre facette du capitalisme, que peut-être l'interprétation marxiste, avec sa focalisation sur la production et la lutte entre travail et capital, entre prolétaires et bourgeois, avait pu occulter : la manipulation du marché concurrentiel par le capitalisme dans un but de profit, et donc une autre forme de domination capitaliste, celui entre le capitaliste et le consommateur, en tirant profit d'une transformation des conditions de l'échange à son avantage. Braudel élargit donc au-delà de la production l'action capitaliste et le but capitaliste, jusqu'à l'échange tout entier. L'échange contient bien sûr la production[222] - le contrat de travail est un échange de long terme -, et la définition du capitalisme de Braudel s'y applique tout autant, le marché du travail anti-concurrentiel étant aussi une méthode de profit pour les capitalistes, mais il est nécessaire de souligner la portée de cette interprétation. Le capitalisme s'oppose à la concurrence du marché pour créer du profit au niveau de l'échange, et pas seulement de la production avec le concept de plus-value marxiste, et est donc autant dans une forme d'exploitation du consommateur que du salarié. Le capitalisme de Braudel est un capitalisme de l'échange, contre la concurrence de l'économie de marché, avant d'être un capitalisme de production.

---

[221] *Ibid.*, p. 57-58.

[222] Dans la troisième partie, la définition de l'entreprise comme nœud de contrats illustre l'idée que la production, en entreprise, est seulement une suite d'échanges contractualisés à long terme, dans un but coopératif. La représentation de l'entreprise comme une opposition au marché (hiérarchie contre liberté) évolue vers l'idée d'un prolongement du marché (contrats à long terme).

Cette caractéristique est d'autant plus importante qu'elle permet de comprendre par déduction ce qu'est le capital pour Braudel, non pas une somme d'argent investie dans une entreprise à but commercial ou industriel en échange d'actions de cette entreprise, que notre comptabilité moderne évalue dans un bilan, mais une somme d'argent qui permet l'échange, avec un but de profit, hors de toute conception de contrôle du travail. Le capital de Braudel est une somme d'argent intégrée dans l'échange, employée par des capitalistes, qui ne sont pas nécessairement des producteurs, des capitaines d'industrie, mais plutôt des commerçants, détournant à leur profit la concurrence du marché.

Le capitalisme braudélien est donc cette forme de commerce international, non régulé, qui apparaît entre le XII^{ème} et le XIV^{ème} siècle en Europe, et qui est restreint à des négociants très riches et très différents des marchands qui oeuvrent sur les marchés nationaux.

> Que ces capitalistes, en Islam comme en Chrétienté, soient les amis du prince, des alliés ou des exploiteurs de l'Etat, est-il besoin de le dire ? Très tôt, depuis toujours, ils dépassent les limites "nationales", s'entendent avec les marchands des places étrangères. Ils ont mille moyens de fausser le jeu en leur faveur, par le maniement du crédit, par le jeu fructueux des bonnes contre les mauvaises monnaies, les bonnes monnaies d'argent ou d'or allant vers les grosses transactions, vers le Capital, les mauvaises, de cuivre, vers les petits salaires et paiements quotidiens, donc vers le Travail. [...] Qu'ils aient à leur disposition des monopoles ou simplement la puissance nécessaire pour effacer neuf fois sur dix la concurrence, qui en douterait ?[223]

L'opposition entre une des vertus majeures du marché, si ce n'est la vertu majeure du marché, la concurrence, et les objectifs capitalistes, est soulignée de façon puissante par Braudel, qui y voit une source majeure de différence. Le capitalisme est donc une activité d'échange qui ne respecte pas les règles du marché, qui fausse et contourne la concurrence pour atteindre le but de ses acteurs les plus représentatifs, les capitalistes. Les capitalistes ne sont pas de simples marchands, mais, dans la même hiérarchie que l'économie, des acteurs spécifiques qui ne se confondent pas avec les marchands de l'économie de marché. "Ainsi le monde de la marchandise ou de l'échange se trouve-t-il strictement hiérarchisé, depuis les métiers les plus humbles - crocheteurs, débardeurs, colporteurs, voituriers, matelots -, jusqu'aux caissiers,

[223] *Ibid.*, p.60-61.

boutiquiers, courtiers aux noms divers, usuriers, jusqu'aux négociants enfin."[224] La hiérarchie des acteurs de l'économie est celle qui sert également à la hiérarchie, la grille d'analyse, qui permet de séparer économie de marché et capitalisme. En bas, se trouve l'économie de marché, régionale ou nationale, avec ses marchands locaux, en haut se trouve le capitalisme, international, avec ses négociants. L'activité (internationale) du capitaliste avec son capital (monétaire) est le capitalisme, qui se joue de la concurrence et des règles, en opposition au marché, entravé dans ses coutumes et la surveillance de l'Etat.

[224] *Ibid.*, p. 62.

I.4.2. Opposition entre capitalisme et économie de marché

L'analyse faite par Braudel du capitalisme comme s'opposant à l'économie de marché, autant au niveau historique que conceptuel, est majeure, pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'elle explique un comportement anticoncurrentiel capitaliste permanent, si ce n'est constitutif, dans un but de profit ; ensuite parce qu'elle permet une apparition du capitalisme bien plus réaliste, non pas linéaire mais conflictuelle ; enfin parce qu'elle ordonne le capitalisme et l'économie de marché selon un ordre de dépendance et de domination :

> Je me résume : deux types d'échange ; l'un terre à terre, concurrentiel, puisque transparent ; l'autre supérieur, sophistiqué, dominant. Ce ne sont ni les mêmes mécanismes, ni les mêmes agents qui régissent ces deux types d'activité, et ce n'est pas dans le premier mais dans le second que se situe la sphère du capitalisme.[225]

Braudel dans sa définition du capitalisme élabore une distinction nette, une opposition même, entre capitalisme et marché concurrentiel. Le capitalisme échappe à la concurrence, à la transparence, et ainsi peut dégager des profits élevés, puisque la concurrence ne fait pas baisser les prix de vente et monter les prix d'achat, et donc ne réduit pas la différence entre prix de vente et coûts qui constitue le profit. Mais cette distinction est restée invisible car elle est selon Braudel une forme limitée de l'économie d'une société, encore et toujours dominée par l'omniprésence de la vie matérielle, puis de l'économie de marché. Le capitalisme est un signal faible dans l'économie, et passe donc relativement inaperçu dans le volume global de l'économie. Braudel l'explique lui-même :

> Si d'ordinaire on ne distingue pas capitalisme et économie de marché, c'est que l'un et l'autre ont progressé du même pas, du Moyen Age à nos jours, et que l'on a souvent présenté le capitalisme comme le moteur ou l'épanouissement du progrès économique. En réalité, tout est porté sur le dos énorme de la vie matérielle : se gonfle-t-elle, tout va de l'avant ; l'économie de marché gonfle elle-même rapidement à ses dépens, étend ses liaisons. Or, de cette extension, le capitalisme est toujours bénéficiaire. Je ne crois pas que Josef Schumpeter ait raison de faire de l'entrepreneur le *deus ex machina*. Je crois obstinément que c'est le mouvement d'ensemble qui est déterminant et que tout capitalisme est à la mesure, en premier lieu, des économies qui lui sont sous-jacentes.[226]

[225] *Ibid.*, p. 66.
[226] *Ibid.*, p. 66-67.

Braudel s'oppose donc à Schumpeter quand il considère que le capitalisme provient des deux strates économiques inférieures qui le nourrissent, et le structurent, plutôt que d'être issu de l'action disruptive, nouvelle, de l'entrepreneur, que Schumpeter avait placé au centre de son capitalisme, sans pour autant être *le* capitaliste. Braudel y voit plutôt un mouvement global, porté par la vie matérielle et l'économie de marché :

> Je crois à ces mouvements de marée qui rythment l'histoire matérielle et économique du monde, même si les seuils favorables ou défavorables qui les engendrent, fruits d'une multitude de rapports, restent mystérieux.[227]

Cette vision non pas individuelle mais systémique explique bien mieux l'usurpation historique du capitalisme à ses yeux, puisque le capitalisme s'est approprié les bienfaits de l'extension de l'économie de marché et de l'économie matérielle. En réalité, il semble difficile de donner tort à Schumpeter dans l'économie de marché capitaliste du XX^{ème} siècle où il écrit, mais il est possible d'être d'accord avec l'analyse historique de Braudel. La clé théorique de leur apparente opposition réside dans une différence d'appréciation du transfert à l'activité économique des inventions scientifiques, techniques, organisationnelles : au XX^{ème} siècle, il est incontestable que l'entrepreneur est le lien entre les inventions et l'économie, par la création d'une société anonyme, le regroupement de capitaux, de ressources humaines, la recherche de clients, d'un modèle d'activité, etc. Celui-ci peut donc être considéré par Schumpeter comme l'acteur par excellence du progrès économique, argument majeur de défense du capitalisme.

L'importance de l'entrepreneur dans la théorie schumpeterienne ne doit donc pas être sous-estimée, et peut-être est-ce pour cela que Braudel attaque la réalité de l'entrepreneur, car dans une histoire élargie, l'entrepreneur, en particulier avant la Révolution Industrielle, n'est pas le moteur du progrès. Sur ce point, l'interprétation de Braudel sur la vie matérielle comme réel fondement de l'évolution économique est attirante : l'augmentation de production dans la vie matérielle (par exemple un meilleur labour, une meilleure conservation des produits, une nouvelle source d'énergie par les moulins), se transmet naturellement à l'économie de marché et au capitalisme, qui profitent donc juste de ces inventions passées dans l'économie au niveau

[227] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol.III*, p. 565.

de la vie matérielle. L'entrepreneur responsable de l'innovation continue, dans ce cas, n'est pas identifiable, il s'agit d'un transfert diffus et généralisé, même s'il est lent, d'innovations au niveau de la vie matérielle, qui fondent le progrès économique, la croissance de la production.

Braudel et Schumpeter ont donc des contextes historiques différents d'analyse, qui ne rendent leurs théories opposées qu'en apparence, puisque la réalité du progrès économique vient des inventions transférées à l'économie, selon différents modes en fonction des époques. Que le capitalisme, par le biais de l'entrepreneur, soit le vecteur principal de transfert de l'innovation est un fait historique du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, qui ne rend pas ce mode de transfert plus universel qu'un autre. Le passage par la vie matérielle, en l'absence d'organisation libre et de règles de pouvoir et de propriété en faveur du capital, à une époque précédente, enlève donc sa prépondérance théorique à l'entrepreneur capitaliste, mais non sa réalité moderne. Braudel a donc raison de critiquer l'universalisation de l'idée d'entrepreneur capitaliste qui répand les innovations, car celle-ci est très particulière à un environnement social et historique donné. Il illustre cette idée de dépendance du capitalisme vis-à-vis de l'économie de marché en Angleterre :

> D'ailleurs, en Angleterre, la Révolution du coton a surgi du sol, de la vie ordinaire. Les découvertes sont le plus souvent faites par des artisans. Les industriels sont assez souvent d'humble origine. Les capitaux investis, faciles à emprunter, ont été de faible volume, au début. Ce n'est pas la richesse acquise, ce n'est pas Londres et son capitalisme marchand et financier qui ont provoqué l'étonnante mutation. Londres ne prendra le contrôle de l'industrie qu'au-delà des années 1830. Ainsi l'on voit admirablement, et sur un exemple large, que c'est la force, la vie de l'économie de marché et même de l'économie à la base, de la petite industrie novatrice et, non moins, du fonctionnement global de la production et des échanges qui portent sur leurs dos ce qui sera bientôt le capitalisme dit *industriel*. Celui-ci n'a pu grandir, prendre forme et force qu'à la mesure de l'économie sous-jacente.[228]

Braudel, en cohérence avec ses définitions du capitalisme et de l'économie de marché, réfute donc le capitalisme à petite échelle qui est à l'origine de la Révolution Industrielle, et le replace dans l'économie de marché. Restreignant le capitalisme de cette époque à la finance, au commerce international, il n'identifie pas la présence du capitalisme au sein de l'économie

[228] *Ibid.*, p. 113.

de marché, par exemple avec ce que Marx dénonce violemment, le système des *enclosures*, qui dépossède les villageois de ressources vitales pour leur survie et indépendance[229].

De la même façon, Braudel s'oppose à l'interprétation weberienne du capitalisme, proche de celle de Schumpeter, qui place le capitalisme comme un moteur de l'économie alors qu'il est pour Braudel un simple profiteur. Braudel s'oppose donc à l'hypothèse célèbre de Weber d'une relation entre protestantisme puritain et esprit du capitalisme, la présentant comme une erreur manifeste, le capitalisme ayant selon lui une origine bien plus ancienne, et son changement de centre n'impliquant pas une transformation majeure de ses pratiques et de son rôle :

> Pour Max Weber, le capitalisme, au sens moderne du mot, aurait été ni plus ni moins une création du protestantisme ou, mieux, du puritanisme. Tous les historiens sont opposés à cette thèse subtile, bien qu'ils n'arrivent pas à s'en débarrasser une fois pour toutes ; elle ne cesse de resurgir devant eux. Et pourtant elle est manifestement fausse. Les pays du Nord n'ont fait que prendre la place occupée longtemps et brillamment avant eux par les vieux centres capitalistes de la Méditerranée. Ils n'ont rien inventé, ni dans la technique, ni dans le maniement des affaires. Amsterdam copie Venise, comme Londres copiera Amsterdam, comme New York copiera Londres. Ce qui est en jeu, chaque fois, c'est le déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale, pour des raisons *économiques*, et qui ne touchent pas à la nature propre ou secrète du capitalisme. [...] là encore, c'est le progrès vif de l'économie de marché qui, fidèle au rendez-vous d'Amsterdam, portera sur son dos les constructions amplifiées du capitalisme. Finalement, l'erreur de Max Weber me paraît dériver essentiellement, au départ, d'une exagération du rôle du capitalisme, comme promoteur du monde moderne.[230]

Braudel marque ici sa divergence avec Weber sur la définition et l'origine du capitalisme en montrant l'évolution continue du capitalisme depuis le Moyen Age, en lien avec l'économie de marché. Le capitalisme n'a donc pas son origine dans la révolution industrielle, mais dans les pratiques des négociants capitalistes internationaux du Moyen-Age. Le puritanisme que Weber identifie comme un argument majeur dans l'essor du capitalisme moderne a peut-être contribué à le propulser dans les régions protestantes, mais son existence lui est antérieure, et son développement déjà en marche avec le progrès de l'économie de marché. Braudel marque ici encore sa divergence, en ne faisant pas du capitalisme un élément moteur de l'économie,

[229] Cf les analyses de Polanyi et Marx.
[230] *Ibid.*, p. 69-70.

mais plutôt un élément suiveur, presque parasite, qui se joue par la force ou la ruse des règles de l'économie de marché, et peut donc en tirer profit, du profit. Les conditions d'apparition du capitalisme sont donc dépendantes des autres éléments de l'économie, car il pourrait sinon ne pas se développer s'il était entravé :

> [...] il y a des conditions sociales à la poussée et à la réussite du capitalisme. Celui-ci exige une certaine tranquillité de l'ordre social, ainsi qu'une certaine neutralité, ou faiblesse, ou complaisance, de l'Etat. Et, en Occident même, il y a des degrés de complaisance : c'est pour des raisons largement sociales et incrustées dans son passé que la France a toujours été un pays moins favorable au capitalisme que, disons, l'Angleterre.[231]

Le capitalisme de Braudel est le dernier étage de l'économie, dépendant des étages inférieurs pour vivre et se développer, même s'il s'y oppose, même s'il transgresse les règles de ces étages inférieurs pour atteindre son but de profit. Le capitalisme est un échange manipulé, international, qui lui permet d'atteindre un profit inenvisageable dans le monde de l'économie de marché concurrentielle.

Finalement, la définition du capitalisme et de l'économie de marché par Braudel, qui permettent leur séparation et opposition, mélangent des éléments ayant rapport à la méthode capitaliste (monopole contre concurrence) ainsi que des éléments hiérarchiques (capitalisme international, financier, contre économie de marché régionale ou nationale).

> Il s'appuie toujours, obstinément, sur des monopoles de droit ou de fait, malgré les violences déchaînées à ce propos contre lui. L'*organisation*, comme l'on dit aujourd'hui, continue à tourner le *marché*. Mais on a tort de considérer que c'est là un fait vraiment nouveau.[232]

Braudel insiste donc sur la présence historique de ce comportement capitaliste monopolistique que la science économique observe dans la réalité, à sa grande déception par rapport à ses modèles théoriques efficaces de concurrence parfaite. L'érection de barrières à l'entrée, la création d'oligopoles par acquisition, la réalisation de produits différenciés et incompatibles sont autant de moyens d'une stratégie déjà très ancienne, de contournement du marché par les acteurs capitalistes, que Braudel expose et qui existe depuis l'origine du capitalisme. Ainsi, la séparation conceptuelle entre économie de marché et capitalisme de Braudel accompagne

[231] *Ibid.*, p. 77-78.
[232] *Ibid.*, p. 115.

l'histoire du capitalisme et permet de le distinguer du reste de l'économie, pour en apercevoir sa spécificité, et surtout son origine et son développement.

Braudel fixe ainsi la naissance historique du capitalisme au XIII^{ème} siècle, en Italie, là où les premiers marchands ont commencé à commercé au loin : "Je suis d'accord ainsi avec le Marx qui a écrit (pour s'en repentir ensuite) que le capitalisme européen (il dit même la production capitaliste) a commencé dans l'Italie du XIII^{e} siècle"[233]. Mais il refuse l'idée d'une succession de capitalismes différents au cours de l'histoire, comme Schumpeter ou Weber l'envisagent :

> Peut-on parler d'un capitalisme "industriel" qui serait le "vrai" capitalisme, succédant triomphalement au capitalisme marchand (le faux) et finalement, à contrecœur, cédant le pas à l'ultramoderne capitalisme financier ? Les capitalismes bancaires, industriel et commercial (car le capitalisme n'a jamais cessé d'être au premier chef marchand) coexistent tout au long du XIX^{e} siècle, et déjà avant le XIX^{e} siècle, et bien après le XIX^{e} siècle[234]

En effet, l'idée braudelienne d'un capitalisme reposant au sommet de l'économie, dépendant à la fois de l'économie de marché et de la vie matérielle, fait qu'il existe toujours plus ou moins, et qu'il s'étend aussi par la complicité active de la société dans son ensemble. Il n'y a donc pas une succession de capitalismes, mais différentes formes qui coexistent. Braudel est également amené à critiquer la relation entre rationalisation et capitalisme mise en avant par Sombart et Weber, et reprise par Schumpeter de façon encore plus élargie, comme moteur de l'Occident et de la Révolution Industrielle en particulier. Braudel s'interroge en effet sur l'absence dans d'autres grandes civilisations où les progrès de la science sont réels, la Chine en tête, de cette Révolution Industrielle capitaliste. Son analyse apporte un double éclairage, sur le lien entre science et capitalisme d'une part, et sur les conditions de succès du capitalisme d'autre part. La Chine " a eu la partie trop facile"[235], elle disposait de ressources coloniales accessibles, et elle a subi l'opposition de l'Etat au capitalisme, qui a empêché, malgré l'avancée scientifique de la Chine, au capitalisme de se déployer dans ces régions.

La science n'est donc pas à l'origine du capitalisme, pas plus que celui-ci n'a été portée par le capitalisme, en témoignent les avancées scientifiques d'autres grandes civilisations qui, avant la Révolution Industrielle, se trouvaient même en avance sur la science européenne. Puisque

[233] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol. III*, p. 44.
[234] *Ibid.*, p. 527.
[235] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol.I*, p. 79.

la science et le capitalisme n'ont pas de liens nécessaires, mais contingents - même si la vision schumpeterienne d'un capitalisme légitimé par le progrès est exacte -, la responsabilité confiée au capitalisme de faire survenir le progrès est remise en cause, subtilement et inconsciemment peut-être, par Braudel. Même si pour Braudel la Révolution Industrielle a été "la plus grosse cassure de l'histoire moderne"[236], une rupture majeure, la science n'est pas l'explication, ou la cause du capitalisme. Cette idée recoupe la réfutation de l'idée d'entrepreneur de Schumpeter que Braudel réalise, lui préférant un mouvement plus global.

Braudel fournit finalement sa conception du futur du capitalisme, ambivalente car reposant sur une négation de la possibilité de remplacement du capitalisme, sauf cas extrême, au profit d'une capacité de mutation très forte du capitalisme, qui pourrait le faire disparaître par une évolution importante. Braudel ne veut donc pas prédire la fin du capitalisme, mais il en prédit l'évolution, faisant du capitalisme une étape de l'histoire, étape dont la longueur n'est pas réellement déterminable.

> le capitalisme ne peut s'effondrer de lui-même, par une détérioration qui serait "exogène"; il faudrait pour un tel effondrement un choc extérieur d'une extrême violence et une solution de remplacement crédible. Le poids gigantesque d'une société et la résistance d'une minorité dominante sur le qui-vive, dont les solidarités sont aujourd'hui mondiales, ne se basculent pas aisément avec des discours et des programmes idéologiques, ou des succès électoraux momentanés.[237]

Malgré cette résistance capitaliste, l'évolution du capitalisme est déjà visible :

> Aujourd'hui la mort, ou pour le moins des mutations en chaîne du capitalisme, n'ont rien d'improbable. Elles sont sous nos yeux. En tout cas, il ne nous apparaît plus comme le dernier mot de l'évolution historique.[238]

Ainsi, Braudel ne partage pas la conception autodestructrice du capitalisme d'un Marx ou d'un Schumpeter, mais sans pour autant en prédire sa disparition, il en observe les mutations. Le capitalisme n'est pas pour autant défendu par Braudel qui, on le voit, malgré sa volonté d'une certaine neutralité historique, aimerait voir émerger une solution autre que capitaliste, sans

[236] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p. 111.
[237] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol. III*, p. 543.
[238] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, vol. II*, p. 707.

être pour autant socialiste. Et cette solution se trouverait peut-être dans une autre conception de l'économie de marché :

> Ce que je regrette pour ma part, non en tant qu'historien, mais en tant qu'homme de mon temps, c'est que, dans le monde capitaliste comme dans le monde socialiste, on refuse de distinguer capitalisme et économie de marché.[239]

[239] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p. 118.

I.5. Conclusion sur la concurrence dans le capitalisme

La définition précise du capitalisme se révèle relativement différente entre les grands auteurs étudiés ici, même si des constantes peuvent être identifiées, logiquement, comme la recherche du profit ou l'utilisation de capital. Le capitalisme a ainsi pu être compris de manière globale comme un système politico-économique homogène par Marx, comme le régime de la classe bourgeoise sous sa forme la plus complète. Il a par contre été restreint à une utilisation rationnelle et pacifique, par l'échange, du capital, par Weber, au moyen de l'entreprise (qui nécessitait une armature juridico-politique précise pour le soutenir, mais ne le définissait pas). Schumpeter l'a quant à lui relié à l'entrepreneur et au crédit, faisant du progrès son avantage décisif et sa source de légitimité. Il a enfin pu être défini par Braudel par ses acteurs, les capitalistes, permettant ainsi une séparation géographique et historique du capitalisme et de l'économie de marché, par l'existence et le développement de ces mêmes acteurs capitalistes.

Ces définitions distinctes dévoilent que le capitalisme est un concept plus polysémique qu'il n'y paraît, puisqu'il est possible de parler de capitalisme historique, de capitalisme libéral, de capitalisme marchand, industriel, moderne, financier, comme si le capitalisme changeait de structure et d'attribut avec le temps. Les variations de cette définition capitaliste sont réelles, mais rarement en complète opposition, avec des points communs fondateurs. L'objectif de profit, le moyen de l'échange pacifique et la séparation entre capital et travail peuvent être considérés comme des concepts incontournables du terme de capitalisme (quoique l'exemple de la définition marchande du capitalisme par Braudel atténue l'universalité de la séparation). Après ceux-ci, les variations sont multiples, que le capitalisme soit lié spécifiquement au crédit et à l'innovation (Schumpeter), à la rationalité de l'entreprise (Sombart et Weber), à la domination du capital et du travail (Marx), ou à l'absence de règles de marché (Braudel). Pourtant, ces visions variées sur le capitalisme qui sont toutes une interprétation pertinente du capitalisme laissent comme une interrogation : Pourquoi le terme de capitalisme n'est-il pas l'objet d'un consensus ?

La concurrence est l'élément le plus illustratif de la différence observée sur le capitalisme, puisque celle-ci évolue de statut : d'un phénomène fondamental, chez Marx, elle ne devient plus que seulement nécessaire chez Weber, presque superflue chez Schumpeter qui accepte la concurrence imparfaite, et finalement opposée chez Braudel, où capitalisme et concurrence ne

sont plus reliés. L'évolution de cet élément concurrentiel dans la définition du capitalisme est par conséquent cruciale dans l'analyse du capitalisme. En effet, sa disparition de la définition du capitalisme semble révéler une autre compréhension du capitalisme, plus restreinte mais plus précise en même temps. Cette précision est celle du pouvoir, non pas le seul pouvoir du capitaliste sur le travailleur, dénoncé dans le marxisme mais le pouvoir du capitaliste sur tous les acteurs, travailleurs, consommateurs, Etats, etc. Le capitalisme serait donc un pouvoir plus qu'un système, conclusion issue de la disparition de la concurrence progressive du capitalisme depuis Marx.

La concurrence marxiste est la source de l'anarchie, de la misère des prolétaires dépourvus de moyens de production et obligés de se faire concurrence pour vendre leur force de travail, au profit des capitalistes qui conservent ainsi des salaires extrêmement bas. La concurrence est un élément constitutif du capitalisme, elle pousse les acteurs, presque contre leur volonté, vers une accumulation toujours accrue. Elle pourrait presque être considérée en référence à Smith, comme la main invisible marxiste, aboutissant non pas au bien commun, mais à la révolution du prolétariat, après le passage par une phase de centralisation des capitaux, de monopole. Elle devient moins fondamentale sous la plume de Weber, une des composantes du système capitaliste, issue de la liberté du travail et de l'échange, au même titre que d'autres fondements du capitalisme énumérés. Même si la montée de la bureaucratie observée, exposée par Weber, montre une tendance à sa disparition, la concurrence a perdu un degré d'importance au sein du capitalisme weberien, remplacé par la rationalisation, l'esprit du capitalisme et la justification de son fonctionnement.

Avançant encore plus dans la réduction de la présence de la concurrence dans le capitalisme, Schumpeter la rend presque superflue, puisqu'il développe une conception du capitalisme en situation de concurrence imparfaite, et la défend sur l'argument du progrès que le capitalisme permet. Prenant à contre-pied l'idée d'un marché naturellement orienté vers la concurrence, dont la perfection théorique permet un optimum d'allocation des ressources et de satisfaction, donc d'une politique du laissez-faire, Schumpeter inverse les termes de l'équation, faisant du progrès la source de l'intérêt du capitalisme, et non la satisfaction du client par la concurrence. La concurrence est toujours contournée par le capitaliste, de façon logique et même nécessaire pour rentabiliser les investissements, sans que cela n'enlève sa supériorité au capitalisme. Le progrès capitaliste autorise et justifie la quasi-disparition de la concurrence. Enfin, Braudel, dans un dernier mouvement de séparation de la concurrence et du capitalisme, s'affranchissant

de la conception économique du capitalisme, observe historiquement un capitalisme supérieur à l'économie de marché, un capitalisme composé d'acteurs contournant les règles du marché pour mieux générer du profit. La concurrence et le capitalisme sont donc opposés, puisqu'ils obéissent à des ordres économiques différents, des individus et des moyens différents. Même si le capitalisme a besoin du marché, de l'échange, il en dépasse les limites de réciprocité, joue sur le rapport de forces, en sa faveur, et accumule donc un profit impossible à obtenir sinon. La concurrence, fondamentale sous Marx dans le capitalisme, finit évacuée du capitalisme chez Braudel, après un mouvement progressif de relégation observable chez Weber et surtout Schumpeter.

L'extraction de la concurrence du capitalisme aboutit à deux résultats différents, le premier ayant été présenté par Braudel, la séparation entre économie de marché, concurrentielle donc, et capitalisme. Il faudra revenir sur cette séparation braudelienne, basée sur des considérations historiques et géographiques qui restent limitées au niveau conceptuel, pour la questionner et enrichir cette séparation. Le deuxième résultat se trouve au niveau du capitalisme, "activité" plutôt que système pour Braudel, puisque la disparition de la concurrence, donc du marché, ne permet plus de penser le capitalisme comme un système global, tout au plus comme une partie d'un système. Mais le terme d'activité fourni par Braudel reste là aussi insatisfaisant, car cette activité, devenue dominante dans le monde moderne, oriente bien plus que ses propres acteurs et moyens, toutes les civilisations. Le capitalisme n'est pas seulement une activité, il est aussi et même plutôt un pouvoir, celui d'imposer sa force, sa loi, dans l'échange. Braudel l'a mis brillamment en lumière au niveau de la relation avec le client, tandis que Marx l'avait réalisé auparavant dans la relation du capitaliste avec le travailleur.

Le capitalisme demeure toujours un système où le pouvoir est prédominant, même s'il n'est jamais utilisé de façon complète comme définition. De ce point de vue, la définition la plus éclairante est bien sûr celle de Marx, où la domination du capital sur le travail, l'expropriation du produit du travailleur et sa soumission au contrôle capitaliste, sont les déterminants du capitalisme et les objets de sa dénonciation. Marx avait déjà une conception du capitalisme comme pouvoir, mais un pouvoir sur les salariés, plutôt que sur les clients. Son vocabulaire l'illustre parfaitement, quand il relie l'accumulation capitaliste au pouvoir, par l'amalgame avec la conquête, la domination, la sujétion des personnes :

> accumulez, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle, augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier une ambition insatiable[240]

La dénonciation de Braudel élargie à d'autres échanges que celui de la force de travail ajoute une dimension au capitalisme, le transformant en un pouvoir plus global, imposant comme prioritaire son intérêt, le profit, à tous. Les clients, en particulier dans le capitalisme marchand de Braudel qui demeure en permanence malgré l'existence ensuite d'un capitalisme industriel puis financier, sont les victimes du pouvoir capitaliste, celui de dicter les prix, d'orienter dans son intérêt personnel la composante majeur de l'échange, le prix. En ce sens, la concurrence se révèle un outil de défense des intérêts des clients, si bien que le marché concurrentiel tel qu'il a été conçu par les économistes classiques et néoclassiques obéit à un objectif simple, celui de satisfaire au mieux les clients (il suffit de rappeler les modalités de l'équilibre walrasien, où le profit a disparu et où les utilités sont satisfaites optimalement par rapport aux raretés, pour s'en convaincre). La concurrence est finalement une modalité de pouvoir des clients, qui s'oppose au pouvoir des capitalistes. L'économie de marché, concurrentielle, est un système favorable aux clients et défavorable aux capitalistes, qui s'opposent à la concurrence.

La définition, encore à affiner, du capitalisme comme d'un pouvoir, opposé à la concurrence, à l'économie de marché comme système économique, permet une grille d'analyse nouvelle des conceptions du capitalisme chez les auteurs précédents. En effet, lorsque le capitalisme est un pouvoir et non un système, à l'opposé de l'économie de marché, le système économique qui le supporte, et le crée, les pensées de Marx, Weber, Schumpeter et même Braudel changent de perspective. Au lieu d'une séparation comme Braudel entre deux activités économiques, d'un côté le capitalisme et de l'autre l'économie de marché, l'idée d'un pouvoir capitaliste différent de l'objectif théorique de l'économie de marché, concurrentielle, pro-client, permet l'existence historique presque permanente d'un capitalisme plus ou moins développé, dominant, selon que les sociétés où il existe s'y opposent ou l'acceptent.

Les apports théoriques principaux des auteurs de cette première partie peuvent être synthétisés de la façon suivante par rapport au problème de définition qui nous intéresse : Marx, au-delà de sa vision homogène du capitalisme comme d'un régime politico-économique, dévoile la séparation et la domination du capital sur le travail, Weber (avec Sombart), la justification du capitalisme religieuse et surtout la rationalité du calcul économique, tandis que Schumpeter

[240] Karl Marx, *Le Capital*, *t.I*, p. 421.

défend le système capitaliste par le progrès, en abandonnant le marché parfait, et que Braudel réalise une première séparation et opposition entre un capitalisme comme activité économique supérieure et économie de marché comme activité économique inférieure. Ces apports théoriques sont complétés par des visions historiques du capitalisme, elles aussi différenciées, qui servent à la fois d'arguments et de source pour ces apports théoriques. Mais avec une nouvelle grille d'analyse du capitalisme, ces apports peuvent être repensés à nouveau. Cette grille d'analyse nouvelle, le degré de concentration du pouvoir en économie - le capitalisme représentant la domination du capital non seulement sur le salarié, comme Marx l'a montré, mais également sur le client, dans un mouvement anti-concurrentiel global -, permet non plus une opposition entre communisme (ou socialisme pour Schumpeter qui amalgame tous les systèmes à planification d'Etat plus ou moins forte) et capitalisme mais une progression, en fonction de la concentration des pouvoirs, et d'un point de vue de liberté individuelle, une classification des systèmes économiques en fonction de cette liberté plus ou moins grande. La séparation entre économie de marché et capitalisme s'inspire de cette grille d'analyse, à la fois d'un point de vue normatif, la liberté, et d'un point de vue explicatif, avec une compréhension du système économique moderne non pas comme un système homogène, mais comme hétérogène jusqu'à présent, avec des forces contraires s'opposant en permanence.

Cette conception hétérogène de l'économie, avec une séparation entre économie de marché et capitalisme, sur la base du pouvoir, est loin d'être partagée. Même s'il a été montré avec les auteurs majeurs présentés une séparation progressive de la concurrence et du capitalisme, une grande majorité d'intellectuels continuent à considérer le capitalisme de façon homogène, où la concurrence est un pilier fondamental. La pensée d'Immanuel Wallerstein, par exemple, en est un exemple relativement moderne qui l'illustre bien, et cela en partant de Braudel même (mais en ne se saisissant pas sur la séparation entre économie de marché et capitalisme que Braudel a réalisé, évidemment). Wallerstein élabore une théorie de descendance marxiste du capitalisme, à la fois en y intégrant les Etats mais aussi la concurrence : le capitalisme est un système social ayant pour but l'accumulation illimitée, mais où loge une contradiction interne liée à l'opposition entre intérêts individuels des capitalistes. L'innovation de Wallerstein réside en particulier sur l'idée de "polarisation" qu'il développe, avec une "économie-monde" dotée d'un cœur et d'une périphérie, capable d'expliquer les inégalités massives entre les différentes régions du monde dans le capitalisme, avec une extension progressive de celui-ci, à la fois en termes géographiques mais aussi au niveau des activités qu'il recouvre (la "marchandisation"

du monde). En particulier, Wallerstein explique l'apparition de ce système-monde capitaliste par la force :

> L'élément crucial de ce processus a été *le recours à la force dans la fixation des prix*. Il va de soi qu l'usage de la force par une partie dans une transaction, pour obtenir un meilleur prix, n'a certes pas été une invention du capitalisme. L'échange inégal est une pratique très ancienne. Mais le trait distinctif du capitalisme historique est d'avoir réussi à camoufler cet échange inégal, et à le camoufler si bien qu'il fonctionne pendant près de cinq siècles pour que même les opposants les plus résolus du système commencent à en dévoiler les mécanismes de façon systématique.[241]

Le profit est donc extorqué par l'échange inégal, par la force, entre le cœur et la périphérie, au-delà des frontières nationales, puisque les Etats sont instrumentalisés, mis en concurrence au bénéfice des capitalistes. Cette même concurrence, "*differentia specifica* du capitalisme historique"[242] pour Wallerstein, se retrouve comme un outil des capitalistes en tant que classe mais aussi comme concept d'opposition des capitalistes entre eux, de leur contradiction. A la suite de Schumpeter (et de Marx), Wallerstein identifie le progrès comme le facteur le plus important de justification du système capitaliste, tout en dénonçant ce progrès et l'absurdité du capitalisme avec le profit comme seul objectif.

Plus intéressant, Wallerstein conçoit le capitalisme moderne, du XX^{ème} siècle, comme un système en "crise structurelle", après une longue période de prospérité de "quatre à cinq cent ans"[243], en faisant l'hypothèse que les classes dirigeantes de la féodalité ont évolué en classe bourgeoise dominante avec le changement de système vers le capitalisme. Il n'y aurait donc pas eu de renversement de l'aristocratie au profit de la bourgeoisie, mais une évolution :

> En fait, la représentation plus correcte qu'on peut en donner est celle d'un capitalisme historique mis en place par une aristocratie foncière qui s'est convertie en bourgeoisie parce que l'ancien système était en voie de désintégration. Plutôt que de laisser celle-ci se poursuivre, pour arriver à des résultats imprévisibles, cette aristocratie a elle-même engagé une chirurgie structurelle radicale pour maintenir et *étendre de façon significative* son pouvoir d'exploitation des producteurs directs.[244]

---

[241] Immanuel Wallerstein, *Le capitalisme historique*, Paris, Ed La Découverte, 2002 [1983], p. 31.
[242] *Ibid.*, p. 34.
[243] *Ibid.*, p. 43.
[244] *Ibid.*, p. 104.

Cette idée d'une transformation du système qui aurait renforcé la classe dominante, par un pouvoir accru issu du capitalisme, renvoie à l'idée, issue de Mill, de la concurrence contre la coutume comme d'un avantage en faveur des puissants, mais surtout à l'idée du capitalisme de pouvoir. Wallerstein intègre l'idée de pouvoir issue de Marx, et en partie les idées de Braudel sur l'histoire progressive du capitalisme, même si Wallerstein y ajoute une idée de classes de façon très marxiste. Le capitalisme reste donc encore à l'heure actuelle considéré largement comme un système homogène, même si les idées de pouvoir, de domination y sont de plus en plus accrues, permettant par conséquent une proposition de séparation entre capitalisme et économie de marché, résolvant le problème de la concurrence à l'opposé du profit, tout en se concentrant sur le pouvoir.

L'objet de la deuxième partie est de préciser cette séparation conceptuelle, par une étude du concept de pouvoir dans le capitalisme et en économie de marché, puis en se replongeant dans les textes de Marx, Weber, Schumpeter et Braudel, enfin avec de nouveaux auteurs comme Boltanski, Baechler ou Polanyi, pour tester cette conception du capitalisme sans concurrence, et en apercevoir les effets sur la théorie capitaliste. Ces nouveaux auteurs sont convoqués pour illustrer et affiner encore cette séparation entre capitalisme et économie de marché, avant d'étudier l'évolution moderne, dans le néolibéralisme, du capitalisme et de la concurrence, référence néolibérale fondatrice et indépassable. Mais pour commencer, l'analyse de l'histoire des termes de capitalisme et d'économie de marché permet de fixer mieux ces deux concepts majeurs, avant leur séparation sur la base du pouvoir.

2ème Partie : séparation entre capitalisme et économie de marché

II. 1. Histoire des termes capitalisme et marché

Le capitalisme est un mot récent, dont la première utilisation à grande portée médiatique selon Braudel est de Sombart, dans son livre *Le Capitalisme moderne*, paru en 1902. Capitalisme, ce terme qui s'affirme au tournant du XX^{ème} siècle, se trouve pourtant dans la littérature dès le milieu du XIX^{ème} siècle, comme une critique, une dénonciation des méfaits du système de l'époque de la part d'auteurs socialistes. Louis Blanc est le premier auteur qui l'utilise de façon négative, péjorative, dans le but de différencier - déjà - le capital, toujours nécessaire en économie, et le capitalisme, mode de contrôle :

> On voit en quoi consiste le sophisme qui sert de base à tous les raisonnements de M. Bastiat. Ce sophisme consiste à confondre perpétuellement l'utilité du *capital* avec ce que j'appellerai le *capitalisme*, c'est-à- dire l'appropriation du capital par les uns, à l'exclusion des autres.[245]

Le capitalisme ne renvoie pas à un système théorique, mais plutôt à un système économique réel, au XIX^{ème} siècle en Occident, où le capital est approprié par quelques-uns, et que des auteurs comme Proudhon ou Blanqui opposeront au socialisme. Il n'a donc pas en tant que tel une vocation intellectuelle, mais plutôt descriptive, et se différencie en cela de termes comme le libéralisme ou l'économie de marché. Malgré tout, il se retrouvera tout au long du XX^{ème} siècle dans une opposition permanente, réelle autant que théorique, avec le communisme, système politico-économique opposé à lui. Le capitalisme acquiert son caractère théorique progressivement, dans son opposition avec le communisme. Une autre expression, l'économie de marché, remplace donc, selon Jessua, le terme de capitalisme, dans cette vision théorique :

[245] Louis Blanc, *Organisation du Travail*, neuvième édition refondue et augmentée de chapitres nouveaux, Paris, 1850, p. 161.

> Très vite, sous la plume des doctrinaires, ce néologisme [le capitalisme] a acquis une connotation péjorative, associé qu'il était aux notions d'injustice, ou d'exploitation, au point que les auteurs libéraux lui ont substitué des expressions qu'ils estimaient plus neutres, telles que "économie de libre entreprise" ou "économie de marché"[246]

Même si les deux termes capitalisme et économie de marché semblent nés jumeaux, chacun renvoyant à un même système économique, l'un réel, l'autre théorique, l'idée de marché libre comme fondement de l'économie est néanmoins largement antérieure au terme de capitalisme. Ainsi, si le terme économie de marché a effectivement pu être développé au XIX^{ème} siècle pour remplacer le terme de capitalisme, l'économie de marché fait cependant référence à un autre concept économique, le marché. Les théories sur le marché sont en effet largement antérieures à l'apparition du terme capitalisme, le XVIII^{ème} siècle en particulier voyant le terme de marché fleurir au niveau de l'économie politique. Même si le mot, nouveau, d'économie de marché, renvoie à une nouvelle conception théorique de l'économie, avec un marché parfaitement concurrentiel, et non pas à une réalité économique donnée, la relation avec l'idée antérieure de marché est indéniable. Et le capitalisme, comme jumeau apparent de l'économie de marché, se trouve lui aussi relié à l'idée de marché.

Finalement, l'utilisation du terme capitalisme au XX^{ème} siècle par des penseurs allemands comme Sombart, Hauser, Weber ou Schumpeter atténuera, sans toutefois la faire disparaître, sa connotation négative. Bien que le terme d'économie de marché ne disparaisse pas, celui-ci sera assimilé au marché libre concurrentiel et à sa théorie (alors qu'il aurait été concevable de les conserver séparés, l'un représentant une théorie, plus ou moins atteinte dans la réalité, l'autre, le capitalisme, le système économique réel). Pourtant, des divergences d'interprétation historique existaient et continuent à exister :

> Capitalisme et économie de marché sont-ils synonymes ? Les avis ont été partagés de chaque côté de l'échiquier idéologique. La critique marxiste des années 1950 faisait rarement dans la nuance et mettait dans le même sac marché et capitalisme; paradoxalement, elle rejoignait certains libéraux, aux yeux desquels l'existence, dans le contexte juridique des OPA, d'un marché pour le contrôle de l'entreprise est un dispositif essentiel de l'économie de

[246] Claude Jessua, *Le Capitalisme*, Paris, PUF, 2001, p. 3.

> marché. En revanche, un certain nombre de théoriciens socialistes préconisaient de concilier propriété collective des moyens de production et marché dans un "socialisme de marché".[247]

Les opposants au capitalisme sont en réalité très partagés sur cette question de synonymie, les marxistes les assemblant pendant que certains socialistes les séparent pour conserver la notion de marché en s'opposant au capitalisme. Le même constat peut être réalisé du côté des libéraux, ce qui permet de conclure à une interprétation qui n'est pas simplement partisane sur le lien entre économie de marché et capitalisme, mais répondant à une interrogation réelle au niveau économique. Par exemple, une différence fréquente est justifiée par la différence entre production et échange, capitalisme du côté de la production (du rapport marxiste entre capital et travail pourrait-on dire) et économie de marché du côté de l'échange. Frédéric Lordon les sépare sur cette base :

> " capitalisme " se distingue de " marché " par la vocation exclusive des entités productives au profit en vue de l'accumulation indéfinie du capital à mettre en valeur – finalité qui ne va nullement de soi et n'entre pas dans le concept d'" économie de marché " stricto sensu, par quoi d'ailleurs peut se concevoir un au-delà du capitalisme qui n'en conserverait pas moins " le marché ". Mais le trait le plus profondément constitutif du capitalisme tient à la forme très spécifique de l'organisation politique de la production collective au sein des entités capitalistes – les " entreprises " – sous l'espèce du rapport salarial.[248]

> Il n'existe pas de rapport immédiat entre capitalisme et économie de marché. […] Le *capitalisme* s'exerce au plan de la production, tandis que *l'économie de marché* est un mode d'organisation de la distribution.[249]

Cette séparation conceptuelle sur la base d'une différence entre production et échange est à la fois importante, car elle place le capitalisme dans l'entreprise, l'économie de marché en-dehors de l'entreprise, et en même temps incomplète, puisque le capitalisme porte non seulement sur l'intérieur de l'entreprise, le "rapport salarial", mais aussi sur l'extérieur de l'entreprise, celui avec les clients en particulier. Le pouvoir des actionnaires sur l'entreprise ne se limite pas aux salariés, mais à toutes les parties en relation avec elles, externes ou non, les clients en tête.

---

[247] Roger Guesnerie, *L'économie de marché*, Paris, Le Pommier, 2006, p. 27-28.
[248] Frédéric Lordon, Le totalitarisme, stade ultime du capitalisme ?, *Cités*, 2010/1 n° 41, p. 127-128.
[249] *Ibid.*, p. 134.

Au contraire, Nitzan et Bichler considèrent le capitalisme et l''économie de marché de façon complémentaires, puisque le capitalisme nécessite évidemment des échanges, ce qui définit pour eux la base du marché, son existence. Cette conception du marché limité à l'échange, sans liberté des prix ni liberté des acteurs par la concurrence, est très restrictif, mais illustre une position fréquente issue de l'inexistence du marché parfait, de l'absence d'autorégulation de celui-ci, source de profit capitaliste :

> Le capitalisme ne peut pas nier le marché parce qu'il a *besoin* du marché. Sans le marché, il ne peut y avoir de marchandisation et, sans marchandisation, il ne peut y avoir de capitalisation, ni accumulation et donc pas de capitalisme. Or, le marché peut remplir ce rôle précisément parce qu'il ne s'autorégule *jamais* (et dans la mesure où il ne s'autorégule jamais, il n'y a rien à " manipuler " ou à " fausser ".)[250]

Il faut ici souligner la divergence entre les termes marché et économie de marché, puisque si le marché peut être considéré comme un lieu d'échange, dans sa définition la plus restrictive, l'économie de marché véhicule quant à elle les notions de liberté des prix, de concurrence, et donc d'efficacité d'allocation des ressources par les prix. En suivant l'idée de marchandisation nécessaire du capitalisme de Nitzan et Bichler, il est donc possible d'écrire que le capitalisme nécessite le marché, mais s'oppose à l'économie de marché. Cette distinction entre économie de marché et marché, l'une symbolisée par la concurrence et les prix libres, l'autre caractérisé par l'échange pacifique, sera donc conservée pour ne pas confondre marchandisation, issue de la rationalisation économique du monde, liée au marché, et concurrence, issue de l'économie de marché, contre le capitalisme.

Le rapport entre capitalisme et économie de marché se révèle donc complexe, puisqu'ils ont été pensés comme synonymes, sans rapport immédiat, opposés, ou bien complémentaires. La disparition de la concurrence du capitalisme permet de penser à une séparation conceptuelle entre économie de marché et capitalisme, où le capitalisme est un pouvoir. Une dénonciation de ce pouvoir a déjà été réalisée par Marx, à partir de la séparation entre le propriétaire des moyens de production et le salarié et est souligné par Lordon comme définition :

[250] Jonathan Nitzan et Shimshon Bichler, *Le Capital comme Pouvoir, Une étude de l'ordre et du créordre*, Paris, Max Milo Editions, 2012, p. 524.

> Ainsi donc, le capitalisme était un système socio-économique avec pour figure dominante celle du capitaliste. Ce dernier était entendu soit comme un possesseur de capitaux qui s'efforçait de les faire fructifier en les plaçant, soit comme un entrepreneur qui décidait de les mettre lui-même en valeur dans son entreprise. Cette définition impliquait une distinction nette entre les possesseurs de capitaux (les capitalistes) et les salariés qui ne possédaient que leurs bras.[251]

Le capitalisme, considéré ici comme "système socio-économique", oppose donc le capitaliste, le possesseur de capitaux, au salarié, vendeur de sa force de travail. Le capitalisme repose sur une opposition de personnes, les capitalistes contre les salariés, et de facteurs de production, le capital contre le travail. Le capitalisme se définit par un type de personnes, le capitaliste, qui lui-même existe par sa propriété, du capital, et son opposition à un deuxième type de personnes, le salarié. Le capitaliste est séparé des salariés, il est un autre. Le capitalisme se situerait dans cette séparation entre capital et travail, dans cette analyse où la pensée de Marx est omniprésente, entre les deux facteurs de production. Si les facteurs de production n'étaient pas séparés, si le capitaliste et le travailleur ne faisaient qu'un, une seule et même personne, le capitalisme n'existerait alors plus. La pensée de Marx, à la fois par sa définition du système capitaliste, et de son explication de l'origine de cette séparation, permet de saisir le fondement du capitalisme, pour le marxisme. Mais elle permet également de saisir une absence de la conception marxiste du capitalisme, la relation au client. L'élargissement du capitalisme, d'une relation capital-travail à une relation plus large où le client est présent, rend son interprétation différente, non pas limitée aux facteurs de production, mais étendue à chaque échange puisque le pouvoir du capitalisme s'applique à tous. Le contrat de travail est un échange à long terme, comme l'échange avec un client, ce qui permet de penser le capitalisme comme un pouvoir sur l'échange et non seulement une séparation des facteurs de production, trop reliée à la théorie marxiste de la valeur travail. Avec cette définition du capitalisme, l'économie de marché n'est plus synonyme de capitalisme, puisque le capitalisme n'est plus un système. Une définition différente de l'économie de marché est donc également nécessaire, toujours en conjonction avec la concurrence, qui a disparu du capitalisme.

[251] Claude Jessua, *op. cit.*, p. 4.

II.1.1. Economie de marché

La concurrence, pilier néoclassique de l'économie de marché, provient au départ, et d'abord, du marché, un concept qui a été à l'origine très différent de sa représentation moderne. Il est possible de dire que la concurrence a été ajoutée au marché, pendant que celui-ci se trouvait paré de qualités majeures de traitement des problèmes économiques d'offre et de demande, de volumes de production et de prix. Le marché a conceptuellement évolué, en particulier autour du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, pour devenir l'économie de marché concurrentielle parfaite que la théorie néoclassique propose comme utopie (bien plus que comme théorie[252]).

Avant l'économie de marché se trouve le marché, dont l'origine conceptuelle comme système résolvant la différence entre l'offre et la demande par les prix, et donc par la concurrence, se trouve chez Turgot, Cantillon et Condillac. Smith, par la suite, peut donc partir de cette idée de marché concurrentiel pour dénoncer les comportements de monopole du marchand :

> Turgot voulait expliquer la formation d'un marché général, Smith suppose qu'il existe. Il raisonne en admettant que le marché est concurrentiel, bien organisé. Son problème est de montrer que les prix qui s'y forment conduisent à une utilisation efficace des ressources.[253]

Turgot cherche donc à créer un marché général concurrentiel, où les prix d'un même bien ne soient plus différents à chaque endroit, mais tendraient vers un prix commun. La concurrence "détermine un prix commun entre les principales nations commerçantes, qu'on peut considérer comme réunies en une espèce de marché général."[254] Il faut donc pour Turgot, comme pour Smith, libérer le commerce, libéraliser l'économie, afin de créer de la concurrence et atteindre le meilleur prix. Mais Smith fait évoluer les idées de ces prédécesseurs en montrant que le marché est un régulateur de l'économie, et non pas seulement un 'équilibrateur' des prix. Ainsi le marché fait s'adapter la production aux prix et non seulement les prix à la production, de façon dynamique : "la quantité totale d'industrie annuellement employée pour mettre une denrée sur le marché s'adapte naturellement à la demande effective. Elle tend naturellement à

[252] On aperçoit ici la confusion entre idéaltype (la théorie néoclassique) et idéal (l'utopie néoclassique) de Weber.
[253] Alain Béraud, De l'analyse des échanges à la théorie classique du marché, *in* Xè colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, *Histoire des représentations du marché*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2005, p. 247.
[254] Turgot, Lettres au contrôleur général sur le commerce des grains, in *Ecrits Economiques*, Paris, Calmann-Levy, 1970, p. 315.

mettre toujours sur le marché la quantité précise qui est suffisante pour fournir la demande et pas plus."[255] Le marché concurrentiel est donc efficace car il alloue au mieux les ressources, remplaçant la production d'un bien par un autre bien en fonction des fluctuations des prix. Béraud montre que cette démonstration est malaisée chez Smith, mais celui-ci "ouvre la voie aux analyses qui s'appuient sur l'hypothèse d'un marché parfait où l'égalité de l'offre et de la demande détermine le prix unique auquel les marchandises s'échangent."[256] Au lieu d'envisager des prix qui varient en fonction de la production, jusqu'à épuisement des biens à échanger, Smith considère le marché comme régulateur, efficace quand il est concurrentiel, et qui tend vers des prix naturels.

John Stuart Mill fournit même une explication scientifique à la concurrence, puisqu'elle est la seule à pouvoir fournir des lois à l'économie, quand elle agit sur les prix de marché :

> Dans la mesure où les rentes, profits, salaires et prix sont déterminés par la concurrence, des principes généraux et d'une précision scientifique peuvent être établis. L'économiste considère à juste titre que c'est là son travail propre et l'on ne peut exiger davantage de l'économie politique en tant que science abstraite et hypothétique ; en vérité, elle ne peut davantage.[257]

Cette explication méthodologique de l'attrait théorique de la concurrence comporte sûrement une part de vérité, puisqu'elle substitue la concurrence à la coutume. Il y a donc de manière originale pour Mill deux causes qui fixent les prix, la coutume et la concurrence. L'illustration de cette différence de causalité est frappante, puisque les salaires des individus de professions de "confiance" (avocats, chirurgiens, etc), sont fixés par la coutume, n'étant pas liés à la seule concurrence. "Tant et si bien que si un notaire ou un médecin offrait ses services à un prix moins élevé qu'à l'ordinaire, il ne gagnerait pas de client et perdrait probablement ceux qu'il avait"[258]. L'observation empirique, très juste, de Mill, de prix ne variant pas sous l'effet de la concurrence conduit à cette vision de prix issus de la coutume, là où la théorie moderne y

[255] Adam Smith, *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Paris, PUF, 1995, p.67.
[256] *Ibid.*, p. 245.
[257] John Stuart Mill, *Principles of political economy*, London, Longmans, [1848] 1909, reprint : A. M. Kelley, 1987, p. 242.
[258] *Ibid.*, p. 404.

lirait un argument de qualité, chez Mill, comme si la concurrence ne pouvait avoir qu'un impact sur le quantitatif, sur les prix de biens parfaitement substituables[259].

La coutume est donc une explication de ces prix modifiés à la marge par la concurrence, prix qui observent un comportement différent de celui d'un marché concurrentiel fait de quantités, où les prix varient en fonction des quantités disponibles, inversement à celles-ci, à demande constante. L'analyse de l'origine variable du prix de marché[260], entre coutume et concurrence, montre à quel point l'idée de concurrence a pu être neuve, comme constituant essentiel de l'économie de marché. Elle est surtout empiriquement contrariée, avec des prix qui n'obéissent pas à l'interprétation scientifique entre quantités et prix, amenant la nécessité de la coutume pour expliquer des comportements que la théorie néoclassique ne peut expliquer.

Il est aussi important de noter la critique de la concurrence que Mill réalise, d'une part sur l'exagération portée par ses contemporains économistes au niveau de la concurrence, alors que la coutume, ou l'usage, ont un effet si important sur les prix, et d'autre part sur la concurrence elle-même, en tant que facteur de fixation des prix. La coutume, historiquement si majoritaire par rapport à la concurrence dans les prix, s'explique de manière évidente, car "la coutume est le plus puissant des protecteurs des faibles contre les forts"[261], et la seule protection qui reste en l'absence de lois dans leur sens. La concurrence est l'argument des forts, qui l'utilisent face aux faibles pour faire pencher la balance vers leur intérêt, et imposer leurs termes. L'économie de marché concurrentielle est donc déjà limitée par la coutume, et par l'existence de certains prix qui ne réagissent pas à la concurrence de la manière requise par les lois économiques en formation. John Stuart Mill réalise une critique de la concurrence par la défense de la coutume et par l'assimilation de la concurrence à la force, puisque la concurrence est l'argument avancé par les forts contre les faibles (à la manière de Marx dénonçant la concurrence des prolétaires entre eux, au bénéfice des bourgeois).

L'économie de marché est une théorie plus qu'une réalité, puisque de multiples marchés, tous différents, chacun étant défini par les biens échangés qu'il représente, coexistent, interagissent

[259] La critique de la théorie économique moderne n'est pas l'objet de cette thèse, mais force est de reconnaître la limitation de sa portée réelle au niveau des biens où la qualité domine la quantité, et où donc les prix ne varient pas en fonction de la quantité, mais de la qualité, beaucoup moins aisément calculable, puisque la concurrence ne joue pas linéairement, voire pas du tout.
[260] Philippe Légé, Les causes de la formation des "prix de marché" dans la théorie économique de John Stuart Mill : du rôle de la concurrence et de la coutume, *in* Xè colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, *Histoire des représentations du marché*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2005, p. 325-344.
[261] John Stuart Mill, *Principles of political economy*, p. 240.

de façon proche ou lointaine, et mettent en relation plus ou moins fréquente et soutenue différents acteurs économiques. L'économie de marché est donc conceptuelle, créée sur le concept d'échange volontaire, mutuellement avantageux, à un prix librement fixé, résolvant le conflit entre les parties :

> [...] Et même si certaines formes de troc dans les sociétés anciennes s'expliquent par des considérations symboliques, tout semble indiquer que sur notre marché andin, elles procèdent de la logique de l'échange mutuellement avantageux.
> Ensuite, les intérêts sont divergents de chaque côté du marché, comme on dit. L'offreur, le vendeur de volailles ou d'automobiles, le salarié souhaitent que la transaction s'effectue à un prix élevé; le demandeur, l'acheteur, lui, souhaite le contraire.
> Enfin, la transaction dénoue le conflit en faisant apparaître un prix.[262]

L'échange qui a lieu sur le marché possède donc des qualités intrinsèques majeures, celui de satisfaire les deux parties (sinon l'échange n'aurait pas lieu)[263] et de ne pas employer la force, la coercition, au profit d'une liberté importante des acteurs, sur l'échange comme sur le prix. Le marché est considéré comme un lieu de disparition du pouvoir, ce qui en fait une organisation libérale par excellence, où l'oppression disparaît :

> Le marché figure l'archétype d'un système d'organisation anti-hiérarchique, d'un mode de prise de décision dans lequel aucune intention n'intervient.[264]

Le marché n'est pas une institution nouvelle, propre au libéralisme économique, mais son évolution conceptuelle l'a amené à lui faire jouer un rôle de premier plan. Le concept de marché a été largement modifié à la fin du XVIII^{ème} siècle, pour prendre une dimension bien plus étendue qu'un simple lieu d'échange de marchandises où devait régner la justice, comme il l'était perçu auparavant au Moyen-Âge. A cette époque, le marché était un lieu physique où régnaient les réglementations, " un lieu de justice "[265], à la fois de justice " en ce sens que le prix de vente qui était fixé dans le marché était considéré, aussi bien d'ailleurs par les théoriciens que les praticiens, comme un prix juste "[266] mais aussi dans un sens de justice

[262] Roger Guesnerie, *op. cit.*, p. 19.
[263] Cette satisfaction reste limitée, puisqu'elle n'empêche pas une autre satisfaction supérieure avec un autre prix.
[264] Pierre Rosanvallon, *Le Capitalisme utopique*, Paris, Editions du Seuil, 1979, p. VI.
[265] Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Seuil Gallimard, 2004, p. 32.
[266] *Ibid.*, p. 32.

distributive où les prix étaient administrés pour que presque tous puissent avoir accès aux denrées alimentaires de base, et enfin avec une protection de l'acheteur contre la fraude sur le produit qui lui était vendu.

Au XVIII^{ème} siècle, le marché se transforme en un lieu théorique où la nature œuvre, nature opposée au politique (dans la même opposition des droits naturels opposés aux droits positifs, au niveau politique), et où donc la vérité s'exprime :

> Le marché est apparu comme, d'une part, quelque chose qui obéissait et devait obéir à des mécanismes " naturels ", c'est-à-dire des mécanismes spontanés, même si on n'est pas capable de les saisir dans leur complexité, mais spontanés, tellement spontanés que si on entreprenait de les modifier, on ne pouvait que les altérer et les dénaturer. D'autre part, - et c'est en ce second sens que le marché devient un lieu de vérité -, non seulement il laisse apparaître les mécanismes naturels mais ces mécanismes naturels, quand on les laisse jouer, permettent la formation d'un certain prix que Boisguilbert appellera prix " naturel ", que les physiocrates appelleront " bon prix ", qu'on appellera par la suite " prix normal ", enfin, peu importe, un certain prix naturel, bon, normal, qui va exprimer le rapport adéquat, un certain rapport adéquat, entre coût de production et étendue de la demande.[267]

Le marché devient un concept qui dit le vrai et représente la nature sous-jacente à la société humaine, ce qui sera traduit plus tard théoriquement dans les notions de rareté et d'utilité, qui aboutiront dans des modèles mathématiques théoriques sous conditions parfaites à l'équilibre général des prix, à l'atteinte des prix vrais, naturels. Liée à cette naturalité se trouve l'absence d'intervention de l'Etat, qui ne pourrait que perturber les phénomènes économiques naturels à l'œuvre (les " dénaturer "). Pour que le marché puisse dire la vérité, il faut donc laisser la nature faire, et donc limiter l'intervention, les régulations, de l'Etat. La justice, objet précédent du marché, cède le pas à la vérité des prix du marché. Mais ces prix sont dans le même temps des prix justes, car ils n'avantagent personne : personne ne peut s'estimer lésé d'un processus naturel involontaire. La fameuse formule " Laissez-nous faire " du marchand Le Gendre au Ministre des Finances français Colbert vers 1680 résume la volonté de réduire le pouvoir de l'Etat au niveau économique, pour laisser place au marché et à son action positive, naturelle, quand il est libre. Le marché est sans autorité, décentralisé, il a perdu la notion de pouvoir hiérarchique, au profit d'ajustements automatiques sur lesquels personne

[267] *Ibid.*, p. 33.

n’a d’influence, de pouvoir. L'absence de pouvoir de marché se retrouve même dans la définition de la concurrence au niveau économique, le marché concurrentiel ne pouvant se définir finalement qu'en opposition au pouvoir de marché :

> Le sens naturel de la " concurrence ", que chaque participant dans le marché est si petit qu'il pense qu'il n'a aucun effet sur le comportement des autres [...][268]

Dans le " comportement des autres " se trouve bien sûr l'influence sur le prix, mais aussi l'influence directe sur les autres par l'observation, La concurrence est comprise comme un système où les acteurs sont très nombreux et ne pensent pas pouvoir coopérer pour faire jouer leur pouvoir collectif[269]. Cette illusion d'une absence d'impact des acteurs entre eux obéit à une conception de l'économie de marché comme un lieu sans pouvoir, d'ajustement naturel et mécanique des prix vers un équilibre général de prix objectifs, le doux commerce remplaçant au niveau international la violence de la politique, de la lutte entre les Etats :

> A l’ère des autorités dominatrices allait succéder, espérait-on, celle du règne de mécanismes neutres (ceux de l’échange), le temps de l’affrontement entre les grandes puissances s’effaçant et cédant la place à une période de coopération entre des nations commerçantes. Thomas Paine ira jusqu’au bout de cette idée en expliquant que le but des révolutions est d’accélérer ce basculement pour substituer à des gouvernements issus de la violence des sociétés fondées sur l’harmonie naturelle des intérêts.[270]

L’harmonie naturelle des intérêts, en remplacement de l’affrontement des passions humaines, et les mécanismes neutres de l’échange (plutôt que le conflit politique, allant jusqu’à la guerre) deviennent les outils qui remplacent le pouvoir et la violence, et règlent le problème des conflits internationaux par une paix obligatoire pour l’économie, par le doux commerce, sur la base d’échanges gagnant-gagnant entre les nations.

---

[268] Joseph E. Stiglitz, " Information and the Change in the Paradigm in Economics », *The American Economic Review*, Vol. 92, No. 3, Juin 2002, pp. 460-501, p. 467.
" the natural meaning of "competition", that each participant in the market is so small that he believes that he will have no effect on the behavior of others »

[269] Cette hypothèse d'ignorance individuelle du pouvoir collectif est impossible à soutenir, car même dans une foule chacun sait que des actes individuels ont un effet, petit ou grand, sur la foule. Peut-être le prix ne bouge-t-il pas si un seul acteur agit, mais s'il convainc les autres d'agir, ou si les autres l'imitent, ou si tous agissent de façon coordonnée, alors un mécanisme de masse se déclenche. La parole, la notoriété, la position sociale procurent ces avantages, qui n'ont pas de lien avec la capacité d'acheter ou de vendre, mais entraîne un pouvoir de modification du marché.

[270] Pierre Rosanvallon, *op. cit.*, p. IV.

La régulation automatique de la société apportée par le marché au niveau interne et la paix internationale apportée par les échanges économiques au niveau externe viennent résoudre les problèmes laissés jusque-là sans réponse par les théories politiques contractualistes, faisant ainsi du marché plus que le support de l'économie, l'idéal politique, une organisation sans pouvoir réalisant l'utopie libérale, la suppression de l'oppression. Une contrainte exercée par les prix naturels et vrais du marché en équilibre n'est en aucun cas une oppression, car elle est impersonnelle, non dirigée, elle reflète une réalité qui ne peut être niée au même titre que les contraintes du monde physique. La correspondance avec la science physique est évidente, dans le sillage de la révolution newtonienne, celle d'un monde régi par des forces sans fins spécifiques, qui aboutissent à des prix du marché scientifiques, vrais, comme la physique avec ses grandeurs :

> Quel est en effet le projet des économistes à partir du XVIII^{ème} siècle environ, sinon d'établir déductivement que les variations des grandeurs économiques – prix, intérêts, revenus, quantités – relèvent de forces anonymes mécaniques ou matérielles s'exerçant selon des causalités efficientes et interdépendantes, et ne doivent rien aux volontés s'exerçant selon leurs fins.[271]

Ainsi le marché est-il l'aboutissement à la fois d'une révolution intellectuelle, scientifique, et d'une conception utopique libérale, où les hommes ne sont plus passionnés et opposés, mais poursuivent leurs intérêts de façon pacifique, dirigés par des forces économiques sur lesquels ils n'ont aucune prise, qui les rendent donc tous égaux devant les prix. L'égalité devant la loi économique et la liberté du marché accomplissent l'idéal libéral, idéal séduisant pour des penseurs à la recherche de la paix et de la fin de l'oppression :

> A quoi correspond ce qui s'apparente à une véritable séduction ? A une caractéristique majeure de la société moderne depuis trois siècles : l'aspiration à trouver le moyen de dédramatiser le face-à-face des individus, à dépassionner leurs relations, à désamorcer la violence virtuelle des rapports de force. Le marché prétend répondre à ces exigences. Il vise à ériger le pouvoir d'une main invisible, neutre par nature puisque non personnalisé. Il instaure un mode de régulation sociale abstrait : ce sont des " lois " objectives qui règlent les rapports

[271] Arnaud Berthoud, " Rationalité économique et juste prix », *Cahiers d'économie politique*, n° 19, Paris, 1991, p. 151.

> entre les individus sans qu'existe entre eux aucun rapport de subordination ou de commandement.[272]

Ainsi, dans une optique libérale moderne, le pouvoir est théoriquement expulsé de la sphère économique, tout comme il l'est de la sphère politique :

> Le marché et l'Etat de droit participent en effet d'un même refus : celui d'accepter un certain mode d'institution de l'autorité sur les individus. Dans chacun de ces domaines, un même principe s'affirme : celui de l'autonomie individuelle fondé sur la dénégation de toutes les souverainetés absolues. […] on reconnaît qu'il n'y a pas de grand-maître des hommes et des choses et qu'aucun pouvoir personnel de sujétion relie entre eux les individus. Le lieu central du pouvoir est appelé à rester vide par le refus de tous les commandements personnels et de tous les monopoles qui restaurent entre les hommes des rapports d'obligation.[273]

La liberté moderne de l'individu, au niveau politique autant qu'économique, provient de la fin des rapports d'obligation entre les hommes, mais elle est réalisée par deux mécanismes jusque-là distincts, l'un, politique, d'équilibre des pouvoirs et de choix rationnel d'une loi égalitaire, l'autre, économique, de disparition du pouvoir et de croyance dans l'efficacité du marché. C'est ce deuxième mécanisme libéral qui définit le mieux l'économie de marché, une organisation libérale où le pouvoir est théoriquement absent.

[272] Pierre Rosanvallon, *op. cit.*, p. V.
[273] *Ibid.*, p. VII-VIII.

II.1.2. Pouvoir, marché et capitalisme

L'économie de marché entretient donc des rapports étroits avec le pouvoir, dans une utopie de disparition du pouvoir, par des forces impersonnelles, symbolisées par la main invisible d'Adam Smith. L'économie révèle d'ailleurs une relation majeure avec le pouvoir : à partir de Hobbes, jusqu'à Walras, la présence du pouvoir en économie a été complètement transformée. Pouvoir et économie, d'intimement liés, ont été progressivement séparés, jusqu'à aboutir à la théorie économique néoclassique où le pouvoir a disparu. Le chemin parcouru par le pouvoir en économie a été celui d'une notion centrale, réinterprétée pour permettre à une nouvelle conception de l'économie de naître, une économie où les individus n'interagissent plus que par l'échange, les prix objectifs. Cette évolution historique du pouvoir en économie conduit à sa disparition théorique de l'économie de marché, une disparition douteuse dans la réalité, mais conforme à l'idée libérale véhiculée par l'économie de marché, celle d'un système de liberté négative, d'absence d'oppression. Elle commence par Hobbes qui identifie richesse et pouvoir.

> Le *pouvoir* d'un homme (si l'on prend le mot dans son sens universel) consiste dans ses moyens présents d'obtenir quelque bien apparent futur. [...] La richesse jointe à la libéralité est aussi un pouvoir.[274]

Pour Hobbes, la richesse est un moyen en vue du pouvoir, de l'acquérir, l'accroître ou le conserver. L'homme hobbesien est à la recherche du pouvoir, " une inclinaison générale de toute l'humanité "[275], et utilise la richesse comme un moyen, non comme une fin en soi. L'accumulation des richesses (en référence à l'accumulation du capital, la fin du capitalisme) n'est pas une fin en soi, pas plus que les autres moyens d'obtenir du pouvoir, par l'honneur ou la connaissance. L'économie pour Hobbes est en vue du pouvoir, un lien entre économie et pouvoir qui disparaîtra par la suite dans le libéralisme, quand il s'agira de faire disparaître l'intervention économique de l'Etat en postulant une économie de marché sans pouvoir de marché, orientée vers des utilités et non pas la constitution de pouvoirs (même le pouvoir d'achat, symbolisé par la monnaie, n'y joue qu'un rôle limité, et donc problématique). Hobbes redéfinit la relation entre richesse et pouvoir, une relation de moyen à fin, relation que l'économie moderne va par la suite supprimer, le pouvoir devenant un intrus dans la théorie économique. Hobbes considère donc l'augmentation sans fin du pouvoir comme le but de

[274] Thomas Hobbes, *Leviathan*, 1651, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1999, Chap. X, p. 81.
[275] *Ibid.*., Chap. XI, p. 96.

l'individu, animé "d'un désir perpétuel et sans trêve d'acquérir pouvoir après pouvoir, qui ne cesse qu'à la mort."[276]

Cette relation hobbesienne directe entre économie et pouvoir, Adam Smith la réduit au simple pouvoir d'achat, à la capacité d'acheter du travail, dans les biens ou les services. "*Richesse*, c'est *pouvoir*, a dit Hobbes; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a reçue par héritage, n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire."[277] En réduisant la richesse à un simple pouvoir d'achat, et non de contrôle, d'autorité sur d'autres hommes, Smith sépare richesse économique et pouvoir politique, permettant une pensée séparée de ces deux sphères. Comme l'écrit Pierre Dockès :

> Il s'agit là d'un moment décisif de la formation de l'économie politique, la première étape dans l'élimination du pouvoir au profit de l'échange : alors que pour Hobbes, la rupture fondatrice est la formation politique du lien social par un contrat social, pour Smith la rupture fondatrice est la formation de la division du travail et le lien social est tissé par l'échange. Il s'agit aussi d'un moment essentiel dans la prise en compte d'un tout autre pouvoir, non plus pouvoir sur les hommes, mais sur la nature : le travail. Le pouvoir devient pouvoir d'achat, mais d'achat de travail, donc d'un pouvoir sur la nature (ou du résultat de ce pouvoir).[278]

Ainsi, le pouvoir d'acheter défini par Smith, en opposition avec Hobbes, est un pouvoir restrictif, au niveau des quantités. Même si, en suivant Smith, le pouvoir économique n'a pas de lien avec le pouvoir politique, Smith réalise dans le même temps une deuxième restriction du pouvoir, avec l'absence de pouvoir de marché[279]. Le pouvoir de Smith, celui d'acheter des quantités, est inoffensif, il n'est un pouvoir qui n'influe sur les prix qu'à des quantités achetées très importantes, inatteignables par les individus. Le pouvoir d'achat de petites quantités est un pouvoir trivial de l'économie, matérialisé par la possession d'objets à échanger, que ce soit de la monnaie ou d'autres biens. Mais le pouvoir de marché, le pouvoir d'influer sur les prix par sa richesse, sa position, ses connaissances, son réseau, est beaucoup plus important que la simple capacité à acheter une certaine quantité de biens (quantité reliée au travail, fondement de la valeur d'échange pour Smith). Ainsi, quand Smith limite le pouvoir issu de la richesse

[276] *Ibid.*, p. 96.
[277] Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, p. 35.
[278] Pierre Dockès, Hobbes et l'économique, *Astérion* [En ligne], 5, 2007.
[279] Le pouvoir de marché est le pouvoir qui permet de modifier individuellement un prix sur un marché. Il sera développé plus bas.

en économie au pouvoir d'achat en quantité de biens, il exclut un autre pouvoir économique majeur, celui d'influer sur les prix, le pouvoir de marché, par ces achats, par sa production, ou sa vente.

> *Richesse*, c'est *pouvoir*, a dit Hobbes; mais celui qui acquiert une grande fortune ou qui l'a reçue par héritage, n'acquiert par là nécessairement aucun pouvoir politique, soit civil, soit militaire. Peut-être sa fortune pourra-t-elle lui fournir les moyens d'acquérir l'un ou l'autre de ces pouvoirs, mais la simple possession de cette fortune ne les lui transmet pas nécessairement. Le genre de pouvoir que cette possession lui transmet immédiatement et directement, c'est le pouvoir d'acheter; c'est un droit de commandement sur tout le travail d'autrui, ou sur tout le produit de ce travail existant alors au marché. Sa fortune est plus ou moins grande exactement en proportion de l'étendue de ce pouvoir, en proportion de la quantité du travail d'autrui qu'elle le met en état de commander, ou, ce qui est la même chose, du produit du travail d'autrui qu'elle le met en état d'acheter. La valeur échangeable d'une chose quelconque doit nécessairement toujours être précisément égale à la quantité de cette sorte de pouvoir qu'elle transmet à celui qui la possède.[280]

En introduisant le travail comme fondement de la valeur, et en limitant le pouvoir économique au pouvoir d'achat de quantités plutôt qu'au pouvoir d'influence sur les prix, Smith occulte une relation majeure entre pouvoir et économie, qui réapparaîtra par la suite dans la théorie économique. Cependant l'exclusion du pouvoir d'influence sur les prix, du pouvoir de marché, est logique et presque obligatoire chez Smith, puisque la main invisible que Smith introduit permet d'annihiler ce pouvoir de marché au niveau individuel, personne n'ayant la capacité de modifier les prix individuellement, dans son intérêt. Cette impuissance au sein de l'économie de marché, de l'individu face au marché, est un véritable paradoxe, conscient, volontaire, que les économistes néoclassiques, orthodoxes, ont intégré dans leurs modèles :

> Le paradoxe est que la science économique s'est constituée en évacuant radicalement les rapports de pouvoir. Il ne s'agit pas d'un oubli, mais d'une volonté de construire une science de type physico-mathématique, ce que très explicitement voulait Léon Walras (et ce qu'il a largement réalisé).[281]

[280] Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, p. 35.
[281] Pierre Dockès, *Pouvoir et Autorité en économie*, Paris, Economica, 1999, p. 3.

L'absence de pouvoir des acteurs économiques dans la théorie obéit à la logique systémique de la construction de Walras, qui veut ainsi se rapprocher des sciences dures, pour exposer des lois économiques immuables, fondamentales, indépendantes des hommes. Que de telles lois existent en économie est une hypothèse majeure qui découle d'une conception de l'économie de marché comme tendant naturellement vers un équilibre. Sans ces postulats d'une économie de marché qui s'équilibre naturellement, la recherche de ces lois naturelles n'aurait jamais été entreprise, puisqu'elles n'auraient jamais été envisagées. La disparition théorique du pouvoir en économie résulte donc de cette vision naturaliste de l'économie de marché, illustrée par une théorie de la valeur elle aussi quasiment naturelle, constituée d'utilité individuelle et de rareté. La théorie néoclassique, où le concept de pouvoir de marché disparaît, se construit donc en deux temps, une première étape où ce pouvoir est supprimé, puis une seconde où il est conçu négativement, à partir de la première étape idéale :

> L'économie pure élaborée par celui-ci [Léon Walras], et au-delà l'économie néoclassique développée par ses disciples, a été "purifiée" par élimination de ce qui était pensé comme une scorie. L'opération est réalisée en deux étapes : d'abord la construction d'un "camp de base", un modèle parfaitement concurrentiel, puis, partant de ce modèle, l'introduction des cas particuliers que sont les autres structures de marché (monopole, duopole, oligopole, concurrence imparfaite). Le pouvoir n'a aucune place dans le modèle de base et, quant aux situations "accessoires", les dimensions du pouvoir qu'elles recèlent sont "rabattues" sur les structures du marché. La science économique néo-classique ainsi constituée, l'omniprésence des relations de pouvoir dans la réalité n'était pas niée, mais les jeux des pouvoirs étaient considérés comme des "frottements" et précisément au sens de ceux que laisse de côté la mécanique pure.[282]

Les courants économiques hétérodoxes opposés à la théorie néoclassique ont au contraire pris en compte le pouvoir de marché dans leurs conceptions et écrits, en particulier des auteurs comme Veblen, Galbraith, Simiand, Orléan. Leurs critiques justifiées contre l'idéalisme de cette théorie néoclassique, et l'impossibilité explicative de formation des prix sans pouvoir de marché est un point noir de la théorie néoclassique, qui ne peut les expliquer dans la réalité. L'explication théorique de prix fixés par des acteurs sans pouvoir de marché (dans le marché parfaitement concurrentiel) ne fonctionne simplement pas. Cet écueil est très connu, même s'il reste non résolu, au point d'être mentionné dans les manuels les plus diffusés en économie :

[282] *Ibid.*, p. 3.

> "Le problème le plus important est aussi le plus fondamental, à savoir la relation paradoxale entre le concept de concurrence et l'ajustement des prix : si tous les agents économiques considèrent les prix du marché comme donnés et en dehors de leur contrôle, comment les prix peuvent-ils changer ? " (p. 401 de la traduction française [Varian, Microéconomie, 1991]). Et, ajouterons-nous : par qui sont-ils fixés ?[283]

Le paradoxe du pouvoir dans la théorie néoclassique, celui de l'absence de pouvoir de marché individuel mais de l'existence d'un pouvoir collectif de marché, n'est bien sûr un paradoxe que pour l'idéal de concurrence parfaite qui permet de démontrer l'optimalité naturelle - s'il reste quelque chose de naturel à un modèle aussi contraint par ces hypothèses irréalistes - de l'économie de marché. Ce lieu de pouvoir qu'est le marché ne peut donc refléter les prix naturels, objectifs, de la théorie économique néoclassique, comme le répète Zafirovski :

> Les prix sont donc déterminés selon le degré de pouvoir de marché (Lerner 1955) des participants individuels plutôt que par l'offre et la demande du marché agrégé. En d'autres mots, la formation du prix est gouvernée non pas par la main invisible du marché comme habituellement supposé par la science économique conventionnelle, mais par les mains visibles des agents de marché particuliers - monopolistes de statut et capitalistes, respectivement. De plus, des recherches suggèrent que la formation du prix dans de nombreux marchés modernes, spécialement les oligopoles, la compétition imparfaite, et d'autres monopoloides, est gouvernée par les mains visibles des entreprises, non par la main invisible du marché (Spulber 1996 : 135).[284]

Pour les économistes travaillant en conditions d'imperfection, le paradoxe du pouvoir n'existe pas, chaque agent possédant un pouvoir de marché influençant les prix du marché, plus ou moins fortement selon ses caractéristiques et son environnement. Par exemple, le monopole et l'oligopole, ou le monopsone et l'oligopsone, sont des cas de pouvoir de marché individuel élevé, avec une influence évidente sur les prix fixés sur le marché.

---

[283] Bernard Guerrien, *La théorie économique néoclassique 1. Microéconomie*, Paris, Editions La Découverte, 1999, p. 44.

[284] Milan Z. Zafirovski, "An Alternative Sociological Perspective on Economic Value: Price Formation as a Social Process", *International Journal of Politics, Culture, and Society*, Vol. 14, No. 2 (Winter, 2000), p. 276.
" Prices are thus determined according to the degree of market power (Lerner 1955) of the individual participants rather than by supply and demand or the aggregate market. In other words, price formation is governed not by the invisible hand of the market as usually assumed by conventional economics, but by the visible hands of particular market agents - status and capitalist monopolists, respectively. Moreover, research suggests that price formation in many modern markets, especially oligopolies, imperfect competition, and other monopoloids, is governed by the visible hands of firms, not by the invisible hand of the market (Spulber 1996: 135)"

> Pourtant, un aspect du pouvoir a une place reconnue en économie, particulièrement dans la théorie de la formation des prix et l'économie industrielle : le pouvoir de marché (ou le pouvoir de négociation que l'on peut éventuellement distinguer par l'accent mis sur la maîtrise de l'information). Il y a une tendance de la part des postwalrasiens (tenants de la théorie standard élargie) à ramener toutes les formes de pouvoir économique à un tel pouvoir de marché, voire à un simple pouvoir d'achat, y compris l'autorité dans les organisations.[285]

Le pouvoir de marché, qui permet d'influer sur les prix, évacue de l'économie d'autres formes de pouvoir plus classiques, de contrôle des individus, mais d'une façon seulement superficielle : le contrôle des individus résulte en un contrôle de certains prix, de production en particulier, et donc en une forme de pouvoir de marché. Même s'il existe d'autres buts au pouvoir que le seul contrôle (plus ou moins intense) des prix, seul ce pouvoir de marché majeur en économie est considéré par la suite. En effet, tout pouvoir économique qui n'a pour résultat de permettre d'orienter dans son intérêt les prix est presque inutile pour le capitaliste, car comment réaliser un bénéfice avec une telle impuissance sur les prix (de vente ou de production au sein de l'entreprise)[286] ? Le pouvoir de marché est le seul pouvoir économique d'importance dans une économie de marché, car le seul qui permette d'en retirer des avantages économiques.

L'origine du pouvoir de marché est ancienne, avec des racines issues du pouvoir du monopole présent dès le XIX^{ème} siècle dans la littérature économique, et surtout dans les années 1930, lorsque les réflexions économiques s'éloignent de la théorie du marché parfait, néoclassique, pour s'intéresser au réel, à la fois sur la base des observations empiriques des cartels et des monopoles et oligopoles constitués à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, et sur l'échec de la théorie libérale du laissez-faire face au totalitarisme. Le pouvoir de monopole est le plus puissant des pouvoirs de marché, mais d'autres formes plus faibles existent elles aussi, issues de l'imperfection des marchés et des stratégies capitalistes anti-concurrentielles. Le pouvoir de monopole a été développé, mathématisé par Lerner[287] tandis que la concurrence

[285] Pierre Dockes, *Pouvoir et Autorité en économie*, p. 9.
[286] La théorie néoclassique démontre évidemment ce point également : à l'équilibre, sans pouvoir de marché, il n'y a pas de profit pour les actionnaires, car la concurrence parfait annihile tout profit (qui ne peut être issu que d'un contrôle des prix, d'un pouvoir de marché).
[287] Abba Lerner, "The Concept of Monopoly and the Measurement of Monopoly", *Review of Economic Studies*, p. 157-175, 1934.

monopolistique l'était par Chamberlin[288], et plus largement la théorie du marché imparfait, de la défaillance du marché était théorisée par Robinson[289]. La " défaillance du marché " en est venue à résumer toutes les imperfections du marché (externalités, biens publics, asymétrie d'informations, irrationalité, etc) qui structurent la réalité et l'empêchent de s'approcher du marché parfait. Il est en effet tout à fait justifié pour les capitalistes de ne pas poursuivre un système où le profit n'existe plus ("A la rigueur, *la concurrence pourrait être la situation optimale pour le consommateur, mais pour l'entreprise c'est la pire des situations envisageables*."[290]).

Le pouvoir de marché fait son apparition en tant que terme en 1950, selon Elzinga et Mills[291], dans le compte-rendu d'un jugement anti-trust réalisé par le Juge Knox, contre l'entreprise Alcoa. Carl Kaysen aurait ensuite rendu incontournable ce terme dans la législation anti-trust en 1965[292]. Le pouvoir de marché est donc devenu un élément de la théorie économique à part entière, incontournable dans la théorie et la législation anti-trust, et présent de façon plus ou moins claire dans les manuels de stratégie d'entreprise ayant pour but d'enseigner les moyens de génération de profit. Ces manuels micro-économiques se trouvent en complète opposition avec la théorie macro-économique, puisqu'ils enseignent comment contourner la concurrence plutôt que la promouvoir. Les entreprises capitalistes ont donc mis en œuvre des stratagèmes de contournement de la concurrence, des stratégies anticoncurrentielles telles que l'érection de barrières à l'entrée des concurrents, et à la sortie de clients, les acquisitions de concurrents, la différenciation entre produits, etc. Ces stratégies anticoncurrentielles développées par les entreprises capitalistes ont été théorisées sous l'angle d'attractivité d'un marché par Mickael Porter en 1979, qui a identifié cinq forces différentes. L'attractivité d'un marché dépend donc de ses cinq forces qui structurent la concurrence :

> La concurrence pour le profit va au-delà des rivaux industriels établis pour y inclure aussi quatre autres forces concurrentielles : les clients, les fournisseurs, les nouveaux entrants potentiels et les produits de substitution. La compétition étendue qui résulte des ces cinq

[288] Edward Chamberlin, *Theory of Monopolistic Competition : A Re-orientation of the Theory of Value*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1933.
[289] Joan Robinson, *The Economics of Imperfect Competition*, New York, St Martin's Press, 1933.
[290] Alain Cotta et Coralie Calvet, *Les quatre piliers de la science économique*, Paris, Fayard, 2005, p. 128.
[291] Kenneth G. Elzinga et David E. Mills, The Lerner Index of Monopoly Power : Origins and Uses, *The American Economic Review*, Vol 101, No 3, May 2011, p. 558-564.
[292] Carl Kaysen, *Antitrust Policy an Economic and Legal Analysis*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1965.

> forces définit la structure d'une industrie et les formes de l'interaction compétitive au sein de cette industrie.[293]

Selon Porter, un marché peu attractif est un marché où ces forces sont présentes et diminuent la rentabilité des entreprises qui y existent, et un marché complètement inattractif est le marché concurrentiel parfait. Il faut remarquer l'inversion microéconomique capitaliste entre les marchés : ne doit plus être recherché le marché concurrentiel parfait, mais au contraire le marché imparfait, le plus attractif, pour le profit. La stratégie économique a donc déjà intégré, et théorisé, depuis longtemps la volonté des actionnaires de ne pas entrer ni se trouver sur un marché parfait, et *a fortiori* de s'en prémunir le plus possible. La théorie du marché parfait est une construction qui ne reflète pas la réalité économique et dont les actionnaires combattent l'apparition, en cherchant le pouvoir de marché le plus important possible.

Porter sépare en force horizontale les forces qui créent une concurrence habituelle, soit les forces des entreprises rivales établies, des nouveaux entrants potentiels et des produits de substitution, et en force verticale les forces des partenaires du marché, le pouvoir de négociation des clients, et celui des fournisseurs. La force verticale est particulièrement importante puisqu'elle inclut la notion de pouvoir de marché de façon encore plus claire, dans le sens du pouvoir de fixer les prix entre les acteurs. La rentabilité d'une entreprise provient donc de sa capacité à fixer les prix des biens qu'elle produit, comme de celui de ces intrants. Ainsi, le pouvoir, absent théoriquement, permet d'expliquer dans la pratique les situations de monopole, d'oligopole[294], de cartel, d'entente, de brevets, de concurrence monopolistique, de différenciation des produits par la publicité, la marque ou le design, etc. Le pouvoir se trouve présent en permanence dans l'économie de marché, en particulier poursuivi par les stratégies capitalistes des entreprises, ce qui rend son absence théorique du marché concurrentiel encore plus éclatante.

---

[293] Michael E. Porter, "The Five Competitive Forces that Shape Strategy", *Harvard Business Review*, January 2008, p.86-104.
" Yet competition for profits goes beyond established industry rivals to include four other competitive forces as well: customers, suppliers, potential entrants, and substitute products. The extended rivalry that results from all five forces defines an industry's structure and shapes the nature of competitive interaction within an industry."

[294] La théorie de l'oligopole fut développée historiquement par Thomas More, et s'est depuis beaucoup enrichie, en particulier avec la théorie de l'entente et la théorie des jeux de Nash, où une entente implicite par des acteurs rationnels permet à des concurrents d'optimiser leurs prix et par conséquent leurs profits, au détriment de leurs partenaires bien sûr (que ce soient des clients ou des salariés).

En conclusion, depuis les origines de l'économie de marché moderne, concurrentielle, Adam Smith en tête, le pouvoir de marché, comme influence sur les prix, se retrouve au cœur de la théorie libérale, par son absence voulue, recherchée, alors qu'il demeure en permanence dans la réalité économique. Ainsi, Joseph Stiglitz, économiste américain nobélisé pour ses travaux sur l'asymétrie d'information qui rompt l'équilibre théorique naturel du marché, équilibre source d'efficacité du marché, peut-il écrire que le pouvoir de marché est poursuivi par les acteurs économiques dans la réalité, est "créé par le marché", au contraire de ce que la théorie postule, la disparition de ce pouvoir de marché :

> [...] la présence d'imperfections d'information donne naissance au pouvoir de marché dans les marchés de produits. [...] Les dispersions de prix qui existent dans le marché sont créées par le marché - elles ne résultent pas seulement de l'échec des marchés d'arbitrer complètement les différences de prix causées par des chocs qui affectent différemment différents marchés.[295]

La recherche et la mise en place d'asymétries d'information, source de pouvoir de marché, est une des réalités économiques qui se retrouve à l'encontre de la théorie néoclassique, parmi d'autres comportements des acteurs sur un marché réel, et qui empêche l'équilibre de survenir, illustrant une opposition fondamentale entre théorie et réalité économique sur le pouvoir de marché. Le plus grand pouvoir économique qui existe est le pouvoir d'influer sur les prix, le pouvoir de marché.

Il ne doit pas être confondu, ni remplacé par, l'autorité qui provient souvent, dans l'économie, du contrat de travail qui lie le salarié à son employeur. Le pouvoir de marché est un pouvoir qui ne nie pas une hiérarchie dans la coopération, dans la production, mais qui oriente dans le sens de l'actionnaire, du propriétaire des moyens de production, la rémunération de ce travail, et encore plus, du prix d'échange du produit issu de ce travail et de ce capital. L'autorité de la hiérarchie, la convention d'obéissance telle que la nomme Dockès, n'est donc pas l'objet de ce chapitre ni de cette thèse. Le pouvoir de marché n'empêche pas, ni n'englobe, l'autorité et le pouvoir du manager envers ses salariés. L'asymétrie des rapports, de l'échange, qui entraîne ce pouvoir de marché, dénoncé par Marx et Weber à leur époque, ne définit pas ni ne permet pas

[295] Joseph E. Stiglitz, "Information and the Change in the Paradigm in Economics", p. 470.
"[...] the presence of information imperfections give rise to market power in product markets. [...] The price dispersions which exist in the market are created by the market - they are not just the failure of markets to arbitrage fully price differences caused by shocks that affect different markets differently."

la critique de l'autorité des dirigeants de l'entreprise ; la critique se porte par contre plutôt sur les décisions en faveur de l'intérêt des actionnaires, que ce soient des décisions de fixation de prix, de volume et de qualité de production, ou de dépenses. Ainsi, l'autorité est nécessaire dans le processus coopératif de production, dans l'entreprise ou sur le marché (les fournisseurs ou bien les partenaires, par exemple), et sera donc laissée de côté dans l'analyse et la critique du capitalisme par le pouvoir de marché[296].

Ce pouvoir de marché, que l'économie de marché fait disparaître en théorie, le capitalisme le replace au centre de l'économie, par sa recherche permanente de profit. James K. Galbraith, économiste libéral américain, fils de John K. Galbraith, mène une vive critique, quoique très habituelle, de la différence entre le marché tel qu'il est censé fonctionner dans la théorie, et le marché tel qu'il fonctionne dans la réalité :

> Pour réaliser tout ce dont on les suppose capables dans des conditions idéales, les marchés doivent " fonctionner ". Et s'ils ne fonctionnent pas ? Si le monopole, l'oligopole, le duopole, le monopsone, l'information asymétrique, ou les externalités, ou les aspects fondamentalement irrationnels du comportement humain réel, encombrent leur chemin ? Ces problèmes remplissent les revues d'économie et préoccupent les spécialistes de la discipline depuis des décennies.[297]

Si le monopole, pour ne citer que le plus évident, est un moyen capitaliste de poursuivre le profit, le capitalisme peut donc se définir par rapport au pouvoir. Par le contrôle, partiel ou total, des prix principaux de son activité (prix des biens vendus, prix du travail, des matières premières, etc.), sur lesquels il peut créer du profit, le capitalisme dévoile sa réalité intime[298]. Le capitalisme est ainsi un capitalisme de pouvoir.

Ce capitalisme défini par le pouvoir se trouve donc en opposition avec l'économie de marché concurrentielle. L'économie de marché concurrentielle cherche la disparition du pouvoir de marché, quand le capitalisme tend vers ce même pouvoir de marché, et ultimement vers le monopole, source de profits élevés. Pourtant leur existence simultanée est indéniable dans le système économique réel. Le système économique appelé capitalisme historiquement est donc

[296] Samuel Bowles et Herbert Gintis, "Power and Wealth in Competitive Capitalist Economy", *Philosophy & Public Affairs*, Vol. 21, No 4, Automne 1992, p. 324-353.
[297] James K. Galbraith, *L'Etat prédateur*, Paris, Editions du Seuil, 2009, p. 48.
[298] Ce contrôle passe bien sûr par l'orientation de l'action des salariés, la capacité à produire des quantités et des qualités variables, et bien sûr aussi par la capacité à vendre au prix fixé unilatéralement.

un système ambivalent, composé de deux forces antagonistes inégales, l'économie de marché concurrentielle et le capitalisme de pouvoir (le capitalisme se révélant à la fin plus puissant que l'économie de marché, comme l'étude sur le néolibéralisme le montrera). Le capitalisme de pouvoir explique, par sa définition même, la différence entre une entreprise capitaliste, contrôlée par les actionnaires, une entreprise coopérative, contrôlée par les salariés, et une entreprise mutualiste, contrôlée par les clients, sans que la conception de propriété privée des moyens de production ne soit accolée au capitalisme. Le pouvoir permet donc de définir le capitalisme à un niveau microéconomique, dans le contrôle de l'entreprise, et non à un niveau macroéconomique, celui de l'économie de marché, lieu de la propriété privée des moyens de production.

Plus théoriquement encore, l'économie de marché concurrentielle se révèle, dans une optique de pouvoir, être un outil du pouvoir du client, de la souveraineté du client. La concurrence ne se comprend que par l'intérêt du client, l'optimisation de ses utilités en fonction des raretés, et peut donc être considéré comme un outil systémique de défense des clients, de pouvoir. De la même façon, le capitalisme de pouvoir qui commence à apparaître, visible par le contrôle des entreprises par ses actionnaires, peut se lire comme un outil du pouvoir des actionnaires : la capacité à contrôler les entreprises permet le profit comme intérêt prioritaire, orientant les décisions de l'entreprise vers l'intérêt du capital. Ainsi, d'un point de vue théorique de pouvoir, deux pouvoirs s'opposent dans l'économie actuelle, par deux outils distincts et opposés, l'économie de marché concurrentielle et le capitalisme. La compréhension de ces concepts comme des outils, visant des intérêts divergents, autorise donc à penser l'économie comme une opposition d'intérêts (plutôt qu'un bien commun à la Smith) et la présence de mains visibles, puissantes, orientant les prix et les actions.

II.2. Critique des définitions précédentes du capitalisme

La première partie, consacrée aux conceptions différentes, évolutives, du capitalisme et de la notion de concurrence qui le composait avant de s'en trouver séparée, dégage donc une voie nouvelle, celle de la séparation de l'économie de marché comme système de libre concurrence et du capitalisme comme système de pouvoir sur l'échange et la production. Braudel a réalisé une séparation différente de l'économie de marché, opposant deux activités économiques sur une base historique (l'économie de marché existant avant le capitalisme), et sur l'observation de l'apparition de nouveaux acteurs capitalistes au Moyen-Âge, aux comportements différents des marchands habituels. Il est donc important de commencer par cet auteur, pour distinguer sa séparation, historique et géographique, de celle conceptuelle proposée ici. Puis, dans une régression historique, la vision de Schumpeter sur l'innovation et le capitalisme est revisitée, avant de s'intéresser à celle de Weber et finalement de Marx.

Après cette régression historique, les apports plus modernes de Boltanski et Chiapello, qui ont actualisé l'esprit du capitalisme de Weber, et ceux de Baechler, qui repense historiquement le capitalisme à partir de Braudel, Hirschman et Schumpeter, entre autres, complètent l'idée d'un capitalisme anti-concurrentiel, qui n'utilise l'économie de marché que comme une justification et un déguisement historique pour exercer son pouvoir. La conception du capitalisme détaché de l'économie de marché permet donc d'apercevoir une autre histoire du capitalisme, non pas la réalisation d'un marché auto-régulé, mais la domination d'une classe capitaliste. L'œuvre de Polanyi, *La Grande Transformation*, interprétant l'histoire de l'Occident depuis la Révolution Industrielle comme celle de l'avènement impossible de l'économie de marché auto-régulée, est une source idéale pour montrer la divergence d'interprétation historique qui se crée quand le capitalisme et l'économie de marché sont séparés. Enfin, dans un retour au concept de pouvoir dans le capitalisme et l'économie de marché, la définition de chacun est élargie, amenant une vision encore plus théorique de l'économie comme affrontement d'intérêts par l'échange, dont le prix est un indicateur clair.

II.2.1. Critique de la séparation historique de Braudel

Braudel réalise une séparation stimulante entre capitalisme et économie de marché, sur la base d'une opposition de méthodes, monopole contre concurrence, d'une différenciation d'acteurs, marchands nationaux contre négociants internationaux, capitalistes, et surtout d'une hiérarchie théorique, géographique et temporelle, l'économie de marché précédant le capitalisme dans le temps et l'espace et se trouvant économiquement en-dessous, en support du capitalisme. Sans économie de marché, le capitalisme n'existe pas, même s'il se déploie dans une opposition à la concurrence de cette même économie de marché, dans une forme de parasitisme (au sens où le parasite a besoin de son hôte mais s'y oppose puisqu'il en profite pour suivre son propre but, différent de celui de l'hôte[299]). Mais la distinction géographique et historique qui doit illustrer la différence existant entre économie de marché et capitalisme, montre une faiblesse, car elle occulte la présence de pratiques capitalistes à d'autres niveaux de l'économie, tout comme elle rend cette définition du capitalisme inopérante.

La définition du capitalisme réalisée par Braudel en relation avec le capital et les capitalistes s'apparente à une circularité conceptuelle, puisqu'elle consiste à faire reposer sur les termes de 'capital' et 'capitalistes' la responsabilité de se différencier des autres activités de l'économie, pour aboutir au capitalisme. Au lieu de définir directement le capitalisme, il est nécessaire de définir en premier lieu le capital et les capitalistes, de les trouver et délimiter historiquement, car le capitalisme est restreint à l'utilisation de capital par des capitalistes. Mais la méthode de Braudel reste éclairante pour aider à apercevoir l'irruption historique et temporelle de ce qu'il nomme le capitalisme, une nouvelle activité. Braudel développe deux définitions du capital et du capitaliste qui montrent donc clairement les limites d'une telle démarche, ce qu'il reconnaît lui-même à demi-mot, mais qui ont l'avantage de laisser transparaître le but et la méthode capitalistes. Le problème le plus important de cette définition par le capital et le capitaliste est leur présence permanente, historiquement et géographiquement, comme Weber par exemple a pu le décrire, qui empêche de comprendre l'apparition du capitalisme à une époque et un lieu donnés (l'Europe du XIII^{ème} siècle). Le capital, présent partout et tout le temps, au niveau local comme international, les comportements capitalistes des commerçants, malgré les règles de marché, font du capitalisme une activité presque aussi ancienne que l'échange monétaire.

[299] En symbiose, les deux organismes partagent des buts communs, la survie et reproduction de l'un étant reliée, dépendante de celles de l'autre.

Le capitalisme braudélien s'observe en permanence dans les formes de l'économie de marché, voire même de la vie matérielle, ce qu'il remarque lui-même :

> Cela dit, est-il une seule société, à notre connaissance, qui n'ait accumulé, qui n'accumule des biens capitaux, qui ne les utilise régulièrement pour son travail et qui, par le travail, ne les reconstitue, et ne les fasse fructifier ? Le village le plus modeste d'Occident, au XVè siècle, a ses chemins, ses champs épierrés, ses terres mises en culture, ses forêts organisées, ses haies vives, ses vergers, ses roues de moulins, ses réserves de grain...[300]

Le capital ne peut donc définir le capitalisme tel qu'il existe depuis deux siècles, depuis la Révolution industrielle, puisqu'il existe de tout temps, et est exploité de tout temps. Le capital, dans le sens d'actif matériel, ne peut servir à délimiter le capitalisme, ni par son existence, ni par son exploitation dans un but de profit, de "fructification". De la même façon, les capitalistes, même restreints aux seuls négociants historiquement, sont ceux qui utilisent leur capital, et comme le capital est partout, tous les acteurs économiques ou presque sont potentiellement des capitalistes. La hiérarchie que propose Braudel permettant de distinguer capitalisme et économie de marché, se heurte au problème de la présence du capitalisme au niveau national de l'économie de marché. Il existe des capitalistes au niveau local :

> Je ne nie pas qu'il puisse y avoir, rusé et cruel, un capitalisme villageois en gros sabots ; Lénine, d'après ce que m'a dit le Professeur Daline, de Moscou, soutenait même qu'en pays socialiste la liberté une fois rendue à un marché de village pourrait reconstituer l'arbre entier du capitalisme. Je ne nie pas non plus qu'il y ait un microcapitalisme des boutiquiers ; Gershenkron pense que le vrai capitalisme est sorti de là. Le rapport de forces, à la base du capitalisme, peut s'esquisser et se retrouver à tous les étages de la vie sociale. Mais enfin, c'est en haut de la société que le premier capitalisme se déploie, affirme sa force, se révèle à nos yeux.[301]

Braudel, même s'il reconnaît la présence de formes capitalistes au niveau de l'économie matérielle ainsi que de l'économie de marché, ne veut pourtant pas y voir une limite de sa définition du capitalisme, qu'il enrichit d'une composante de rapport de forces, de pouvoir. Braudel n'hésite donc pas à qualifier ce capitalisme de la haute société comme "le premier

[300] Fernand Braudel, *La dynamique du capitalisme*, p.52-53.
[301] *Ibid.*, p. 66.

capitalisme", car le premier visible historiquement et le plus puissant, alors que le capital et les capitalistes ayant existé à tous les étages et à toutes les époques, il s'agirait plutôt du dernier, de celui qui naît des pratiques capitalistes des étages inférieurs et en est la conclusion, l'aboutissement social.

La définition du capitalisme, entre capital et capitaliste, se heurte donc à l'omniprésence du capital de par le monde et le temps, et donc à l'activité humaine qui l'utilise, le capitalisme. Essayer de limiter le capitalisme par une définition restrictive des capitalistes (les négociants internationaux) apparaît comme une tentative d'établir une frontière artificielle, entre une économie nationale où les conditions de l'échange sont fixées et figées, et une économie internationale où elles sont inexistantes. Mais si ces conditions rigides changeaient au niveau national, le capitalisme apparaîtrait également à ce niveau-là, ce qu'il a fait historiquement par la suite, quand l'économie de marché a été 'envahie' par le capitalisme au niveau local, dans la production de la Révolution Industrielle.

La segmentation géographique entre économie de marché et capitalisme recèle une réelle portée historique, puisque cette segmentation explique l'apparition massive du capitalisme là où il pouvait s'exercer de façon visible, non contrariée, étant sinon empêché par la main-mise de l'Etat et des villes au niveau local. Mais elle se heurte à la présence continue du capital et des capitalistes dans l'histoire, empêchant de considérer qu'il naît à une période donnée, mais plutôt, et seulement, qu'il devient plus visible, observable par les historiens. De ce point de vue, le capitalisme de Weber, qui devient moderne au XVIII^{ème} siècle, quoique présent de tout temps, est bien plus plausible conceptuellement. La définition du capitalisme par Braudel est donc limitée par ce lien historique avec le capital et les capitalistes observés par l'historien, qui fait de la définition du capitalisme une activité spécifique, plutôt qu'un intérêt, une volonté de domination économique. En effet, concevoir le capitalisme comme un phénomène présent partout et tout le temps, à des degrés divers, qui s'insinue dans l'économie par l'intérêt et le pouvoir des détenteurs du capital, le place au même niveau que l'économie de marché, et non au-dessus. Braudel limite le capitalisme à un niveau hiérarchique supérieur, là où il est le plus visible historiquement, mais empêche donc de l'apercevoir dans le reste de l'économie. Qu'il soit plus visible historiquement au niveau international, en l'absence de règles coutumières et d'Etat fort, et qu'il se déploie de façon visible dans cet ensemble international constitué autour de la Méditerranée n'empêche pas son existence ailleurs, même étouffée, contrariée par l'Etat et l'économie de marché au niveau national. La solidarité au niveau de la vie matérielle, de la

famille et du village dans l'économie domestique, n'empêche pas son existence, conceptuelle plus que vraiment observable, puisqu'il est réduit à presque rien, privé de pouvoir suffisant.

Dans ce sens, l'opposition entre concurrence positive, apportée par l'économie de marché, et le capitalisme, qui cherche le monopole, le pouvoir sur les prix, est beaucoup plus fructueuse pour définir économie de marché et capitalisme. La définition du capitalisme par Braudel par le capital et les capitalistes est opérationnelle pour l'observation historique, mais en théorie elle échoue car le capitalisme n'est pas défini spécifiquement, alors même qu'il est présent de façon continue là où il ne devrait pas encore exister selon la définition braudélienne. En considérant que tous les acteurs peuvent être capitalistes, selon leur intérêt, et qu'il n'y a donc pas un capitaliste mais un comportement capitaliste, la définition du capitalisme évolue vers le pouvoir et non vers la présence d'un type d'individu. Chaque acteur se révélant capitaliste dans des conditions et un état d'esprit donnés, le capitalisme n'est pas réductible à l'apparition historique d'individus très fortunés en Italie, ni à une sphère d'activité économique particulière qui se positionne à un niveau supérieur aux autres sphères.

Restreignant le capitalisme du Moyen-Age à la finance, au commerce international, Braudel n'explique la présence du capitalisme au sein de l'économie de marché, au niveau national, par exemple en Angleterre, que par l'évolution du capitalisme, au départ marchand, d'Italie, un lien historique et géographique ténu. La hiérarchie du capitalisme et de l'économie de marché de Braudel peut être remise en cause par cette apparition spontanée d'acteurs capitalistes : le capitalisme apparaît aussi au sein de l'économie de marché avec des acteurs locaux et du capital local, en contournant toujours la concurrence. Ainsi, le capitalisme n'est pas seulement une sphère, une structure de l'économie au-dessus de l'économie de marché, mais s'impose sur le marché et s'oppose à la concurrence. Sa présence, comme comportement des artisans ou des industriels d'humble origine (les promoteurs de la Révolution industrielle) est normale dans ce sens, quand le capitalisme n'est plus restreint à la finance, au négoce international, comme Braudel le fait.

La présence permanente de capitalistes dans l'économie, quelle que soit la partition réalisée de l'économie, limite la réalité de la définition braudelienne du capitalisme, et empêche de restreindre le capitalisme à cette activité de haut niveau :

> En conséquence, ce capitalisme de haut vol flotte sur la double épaisseur sous-jacente de la vie matérielle et de l'économie cohérente de marché, il représente la zone de haut profit. J'ai fait ainsi de lui un *superlatif*.[302]

La grille d'analyse, géographique et historique, proposée par Braudel qui distingue économie de marché et capitalisme, illustre bien la pratique sociale du capitalisme européen, historique autant que géographique, mais elle est limitée par la présence de capital et de capitalistes à d'autres niveaux que celui où Braudel contient le capitalisme. Le capitalisme est plus large, en tant qu'activité, que là où Braudel veut le restreindre. Mais l'élargissement du capitalisme à l'échange plutôt qu'à la production, son opposition frontale à la concurrence du marché, sa recherche hors-la-loi de profits élevés, sont des caractéristiques du capitalisme que Braudel expose brillamment, et qui permettent de mieux comprendre en quoi économie de marché et capitalisme sont séparés.

En conclusion, le capital et les capitalistes sont toujours présents, et leur présence n'est pas une définition suffisante du capitalisme, mais est une conception fructueuse qui ouvre la voie à une séparation entre économie de marché et capitalisme. La voie ouverte par Braudel, entre capitalisme et communisme, va donc être poursuivie :

> Ce que je regrette pour ma part, non en tant qu'historien, mais en tant qu'homme de mon temps, c'est que, dans le monde capitaliste comme dans le monde socialiste, on refuse de distinguer capitalisme et économie de marché. A ceux qui, en Occident, s'attaquent aux méfaits du capitalisme, les hommes politiques et les économistes répondent que c'est là le moindre mal, l'envers obligatoire de la libre entreprise et de l'économie de marché. Je n'en crois rien. A ceux qui, selon un mouvement sensible même en U.R.S.S., s'inquiètent de la lourdeur de l'économie socialiste et voudraient lui ménager plus de "spontanéité" (je traduirai : plus de liberté), la réponse est que c'est là un moindre mal, l'envers obligé de la destruction du fléau capitaliste. Je n'en crois rien non plus.[303]

Cette citation montre une possibilité, celle de préserver les avantages de l'économie de marché tout en s'affranchissant des contraintes du capitalisme, de sa domination, qui conduit à éviter un retour à l'Etat, qui ne peut être que socialiste. Pour cela, il faut comprendre finement ce qu'est le capitalisme et ce qu'est l'économie de marché, et donc leur définition exacte. Même

[302] *Ibid.*, p. 117.
[303] *Ibid.*, p. 118-119.

si les définitions braudeliennes ne sont pas suivies au niveau hiérarchique, elles ont l'intérêt de mettre en lumière l'opposition entre capitalisme, à la recherche de monopoles, usant sa force, et économie de marché, lieu de concurrence (liberté de choix) et de liberté d'entreprise. Puisque le capitaliste n'existe pas dans la réalité, qu'il est un idéal-type d'acteur, qu'il n'existe en réalité que des comportements capitalistes, le capitalisme n'a pas de naissance historique à proprement parler (à moins de dater le premier échange monétaire réalisé et non contraint par la concurrence ou l'Etat). Il est observable clairement à partir du XIII^{ème} siècle en Italie car il trouve une niche économique où il peut se déployer, en l'absence de règles et de concurrence, le commerce international, mais il existait, de façon discrète, bien avant.

II.2.2. La concurrence comme moteur du progrès chez Schumpeter

Schumpeter a innové fortement en créant une théorie du capitalisme anti-concurrentielle ou presque, au profit du progrès, argument majeur du capitalisme. Mais la limitation, l'accord sur l'imperfection, de la concurrence n'est qu'une apparence, puisque la concurrence se révèle le véritable moteur de l'innovation. L'argument schumpeterien de l'innovation est déformé par la définition du capitalisme de Schumpeter, qui y incorpore économie de marché et capitalisme de pouvoir. En effet, l'économie de marché, à la fois par la liberté fournie aux individus et à la démarche scientifique, ainsi que par la concurrence qu'elle amène, se révèle la véritable cause du progrès, au contraire du capitalisme de pouvoir en tant que tel[304]. Le capitalisme n'est que très partiellement responsable des progrès de la science, et même bien plus un des grands bénéficiaires puisque la sphère publique finance en très grande partie ces efforts de recherche.

Il faut préciser cependant que la représentation schumpeterienne du capitalisme est, bien sûr, celle d'un système économique, un amalgame entre marché et capitalisme comme pouvoir, ce qui implique que la séparation entre économie de marché et capitalisme ne fait pas partie du vocabulaire schumpeterien. Schumpeter use donc sans distinction claire le terme 'capitalisme' quand il défend la concurrence ou la recherche du profit par le pouvoir des actionnaires sur l'entreprise. Le capitalisme de Schumpeter est un système dynamique où l'innovation crée des conditions de concurrence aléatoires, plus ou moins fortes, mais renouvelées en permanence sur le long terme, par le processus de Destruction Créatrice. Il se détache donc nettement du capitalisme limité au contrôle des entreprises par les actionnaires.

> Ce processus de *Destruction Créatrice* constitue la donnée fondamentale du capitalisme : c'est en elle que consiste, en dernière analyse, le capitalisme et toute entreprise capitaliste doit, bon gré mal gré, s'y adapter.[305]

La défense du processus de destruction créatrice s'assimile à la défense de l'action de la concurrence dans un monde d'avancées scientifiques et techniques quasi-permanentes. Ainsi, bien que Schumpeter défende le capitalisme en se basant sur ce processus, il se retrouve, dans

[304] Même si la course à la hausse de productivité permanente peut être considérée comme une course au profit toujours supérieur, irrationnel selon Marx ou Weber, beaucoup de capitalistes s'en passeraient volontiers si la concurrence n'existait pas. S'assurer un profit constant, relativement élevé, sans concurrence, est un idéal des acteurs capitalistes, en témoignent les ententes plus ou moins tacites et illicites dans les oligopoles.
[305] Joseph Schumpeter, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, p.116-117.

notre définition, finalement à défendre le marché et sa concurrence imparfaite, plutôt que la recherche de profit. L'argumentation de Schumpeter est particulièrement brillante par le fait qu'il réfute la théorie du marché parfait et, dans le même temps, défend le capitalisme comme système économique évolutif positif, alors que la conclusion habituelle[306] issue de la critique de la théorie du marché parfait est une intervention accrue de l'Etat. En ce sens, Schumpeter réalise un tour de force théorique, car il sort du cadre du marché parfait, sans pour autant entrer directement dans une défense du socialisme.

Ainsi, Schumpeter développe un schéma argumentatif très original, qui critique la théorie du marché parfait, sans aboutir à un retour à l'Etat mais à une défense du marché imparfait sur d'autres arguments que la concurrence[307] : la dénonciation de la théorie du marché parfait n'oriente pas nécessairement l'économie vers la planification, vers l'Etat pour autant, puisque le marché imparfait (pour Schumpeter, le capitalisme) offre déjà des avantages majeurs. Le marché (ici le capitalisme pour Schumpeter) a d'autres arguments à faire valoir que la perfection : la concurrence, la liberté et surtout l'innovation. L'argumentation de cette analyse, privilégiant la concurrence, même imparfaite, au profit capitaliste, dans l'esprit de Schumpeter, provient de plusieurs citations de Schumpeter, qui laissent transparaître cette inclination concurrentielle de façon déguisée, même quand celui-ci défend les stratégies anticoncurrentielles du capitalisme :

> Quand il analyse ces stratégies d'affaires d'un point de vue instantané, l'économiste ou le fonctionnaire-enquêteur observe des politiques de prix qui lui semblent abusives et des restrictions de production qu'il assimile à un refus d'exploiter toutes les possibilités de vente. Mais il ne voit pas que les agissements de cette nature constituent, au milieu de " l'ouragan perpétuel ", de simples incidents, souvent inévitables, qui encouragent, bien loin de le freiner, le processus d'expansion à long terme.[308]

Selon Schumpeter, les pratiques anticoncurrentielles sont finalement bénéfiques car elles offrent des possibilités de concurrence qui, au long terme, vont être exploitées par des

[306] Cette critique du marché imparfait aboutit encore de nos jours de la part de ses chantres à la dénonciation du capitalisme, sur la base de son inefficacité dans la réalité. La séparation entre économie de marché et capitalisme annihile cette critique, le capitalisme ne pouvant plus se réfugier derrière les avantages du marché, donc n'étant par ce biais plus exposé à une critique du marché non plus, évidemment.
[307] Le même schéma est poursuivi par la suite, avec l'ajout de la coopération à la concurrence dans la théorie du marché imparfait, permettant d'abandonner la théorie du marché parfait sans revenir à la planification étatique.
[308] *Ibid.*, p.123.

entrepreneurs. Elles sont mêmes nécessaires pour rentabiliser les investissements et ouvrir la voie au progrès :

> D'autre part, les plans conçus sur une très grande échelle ne pourraient pas, dans bien des cas, recevoir le moindre commencement d'exécution, si leurs auteurs ne comptaient pas dès le début soit sur le découragement de la concurrence, motivé par l'énormité des capitaux requis ou par le défaut d'expérience technique, soit sur la mise en jeu éventuelle de moyens propres à écœurer ou à paralyser les rivaux et, du même coup, à ménager à l'innovateur le champ d'action et le temps nécessaires pour pousser ses avantages.[309]

Schumpeter défend au contraire les stratégies capitalistes de création de profit par l'absence de concurrence, puisque ces stratégies sont bénéfiques à l'innovation *in fine*. Dans la vision dynamique qu'il défend du capitalisme, dans son argumentation qui met sur le devant de la scène le progrès que le capitalisme apporte, les stratégies anticoncurrentielles deviennent positives, puisqu'elles permettent à la fois les profits historiques qui financent l'innovation et les profits futurs qui rentabilisent l'innovation et les investissements consentis. Toute manœuvre de création de rente est finalement acceptable, grâce au progrès qui en découle, progrès qui provient du double effet de la concurrence qui veut entrer sur ce marché profitable, et de l'intérêt à investir dans l'innovation que ce profit élevé suscite. En conclusion les profits capitalistes anticoncurrentiels sont justifiés par le progrès qu'ils apportent, parfois malgré eux. L'absence de concurrence suffisante sur un secteur, se traduisant par des profits élevés, amènera une concurrence porteuse d'innovation, et des innovations par ces mêmes monopoleurs qui ne veulent pas être détrônés. Le profit sert au progrès chez Schumpeter, par la possibilité de la concurrence qu'il inspire.

Schumpeter défend une conception théorique du capitalisme plutôt pratique, puisqu'elle peut se résumer à dire qu'il ne faut pas essayer de limiter les manœuvres anticoncurrentielles, la concurrence finissant toujours par survenir, avec l'innovation. La foi dans la capacité de la concurrence à émerger et à faire progresser l'économie est une hypothèse schumpetérienne majeure. Schumpeter aurait pu écrire sur le capitalisme : " Ne changez rien, car tout finira par changer, par la concurrence "[310]. Cette argumentation semble destinée aux gouvernements des

[309] *Ibid.*, p.123-124.
[310] Milton Friedman et Friedrich Hayek reprennent la même position optimiste quand il privilégie les monopoles privés aux monopoles publics, en se basant sur l'idée que la concurrence finira par trouver un chemin, par l'innovation technique ou autre.

pays capitalistes, leur enjoignant de ne pas tenter de limiter les pratiques anticoncurrentielles, puisque celles-ci servent finalement à attirer, à attiser la concurrence. Schumpeter pousse le raisonnement à son paroxysme :

> Allons plus loin : dans la mesure où l'on considère exclusivement leur influence à long terme sur la production totale, des procédés tels que la prise sous contrôle financier d'entreprises concurrentes, inexpugnables par tout autre moyen, ou l'obtention de privilèges constituant, aux yeux du public, une arme déloyale (tarifs ferroviaires de faveur) apparaissent sous un jour tout différent : la mise en œuvre peut être *éventuellement* nécessaire pour écarter les obstacles que l'institution de la propriété privée dresse sur la voie du progrès.[311]

Même si le terme " éventuellement " y est présent, les pratiques capitalistes de limitation de la concurrence par acquisitions, et de favoritisme deviennent défendables, par le progrès que ces pratiques peuvent générer. Schumpeter opère cependant un retrait prudent quand il s'agit de défendre les monopoles et oligopoles :

> On peut certainement concevoir alternativement qu'un système de cartels omniprésents ou bien sabote tous les progrès, ou bien réalise à moindres frais sociaux et privés tous les résultats que l'on prête à la concurrence parfaite. C'est pourquoi notre thèse ne saurait être invoquée à l'encontre de la réglementation des ententes par l'Etat. Elle montre seulement qu'il n'existe pas de motif valable dans tous les cas, justifiant le démembrement sans discrimination des trusts ou l'ouverture de poursuites contre toutes les pratiques pouvant être qualifiées de restriction commerciale.[312]

Schumpeter ne peut défendre les monopoles et oligopoles dans tous les cas, mais si le progrès est amélioré par ces pratiques, elles peuvent devenir acceptables, par la concurrence qu'elles vont immanquablement créer à long terme. La concurrence schumpetérienne est finalement une force de résistance : plus on essaie de l'éliminer, plus elle devient pressante.

L'argumentation schumpetérienne souligne un effet fort du marché : là où les profits sont les plus élevés, se portent les regards des concurrents potentiels et des entrepreneurs, qui pourraient essayer d'entrer sur ces marchés profitables pour en retirer leur part de profit. Mais, entre la volonté et la capacité, un abîme peut parfois exister. Beaucoup de concurrents

[311] *Ibid.*, p. 124.
[312] *Ibid.*, p. 127.

potentiels peuvent avoir la volonté d'entrer sur un marché très profitable, mais en ont-ils les capacités financières, techniques, publicitaires, ou même réglementaires ? Le pouvoir d'un concurrent potentiel peut être bien trop limité pour concurrencer des acteurs gigantesques, établis, dominants, prêts à annihiler toute concurrence par des pratiques loyales ou déloyales, ou alors dans des durées qui ne sont pas compatibles avec la liberté des clients.

Ainsi, la vision schumpeterienne de la concurrence est critiquable, car elle considère comme trop idéale la concurrence, alors que celle-ci se heurte dans la réalité à la difficulté de créer de la concurrence dans des secteurs majeurs, où les besoins d'investissements sont colossaux, la compétence technique ou l'expérience, primordiales, ou la marque, indispensable. Mais l'idée schumpeterienne énonçant que la concurrence finit toujours par exercer son œuvre, et que le progrès qui l'accompagne est l'essence du capitalisme, est une interprétation très stimulante des effets de l'économie de marché, plus que du capitalisme. Même si Schumpeter défend la recherche du profit par des pratiques anticoncurrentielles, il ne le fait que sous l'hypothèse que ces profits serviront au progrès, par la concurrence attirée par ces mêmes profits, ou seulement par le risque de concurrence qui oblige au progrès les acteurs en place. L'idéalisme de la concurrence qui survient toujours chez Schumpeter, est une des principales critiques à l'encontre de sa thèse de défense du capitalisme sur la base de la Destruction Créatrice.

Schumpeter se rend critiquable d'un optimisme excessif à propos de la concurrence, alors même qu'il se fonde sur l'idée que la concurrence parfaite n'existe pas et ne peut pas exister. Il remplace donc l'idée de perfection par l'idée d'inéluctabilité, la concurrence finissant toujours, à la longue, par survenir, dans sa vision du capitalisme. La force de l'analyse schumpéterienne est donc évidente, quand il disqualifie le marché parfait au profit du marché imparfait, par le progrès que ce marché imparfait permet de générer :

> On ne saurait se borner à soutenir que, la concurrence parfaite étant irréalisable dans les conditions industrielles modernes, - ou ayant toujours été irréalisable, - on doit accepter l'entreprise opérant sur une grande échelle ou l'unité de contrôle comme un mal nécessaire, inséparable du progrès économique (que les forces inhérentes à leur appareil de production les empêchent d'ailleurs de saboter). Il faut aller plus loin. Nous sommes obligés de reconnaître que l'entreprise géante est finalement devenue le moteur le plus puissant de ce progrès et, en particulier, de l'expansion à long terme de la production totale ; or, ces résultats ont été acquis, nous ne dirons pas seulement *malgré*, mais, dans une mesure considérable, *par* cette stratégie

> dont l'aspect est malthusien quand on l'observe dans un cas spécifique et à un moment donné. A cet égard, la concurrence parfaite est, non seulement irréalisable, mais encore inférieure et elle n'a aucun titre à être présentée comme un modèle idéal d'efficience. On commet donc une erreur quand on fonde la théorie de la réglementation des industries par l'Etat sur le principe d'après lequel on devrait forcer les grandes entreprises à fonctionner comme fonctionnerait la branche correspondante sous le régime de la concurrence parfaite. Quant aux socialistes, ils seraient bien inspirés de baser leurs critiques sur les vertus d'une économie collectiviste plutôt que sur celles du modèle concurrentiel.[313]

Il conserve une image de la concurrence non pas idéale, juste idéaliste, en la voyant surmonter les écueils monopolistiques que les pratiques anticoncurrentielles capitalistes créent de façon logique en permanence. Schumpeter dénonce donc la théorie du marché parfait sur la base de son inefficience, et y substitue le marché imparfait constitué de grandes entreprises, plus efficient car plus à même de créer le progrès. Le progrès ne pouvant survenir aussi rapidement en situation de concurrence parfaite, par l'absence de profits à s'accaparer, le marché imparfait est meilleur pour atteindre cet objectif dynamique du capitalisme, le progrès, grâce à la concurrence, forme héroïque de l'économie, non pas main invisible, mais force visible poussant au progrès les acteurs capitalistes à la recherche de rentes.

Une dernière légère critique peut être adressée à l'argumentation de Schumpeter. Elle se porte sur son interprétation des profits comme cause du progrès, de deux façons, par le réinvestissement des profits des acteurs en place, et surtout par la concurrence qu'elle attise. Mais il convient de ne pas confondre la source et la destination des profits : les profits des entreprises existantes ne sont pas les profits de ces concurrents innovateurs. Un concurrent innovateur peut parfaitement (et le fait souvent) générer du profit dans un marché où le profit des autres producteurs est très faible, par un produit de meilleur qualité, une organisation avec des coûts de production réduits, des matières premières différentes, etc. L'existence de profits élevés chez les acteurs établis n'est en réalité pas une condition nécessaire du progrès et de la concurrence, au contraire : le progrès et la concurrence modifient les profits des producteurs, en y apportant une nouvelle répartition des pouvoirs, et il n'est nul besoin de profits élevés historiquement pour que le progrès survienne. Défendre les profits existants par l'irruption de la concurrence dans le futur est faire un amalgame entre acteurs qui ne correspond pas à la réalité : les profits des acteurs existants ne sont pas reliés aux profits des futurs concurrents.

[313] *Ibid.*, p. 147.

En conclusion, la théorie schumpeterienne d'un capitalisme dynamique monopolistique, où le progrès est l'objectif réel, et la concurrence survient toujours à la suite du profit, est brillante. Mais elle manque son objectif de défense du capitalisme comme pouvoir sur trois aspects. Le premier est la place trop importante donnée au capitalisme comme promoteur du progrès, en lieu et place de la liberté d'entreprendre, de la science et de la concurrence – critique qui peut être relativisée au vu de la définition du capitalisme de Schumpeter, comme économie de marché capitaliste. Le deuxième aspect, le plus important, est l'idéalisme de la concurrence, de sa force qui, tôt ou tard, dans le marché, finit par apparaître, et en particulier sur un marché très profitable. La foi schumpetérienne en la concurrence à long terme est très optimiste, au vu des stratégies anticoncurrentielles multiples qui existent, pour s'en remettre seulement à cette idée d'inéluctabilité de la concurrence et du progrès. Dans un parallèle politique délibérément excessif, cet argument équivaudrait à écrire qu'il n'est pas nécessaire de trop s'offusquer ou œuvrer contre le despotisme, car il finira par se transformer en démocratie, un jour, sous la pression du peuple. Cette approche passive et confiante dans les forces de l'économie de marché apparaît donc trop optimiste, surtout à une époque où l'acquisition des concurrents, par exemple, est une action capitaliste si fréquente. Troisièmement, un léger défaut logique apparaît dans la défense des grandes entreprises très profitables, celui du lien entre profit des acteurs en place et apparition de la concurrence : le profit, représentant le pouvoir d'extraction de valeur, peut bien sûr aiguiser les appétits des autres acteurs, mais aussi les dissuader en mettant en avant la compétition puissante à affronter. Surtout le profit des concurrents n'est pas le profit des nouveaux entrants, donc l'existence de profits élevés chez des acteurs historiques ne prédit pas des profits élevés pour ces nouveaux entrants, bien au contraire.

La théorie schumpeterienne est aussi très stimulante car elle présente de façon très claire les forces opposées qui existent dans l'économie de marché capitaliste actuelle, entre des acteurs en concurrence mais qui cherchent en même temps à s'en prémunir, dans un jeu d'attaque et de défense qui n'est pas sans rappeler les tactiques de la guerre. Le marché est donc un champ de bataille, sur lequel les acteurs essaient à la fois en certains lieux de se retrancher derrière des fortifications, les stratégies anticoncurrentielles diverses, pour y exercer leur domination seuls et en paix (sans concurrence), et sur lequel ils attaquent en d'autres lieux les positions d'autres acteurs, leurs nouveaux concurrents. Si tous les acteurs capitalistes cherchent à se prémunir contre la concurrence, ils cherchent également de nouvelles sources de profit, et sont par conséquent également créateurs de concurrence, selon leurs intérêts propres. La recherche

de profit est une constante, mais les moyens pour y parvenir sont divers et parfois opposés, grâce à la liberté fournie par l'économie de marché. L'opposition théorique entre concurrence et contournement de la concurrence est une contradiction interne majeure de l'économie de marché capitaliste que Schumpeter défend, illustrée par une argumentation qui évolue selon les acteurs, le même acteur pouvant défendre la concurrence sur un marché spécifique et le droit au monopole sur un autre marché, en fonction de ses positions respectives sur ces marchés. Ainsi, la position capitaliste n'est-elle pas toujours anti-concurrentielle, puisqu'elle est pro-concurrentielle *pour les autres*.

En conclusion, la théorie de Schumpeter accomplit l'exploit de se détacher de l'idéologie du marché parfait et de justifier l'existence d'un marché imparfait par les qualités du capitalisme. Mais elle remplace la perfection de la concurrence par une utopie de la concurrence, une force qui agit toujours, qui finit toujours par survenir, ou même produit toujours ses effets positifs, qui sont réductibles à un seul, le progrès. La concurrence réduite, imparfaite, de Schumpeter est néanmoins inéluctable, ce qui lui rend la force que la théorie du marché parfait lui offrait. Cependant elle l'est non pas par un optimum néoclassique de satisfaction du client, mais par le progrès qu'elle autorise, ce qui la place encore au cœur de la justification capitaliste.

La critique de cette conception originale et importante du capitalisme (qui s'apparente à une économie de marché capitaliste) éclaire l'intérêt de la distinction entre économie de marché et capitalisme proposée ici, une grille d'analyse qui prive le capitalisme de concurrence, sa plus grande défense et justification. La défense par Schumpeter du capitalisme par le progrès se révèle être une défense du marché, et illustre plutôt la pertinence et la force argumentative de la séparation de ces deux concepts que la supériorité du capitalisme sur le socialisme, objet de l'œuvre majeure de Schumpeter. Il ne faut pour autant pas considérer que le capitalisme est le plus mauvais des modes d'organisation des entreprises, mais sa focalisation exclusive sur le profit, son intérêt propre, et le pouvoir majeur qu'il possède, qu'aidait à dissimuler la théorie du marché parfait, le rendent oppressif par rapport aux autres acteurs.

II.2.3. Le capitalisme sans concurrence de Weber

Weber a proposé une définition du capitalisme très détaillée, presque une pure observation de ses caractéristiques à son époque, qui offre l'avantage de pouvoir approfondir la séparation entre le capitalisme et économie de marché, la pensée d'autres systèmes économiques aux pouvoirs différemment organisés :

> Il y a capitalisme là où les besoins d'un groupe humain qui sont couverts économiquement par des activités professionnelles le sont par la voie de l'*entreprise*, quelle que soit la nature du besoin ; plus spécialement, une exploitation capitaliste *rationnelle* est une exploitation dotée d'un compte de capital, c'est-à-dire une entreprise lucrative qui contrôle sa rentabilité de manière chiffrée au moyen de la comptabilité moderne (qui ne fut requis, pour la première fois, qu'en l'an 1608 par le théoricien hollandais Simon Stevin).[314]

Cette approche du capitalisme par Weber, presque sémantique, relie la notion de capital au capitalisme, en appuyant sur la notion d'entreprise et de gestion rationnelle, chiffrée, dans un but de rentabilité. Cette définition illustre parfaitement le point de départ, le capital, et la fin, la rentabilité, du capitalisme, et couvre donc deux caractéristiques majeures du capitalisme, sans mentionner la troisième, le pouvoir. Il est bien sûr évident que l'existence du capital est une condition nécessaire du capitalisme, comme de toute économie d'ailleurs, mais son utilisation rationnelle dans un but de profit ne peut se faire qu'avec du pouvoir, plus ou moins important. Encore plus intéressante est la réduction du capitalisme à l'entreprise, à cette entité humaine organisée rationnellement, séparant contractuellement le propriétaire, l'apporteur de capital, et la salarié, l'apporteur de travail, tout en utilisant le compte de capital et effectuant des opérations de production et d'échange. Max Weber délimite de façon claire, même si cette délimitation reste non explicite, l'économie de marché et le capitalisme, le capitalisme ayant été réduit à l'entreprise capitaliste, utilisant du capital et la comptabilité, et recherchant le profit. L'entreprise est l'outil de pouvoir capitaliste, à la fois productive et échangiste, car elle ne se limite ni à l'échange ni à la production, mais aux deux aspects de l'économie, usant de son pouvoir sur chacun. Même si chaque production peut être considérée comme la réalisation d'échanges nombreux (avec les salariés, les fournisseurs, etc), elle implique une coopération

[314] Max Weber, *Histoire économique, esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, p. 295-296.

qui dépasse le simple échange théorique de l'économie de marché, imposant donc également à repenser la réduction de l'économie de marché à la concurrence et à l'échange unique.

Weber a énoncé sept fondements du capitalisme moderne, sept caractéristiques présentes dans l'économie capitaliste telle qu'elle existe, qui ne peuvent donc être niées d'un point de vue de l'observation, historique ou actuelle[315]. Mais en concevant le capitalisme comme pouvoir, les considérer encore comme des fondements du capitalisme devient problématique, puisqu'il est tout à fait possible de concevoir, par exemple, une entreprise capitaliste utilisant des esclaves (et donc sans liberté du travail), ou bien une entreprise capitaliste opérant sans existence d'un marché concurrentiel, avec des prix et volumes fixés arbitrairement par l'Etat ou le monopole (pas de liberté du marché). L'objectif recherché ici n'est pas tant de critiquer la définition de Weber du capitalisme que d'identifier la séparation implicite entre capitalisme et économie de marché, et surtout le caractère fondateur, de fondement du marché par rapport au capitalisme.

Weber s'est également intéressé fortement à l'esprit du capitalisme, montrant son importance au-delà des innovations apportées dans la production des marchandises, dans la logistique, les économies d'échelle, dans le contrôle du travail, etc. La concurrence se trouve ici au cœur du développement du capitalisme moderne : sans cette capacité, récente, de créer une nouvelle entreprise, une nouvelle concurrence (hors des contraintes fermes de l'Etat ou de corporations, capables d'empêcher la concurrence nouvelle, non autorisée, de se développer), ce "jeune homme d'une famille d'entrepreneurs" qui représente le capitaliste protestant n'aurait aucune chance de transformer l'économie à son avantage. L'économie de marché est donc toujours un des fondements premiers du capitalisme moderne, indispensable à son développement. Mais l'explication de Weber ne s'arrête pas à une meilleure organisation de l'entreprise capitaliste qui vient bouleverser une activité économique établie, au contraire elle s'élargit à un nouveau "mode de vie". Braudel s'est élevé contre cette analyse de Weber du capitalisme comme issu du protestantisme, en montrant l'existence antérieure d'un capitalisme déjà rationnel, mais sans travail libre[316], tout comme Sombart l'avait fait à son époque, montrant la présence dans le catholicisme de ressorts spirituels similaires au protestantisme.

[315] Pour rappel, il s'agit de l'appropriation des moyens matériels de production par l'entrepreneur, la liberté du marché, la technique rationnelle, le droit rationnel, la liberté du travail, la commercialisation de l'économie, et la spéculation.

[316] Braudel n'identifie pas le travail libre, ni l'esprit du capitalisme, comme un facteur de distinction du capitalisme moderne, et s'oppose à la filiation proposée par Weber entre protestantisme et capitalisme.

Mais ce paradoxe de capitalisme sans glorification du profit disparaît par la suite selon Weber, avec le développement du capitalisme. Le retour à la recherche de profit, devenue moralement acceptable, s'opère, remplaçant cette idée de vocation capitaliste anti-profit. Cette idée d'une condamnation du profit, obstacle au capitalisme et intégrée dans l'économie, qui se retrouve au sein même du capitalisme moderne pose le véritable problème de l'esprit du capitalisme, celui de la justification du profit. Weber nuance l'évolution de la recherche du profit, de comportement condamné à accepté, pour défendre sa thèse reliant éthique protestante et capitalisme. Mais il aurait pu plutôt y voir un problème du capitalisme, celui d'un objectif non défendable socialement, et donc compensé et argumenté par d'autres effets positifs (ceux de l'économie de marché).

Ainsi, l'esprit du capitalisme de Weber s'interprète d'une manière différente avec la séparation entre économie de marché et capitalisme, comme une justification erronée du capitalisme par l'économie de marché. L'esprit du capitalisme s'apparente donc à des arguments positifs de l'économie de marché affublés au capitalisme pour défendre son existence, son but et son pouvoir, puisque le profit n'est en soi pas suffisant pour le permettre. L'origine religieuse, extérieure, du capitalisme, démontre que celui-ci ne peut être justifié en tant que tel, par le profit ou par le pouvoir. Les arguments de bien commun, développé par Adam Smith en particulier, issu au niveau économique de la poursuite des intérêts privés, ou de progrès, développé par Schumpeter comme il l'a été présenté, renforcent encore cette idée d'une économie de marché justificatrice du capitalisme.

Weber ne sépare pas explicitement capitalisme et économie de marché, mais en posant le marché libre (du travail en particulier) comme un fondement du capitalisme moderne, et non seulement la recherche du profit ou l'utilisation du capital, il arrive à la fois à une définition majeure du capitalisme, comprise comme l'utilisation rationnelle, pacifique, dans le cadre de l'échange et de la production, de capital et de travail (par l'intermédiaire du marché libre du travail), dans un but de profit, et à la subordination entre économie de marché et capitalisme, l'économie de marché étant nécessaire au capitalisme. Weber assimile enfin la particularité du capitalisme moderne à un nouvel esprit, l'esprit du capitalisme, issu de l'éthique protestante. L'idée d'esprit du capitalisme, de justification théorique et sociale du capitalisme pour sa survie et son acceptation, est majeure pour expliquer le développement du capitalisme moderne, mais le lien avec l'éthique protestante proposé par Weber est paradoxal. Le paradoxe de l'acteur capitaliste protestant qui ne poursuit pas véritablement le profit mais

oriente toute son activité vers lui, s'apparente à une forme d'hypocrisie théorique et sociale qui a pu permettre à ces acteurs, à une époque où la pure recherche de profit est encore dénigrée, de se convaincre qu'ils ne le cherchaient pas, tout en le poursuivant effectivement[317]. Ou peut-être s'agit-il des bénéfices de l'économie de marché, le progrès par la liberté et la concurrence, la satisfaction du client, l'augmentation de la production, qui sont les arguments majeurs de l'esprit protestant du capitalisme.

[317] On retrouve des argumentaires similaires de la part d'entrepreneurs français au XXIème siècle, préférant parler d'emplois créés, de clients satisfaits, de liberté et de choix de vie plutôt que de poursuite personnelle de richesse (qui s'avère pourtant bien réelle, mais non proclamée). La poursuite de l'enrichissement personnel est encore à notre époque socialement malvenue, cause d'envie ou de jalousie, voire de réprobation.

II.2.4. Le capitalisme marxiste comme pouvoir

La pensée marxiste du capitalisme apporte une définition majeure du capitalisme, mais aussi une source de questions sur les relations négligées par Marx au profit de celle entre capital et travail, (celle autour du client en premier lieu, au cœur de l'économie de marché). Ainsi, les dénonciations marxistes les plus importantes, par exemple la misère des prolétaires issue de la concurrence et de l'inégalité de propriété ou la destinée du capitalisme, peuvent être modifiées par la séparation entre capitalisme et économie de marché. En effet, l'absence du client dans la pensée marxiste entraîne des déséquilibres conceptuels qui expliquent l'orientation de Marx. Focaliser le capitalisme sur la seule production ne doit pas masquer l'autre réalité économique majeure, celle de l'économie de marché libre, du choix du client, de sa satisfaction. En ne considérant pas les côtés positifs de l'économie de marché vis-à-vis du client, la pensée si importante de Marx sur le capitalisme ne peut les distinguer, le capitalisme et l'économie de marché restant joints. Par exemple, la concurrence, jouant le jeu capitaliste pour Marx, alors qu'elle est au contraire anti-capitaliste dans sa vision classique, néoclassique, puis néolibérale, illustre la définition englobante du capitalisme marxiste, sa compréhension comme système global.

La concurrence, néfaste pour Marx, à l'opposé de la vision économique libérale néoclassique, et encore plus, néolibérale, est donc à la fois une source d'apport et d'interrogation. La concurrence marxiste, nous l'avons vu, est une des forces fondamentales du capitalisme qui impose le maintien des salaires au simple niveau de reproduction et empêche les prolétaires de voir leur revenus progresser, du fait de la loi malthusienne[318]. L'analyse marxiste qui prend appui sur la loi malthusienne est solide, mais elle ne résiste pas, évidemment, à la réfutation empirique historique de cette loi, c'est-à-dire l'augmentation bien plus rapide des ressources disponibles que des populations occidentales dans les deux siècles qui suivront. Ainsi, même

[318] Leur niveau de vie pourrait croître avec la progression des techniques de production, mais dans un univers de concurrence parfaite, les salaires diminueraient avec la baisse des coûts de production liés au progrès, laissant les individus à ce niveau de subsistance et reproduction minimale. Tant que les individus sont en surnombre, ou pour le dire de façon malthusienne, tant que la croissance des populations est supérieure à la croissance des ressources disponibles, la concurrence parfaite analysée par Marx sur le marché du travail aboutit à la stagnation absolue du salaire. En ce sens, l'univers de concurrence parfaite de Marx est bien meilleur que celui développé par les économistes néoclassiques, qui limitent l'impact de la concurrence parfaite à un profit minimal, alors que le salaire devrait lui aussi être minimal, amenant une diminution équivalente de la consommation et donc de la production. En un sens, la concurrence parfaite dans un marché capitaliste aboutit à un paradoxe d'absence de production, puisque aucun facteur de production ne peut être rémunéré véritablement pour la consommation. Seul un stock de monnaie incompressible évite ce problème, puisqu'il est toujours disponible pour permettre que la consommation demeure.

si les populations humaines vont croître considérablement durant le XIX^{ème} et XX^{ème} siècle, l'augmentation quasi-exponentielle des ressources pendant cette période amène à penser la loi de Malthus de façon inversée : la croissance des ressources aura été tellement plus rapide que la croissance de la population que le seuil de subsistance n'est plus un référent, de l'humanité. De plus, par rapport à Marx, la hausse de la productivité a abouti à une hausse formidable des niveaux de vie, réfutant, là encore empiriquement, la loi de surpopulation marxiste qui devait aboutir à la constitution des deux pôles opposés, les prolétaires contre les capitalistes, la misère contre l'opulence, et enfin à la révolution prolétarienne. L'évolution de l'économie sur les deux derniers siècles, à l'opposé complet des prédictions de la théorie marxiste, repousse d'autant la survenue de la révolution du prolétariat sur la base de sa misère et de son augmentation. Ainsi, la prophétie marxiste d'un capitalisme auto-destructeur n'a-t-elle pas été confirmée.[319]

Encore plus, la révolution prolétarienne n'est pas inéluctable, du fait de la loi malthusienne erronée, mais aussi d'un capitalisme qui n'est pas tout-puissant, car le prolétaire, sortant de la misère, bénéficie de son rôle de client et donc de l'économie de marché. Il est important de souligner ce peu d'intérêt que le client a pour Marx, obnubilé par la relation de production-exploitation entre le capital et le travail. Ce désintérêt de Marx peut être interprété à la fois comme une force de l'analyse marxiste, identifiant le capitalisme à une relation de pouvoir, entre l'actionnaire et le travailleur, et comme une faiblesse, puisqu'il en oublie la relation de pouvoir avec le client et surtout la liberté créée par le marché de ce point de vue pour le client, et donc l'orientation positive qu'une économie de marché peut avoir en termes d'amélioration de satisfaction et de performances. Au lieu d'envisager le capitalisme comme un système global qui pourrait être bénéfique au client, Marx l'envisage comme un système global qui finira par s'autodétruire, du fait de la concurrence responsable de la baisse tendancielle du taux de profit et de la baisse des salaires. Marx, déjà précurseur sur cette analyse de la baisse tendancielle du taux de profit du fait de la concurrence, innove réellement, et à juste titre, sur le comportement capitaliste en réaction à ce phénomène de baisse du taux de profit : par la baisse de la rémunération du travail. Fin observateur de la réalité économique de son temps,

[319] Au contraire, d'un point de vue d'une économie de marché capitaliste, hybride, le pouvoir capitaliste, de la classe dominante économiquement, est contrecarré par d'autres pouvoirs, des clients, des syndicats, de l'Etat, empêchant le cercle vicieux marxiste de s'enclencher, au profit d'un cercle vertueux libéral, d'hausse continuelle de consommation et de production, de salaires et de profits, par l'effet d'une productivité du travail toujours accrue, avec l'avancée de la science et les innovations de production. La concurrence n'a pas seulement l'effet négatif marxiste de baisse des salaires, elle a en plus, et surtout, l'effet d'une augmentation de la satisfaction des clients, et d'une course à l'amélioration, au progrès, bénéfique pour l'individu au global.

Marx avait bien observé la tendance capitaliste qui poussait à la baisse les salaires, jusqu'à un niveau de subsistance minimum de la classe ouvrière (toujours en situation de concurrence parfaite, ou presque).

De façon paradoxale, Marx avait vu juste, mais à la condition majeure que le capitalisme de pouvoir soit tout-puissant dans la réalité, ce qui n'a jamais été le cas. Théoriquement, les deux tendances concurrentielles développées par Marx dans l'économie de marché capitaliste, la baisse tendancielle du taux de profit et la baisse de salaire, doivent nécessairement amener à cette spirale négative menant à la révolution. Sans résistance à la fois politique et économique et sans hausse de la productivité due aux innovations, le capitalisme de Marx tend à sa propre disparition par la dépression qu'il engendre. Mais la concurrence n'est pas seulement négative, par les gains de pouvoir d'achat qu'elle crée, les innovations qu'elle permet et incite, la liberté salariale qu'elle autorise. La baisse tendancielle du taux de profit n'est donc pas obligatoire, et surtout n'entraîne pas automatiquement les salaires dans sa chute. En effet, les résistances politiques et économiques à la baisse des salaires empêchent une baisse trop forte de ceux-ci, et donc la crise économique finale qui amènerait la révolution prolétarienne. De plus, Marx n'identifie pas le cercle vertueux enclenché par la hausse de production, qui se traduit par une hausse des profits et des salaires et donc une hausse de la consommation entraînant à nouveau une hausse de la production, etc. Le schéma libéral positif, à l'inverse du négatif, est tout aussi probable et même réaliste puisque l'histoire a montré sa survenue.

Au lieu de penser, comme il le fait, la concurrence du marché et la recherche de profit comme des constituants essentiellement négatifs du capitalisme, lui-même négatif, Marx aurait pu aboutir à la conclusion inverse, une hausse de la production, des profits et des salaires, avec l'émulation de la concurrence (meilleure division du travail, hausse de la production) et l'utilisation des profits pour l'investissement productif et donc une hausse permanente de la consommation. En conclusion, Marx n'a pas voulu concevoir le capitalisme global qu'il définit comme un phénomène avec des potentialités positives pour tous, puisqu'il était trop marqué par la conception d'exploitation des classes qu'il a développé et qu'il applique à son époque, à la bourgeoisie, en opposition avec les prolétaires. Le capitalisme de Marx est essentiellement un capitalisme d'oppression des ouvriers, ce qu'il est effectivement partiellement, même si l'autre partie, l'exploitation des clients n'est pas développée par Marx. Ce capitalisme négatif, en amalgamant économie de marché et domination du capital, manque les bénéfices réels d'un

système économique concurrentiel, qui amène finalement par la liberté, la concurrence et la division du travail, une hausse de la production et une hausse des niveaux de vie pour tous.

La conception de Marx du capitalisme est en conclusion une conception globale et homogène de domination de la bourgeoisie, qui ne sépare pas économie de marché et capitalisme, le marché étant partie prenante du système capitaliste, et la concurrence y jouant un rôle majeur dans la dynamique capitaliste qui amène à la révolution prolétarienne. Les contradictions du capitalisme relevées par Marx ne l'amènent pas à s'interroger sur son côté hybride, d'un côté la satisfaction des clients contre l'oppression des travailleurs. La conception de classe de Marx nuit en réalité à une interprétation économique du capitalisme, car le capitalisme marxiste est un système politico-économique, celui de la bourgeoisie, classe dominante politiquement *et* économiquement. Marx ne peut donc pas prévoir la hausse de revenus et de production gigantesques que les classes sociales dans leur ensemble vont connaître, il est vrai non réellement imputable au capitalisme de pouvoir, mais à ses opposants, économie de marché, Etat et syndicats en premier lieu. L'idée du capitalisme complet, bourgeois, défendu par Marx, est une idée qui masque une réalité, la présence d'une économie de marché qui satisfait des clients, en leur apportant des produits en plus grande quantité et meilleur prix, un avantage que Marx néglige au profit d'une dénonciation des conditions de production et d'exploitation du travailleur. Mais la conception marxiste de domination capitaliste ne peut être suffisamment saluée, révélant les pratiques capitalistes abusives, qui, si le pouvoir capitaliste avait réellement été incontesté, à la façon dont Marx le percevait, aurait abouti à la conclusion marxiste, l'autodestruction du capitalisme par ses contradictions internes. Au contraire, paradoxalement, le capitalisme a été sauvé par ses opposants, économie de marché, syndicats, Etats, en premier lieu, en limitant ses tendances à l'abus de pouvoir, autodestructrices. Finalement, la limitation du capitalisme est l'explication de sa survie, tout comme sa justification, son esprit est l'économie de marché et non le pouvoir qu'il impose.

II.3. Boltanski et Chiapello : Le nouvel esprit du capitalisme

Le rapport de Weber entre l'esprit du capitalisme et l'éthique protestante a été relativisé, mais la démonstration de la nécessité d'une idéologie extérieure au capitalisme pour l'engagement des hommes dans ce même capitalisme est demeurée. Cette analyse théorique du capitalisme en termes de justification est reprise par Boltanski et Chiapello, pour une analyse du capitalisme après l'effondrement du bloc soviétique, à la fin du XX^{ème} siècle. Ces auteurs se consacrent donc à l'identification d'un nouvel esprit du capitalisme, qui aurait évolué par rapport à celui d'un capitalisme ancien, tout en restant toujours le soutien idéologique du système capitaliste. Sa survie depuis deux siècles doit en effet provenir soit de qualités réelles, soit d'arguments forts du discours capitaliste :

> Si le capitalisme non seulement a survécu – contre les pronostics qui ont régulièrement annoncé son effondrement – mais n'a cessé d'étendre son empire, c'est bien aussi qu'il a pu prendre appui sur un certain nombre de représentations – susceptibles de guider l'action -, et de justifications, qui le donnent pour un ordre acceptable et même souhaitable, le seul possible, ou le meilleur des ordres possibles.[320]

Cependant, l'esprit du capitalisme ne reflète pas la réalité capitaliste. Tout comme le progrès n'est pas attribuable au capitalisme chez Schumpeter, les arguments positifs déployés par le nouvel esprit du capitalisme ne le représentent pas. Au contraire, l'idéologie positive qui défend le capitalisme emprunte en quasi-totalité à l'idéologie du marché, à l'économie concurrentielle de marché. Cette réfutation de la justification du capitalisme par la séparation entre économie de marché et capitalisme laisse donc le capitalisme de pouvoir sans défense idéologique. La séparation de l'économie de marché et du capitalisme révèle la faiblesse du capitalisme de pouvoir au niveau idéologique, puisque les arguments idéologiques en faveur du capitalisme sont en réalité des arguments de marché : les trois arguments majeurs de l'esprit du capitalisme sont, dans cette optique, représentatifs de cette orientation vers la concurrence du marché :

[320] Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, p. 44-45.

> […] trois piliers justificatifs centraux du capitalisme – progrès matériel, efficacité et efficience dans la satisfaction des besoins, mode d'organisation social favorable à l'exercice des libertés économiques et compatible avec des régimes politiques libéraux –[321]

Ces trois arguments, de progrès, d'efficacité et de liberté, sont des arguments issus du marché et de ses caractéristiques de concurrence et de libre entreprise. Le capitalisme, comme pouvoir au capital dans l'entreprise, n'est donc pas réellement responsable de ces arguments positifs, comme il le sera argumenté par la suite, au contraire du marché. Mais le terme capitalisme utilisé habituellement et non comme pouvoir au capital englobe le fonctionnement du marché avec la propriété privée des moyens de production, et c'est ainsi que Boltanski et Chiapello le conçoivent. Il est donc nécessaire de distinguer de quel capitalisme il est question, car "l'esprit du capitalisme" s'avère en réalité un esprit issu de l'économie de marché, tirant ses arguments positifs de l'économie de marché, pour justifier les côtés négatifs du capitalisme de pouvoir[322]. L'esprit du capitalisme représente des arguments extérieurs au capitalisme de pouvoir.

[321] *Ibid.*, p. 50.
[322] Il ne faut pas oublier non plus la transformation de concept de l'économie de marché, non plus pensée dans un idéal de concurrence, mais dans une réalité de coordination libre, qu'il faut entretenir par une concurrence suffisante mais pas excessive et une coordination là aussi suffisante mais pas liberticide.

II.3.1. Définition du capitalisme

Boltanski et Chiapello définissent de façon très weberienne le capitalisme, comme une "exigence d'accumulation illimitée du capital par des moyens formellement pacifiques."[323] L'absence de la rationalité et de l'entreprise, chères à Weber, sont dommageables, car pourrait être capitaliste selon cette définition le joueur de hasard qui se repose sur la chance plutôt que sur l'emploi de sa raison pour générer une accumulation de son capital. Elle permet de séparer économie de marché et capitalisme, à la suite de Braudel, cependant :

> Le capitalisme dans sa définition minimale retenue ici, doit être distingué de l'autorégulation marchande reposant sur des conventions et des institutions notamment juridiques et étatiques, visant à assurer l'égalité des forces entre opérateurs (concurrence pure et parfaite), la transparence, la symétrie d'informations, une banque centrale garantissant un taux de change inaltérable à la monnaie de crédit, etc. [...] A la suite de Fernand Braudel, nous distinguerons donc le capitalisme de l'économie de marché. D'une part, l'économie de marché s'est constituée "pas à pas" et est antérieure à l'apparition de la norme d'accumulation illimitée du capitalisme (Braudel, 1979, *Les Jeux de l'échange*, p. 263). D'autre part, l'accumulation capitaliste ne se plie à la régulation marchande que lorsque des chemins de profit plus directs lui sont fermés, de sorte que la reconnaissance des pouvoirs bienfaisants du marché et l'acceptation des règles et des contraintes dont dépend son fonctionnement "harmonieux" (libre échange, interdiction des ententes et des monopoles, etc.) peuvent être considérés comme relevant d'une forme d'autolimitation du capitalisme.[324]

Ainsi, Boltanski et Chiapello en distinguant économie de marché et capitalisme pourraient-ils considérer le capitalisme dans une forme plus concise, plus précise, et donc s'intéresser aux arguments directement reliés à l'accumulation pacifique, et non aux arguments de l'économie de marché. Mais ils ne le réalisent par la suite pas, malheureusement, puisqu'ils intègrent ces arguments dans le capitalisme. La séparation de l'économie de marché et du capitalisme est manquée, et est d'ailleurs symbolisée par l'idée étonnante "d'autolimitation du capitalisme", dans la fin de la citation ci-dessus. L'autolimitation du capitalisme dont le fonctionnement "harmonieux" dépend n'existe pas réellement, mais plutôt une limitation ferme, par les autres pouvoirs économiques et par l'Etat, afin que l'économie de marché puisse continuer à exister, contre les tendances du capitalisme. Le capitalisme ne se limiterait pas aux règles du jeu du

[323] *Ibid.*, p. 35.
[324] *Ibid.*, p. 37.

marché concurrentiel s'il n'y était contraint, et même s'il utilise les arguments du marché pour se défendre, il tente en pratique de contourner perpétuellement les règles. La séparation entre économie de marché et capitalisme annoncée par Boltanski et Chiapello n'amène finalement pas de bouleversement dans l'analyse de l'esprit du capitalisme, même dans un nouvel esprit.

Encore plus, cette définition du capitalisme les amène ensuite à élargir l'idée du capitalisme à tout type d'argent investi dans un but de rémunération, et donc à définir le capitaliste comme "quiconque possède un surplus et l'investit pour en tirer un profit qui viendra augmenter le surplus initial."[325] Ainsi, toute épargne placée, toute acquisition de biens à visée de rentabilité est capitaliste, définition qui pose un problème historique, celui de la pratique du prêt à intérêts depuis des milliers d'années[326], et un problème conceptuel, puisque le pouvoir, que ce soit sur le travail ou sur le client, n'est pas nécessaire à la définition du capitalisme.

Cependant, ils s'éloignent eux-mêmes de leur propre définition du capitalisme, considérée en tant qu'accumulation illimitée et pacifique du capital. Inconsciemment, Boltanski et Chiapello réduisent l'appellation de "capitaliste" à l'entreprise et au pouvoir dans celle-ci :

> Dans cet essai, nous réserverons néanmoins prioritairement l'appellation de "capitalistes" aux principaux acteurs qui ont en charge l'accumulation et l'accroissement du capital et qui font pression directement sur les entreprises pour qu'elles dégagent les profits maximum. Ils sont en nombre bien sûr beaucoup plus réduit. Ils regroupent non seulement les gros actionnaires, personnes privées susceptibles d'infléchir la marche des affaires par leur poids seul, mais aussi les personnes morales (représentées par quelques individus influents - les directeurs d'entreprise au premier chef) qui détiennent ou contrôlent par leur action les parts les plus importantes du capital mondial (sociétés holdings et multinationales - y compris bancaires - par le jeu des filiales et participations, ou fonds d'investissement, fonds de pension). Grands patrons, directeurs salariés de grandes entreprises, gestionnaires de fonds ou gros porteurs d'action [...], ils méritent ici le nom de capitalistes dans la mesure où ils reprennent à leur compte l'exigence de maximisation des profits et en répercutent la contrainte sur les personnes, physiques ou morales, sur lesquelles ils exercent un pouvoir de contrôle.[327]

[325] *Ibid.*, p. 37.
[326] Déjà, au temps de Babylone, le code d'Hammurabi fait référence aux prêts avec intérêt, il y a presque 4000 ans (- 1750 avant JC environ). Le versement d'intérêts n'est donc pas une pratique capitaliste, mais une pratique économique issue de la propriété privée des biens.
[327] *Ibid.*, p. 37-38.

Progressivement, insensiblement, la définition minimale du capitalisme des auteurs évolue vers une définition proche de celle du capitalisme de pouvoir, car les capitalistes de Boltanski sont en réalité les hommes qui ont le pouvoir, le contrôle de l'entreprise, l'orientant vers le profit maximum. Même si cette évolution n'est pas relevée, car non perçue, la définition du capitaliste comme de l'homme de pouvoir amène donc à rebours une autre conception du capitalisme, par le pouvoir, le contrôle de l'entreprise, dans le but d'un profit maximum. Cette définition cachée est renforcée par l'introduction dans le capitalisme du rapport salarial par Boltanski et Chiapello, le distinguant du travail forcé et de l'esclavage, mais soulignant une part de "soumission volontaire" du salarié, ainsi que l'abandon, "dans le cadre de la relation salariale et en échange de sa rémunération, tout droit de propriété sur le résultat de son effort dont il est dit qu'il revient en totalité aux détenteurs du capital."[328]

En conclusion, Boltanski et Chiapello dénoncent le capitalisme, sur un argument de liberté, un argument du marché, celui de la subordination, dans une tonalité marxiste nette :

> Le capitalisme est, à bien des égards, un système absurde : les salariés y ont perdu la propriété du résultat de leur travail et la possibilité de mener une vie active hors de la subordination. Quant aux capitalistes, ils se trouvent enchaînés à un processus sans fin et insatiable, totalement abstrait et dissocié de la satisfaction de besoins de consommation, seraient-ils de luxe.[329]

Ainsi, le capitalisme est absurde pour les salariés car ils sont subordonnés au capital : la dénonciation du capitalisme sur la base de la perte de liberté, que Marx avait relié à l'inégalité de distribution de la propriété privée, se retrouve chez ces auteurs, confirmant par là même le trait majeur, négativement interprété ici, du capitalisme comme d'un pouvoir (ici sur les salariés et non sur les clients). Le deuxième caractère d'absurdité du capitalisme, son insatiabilité, n'est qu'une illusion, puisque les capitalistes se succèdent à la recherche de profit, et même si celui-ci est une fin du système, elle est surtout une fin en vue de l'enrichissement des capitalistes. Lorsque ceux-ci sont suffisamment riches à leur goût, ils peuvent transférer la propriété de leur entreprise pour se consacrer à d'autres activités. Le profit est la rente de l'actionnaire, et sa répétition indéfinie dans le temps, assortie du risque qu'il disparaisse, ou de

[328] *Ibid.*, p. 38.
[329] *Ibid.*, p. 40.

l'opportunité qu'il augmente, constitue en théorie[330] la valeur de ses actions. Il ne doit donc pas disparaître, pour que la valeur de ses actions demeure. Le capitalisme défini par Boltanski et Chiapello se retrouve donc être non pas un capitalisme d'accumulation illimitée et pacifique, mais un capitalisme de pouvoir, par le moyen de l'entreprise et par rapport au salarié, dans une optique de profit maximum. L'absence de mention du pouvoir sur le client, par le pouvoir de marché qui permet de fixer le prix de vente dans l'intérêt du capitaliste, est logique, puisque le capitalisme de pouvoir n'est pas la définition retenue par les auteurs, ce qui implique qu'il ne peut être déployé dans toutes ses dimensions, à la fois vers le salarié et le client.

Boltanski et Chiapello, sur la base de cette absurdité du capitalisme, justifient l'existence d'un esprit du capitalisme indispensable, car fournissant des justifications aux individus de s'y soumettre. Le capitalisme n'aurait pu se développer sans un esprit du capitalisme qui l'autorise socialement. Deux interprétations historiques majeures de cet esprit du capitalisme existent. La première interprétation, de Weber, déjà abordée, s'appuie sur la vocation religieuse du puritanisme protestant pour orienter les hommes vers le travail à but d'accumulation, avec l'utilisation de la raison. Boltanski et Chiapello résument parfaitement le paradoxe du développement du capitalisme, qui devait dépasser les contraintes historiques :

> Compte tenu du caractère singulier, voire transgressif, des modes de comportement exigés par le capitalisme par rapport aux formes de vie attestées dans la plupart des sociétés humaines, il fut conduit à défendre l'idée selon laquelle l'émergence du capitalisme avait supposé l'instauration d'un nouveau rapport moral des hommes à leur travail déterminé sur le mode de la vocation […]. La conception du travail comme *Beruf* – vocation religieuse qui demande à s'accomplir – offrait un point d'appui normatif aux marchands et aux entrepreneurs du capitalisme naissant et leur donnait de bonnes raisons – une " motivation psychologique " comme dit M. Weber (1964, p. 108) -, de s'adonner sans relâche et consciencieusement à leur tâche, d'entreprendre la rationalisation implacable de leurs affaires, indissociablement liée à la recherche d'un profit maximum, et de poursuivre le gain, signe de réussite dans l'accomplissement de la vocation.[331]

[330] La réalité de l'évolution du cours d'une action est bien différente, car basée sur des rapports de force entre acheteurs et vendeurs.
[331] *Ibid.*, p. 43.

La réussite dans les affaires, matérialisée par le profit réalisé, serait donc non pas un but en soi, comme les détracteurs du capitalisme ont pu le souligner, mais un effet de la religion. Les marchands et entrepreneurs s'adonnent au profit non pas par cupidité, mais par motivation religieuse : la course au profit n'est pas un argument moralement valide pour justifier sa poursuite dans le capitalisme. Il lui faut donc des subterfuges conceptuels, moraux, pour qu'il puisse être poursuivi sans remise en question de la part de ses artisans. L'esprit du capitalisme a une fonction de justification d'un comportement réprouvé socialement, l'accumulation, par la promotion d'arguments peut-être instables, mais qui fournissent un motif suffisant pour l'action des individus. Le profit ne perd sa connotation sociale négative que lorsque la religion vient lui fournir une fonction positive, celle de " signe de réussite " religieuse.

Selon la deuxième interprétation, d'Albert Hirschman, l'argument principal du capitalisme est l'apaisement du monde, une caractéristique de bien commun recherché par les hommes. Cet apaisement est obtenu par le jeu des passions, et non l'appel à la raison, inefficace, la passion du profit remplaçant des passions historiques plus violentes. L'argumentation sur le capitalisme exposée par Hirschman est celle d'une comparaison historique : les passions médiévales étaient violentes, et, comme toutes les passions, incontrôlables moralement ou rationnellement. Pour diminuer cette violence, une passion " inoffensive ", la cupidité, fut élue comme passion compensatrice, pour s'opposer aux passions violentes, les supplanter. Le capitalisme n'est justifiable que par la paix qu'il apporte aux individus, qui se consacrent à l'échange et à l'accumulation plutôt qu'à la recherche des honneurs. Là aussi, le profit n'est pas défendu moralement directement, mais est une conséquence d'un système qui promeut un bénéfice externe, la paix. La quête de profit n'est apparemment pas un concept suffisamment positif, et c'est un euphémisme, pour entraîner des individus sur la voie du capitalisme, sans raison plus directement acceptable, comme la paix ou la religion.

Boltanski et Chiapello assimilent ces deux explications, l'une individuelle, religieuse pour Weber, et l'autre collective, le bien commun, pour Hirschman, dans leur enquête sur le nouvel esprit du capitalisme, aboutissant à un concept de justification plus global, présentant des motivations individuelles au capitalisme et des motivations générales, le bien commun. Ainsi, l'esprit du capitalisme, défini par "cet ensemble de croyances associées à l'ordre capitaliste qui contribuent à justifier cet ordre et à soutenir, en les légitimant, les modes d'action et les

dispositions qui sont cohérents avec lui"[332], est indispensable à la domination du capitalisme. Mais ce n'est pas pour autant une stratégie consciente de la classe dominante, elle-même prisonnière de cet esprit du capitalisme, et non utilisatrice cynique de celui-ci :

> On peut bien parler, dans ce cas, d'*idéologie dominante*, à condition d'y renoncer à n'y voir qu'un subterfuge des dominants pour s'assurer le consentement des dominés, et de reconnaître qu'une majorité des parties prenantes, les forts comme les faibles, prennent appui sur les mêmes schèmes pour se figurer le fonctionnement, les avantages et les servitudes de l'ordre dans lequel ils se trouvent plongés.[333]

Finalement, le capitalisme lui-même n'échappe pas à son esprit du capitalisme, à ses propres justifications, qui le limitent et empêchent de poursuivre le profit comme un but qui dépasse les règles définies comme juste pour l'obtenir :

> Si l'on prend au sérieux les justifications avancées, tout profit n'est pas légitime, tout enrichissement n'est pas juste, toute accumulation, même importante et rapide, n'est pas licite.[334]

[332] *Ibid.*, p. 45.
[333] *Ibid.*, p. 45.
[334] *Ibid.*, p. 66.

II.3.2. Critiques justifiées et justification du capitalisme

La force de l'esprit du capitalisme est donc de limiter dans le même mouvement les critiques du capitalisme et le capitalisme lui-même, au moins dans les moyens de parvenir à ses fins. Les critiques contre le capitalisme, auxquelles l'esprit du capitalisme répond, doivent aussi prendre en compte les argumentations qui encadrent les pratiques acceptables du capitalisme et condamnent les pratiques inacceptables. Ne sont réellement critiquables que les pratiques défendues par l'esprit du capitalisme, et non celles déjà condamnées. L'esprit du capitalisme est déjà source de critiques contre le capitalisme, ce qui conduit à affaiblir ses critiques tout en redéfinissant de façon dynamique le 'capitalisme normal'. Le capitalisme présente déjà des frontières, entre un système acceptable, défendu, et un système inacceptable, critiqué. Une critique du capitalisme pertinente est donc une critique qui s'attaque au capitalisme accepté, normatif, défendu par l'esprit du capitalisme. Dans cette optique, le capitalisme défini par le pouvoir n'entre pas dans l'esprit du capitalisme, et se retrouve sans défense déjà construite, puisque l'esprit du capitalisme déploie des arguments libéraux de défense du capitalisme[335].

Par exemple, la critique d'insatiabilité du capitalisme, de son besoin d'accumulation illimité et permanent qui se trouve à l'opposé de la satiabilité des besoins des individus, a déjà trouvé des réponses au sein de l'esprit du capitalisme, sous la forme du bien commun :

> L'esprit du capitalisme peut donc être conçu comme une solution à ce problème puisqu'il active l'insatiabilité sous la forme de l'excitation et de la libération tout en la nouant à des exigences morales qui vont la limiter en faisant peser sur elle des contraintes de bien commun.[336]

L'insatiabilité du capitalisme est justifiée par une explication en termes de bien commun, avec l'identification du profit à une réussite sociale, à l'aide de la concurrence de l'économie de marché et non pas à un prélèvement tyrannique. Le bien commun obtenu, grâce au mythe de la main invisible (de la régulation du marché, et non du capitalisme), est finalement opposé aux critiques (rationalisées ou seulement ressenties) d'insatiabilité. Boltanski et Chiapello identifient quatre sources d'indignations contre le capitalisme, qui sont ensuite regroupées en

[335] Il est possible, et même probable, que l'esprit du capitalisme évolue à nouveau, pour le défendre contre la critique issue de cette nouvelle conception du capitalisme lié au pouvoir. La puissance persuasive d'une telle évolution, au cœur de la survie du capitalisme, sera primordiale.
[336] *Ibid.*, p. 582.

deux critiques distinctes du capitalisme, la critique artiste et la critique sociale. Ces quatre sources d'indignations que le capitalisme génère, le désenchantement et l'inauthenticité, l'oppression, la misère et les inégalités, et finalement l'opportunisme et l'égoïsme, ne sont pas des critiques purement économiques, mais des critiques des effets pervers que le capitalisme crée chez les individus qui y participent volontairement ou involontairement.

La critique artiste regroupe les deux premières sources d'indignation, et est appelée artiste car elle se focalise sur la " perte de sens et particulièrement, perte de sens du beau et du grand "[337]. La liberté des individus est diminuée, et la recherche du beau oubliée, au profit de l'efficacité, de l'argent, de la production répétitive et en masse. L'art est oublié par le capitalisme (non pas comme source de profit mais comme éthique particulière). La critique sociale regroupe, elle, les deux dernières sources d'indignation, dans une optique socialiste ou marxiste, se focalisant sur " l'égoïsme des intérêts particuliers dans la société bourgeoise et la misère croissante des classes populaires dans une société aux richesses sans précédent "[338]. Le capitalisme est la forme économique de l'exploitation bourgeoise, contre laquelle il faut se révolter.

Ces deux types de critiques résumées ainsi, les plus développées et connues historiquement contre le capitalisme, font écho au pouvoir : le pouvoir abusif des propriétaires des entreprises est en effet responsable de la misère des travailleurs au XIX^{ème} siècle, tout comme les idéaux artistes ont disparu, au profit de la focalisation imposée de la société par la bourgeoisie sur la production industrielle, comme l'a écrit John K. Galbraith : " La norme sociale devint de subordonner sa vie aux fins de l'industrie, de la mettre au service du pouvoir industriel. "[339] Avec la Révolution Industrielle, l'économie de production devenait en effet l'objet principal de la vie de nombre d'individus, au détriment de la poursuite du beau ou du vrai. De plus, les méfaits d'une activité industrielle capitaliste, en termes d'inégalité, d'inhumanité de traitement ou plus récemment de dégâts environnementaux et sanitaires, ont été des critiques déployées contre le capitalisme, et intégrées dans l'esprit du capitalisme (dont un des exemples les plus récents s'appelle la RSE, Responsabilité Sociale, et environnementale, des Entreprises). Ces critiques déjà existantes ont l'intérêt de montrer une autre dimension du capitalisme, celui de son évolution permanente en réponse à ses détracteurs. En particulier, l'utilisation, dénoncée

[337] *Ibid.*, p. 83.
[338] *Ibid.*, p. 84.
[339] John Kenneth Galbraith, *Anatomie du Pouvoir*, Paris, Editions du Seuil, 1985, p 109.

par les auteurs, de l'argument de la concurrence, comme moyen de défense du capitalisme, en est un exemple frappant, démontrant par là-même la force de l'économie de marché, employée comme rempart au capitalisme (force qui disparaît évidemment après leur séparation) :

> Parmi les causes surplombantes, arrêtons-nous un instant à l'invocation de la concurrence acharnée que se livreraient les acteurs économiques (dont l'accroissement fut à la mesure de la mondialisation) et qui soumettrait l'ensemble du monde à de telles contraintes systémiques qu'il serait impossible de s'y soustraire, sauf à prendre des mesures jugées rétrogrades. La concurrence apparaît dans ces discours comme une force absolument désincarnée, le fait, notamment, qu'elle oppose des entreprises de taille différente à des multinationales investies d'une immense puissance étant généralement occulté. Les processus de fusion et de constitution d'oligopoles mondiaux, qui sont autant de contre-exemples à la théorie de la concurrence, sont à peine révélés, ou mis aussi sur le compte de la pression concurrentielle. La littérature de management est de ce fait, à bien des égards, plus "réaliste" quant à la nature des processus en cours que ne le sont beaucoup de travaux qui se réclament directement de la discipline économique. Au moins n'estompe-t-elle pas ces macroacteurs que sont les entreprises et on peut y lire à livre ouvert les stratégies multiples de contournement de la concurrence (l'obtention d'"avantages concurrentiels" n'est rien d'autre que la possibilité d'échapper pour un temps à la concurrence, les enjeux de l'organisation et de la mobilisation des hommes, les manières de transformer une usine en centre de production flexible notamment par la précarisation de la main-d'œuvre et le report des contraintes vers des fournisseurs, diverses recommandations sur les bonnes façons de gérer les différents rapports de force qui conditionnent les profits (avec les salariés, les clients, les fournisseurs, les collectivités publiques), le fait par exemple que l'un des intérêts d'atteindre une taille mondiale est tout simplement de se placer favorablement dans toutes les négociations (de gagner de la force), les manières de faire face aux difficultés à contrôler et même à savoir ce qui se passe dans les entreprises, etc. Le terme de "concurrence", parce qu'il pointe sur les grandeurs marchandes qui peuvent servir, mais seulement sous certaines conditions d'égalisation des compétiteurs et dans la mesure où elle est circonscrite à des situations bien délimitées, à construire un ordre juste, dissimule les rapports de force inégaux de ceux qui forment concrètement l'offre et la demande. En l'état actuel des inégalités (entre entreprises et travailleurs, entre entreprises elles-mêmes, entre marchés financiers et Etats ou entreprises, entre territoires et entreprises), cette concurrence, qui n'a rien de "parfaite", n'est bien souvent que l'imposition de la loi du plus fort, c'est-à-dire aujourd'hui du plus mobile.[340]

[340] *Ibid.*, p. 709-710.

Cette très longue citation résume parfaitement l'utilisation de l'argument de la concurrence, de l'économie de marché, par le capitalisme pour défendre son existence. L'inadéquation entre le capitalisme réel, de pouvoir, et l'idéal de la concurrence, inadéquation recherchée, poursuivie, par les mêmes capitalistes qui utilisent l'argument de la concurrence, illustre en conclusion la réalité de l'économie, celle d'un rapport de forces, en faveur des capitalistes, de nos jours. Ce constat brillant de la réalité de l'économie, la "loi du plus fort", et de la dissimulation du capitalisme sous une théorie de la concurrence qui est contournée en permanence, est la démonstration la plus forte, la plus logique, de l'intérêt d'une séparation conceptuelle et pratique du capitalisme et de l'économie de marché : révélatrice de l'opposition entre ces deux concepts, de l'emploi de la concurrence comme d'une couverture idéologique pour le pouvoir du capitalisme, la séparation proposée dans cette thèse est, si ce n'est déjà pensée, au moins déjà argumentée par la réalité microéconomique d'érection d'avantages concurrentiels et par l'esprit du capitalisme employant des arguments libéraux pour défendre son opposé, le capitalisme.

A la suite de l'analyse ancienne de Weber de l'économie réelle comme d'un lieu de rapport de forces - " Les prix […] sont le résultat de luttes et de compromis ; autrement dit, ils découlent de la puissance respective des parties engagées. "[341] -, et donc de l'importance du pouvoir en économie, Boltanski et Chiapello définissent le plus fort, aujourd'hui, comme le plus mobile, le capital étant en premier lieu le plus mobile, bien sûr, mais aussi les individus qui peuvent le plus facilement se déplacer et utiliser leurs compétences rares en différents endroits de la planète. Le capital et les capitalistes ont donc le grand avantage de la mobilité, qui leur permet de changer d'Etat, de juridiction, de règles, à la manière déjà exposée brillamment par Braudel du capitalisme international du Moyen-Âge, pour en tirer des profits élevés, décorrélés de toute concurrence importante, et se jouant des contraintes étatiques. Le capitalisme n'a, de ce point de vue-là, pas vraiment évolué.

Malheureusement, pourrait-on dire, Boltanski et Chiapello se replient sur la solution publique, de manière traditionnelle[342], pour s'opposer au capitalisme, et appeler à un renforcement de sa

[341] Max Weber, *Economie et Société, tome I, Les catégories de la sociologie*, p.158. Cette idée de rapports de force structurant les prix a été reprise de nombreuses fois, par Fourquet, Orléan, Jorion, Rosanvallon, Zafirovski, etc., et est poursuivie ici aussi.

[342] Presque toutes les dénonciations, souvent justifiées, du capitalisme et de ses abus, aboutissent à un appel à un renforcement de l'Etat, dans un aveuglement sur l'opposition Etat-capitalisme, qu'une analyse du pouvoir comme

régulation. A leurs yeux, la seule force possible pour que les épreuves de justice que subit le capitalisme soient respectées est l'Etat :

> Pour que de nouveaux dispositifs de justice se mettent en place et que les procédures d'épreuve soient respectées une force extérieure est nécessaire – celle du droit appuyé sur un appareil de coercition qui, jusqu'à nos jours, est celui des Etats. C'est dire que la possibilité pour le capitalisme de s'auto-contraindre ne dépend pas seulement de la force de la critique mais aussi de la force des Etats sur lesquels le capitalisme doit compter pour que ceux qui en assurent le fonctionnement se trouvent liés à leur promesse d'autolimitation et respectent ce qui, dans les contrats, concerne non seulement les intérêts des parties mais aussi le bien commun.[343]

Les trois mots, " jusqu'à nos jours ", laissent cependant ouverte la possibilité d'un autre mode de limitation du capitalisme que l'Etat, telle que, par exemple, l'économie de marché bien pensée, séparée du capitalisme. Il est aussi ici seulement fait mention de limitation du capitalisme, et non de dépassement ou de disparition, comme si l'idée de fin du capitalisme était maintenant impossible, depuis la chute du communisme et l'affaiblissement des thèses marxistes. Au lieu de poursuivre l'opposition ordinaire entre capitalisme et Etat, une autre direction transparaît de la séparation entre l'économie de marché et le capitalisme. L'Etat ne peut pour autant pas être complètement oublié, au vu de son pouvoir et de ses fonctions primordiales et nécessaires de protection, de création et maintien du cadre juridique, que ce soient les droits de propriété, de la concurrence, du travail, mais il ne lui sera pas demandé de s'étendre encore plus qu'il ne fait déjà dans ses interventions au sein de l'économie de marché (le néolibéralisme, étudié plus bas, ayant déjà réalisé cette extension du rôle de l'Etat à la garantie de fonctionnement du marché concurrentiel).

En effet, d'un point de vue d'équilibre - et de déséquilibre - de pouvoir, l'Etat dispose d'un pouvoir énorme, par sa nature monopolistique et ses fonctions fondamentales dans une société, qui rendent son intervention économique problématique : appeler un pouvoir encore plus puissant, supérieur à celui, capitaliste, qui est combattu dans l'économie de marché capitaliste, est, d'un point de vue libéral, une solution pire que le problème, une erreur de compréhension du pouvoir, puisque l'abus de pouvoir subi par les individus par un Etat,

---

celle menée ici, et développée ci-dessous, réfute, au nom de la liberté. Un des avantages majeurs de la séparation entre économie de marché et capitalisme est l'abandon de cette opposition unique entre Etat et capitalisme.

[343] *Ibid.*, p. 624

monopolistique par définition est potentiellement encore plus important, même dans un Etat démocratique libéral qui les représente donc, théoriquement, adéquatement. Mais ce cas, revenant à considérer l'Etat comme un Etat parfait, non soumis aux lobbies, pressions et intérêts politiciens, pour être focalisé sur le bien commun, l'intérêt public, est une utopie équivalente à celle du marché parfait : si l'un des deux était réellement parfait et accomplissait sa tâche de la manière dont ses défenseurs le présentent, cette thèse serait sans intérêt, puisque l'évidence empirique orienterait vers le choix d'une des deux perfections, le marché ou l'Etat, quelle qu'elle soit. Le monde réel montre au contraire deux systèmes imparfaits, Etat et marché, qu'il est nécessaire de coordonner de la meilleure des façons pour en retirer une liberté individuelle maximale, par l'évitement des abus de pouvoir.

En conclusion, l'esprit du capitalisme étudié par Boltanski et Chiapello a révélé chez ces auteurs, dans la foulée de Weber, une conception cachée du capitalisme, sous une définition ordinaire du capitalisme comme accumulation illimitée et pacifique, celle d'un capitalisme de domination. La dénonciation de l'utilisation capitaliste d'arguments de l'économie de marché pour se défendre est elle aussi primordiale, car le capitalisme se retrouve idéologiquement nu, démuni, lorsqu'il est conceptuellement séparé de l'économie de marché. L'analyse de l'esprit du capitalisme fournit un nouvel argument pour séparer économie de marché et capitalisme, celui de ne plus permettre au capitalisme de se défendre par, de s'abriter derrière le recours idéologique aux bienfaits de l'économie de marché. Le capitalisme de pouvoir doit développer une autre idéologie que celle de l'économie de marché pour justifier sa domination, ce qui n'a pour l'instant pas été réellement réussi[344].

[344] La prise de risque du capital, justification de son pouvoir autant que de ses profits, est un argument capitaliste important. analysé plus bas. Mais il échoue à le faire dans l'économie moderne.

II.4. Le capitalisme chrématistique de Baechler

Jean Baechler a réalisé une enquête sur le capitalisme et sa définition qui doit être mentionnée par son approche constructive systématique rejoignant la méthode employée dans cette thèse, à savoir la recherche du plus petit dénominateur, ce qui permet de considérer le capitalisme le plus précisément possible, en excluant des concepts comme le marché, la propriété privée, le rendement. Baechler se donne pour objectif de définir le capitalisme pour en fixer son origine, sa source historique, qu'il place dans la politique : le capitalisme serait issu de la démocratie européenne. Même si cette relation entre capitalisme et démocratie européenne est critiquable, le raisonnement de Baechler qui le conduit à cette conclusion éclaire la notion de capitalisme qu'il défend.

II..4.1. Le capitalisme restreint de Baechler

Baechler commence sa recherche de définition du capitalisme par l'exclusion des termes habituels qui lui sont accolés, propriété et marché, sur une base différente de celle employée jusqu'ici, puisqu'il utilise une base historique, très sensée :

> Le marché comme la propriété échouent à définir le capitalisme, car l'un et l'autre sont si courants dans le monde prémoderne que ou bien le capitalisme est présent partout, et donc nulle part, comme émergence historique distincte, ou bien l'on se condamne à chercher en vain un seuil quantitatif qui permette de décider raisonnablement que, en deçà de ce seuil, il n'y a pas de capitalisme, et qu'il y a capitalisme au-delà.[345]

En effet, des marchés existent dès le paléolithique, et se retrouvent durant toute l'histoire à travers le monde, allant jusqu'à "des expériences brillantes d'économies de marché, monétarisées, intégrées et accompagnées de phénomènes marqués d'industrialisation. Les exemples les plus remarquables se rencontrent dans la chine des Tang et des Song, entre 750 et 1100, en Europe à partir du XI^{ème} siècle, au Japon à partir du XVI^{ème} siècle, mais aussi dans l'empire abbasside entre 750 et 950 environ, ou dans l'Inde des Moghols."[346] De même, la propriété privée se retrouve dans une vaste majorité des régimes économiques, à toutes les époques, et ne peut donc servir à définir le capitalisme précisément.

Baechler récuse également l'idée du capitalisme comme une économie d'entrepreneurs, qui utilisent les facteurs capital et travail pour l'échange marchand, dans un but de profit. Alors que l'économie primitive est centrée sur l'auto-consommation, la production étant directement consommée dans le cadre familial ou tribal par le schéma du don et du contre-don, cette présence d'entrepreneurs à la recherche de profit par l'échange marchand semble plus proche du capitalisme tel qu'il est perçu. Mais la présence historique d'entrepreneurs de tous types, marchands (avec l'exemple de la route de la soie), ou financiers (les minorités religieuses de l'ère médiévale par exemple) ne permet pas non plus, selon Baechler, de définir le capitalisme par leur présence. Baechler en arrive donc à la conclusion que le capitalisme moderne ne peut se définir que par la chrématistique, en référence à Aristote :

[345] Jean Baechler, *Le capitalisme 1. Les origines*, p. 85.
[346] *Ibid.*, p. 85.

> La seule issue est de définir le capitalisme comme *chrématistique*. Selon ce critère, une économie capitaliste présente ce caractère distinctif de se soumettre à la rationalité propre de l'économique et de la pousser jusqu'à ses conséquences ultimes. Cette pente suivie avec obstination entretient la tendance à faire transiter par le marché tout ce qui est consommé, et par conséquent à conférer un prix à tout [...][347]

La définition de Baechler du capitalisme se rapproche donc de celle de Weber, qui situe dans l'entreprise rationnelle, avec un but de profit, le capitalisme, et de celle de Marx, dénonçant le côté infini, insatiable, de la recherche de profit : "L'ordre économique est valorisé pour lui-même, et l'augmentation perpétuelle des ressources tenue pour une fin. L'enrichissement individuel et collectif devient la fin dernière de l'espèce et de ses représentants."[348] Ainsi, le capitalisme se distingue par la prépondérance sociale de son but, la domination de la richesse sur les autres fins humaines. Le capitalisme est la victoire de l'économique sur le politique, alors que les économies non capitalistes rejettent la chrématistique comme une erreur, un errement, un vice :

> Les économies anticapitalistes en termes de propriété, de marché, d'entrepreneur poussent la chrématistique jusqu'à l'obsession et à la caricature. En revanche, les économies prémodernes, toujours plus ou moins capitalistes selon les trois premiers critères, sont anticapitalistes au regard du quatrième [la chrématistique]. Dans le monde primitif, il semble aller de soit que la richesse et l'enrichissement ne sont pas des fins, mais des moyens. De quoi ? De la bonne vie commune et du prestige social et politique. Les richesses sont soit consommées en groupes soit redistribuées pour asseoir, consolider et perpétuer des positions. Dans le monde traditionnel, toutes les religions, toutes les éthiques, toutes les philosophies, toutes les idéologies, toutes les mythologies maintiennent toujours l'économique en position subordonnée et condamnent toujours, en la méprisant, la chrématistique. [...] La chrématistique est, en quelque sorte, de la cupidité collective et socialement valorisée.[349]

Cette définition du capitalisme par son but institutionnalisé, valorisé socialement, le profit pour le profit, à l'exclusion d'autres valeurs, fait écho directement[350] à l'analyse des passions et

[347] *Ibid.*, p. 89.
[348] *Ibid.*, p. 89-90.
[349] *Ibid.*, p. 90-91.
[350] L'absence de mention de l'œuvre d'Hirschman par Baechler est de ce point de vue surprenant, mais est peut-être dû à la différence de discipline entre ces deux auteurs, philosophique pour Hirschman, historique pour

des intérêts d'Albert Hirschman qui montre la transformation de la cupidité, méprisée durant le Moyen-Age, en une valeur acceptée, et même positive, sous le capitalisme. La question est directement posée : "Comment se fait-il qu'on en soit venu à considérer comme honorables des activités lucratives telles que le commerce et la banque, alors même qu'elles avaient été réprouvées et honnies durant des siècles, parce qu'on y voyait l'incarnation de la cupidité, de l'amour du gain et de l'avarice ?"[351] Hirschman, nous l'avons vu, montre l'utilisation nouvelle de la cupidité comme d'une *passion compensatrice*, permettant de compenser les passions médiévales irrationnelles et dangereuses, l'honneur, la recherche de la gloire, l'amour-propre, puisque l'appel à la raison ne fonctionne pas pour limiter les passions humaines : le choix de la passion la moins problématique, la plus pacifique, s'impose. Cette passion compensatrice, inoffensive, transformée par la suite en intérêt, rationnel, permet donc d'ouvrir la porte au capitalisme, tel que défini par Baechler, en reléguant les valeurs médiévales à l'irrationalité, au passé.

Baechler peut donc conclure sur sa définition du capitalisme :

> Nous sommes parvenus à une conclusion solide : une économie capitaliste est un régime de l'économique caractérisé par le développement unilatéral et sans contrôle de la solution du problème économique, c'est-à-dire un régime où des marchés font se rencontrer des acteurs qui explorent, échangent, partagent de façon quasi obsessionnelle. On peut exprimer encore la même conclusion en avançant que l'économie capitaliste est celle où l'économique est laissé libre de suivre sa rationalité propre jusqu'aux extrêmes.[352]

Cette définition du capitalisme par la libération sociale de la poursuite du profit ne semble pourtant encore pas totalement précise, puisqu'il pourrait exister un système économique, réel ou théorique, où la recherche du profit est laissée libre, mais ne domine pas la société. Mais Baechler fournit cependant les termes les plus importants dans sa définition du capitalisme, "sans contrôle". Ce n'est pas tant la recherche du profit qui caractérise le capitalisme que sa domination sociale, que la subordination de la recherche des autres valeurs à la cupidité. Plus que la chrématistique avancée par Baechler, il s'agit du pouvoir qui caractérise le capitalisme, le pouvoir de diriger l'économie et la société dans son ensemble vers la recherche de profit.

Baechler. En effet, le capitalisme défini par Baechler vient directement de la libération de la cupidité montrée par Hirschman au XVIIIè siècle. Il s'intéresse par contre par la suite à l'interprétation religieuse de Weber.

[351] Albert O. Hirschman, *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, p. 13.

[352] Baechler Jean, *op.cit.*, p. 91.

Ce n'est donc pas le quatrième critère, celui de la chrématistique, qui permet à nos yeux de caractériser le capitalisme de la façon la plus précise, et la plus concise, mais un cinquième critère, celui du pouvoir. Baechler le laisse clairement transparaître quand il décrit le capitalisme sans contrôle et intéressé par le seul profit : sans le pouvoir social d'imposer son objectif, il n'aurait pas pu se développer comme il l'a fait historiquement. Il lui fallait une transformation des valeurs, et l'aide d'une classe sociale en pleine ascension, pour s'imposer comme il l'a fait.

Ainsi, un système économique de propriété privée, coordonné par une économie de marché constituée d'entrepreneurs rationnels à la recherche de profit, une activité et un but valorisés, n'est-il pas encore le capitalisme, tant que cette recherche rationnelle de profit ne devient pas prépondérante, tant que les entrepreneurs n'ont pas le pouvoir social et économique d'orienter le système vers cette fin supérieure, dominante. Par exemple, l'existence d'autres valeurs en concurrence avec le profit, comme l'honneur ou le pouvoir politique, amène un système social très différent du capitalisme, puisque le profit ne constitue qu'une partie minoritaire des buts de l'individu. Le capitalisme apparaît donc quand son but, ses acteurs, deviennent dominants socialement, quand ceux-ci ont le pouvoir et peuvent orienter l'individu vers leur but propre, celui du profit.

Le capitalisme peut donc se définir de la façon la plus concise possible par : *le pouvoir aux actionnaires*, non seulement un pouvoir de marché et de contrôle de la production, un pouvoir également social, qui valorise le profit - par l'identification entre l'atteinte de l'intérêt privé et l'obtention du bien commun -, et l'impose comme fin dominante de l'individu, plutôt que comme moyen. Le capitalisme nécessite bien sûr la propriété privée, des entrepreneurs visant le profit, et la valorisation de la chrématistique, le besoin d'une économie de marché étant lui sujet à questions, en particulier si l'économie de marché est définie par la libre concurrence. Mais ces trois critères ne sont que des conditions d'existence du capitalisme, comme d'autres systèmes économiques possibles, qui ne le définissent par conséquent pas réellement.

Cette idée de domination sociale du capitalisme permet de comprendre là aussi l'intérêt d'une confusion entre capitalisme et économie de marché pour le capitalisme, car par l'identification du bien commun et de la poursuite de l'intérêt privé (le profit pour la classe la plus puissante), par l'identification de l'atteinte de la satisfaction du client avec la réalisation de profit, et non avec l'absence de profit, le capitalisme justifie le profit qu'il réalise. La société moderne ne

valorise le profit que parce que celui-ci a été assimilé à la satisfaction du client sur le marché concurrentiel, qu'il 'récompense' le meilleur producteur, et non pas le pouvoir du capitalisme. Lorsque le profit devient plutôt le pouvoir d'extraction de valeur, du côté du client autant que du côté du salarié, alors sa valorisation sociale devient plus difficile, dans une société libérale où le pouvoir est suspect, car dérivant vers des abus de pouvoir.

II.4.2. Critique du capitalisme chrématistique

Baechler définit le capitalisme comme chrématistique, définition défendue historiquement par l'absence de chrématistique dans les autres sociétés prémodernes. Il peut s'engager ensuite sur la question qui l'intéresse le plus, celle de l'origine du capitalisme, origine qu'il aperçoit dans le politique :

> [...] quels sont les facteurs non économiques propres aux sociétés européennes qui ont permis ou interdit, encouragé ou découragé la libération de l'économique entre 1750 et 1850 ? La théorie conseille de chercher ces facteurs du côté du politique.[353]

La thèse de Baechler sur l'origine du capitalisme repose sur l'idée que le "facteur central est politique, à savoir le régime politique démocratique ou en voie de démocratisation des nations européennes modernes."[354] Il argumente cette position en deux étapes, la première consistant à relier capitalisme et démocratie, puisque "le capitalisme est la transcription économique de principes dont la transcription politique est la démocratie", et la deuxième à montrer que "le capitalisme est une conséquence de la démocratie"[355]. Baechler, malgré sa définition limitée du capitalisme comme chrématistique, ne le sépare pas de l'économie de marché, et poursuit donc une argumentation paradoxale en faveur du capitalisme, considéré comme manifestation de démocratie économique, sur la base non pas de la chrématistique, mais de la liberté, de la propriété privée, etc. Paradoxalement, la définition chrématistique du capitalisme de Baechler ne l'empêche pas de solliciter à l'envi les arguments de l'économie de marché pour montrer ce lien entre capitalisme et démocratie européenne, peu évident, quand la démocratie est pensée comme un système politique pluraliste, libéral, où les pouvoirs sont équilibrés pour éviter les abus, au contraire d'un capitalisme de pouvoir.

Plutôt que de s'intéresser en détail à la longue démonstration sur l'adéquation des principes entre démocratie et capitalisme, réalisée par Baechler, concentrée sur la liberté des individus dans une économie de marché (liberté d'initiative, de propriété du travail ou de l'épargne), sur la régulation par le marché des prix librement fixés, ou sur la différence entre sphère privée, dont fait partie l'économie, et sphère publique, il faut souligner le glissement sémantique dans

[353] *Ibid.*, p. 91-92.
[354] *Ibid.*, p. 93-94.
[355] *Ibid.*, p. 94-95.

ces pages, symbolisé par la phrase de conclusion : "En un mot, une économie démocratique ne pourrait qu'être une économie de marché."[356] Baechler, qui ne définit pas le capitalisme par le marché, emploie donc néanmoins un terme très proche, celui de l'économie de marché, pour défendre le côté démocratique du capitalisme. Ce n'est pas la chrématistique qui confère le côté démocratique au capitalisme, c'est l'économie de marché. La cohérence conceptuelle de Baechler s'arrête à ce stade, après avoir défini le capitalisme de façon chrématistique, pour le défendre ensuite sous le terme d'économie de marché. En réalité, Baechler englobe dans le capitalisme les vertus de l'économie de marché, liberté, concurrence et régulation privée. La défense de la chrématistique, la définition du capitalisme de Baechler, n'apparaît nulle part, ne résolvant pas le problème de justification capitaliste. Il réintègre donc dans un même concept économie de marché et capitalisme, revenant malgré sa définition capitaliste à la confusion historique qui permet au capitalisme de se retrancher derrière les avantages de l'économie de marché.

Baechler, poursuivant sur sa démonstration d'une homogénéité de concepts entre économie de marché et économie démocratique, souligne un point crucial, ordolibéral[357], sur celle-ci :

> Il faut souligner qu'une démocratie ne devrait pas adopter une économie de marché sur l'argument que c'est la plus efficace. Si l'on veut l'une, il faut, par souci de cohérence, adopter l'autre, même si elle devait être moins efficace. Dans ce cas, il faudrait prendre l'inefficacité économique relative comme le coût à payer pour vivre sous un régime de libertés. Le marché est aussi et d'autre part plus efficace. C'est un bénéfice secondaire de la démocratie, ce n'est pas sa fin, qui est la paix par la justice sous l'égide des institutions appropriées à la fin.[358]

La liberté comme critère de choix de l'économie de marché, plutôt que l'efficacité, en théorie issue de l'équilibre général naturel, est là encore un attribut de l'économie de marché, et non du capitalisme, même défini à la manière de Baechler : en quoi la recherche obsessionnelle de profit amène-t-elle plus de liberté qu'une autre valeur, par exemple la dépense ostentatoire des riches pour asseoir leur statut ? L'argumentation en termes de liberté de Baechler ne permet pas de défendre le capitalisme, mais s'applique très bien à l'économie de marché moderne, qui

[356] *Ibid.*, p. 99.
[357] Voir le chapitre sur le néolibéralisme où l'ordolibéralisme abandonne l'idée d'équilibre général du marché, puisque celui-ci n'est plus naturel mais artificiel, au profit de la liberté individuelle comme qualité principale de l'économie de marché.
[358] *Ibid.*, p. 99-100.

abandonne l'idée d'équilibre du XIX^{ème} siècle au profit de la liberté. Elle est très convaincante pour expliquer en quoi l'économie de marché est une économie démocratique, et absolument pas pour le capitalisme. Un autre argument développé par Baechler le montre, avec une erreur de compréhension de l'économie, où il considère que les clients sont soumis aux producteurs, ce que le capitalisme recherche mais ne réussit pas totalement :

> En démocratie, la règle est inflexible : tout pouvoir doit être consenti, à titre temporaire, circonscrit et réversible, aux compétents par les obéissants. Les obéissants sont ici les consommateurs.[359]

Le contresens sur le pouvoir économique est ici patent, car l'économie de marché, quand elle est concurrentielle, est le lieu du pouvoir au client, et non au producteur. Le capitalisme essaie de renverser ce pouvoir, à son profit et pour son profit, ce qu'il réussit trop souvent à faire, mais ne met pas pour autant le client en position d'obéissant. Le parallèle de soumission du client au producteur, à l'identique de la soumission du citoyen aux lois du politique et à ses représentants, ne fonctionne donc pas pour défendre le capitalisme. Pourtant, la définition de l'économie de marché comme d'un "forum de démocratie directe permanente"[360] est attractive, même si l'économie de marché ne s'intéresse pas au bien commun, mais à l'intérêt privé de chacun. Il y a bien un processus de sélection démocratique des propositions économiques les plus pertinentes, mais celui-ci n'empêche pas des propositions minoritaires d'exister, et surtout ne fournit pas le même poids à chaque client, puisque le poids est fonction du porte-monnaie, et non du principe un homme - une voix. Le concept de forum de démocratie directe transposé à l'économie ne fonctionne pas pour illustrer le capitalisme.

Enfin, l'argumentation autour du profit, concept par contre typiquement capitaliste, développé par Baechler, laisse aussi place à une forme d'incompréhension de la recherche du profit pour la démocratie :

> Le profit est le prix de l'initiative, et non pas du travail de l'entrepreneur ni du risque qu'il prend. Comme il est de la nature d'une initiative de pouvoir se banaliser, nous avons déjà indiqué que le profit dégagé par les marchés pour tel produit tend toujours vers zéro.[361]

[359] *Ibid.*, p. 103.
[360] *Ibid.*, p. 104.
[361] *Ibid.*, p. 104.

Sans revenir sur le mythe de la tendance du profit vers zéro, par l'effet de la concurrence, dans une économie de marché capitaliste, l'idée que le profit est le prix de l'initiative possède deux avantages majeurs, et un inconvénient : le premier avantage est qu'il n'a pas de valeur relative puisqu'il n'a pas de valeur mathématique sur lequel se baser, se comparer (le profit peut donc être de n'importe quel ordre, 1 € comme 10 milliards d'€). Le deuxième avantage est que toute entreprise étant une initiative, la répartition entre profit et travail n'est jamais questionnée dans une entreprise, ni questionnable, car le profit est une forme de prime au premier arrivant, le(s) fondateur(s) de l'entreprise, les actionnaires. Il n'y a pas de justice réelle à solliciter dans la répartition de la valeur ajoutée, tant que les prix sont ceux du marché. L'arrivée d'actionnaires ultérieurs prenant part au profit par la suite n'est pas envisagée, même si aucun d'eux n'a pris l'initiative de la création de l'entreprise, et ne devrait donc avoir accès au profit dans ce cas (et surtout lors de l'injection de nouveaux capitaux dans l'entreprise). Cette définition du profit par l'initiative se rapproche du concept d'incertitude de Knight, résumée par Schumpeter de la façon suivante, et retirant tout lien avec le volume de capital :

> La raison fondamentale est que les gains des entrepreneurs ne sont pas des rémunérations permanentes, mais (pour adopter le langage de la théorie de Knight et Dobb) émergent chaque fois que, dans des conditions d'incertitude, la décision d'un entrepreneur se révèle heureuse. *Ces gains n'ont pas de relation avec le volume de capital employé.* [362] [italique ajouté]

L'absence de lien avec le capital, premier avantage énoncé ci-dessus, est issu de l'incertitude dans laquelle vit l'entrepreneur, qui rend les décisions et actions non calculables, et donc sans référence, que ce soit un seuil ou un plafond de profit. Mais cette conception du profit, comme le résultat d'une initiative réussie, ne fournit pas d'arguments contre la disparition de celui-ci, au profit des salaires ou de la baisse du prix du client, et a donc l'inconvénient majeur de ne se reposer que sur le pouvoir de l'actionnaire par la suite. Aucun profit n'est donc nécessaire pour rémunérer l'immobilisation des capitaux investis dans l'entreprise et le risque pris, par la suite, quand les salariés revendiquent une rémunération différente de leurs efforts, ou que les clients demandent une baisse de prix. L'argument de l'initiative se retourne contre l'actionnaire de l'entreprise capitaliste, quand la concurrence apparaît ou que les salariés se mettent en grève.

[362] Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique, III – l'âge de la science*, p. 205-206.

Mais le pouvoir étant du côté des actionnaires dans le capitalisme, cette conception du profit est la plus profitable pour eux, puisqu'elle ne fixe pas de limites au profit[363].

Baechler, malgré sa définition du profit, tient à limiter néanmoins les moyens de création de profit, afin de ne justifier que le profit issu de l'initiative, de la nouveauté :

> Il n'en reste pas moins que le profit - qui, en termes techniques, est le prix attribué par la demande à une offre de monopole, puisque l'initiative est unique au début, par définition - est le signal monétaire que la démocratie directe est respectée dans l'économie. Toutes les autres sources de profit n'en sont pas : ce sont généralement des vols rusés aux dépens des consommateurs.[364]

Baechler ne conçoit pas que le profit ne soit pas le seul à être une forme de vol rusé, et que des salaires élevés puissent également être qualifiés de la même façon, par la limitation de la concurrence d'une entreprise sur son secteur. Il oublie également que le profit se constitue non seulement par le rapport de force avec le consommateur, mais aussi par celui avec le salarié. Pourquoi le pouvoir de marché, sur le prix d'un bien vendu par une entreprise à un de ses clients serait-il différemment utilisé par le capitaliste, par rapport à la fixation du salaire d'un employé sur le marché du travail ? Le profit peut en fait être interprété des deux façons, aussi justes l'une que l'autre, d'une spoliation des salariés autant que d'une spoliation des clients. Marx, en se consacrant seulement sur le versant de la production, de la relation entre salarié et capitaliste, avait manqué la possibilité de spoliation des clients par le capital (mais aussi par les salariés). Baechler réalise l'oubli inverse, en se concentrant uniquement sur les clients, les consommateurs, et en n'intégrant pas la capacité des salariés de commander un prix, un salaire décorrélé du marché concurrentiel. La complicité capital-travail existe pour retirer du client un prix non concurrentiel favorable aux producteurs dans son ensemble.

La limitation par Baechler du profit à la seule initiative trace donc une limite entre un profit justifié et un profit injustifié, qu'il ne développe pas plus, laissant ainsi une question majeure irrésolue : comment une "économie démocratique" identifie-t-elle et corrige-t-elle ces profits injustifiés (qui doivent survenir puisque Baechler les mentionne) ? La loi est impuissante à sanctionner ces "vols rusés" puisqu'ils sont issus des prix du marché, imparfait par définition.

[363] La justification du profit est traité par la suite, lors de l'analyse de la répartition de la valeur ajoutée, dans la troisième partie.
[364] Jean Baechler, *op. cit.*, p. 104.

Sans critère de justification du profit (toute entreprise est née d'une initiative, même s'il y a fort longtemps, et peut donc légitimer son profit ainsi), il n'y a donc pas de critique du profit capitaliste possible, ce qui pourrait en soi être un résultat très intéressant, dans une optique de défense du capitalisme et de son objectif, le profit.

Baechler conclut donc de façon extrêmement étonnante sa démonstration entre capitalisme et économie démocratique, par la phrase suivante : " [...] nous avons pu démontrer qu'un régime économique purement démocratique instaurerait une économie de propriété, de marché et d'entreprise."[365] Baechler ayant défini le capitalisme par la chrématistique et non par un de ces trois critères ci-dessus, sa démonstration pose problème, puisqu'il arrive à une économie qui *n'est pas* capitaliste, de son propre aveu. Mais la clé de cette confusion semble se trouver dans l'argument du profit comme but de l'entreprise : "Laisser les citoyens libres d'entreprendre et les récompenser par le profit de leurs entreprises, ce serait encourager des innovations permanentes et perpétuelles, et garantir un développement économique sans fin."[366] Baechler n'imagine donc pas une entreprise avec un but autre que le profit, qui pourrait n'être qu'une forme de rémunération partagée différemment, par exemple une entreprise avec un but de satisfaction du client. De même, la présence de profit serait la garantie d'innovations, dans un retournement entre science et économie : l'économie serait créatrice des innovations et non la science. L'interaction proposée entre progrès et capitalisme renvoie à la critique de la thèse de Schumpeter, la destruction créatrice, au profit d'une causalité bien plus claire, sur la base de la liberté, entre économie de marché et innovations. En conclusion, la définition du capitalisme comme chrématistique par Baechler n'a pas réussi à lui faire séparer économie de marché et capitalisme, et à sortir les concepts de marché concurrentiel, de liberté, du capitalisme. Ainsi, sa démonstration du capitalisme comme économie démocratique tourne-t-elle court, à notre sens, puisque la démonstration conduit à relier économie de marché et démocratie.

Baechler, cherchant toujours à démontrer que l'origine spécifique du capitalisme se trouve dans le système politique démocratique européen, réfute donc d'autres origines, religieuse (avec, bien sûr, la thèse de Max Weber sur le protestantisme) ou scientifique (une origine que Baechler ne considère que très rapidement, la niant sur la base historique d'un développement scientifique dans d'autres régions du monde, sans capitalisme, et d'un déploiement majeur des innovations après la création du capitalisme en Europe). Baechler peut également expliquer

[365] *Ibid.*, p. 107.
[366] *Ibid.*, p. 107.

l'existence de pays capitalistes et non démocratiques actuellement, par l'extension passée du capitalisme occidental démocratique, et donc le maintien de l'idée d'une origine démocratique du capitalisme, devenu mondial. Mais cette pirouette théorique, qui revient à considérer que tout capitalisme non-démocratique apparu après le capitalisme européen ne remet pas en cause l'origine démocratique du capitalisme, reste faible, avec le cas des Etats-Unis (non mentionné par Baechler), un pays démocratique et capitaliste, mais non européen pour autant, de l'Inde, ou de la Chine. Mais Baechler conclut néanmoins positivement sa recherche par les propositions suivantes :

> - le caractère spécifique du système capitaliste est la recherche privilégiée de l'efficacité économique ;
> - la condition première de la maximisation de l'efficacité économique est la libération de la société civile par rapport à l'Etat ;
> - cette condition est remplie lorsqu'une aire culturelle est divisée en plusieurs unités politiques souveraines ;
> - pour que ces virtualités donnent toutes leurs conséquences, il faut aussi que le système des valeurs se modifie au détriment des valeurs religieuses, militaires et politiques, et que les besoins soient libérés ;
> - seul l'Occident a connu une évolution qui a tendu à remplir toutes ces conditions : l'ordre féodal issu de la décadence des provinces occidentales de l'Empire romain ignorait les échanges ; lorsque ceux-ci ont réapparu, ils ont produit un être original : le bourgeois, voué aux tâches économiques et démuni de toute légitimité. L'absence d'un ordre européen a entraîné l'anarchie du marché et l'impossibilité de créer un ordre économique. La dévalorisation des fonctions religieuses, politiques et militaires a concentré les énergies sur les activités économiques. Enfin, la destruction des genres de vie a libéré les besoins et produit le consommateur moderne.[367]

On le voit, le profit a disparu du capitalisme, remplacé par l'efficacité économique maximale, qui peut être obtenue par l'économie de marché bien plus que par la chrématistique, la force de la concurrence pour l'amélioration permanente des procédés de production se révélant bien plus puissante que la recherche de profit. La démonstration de Baechler, une fois mise de côté l'absence de continuité dans sa définition du capitalisme, amenant une confusion permanente avec l'économie de marché, est cependant convaincante, puisque le besoin d'un système politique bienveillant pour le capitalisme semble être la condition principale de son apparition

[367] *Ibid.*, p. 308-309.

à la fois historiquement et théoriquement. Comme Marx l'avait déjà bien souligné auparavant, l'Etat est indispensable pour le déploiement du capitalisme, mais il l'est surtout, et aussi, pour l'économie de marché. Cet Etat est un Etat finalement démocratique libéral, même s'il est créé au départ avec un suffrage censitaire, donc par les propriétaires de capital, orientés vers le capitalisme par leur intérêt propre.

II.5. Karl Polanyi, critique de l'économie de marché autorégulée

La Grande Transformation, de Karl Polanyi, économiste hongrois émigré en Angleterre puis aux Etats-Unis, est une oeuvre parue en 1944, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, moment particulier s'il en est par rapport au contenu historico-économique de cette oeuvre. L'analyse originale de l'économie de marché par Polanyi dans *La Grande Transformation* a pour origine une tentative d'explication à l'apparition du fascisme au XX^{ème} siècle, dans les années 1930, ou comme le dit Louis Dumont :

> La Grande Transformation, c'est ce qui est arrivé au monde moderne à travers la grande crise économique et politique des années 1930-1945, c'est-à-dire, Polanyi s'emploie à le montrer, la mort du libéralisme économique.[368]

Pour être plus précis, la Grande Transformation présentée par Polanyi a pour origine une première mutation, qui précède l'arrivée du fascisme, et qui en est pour lui la cause, la tentative libérale d'instauration d'une société de marché, d'un libéralisme économique total. Cette tentative est selon Polanyi un échec, conduisant directement au fascisme en réponse à l'utopie du marché autorégulé.

Par rapport à la séparation de l'économie de marché et du capitalisme proposée plus haut, cet ouvrage se positionne dans l'optique inverse, une homogénéité entre capitalisme et économie de marché. Il est de ce point de vue hautement intéressant, car il fournit une grille de lecture complètement différente de l'histoire occidentale au sens large de la fin du XVIII^{ème} siècle au milieu du XX^{ème} siècle. La thèse de l'impossibilité de réalisation d'une utopie, l'économie de marché auto-régulé, qui structure selon Polanyi ce pan de l'histoire, se trouve défendue par une interprétation des faits historiques particulière, certains en faveur de cette utopie, d'autres en opposition. Polanyi essaie de montrer la tentative historique d'instauration d'une société de marché, tentative qui est un échec car cette société de marché ne peut exister dans la réalité, puisque détruisant la base de toute société humaine. L'analyse de cet ouvrage permet donc une comparaison historique entre les deux thèses ici présentes, celle de l'homogénéité et celle de la séparation entre économie de marché et capitalisme. Encore plus, Polanyi réduit l'économie de marché à la seule conception du XIX^{ème} siècle, celle d'un marché auto-régulé, de laissez-

[368] Karl Polanyi, *La Grande Transformation*, trad. par C. Malamoud et M. Angeno, préface de Louis Dumont, Paris, Gallimard, 1983, p. IV.

faire, celle d'un marché concurrentiel parfait. L'idée d'un autre type de marché, avec d'autres qualités, n'est pas évoquée par Polanyi (il ne peut vraiment connaître la thèse de Schumpeter, d'un capitalisme de marché imparfait, publiée presque au même moment, avec *Capitalisme, socialisme et démocratie* paru en 1945).

Polanyi développe donc une analyse pointue de l'économie de marché autorégulée au niveau historique et conceptuel, sans distinction avec le capitalisme. L'absence de séparation entre économie de marché autorégulée et capitalisme chez Polanyi, en fait un penseur de l'économie et de son histoire qui sont différentes de celles issues de cette séparation. Il se base en effet sur une homogénéité entre le discours libéral et sa pratique, sur le fait que l'économie de marché est matérialisée par le capitalisme, tous deux critiqués simultanément. La critique de la réalité historique du capitalisme est ainsi également une critique de l'idée de marché autorégulé[369]. Le capitalisme est la réalisation normale de la théorie de l'économie de marché auto-régulée chez Polanyi, ce qui conduit à une critique cumulée de sa part, à la fois de l'utopie du marché auto-régulé et du capitalisme, par des arguments théoriques et historiques qui se combinent, l'interprétation de faits historiques par Polanyi servant de preuves à sa réfutation de la théorie de l'économie de marché autorégulé. L'opposition se place donc sur deux plans, historique et théorique.

Polanyi, par son absence de distinction entre capitalisme et économie de marché, révèle des liaisons majeures entre économie de marché et capitalisme sur ces deux plans, avec la démonstration de la marchandisation de la terre, du travail et de l'argent au XIX^{ème} siècle. Son analyse permet de comprendre l'interaction historique entre l'idée du marché autorégulé et la réalité du capitalisme, interaction impensée lorsque ceux-ci sont assimilés, et pourtant révélée par cette assimilation. L'histoire change donc d'interprétation selon les thèses d'homogénéité ou de séparation entre capitalisme et économie de marché. L'ouvrage de Polanyi sert donc également de moyen indirect d'étudier l'impact de la séparation entre économie de marché et capitalisme sur l'histoire ou plutôt sur la compréhension de l'histoire de ces deux concepts différents.

[369] Cette argumentation typique, la critique du marché autorégulé sur la base d'arguments dérivés d'actions capitalistes historiques, ne peut évidemment plus fonctionner si économie de marché et capitalisme sont séparés, et même opposés.

Au-delà de cette lecture de l'histoire économique du XVIII^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle concentrée sur l'échec du marché autorégulé, Polanyi développe l'idée nouvelle et majeure de la séparation de l'économie et de la société, un désencastrement de l'économie de marché, qui était auparavant toujours encastrée dans les rapports sociaux et leurs règles. La modernité crée donc une économie libérée des rapports sociaux, pensée comme hors de la société. Cette idée provient d'une méthode originale, anthropologique, de comparaison de la société moderne avec les sociétés 'primitives', où les sociétés primitives fournissent un éclairage à la particularité de la société moderne. Ainsi, en partant d'une analyse comparative des sociétés, Polanyi construit une explication du fascisme à partir du développement moderne qui "partant de l'innovation du marché auto-régulateur, aboutit à l'enterrement du libéralisme par Adolf Hitler"[370]. Le fascisme s'explique donc comme une réponse au problème de l'économie de marché autorégulateur :

> On peut décrire la solution fasciste à l'impasse où s'était mis le capitalisme libéral comme une réforme de l'économie de marché réalisée au prix de l'extirpation de toutes les institutions démocratiques, à la fois dans le domaine des relations industrielles et dans le domaine politique.[371]

Polanyi écrit donc tout d'abord *La Grande Transformation* pour expliquer l'apparition du fascisme, et se faisant, développe une critique radicale de l'économie de marché autorégulée, qui fait écho à la critique par le néolibéralisme du marché naturel[372]. L'analyse de ce livre se déroule donc en deux étapes, la première consistant à détailler la pensée de Polanyi, les arguments de réfutation du marché autorégulé tel qu'il le saisit, et la deuxième consistant à profiter de ses arguments pour compléter, renforcer, l'intérêt d'une séparation entre économie de marché et capitalisme. En effet les arguments de Polanyi se révèlent des arguments contre le capitalisme et contre la théorie du marché naturel autorégulé, mais ne s'attaquent pas au marché réel, une fois celui-ci pensé hors du marché autorégulé.

[370] *Ibid.*, p. VII.
[371] *Ibid.*, p. 322.
[372] La troisième partie de cette thèse montre comment le néolibéralisme renouvelle l'idée de l'économie de marché en le rendant artificiel et non plus naturel.

II.5.1. Définition de l'économie de marché par Polanyi

Le marché auto-régulé qu'analyse Polanyi n'est pas le marché historique, local, encadré, que Braudel par exemple définit, il s'agit d'un marché mondial, libéré des contraintes, qui doit pour fonctionner transformer des biens jusque-là non économiques en marchandises, biens qui sont le travail, la terre et la monnaie. Le marché autorégulé doit dominer les échanges, en demandant aux Etats l'absence d'intervention économique de leur part, absence garante de son efficacité naturelle. La création d'un marché du travail, d'un marché de la terre, et de celui (déjà existant) de la monnaie sont des phénomènes sur lesquels Polanyi se penche, en particulier en Angleterre, terre d'origine du libéralisme économique et de la Révolution industrielle, sur la pratique des *enclosures* (pour le marché de la terre), la loi de Speenhamland (pour le marché du travail), et l'étalon-or (pour le marché de la monnaie), qui démontrent à ces yeux une résistance de la société à ces transformations libérales. Polanyi se focalise donc sur une période de moins de deux siècles, de la fin du XVIII^{ème} siècle aux années 1930, où l'Europe s'est profondément transformée par la Révolution industrielle et surtout par le marché autorégulé, idée utopique :

> Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert. Inévitablement, la société prit des mesures pour se protéger, mais toutes ces mesures, quelles qu'elles fussent, compromirent l'autorégulation du marché, désorganisèrent la vie industrielle, et exposèrent ainsi la société à d'autres dangers. Ce fut ce dilemme qui força le système du marché à emprunter dans son développement un sillon déterminé et finit par briser l'organisation sociale qui se fondait sur lui.[373]

Polanyi veut montrer que l'effondrement du système économique international, qui a mis fin à l'équilibre des puissances - équilibre qui a permis presque cent ans de paix en Europe entre 1815 et 1914 - est la fin d'une économie mondiale fondée sur le marché. Polanyi introduit également un "parti de la paix", qui a un intérêt à la paix plutôt qu'à la guerre en Europe, celui de la "haute finance", et qui y parviendra quelque temps :

[373] *Ibid.*, p.38.

> La haute finance, institution *sui generis* propre au dernier tiers du XIXè siècle et au premier tiers du XXè, fonctionna, au cours de cette période, comme le lien principal entre l'organisation politique et l'organisation économique mondiales. Elle fournit les instruments d'un système de paix internationale, qui fut élaboré avec l'aide des Puissances, mais que les Puissances elles-mêmes n'auraient pu ni créer ni maintenir.[374]

Ainsi, les acteurs les plus actifs en faveur de la paix sont ceux de la sphère supérieure de l'économie, les financiers, même si sur la période 1860-1930, la Première Guerre mondiale a rompu la paix européenne de façon majeure. Les acteurs économiques auraient donc eu un rôle de maintien de la paix entre les puissances européennes, rôle qui n'a pourtant pas empêché la Première Guerre mondiale de survenir. Polanyi, laissant de côté cette guerre, hors de son sujet, décèle dans la fin de l'étalon-or le facteur de désintégration de l'économie moderne, désintégration qu'il convient de relativiser de nos jours, avec le capitalisme dominant de notre époque :

> La débâcle de l'étalon-or international constitua le lien invisible entre la désintégration de l'économie mondiale depuis le début du siècle et la transformation d'une civilisation tout entière au cours des années trente.[375]

Polanyi identifie l'étalon-or au dernier et "seul pilier qui subsistât" de l'économie de marché autorégulée, après la fin de la transformation de la terre et du travail en marchandises. L'interprétation de Polanyi est donc que la disparition de l'étalon-or est le dernier maillon qui s'effondre et entraîne la destruction de l'utopie du marché autorégulé. "Pour les économistes libéraux, l'étalon-or était une institution purement économique ; ils refusaient même de le considérer comme une partie d'un mécanisme social."[376] Polanyi voit par contre dans la monnaie bien plus qu'une marchandise, puisqu'il la fait seulement devenir marchandise avec la création de l'étalon-or, et non avant. Il identifie finalement un seul facteur sous-jacent commun dans l'histoire du XIX^{ème} siècle, le marché auto-régulé :

[374] *Ibid.*, p. 45.
[375] *Ibid.*, p. 58.
[376] *Ibid.*, p. 58.

> l'équilibre des puissances, l'étalon-or et l'Etat libéral, ces principes fondamentaux de la civilisation du XIXè siècle, tenaient tous leur forme, en dernière analyse, d'une unique matrice commune, le marché auto-régulateur.[377]

Polanyi considère que l'échec de l'étalon-or dans les années 1920 marque l'échec du marché auto-régulateur, qui a entraîné l'Etat libéral dans sa chute, et donc l'irruption du fascisme dont l'origine peut être tracée à partir de l'Angleterre. "Pour comprendre le fascisme allemand, nous devons en revenir à l'Angleterre de Ricardo. La Révolution Industrielle fut un événement anglais. L'économie de marché, le libre-échange et l'étalon-or furent des inventions anglaises."[378] La marchandisation des trois facteurs identifiés par Polanyi, terre, travail et monnaie, est donc le phénomène qui montre l'apparition de l'économie de marché autorégulée.

"En fait, la production mécanique, dans une société commerciale, suppose tout bonnement la transformation de la substance naturelle et humaine de la société en marchandises."[379] Et cette transformation fait disparaître la société humaine dans son ensemble, en transformant en marchandises l'environnement de l'homme, la terre, et l'homme même, son travail. Le machinisme est donc la cause principale de la naissance de l'économie de marché, car il lui faut des facteurs de production disponibles pour lui permettre de fonctionner correctement (c'est-à-dire de répondre aux volumes de production et de garantir une production).

Polanyi suit un ordre qu'il définit comme historique, en commençant par la marchandisation de la terre, puis du travail, puis de la monnaie. Chacune de ses marchandisations successives a plutôt été relativement corrélée, comme par exemple avec le phénomène des *enclosures*, qui a marchandisé la terre mais permis aussi la marchandisation du travail, la création d'un marché du travail. La marchandisation de la terre provient tout d'abord en Angleterre de la pratique des *enclosures*, qui dura de nombreuses décennies et permit aux nobles et aux riches bourgeois de s'approprier progressivement les champs communaux, autrefois partagés dans les villages, et où les paysans pouvaient faire subsister quelques-uns de leurs propres animaux, avec peut-être une perte de productivité liée à une mauvaise exploitation de ces champs, mais surtout une possibilité pour chacun de survivre sans avoir besoin de se déplacer ou de vendre leur force de travail, comme les futurs prolétaires du XIX^{ème} siècle. Les seigneurs et les riches, grâce à ces lois, purent acheter, souvent à vil prix, en usant de violence

[377] *Ibid.*, p. 70.
[378] *Ibid.*, p. 71.
[379] *Ibid.*, p. 86.

ou de menaces, les champs communaux pour les clôturer (d'où le nom de ces lois) et les transformer en pâturages pour les moutons, pour l'industrie de la laine en pleine expansion.

Polanyi décrit donc l'économie de marché comme une économie basée sur le gain et le profit, en les dénonçant car ils n'avaient jamais auparavant été des facteurs importants dans les sociétés humaines. Définir ainsi l'économie de marché, par le gain et le profit, et non par la liberté ou par la concurrence, revient donc à assimiler économie de marché et capitalisme, le capitalisme ayant en effet le profit comme objectif. Polanyi peut ainsi montrer la différence entre les marchés historiques restreints qui ont existé depuis le début de l'humanité, et l'économie de marché moderne. La propension au troc, à l'échange, d'Adam Smith, faculté qui définit l'homme par rapport à l'animal est réfutée par Polanyi, l'homme primitif n'ayant aucune prédilection innée pour les activités lucratives. Au contraire, ce sont plutôt des principes de réciprocité et de redistribution qui se trouvent au cœur des activités économiques des hommes primitifs.

> Le passage des marchés isolés à une économie de marché, et celui des marchés régulés au marché autorégulateur, sont en vérité d'importance capitale. Le XIXè siècle, - saluant ce fait comme le sommet de la civilisation ou le déplorant comme une excroissance cancéreuse - imaginait naïvement que cette évolution était le résultat naturel de l'extension des marchés. On ne s'aperçut pas que la transformation des marchés en un système autorégulateur doté d'une puissance effrayante ne résultait pas en quelque tendance à proliférer inhérente aux marchés, mais qu'elle était plutôt l'effet de stimulants extrêmement artificiels que l'on avait administrés au corps social afin de répondre à une situation créée par le phénomène non moins artificiel de la machine.[380]

Polanyi opère en fait une distinction, non pas entre capitalisme et économie de marché, mais entre marché historique régulé et économie de marché autorégulée. Cette autre distinction lui permet de ne pas nier l'existence, avérée, de marchés avant le XVIII^{ème} siècle, et pourtant de séparer cette nouveauté, l'économie de marché autorégulée en la datant de la fin du XVIII^{ème} siècle. L'économie de marché autorégulée est donc nouvelle à cette époque, ce que Polanyi voit justement, même si la demande de libération du marché de l'emprise de l'Etat est plus ancienne. Sa critique porte sur cette nouveauté, antisociale, et non sur la pratique des marchés

[380] *Ibid.*, p. 104-105.

encadrés par l'Etat ou la société, qui existait auparavant un peu partout dans le monde et à n'importe quelle époque.

Polanyi insiste dans cette direction de nouveauté de l'économie de marché autorégulée sur le lien entre la Révolution industrielle, le machinisme qui s'impose dans l'économie, et l'apparition de cette économie de marché autorégulée. Même si l'expérience soviétique du XX^{ème} siècle montre par la suite que la production de masse est possible sans économie de marché, la simultanéité de la Révolution industrielle et de l'économie de marché est un argument fort pour montrer la nécessité d'une libération des prix (en particulier du salaire) et de l'activité économique, afin que les machines de la Révolution industrielle puissent être utilisées à leur pleine capacité, et donc s'implanter de façon durable dans l'économie. Sans accès à des ressources (matières premières, la terre, et le travail) dont les prix sont connus et en volumes importants, la mécanisation est une orientation impossible de l'économie.

Polanyi développe aussi dans le même temps une interprétation nouvelle et très intéressante de l'apparition du marché et de la concurrence dans les sociétés, sur laquelle il faudra revenir. Plutôt qu'une extension du marché de l'intérieur vers l'extérieur, Polanyi renverse l'ordre postulé d'apparition du marché : c'est le commerce au long cours qui crée les marchés, la monnaie, et la division du travail. Le marché s'empare ensuite progressivement de l'économie intérieure, à partir de l'extérieur, puisqu'au départ, au sein d'une société, les biens ne sont pas échangés. Les biens ne sont échangés qu'avec l'extérieur, puisqu'il est inconcevable, interdit, de pratiquer l'échange en interne. Polanyi distingue donc trois types de commerce, le commerce extérieur, lieu de naissance du marché, le commerce intérieur, le seul concurrentiel, et le commerce local, où les biens qui ne peuvent pas être transportés sur une longue distance sont échangés. "Au contraire du commerce extérieur comme du commerce local, le commerce intérieur est, pour sa part, essentiellement concurrentiel [...]"[381]. Comme ce troisième type, intermédiaire, de commerce apparaît en dernier, la concurrence devient un sujet postérieur au marché. Mais Polanyi s'élève contre l'interprétation naturaliste de l'apparition du marché national, intérieur, comme issu des marchés locaux, aussi bien que du commerce extérieur. Il faut l'intervention de l'Etat pour créer le marché national, intérieur. Les villes auraient ainsi été créées à partir des marchés, pour les empêcher de se répandre dans les campagnes et désorganiser la production économique locale. Une exclusion des deux types de

[381] *Ibid.*, p. 108.

marchés, local et extérieur, qui coexistaient pourtant dans une même ville, a été appliquée consciencieusement, pour éviter la désintégration de l'économie :

> Pour éviter ce danger, la ville médiévale typique ne chercha pas à combler le fossé qui séparait un marché local qui était maîtrisable d'un commerce au long cours qui ne l'était pas; au contraire, elle fit carrément face au péril en appliquant avec la plus extrême rigueur cette politique d'exclusion et de protection qui faisait sa raison d'être. [...] En maintenant le principe d'un commerce local non concurrentiel et d'un commerce au long cours également non concurrentiel et assuré de ville à ville, les bourgeois empêchaient par tous les moyens à leur disposition l'absorption des campagnes dans l'espace du commerce ainsi que l'instauration de la liberté du commerce (*indiscriminate trade*) entre les villes du pays.[382]

Le mercantilisme de l'Etat au XV^{ème} et XVI^{ème} siècle provoquera la fin du protectionnisme des villes et la création de ce marché national, précurseur réel de l'économie de marché, intégrant donc les campagnes dans l'économie et la concurrence dans le marché, concurrence qui fut ensuite limitée pour éviter qu'elle n'empêche le marché de fonctionner. L'idée avancée ici par Polanyi est très originale, et fructueuse, car elle revient à dire que la concurrence en excès peut être néfaste au marché : "Car toute intrusion d'acheteurs ou de vendeurs temporaires sur le marché est vouée à en détruire l'équilibre et à contrarier les acheteurs ou vendeurs habituels, avec ce résultat que le marché cesse de fonctionner."[383] Le marché normal ne peut fonctionner avec une concurrence trop importante, un résultat en complète opposition avec l'idée du marché autorégulé, de concurrence totale et parfaite. Ce résultat anti-concurrentiel est un argument conceptuel autant qu'historique majeur proposé par Polanyi, même si celui-ci ne s'y attarde pas.

La réglementation avait donc été choisie par l'Etat, au détriment de la concurrence, avant l'irruption de la théorie du marché autorégulateur. Le mercantilisme n'avait pas mis au jour le marché autorégulateur désencastré de la société, l'Etat demeurant encore, à la place des villes, l'acteur de la réglementation. L'idée d'un marché naturellement autorégulé est donc un renversement complet du développement des marchés réglementés tels qu'ils existaient auparavant. Pour cela, il fallait que la terre, le travail et la monnaie soient marchandisés, ce que le XVIII^{ème} siècle n'avait pas encore conçu, même dans le mercantilisme :

[382] *Ibid.*, p. 114.
[383] *Ibid.*, p. 116.

> [... E]n Angleterre comme en France, la terre demeura *extra commercium*. Jusqu'en 1789, la propriété terrienne demeura en France la source des privilèges sociaux; et même ensuite, en Angleterre, le droit coutumier concernant la terre resta essentiellement celui du Moyen-Age. [...] Corporations de métiers et privilèges féodaux ne furent abolis en France qu'en 1790 ; en Angleterre, ce fut seulement en 1813-1814 qu'on abrogea le Statut des artisans et en 1834 la loi sur les pauvres. Dans ces deux pays, il fallut attendre la dernière décennie du XVIIIè siècle pour simplement débattre de la création d'un marché libre du travail.[384]

Polanyi insiste donc sur la séparation nécessaire entre économie et politique, par le retrait de l'Etat de la sphère économique sous l'impulsion de la théorie de l'économie de marché autorégulée : "Une économie de marché ne peut exister que dans une société de marché."[385] Et cette société de marché est une société où les marchandises prédominent, terre, travail et monnaie en premier lieu. "Mais le travail n'est rien d'autre que ces êtres humains eux-mêmes dont chaque société est faite, et la terre, que le milieu naturel dans lequel chaque société existe. Les inclure dans le mécanisme du marché, c'est subordonner aux lois du marché la substance de la société elle-même."[386] Le cœur de la dénonciation de Polanyi vient donc de la conception par la théorie du marché autorégulé de ces facteurs comme des marchandises, alors qu'ils ne le sont en réalité pas. Ils sont des éléments essentiels d'une économie de marché, sans aucun doute, et doivent donc être achetés et vendus sur un marché. "Mais il est évident que travail, terre et monnaie *ne sont pas* des marchandises [...]. Lorsqu'on les décrit comme des marchandises, c'est entièrement fictif."[387] La fiction du marché autorégulé provient donc de la marchandisation de facteurs qui ne le sont pas, terre, travail et argent. Cette fiction est une sentence de mort pour la société qui la met en place : la société de marché ne peut pas exister en réalité, pour cause de destruction.

> Mais aucune société ne pourrait supporter, ne fût-ce que pendant le temps le plus bref, les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable.[388]

[384] *Ibid.*, p. 120.
[385] *Ibid.*, p. 121.
[386] *Ibid.*, p. 121.
[387] *Ibid.*, p. 122-123.
[388] *Ibid.*, p. 124.

Il faut donc protéger la société des méfaits du marché autorégulé. L'utilisation du terme "fabrique du diable" est suffisamment puissante pour montrer sans ambiguïté la position adoptée par Polanyi, en opposition avec le marché autorégulé et en accord avec la protection adoptée par les sociétés pour s'en prémunir.

Le caractère fictionnel des trois marchandises les plus nécessaires à l'économie de marché autorégulée ne peut qu'aboutir à la destruction de la société qui la met en place, par la liberté de prix de la monnaie, du travail et de la terre. Cette analyse semble profondément juste, car sans contrôle du travail, le phénomène de paupérisation massive annoncé par Marx (baisse tendancielle des profits et des salaires par l'effet de la concurrence) pourrait se répandre, sans contrôle direct sur les changes, de vastes manipulations des monnaies se déclencheraient (trop de concurrence entre les acteurs rendrait le système monétaire très instable) et sans contrôle de la terre, la dégradation de celle-ci pourrait survenir très rapidement sur la base de profits à court terme, compromettant la survie à long terme de toute la société. La dénonciation du marché autorégulé de Polanyi montre une utopie dangereuse, vouant les sociétés qui tentent de la faire survenir à la catastrophe.

Polanyi envisage donc l'utopie du marché autorégulé de façon extrêmement homogène, en accentuant les défauts qu'une concurrence totale peut créer, des variations rapides et fortes des prix, salaires compris, une baisse du prix du travail par une main d'œuvre pléthorique, une dégradation de la terre par une exploitation peu soucieuse du long terme. On aperçoit dans les idées de Polanyi la présence de Marx (à la fois le phénomène dénoncé des *enclosures*, la baisse des salaires, la fiction de la marchandise), ce qui rend l'analyse de Polanyi encore plus intéressante, car elle aboutit non pas à la révolution prolétarienne marxiste, mais au fascisme. Le renversement de la conclusion est surprenant, puisque les deux auteurs utilisent les deux mêmes impossibilités, l'impossibilité à long terme du capitalisme pour Marx, l'impossibilité de l'économie de marché autorégulée, à plus court terme, pour Polanyi, et aboutissent à deux conclusions inverses, l'une théorique pour Marx, l'autre historique pour Polanyi, puisque le fascisme est déjà apparu quand il écrit son oeuvre.

Polanyi élargit également la société de marché à l'idée de mécanisation de la production, car pour assurer la continuité de la production industrielle, il faut pouvoir acheter sur le marché les trois facteurs de production, terre travail et monnaie. Polanyi relie donc à nouveau la Révolution industrielle, avec l'extension de la production de masse, à la marchandisation de

ces facteurs. "L'extension du mécanisme du marché aux éléments de l'industrie - travail, terre et monnaie - fut la conséquence inévitable de l'introduction du système de la fabrique dans une société commerciale."[389] Le côté inéluctable de la marchandisation liée à la Révolution industrielle laisse donc peu d'espoir à une civilisation industrielle qui ne soit pas vouée à l'échec, dans cette interprétation de Polanyi : si tout investissement conséquent dans un outil industriel est trop risqué sans marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie, et si celle-ci détruit la société, alors aucune société capitaliste industrielle ne peut survivre. La société dans son ensemble va donc se défendre contre l'économie de marché et empêcher sa destruction.

Polanyi, qui a déjà montré que la pratique des *enclosures* en Angleterre a permis le début de la marchandisation de la terre, malgré les oppositions et réticences politiques et sociales, s'intéresse à un autre phénomène majeur en Angleterre, qui a eu lieu dans le petit village de Speenhamland. C'est en effet là-bas qu'a été votée en 1795 une loi précurseur de l'assurance sociale du XX^{ème} siècle. La loi de Speenhamland, que Polanyi interprète comme une loi allant à l'encontre de la création du marché du travail (jusqu'en 1834), garantissait en effet un revenu minimum à tous les pauvres d'une commune, revenu indexé sur le pain et fonction du nombre de personnes à charge. Cette loi précisait aussi que tout salaire touché par un pauvre venait *en déduction* du revenu minimum octroyé par le village.

> La contradiction était patente : la loi du domicile était abrogée parce que la Révolution industrielle exigeait un réservoir national d'ouvriers s'offrant à travailler en échange d'un salaire, tandis que Speenhamland érigeait en principe qu'aucun homme ne devait redouter la faim et que la paroisse l'entretiendrait, lui et sa famille, quelle que fût la faiblesse de ces gains. Les deux politiques industrielles étaient totalement contradictoires : qu'attendre d'autre qu'une atrocité sociale de la poursuite simultanée de leur application ?[390]

Polanyi explique parfaitement l'effet désastreux d'un tel système, qui réduisit les salaires à pratiquement rien, rendant l'effort et le travail sans intérêt, et permit aux pauvres de vivre dans l'oisiveté, mais en demeurant à la limite de la subsistance : "Sans l'effet prolongé du système des allocations, on ne saurait expliquer la dégradation humaine et sociale des débuts du

[389] *Ibid.*, p. 126.
[390] *Ibid.*, p. 142.

capitalisme."[391] La conclusion de Polanyi est donc très déprimante, puisqu'il identifie l'échec de Speenhamland à l'échec de construction d'un capitalisme humaniste, car "la tentative faite pour créer un ordre capitaliste dépourvu de marché du travail avait désastreusement échoué."[392] Polanyi en conclut, comme la majorité des intellectuels anglais de l'époque, à la preuve que la fixation du prix du travail sur le marché du travail est une loi économique qui ne doit pas être contrecarrée, sous peine de résultats encore pires : "Dès 1834, la conviction était générale - et passionnée chez de nombreux hommes de réflexion - que tout était préférable à la persistance de Speenhamland. Il fallait, ou bien détruire les machines, comme les luddistes avaient cherché à le faire, ou bien créer un vrai marché du travail."[393] Le marché du travail, tel qu'il est mentionné ici, n'est pas un lieu de liberté pour le travailleur, mais un lieu de soumission au salaire fixé par le marché auto-régulé, une forme de châtiment que les travailleurs seront forcés d'accepter, par la suppression de la loi de Speenhamland. Polanyi considère que Speenhamland n'a fait que retarder la création du marché du travail, d'environ 40 ans, et donc l'expérience du marché autorégulé :

> Il fallut attendre 1834 pour qu'un marché concurrentiel du travail se constituât en Angleterre ; on ne peut donc pas dire que le capitalisme industriel ait existé comme système social avant cette date. Pourtant l'autoprotection de la société s'instaura presque immédiatement : on assista à l'apparition des lois sur les fabriques, de la législation sociale et d'un mouvement ouvrier politique et syndical.[394]

Il faut souligner dans cette citation la proximité entre le marché autorégulé et le capitalisme, dans la pensée de Polanyi, car les deux termes se succèdent sans effort, comme s'ils étaient joints totalement. Polanyi déduit de l'expérience ratée de Speenhamland l'évolution théorique de l'économie de marché sur les décennies qui suivirent, en particulier avec l'apport de Malthus, Townsend, Bentham ou Ricardo, qui ont essayé de fournir une explication à la misère qui accompagnait la loi de Speenhamland :

> D'une loi de bienfaisance [la loi de Speenhamland], le jeu impitoyable des intérêts faisait une loi d'airain. Ma thèse, c'est que c'est sur cette loi d'airain que repose la nouvelle loi des salaires et de la population.[395]

[391] *Ibid.*, p. 131.
[392] *Ibid.*, p. 132.
[393] *Ibid.*, p. 132.
[394] *Ibid.*, p. 136.
[395] *Ibid.*, p. 184.

Ce n'est pas l'objet de cette thèse de développer l'évolution de la pensée économique libérale au début du XVIII[ème] siècle, mais force est de reconnaître la pertinence de l'interprétation de Polnayi, qui montre à quel point Speenhamland a influé sur les modes de pensées. Polanyi en conclut donc que l'interprétation pessimiste développée à cette époque a profondément marqué l'évolution de cette discipline, où la survie est à peine possible à cause de la loi des populations et du maintien du salaire au niveau de subsistance. Le retournement par rapport à l'optimisme d'Adam Smith, issu de la division du travail qui augmente la production, et de l'harmonie de l'échange comparé à la violence, est total. Et il est dû en grande partie à l'échec de Speenhamland, ce qui fait écrire à Polanyi, en guise de conclusion que "les lois d'une société concurrentielle sont placées sous la sanction de la jungle. La véritable signification du problème torturant de la pauvreté se révèle maintenant : la société économique est soumise à des lois qui *ne sont pas* des lois humaines "[396]. Le naturalisme de l'économie de marché est donc durement critiqué par Polanyi, qui, en partant de l'analyse des théories économiques historiques, renouvelle sa critique de l'économie de marché autorégulé de manière naturelle.

Polanyi identifie ainsi un double mouvement historique, opposé, qui consiste à promouvoir l'économie de marché autorégulée et à protéger la société contre cette économie de marché, puisqu'elle se base sur la fiction de la marchandise que ne sont pas le travail, la terre et la monnaie. Les laisser dans le marché "équivaudrait à les anéantir."[397] L'interventionnisme va donc les protéger du marché :

> Le premier est le principe du libéralisme économique qui vise à établir un marché autorégulateur, qui compte sur le soutien des classes commerçantes et qui adopte pour méthode principale le laissez-faire et le libre-échange ; l'autre est le principe de protection sociale, qui vise à conserver l'homme et la nature aussi bien que l'organisation de la production, qui compte sur les divers soutiens de ceux qui sont le plus directement affectés par l'action délétère du marché - en premier lieu, mais pas exclusivement, la classe ouvrière et les propriétaires terriens - et qui adopte pour méthodes la législation protectrice, les associations restrictives et d'autres instruments d'intervention.[398]

[396] *Ibid.*, p. 187.
[397] *Ibid.*, p. 194.
[398] *Ibid.*, p. 196.

Polanyi détaille l'opposition entre libéralisme économique et interventionnisme par les trois facteurs-clés de son analyse, terre, travail et monnaie. Ces trois facteurs-clés du libéralisme économique, visibles dans le marché du travail, l'étalon-or et le libre échange, sont tous trois soumis au marché auto-régulé et sont apparus progressivement, jusqu'à une date que Polanyi fixe à 1820, lors de la formation de la théorie libérale qui les relie ensemble.

Polanyi montre donc que l'Etat libéral a à la fois développé des lois et règles permettant aux mécanismes du marché de fonctionner, tout en mettant dans le même temps en place des instruments de résistance au marché au XIX^{ème} siècle. Selon Polanyi, la mise en marché des facteurs économiques est la condition de la croissance capitaliste : sur le marché, travail, terre et monnaie doivent être des marchandises échangeables, pour que l'activité économique fonctionne. L'Etat doit s'impliquer dans ce processus, alors qu'il intervient dans le même temps pour le limiter. Le paradoxe de l'Etat libéral pour Polanyi est clair, entre la mise en place du laisser-faire et sa limitation :

> Le laisser-faire n'avait rien de naturel ; les marchés libres n'auraient jamais pu voir le jour si on avait simplement laissé les choses à elles-mêmes. [...] Entre 1830 et 1850, on ne voit pas seulement une explosion de lois abrogeant des règlements restrictifs, mais aussi un énorme accroissement des fonctions administratives de l'Etat, qui est maintenant doté d'une bureaucratie centrale capable de remplir les tâches fixées par les tenants du libéralisme. Pour l'utilitariste type, le libéralisme économique est un projet social qui doit être mis en oeuvre pour le plus grand bonheur du plus grand nombre ; *le laisser-faire n'est pas une méthode permettant de réaliser quelque chose, c'est la chose à réaliser*.[399]

L'Etat administratif qui endigue la dynamique spontanée du marché et protège la société est aussi celui qui crée le marché. Cette analyse est bien sûr possible en intégrant une forme d'ambivalence de la société, coupée en deux entre les économistes et commerçants qui réclament le laissez-faire, et les autres acteurs qui réclament de la protection. Polanyi ne voit donc pas d'incohérence à utiliser l'Etat pour instaurer le marché concurrentiel, quitte à aller à l'encontre de la logique non-interventionniste de l'Etat libéral, dans le but de la constitution du marché, tout en intervenant en permanence pour protéger la société :

[399] *Ibid.*, p. 189.

> A strictement parler, le libéralisme économique est le principe directeur d'une société dans laquelle l'industrie est fondée sur l'institution d'un marché autorégulateur. Il est vrai qu'une fois ce système à peu près réalisé, on a besoin de moins d'intervention d'un certain type. Cependant, cela ne veut pas dire, loin de là, que le système de marché et l'intervention soient des termes qui s'excluent mutuellement. Car aussi longtemps que ce système-là n'est pas en place, les tenants de l'économie libérale doivent réclamer - et ils n'hésiteront pas à le faire - que l'Etat intervienne pour l'établir et, une fois qu'il est établi, pour le maintenir. Le tenant de l'économie libérale peut donc, sans aucune inconséquence, demander à l'Etat d'utiliser la force de la loi, il peut même faire appel à la force violente, à la guerre civile, pour instaurer les conditions préalables à un marché autorégulateur.[400]

Ainsi, après 1860, le mouvement de résistance se développe, qui aboutira à une dernière tentative, dans les années 1930-1940, d'instauration du marché autorégulé, sans plus de succès. Le fascisme a été le symptôme d'une "société de marché qui refusait de fonctionner"[401], avec la soustraction au marché concurrentiel des sociétés européennes. *La Grande Transformation* est donc la mort politique de l'utopie libérale d'un marché en harmonie naturelle, auto-régulé et efficient, mort que Polanyi explique par l'impossibilité d'existence réelle d'une société de marché.

[400] *Ibid.*, p. 201.
[401] *Ibid.*, p. 308.

II.5.2. Critique de Polanyi et histoire séparée

L'argumentation de Polanyi contre l'utopie d'un marché autorégulé, intégrant une économie de marché assimilée au capitalisme, est très cohérente, même si l'explication de l'apparition du fascisme par ce seul phénomène économique semble une causalité exagérée, que Weber aurait sûrement dénoncé de la même façon que le matérialisme de Marx ou que l'éthique protestante comme cause du capitalisme. L'idée d'échec de l'économie de marché autorégulée dérivant de la marchandisation forcée de la terre, du travail et de la monnaie, apparaît logiquement issue de l'impossibilité de construction d'une société de marché, et renforcée par les arguments historiques déployés pour expliquer le mouvement libéral du XIX^{ème} siècle. Pourtant plusieurs questions autour de cette argumentation remettent en cause la conclusion forte de Polanyi. Par exemple, l'histoire soviétique réfute le lien entre économie de marché et société industrielle : l'absence de nécessité d'une économie de marché autorégulée pour observer l'existence d'une société industrielle mécanisée affaiblit l'argumentation de Polanyi. De même l'ambivalence de l'Etat, parfois promoteur et parfois opposant, par rapport au libéralisme économique, proposée par Polanyi, montre un déséquilibre, puisque les Etats du XIX^{ème} siècle prendraient donc des décisions contradictoires, alors que ces mêmes décisions deviennent plus cohérentes lorsque capitalisme et économie de marché sont séparés. Enfin, la cause de l'échec du libéralisme n'est pas l'impossibilité de l'économie de marché autorégulée, mais son empêchement par le rôle du capitalisme (ce qui n'empêche pas d'envisager l'économie de marché autorégulée comme une catastrophe, si elle existait).

La critique du marché autorégulé réalisée par Polanyi, au-delà de l'idée d'apparition presque nécessaire du fascisme en réaction à l'échec de l'économie de marché, a pour but de démontrer l'impossibilité de ce type de marché, en le justifiant sur des arguments historiques qui n'ont de portée théorique que s'il est considéré que capitalisme et économie de marché sont liés. Si, au contraire, la pratique capitaliste réelle, historique ou actuelle, ne reflète pas l'économie de marché telle que la théorie la définit, l'argumentation défendue par Polanyi devient bien plus délicate. Cette transformation de l'argumentation rend possible la construction d'une nouvelle argumentation, toujours d'échec de l'économie de marché autorégulée, non pas parce que la société de marché ne peut exister (ce qui est sûrement le cas), mais parce que le capitalisme a fait échoué la survenue de cette société de marché : l'économie de marché autorégulée a

échoué non pas parce qu'elle était impossible à faire survenir dans la réalité, mais parce qu'avant même sa survenue, le capitalisme l'a empêché.

La critique d'une théorie, l'économie de marché autorégulée, par une pratique économique, le capitalisme, suppose une hypothèse majeure que l'on trouve chez Polanyi : la réalité observée est la mise en pratique réclamée par la théorie, ce qui revient à écrire que l'économie de marché s'incarne en pratique dans le capitalisme. Cette hypothèse disparaît avec la séparation de l'économie de marché et du capitalisme, puisque le capitalisme n'est plus la mise en pratique de l'économie de marché, que leur opposition ne leur permet plus d'être associés. L'argumentation de Polanyi, qui consiste à dénoncer l'économie de marché autorégulée sur la base historique de la naissance et de l'action du capitalisme, est donc construite sur ce schéma inverse où capitalisme et économie de marché auto-régulé sont la pratique et la théorie. Elle permet d'illustrer historiquement la séparation entre économie de marché et capitalisme en prenant le contre-pied argumentatif à celui d'une homogénéité entre économie de marché et capitalisme. Il faut ici préciser, à l'aide de Polanyi, certains rapports conceptuels.

L'économie de marché auto-régulée est une théorie qui a été historiquement abandonnée, pour son manque de réalisme, à la fois par le socialisme et par le néolibéralisme, laissant place à une économie de marché concurrentielle, artificielle, où l'intervention de l'Etat néolibéral est nécessaire et justifiée. Le capitalisme, tel qu'il est défini par le pouvoir, ne se confond donc ni avec l'économie de marché autorégulée ni avec l'économie de marché artificielle. Il est donc possible, et c'est ce qui est fait ici, de critiquer l'économie de marché autorégulée, au profit d'une économie de marché artificielle, tout en critiquant dans le même temps le capitalisme. La critique du capitalisme n'empêche pas la critique de l'économie de marché autorégulée, puisque l'économie de marché artificielle demeure. La critique de Polanyi de l'économie de marché autorégulée peut donc être suivie, tout comme sa critique du capitalisme (puisque les deux sont confondus chez lui), sans pour autant que l'économie de marché nouvelle définie ici ne soit atteinte par ces deux critiques, au contraire. Cette nouvelle définition se trouve même renforcée par ces deux critiques. L'économie de marché n'étant pas autorégulée naturellement, une critique de l'autorégulation ne remet pas en cause l'idée d'économie de marché en général.

Polanyi, assimilant capitalisme et économie de marché autorégulée, construit donc une double critique, de l'économie de marché autorégulée et du capitalisme, sur une base historique du capitalisme, négligeant ainsi les critiques des économistes libéraux sur le laissez-faire, sur

l'autorégulation, issues de l'observation des pratiques anti-concurrentielles réelles des Etats et entreprises capitalistes (qui ont abouti à la création de théories néolibérales). Polanyi néglige ici les critiques internes des plus grands défenseurs de l'économie de marché autorégulée, des économistes libéraux, qui voient dans la réalité non pas l'aboutissement de leurs théories, mais leur travestissement. C'est pour cette raison que ces économistes libéraux, inconscients de l'impossibilité construite par le capitalisme de faire survenir l'économie de marché, demandent une concurrence toujours plus grande, accompagnée d'un plus grand retrait de l'Etat, de façon illusoire. L'absence chez Polanyi de ces critiques libérales du libéralisme du laissez-faire du XIX^{ème} siècle, pourtant contemporaines de son ouvrage, est regrettable car elle empêche une autre conception de l'histoire du libéralisme, celle d'une théorie qui ne survient pas, non parce qu'elle ne peut survenir, mais parce que ses propres acteurs de référence s'y opposent. L'échec de l'économie de marché du XIX^{ème} siècle ne provient pas historiquement de l'impossibilité d'une société de marché, mais d'un capitalisme qui l'en empêche.[402]

Au contraire, la séparation entre économie de marché et capitalisme empêche toute critique de l'économie de marché sur la base de l'histoire économique capitaliste. L'histoire économique reflète en effet les résultats du capitalisme dans la réalité plutôt que l'économie de marché autorégulée telle que la théorie la postule. Mais elle n'empêche pas une critique théorique de l'économie de marché autorégulée, comme celle de Polanyi sur l'excès de concurrence, lorsqu'il développe ses idées sur la naissance des marchés. L'étude de Polanyi permet donc de distinguer deux critiques, une critique pratique, du capitalisme, et une critique théorique, de l'économie de marché autorégulée, la première étant poursuivie comme la deuxième, mais sur des points différents, et, surtout, une explication historique presque opposée. Les critiques de Polanyi sont donc suivies, mais transformées.

Le premier aspect critique porte sur la nécessité logique entre mécanisation et économie de marché autorégulée établie par Polanyi. Elle est si importante que Polanyi y revient, dans une forme de justification de l'existence de l'économie de marché autorégulée par la mécanisation. La mécanisation ne peut exister sans économie de marché autorégulée car elle a besoin que soient marchandisés la terre, le travail et la monnaie. Mais si la société industrielle nécessite une économie de marché autorégulée, comment une société industrielle peut-elle survivre à

[402] Théoriquement plutôt qu'historiquement, l'économie de marché auto-régulée ne peut survenir, du fait de ces conditions impossibles à remplir dans la réalité. Sur ce point, Polanyi semble suivre les critiques contemporaines au niveau économique.

son absence ? Faire dépendre la mécanisation de l'industrie de l'existence d'une économie de marché autorégulée revient à nier l'existence d'une société industrielle dans la réalité sans économie de marché autorégulée. Comment alors expliquer qu'une société industrielle puisse exister, si l'on suit Polanyi dans ce lien entre mécanisation et économie de marché autorégulée ? La démonstration de l'échec de l'économie de marché autorégulée devrait aboutir à l'échec de la société industrielle, ce qui n'est pas le cas historiquement. Polanyi, en écrivant en 1944 cet ouvrage contre l'économie de marché autorégulée, aurait dû en conclure logiquement à l'impossibilité d'une société industrielle capitaliste, et donc l'obligation d'une société socialiste non-industrielle (à moins de montrer que l'industrie mécanisée puisse exister sans économie de marché autorégulée). Autant la mise en perspective, par la mécanisation de l'industrie, de l'obligation d'apparition de l'économie de marché autorégulée, est séduisante historiquement, autant le prolongement de ce lien logique dans le temps soulève la question de l'existence d'une société industrielle, existence pourtant avérée actuellement.

De même, le rôle ambivalent de l'Etat, tantôt promoteur de l'économie de marché autorégulée, tantôt défenseur de la société contre celle-ci, devient plus cohérent en prenant en compte une réalité capitaliste séparée d'une théorie libérale, avec un niveau théorique, et un pratique. D'un côté, l'économie de marché autorégulée n'a jamais été instituée, le capitalisme ayant empêché sa survenue. De l'autre, l'Etat a tenté d'empêcher le capitalisme d'user de son pouvoir de façon trop importante et néfaste, au niveau des salariés comme des clients, en empêchant les abus et en promouvant la concurrence. Ces actions anticapitalistes publiques ont donc été analysées par Polanyi comme des actions contre l'économie de marché autorégulée. Au contraire, l'Etat, de manière cohérente, a essayé de mettre en place l'économie de marché auto-régulée, tout en prévenant les abus capitalistes qui empêchaient cette économie de marché de survenir. L'Etat a donc agi correctement en prenant des mesures correctives contre le capitalisme, en faveur de l'économie de marché, afin de défendre l'utopie de l'autorégulation. Même si l'Etat avait réussi à contenir le capitalisme, il n'est pas certain que l'économie de marché aurait pu survenir, au vu des différences fondamentales entre la théorie et la pratique, des conditions théoriques nécessaires impossibles à obtenir.

L'économie de marché autorégulée n'a donc pas pu survenir historiquement. Polanyi analyse justement l'échec de l'économie de marché autorégulée, mais cet échec ne survient pas par la destruction de la société qu'elle apporterait, comme Polanyi le propose, il survient par le capitalisme, et globalement par le pouvoir, qui empêchent l'économie de marché autorégulée

d'exister. Polanyi partage donc la même conclusion d'échec que celle issue de la séparation du capitalisme et de l'économie de marché autorégulée, mais sur une argumentation différente, qui permet de préciser l'argumentation historique qui découle d'une séparation entre économie de marché et capitalisme.

En accord avec Polanyi, la mise en place d'une économie de marché autorégulée est néfaste, avant même d'être impossible. C'est pour cela que dans le monde moderne le marché libre du travail est empêché (par les syndicats et les multiples lois sociales), que le marché de la terre est supervisé, et que les monnaies papier sont contrôlées par des banques centrales. Ce caractère négatif de l'économie de marché autorégulée explique encore mieux l'irruption du néolibéralisme[403] pour tenter de sauver la liberté de l'échec de l'économie de marché autorégulée et créer une économie de marché artificielle. Il explique également l'intérêt d'un concept de marché non naturellement autorégulé, à une économie de marché nouvelle. Il ne s'agit pas de laisser le marché s'autoréguler, mais de laisser une sphère de liberté économique aux acteurs. La critique de Polanyi de l'économie de marché est donc théoriquement partagée, même si ses arguments historiques sont sans portée, puisqu'ils se rapportent au capitalisme et non à l'économie de marché.

Polanyi apporte pourtant dans son oeuvre une distinction rapide entre économie de marché et capitalisme, quand il s'intéresse à l'évolution historique de la production à partir de machines complexes et coûteuses :

> Jusqu'à la fin du XVIIIè siècle, la production industrielle, en Europe occidentale, fut un simple appendice du commerce.
> Tant que la machine ne fut qu'un outil peu coûteux et peu spécialisé, la situation resta la même. [...] Que les machines bon marché fussent la propriété de l'ouvrier ou du marchand, cela mettait de la différence dans la position sociale des deux parties et modifiait presque certainement les gains de l'ouvrier, qui se trouvait prospère tant qu'il possédait ses outils ; mais cela n'obligeait pas le marchand à se transformer en capitaliste industriel ou à se borner à prêter son argent à ceux qui l'étaient.[404]

Polanyi ouvre là la porte à une distinction entre le marchand et le capitaliste industriel, liée à la qualité des machines employées, et à la propriété directe de l'outil de production industriel,

[403] Cf la 3ème partie où le néolibéralisme est présenté.
[404] *Ibid.*, p. 125.

d'un coût important et nécessitant donc une prise de risque concevable uniquement si "la continuité de la production était assurée." Cette distinction, que l'on pourrait considérer comme un début de distinction entre économie de marché et capitalisme chez Polanyi, ne s'apparente finalement *a priori* qu'à une des formes de capitalisme que Polanyi considère. Capitalisme marchand, capitalisme industriel, capitalisme financier s'apparentent en réalité à des variations de capitalisme plus qu'à l'origine d'une distinction entre économie de marché et capitalisme dans le discours de Polanyi.

L'analyse de Polanyi justifie donc la réaction de la société au capitalisme, dans une forme qui crée un double mouvement ambivalent de libéralisation et de protection. L'idée de Polanyi d'une marchandisation des facteurs de production en lien avec la Révolution industrielle apparaît tout à fait logique, tout comme celle de la destruction d'une société avec une économie de marché autorégulée, mais la relation entre ces deux affirmations préserve une capacité de conception d'une économie de marché non autorégulée, donc ne détruisant pas la société et l'industrie avec des facteurs marchandisés mais contrôlés. La marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie est donc nécessaire pour la production industrielle, non pas dans un marché autorégulé mais un marché réel. Ceci implique la possibilité d'existence d'une société industrielle organisée autour d'un marché non autorégulé, et donc où les facteurs de production sont des fictions, des marchandises, sans entraîner pour autant une destruction sociale.

Ce n'est pas la position de Polanyi, pour qui la destruction de la société par le marché autorégulé est obligatoire, et qui développe donc l'idée qu'historiquement la société anglaise a pu résister grâce aux protections que la société a mises en place pour s'en prémunir. Ainsi, l'interprétation de Polanyi repose sur l'opposition entre économie de marché autorégulée et société, dont il cherche les preuves historiques, tandis que la séparation entre économie de marché et capitalisme apporte une autre lecture de l'histoire du marché, avec l'utilisation par les acteurs capitalistes d'arguments de marché et de pratiques anti-marché, selon leurs intérêts.

> Ainsi, l'histoire sociale du XIXè siècle fut le résultat d'un double mouvement : l'extension du système de marché en ce qui concerne les marchandises authentiques s'accompagna de sa réduction quant aux marchandises fictives. Si, d'un côté, les marchés se répandirent sur toute la surface de la planète et si la quantité des biens en cause augmenta dans des proportions incroyables, de l'autre côté, tout un réseau de mesures et de politiques fit naître des

> institutions puissantes destinées à enrayer l'action du marché touchant le travail, la terre et la monnaie. Tandis que l'organisation de marchés mondiaux des marchandises, des capitaux et devises, sous l'égide de l'étalon-or, donnait une impulsion sans égale au mécanisme des marchés, un mouvement naquit des profondeurs pour résister aux effets pernicieux d'une économie soumise au marché. La société se protégea contre les périls inhérents à un système de marché autorégulateur : ce fut la caractéristique d'ensemble de l'histoire de cette époque.[405]

Quand Polanyi identifie le marché autorégulateur[406] au danger contre lequel la société doit se prémunir, la séparation entre économie de marché et capitalisme fournit une autre vision du danger réel, le danger du capitalisme. Tandis que l'extension des marchés et la Révolution industrielle permettait une augmentation de production majeure, le capitalisme orientait dans son intérêt le système économique, provoquant une réaction de défense de la part des autres acteurs, en pratique par la création de syndicats et par les législations, en théorie par la naissance des théories socialistes et marxistes. Cette analyse différente de l'histoire du XIX^{ème} siècle se retrouve dans le cas particulier de Speenhamland, où le marché est rendu responsable de l'échec de Speenhamland, alors qu'il s'agit avant tout d'un problème de conception du pouvoir capitaliste.

Speenhamland, comme il l'a été écrit, est un système d'aide sociale qui avait pour but de fournir un revenu minimum aux pauvres, qu'ils travaillent ou non, revenu indexé sur le prix du pain. L'aide sociale étant calculée en déduction des salaires effectivement perçus, il aurait été difficile de faire un système plus désincitatif pour trouver un travail et en même temps plus efficace pour baisser le salaire réel, le prix du travail, à des niveaux minuscules. En effet, si le fait de travailler ou ne pas travailler ne change aucunement le revenu final, le choix de ne pas travailler est plus facile et fréquent, et cela d'autant plus que le salaire payé baisse très vite en valeur absolue, puisqu'il n'a plus d'impact sur le revenu final : pourquoi payer 10 un salarié quand son revenu ne change pas en le payant 2 ? La déduction du salaire du revenu minimum octroyé est peut-être ce qui a entraîné l'échec de la loi de Speenhamland, qui démarrait sur l'idée positive de protection des niveaux de vie, autrement que par les salaires, protection qui peut être considérée comme une réponse au pouvoir capitaliste, qui profite de la main d'œuvre

[405] *Ibid.*, p. 127.
[406] Le marché autorégulateur est bien un danger théorique, mais l'impossibilité de son existence réelle le rend inoffensif, et empêche toute argumentation sur la base de preuves historiques, argumentation qui est celle de Polanyi.

pléthorique disponible pour baisser les salaires à des niveaux très faibles (et non comme une réponse en forme de refus du marché du travail comme Polanyi la conçoit).

Au lieu de penser l'échec de la loi de Speenhamland comme l'échec de la garantie de revenu, quel que soit le salaire, et donc de considérer que la déduction du salaire a été le véritable problème de Speenhamland, Polanyi suit l'opinion du XIX^{ème} siècle, l'impossibilité d'échapper à la loi d'airain du marché du travail, à des salaires librement fixés et très faibles. La création du marché concurrentiel du travail est ce à quoi s'oppose ensuite la société pour Polanyi, plutôt qu'au capitalisme.

Une autre interprétation de ce double mouvement serait que l'autoprotection de la société qui s'instaura n'était pas contre l'économie de marché, trop théorique pour exister vraiment, mais contre le capitalisme, qui menaçait les autres acteurs, en particulier les ouvriers. Plutôt que de critiquer l'économie de marché autorégulée par ces faits historiques, il s'agit d'une critique du capitalisme, qui sur la base théorique de l'économie de marché autorégulée, s'était imposé et opprimait les autres acteurs.

La critique théorique de Polanyi contre l'économie de marché autorégulée reste très pertinente quand il dévoile par exemple la contradiction entre l'harmonie postulée de l'échange en économie de marché, l'atteinte du bien commun, et le conflit de la lutte des classes et de la concurrence dans la réalité économique. L'utopie du marché autorégulé source d'harmonie et d'atteinte du bien commun par la poursuite des intérêts privés n'a évidemment que peu de lien avec la réalité économique capitaliste, où la misère ouvrière est issue de salaires très faibles et de la concentration de la propriété agricole dans un nombre restreint de mains. Le rôle de l'Etat au XIX^{ème} siècle n'est donc pas si ambivalent qu'il l'est décrit chez Polanyi, puisque l'Etat s'attelle à la mise en place de l'économie de marché autorégulée, pour ensuite s'apercevoir des méfaits de la mise en place du capitalisme, qu'il s'emploie à contrer. L'Etat veut l'économie de marché mais il obtient le capitalisme.

Polanyi détaille donc l'opposition entre libéralisme économique et interventionnisme, qui peut là encore être considérée comme une analyse de l'opposition entre capitalisme et économie de marché. L'interventionnisme de Polanyi est en fait une forme de défense contre le capitalisme et en faveur de l'économie de marché (considérée non pas comme auto-régulée, mais comme libre). La démonstration de Polanyi est finalement une critique du capitalisme, plus que de

l'économie de marché autorégulée aboutissant à l'apparition nécessaire du fascisme dans les années 1930. La discussion de l'apparition du fascisme à cause du capitalisme dépasse le cadre de cette thèse, mais le caractère inéluctable du fascisme inscrit dans l'utopie libérale du marché autorégulé semble excessif, dans une veine weberienne multifactorielle. Peut-être le capitalisme a-t-il été un des facteurs du fascisme, mais sûrement pas l'unique, ni même un facteur nécessaire. La réduction à un seul facteur, l'échec de l'économie de marché autorégulé, pour expliquer l'apparition du fascisme apparaît comme une explication beaucoup trop restrictive, tout en n'expliquant pas pourquoi d'autres pays, les Etats-Unis, l'Angleterre ou la France par exemple, n'y ont pas succombé.

Polanyi soutient donc que l'Etat libéral a à la fois développé des lois et règles permettant aux mécanismes du marché de fonctionner, tout en mettant dans le même temps en place des instruments de résistance au marché au XIX^{ème} siècle. Plutôt que cette opposition entre société et économie de marché autorégulée exposée par Polanyi, l'autre opposition entre économie de marché et capitalisme revient à interpréter l'Etat libéral démocratique comme un opposant au capitalisme, contribuant au développement de l'économie de marché (par les lois anti-trusts, les lois sur le travail, la légalisation des syndicats, etc.). L'histoire économique se révèle donc plus complexe, puisque deux types de concepts coexistent, d'un côté l'économie de marché auto-régulée, de l'autre, le capitalisme. L'Etat, en tentant de faire surgir l'un, renforçait l'autre, aboutissant donc à devoir réduire le pouvoir de l'autre, afin que l'un puisse continuer à exister. L'Etat a donc tenté de faire survenir l'économie de marché, mais n'a abouti qu'au capitalisme.

La critique de l'ouvrage de Polanyi réalisée ici permet d'exposer l'interprétation historique qu'une séparation entre économie de marché et capitalisme fait surgir. Cette interprétation révèle l'utilisation de la théorie du marché comme d'un discours de défense du capitalisme, d'une forme d'esprit du capitalisme à la suite de Weber, utilisé quand il le faut pour imposer le capitalisme, et contourné quand sa mise en pratique pourrait s'opposer au capitalisme[407]. Mais cette interprétation révèle aussi le positionnement ambivalent des Etats, qui ont pu contribuer à soutenir le capitalisme, puis à le limiter au profit de l'économie de marché. Le capitalisme n'est donc pas total, son pouvoir ne l'étant pas, il est contrecarré par d'autres acteurs comme les Etats, les syndicats, les clients, les intellectuels, etc.

[407] Bien sûr, cette interprétation historique est une exagération, la tension du système économique qui allie économie de marché et capitalisme empêchant une mainmise totale, monopolistique du capitalisme sur l'économie, tout comme le capitalisme empêche l'économie de marché de se déployer totalement.

II.5.3. Critique de la concurrence

Même si l'interprétation historique du capitalisme et de l'économie de marché autorégulée diverge, selon que l'on sépare économie de marché et capitalisme ou non, Polanyi développe, sans pourtant s'y attarder, une critique majeure de l'économie de marché autorégulée, au niveau de l'intérêt et de l'intensité de la concurrence. L'économie de marché autorégulée est une théorie de la concurrence maximale, parfaite, impliquant que la concurrence est toujours bénéfique, selon une augmentation linéaire, toujours requise en quantités supérieures, jusqu'à la perfection. Le plus de concurrence, le mieux. Dans le marché normal, une concurrence maximale n'est pas utile, elle peut être contre-productive, selon Polanyi. L'idée d'un excès de concurrence néfaste pour le marché, provient de son interprétation historique du marché et de la concurrence, comme deux éléments au départ séparés, et maintenus séparés par les villes, avant que les Etats ne créent des marchés nationaux concurrentiels.

Polanyi, par cette vision plus négative de la concurrence argumentée historiquement, oblige à soulever la question d'un postulat majeur de l'économie de marché moderne, celui du bénéfice de la concurrence pour l'économie dans son ensemble. En effet, l'économie de marché auto-régulée se fonde sur la concurrence parfaite, le néolibéralisme s'est développé sur l'idée de protection et maintien de la concurrence contre les tendances monopolistiques étatiques ou capitalistes[408], et même la pensée de Schumpeter se révèle finalement une pensée en faveur de la concurrence, mais comme source de progrès. Ce postulat d'une concurrence bénéfique pour l'économie, symbolisée par l'économie de marché, est donc remis en cause par Polanyi. Critiquer la concurrence comme le fait Polanyi de façon historique, et convaincante, revient à transformer au niveau le plus fondamental la conception du marché. Si la concurrence peut être néfaste, pourquoi la défendre autant ? L'absence de bénéfice permanent de la concurrence au niveau économique rend la conception du marché plus complexe, car il n'est plus possible de se limiter à créer le maximum de concurrence possible, il faut se poser la question de son intérêt, sans perfection concurrentielle issue de l'autorégulation naturelle du marché.

Polanyi ne développe pourtant pas une critique radicale de la concurrence comme Marx par exemple, il montre à quel point elle a été limitée historiquement pour ne pas trop déstabiliser

[408] Même si la théorie néolibérale ne l'exprime pas ainsi, le néolibéralisme, celui d'origine, est bien une théorie qui s'oppose au capitalisme de pouvoir, en faveur de l'économie de marché, comme il le sera présenté ensuite.

la production. Le méfait potentiel de la concurrence est donc celui d'une déstabilisation de la production préjudiciable à l'économie dans son ensemble, par des prix volatils et les volumes de production chaotiques qui en résultent. L'argument de la déstabilisation est puissant, car si la concurrence excessive amène de larges variations de prix responsables de faillites chez les producteurs, alors l'effet d'enchaînement peut entraîner une crise économique qu'il faut éviter. Mais la concurrence n'est pas pour autant toujours négative, quand elle est contrôlée, comme le faisaient les villes pour leurs marchés. A quelle quantité est-elle bénéfique et à quelle quantité est-elle néfaste ? Polanyi opère en réalité une distinction sémantique dans sa critique de la concurrence, entre la concurrence temporaire et la concurrence habituelle :

> Car toute intrusion d'acheteurs ou de vendeurs temporaires sur le marché est vouée à en détruire l'équilibre et à contrarier les acheteurs ou vendeurs habituels, avec ce résultat que le marché cesse de fonctionner.[409]

La concurrence positive est celle de long terme, celle des "acheteurs ou vendeurs habituels", tandis que la concurrence négative est celle de court terme, avec une "intrusion" sur le marché "d'acheteurs ou de vendeurs temporaires". Une concurrence ouverte à tous est donc négative pour l'économie, pour la production et l'échange, car elle amène des variations de court terme qui s'opposent aux intérêts à long terme de l'économie. En termes plus récents, la spéculation est néfaste à l'économie de marché. Polanyi développe, de manière peut-être inconsciente, une critique historique puissante de la spéculation, issue d'une concurrence totale, sur un marché. Au nom d'une stabilité positive de la production et de l'économie, il transforme la concurrence en un concept négatif, quand elle est en excès.

Cette conception de la concurrence oblige à modifier l'objectif du marché, puisque le marché le plus concurrentiel n'est pas le meilleur système, son défaut étant de permettre l'irruption d'une spéculation néfaste pour la production, contre-productive au sens restreint du terme. En suivant la dénonciation de Polanyi de la concurrence, après celle de Marx, le marché le plus concurrentiel n'est pas l'objectif réel de l'économie de marché, malgré la théorie économique néoclassique construite autour de la concurrence parfaite. Mais l'absence de concurrence n'étant pas pour autant un objectif en termes de pouvoir, la solution qui apparaît est celle d'un équilibre de concurrence, entre excès et manque. L'utopie de la concurrence parfaite disparaît, avec l'idée d'une concurrence excessive, pour être remplacée par un équilibre de concurrence

[409] *Ibid.*, p. 116.

sur le marché. La critique de la concurrence excessive déclenche des modifications majeures, en particulier sur le marché financier moderne, où la liquidité est un objectif prioritaire, synonyme de prix vrai, juste, par l'hyperconcurrence qu'elle implique, dans une optique de concurrence parfaite. Si la liquidité la plus importante n'est plus le but du marché financier, quel est-il ? En effet, si la liquidité en excès peut être préjudiciable à l'économie, à l'atteinte du vrai prix, et qu'il faut un marché à la concurrence en équilibre pour obtenir ce vrai prix, alors le fonctionnement actuel du marché financier, par sa construction même, très propice à la spéculation, se révèle néfaste pour l'économie, en particulier pour sa stabilité de production.

La définition nouvelle de l'économie de marché doit donc prendre en considération cette idée de concurrence potentiellement néfaste, du besoin d'un équilibre de concurrence plutôt que d'un maximum de concurrence, afin de ne pas favoriser une spéculation qui rende le marché instable. L'économie de marché libre intègre donc un équilibre dans la concurrence, l'excès de concurrence se révélant néfaste pour l'économie. Elle ne poursuit pas l'utopie du marché *parfaitement* concurrentiel mais d'un marché *suffisamment* concurrentiel pour limiter les pouvoirs sur le marché, et également la spéculation. Le marché financier, de ce point de vue, est un marché *trop* concurrentiel, et donc facteur d'instabilité par construction : la volatilité des prix y est obligatoire, car structurellement organisée par le mouvement incessant des acheteurs et des vendeurs, qui peuvent devenir l'un ou l'autre de façon presque simultanée. Une conclusion importante de cette idée de concurrence ni trop faible ni trop forte est donc que le marché financier actuel n'obéit pas à cet équilibre de concurrence, puisqu'il est orienté vers la concurrence maximale, mais plutôt oriente vers une spéculation qui empêche de trouver le vrai prix et déstabilise la production et l'économie[410].

[410] Voir en annexe un détail du fonctionnement du marché financier hyperconcurrentiel actuel.

II.6. Conclusion

Marx avait assimilé le capitalisme à la domination du capital sur le travail, la séparation entre propriétaires des moyens de production, les actionnaires, et les salariés permettant ce pouvoir, cette domination. Mais cette vision, vraie, du pouvoir capitaliste n'est que partielle, puisqu'elle oublie le pouvoir sur le client, non pas un pouvoir direct comme celui sur le salarié mais un pouvoir de marché, celui de contourner les règles de la concurrence pour imposer un prix de vente dans l'intérêt du producteur capitaliste. Le capitalisme peut donc être élargi à un pouvoir de marché général en opposition avec la concurrence de l'économie de marché. La définition de Marx conjuguée à celle de Braudel, la fusion des deux formes de pouvoir capitaliste, subies par le salarié et le client, sépare capitalisme et économie de marché, et les oppose même.

Ce pouvoir de marché, d'ailleurs, s'applique aussi sur le marché du travail, où des contraintes géographiques, démographiques, socio-politiques, culturelles, jouent habituellement en faveur des entreprises capitalistes, qui peuvent ainsi recruter leurs salariés à des prix (des salaires) qu'elles fixent elles-mêmes, et cela sans tomber dans le mythe du plus bas salaire possible, mais dans l'idée du salaire qui fournit la meilleure productivité possible (soit le salaire où le résultat de la soustraction entre création de valeur ajoutée et salaire est le plus élevé pour un individu donné, si tant que cette création de valeur ajoutée soit individualisable). Il y a donc à la fois un pouvoir de marché du capitalisme qui s'impose sur le travailleur, et un pouvoir plus direct de contrôle, de soumission du salarié au pouvoir de direction dans l'entreprise, par contrat privé. Mais le contrôle direct du salarié, relevant par définition de l'organisation du pouvoir dans un groupe humain visant un but donné, est moins critiquable que le pouvoir de marché, qui consiste à rémunérer un salarié non pas sur son apport dans l'entreprise, mais sur la capacité d'extorsion de sa plus-value (pour reprendre un terme marxiste).

Cet élargissement de la domination capitaliste vers le client, du pouvoir capitaliste de marché, que la théorie marxiste n'avait pas identifiée, peut-être pour ne pas troubler la dénonciation de l'extorsion de plus-value par le capital, amène donc une vision plus globale du capitalisme, comme pouvoir sur les autres acteurs, et recherche d'une augmentation de ce pouvoir, par une opposition permanente avec les autres acteurs, et avec l'économie de marché. En effet, si le pouvoir n'est plus directement dirigé vers le salarié, mais aussi le client, la formation de profit n'est plus seulement une extorsion de plus-value du salarié, elle est aussi une extorsion de

valeur du client, dans un marché non suffisamment concurrentiel. Le profit peut donc être le résultat de la seule exploitation du salarié (dans un marché concurrentiel), mais il peut aussi être le résultat de la combinaison du pouvoir de marché capitaliste envers le salarié et le client et même être le résultat du seul pouvoir de marché contre le client, le salarié se retrouvant non plus victime du capitalisme, mais complice (le cas d'oligopoles ou de monopoles privés où les salariés jouissent d'une situation enviable par rapport aux autres travailleurs en est une preuve claire, en plus d'un profit très élevé pour les actionnaires). Ainsi, l'intégration du pouvoir de marché envers les clients, dans la théorie marxiste, affaiblit le statut de victime perpétuelle du travailleur, qui peut occasionnellement se retrouver du côté du pouvoir, complice de l'abus de pouvoir capitaliste, dans des situations où le client n'a pas (suffisamment) de concurrence à faire valoir. La dénonciation marxiste de l'exploitation du travailleur devient moins puissante, avec l'intégration du client dans les rapports économiques de pouvoir.

Le capitalisme a donc été défini successivement, ou simultanément, par : le but de ses acteurs caractéristiques, la recherche de profit ; par l'existence de ses dits acteurs, les capitalistes ; ou par le support employé, le capital. Pourtant, ces trois caractéristiques, recherche de profit, capital et capitalistes ne suffisent pas à définir le capitalisme, ou plutôt ne capturent pas l'essence du capitalisme. Que ce soit l'identification du capitalisme à un but, le profit, à un type d'acteurs, le capitaliste, ou à un outil, le capital, une définition du capitalisme par une ou plusieurs de ces caractéristiques manque pour plusieurs raisons de spécificité. La première raison, fournie par certains auteurs mêmes, tels que Baechler, Braudel ou Weber, est la présence historique de comportements qu'ils nomment paradoxalement comme capitalistes, alors que le capitalisme n'existe pas, d'après leur définition, à cette époque. En effet, les caractéristiques de recherche de profit, d'existence d'acteurs capitalistes, et *a fortiori* d'utilisation rationnelle pacifique du capital ont été présentes et identifiées depuis bien plus longtemps que l'apparition de l'économie de marché capitaliste de la fin du XVIII^{ème} siècle. La deuxième raison, plus théorique, est que ces caractéristiques peuvent être présentes dans une économie sans que le terme de capitalisme soit convoqué[411]. L'utilisation rationnelle de capital par des acteurs spécifiques dont le but est la recherche de profit n'emporte pas nécessairement l'existence du capitalisme dans une société et une économie données. Pour cela, il lui faut un pouvoir, reconnu politiquement, autorisé socialement (car justifié par des raisons théoriques), et imposé économiquement, pour que le capitalisme advienne et demeure.

[411] Voir ensuite l'étude de systèmes économiques libéraux où le pouvoir n'est pas aux mains des capitalistes, ou de systèmes économiques monopolistiques où le pouvoir est aux mains des capitalistes.

Dernière raison, le capitalisme, construction occidentale par excellence, n'est pas compris et donc pratiqué dans les autres sociétés humaines, sauf par l'utilisation de la force, dénoncée par Marx et Polanyi par exemple dans le cas de la colonisation ou de la transformation de l'Angleterre rurale. Et pourtant, ces autres civilisations ont utilisé le capital, l'échange à but de profit, ont eu des acteurs "capitalistes", sans jamais tomber dans le capitalisme pour autant. Ainsi, les caractéristiques mises en avant pour définir le capitalisme, but, acteur ou support, n'arrivent-elles pas à le définir réellement. Il n'est pas question de nier leur existence, ni leur nécessité pour que le capitalisme fonctionne, mais ces trois caractéristiques ne sont pas suffisantes pour définir le capitalisme, et encore plus, elles ne participent directement pas à la définition du capitalisme. Il est possible de restreindre la définition du capitalisme au seul pouvoir.

Au contraire des caractéristiques globales identifiées ci-dessus, le pouvoir permet de répondre à la particularité temporelle, conceptuelle et sociale du capitalisme : le capitalisme est apparu en Occident avec la Révolution industrielle, quand le pouvoir du capital sur le travail a été accepté, à la fois par un retrait de l'autorité politique, et par une acceptation sociale des bienfaits de la cupidité, d'un capital libéré de contraintes politiques et d'une économie où il est le facteur le plus puissant (acceptation propagée indirectement par les écrits sur les bénéfices de l'économie de marché, très positifs, et sur la confusion entre économie de marché et capitalisme). Le capitalisme est un système de pouvoir, par le contrôle microéconomique de la production par et au profit des détenteurs du capital, les actionnaires. Ils utilisent leur capital comme instrument de ce pouvoir et recherchent le profit par l'échange. Auparavant, les plus puissants marchands utilisaient également leur capital dans un but de profit, mais leur pouvoir n'était pas socialement accepté, et était donc restreint, combattu. L'Etat, la religion, la noblesse s'opposaient à ce pouvoir, par leur propre pouvoir politique et ont ainsi contenu ce capitalisme de pouvoir, l'ont empêché de se déployer.

Une définition du capitalisme comme pouvoir au capital plutôt que comme propriété privée des moyens de production permet par conséquent une compréhension de l'évolution historique du capitalisme comme une progression dans l'utilisation de ce pouvoir. Comme de nombreux auteurs l'ont écrit, le capitalisme est passé historiquement par plusieurs phases, du capitalisme marchand au capitalisme industriel puis au capitalisme financier. Le capitalisme marchand du Moyen-Age et de la Renaissance, un capitalisme d'échange de biens exotiques sur de longues distances, s'est transformé en capitalisme industriel à la fin du XVIII^{ème} siècle, la Révolution

industrielle et la libération de la production des mains de l'Etat (par la théorie de l'économie de marché plutôt que par le pouvoir du capitalisme, fondée sur le laissez-faire) contribuant à cette transformation, enfin en capitalisme financier avec le développement de la *corporate governance* et l'importance croissante des marchés boursiers. Ces trois types de capitalisme, assimilés à des phases historiques du fait de leur apparition et domination à des périodes distinctes, ont cependant toujours existé, de manière bien sûr moins développée : la finance existe depuis plusieurs siècles, et la production dirigée par le capital n'a pas attendu la Révolution industrielle. Mais cette succession de capitalismes, marchand, industriel et financier est éclairante dans une conception du capitalisme de pouvoir, car elle indique une évolution, une augmentation du pouvoir du capital au fur et à mesure du temps : le pouvoir du capitalisme marchand est plus faible que celui du capitalisme industriel, lui-même plus faible que celui du capitalisme financier. Le capitalisme marchand est un pouvoir limité, sur les marchandises, avec une capacité d'achat et de vente sur le marché. Le capitalisme industriel ajoute à ce pouvoir d'achat et de vente sur le marché le pouvoir de production, le contrôle de l'outil industriel et en particulier des salariés. Le capitalisme financier ajoute au pouvoir du capitalisme industriel le contrôle des dirigeants de multiples entreprises, un pouvoir plus décentralisé encore, qui permet d'élargir encore le contrôle par le capital, dans une sorte de norme globale à laquelle toutes les entreprises doivent se conformer. Le capitalisme financier est donc un pouvoir qui intègre le pouvoir industriel, qui lui-même intègre le pouvoir marchand. Le capitalisme s'est donc transformé historiquement pour gagner en pouvoir, passant d'un pouvoir sur les marchandises à un pouvoir sur la production et finalement à un pouvoir décentralisé sur les dirigeants de multiples outils de production. Le capitalisme poursuit une tendance au pouvoir maximal.

La définition du capitalisme comme d'un pouvoir, utilisé par les capitalistes pour rechercher le profit, entraîne dans deux directions différentes, la première de séparation que cette définition autorise avec l'économie de marché, et la deuxième de définition plus précise de ce pouvoir et de sa justification idéologique. La deuxième direction, nommée esprit du capitalisme montre à quel point la séparation entre capitalisme et économie de marché se révèle problématique au niveau des justifications du capitalisme de pouvoir (pour la plupart libérales, donc inutilisables). L'analyse de la définition de l'économie de marché est donc d'un intérêt majeur, puisqu'en se séparant du capitalisme, sans pour autant rester une conception de l'économie de marché historique d'équilibre sous conditions de perfection, elle permet de concevoir une organisation économique possible plus cohérente que le système actuel qui allie capitalisme et

économie de marché. L'économie de marché n'est pas celle de la théorie walrasienne ou de Debreu, elle se rapporte à la liberté plus qu'à l'efficacité, même si celle-ci demeure élevée. L'économie de marché est en réalité très différente du capitalisme, bien qu'ils soient restés indissociés, aboutissant à des résultats paradoxaux, avec la défense de la liberté du marché qui se termine en renforcement de la puissance du capitalisme. L'œuvre de Polanyi en est un exemple illustratif.

La critique de l'œuvre de Polanyi illustre parfaitement la réinterprétation historique possible de la naissance du capitalisme, avec l'opposition entre capitalisme et économie de marché, une naissance aidée par la théorie de l'économie de marché, mais allant pourtant à l'encontre (relativement) de celle-ci. L'opposition entre réalité capitaliste et théorie du marché s'oppose à l'argumentation de Polanyi : il n'y a eu échec du libéralisme que par l'intrusion du capitalisme dans la réalité, une forme d'usurpation. Selon Polanyi, qui fusionne capitalisme et économie de marché, le libéralisme a échoué, puisqu'il considère le capitalisme comme la réalisation de l'économie de marché. Séparant capitalisme et économie de marché, le libéralisme n'a jamais existé, puisque les échecs du capitalisme ne peuvent être imputés au libéralisme, à l'économie de marché, une fois que ceux-ci ont été séparés.

Dans la deuxième direction, celle de l'esprit du capitalisme, la séparation entre capitalisme et économie de marché affaiblit le pouvoir du capitalisme, en récusant tout argumentaire issu du marché pour sa défense. Cette compréhension du capitalisme comme un système de pouvoir nécessitant une idéologie justificatrice, un esprit, permet d'y repérer la force théorique de l'économie de marché, employée par le capitalisme dans ce sens justificateur, masquant ses pratiques réelles au nom d'une glorification de la concurrence qu'il ne désire pas, qu'il combat en permanence, mais qu'il emploie dans son discours. L'intérêt de la définition du capitalisme, et surtout du profit, justifié par l'initiative par Baechler, se trouve là. Le profit comme résultat de l'initiative montre l'évolution de l'esprit du capitalisme, la justification du profit capitaliste uniquement par l'innovation, par le seul monopole autorisé, celui de la nouveauté, mais non par la distorsion pourtant permanente de concurrence : le profit, défini comme rémunération de l'initiative, s'apparente à une définition théorique intéressante, en ce qu'elle nie tout profit autrement perçu hors de la concurrence.

Baechler, de façon inconsciente à notre sens, contribue à l'évolution de l'esprit du capitalisme, qui se focalise sur l'innovation et la concurrence hors de l'innovation, pour justifier ces profits.

Dans une approche qualifiable de 'néo-schumpetérienne'[412], cette définition du juste profit issu de l'innovation et d'une dénonciation des autres pratiques anti-concurrentielles du capitalisme montre une évolution de l'esprit du capitalisme vers une dénonciation de plus en plus forte des agissements capitalistes anti-concurrentiels, à l'exclusion de l'innovation, qui reste le point le plus fort du capitalisme (tant qu'il n'est pas séparé de l'économie de marché, comme il l'a été écrit, puisque la concurrence est le premier moteur de l'innovation, du progrès et non le profit, même s'il est présent comme source de motivation pour les entrepreneurs).

Cette prépondérance de la concurrence dans l'économie de marché est la raison principale qui oriente la suite de cette thèse, la recherche d'une définition complète de l'économie de marché, qui ne soit pas seulement limitée à une vision néoclassique de la concurrence, et même de la seule concurrence. La concurrence, identifiée comme la qualité principale de l'économie de marché pour défendre l'intérêt du client face au capitalisme, et pourtant sollicitée dans l'esprit du capitalisme en permanence, semble irréelle par ses résultats positifs, son fonctionnement permanent, sa force absolue, s'imposant à tous les acteurs de l'économie de façon inéluctable. Un mythe de la concurrence semble exister, en particulier dans le néolibéralisme, qui va donc être étudié plus en détail, afin de comprendre l'intérêt de la concurrence mais aussi ses limites.

[412] 'néo-schumpetérienne' car Schumpeter utilisait sa théorie de la destruction créatrice dans un univers de concurrence imparfaite, pour justifier les profits passés des grandes entreprises oligopolistiques de son époque au nom des innovations futures, et non cette forme nouvelle de combinaison d'une critique des profits non concurrentiels, autres qu'issus de l'innovation, et d'une apologie de la nouveauté apportée par le capitalisme, justifiant les profits qui en sont donc issus. L'idée de la concurrence comme forme juste de fonctionnement de l'économie de marché se trouve donc alliée à la justification des profits issus d'un monopole transitoire, sur la base d'une innovation apportée par une entreprise capitaliste.

3ème Partie : Economie de marché de concurrence

Cette troisième partie de thèse se concentre donc sur l'idée de concurrence, comme élément central de l'économie de marché, avant de s'en éloigner par la suite, à la recherche d'une autre modalité d'organisation des acteurs, qui remplisse également, différemment, une fonction de pouvoir dans l'économie, comme celle de la concurrence qui redonne du pouvoir au client. Le néolibéralisme, étudié du point de vue seulement économique, illustre, en opposition avec les dénonciations actuelles dont il fait l'objet, l'importance de la concurrence dans l'économie de marché, en opposition avec le capitalisme. Une grande part de cette troisième partie lui sera donc consacrée, avec en particulier un éclairage sur deux de ses plus éminents promoteurs et défenseurs, Friedrich Hayek et Milton Friedman, dont la position pro-capitaliste se retourne après la sortie de la concurrence du capitalisme, au profit de l'économie de marché.

La fin de la troisième partie développe ensuite l'idée de concurrence, non plus sur un objectif néoclassique de maximisation de celle-ci, mais au contraire d'équilibre, car celle-ci se révèle néfaste à un niveau trop important, illustré par le fonctionnement actuel du marché financier. La transition d'une concurrence 'néoclassique' maximum à une concurrence équilibrée, stable, est une transformation majeure de l'économie de marché, dont l'impact sur le marché financier hyperconcurrentiel, dans un but de liquidité, est présenté de manière théorique. Le capitalisme aussi en sort transformé, avec une critique sur 'l'exploitation' des salariés qui évolue fortement et ne peut plus se limiter à la vision marxiste. Une autre forme de domination capitaliste surgit donc de cette vision du capitalisme de pouvoir et d'économie de marché avec un équilibre de la concurrence. Enfin, en poursuivant l'étude de l'économie de marché par rapport à la grille d'analyse du pouvoir, et en ne se limitant pas exclusivement à la concurrence, est introduite la coopération, qui sera la transition vers la quatrième et dernière partie, et son introduction.

III.1. Introduction au néolibéralisme

L'étude du néolibéralisme réalisée dans cette thèse a un double but, tout d'abord approfondir l'idée centrale de séparation entre capitalisme et économie de marché, puis fournir un nouvel éclairage plus positif au néolibéralisme, doctrine politico-économique[413] contemporaine très décriée et pourtant dominante dans les pays développés. Par exemple, des auteurs comme Noam Chomsky, Naomi Klein ou David Harvey dénoncent la domination du néolibéralisme, confondu avec le capitalisme, mais un capitalisme moderne, financier, allié aux Etats, à leur politique. Ces auteurs, dont la critique du pouvoir se révèle très intéressante par rapport à la définition du capitalisme par le pouvoir, ne sont cependant pas les principaux auteurs étudiés ici, au contraire, puisque leur amalgame entre capitalisme et économie de marché empêche de comprendre la réelle nouveauté du néolibéralisme en tant que théorie, celle d'une rupture avec le libéralisme qui l'a précédé (d'où l'adjectif *néo*) mais aussi, et surtout, d'une rupture avec le capitalisme. La dénonciation du néolibéralisme sur la base du pouvoir d'une minorité, appelée les "maîtres de l'univers"[414] par Chomsky par exemple, qui impose ses intérêts à la majorité, de façon classique et anti-démocratique, n'apporte donc pas de réelle nouveauté, si ce n'est pour illustrer encore l'importance de la séparation étudiée ici, puisque le néolibéralisme est critiqué comme s'il était un néocapitalisme, ce qu'il n'est pas - même si la pratique néolibérale actuelle est bien une pratique néocapitaliste. Cette dénonciation ne sera donc que superficiellement étudiée, pour s'intéresser à sa place à la théorie néolibérale originelle, et donc à son histoire.

Le néolibéralisme peut se définir comme une nouvelle théorie libérale développée au milieu des années 1930, en réponse à l'échec du libéralisme du laissez-faire du XIX^{ème} siècle, ainsi qu'à l'apparition du fascisme comme du communisme. Il est par la suite devenu le libéralisme dominant de notre époque. Très critiqué, le néolibéralisme peut cependant s'appréhender d'une nouvelle façon, issue de la séparation entre économie de marché et capitalisme. Sa nouveauté, son objectif, et sa position conceptuelle sont transformés par cette grille d'analyse différente. Il s'avère qu'il occupe même une position majeure dans cette séparation, par le renouvellement de la notion de concurrence, institutionnalisée au niveau politique après l'avoir été au niveau économique (dans la théorie du marché parfait).

[413] Comme pour le libéralisme, analysé dans l'introduction, le néolibéralisme ne sera ici étudié que sur son versant économique, laissant le versant politique de côté, par souci de focalisation et de concision.
[414] Noam Chomsky, *Le profit avant l'homme*, Paris, Fayard, 2003.

Différentes interprétations du néolibéralisme coexistent, par son histoire et son évolution aussi bien que du nombre de ses commentateurs et concepteurs. Serge Audier en réalise un résumé important, dans *Néolibéralisme(s), une archéologie intellectuelle*. Il tente de séparer en quatre grandes approches distinctes ce qui a été appelé néolibéralisme. Ces quatre grilles d'analyse, présentées ci-dessous, montrent une hétérogénéité forte du concept et de son évolution. Plutôt que de chercher une homogénéité, un socle commun de ce ou ces néolibéralisme(s), Audier s'emploie à démontrer leurs différences, à le "déshomogénéiser", rendant la compréhension du néolibéralisme complexe. Pourtant, une approche minimaliste du néolibéralisme, celle qui se limite à introduire l'idée d'action publique en faveur de la concurrence, en remplacement du laissez-faire historique qui prévalait comme *agenda* de l'Etat, laissez-faire du marché naturel issu du capitalisme manchestérien du XIX^{ème} siècle permet de ne pas s'arrêter à l'hétérogénéité exposée (et parfois exagérée[415]) par Audier.

L'analyse du néolibéralisme de Michel Foucault, dans ses cours sur le libéralisme de la fin des années 1970, analyse suivie récemment par Brown puis Dardot et Laval, sera privilégiée, sur la concurrence en particulier. L'analyse foucaldienne restreinte à la concurrence comme pilier néolibéral montre très bien l'origine du néolibéralisme, à la fin des années 1930, comme une tentative de réponse à l'échec du libéralisme passé, qui a caractérisé l'économie occidentale à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, et qui a abouti à la Grande Crise de 1929. Sur la base des écrits des années 1930 de la part d'intellectuels tentant une refondation de l'économie de marché, le néolibéralisme se révèle avec le colloque Lippmann en 1938 une volonté de réaffirmation de l'économie de marché contre le capitalisme. Avant d'entrer dans la présentation plus détaillée de Foucault, une mise en perspective des approches avancées par Audier pour comprendre et définir le néolibéralisme illustre l'intérêt qu'un tel renouveau du libéralisme a pu générer récemment parmi les intellectuels du monde entier.

Il est tout d'abord utile de remarquer la fusion entre économie de marché et capitalisme pour tous les auteurs écrivant sur le néolibéralisme, comme pour presque tous les autres, comme l'illustre par exemple la phrase suivante :

[415] Que chaque intellectuel, du colloque Lippmann ou de la Société du Mont Pèlerin, ait eu des positions originales est une forme de constante de la recherche académique, où ceux-ci se distinguent par leurs différences, non par leurs similarités, et où l'accent est porté sur les différences plutôt que sur les similarités de pensée, en réalité beaucoup plus fortes, en témoigne l'accord sur l'échec de l'ancien libéralisme ou l'importance de la concurrence.

> Aussi le néo-libéralisme apparaît-il, là encore, comme "un fondamentalisme de marché" : son présupposé est que le capitalisme fonctionne au mieux quand les acteurs économiques et financiers peuvent opérer avec le minimum de restrictions.[416]

L'interchangeabilité des termes capitalisme et économie de marché est donc encore et toujours problématique, car elle fait référence à la fois à la recherche de satisfaction du client par la concurrence et à la recherche de profit par l'éviction de la concurrence. Elle sous-entend donc, par là-même, une convergence entre ces deux objectifs, la recherche du profit du capitalisme amenant naturellement la satisfaction du client, qui a déjà été critiquée.

Le terme néolibéralisme apparaît très tôt dans le discours économique, puisqu'il est présent dès le début du XX^{ème} siècle, mais sera véritablement popularisé dans les années 1980, grâce à l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan aux Etats-Unis et de Margaret Thatcher au Royaume-Uni. " "Néolibéralisme" est un concept assez large et général se référant à un modèle ou paradigme économique qui parvint à la prééminence dans les années 1980."[417] Mais il était déjà utilisé de façon très diverse depuis plus de 50 ans, en particulier par les économistes de l'entre deux guerres, à la recherche d'une réponse face à la montée du fascisme et du nazisme, dans une tentative de sauvegarde de la démocratie. Il a été élargi depuis dans la littérature récente à une nouvelle politique agressive et souvent anti-libérale, de confiscation du pouvoir, ainsi que Noam Chomsky a pu l'écrire :

> C'est ce qu'on appelle le néo-libéralisme : le transfert du pouvoir des citoyens à des entités privées. Une multinationale est dirigée d'en haut. Elle n'est pas responsable, ou quasiment pas, devant le peuple.[418]

Ainsi, à l'opposé de la démocratie où les citoyens ont le pouvoir, délégué au gouvernement, le néolibéralisme serait une confiscation du pouvoir par les entreprises, dans la poursuite de leur objectif propre, le profit. L'idée d'une responsabilité d'une entreprise envers les citoyens, au-delà du respect des lois du pays dans lequel elle se trouve, semble une confusion d'ordre, une soumission de la liberté économique, de la liberté d'entreprendre, à l'accord des citoyens, ce

[416] Serge Audier, *Néolibéralisme(s) une archéologie intellectuelle*, Paris, Editions Grasset et Fasquelle, 2012, p. 10.
[417] Manfred B. Steger et Ravi K. Roy, *Neoliberalism, A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010, p. 11.
[418] Noam Chomsky, *Deux heures de lucidité*, trad. J. Carnaud, Paris, Les Arènes, 2002, p. 44-45.

qui est un élargissement directement opposé à l'idée de l'économie de marché où l'initiative privée est par définition autorisée, libre, pourvu que celle-ci respecte les lois et donc les droits des citoyens. Vouloir élargir le contrôle par les citoyens sur les processus économiques est une forme de négation de l'économie de marché plutôt surprenante, surtout en définissant ce contrôle par les citoyens comme le libéralisme. La confusion entre politique et économique est ici révélatrice d'une absence de séparation des genres, entre citoyens et clients, puisque l'entreprise ne s'adresse pas aux citoyens, mais aux clients, et que ceux-ci ont le choix, même s'il peut être relatif, de ne pas être clients d'une entreprise.

Dans le même amalgame entre politique et économique, les profits seraient donc prioritaires sur la démocratie, avec une subordination des droits des citoyens à cet objectif capitaliste. Le néolibéralisme serait donc une forme de capitalisme moderne, encore plus agressive que le capitalisme du laissez-faire historique, car modelant les politiques publiques directement dans l'intérêt privé : l'*agenda* de l'Etat n'est plus de laisser faire le marché, ou plutôt le capitalisme, mais de mettre en place les politiques qui l'avantagent, en ouvrant de nouveaux marchés, en réduisant le rôle de l'Etat, en libéralisant et dérégulant des pans entiers de l'économie et de la société. Le néolibéralisme serait une politique économique en faveur des acteurs capitalistes, pour ses détracteurs. Il serait donc un néocapitalisme, ouvrant des opportunités nouvelles de profit en ouvrant des marchés à l'initiative privée, à la concurrence, jugées plus efficaces que l'intervention publique. Il est intéressant de noter, là encore, que la dénonciation anti-libérale courante use du vocabulaire capitaliste pour critiquer l'économie privée dans son ensemble, par les termes profit, pouvoir, domination, capitalisme, utilisés très fréquemment, et connotés négativement[419], plutôt que des termes plus positifs, comme satisfaction du client, concurrence, liberté, économie de marché. Les dénonciations anti-libérales modernes sont en ce sens bien moins cohérentes que celles historiques, de Marx ou Polanyi, par exemple, qui rejettent dans le même mouvement capitalisme et économie de marché, profit et concurrence. Dans la vision critique du néolibéralisme de Chomsky, celui-ci est donc considéré comme un néocapitalisme. Mais, comme l'analyse de Foucault le montre, ce néolibéralisme doit être considéré comme une néo-économie de marché, dans l'esprit de ses concepteurs et défenseurs, qui cherchent à reconstruire une économie de marché fonctionnelle, concurrentielle, par l'Etat.

[419] Le titre d'un ouvrage de Noam Chomsky, *Le Profit avant l'homme*, est en ce sens très parlant : plutôt que d'écrire "La Satisfaction du client avant l'homme", celui-ci met l'accent sur le profit, terme négatif bien entendu, sur le capitalisme plutôt que l'économie de marché.

III.1.1. Différentes approches du néolibéralisme

Audier identifie quatre grandes approches, quatre paradigmes du néolibéralisme, qui ne sont selon lui pas superposables, et qui montrent l'hétérogénéité de ce concept :

> On peut même parler de *plusieurs paradigmes* qui, sans être toujours incompatibles, ne sont pas superposables, et qui commandent des visions différentes du présent et du passé néo-libéral. On en dégagera ici quatre : 1/ le néo-libéralisme comme *ultra-libéralisme guerrier*, 2/ la *grille néo-foucaldienne*, 3/ la *grille bourdieusienne*, et enfin 4/ la *grille individualiste et anti-68 de la fin du politique*.[420]

Ces quatre paradigmes, même s'ils sont différents, recèlent à notre sens un point commun structurel, celui de l'intervention de l'Etat dans l'économie de marché, non pas dans le sens du laissez-faire du XIX^{ème} siècle, mais dans le sens moderne, actif, avec comme point d'orgue la promotion de la concurrence sur le marché. L'étude de ces quatre paradigmes a pour but de démontrer que ce point commun, minimal, est présent dans chacun d'eux, même si leur définition du néolibéralisme déborde par la suite très fortement de ce socle.

L'ultra-libéralisme guerrier, le premier paradigme identifié, est représenté par Noam Chomsky mais surtout par David Harvey, qui voit le néo-libéralisme comme la "restauration du pouvoir de classe"[421], celle des capitalistes, par l'idéologie de la liberté individuelle, et par le marché. Cette restauration a abouti à l'explosion des inégalités, à la concentration du pouvoir et de la richesse dans la main de quelques-uns, sur la base d'une idéologie libérale de réduction de l'Etat, au profit du capitalisme. Naomi Klein, dans son ouvrage *La Stratégie du choc, La Montée d'un capitalisme du désastre*, remet en perspective l'application de cette idéologie, montrant qu'au contraire ce n'est pas l'ouverture à la concurrence qui est finalement apparue mais des alliances entre corporations et politiciens, dans une veine "corporatiste" typiquement capitaliste (c'est-à-dire anti-marché). L'alliance entre *Big Business* et *Big Government*, paradoxalement sur fond idéologique libéral, est la réalité des politiques néolibérales mises en place, et non l'ouverture de marchés concurrentiels. Cette compréhension de l'utilisation capitaliste des idées libérales est importante, car elle montre l'écart qu'il peut y avoir entre le discours libéral et la pratique capitaliste réelle. Ainsi, l'ultra-libéralisme guerrier dénoncé sous

[420] Serge Audier, *op.cit.*, p.17.
[421] David Harvey, "Neo-liberalism and the Restoration of Class Power", in *Id. Spaces of Gobal Capitalism. Toward a Theory of Uneven Geographical Development*, Londres-New York, Verso, 2006, p. 9-68.

le nom néo-libéralisme par Chomsky, Harvey ou Klein, n'est que l'utilisation d'une idéologie libérale pour faire avancer les intérêts capitalistes, ce qui est confirmé par la réalité. La dénonciation du néolibéralisme par sa réalité, l'ultra-libéralisme guerrier, en particulier pendant l'ère Bush aux Etats-Unis, ne doit cependant pas empêcher de lire le discours néolibéral comme un discours de liberté et de concurrence, plutôt que de corporatisme, même s'il a abouti à cette réalité, par la confusion entre capitalisme et économie de marché.

Le deuxième paradigme, lié à Foucault, sera étudié plus en détail par la suite, et va donc être laissé de côté pour le moment, après avoir seulement mentionné que Foucault voit bien dans le néolibéralisme l'inversion des rapports historiques entre politique et économie, le politique se construisant dorénavant à partir de l'économie de marché, et non l'économie de marché se construisant par un retrait de l'Etat. Il faut donc déterminer "comment on peut régler l'exercice total du pouvoir politique sur les principes d'une économie de marché"[422]. L'Etat est construit activement pour faire fonctionner l'économie de marché et en particulier pour maintenir la concurrence, en transformant l'individu en un entrepreneur, un être libre et responsable de lui-même.

Le troisième paradigme, celui de Bourdieu, est une dénonciation sociologique de la science économique, sur la base de son individualisme et de son incompréhension du collectif, et assimile donc le néolibéralisme au libéralisme historique du XIX^{ème} dans sa volonté de réduire l'intervention de l'Etat. L'économie de marché, et plus spécifiquement le néolibéralisme, sont donc coupables de ne pas conserver et même de détruire les collectifs, soit "toutes les structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur"[423]. Audier se livre à une critique en règle de ce paradigme, excessif en particulier par la reprise faite par les disciples de Bourdieu, puisque s'y rejoigne toutes les tendances, diverses, des économistes, sous la forme d'une dénonciation globale de l'économie en tant que science individualiste. Ainsi, le néolibéralisme bourdieusien est issu d'une "bataille idéologique et politique des élites dominantes qui, en détruisant les syndicats ou les familles, contraint chacun, là encore, à des comportements plus individualistes et moins efficaces que l'action de groupe."[424] Non seulement le néolibéralisme déploie une rhétorique d'efficacité pour légitimer l'extension du

[422] Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France. 1978-1979, Paris, Seuil-Gallimard, 2004, p. 136.
[423] Pierre Bourdieu, "Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites", *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, reprise in *Id., Contre-feux*, t.1 : *Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p. 110.
[424] Serge Audier, *op.cit.*, p. 47.

marché et la destruction du collectif, mais cette rhétorique se révèle occulter la réalité, la plus grande efficacité du groupe.

Cette idée d'un néolibéralisme individualisateur, détruisant les groupes et les actions collectives, pourtant efficaces, est à relativiser fortement, puisqu'un groupe demeure, l'entreprise capitaliste. L'action collective est réduite à un regroupement dans un but de production et de profit, avec des individus censés être rationnels et agir par contrat, dans un échange permanent, mais qui constituent néanmoins un groupe coopératif efficace. Cette notion cruciale de coopération entre individus, que le néolibéralisme concurrentiel passe sous silence, mais qui existe pourtant réellement, sera développée dans la dernière partie, lors de la définition complète de l'économie de marché. A ce stade, Bourdieu identifie la disparition de certains groupes à l'effet du néolibéralisme de façon claire, sans que ce soit pour autant la fin de l'action collective, plutôt sa réduction à un mode dominant, l'entreprise capitaliste.

Enfin, le dernier paradigme est celui individualiste et anti-mai 68 de la fin du politique, ou comme l'écrit Audier, "un quasi-anarchisme, l'expression d'une société d'individus atomisés, libéraux et libertaires."[425] La conjonction d'une libération de l'individu après 1968 et de la libération de l'économie ne serait pas fortuite, comme l'écrit Jean de Maillard. "Le néo-libéralisme et l'esprit libertaire - le libertarisme - naissent en réalité à la même source, qui est l'avènement de l'individu monadique, et se réalisent dans le même projet."[426] Michel Clouscard et Régis Debray font la même analyse, qui revient à faire se rejoindre libéraux et libertaires. Mai 68 aurait donc été un événement précurseur de la révolution néolibérale du début des années 1980 :

> Les durables conséquences de Mai 68 laissent apparaître le but recherché, la finalité même de la stratégie du néo-libéralisme : la mise en place de deux appropriations, celle du champ de l'économie politique, celle du champ de la conscience humaine.[427]

En conséquence, ces auteurs reliant Mai 68 au néolibéralisme se focalisent sur le narcissisme et l'hédonisme comme explications du néolibéralisme, plutôt que sur une réhabilitation de la

[425] *Ibid.*, p. 47.
[426] Jean de Maillard, *La Fabrique du temps nouveau*, Paris, Temps Présent, 2001, p. 154.
[427] Michel Clouscard, *Néo-fascisme et idéologie du désir. Mai 68 : la contre-révolution libérale libertaire*, Bruxelles, Delga, 2007, p. 181.

pensée libérale ou une poussée des classes économiques dirigeantes en faveur d'une moindre intervention.

Les quatre paradigmes du néolibéralisme, malgré l'effort d'Audier pour les opposer et les individualiser, semblent plutôt des critiques distinctes d'un même phénomène, sur lequel l'accord est plus grand que les désaccords : l'emploi d'un discours néolibéral pour masquer la récupération corporatiste de la part d'entreprises capitalistes à des vues d'enrichissement et de pouvoir, la structuration du politique autour d'une économie de marché concurrentielle, le retrait du collectif au profit des mécanismes de marché, l'aspiration libertaire individualiste de Mai 68 oeuvrant dans le sens d'une plus grande liberté économique, toutes ces observations et relations autour du néolibéralisme ne semblent pas réellement contradictoires, mais plutôt complémentaires.

L'opposition potentielle la plus sérieuse, relevée par Audier, entre Foucault et Bourdieu, - "En sorte que les foucaldiens ont tendance à décrire le néo-libéralisme comme un véritable nouveauté, tandis que les bourdieusiens sont portés parfois à y déceler une réactualisation du vieux libéralisme"[428] -, peut être plutôt interprétée comme une différence de perspective, car le néolibéralisme est en effet en un sens le retour du vieux libéralisme, de la prééminence du marché par rapport aux politiques sociales et keynésiennes de l'après-guerre, et en un sens comme une nouveauté, par le rôle actif dévolu à l'Etat néolibéral, qui doit faire survenir, mais aussi défendre, la concurrence, même si la réalité a montré que le capitalisme corporatiste avait réussi à s'y substituer. L'interprétation issue de ces deux grilles d'analyse n'est donc pas tant opposée que partant d'un point de vue différent, car il est à la fois vrai que libéralisme comme néolibéralisme impliquent une prééminence sociale au marché, prééminence critiquée par la sociologie bourdieusienne, mais que le néolibéralisme peut être considéré comme une nouveauté par rapport au libéralisme du laissez-faire, et même, comme cela sera argumenté par la suite, comme son évolution naturelle, dans une tentative de protection du libéralisme, de l'économie de marché, contre le capitalisme, un renforcement de la concurrence avec l'objectif clair d'éviter les monopoles, cartels et ententes capitalistes qui ont fait dérailler l'économie de marché au début du XX^{ème} siècle.

[428] Serge Audier, *op.cit.*, p. 54.

De même, le fait de reprocher à Foucault de négliger les inégalités réelles générées par le néolibéralisme, - "la grille foucaldienne contemporaine néglige largement, tout comme Foucault lui-même, les liens entre néo-libéralisme et inégalités"[429] - alors qu'il prononce son cours à la fin des années 1970, avant même la mise en place réelle de celui-ci par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, apparaît excessif, sauf à vouloir faire de lui un visionnaire capable de connaître l'évolution future du monde, et d'anticiper la récupération capitaliste du néolibéralisme, alors que la défense de la concurrence aurait dû limiter l'inégalité générée par le capitalisme même. Enfin, le contraste souligné entre le néolibéralisme comme "expression d'un hédonisme exacerbé et d'une mentalité libertaire, individualiste et anti-étatiste" de Mai 68 et la perception du néolibéralisme par les autres paradigmes comme "reconfiguration des rapports de domination dans la société"[430] ne semble pas si important, puisque le marché peut être considéré comme l'outil par excellence de reconfiguration de la domination dans une société en ouvrant la porte à une liberté individuelle accrue, allant jusqu'au libertarisme. La tentative d'Audier de "déshomogénéiser" le néolibéralisme amène à exagérer les différences entre les critiques du néolibéralisme, plutôt qu'à montrer le socle commun du néolibéralisme, le retour du marché, un marché artificiel avec une politique publique faite de préconisations politiques actives en faveur de la concurrence. C'est ce que la fondation du néolibéralisme révèle, une véritable opposition entre un capitalisme à visée monopolistique et une économie de marché à but concurrentiel, contradiction que les néolibéraux tentent de résoudre par l'Etat, par son action anti-trust, de promotion de la concurrence.

Le paragraphe suivant s'intéresse donc à l'histoire du néolibéralisme, à sa naissance, dans un rapport au libéralisme du XIX^{ème} siècle, le libéralisme du laissez-faire, manchestérien, du nom de la ville de Manchester où se serait développé ce courant de pensée. Les écrits des premiers auteurs néolibéraux critiquent ce courant de pensée, celui d'un libéralisme naturel, où le marché aboutit de façon inéluctable, sans intervention humaine, à l'équilibre, l'efficacité. Le concept de nature présent ici est donc un concept historiquement daté, employé par des auteurs de l'entre-deux guerres pour désigner une théorie du XIX^{ème} siècle. Mais ce terme de naturel, tel qu'il est pensé par ces auteurs, est majeur pour la compréhension de leur réponse à la crise libérale qu'ils affrontent, entre une théorie historique du marché naturel et leur vision nouvelle d'un marché artificiellement maintenu. Ainsi, même si le caractère naturel du marché est caricatural, ce concept restera suivi de cette façon, pour illustrer la théorie du libéralisme

[429] *Ibid.*, p. 54.
[430] *Ibid.*, p. 55.

du laissez-faire du XIX^{ème} siècle, véhiculant les idées d'absence d'intervention humaine sur le marché, donc de rejet de l'Etat, et de l'atteinte spontanée du meilleur résultat, celui que la nature amène. Le fait de classer en deux catégories aussi abstraites et séparées, nature contre intervention humaine, un système aussi social, humain, que le marché, peut sembler très naïf, mais cette idée de la nature en économie reste très forte, comme celle d'un ordre extérieur qui s'imposerait aux acteurs, et supprimerait leur pouvoir pour aboutir à la liberté et à l'efficacité. La concurrence est ainsi 'naturelle', comme le marché sans intervention de l'Etat (autre que pour l'instituer, évidemment), et donc bonne, puisque la nature véhicule une valeur positive. C'est donc ainsi qu'elle sera conçue, malgré les défauts évidents d'une telle conception.

III.1.2. Le néolibéralisme fondateur

Historiquement, le néolibéralisme se révèle un sauvetage du libéralisme et non du capitalisme, car le totalitarisme est une réponse directe aux échecs du libéralisme, théorie "dépassée" par ces pays collectivistes. Le sauvetage du libéralisme, sur lequel tous les libéraux des années 1930 s'accordent, nécessite une nouvelle pensée du libéralisme et en particulier du rôle de l'Etat. Son but est d'empêcher la disparition à la fois de la démocratie et de l'économie de marché en réformant le libéralisme du laissez-faire, manchestérien, du XIX^{ème} siècle :

> [...] pour certains des protagonistes du néo-libéralisme, à l'origine, ce fut moins le capitalisme que le libéralisme qui était à sauver, dans un contexte des années 1930 où, de Rome à Moscou en passant par Berlin, le libéralisme était déclaré mort. L'histoire du néo-libéralisme est aussi un chapitre des grandes crises du libéralisme.[431]

Henri Noyelle, économiste français et en quelque sorte précurseur du colloque Lippmann de 1938 qui donnera corps au néolibéralisme, publie en 1933 un ouvrage intitulé *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée* qui a pour objectif de s'opposer à la fois au socialisme en vigueur et au libéralisme du laisser-faire, pour proposer une nouvelle alternative, appelée "directionnisme". Noyelle y réfute l'idée que "l'intérêt personnel est générateur de concurrence et par conséquent d'équilibre automatique", démontrée par "les faits de non-concurrence et les méfaits de la concurrence"[432], sans pour autant se laisser aller au socialisme. Il tente donc de mettre en place une économie mixte où "l'Etat est un collaborateur et non usurpateur"[433]. Comme Audier le note :

> [...] le "directionnisme", dans son double refus du mythe libéral de l'autorégulation spontanée du marché, d'un côté, et des programmes volontaristes de planification intégrale centralisée, de l'autre, témoigne bien du bouillonnement des années 1930 qui obligea alors le camp libéral à des reformulations, à des révisions et à des transformations idéologiques plus ou moins radicales et douloureuses - sous peine de bientôt disparaître et de laisser place à l'hégémonie de toutes sortes de collectivismes, de planismes et de corporatismes, qui avaient

[431] *Ibid.*, p. 57.
[432] Henri Noyelle, *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Paris, Sirey, 1933, p. 176.
[433] *Ibid.*, p. 211.

> alors le vent en poupe. C'est d'ailleurs sous le signe de "rénovation du libéralisme" que le concept de néo-libéralisme, après quelques tribulations, fera sa véritable entrée en France.[434]

Le colloque Lippmann qui se tient en 1938 à Paris à l'instigation de Louis Rougier, à propos du livre *The Good Society* (La Cité Libre) de Walter Lippmann publié l'année précédente, se donne donc pour objectif cette rénovation du libéralisme, ce que Lippmann lui-même a essayé de réaliser, puisqu'il est convaincu que la "catastrophe totalitaire de son époque constitue une réaction à une autre catastrophe, celle du capitalisme historique"[435]. Surgit la même conviction que celle qui anime Polanyi dans son oeuvre, *La Grande Transformation*. Mais contrairement à Polanyi, Lippmann essaie de sauver le libéralisme en développant "une critique de ce qu'est devenue le libéralisme au nom même du libéralisme"[436]. Lippmann réalise par conséquent le "juste procès du laisser-faire qui, avec le droit de propriété absolu et de contrat, a justifié les plus scandaleuses inégalités et souffrances sociales."[437] Le libéralisme du XIX^{ème} siècle est donc sévèrement critiqué pour ses échecs, sans pour autant récuser du même coup le libéralisme dans son ensemble. Lippmann l'explique parfaitement :

> En s'occupant du problème du laissez faire, les derniers libéraux ont gaspillé le temps de la science sur un problème faux. C'est une chose qui arrive souvent. Cela ressemble aux efforts persistants des astronomes pour expliquer les mouvements du système solaire en considérant la terre comme un centre immuable. La science astronomique n'a pu faire de progrès tant qu'on ne s'est pas rendu compte que la terre n'était pas le centre fixe du système solaire. Les progrès du libéralisme ont été pareillement arrêtés parce qu'on a supposé, entièrement à tort, qu'il existait un domaine de la liberté dans lequel fonctionne l'économie d'échange, et d'autre part un royaume du droit à l'intérieur duquel l'Etat exerce sa juridiction. [...] Les conséquences de ces erreurs ont été catastrophiques. Car en imaginant ce domaine de la liberté entièrement hypothétique et illusoire, dans lequel les hommes sont censés travailler, acheter et vendre, faire des contrats et posséder des biens, les libéraux renoncèrent à toute critique pour devenir les défenseurs du droit qui se trouvait régner dans ce domaine. Ils devinrent ainsi des apologistes obligés de tous les abus et de toutes les misères qu'il contenait. Ayant admis qu'il n'y existait pas de lois, mais un ordre naturel venu de Dieu, ils ne pouvaient enseigner que l'adhésion joyeuse ou la résignation stoïque. En fait, ils

[434] Serge Audier, *op.cit.*, p. 64.
[435] *Ibid.*, p. 83.
[436] *Ibid.*, p. 83.
[437] *Ibid.*, p. 83.

> défendaient un système composé de vestiges juridiques du passé et d'innovations intéressées introduites par les classes de la société les plus fortunées et les plus puissantes.[438]

Cette dénonciation du libéralisme du laissez-faire par Lippmann, des abus et des misères du système économique réel qui en était issu, le capitalisme, trouve un écho particulier dans cette thèse, celui d'un système théorique qui ne fonctionne pas dans la réalité, mais qui sert de défense pour le système pratique qui s'affiche comme son représentant. Mais plutôt que de remettre en cause la mise en pratique du système théorique, c'est le système théorique qui est dénoncé par Lippmann, comme inadéquat. Au lieu de faire porter au capitalisme l'échec de la réalisation du libéralisme du laissez-faire et de la concurrence parfaite, c'est le libéralisme qui doit être transformé, pour éviter les dérives historiques qui ont pu apparaître.

Ainsi, Lippmann veut revenir aux sources du libéralisme, celui qui imaginait dans le libre échange et la division du travail le moyen de faire progresser l'humanité dans son ensemble et non seulement la minorité dirigeante bourgeoise, la plus puissante. Le libéralisme d'origine, théorique, n'était pas ce capitalisme qui profite aux plus puissants, mais un idéal de progrès et d'humanisme :

> Pour la première fois les hommes pouvaient concevoir un ordre social dans lequel l'antique aspiration morale à la liberté, à l'égalité, à la fraternité était compatible avec l'abolition de la pauvreté et l'accroissement des richesses.[439]

Ce libéralisme progressiste a disparu, sclérosé par l'absence d'intervention que le laisser-faire préconisait, même si une intervention eût pu améliorer les conditions de fonctionnement de ce marché. Réduit à un "*non possumus* général", le libéralisme du laissez-faire ne pouvait que laisser se dérouler les abus des groupes dominants. Si bien que l'opposition à ces abus a été réalisée par les théories collectivistes, sur la base de la planification étatique, qui ne peut hélas fonctionner, par incapacité de calcul, de traitement de l'information, de motivation privée, en un mot de liberté individuelle :

> Les libéraux sont en effet les héritiers de la science qui interprète correctement le principe progressiste de la révolution industrielle. Mais ils n'ont pas pu faire avancer leur science ; ils n'ont pas su en extraire une philosophie sociale satisfaisante du point de vue humain. Les

[438] Walter Lippmann, *La Cité Libre*, préf. A Maurois, trad. G. Blumberg, Librairie de Médicis, 1938, p.233-234.
[439] *Ibid.*, p. 237.

> collectivistes, d'autre part, ont le goût du progrès, la sympathie pour les pauvres, le sens éclatant de l'injustice, l'élan des grandes actions, qui ont manqué au libéralisme moderne. Mais leur science est fondée sur une profonde incompréhension de l'économie fondamentale de la société moderne, et c'est pourquoi leurs actes sont profondément destructeurs et réactionnaires.[440]

Entre ces deux choix, que Lippmann résume de la façon ci-dessous, le choix reste celui du libéralisme :

> Aussi les cœurs sont-ils déchirés, les esprits divisés, et l'homme ne peut-il choisir. On lui demande de choisir entre, d'une part, les libéraux qui sont arrêtés net, mais qui sont arrêtés sur la bonne route de l'abondance, et de la liberté et de la justice, et d'autre part les collectivistes qui bougent furieusement, mais sur la route qui descend à l'abîme de la tyrannie, de la misère et de la guerre générale.[441]

Ainsi, la critique du libéralisme du laissez-faire ne mène pas aux solutions collectivistes, mais à un réexamen du libéralisme et à de nouvelles propositions pour éviter de recréer cet échec et cet arrêt sur la bonne route libérale. Les propositions avancées par Lippmann pour réformer le libéralisme sont de ce point de vue typiquement néolibérales, même si le terme néolibéral n'est pas encore retenu, dans le sens de défense d'une économie de marché concurrentielle par l'intervention active de l'Etat :

> L'effet de ces réformes serait en effet avant tout de réduire considérablement les possibilités d'enrichissement par l'exploitation et par l'exercice de privilèges légaux. Ces réformes s'attaquent à la source des gros revenus provenant des divers genres de monopoles, des droits exclusifs sur le sol ou les ressources naturelles, des mauvais marchés sur lesquels les ignorants et les faibles sont désavantagés. Au point de vue de l'économie d'échange, les revenus provenant de ces inégalités naturelles et juridiques ne sont pas légitimement gagnés. Ils sont parasitaires, adventistes, et si le monde réel était conforme à la théorie des économistes, ces revenus illégitimes n'existeraient pas. Ils ne représentent ni la rétribution du travail ni la gestion, ni un intérêt du capital, ni les profits d'une entreprise, tels que les déterminent des marchés libres et équilibrés. Ce sont des tributs levés sur les salaires, les intérêts et les profits en les dénaturant ou en manipulant le prix du marché.[442]

[440] *Ibid.*, p. 248.
[441] *Ibid.*, p. 248.
[442] *Ibid.*, p. 272-273.

La fin des monopoles, des rentes, du pouvoir de marché, de l'asymétrie d'information, de ces obstacles qui vont à l'encontre de l'économie de marché concurrentielle, est proposée par Lippmann pour remettre le libéralisme sur le droit chemin. Une phrase révèle l'intérêt d'une séparation - non réalisée - entre économie de marché et capitalisme, qui permettrait de comprendre la critique de Lippmann comme une critique logique, naturelle, entre un système théorique et sa mise en pratique erronée : "On le voit, c'est encore *au nom même du libéralisme* que Lippmann critique le capitalisme de son temps."[443] Puisque le capitalisme n'est pas l'aboutissement du libéralisme économique, lorsque ces deux termes sont séparés, ce type de critique néolibérale est presque banal. Le libéralisme *doit* critiquer le capitalisme, car celui-ci n'atteint absolument pas les buts recherchés par le libéralisme.

Lippmann intègre aussi une fiscalité progressive des revenus, des impôts sur les successions, pour limiter les inégalités et les injustices, et permettre des investissements publics et sociaux, que ce soit en infrastructures ou en prestations. Il fait ainsi preuve d'un progressisme social que le néolibéralisme futur, celui des années 1980 de Reagan et Thatcher, abandonnera, dans un retour aux valeurs de la liberté d'entreprise, du mérite et du travail. Mais Lippmann, en libéral convaincu, tend aussi à limiter ces systèmes publics : "L'égalisation doit être obtenue par des mesures permettant aux marchés de jouer plus efficacement leur rôle de régulateurs de la division du travail ; elles doivent par conséquent frapper, non pas les profits de la concurrence heureuse, mais les tributs des monopoles."[444]

L'adjectif employé par Lippmann, sur la concurrence, "heureuse", marque à quel point celle-ci est cruciale dans l'économie de marché, parée de toutes les vertus et en particulier de pouvoir résoudre le problème du juste et de l'injuste, de ce qui est perçu comme une rémunération normale et ce qui ne l'est pas. Lippmann utilise un peu plus loin le terme de vraie concurrence comme pour la démarquer de la concurrence faussée que les ententes, les cartels peuvent faire régner sur certains marchés, et qui faussent la distribution des revenus. Lippmann préconise donc une égalisation forte des revenus, dans un sens radical qui tient cependant sa source dans la réalisation de l'économie de marché concurrentielle que le libéralisme conçoit depuis son origine. En conclusion, Lippmann considère qu'il répare les erreurs des libéraux du laissez-faire du siècle précédent :

[443] Serge Audier, *op.cit.*, p. 88.
[444] Walter Lippmann, *op.cit.*, p. 275.

> Ils se sont certainement trompés partout où les conclusions auxquelles ils sont parvenus contredisent leur point de vue originel, et viennent à l'encontre de leurs buts. Par exemple, si des penseurs libéraux ont adopté une théorie de la liberté des contrats qui aboutit en réalité à la contrainte arbitraire, c'est qu'il y avait une erreur dans leur théorie. Si, en vue de favoriser le libre-échange des marchandises et des services par contrat sur des marchés ouverts ils ont adopté une théorie qui consacre les monopoles et l'exploitation, c'est que leur théorie était fausse sur un point important. S'ils adoptent une théorie de la propriété privée qui ait pour conséquence la destruction du sol, le gaspillage des ressources naturelles limitées, et la création de taudis qui diminuent la vitalité du peuple et dégradent sa vie, c'est que leur théorie de la propriété privée avait un grave défaut. Si, en vue de favoriser le mode de production capitaliste, ils adoptent une théorie du droit des sociétés qui mène à la suppression des marchés et à l'extension du collectivisme dans les grandes affaires, c'est que leur théorie des sociétés était fausse sur un point essentiel. S'ils ont une théorie de l'Etat qui force les hommes à choisir entre l'anarchie et le despotisme, c'est que leur théorie de l'Etat est fausse. Si leur théorie des Droits de l'Homme refuse protection à de nombreux intérêts humains, y compris ceux de la postérité, c'est que leur théorie des Droits de l'Homme est grossièrement insuffisante. Le développement du libéralisme récent a eu toutes ces conséquences négatives, et le caractère doctrinaire des derniers libéraux n'a pas permis un réexamen approfondi de leurs erreurs.[445]

Lippmann construit donc un néolibéralisme actif qui veut corriger, par l'Etat, les dévoiements que le libéralisme du laissez-faire a pu laisser apparaître par rapport au libéralisme originel, le libéralisme de la liberté, de la concurrence, de la division du travail, où les progrès techniques et économiques n'aboutissent pas à une domination des classes les plus puissantes. La théorie du libéralisme du laissez-faire erroné, développée par Lippmann, puis par les néolibéraux des années suivantes, s'interprète parfaitement dans cette thèse qui sépare capitalisme et économie de marché, comme un laissez-faire profitant au capitalisme, dont les tendances anti-libérales vont amener à un dévoiement du vrai libéralisme, de la vraie économie de marché. Ainsi, la démonstration de l'échec du libéralisme du laissez-faire par Lippmann est la démonstration symétrique de la différence profonde entre capitalisme et libéralisme réel. Le libéralisme du laissez-faire était la théorie parfaite pour laisser en pratique le champ libre au capitalisme et à ses abus, justifiés par le marché naturel, par la main invisible aboutissant au meilleur résultat.

[445] *Ibid.,* p. 287-288.

La critique du libéralisme du laissez-faire, qui a laissé faire le capitalisme et a amené tous ses dégâts, est également une critique du capitalisme séparé du libéralisme.

Le néolibéralisme, comme libéralisme nouveau visant à corriger les erreurs du libéralisme du laissez-faire, se lit donc ici également comme une réponse libérale au capitalisme, responsable des déviations entre la réalité économique et la théorie de l'économie de marché. Plutôt que d'être un néo-capitalisme, le néolibéralisme est une néo-économie de marché, une tentative, à ses origines dans les années 1930, de conserver le vrai libéralisme tout en limitant les abus du capitalisme. Lippmann, plutôt que de se concentrer sur le libéralisme du laissez-faire, aurait-il séparé capitalisme et libéralisme, économie de marché, sa critique eût été très similaire à celle qui surgit ici, de cette séparation : un capitalisme d'abus de pouvoir qui détourne la théorie libérale, l'usurpe pourrait-on dire, à son profit, et tente d'orienter l'économie réelle à l'opposé du but de l'économie de marché, la concurrence amenant la satisfaction optimale du client.

Mais Lippmann n'est pas le seul à réaliser ce constat d'échec du libéralisme manchestérien, partagé par d'autres auteurs européens en particulier, tels que Van Zeeland, Rougier, Rüstow ou Röpke, etc. (les positions de Mises et Hayek, présents au colloque Lippmann, sont moins claires sur ce point d'intervention étatique sur le marché, privilégiant encore la concurrence 'naturelle'[446].) Ces auteurs, par exemple Rougier dont la position est étudiée ci-après, cherchent tous une "troisième voie", une voie entre totalitarisme planificateur et démocratie libérale du laissez-faire, car ils comprennent l'échec du libéralisme du XIX^{ème} siècle tout en percevant les dangers du totalitarisme du XX^{ème} siècle, en pleine expansion en Europe. Il y a donc, par-delà des divergences d'application, un accord global sur le problème à résoudre, celui de l'échec du libéralisme du laissez-faire mais cependant le rejet du totalitarisme[447].

Le colloque Lippmann de 1938 organisé à Paris l'est sur la proposition de Louis Rougier, lui aussi auteur de critiques fortes contre le libéralisme du laissez-faire, dans son ouvrage *Les Mystiques économiques*, publié la même année. Son analyse, extrêmement proche de celle de Lippmann, se donne pour but de disqualifier la libéralisme manchestérien du laissez-faire au

[446] Le côté naturel de l'économie de marché est bien sûr illusoire, que ce soit dans le libéralisme du laissez-faire ou avant, mais répond à l'idée de forces de la nature qui orientent les prix à long terme vers les prix d'équilibre. Le libéralisme est toujours artificiel, jamais naturel. Ce qui change avec le néolibéralisme est plutôt l'accord sur une intervention plus active, directe, de l'Etat sur la concurrence du marché, sur sa préservation, plutôt qu'un retrait pour laisser le marché fonctionner 'seul'.

[447] Il est possible de considérer cette thèse de la même façon, comme la constatation de l'échec du néolibéralisme et cependant la sauvegarde du libéralisme, en tout cas de son idéal historique.

profit d'un nouveau libéralisme, un "libéralisme constructeur". Et il le fait, comme le sous-titre de son ouvrage l'indique, au nom d'une sauvegarde de la démocratie :

> C'est une question de savoir si le retour à une économie libérale est parmi les éventualités possibles. Ce qui est sûr, c'est que les nations soucieuses de sauvegarder l'indépendance spirituelle de l'individu et le goût de l'initiative, sans lesquels il n'est pas de culture proprement humaine, n'y parviendront que pour autant qu'elles feront retour au libéralisme mieux compris. Ce libéralisme-là, appelé *libéralisme constructeur*, ne se confond pas avec la théorie du *laissez-faire, laisser passer*, qui aboutit à la suppression de la liberté par l'excès même de la liberté. Il ne se confond pas, non plus, avec n'importe quelle forme de capitalisme.[448]

Rougier veut donc également renouveler la pensée libérale, par un libéralisme actif et non plus passif, et par un nouveau type de capitalisme, différent de celui présent. Il ne cherche pour autant pas à construire un socialisme libéral, "contradiction dans les termes"[449], puisque le socialisme cherche à planifier l'économie, chose impossible avec l'économie de marché. Il ne cherche pas non plus à développer une théorie corporatiste, avec l'alliance de grands groupes privés et de l'Etat, un prélude au fascisme et à la planification à ses yeux. Rougier développe au contraire une nouvelle idée du libéralisme, qui repose sur un "équilibre sociologique" plutôt que sur un équilibre 'naturel' issu du marché et ne questionnant pas la distribution des ressources entre individus (il faut cependant rappeler que la distribution walrasienne de départ est celle d'une égalité de ressources entre les acteurs). Il y a donc un champ d'intervention de l'Etat pour corriger une distribution considérée comme injuste dans un pays, en fonction de l'écart entre cet équilibre naturel et l'équilibre sociologique à atteindre, qui dépend de données politiques, morales, sociales, psychologiques, et non seulement de facteurs économiques. Il combine donc un Etat fort et une économie de marché :

> *Ni communisme, ni fascisme, retour du libéralisme constructif*, ce qui implique un gouvernement très fort, dans le cadre de ses attributions, pour être capable de résister aux intérêts coalisés et aux revendications des masses à l'intérieur et pour faire front aux dictatures de l'extérieur.[450]

---

[448] Louis Rougier, *Les Mystiques économiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires*, Paris, Médicis, 1938, p. 9.
[449] *Ibid.*, p. 196.
[450] *Ibid.*, p. 34.

Rougier cherche donc une nouvelle organisation économique où l'Etat aurait un rôle fort sans pour autant faire disparaître le marché, et en particulier en conservant l'idée de concurrence, chère à ces nouveaux libéraux. Cet attachement à la concurrence se lit dans la définition qu'il donne du libéralisme constructif, dans la même veine que Lippmann :

> Ce que j'appelle *libéralisme constructif* n'est pas identifiable à la théorie manchestérienne du *laisser faire laisser passer*, car un tel libéralisme se détruit lui-même en aboutissant, par le seul jeu de la concurrence et de la sélection naturelle, à une économie de monopole correspondant à un régime ploutocratique. Le libéralisme constructif implique un ordre juridique positif tel que la possibilité de la libre concurrence soit toujours sauvegardée, c'est-à-dire un ordre juridique tel que la formation des trusts, des holdings, etc. devienne impossible, aussi bien du reste que serait impossible la tyrannie syndicale imposant des conditions de salaire et d'embauche contraires à l'équilibre du marché du travail.[451]

La concurrence reste donc la clé de voûte de l'organisation libérale, même si elle doit être aidée car "le seul jeu de la concurrence et de la sélection naturelle" mène aux monopoles. On le voit, une sorte de tension autour de la concurrence demeure dans l'esprit de Rougier et des autres libéraux puisque la concurrence mène naturellement au monopole, donc à sa disparition naturelle alors que l'objectif néolibéral est de la conserver. Puisqu'elle ne peut demeurer dans l'économie sans aide, elle doit être maintenue artificiellement, par l'intervention de l'Etat. Le paradoxe d'une économie de marché efficace par la concurrence alors que celle-ci disparaît dans la réalité capitaliste de l'économie amène Rougier à défendre l'intervention de l'Etat, dans un but de fonctionnement du libéralisme. Au lieu de poser le problème, et tenter de le résoudre, de l'apparition des monopoles, par un questionnement sur le capitalisme, Rougier se pose la question inverse, celle de la sauvegarde de la concurrence dans l'économie de marché : comment sauver la concurrence du mouvement capitaliste naturel vers les monopoles ? Le recours à l'Etat, à la construction active et continue de l'économie de marché et à la défense de la libre concurrence, est la réponse fournie par le néolibéralisme.

Ainsi, là encore, le néolibéralisme des années 1930 de Lippmann, Rougier, Van Zeeland, etc, se donne pour but de défendre la concurrence activement à l'aide de l'Etat, et donc de créer une économie de marché artificielle. Au lieu de considérer que le capitalisme est la cause de l'échec du libéralisme, idée impensable puisque les deux concepts ne sont pas séparés, ces

[451] *Ibid.*, p. 34.

néolibéraux vont faire évoluer le libéralisme vers non plus un équilibre naturel, optimal, issu de l'offre et de la demande, mais un équilibre artificiel, concurrentiel, dont l'optimalité reste à démontrer. Avec la séparation entre capitalisme et économie de marché, l'échec du libéralisme du laissez-faire aurait pu être imputé aux tendances anti-libérales du capitalisme, et donc la sauvegarde du libéralisme aurait pu être orientée vers la correction des défauts du capitalisme, plus que vers la transformation du libéralisme. Quoi qu'il en soit, le néolibéralisme s'est créé sur le *credo* de la défense de la concurrence, défense que le libéralisme du laissez-faire n'a pas réussi à, et surtout n'a pas voulu, garantir. En ce sens le néolibéralisme se révèle plutôt une néo-économie de marché, bien plus qu'un néocapitalisme, même si, comme Klein a pu le montrer, la mise en pratique du néolibéralisme dans les années 2000 aux Etats-Unis a abouti à un néocapitalisme corporatiste, avec une concentration des pouvoirs et richesses, dans l'amalgame habituel entre libéralisme et capitalisme, quand ceux-ci ne sont pas séparés.

III.2. Néolibéralisme : la forme contemporaine de l'économie de marché

L'analyse de Foucault du néolibéralisme dans son cours sur la *Naissance de la Biopolitique*, réalisée en termes de concurrence et de gouvernementalité, révèle bien ce qui caractérise le néolibéralisme, une intervention permanente de l'Etat en faveur de l'économie de marché concurrentielle, mais aussi une transformation de l'*homo oeconomicus* en un nouvel individu, plus entrepreneur que marchand, plus producteur qu'échangiste. Même si cette transformation a pu être critiquée par Audier, sur la base de son absence historique dans les textes étudiés, la présentation de Foucault de ce changement néolibéral de l'*homo oeconomicus* est brillante, puisque l'intérêt accru porté à la concurrence du marché implique des individus créateurs de cette concurrence, entrepreneurs. L'apparition historique du néolibéralisme démontre cette irruption de la concurrence, comme facteur-clé de réparation du libéralisme manchestérien, et réinterprétation du droit public.

III.2.1. Le néolibéralisme de Foucault

Foucault l'écrit, la création du marché moderne au XVIII^{ème} siècle obéit à " un fait originaire fondamental qui était qu'on ne pouvait pas penser l'économie politique, c'est-à-dire la liberté du marché, sans poser en même temps le problème du droit public, à savoir la limitation du pouvoir public "[452]. L'économie de marché du laissez-faire est donc une limitation du pouvoir politique, le pouvoir économique - même s'il est considéré comme absent du marché dans la théorie du marché parfait -, se déployant par la réduction du pouvoir politique. L'économie de marché se définit donc aussi par le retrait de l'Etat de la sphère économique, de la limitation à la fois par le droit, mais aussi dans les faits, du pouvoir public. Pour cela, deux arguments ont été employés, le premier, de plus grande efficacité économique à laisser tous les individus rechercher leur intérêt privé (donc un intérêt de l'Etat de se retirer de l'économie intérieure pour gagner en puissance par une hausse de la richesse de la nation) et le deuxième, de limitation du 'fait du Prince', d'une plus grande liberté individuelle permise par la complexité de l'économie qui empêche le Prince de s'immiscer dans l'économie sans créer de vastes dégâts, là encore à l'opposé de son intérêt propre, mais surtout dans l'intérêt des acteurs privés. L'Etat est donc limité, repoussé hors du domaine de l'économie par la théorie historique du marché, qui nécessite le laissez-faire pour pouvoir fonctionner, puisqu'il est naturel et atteint l'optimum sans intervention publique.

Mais cette vision historique de rejet de l'Etat hors de l'économie a été transformée par l'apparition du néolibéralisme, comme il l'a été montré plus haut, une modification du rôle de l'Etat par rapport à l'économie de marché. Pour Foucault, le néo-libéralisme est radicalement nouveau : "Le néolibéralisme, ce n'est pas Adam Smith"[453]. Il l'est car il essaie de résoudre les problèmes du libéralisme du XIX^{ème} siècle en repensant le rôle de l'Etat, son *agenda* libéral, et il le fait en retournant complètement le rapport entre politique et économique. Le libéralisme d'Adam Smith essayait de créer une sphère de retrait de l'Etat, où le marché pourrait se déployer, et donc d'imaginer "comment, à l'intérieur d'une société politique toute donnée, on pouvait découper, ménager un espace libre qui serait celui du marché"[454]. Le néolibéralisme, au contraire, revient à déterminer "comment on peut régler l'exercice total du pouvoir

[452] Michel Foucault, *op. cit.*, p. 41.
[453] *Ibid.*, p. 136.
[454] *Ibid.*, p. 136.

politique sur les principes d'une économie de marché"[455] : l'Etat néolibéral ne préexiste plus à l'économie de marché, il est construit autour de lui, autour de son fonctionnement optimal, c'est-à-dire concurrentiel. L'analyse des textes du colloque Lippmann de 1938 confirme cette volonté, celle de transformer le libéralisme du laissez-faire, qui a échoué, par un nouveau libéralisme, actif, qui permettra de sauver le marché et la démocratie. Cette transformation du libéralisme passe par un nouveau rôle de l'Etat, non pas relativement inactif, mais présent dans le contrôle du respect de la concurrence.

> La société régulée sur le marché à laquelle pensent les néolibéraux, c'est une société dans laquelle ce qui doit constituer le principe régulateur, ce n'est pas tellement l'échange des marchandises, que les mécanismes de la concurrence. Ce sont ces mécanismes-là qui doivent avoir le plus de surface et d'épaisseur possible, qui doivent aussi occuper le plus grand volume possible dans la société. C'est-à-dire que ce qu'on cherche à obtenir, ce n'est pas une société soumise à l'effet-marchandise, c'est une société soumise à la dynamique concurrentielle.[456]

Mais Foucault va plus loin, puisqu'il considère que le néolibéralisme transforme l'homme dans le même temps, comme la suite de la citation ci-dessus le montre :

> Non pas une société de supermarché - une société d'entreprise. L'*homo oeconomicus* qu'on veut reconstituer, ce n'est pas l'homme de l'échange, ce n'est pas l'homme consommateur, c'est l'homme de l'entreprise et de la production.

Audier relève ici brillamment l'opposition, illustrée par cette nouvelle anthropologie, entre Foucault et d'autres auteurs critiques contemporains du capitalisme. Foucault considère que "la critique du capitalisme consumériste à la Marcuse, à la Baudrillard ou encore à la Debord est une critique d'un autre âge - et, pour tout dire, périmée - que l'on trouvait en vérité dès le début du XX^{ème} siècle, notamment chez l'économiste Werner Sombart."[457] Ainsi, ce n'est pas ce type de critique qui porte sur le capitalisme moderne, qui s'est déplacé vers "la multiplicité et la différenciation des entreprises"[458], plutôt que vers la consommation de masse uniforme. L'*homo oeconomicus* néolibéral est donc producteur, entrepreneur, et surtout responsable, il n'est plus seulement échangiste.

---

[455] *Ibid.*, p. 136.
[456] *Ibid.*, p. 152.
[457] Serge Audier, *op.cit.*, p. 26.
[458] Michel Foucault, *op.cit.*, p. 117.

Cette idée foucaldienne d'une évolution radicale de l'*homo oeconomicus*, critiquée par Audier sur la base de la faiblesse historique de ce changement, que ce soit dans le colloque Lippmann ou bien dans l'ordo-libéralisme allemand, ne participe pas directement à notre compréhension du néolibéralisme, comme néocapitalisme ou néo-économie de marché. Elle reste cependant très pertinente, même en conservant l'idée d'un libéralisme concurrentiel organisé par l'Etat[459]. Le résumé de Wendy Brown du néolibéralisme, dans la lignée de Foucault, situe parfaitement ce néolibéralisme dont il sera question :

> Une partie de ce qui distingue le néolibéralisme du libéralisme classique est le fait qu'il décrive le libre-marché, le libre-échange et la rationalité entrepreneuriale comme un système achevé et normatif, promulgué par le droit et la politique économique et sociale - et non pas comme le simple fait de forces naturelles. D'autre part, le néolibéralisme présente les sphères économiques et sociales comme légitimement dominées par les intérêts marchands, et comme étant en même temps organisées par la rationalité marchande. Autrement dit, l'Etat lui-même n'a pas simplement pour fonction de faciliter la bonne marche de l'économie ; il doit se construire et s'interpréter dans les termes du marché, tout en mettant en place des mesures et en diffusant une culture politique dans laquelle les citoyens ne seraient rien d'autre que des acteurs économiques rationnels dans tous les domaines de l'existence.[460]

Foucault, avant son étude du néolibéralisme, montre l'origine du libéralisme qui l'a précédé. Le libéralisme du laissez-faire limitait l'exercice du pouvoir public par les droits de l'individu et par ses intérêts, deux arguments qui se complètent ou se séparent. La première voie, celle des droits naturels, antérieurs à la société, qui forment une limite juridique extérieure à l'action gouvernementale, fait donc référence à la nature de l'individu, que la société ne peut nier, et que le gouvernement doit conserver. La deuxième est celle de l'utilité, avec une limite intérieure fixée par un calcul. Le problème de l'utilité est devenu le problème dominant mais la référence aux droits est demeurée dans le libéralisme encore très présente, dans un mélange d'arguments différents. Un des avantages majeurs de l'approche utilitaire est de considérer la liberté de façon restreinte, comme l'indépendance des gouvernés à l'égard des gouvernants, et non comme une liberté plus large issue d'un droit naturel de l'homme dont le fondement reste

[459] La critique d'Audier d'une surinterprétation des textes historiques par Foucault dans le sens de son nouvel homme-entreprise semble pertinente, car l'individu y est rarement évoqué, au contraire des systèmes économiques, sans que cela soit une réfutation de la compréhension de l'homme-entreprise pour autant.
[460] Wendy Brown, " Le cauchemar américain", in Id., *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néo-libéralisme et néo-conservatisme*, trad. Ch. Vivier, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007, p. 98.

à démontrer (à moins que ce fondement soit religieux, évidemment). Cette idée utilitariste de la liberté, conçue comme le résultat d'un rapport de pouvoir permet donc de s'engager sur l'économie armé d'un concept de liberté non déjà réalisé par construction, par droit naturel.

La théorie du marché s'inscrit dans la deuxième voie, utilitariste, même s'il s'agit d'un anachronisme, celle-ci étant déjà constituée quand l'utilitarisme sera formalisé (voire même ayant contribué à le formaliser). La politique n'a plus de relation à la Loi divine révélée par les religions, mais elle doit obéir aux "lois naturelles" (à l'opposé de la "loi de nature" d'origine divine). Elle sera donc considérée comme "naturelle", "économique" ou "scientifique" dans sa présentation si elle respecte cette loi de nature. "Le gouvernement devra faire dépendre son action d'une triple considération : de la nature de l'individu, de l'ordre de la société, du progrès de l'histoire. Nul bien transcendant n'offrira de modèle auquel les gouvernants auront à se conformer."[461] Cette conception de la nature de l'économie est évidemment une construction de l'époque, où la nature est considérée, à tort, comme un élément d'équilibre positif, en lien avec les lois de la physique qui dominent le monde et auxquels l'homme doit se plier. Ainsi, une économie de marché qualifiée de naturelle atteint un optimum théorique, un équilibre qui nécessite et justifie à la fois le retrait de l'Etat, construction artificielle de l'homme (et non pas une construction naturelle de l'homme en société, elle aussi naturelle).

La séparation entre ce qui s'avère être naturel et ce qui ne l'est pas est hautement arbitraire, si bien que ces institutions peuvent être toutes considérées comme artificielles ou naturelles, selon que l'homme fait ou non partie de la nature, et donc ses constructions également. Ainsi, que le marché soit naturel mais que l'Etat ne le soit pas est une position théorique qui ne peut se défendre que par le recours à des lois issues de la nature qui s'observent en économie et non en politique, auxquelles il est nécessaire d'obéir pour obtenir le meilleur résultat possible (là aussi se situe un paradoxe, des lois qui s'imposent aux hommes mais que l'on doit néanmoins aider à s'exprimer en construisant un marché libre, naturel, par le retrait de l'Etat). L'Etat n'est donc pas naturel, mais le marché l'est. Cette conception de la nature, et donc de l'artificiel, des organisations humaines est une des vraies critiques néolibérales du libéralisme du laissez-faire qui abandonne l'idée de naturalité du marché, et peut donc réintroduire l'Etat dans l'économie néolibérale, comme un instrument aussi artificiel, ou naturel, que le marché. Les avantages du

[461] Pierre Dardot et Christian Laval, *La nouvelle raison d'être du monde, Essai sur la société néolibérale*, Paris, Editions La Découverte, 2009, p. 27.

marché se transforment donc profondément, en partant de celui de paix, historique, présenté par Hirschman, et issu de Montesquieu en particulier.

Dans *Les Passions et les Intérêts*, Albert Hirschman démontre l'utilité de l'économie de l'intérêt, l'économie de marché, par la paix et l'indépendance qu'elle procure, par la limitation du pouvoir public. L'idée de Montesquieu, d'un adoucissement des mœurs par le commerce, se retrouve, avec la neutralisation des passions dangereuses par une nouvelle passion, l'intérêt. Hirschman met en avant la vocation libérale, en tant qu'indépendance, de l'économie dirigée par l'intérêt privé, qui s'oppose à l'abus de pouvoir politique et à la guerre, plus qu'à une forme d'efficacité naturelle. Mais cette libération des individus, qui empêche la guerre, ne résulte-t-elle pas en un remède pire que le mal, la guerre civile, le combat de tous contre tous ? Il doit donc exister un mécanisme qui n'emporte pas vers le chaos, vers la guerre non pas externe, mais interne, entre individus, dans une société dirigée par l'intérêt. Le "désir d'améliorer sa condition" positif, peut encore être contrecarré par la violence des hommes, aboutissant non pas à l'harmonie, mais au désordre. L'utilité offre ici une solution basée sur l'échange, que les économistes du XVIII^{ème} siècle ont exploitée continûment. Pierre de Boisguilbert, par exemple, en donne une explication claire, basée sur l'utilité réciproque de l'échange entre les échangistes, source d'harmonie civile et de paix entre Etats. Même si cette vision économique peut être considérée maintenant comme naïve, elle souligne l'amélioration de satisfaction réciproque que l'échange volontaire confère aux échangistes, un acte où chacun est ensuite dans une meilleure position qu'auparavant. L'élargissement à la société de cette augmentation de satisfaction procurée par l'échange volontaire entre les deux échangistes sera par la suite un des buts de l'économie libérale, symbolisée par la démonstration de Léon Walras d'un optimum sur un marché où les prix varient librement (dans ce cas, à l'aide d'un commissaire-priseur) pour équilibrer les offres et demandes de biens.

Dans son étude du libéralisme, et de l'apparition du néolibéralisme, Foucault s'intéresse de près à la deuxième voie, qu'il nomme radicale utilitariste, car elle innove en pensant "l'excès de gouvernement" plutôt que "l'abus de souveraineté", et surtout parce qu'elle s'est imposée historiquement. Bentham en a été le fondateur, réduisant l'homme à un calculateur intéressé, dans toutes les sphères de sa vie, économique comme politique. Le principe d'utilité doit servir de seule base pour l'homme, dans sa recherche du plaisir et sa fuite de la douleur. L'idée fondatrice vient de Locke, selon laquelle l'homme, être sensible, recherche le plaisir et fuit la douleur. Bentham élabore ensuite à partir de ce principe d'utilité une théorie du gouvernement

qui ne fixe pas de limite a priori mais d'un calcul des conséquences. Bentham critique donc la Révolution Française et les droits naturels qui en sont les principes. En effet, Bentham ne peut concevoir de droits et de lois préexistants à l'Etat. Les droits naturels sont des illusions, car les droits n'apparaissent qu'avec l'Etat, qui fonde la loi. L'observation empirique ne peut bien sûr que donner raison à cette analyse. Liberté, égalité, propriété sont institués et garantis par l'Etat et non avant lui. Bien qu'il s'en inspire, Bentham se sépare cependant de Locke au niveau de la définition de la propriété, qui doit incorporer des biens incorporels majeurs que Locke n'avait pas inclus (par exemple, la position sociale, la réputation, le statut, etc).

Ainsi, les droits effectifs de Bentham permettent une nouvelle analyse, et une révision de la politique, de l'Etat et de ses lois, sous l'angle de l'utilité, de la maximisation du bonheur des individus. Les droits ont donc pour objectif l'utilité, tout comme l'Etat, les lois, et leur étude peut donc se faire de façon critique, selon qu'ils atteignent ou non efficacement cette utilité publique maximum. Bien sûr, la problématique politique se reporte presque immédiatement sur la définition du bonheur public, ainsi que sur la maximisation de l'utilité, puisque ce terme contient en lui une capacité de controverses et de débats interminables, en fonction de ce que chacun y inclut. Le danger et l'avantage de l'utilitarisme est donc de rendre contestables et modifiables les droits naturels de la première voie libérale. La liberté, l'égalité ou la propriété ne sont plus des droits imprescriptibles, mais des droits qui peuvent être restreints, et même supprimés, si leur existence est préjudiciable à l'atteinte du bonheur public maximum. Le danger de disparition de la propriété privée, confisquée par l'Etat, est réel. La théorie libérale du laissez-faire, qui se base sur l'idée smithienne d'atteinte du bien commun par la poursuite des intérêts individuels sur un marché dirigé par une main invisible, peut donc être remise en cause par la doctrine de l'utilité, si jamais une analyse empirique révèle que l'application dans la réalité de cette théorie ne permet pas d'atteindre le bonheur maximum. Le néolibéralisme, de ce point de vue, a pour origine l'utilitarisme, puisque, partant du constat de l'échec du laissez-faire de la théorie du marché du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, il construit un Etat et une théorie de la concurrence qui la défendent vraiment, quitte à restreindre la liberté de propriété des acteurs économiques, lorsque ceux-ci se retrouvent en opposition avec la concurrence, objectif économique premier de l'Etat.

Foucault présente donc le néolibéralisme comme une nouvelle conception du rapport Etat-marché qui a été fondée en principe juste avant la Seconde Guerre Mondiale et appliquée par exemple en Allemagne (comme ordo-libéralisme[462]) et aux Etats-Unis par la suite :

> Le problème du néolibéralisme, c'est, au contraire, de savoir comment on peut régler l'exercice global du pouvoir politique sur les principes d'une économie de marché.[463]

Il y a là un renversement du problème du pouvoir politique dans le libéralisme économique, qui cherchait à limiter le pouvoir politique, à le maintenir hors de l'économie pour que l'harmonie naturelle des intérêts privés puisse oeuvrer. Le néolibéralisme ne cherche au contraire plus à restreindre le gouvernement en lui retirant l'économie de la sphère du pouvoir politique, à cause de son incapacité à connaître toute l'économie et de son impossibilité à atteindre le but recherché d'efficacité. Il cherche à construire un gouvernement autour de l'économie de marché : l'économie est devenue première par rapport au politique, et c'est donc en partant du marché que sont créées les lois politiques qui doivent l'entourer. Le politique est dorénavant pensé comme une organisation fondée autour de l'économique, ce qui entraîne une transformation de la façon de penser l'économie de marché comme un objet qu'il faut faire survenir, plutôt que comme un système naturel et préexistant que le politique empêchait de fonctionner. Le néolibéralisme veut intervenir pour créer et maintenir un type nouveau de marché, le marché de concurrence :

> La première de ces transformations [...], c'était essentiellement la dissociation entre l'économie de marché, le principe économique du marché, et le principe politique du laissez-faire. Ce décrochage entre l'économie de marché et les politiques de laissez-faire, je crois qu'il avait été obtenu […] à partir du moment où les néolibéraux avaient présenté une théorie de la concurrence pure, qui faisait apparaître cette concurrence non pas du tout comme une donnée primitive et naturelle […] ; la concurrence, loin d'être cela, était une structure, une structure dotées de propriétés formelles, et c'étaient les propriétés formelles de la structure concurrentielle qui assuraient, et pouvaient assurer, la régulation économique par le mécanisme des prix.[464]

[462] François Bilger, *La Pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1964.
[463] Michel Foucault, *op.cit.*, p. 137.
[464] *Ibid.*, p. 137.

Le néolibéralisme est donc une nouvelle conception de l'économie de marché, qui désigne la concurrence comme l'objectif à atteindre, avec l'absence d'intervention de l'Etat et si besoin *par* l'intervention de l'Etat, car seule la concurrence peut faire survenir les prix d'équilibres néoclassiques, sans que les problèmes de contournement de la concurrence vienne fausser le jeu, le monopole capitaliste en premier lieu. Le néolibéralisme place le marché avant l'Etat, et positionne la concurrence comme le fondement du marché, plutôt que l'échange, comme cela était le cas auparavant. Ce néolibéralisme, ce " libéralisme positif, c'est donc un libéralisme intervenant "[465]. L'intervention de l'Etat est nécessaire pour maintenir la concurrence entre les acteurs privés, concurrence qui maintenant définit une bonne économie de marché, plutôt qu'un échange libre de contrainte publique. La focalisation nouvelle de l'économie de marché néolibérale sur la concurrence est une réponse forte à la propension monopolistique néfaste du capitalisme (même si le néolibéralisme n'est plus vraiment pensé de cette façon de nos jours), qui nécessite et autorise l'intervention de l'Etat dans l'économie. Cependant, dans le même temps, s'opère un appauvrissement du concept d'économie de marché, une réduction de ses avantages et de son fonctionnement, à la seule concurrence[466]. La concurrence, comme il l'a déjà été montré, ne présente pas que des avantages, une concurrence trop importante pouvant amener une instabilité préjudiciable au marché et conduisant à l'idée encore imprécise d'un équilibre de concurrence plutôt qu'un excès ou un déficit de concurrence.

[465] *Ibid.*, p. 138.

[466] La réduction néolibérale de l'économie de marché à la seule concurrence, plutôt qu'à l'échange et à la libre coordination (la combinaison de coopération et de concurrence entre les agents), sera critiquée et dépassée par la suite, aboutissant à une définition de l'économie de marché post-néolibérale, plus riche et plus satisfaisante par rapport à la réalité de l'économie et des rapports de production, en entreprise ou non, qui la structurent et réfutent l'idée d'une économie de marché de concurrence.

III.2.2. Le néolibéralisme comme réponse libérale au capitalisme

L'économie de marché néolibérale est par conséquent une théorie nouvelle, qui ne place plus la non-intervention du pouvoir politique comme un de ses pré-requis, au nom de la liberté des échanges, capable par la main invisible d'atteindre l'équilibre néoclassique et le bien commun, mais au contraire son intervention permanente (de création, de maintien) pour que la concurrence puisse continuer à jouer à tout moment. La main invisible doit être aidée, créée, par la main visible du pouvoir politique, qui en instaurant la concurrence permet à " la régulation économique par le mécanisme des prix ", c'est-à-dire à la main invisible, de jouer. L'Etat néolibéral prête main forte à la main invisible en défendant la concurrence activement. L'harmonie des intérêts se trouve donc amputée de l'adjectif 'naturel', puisque l'harmonie des intérêts ne se trouve plus 'naturellement' - même si cela n'a jamais été le cas -, par le retrait de l'Etat et le fonctionnement libre du marché (c'est-à-dire des échanges), mais artificiellement, par le maintien actif de la concurrence, si besoin est contre les tendances libres de l'échange[467]. Mais l'harmonie demeure, gage de l'équilibre par le mécanisme des prix, et donc d'efficacité. Seule la naturalité de l'harmonie a disparu.

Le néolibéralisme développe donc un nouveau type d'économie de marché centrée non pas sur la liberté de l'échange, mais sur la concurrence, garante d'efficience. Ce n'est pas la liberté le but de l'économie de marché néolibérale, mais la concurrence. La concurrence, en évitant la présence de pouvoirs économiques trop importants, qui rompent l'équilibre, remplit un rôle plus important que la liberté de l'échange : l'Etat peut intervenir pour limiter la liberté de l'échange si la raison en est la concurrence : la liberté économique devient subordonnée à la concurrence (qui amène la satisfaction optimale du client) dans les objectifs économiques. Le néolibéralisme sacrifie une forme de liberté de l'échange de la propriété au nom de l'efficacité de la satisfaction du client (et de sa liberté personnelle par le maintien de la concurrence).

Dardot et Laval, dans la foulée de l'interprétation de Foucault, exposent le néolibéralisme en ne le limitant pas à la sphère économique, mais à la sphère politique et même individuelle, dans une extension du néolibéralisme à toute la société :

[467] Par exemple la liberté individuelle d'échange des titres de propriété d'entreprise dans le cas d'une concentration d'entreprises aboutissant à un monopole ou un oligopole se retrouve niée, au profit du maintien de la concurrence et donc de l'intérêt des clients. La liberté de l'échange n'est pas la norme absolue du néolibéralisme, puisqu'elle est volontairement limitée dans les cas capitalistes qui vont à l'encontre de l'intérêt du client, de la concurrence.

> Le néolibéralisme est la *raison du capitalisme contemporain*, d'un capitalisme débarrassé de ses références archaïsantes et pleinement assumé comme construction historique et comme norme générale de la vie. Le néolibéralisme peut se définir comme l'ensemble des discours, des pratiques, des dispositifs qui déterminent un nouveau mode de gouvernement des hommes selon le principe universel de la concurrence.[468]

Le néolibéralisme est donc à la fois la suite de l'idéologie du marché naturel du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, et sa transformation. Il est créé sur le constat des échecs de l'idéologie du marché naturel, et en découle donc, mais transforme l'idée de naturalité du marché pour se concentrer sur un marché artificiellement construit et maintenu. L'utopie d'une allocation optimale des ressources sur un marché libre, qui implique un refus de l'intervention publique pour préserver la naturalité efficace du marché, est remplacée par une autre utopie, l'utopie d'une allocation efficiente des ressources sur un marché concurrentiel, nécessitant une intervention de l'Etat, pour faire respecter la concurrence, et donc construire un marché 'artificiel'.

La différence de rôle économique de l'Etat est évidente, l'intervention publique est critiquée, dénoncée, dans l'idéologie passée du laissez-faire, où l'*agenda* de l'Etat se limite à installer le cadre juridique et les fonctions régaliennes, en particulier la défense des droits de propriété ; charge ensuite au marché, et à sa "main invisible" d'orienter les intérêts privés libres vers le bien commun. La liberté chez les classiques est donc le fondement, plus que la concurrence, de l'efficacité du marché, puisque la main invisible vient transformer la poursuite des intérêts privés en atteinte du bien commun. Cette liberté formelle, qui dans la réalité ne permet pas l'allocation optimale, est par conséquent abandonnée dans le néolibéralisme (dans la lignée néoclassique du marché concurrentiel parfait), au bénéfice de la concurrence maintenue par le droit. Le changement est très perceptible, puisque l'accent mis sur la concurrence poursuit historiquement les démonstrations mathématiques sous conditions de concurrence parfaite de l'existence d'un optimum économique. Ce déplacement idéologique de la naturalité du marché et de sa liberté vers l'artificialité et la concurrence néolibérales a pu amener une interprétation forte de cette évolution : "Le néolibéralisme est précisément apparu dans l'histoire comme une tentative de refonder le libéralisme *contre l'idéologie naturaliste du laisser-faire*."[469] Cette

[468] Pierre Dardot et Christian Laval, *op.cit.*, p. 6.
[469] *Ibid.*, p. 8.

affirmation oublie cependant la tentative du néolibéralisme de sauver le fondement du marché moderne, celui de s'affranchir de la tutelle de l'Etat par son efficacité supérieure supposée. En effet, si le marché n'est pas supérieur à l'Etat, alors le socialisme est la solution évidente et sans appel. Le néolibéralisme dans ce sens est un aveu d'échec de la théorie précédente, de besoin de l'Etat non pas limité au laissez-faire, mais plus actif, instrument de respect de la concurrence et des règles du marché incapable de fonctionner seul.

Le néolibéralisme est une réponse au libéralisme ancien, après la constatation de l'échec du mythe du marché autorégulateur et efficient, du fait des conditions de perfection impossibles à atteindre, et du rôle anti-concurrentiel, anti-marché, du capitalisme. Il est aussi une nouvelle étape dans le libéralisme, car il considère que malgré les échecs d'application passés (ceux du XIX^{ème} et du début du XX^{ème}), le marché peut néanmoins fonctionner s'il est maintenu par l'Etat, qui garantit une concurrence minimale, gage de satisfaction du client par une liberté de choix minimum et une capacité d'entreprise personnelle. En ce sens, la question du maintien de son efficacité se pose, une fois que l'Etat intervient directement dans l'économie. Ce nouveau problème du néolibéralisme, l'efficacité d'un marché artificiel, est repris pour explorer l'intérêt d'un marché au seul objectif de liberté, et non à l'objectif d'efficacité.

Le néolibéralisme ne se limite pas à l'économie, il transforme également l'Etat et l'individu. Il se révèle "d'abord et fondamentalement une rationalité, et qu'à ce titre il tend à structurer et organiser, non seulement l'action des gouvernants, mais jusqu'à la conduite des gouvernés eux-mêmes."[470] L'Etat adopte ainsi les normes de l'entreprise néolibérale pour se conformer au néolibéralisme :

> L'une des grandes nouveautés du néolibéralisme ne tient pas à un illusoire retour à l'état naturel du marché, mais à la mise en place juridique et politique d'un ordre mondial de marché dont la logique implique non pas l'abolition, mais la transformation des modes d'action et des institutions publiques dans tous les pays. Le tour de passe-passe idéologique qui fait "disparaître l'Etat" de la scène masque surtout sa transformation effective en une sorte de "grande entreprise" entièrement pliée au principe général de compétition et orientée vers l'expansion, le soutien et, dans une certaine mesure, la régulation des marchés. Non

[470] *Ibid.*, p. 13.

> seulement l'Etat n'a pas disparu, non seulement il s'est mis plus que jamais au service des entreprises, mais il s'est même mué en un gouvernement de type entrepreneurial.[471]

Le néolibéralisme est bien plus large que la seule économie, il s'étend au pouvoir public, non pas seulement dans son rôle économique, mais dans sa fonction globale. De même, il prétend à un contrôle important des individus, à une gouvernementalité des personnes, sous un axe entrepreneurial : les individus sont des acteurs économiques libres, des entrepreneurs, en concurrence les uns avec les autres (la coopération dans le marché est passée sous silence). Dardot et Laval en concluent que le "[...] néolibéralisme n'est donc pas l'héritier naturel du premier libéralisme, non plus qu'il n'en est la trahison ou le dévoiement. Il ne reprend pas la question des limites du gouvernement là où on l'avait laissé."[472] En réalité, le néolibéralisme est bien le prolongement naturel du libéralisme, partant de l'échec de l'utopie du marché naturel auto-régulé et tentant de résoudre ce problème, en aboutissant à une refonte du rôle de l'Etat dans l'économie, et même à un élargissement du néolibéralisme à une théorie politique et sociale, comme Foucault a pu le montrer au niveau allemand, où l'Etat est construit autour du marché, et non l'inverse (à la sortie de la Seconde Guerre Mondiale).

Le néolibéralisme est bien un prolongement du libéralisme, naturel dans le sens où il reprend là où le libéralisme a échoué, dans la tentative de réalisation du marché naturel libre. La réorientation vers un marché artificiel concurrentiel est donc une réponse rationnelle - même si elle semble limitée dans sa conception du marché comme concurrentiel et non comme libre coordination. L'élargissement du néolibéralisme au-delà de la seule économie ne fait pas du néolibéralisme une théorie totalement nouvelle, mais un héritier du libéralisme, qui démarre par l'"économie au lieu de la politique dans un renversement de primauté très nouveau et intéressant, puisque l'économie crée le politique, et non l'inverse. Historiquement, l'économie de marché avait dû trouver son autonomie par rapport à l'Etat, et avait donc bâti une idéologie du laissez-faire qui proposait un retrait de l'Etat de l'économie. Au contraire, le néolibéralisme se déploie dans une vision positive du politique, construit autour de l'économie de marché, ayant pour but de la faire fonctionner. Le néolibéralisme est par conséquent un héritier du premier libéralisme.

[471] *Ibid.*, p. 11-12.
[472] *Ibid.*, p. 20.

L'observation de l'échec du libéralisme du laissez-faire ne date pas réellement de Lippmann et du colloque de 1938 qui s'en suit, il est déjà documenté depuis le début du XX^{ème} siècle, avec l'absence d'harmonie économique que la théorie propose[473]. La réalité capitaliste historique de la fin du XIX^{ème} siècle a montré

> que le modèle atomistique d'agents économiques indépendants, isolés, guidés par le souci de leur intérêt bien compris et donc les décisions [qui] étaient coordonnés par le marché concurrentiel, ne correspondait plus guère aux structures et pratiques du système industriel et financier réellement existant. [...] Bien avant l'élaboration de la "concurrence imparfaite", de l'analyse des stratégies de la firme et de la théorie des jeux, l'idéal du marché parfaitement concurrentiel paraissait déjà bien loin des réalités du nouveau capitalisme de grande dimension.[474]

L'apparition de la grande entreprise chandlérienne, bureaucratique, hiérarchisée, contrôlée par le management, en est un exemple frappant, développée dans la quatrième partie consacrée à l'histoire de la gouvernance de l'entreprise. La concentration des entreprises sur un même marché, le développement des diverses stratégies capitalistes pour constituer des barrières à l'entrée, des monopoles, a bien montré aux économistes que dans un marché historique totalement libre, la concurrence avait tendance à disparaître, non pas du seul fait de l'Etat, mais du fait des acteurs capitalistes eux-mêmes : les acteurs n'obéissaient pas aux idées préconçues sur le marché, et empêchaient toute forme d'équilibre de marché, d'harmonie, de survenir. Le libéralisme du laissez-faire aboutissait non pas à un marché concurrentiel, mais à une économie dominée par des oligopoles et monopoles capitalistes qui ne correspondait pas à l'idéal recherché.

Une influence très forte de la pensée de Spencer sur la naissance du néolibéralisme peut être décelée également, dans la conception 'violente' de la concurrence et de son rôle de sélection des entreprises les plus performantes, dans une analogie avec l'évolution des espèces, quelque peu abusive. Spencer se démarque de la pensée smithienne, surtout axée sur la division du travail, la spécialisation, bénéfique pour tous les acteurs quels qu'ils soient, pour placer au

[473] Rappelons-le : la séparation entre économie de marché et capitalisme pourrait sauver la conception du marché auto-régulé, harmonieux, puisque le capitalisme qui s'est imposé en réalité a toujours empêché historiquement la mise en place d'une économie de marché telle que la théorie la conçoit. Cependant, les hypothèses impossibles de la théorie du marché auto-régulé, soi-disant naturel, plaident pour sa disparition, même si le capitalisme dans l'histoire a évité toute tentative réelle d'application de cette première théorie du marché.
[474] *Ibid.*, p. 125.

cœur du libéralisme économique la concurrence et la sélection. L'impact de Darwin et de sa théorie de l'évolution se retrouve donc jusque dans l'économie. Ce remplacement de la spécialisation par la sélection dans la pensée de Spencer, puis dans le néolibéralisme, est aussi un constat de la disparition dans l'économie de marché de la coopération entre acteurs qui se spécialisent, pour ne conserver que des acteurs en compétition, où les plus forts survivent et avalent ou détruisent les plus faibles. La concurrence éclipse la coopération.

L'élimination économique des acteurs les plus faibles devient un comportement normal, positif, de l'économie de marché concurrentielle, alors que la théorie smithienne faisait bénéficier à tous (et peut-être de façon un peu trop naïve) des bienfaits de la division du travail accélérée par le marché coopératif. Spencer est donc un précurseur majeur du néolibéralisme, par sa focalisation sur la concurrence comme centre du marché, impliquant une lutte pour la survie des acteurs par rapport à leurs concurrents. L'échange n'est plus le cœur du marché, c'est la concurrence. L'implication de l'Etat dans la promotion et la défense de la concurrence n'est plus très loin.

L'ouvrage de Lippmann reprend cette idée, en affirmant que le libéralisme n'est pas le laissez-faire, n'est pas une donnée naturelle, mais un système construit. Il faut donc penser un Etat libéral, qui ne se contente pas de laisser les acteurs oeuvrer, mais érige les règles et les fait respecter. L'exemple fourni par Louis Rougier, dans son allocution lors du colloque Lippmann, est très éclairante :

> Etre libéral, ce n'est pas, comme le "manchestérien", laisser les voitures circuler dans tous les sens, suivant leur bon plaisir, d'où résulteraient des encombrements et des accidents incessants ; ce n'est pas, comme le "planiste", fixer à chaque voiture son heure de sortie et son itinéraire; c'est imposer un *Code de la route*, tout en admettant qu'il n'est pas forcément le même au temps des transports accélérés qu'au temps des diligences.[475]

A la suite de l'utilitarisme, le néolibéralisme se déploie sur une transformation du concept de lois, avec la fin des lois naturelles du marché, préexistant à la société, au profit de lois sociales, modulables ("pas forcément le même" Code de la route). Le libéralisme économique n'est plus juste l'économie de marché naturelle, mais une économie de marché à construire, à entretenir, à faire fonctionner. Ce glissement annonce également la fin de la séparation entre

[475] Louis Rougier, *Le Colloque Walter Lippmann*, Libraire de Médicis, Paris, 1939, p. 16.

économie et politique, puisque l'économie n'est plus indépendante de l'Etat et de la société. Ainsi, le défaut du libéralisme économique, déjà analysé par Auguste Comte, sa théorie négative du politique, est corrigé. Le néolibéralisme peut établir un agenda politique et économique positif cohérent, qui a pour but le fonctionnement du marché concurrentiel. Lippmann souligne parfaitement ce point, de l'absence de droits naturels, et de la construction des droit positifs, qui rendent le marché une institution sociale :

> Ce n'est qu'en reconnaissant que les droits légaux sont proclamés et appliqués par l'Etat que l'on peut soumettre à un examen rationnel la valeur d'un droit particulier. Les derniers libéraux ne s'en rendirent pas compte .Ils commirent la grave erreur de ne pas voir que la propriété, les contrats, les sociétés, tout comme les gouvernements, les parlements et les tribunaux, sont des créatures de la loi, et n'existent qu'en tant que faisceaux de droits et de devoirs dont l'application peut être exigée.[476]

La propriété est juridique, légale, dans la lignée de Bentham et de l'utilitarisme, elle ne découle pas d'un droit naturel antérieur à l'Etat,. De même la liberté individuelle, les contrats, les entreprises, le marché, sont en réalité des constructions sociales qui n'existeraient pas et ne fonctionneraient pas sans un pouvoir public qui les soutient et les garantit. Lippmann analyse donc la relative disparition du libéralisme à son époque par une "impasse" idéologique, issue de cette conception du marché comme naturel :

> [...] ayant supposé la non-existence d'une loi humaine régissant les droits de propriété, les contrats et les sociétés, il ne purent naturellement pas s'intéresser à la question de savoir si cette loi était bonne ou mauvaise, et si elle pouvait être réformée ou améliorée. [...] C'est pour cette raison qu'ils ont perdu la maîtrise intellectuelle des grandes nations, et que le mouvement progressiste a tourné le dos au libéralisme.[477]

Les libéraux ne pouvaient pas sortir de la défense du système existant, car leur théorie ne permettait pas de le remettre en cause et de faire évoluer la compréhension de l'intervention politique et économique selon les évolutions sociales de leur époque et en général. le néolibéralisme a pour vocation de répondre à cette immobilisme, et à donner une capacité d'adaptation au libéralisme, par l'intermédiaire de l'Etat qui intervient pour maintenir, protéger le marché des tendances monopolistiques. L'Etat néolibéral défend une juste compétition entre

[476] Walter Lippmann, *La Cité Libre*, rééd. trad. fr., Les Belles Lettres, Paris, 2011, p. 293.
[477] *Ibid.*, p. 234-235.

acteurs, sans privilège à fournir à certains d'entre eux. Ainsi, il permet encore la "victoire des plus aptes", dans une logique spencérienne.

Le néolibéralisme se révèle donc être un outil de défense du marché contre le capitalisme, même si l'absence de séparation conceptuelle entre économie de marché et capitalisme ne permet pas d'en faire une opposition pensée par les auteurs de l'époque. Le néolibéralisme, après la séparation de l'économie de marché et du capitalisme, au lieu d'être un avocat du capitalisme, en est plutôt son ennemi, car ils sont opposés : l'un, le néolibéralisme, recherche la concurrence, quand l'autre, le capitalisme, recherche le monopole. Le néolibéralisme se révèle donc anti-capitaliste, et enjoint à l'Etat néolibéral de l'être en empêchant les logiques de concentration, de monopole, du capitalisme.

Le néolibéralisme se heurte cependant à un problème permanent, celui de la nécessité d'un Etat impartial, protégé des coalitions et des lobbies, problème qui ramène à celui, politique, du mythe de l'Etat parfait, opposé au mythe du marché parfait. Penser l'Etat néolibéral comme suffisamment vertueux et parfait pour être indépendant des influences et actions intéressées des classes sociales les plus puissantes peut être critiqué aisément, les interventions en faveur de la concurrence, ou leur absence pouvant se révéler au contraire dans l'intérêt des puissants plutôt qu'en leur défaveur. Faire porter à l'Etat néolibéral la charge du fonctionnement du marché concurrentiel laisse penser à une conception idéaliste de l'Etat, capable de ne pas être manipulé dans un but privé, ce qui a été le cas dans la dérive corporatiste du néolibéralisme américain des années 2000.

Une autre limite à l'Etat néolibéral repose sur son objectif, le marché concurrentiel. Comme il l'a déjà été évoqué, le marché artificiel n'a donc plus d'équilibre naturel (puisqu'il est maintenu artificiellement), ce qui réouvre par conséquent la question de sa fonction économique. Pour Rougier, par exemple, l'Etat néolibéral doit intervenir aussi pour rétablir des équilibres économiques naturels qui ont été perturbés, ce qui témoigne du paradoxe entre nature et artifice : une intervention publique qui a pour but l'atteinte d'un équilibre naturel, lui-même atteint par définition hors de toute intervention publique. Comment cet équilibre naturel peut-il être connu, et donc atteint, en cas d'intervention ? Puisque le marché est positivement construit et maintenu, les équilibres ne peuvent être naturels, à moins de penser là encore que le système capitaliste ne peut naturellement tendre vers l'équilibre libéral naturel, et qu'il lui faut donc un contre-pouvoir public pour atteindre cet équilibre libéral recherché. L'opposition

de ces deux types d'intervention négatives, intervention capitaliste et intervention publique, aboutirait à un marché concurrentiel qui crée l'équilibre 'naturel' postulé par le libéralisme du laissez-faire.

Il est difficile, même dans le néolibéralisme, d'abandonner complètement l'idée d'équilibre du marché, car il faudrait abandonner l'argument théorique historique du marché, une efficacité supérieure à l'intervention publique, grâce à la main invisible. A quoi sert un marché sans équilibre, qui n'est pas plus efficace que l'Etat ? Abandonner l'argument d'équilibre naturel du marché, quitte à tordre l'idée de naturalité en y introduisant des composants artificiels, apporte une complication majeure de défense du marché comme système utile, car performant. Le marché doit avoir d'autres qualités que l'efficacité issue de l'équilibre. C'est ce que von Mises et Hayek vont développer[478], l'idée d'un marché non pas efficace par la variation naturelle des prix, mais d'un marché de recherche d'informations, où les prix sont des signaux qui sont interprétés et exploités par les acteurs. Le marché n'a plus de prétention d'équilibre, mais de transmission généralisée d'information, et c'est dans cette fonction qu'il démontre sa valeur en tant que système économique supérieur à la planification publique. Un des problèmes du néolibéralisme se trouve ainsi résolu, par l'abandon d'une référence à l'équilibre, au profit d'une situation de découverte d'informations par les acteurs et de déséquilibres permanents. L'autre approche, allemande, l'ordolibéralisme, demeure cependant reliée à cet idée d'équilibre et d'efficacité optimale du marché, relativement contradictoire.

[478] Voir le chapitre consacré à la conception hayekienne de l'économie de marché

III.2.3. Ordolibéralisme et néolibéralisme austro-américain

L'ordolibéralisme est une forme de néolibéralisme, allemand, apparu dans les années 1930 qui insiste sur l'ordre nécessaire à la mise en place d'une société fondée sur l'économie de marché concurrentielle : " [...] il apparaît que l'ordre de concurrence, loin d'être un ordre naturel, doit être constitué et réglé par une politique "ordonnatrice" ou "de mise en ordre" (*Ordnungspolitik*)."[479] Né en opposition au nazisme, l'ordolibéralisme crée une économie de marché où les prix sont libres et la concurrence défendue. La responsabilité individuelle est encouragée, et l'Etat de droit est confirmé, à l'aide du marché qui empêche l'Etat de s'immiscer dans les décisions économiques des individus, préservant ainsi leur liberté :

> L'économie de marché est au contraire un obstacle rédhibitoire à toute "politisation de la vie économique" ; elle empêche le pouvoir politique de décider à la place du consommateur. Le principe de "libre choix" apparaît ici non seulement comme un principe d'efficacité économique, mais aussi comme un antidote à toute dérive coercitive de l'Etat.[480]

Le thème souligné par Hirschman dans la théorie du marché du XVIII^{ème} siècle, de défense de l'économie de marché par l'argument anti-despotique de son fonctionnement, est ainsi aussi présent dans le néolibéralisme allemand. Mais il a évolué, ne reposant plus sur la difficulté théorique à manipuler à son profit l'économie de marché considérée comme un mécanisme d'horlogerie trop complexe et fragile pour être orientée par le pouvoir politique (la bureaucratie moderne a résolu ce problème, pourrait-on dire), mais comme un outil moderne empêchant le contrôle de l'individu, un outil de liberté.

Il y a donc un "double circuit" entre Etat et économie, l'Etat organisant l'économie de marché libre, l'économie de marché légitimant l'Etat ordolibéral : "l'économie produit de la légitimité pour l'Etat qui en est le garant"[481]. Ainsi, à l'inverse du libéralisme du XVIII^{ème} siècle, l'ordolibéralisme ne pense pas l'économie de marché comme une limite à l'Etat, une sphère où il ne doit pas oeuvrer et qui l'arrête, mais comme un instrument capable de faire exister l'Etat : l'économie de marché est première face à l'Etat, non pas parce qu'elle est naturelle, mais parce

[479] Pierre Dardot et Christian Laval, *op.cit.*, p. 188.
[480] *Ibid.*, p. 193.
[481] Michel Foucault, *op.cit.*, p. 86.

qu'elle est la créatrice de l'Etat ordolibéral, qui tire sa légitimité de la mise en place de l'économie de marché, et de son fonctionnement selon l'ordre de la concurrence.

Cette vision ordolibérale ne peut bien sûr être comprise complètement que dans la conception de l'économie de marché comme liberté individuelle, et non dans le marché autorégulateur du XIX^{ème} siècle. En effet, si le marché est naturellement efficace, alors l'intervention de l'Etat pour défendre la concurrence est inutile, puisqu'elle devrait exister sans que l'Etat n'ait à la garantir. Une évolution conceptuelle du néolibéralisme, issue de la transformation du marché, provient donc de la reconnaissance de l'absence d'équilibre naturel du marché. Le marché, s'il a perdu son caractère d'équilibre naturel, perd aussi son efficacité. Il faut donc lui inventer un équilibre artificiel, qui pose problème conceptuellement, car s'il nécessite l'intervention de l'Etat pour défendre la concurrence, pourquoi ne pas utiliser l'Etat pour atteindre directement l'équilibre artificiel ?

L'argument de naturalité de l'économie de marché avait un double but, celui de montrer la supériorité du marché face à l'intervention publique au niveau économique, mais aussi celui d'empêcher l'Etat d'intervenir, car son intervention était néfaste pour l'atteinte de l'équilibre, naturel. Si l'équilibre est artificiel et non plus naturel, alors la restriction de l'intervention publique devient impossible : pourquoi limiter l'Etat à la défense de l'économie de marché et en particulier de la concurrence, et non pas lui donner pour but de créer cet équilibre artificiel de façon directe, par planification ? L'efficacité de l'équilibre général naturel du marché n'est plus un argument du marché néolibéral, artificiellement conservé. L'ordolibéralisme achoppe sur cette conception intermédiaire du marché de conception artificielle, mais d'équilibre quasi-naturel, car même s'il est présenté comme artificiel, il n'est atteint que par le marché, et non par l'Etat. L'Etat doit seulement artificiellement créer le marché, mais il ne peut pas créer l'équilibre artificiel du marché. Le discours hayekien sur le marché est un exemple marquant, présenté ensuite, d'argumentation différente du marché efficace, se basant sur les prix libres comme système d'information efficient, au contraire de la planification. Dans cette conception nouvelle du marché, l'Etat peut donc créer le marché artificiellement mais ne peut se substituer à lui, faute pouvoir produire et interpréter les signaux de prix de la bonne façon.

L'ordolibéralisme résout donc cette limite conceptuelle en s'éloignant progressivement de l'idée d'équilibre pour se rapprocher de celle de liberté, de façon proche à l'idée de marché défendue ici. Il existe donc deux types d'arguments pour défendre l'économie de marché :

> La supériorité de l'économie de marché tient selon eux au fait qu'elle est la seule forme susceptible tout à la fois de surmonter tout à la fois de surmonter la rareté des biens (premier critère ou critère de la "capacité de fonctionnement") et de laisser les individus libres de conduire leur vie comme ils l'entendent (second critère ou critère de la "dignité de l'homme"). [...] Selon les termes de F. Böhm, le système concurrentiel est "le seul système qui laisse une chance complète aux plans spontanés de l'individu" et qui réussit à "accorder les millions de plans spontanés et libres avec les désirs des consommateurs", cela sans commandement et sans contrainte légale.[482]

Le critère de dignité de l'homme est le critère libéral qui commence à apparaître avec le néolibéralisme, comme un argument-clé de l'économie de marché : elle n'est pas plus efficace, par un équilibre atteint par les prix libres, elle permet la liberté des individus. Le premier critère de fonctionnement demeure, mais il n'est plus seul. Mais cette économie de marché demeure encore une économie de concurrence :

> Le droit économique de la concurrence, expliquent les économistes et juristes de Fribourg, est l'un des volets majeurs du système juridique établi par le législateur et la jurisprudence. W Eucken et L. Erhard nommeront cette constitution économique la "décision de base" ou la "décision fondamentale". Son principe est simple : "la réalisation d'un système de prix de concurrence parfaite est le critère de toute mesure de politique économique.[483]

La concurrence parfaite est encore présente, malgré l'absence d'équilibre naturel du marché. Six "principes constituants" ont pour but d'atteindre cette concurrence parfaite : "principe de la stabilité de la politique économique, principe de la stabilité monétaire, principe des marchés ouverts, principe de la propriété privée, principe de la liberté des contrats, principe de la responsabilité des agents économiques"[484]. Le respect des règles du jeu est donc primordial, la logique est plus procédurale que conséquentialiste, et est issue de la distinction entre le cadre, que l'Etat construit et maintient, et le processus, affaire individuelle dans lequel l'Etat n'a pas à intervenir. L'Etat veille à faire respecter les règles du jeu, et la première règle est la concurrence sur le marché. En pratique, les actions capitalistes anti-concurrentielles sont donc combattues, dans une forme encore plus élaborée de lutte contre le capitalisme et en faveur de

[482] Pierre Dardot et Christian Laval, *op.cit.*, p. 197.
[483] *Ibid.*, p. 198.
[484] *Ibid.*, p. 198-199.

l'économie de marché. Ainsi, il est possible de concevoir l'ordolibéralisme, ainsi que le néolibéralisme comme une étape logique de choix de l'économie de marché contre le capitalisme, par un Etat défenseur de la concurrence. Ainsi l'ordolibéralisme défend la liberté de l'individu, contre le monopole, qu'il soit étatique ou capitaliste, par la concurrence :

> Toute distorsion de la concurrence traduit la domination illégitime soit de l'Etat, soit d'un groupe d'intérêts privés sur l'individu. Elle est assimilable à une tyrannie et à une exploitation.
>
> La question centrale pour l'ordolibéralisme est celle du pouvoir : à la fois celle du pouvoir de droit dont dispose chaque individu sur sa vie - la propriété privée étant comprise à cet égard comme un moyen d'indépendance -, et celle du pouvoir illégitime de tous les groupements d'intérêts susceptibles de porter atteinte à ce pouvoir des individus par des pratiques anticoncurrentielles. [...] En effet, les intérêts des individus en tant que producteurs sont des intérêts de type protectionniste dans la mesure où il visent à obtenir un traitement particulier pour des personnes ou des groupes déterminés, soit un "privilège", et non des règles valant pour tous uniformément. Au contraire, les individus en tant que consommateurs sont consensuels et communs, et ce même s'ils se concentrent sur des marchés différents : tous les consommateurs ont en tant que consommateurs un même intérêt pour le processus concurrentiel et le respect des règles de la concurrence.[485]

On le voit, l'ordolibéralisme accentue les idées de pouvoir et de liberté, en incluant dans le marché cette qualité défendue dans cette thèse, celle de la liberté que le marché fournit aux individus. Plutôt que l'idée d'équilibre naturel, le marché est l'outil le plus performant pour garantir la liberté économique aux individus, par le choix et la concurrence qu'il permet. Limiter les abus de pouvoir par le marché concurrentiel, garantir la liberté, est l'objectif premier de l'ordolibéralisme, et le positionne également bien plus comme une néo-économie de marché plutôt que comme un néocapitalisme.

Mais l'ordolibéralisme n'est pas pour autant social, en ce qu'il ne défend pas les systèmes de redistribution sociale, laissant la responsabilité à l'individu sur le marché de subvenir à ses besoins. Ainsi, le système allemand de co-gestion[486], une façon de limiter le capitalisme,

[485] *Ibid.*, p. 203.

[486] La représentation au sein des instances de direction de l'entreprise, le conseil d'administration, des actionnaires et des salariés est nommée co-gestion, et limite le pouvoir capitaliste en ce qu'il crée un contre-pouvoir interne à l'entreprise à la poursuite des intérêts des actionnaires (contre-pouvoir limité par le fait que la majorité du conseil d'administration est encore aux mains des actionnaires).

n'est-il pas intégré spontanément dans l'ordolibéralisme, mais toléré comme un acquis du passé. Pourtant cette interaction entre cogestion et ordolibéralisme ouvre la piste d'une économie de marché post-capitaliste, à partir d'une économie de marché artificiellement construite, dans un but de liberté, et des entreprises à la gouvernance équilibrée, pour éviter la domination d'un seul groupe sur la production, qui sera développé à la fin de cette thèse, après avoir défini le capitalisme et l'économie de marché complètement.

A l'opposé de l'ordolibéralisme, le néolibéralisme austro-américain, développé par von Mises et Hayek ne s'oriente pas vers la liberté, mais demeure axé sur l'efficacité. Cependant, et c'est là qu'il est le plus original, en abandonnant l'idée d'équilibre naturel au profit de l'information par les prix du marché, que la concurrence apporte, il découvre un nouvel avantage du marché qui remplace l'équilibre :

> Le grand pas en avant réalisé par les Autrichiens, von Mises et F. Hayek, consiste à regarder la concurrence sur le marché comme un processus de découverte de l'information pertinente, comme un certain mode de conduite du sujet qui cherche à surpasser et à devancer les autres dans la découverte de nouvelles occasions de gains.[487]

Le néolibéralisme austro-américain se développe donc avec une redéfinition des avantages du marché, sur la base de l'information. Cette évolution de la conception du marché comporte en particulier l'absence d'intervention de l'Etat dans l'économie. Von Mises peut donc s'opposer à l'intervention étatique de façon abrupte : "Le gouvernement doit se contenter d'assurer les conditions de la coopération sociale sans intervention. "Le contrôle est indivisible" : ou il est tout privé, ou il est tout étatique ; ou la dictature de l'Etat ou la souveraineté du consommateur."[488] Le marché est donc un procès subjectif, de découverte et d'apprentissage, entre individus changeants également. Le marché n'est pas un "milieu" gouverné par les lois de l'équilibre (le mythe de l'équilibre du capitalisme manchestérien a disparu), bien plus autocréateur qu'autorégulateur. L'objectif de l'homme est l'amélioration de son sort, plus par la rationalité même restreinte que par la maximisation de son utilité. Les actions entreprises par l'homme participent à sa formation, à son apprentissage : l'homme est entrepreneur avant d'être échangiste.

[487] *Ibid.*, p. 221.
[488] *Ibid.*, p. 223.

> A la différence des ordolibéraux allemands, qui confient au cadre de la société le soin de borner les actions humaines, les Austro-Américains empruntent la voie du "subjectivisme", c'est-à-dire celle de l'autogouvernement du sujet. Ce n'est pas par la "nature" que l'homme sait se conduire, c'est grâce au marché, qui constitue un processus de formation.[489]

Le rejet de l'intervention étatique de von Mises est donc contrebalancé par un individu entrepreneur qui apprend sur le marché et crée de lui-même les conditions de concurrence, par la recherche de son amélioration, des opportunités de profit. L'économie est affaire de choix plutôt que de calcul, à cause de l'incertitude, et de l'inconnaissance qui en est la source. Hayek considère le "principal problème de l'économie et même des sciences sociales"[490] comme étant celui de la division de la connaissance entre de multiples individus. Même si la planification s'attaque à cette dispersion de l'information, elle ne peut réussir, par manque d'incitations et par la quantité énorme d'informations à disposition. La planification est donc vouée à l'échec, au contraire du marché, qui par l'intermédiaire des prix libres transmet des informations décentralisées :

> Le prix est un moyen de communication de l'information par laquelle les individus vont pouvoir coordonner leurs actions. L'économie de marché est une économie d'information qui permet de se passer du contrôle centralisé. [...] Le marché est un mécanisme social qui permet de mobiliser cette information et de la communiquer à autrui via les prix. Le problème de l'économie n'est donc pas celui de l'équilibre général. Il est de savoir comment les individus vont pouvoir tirer le meilleur parti de l'information fragmentaire dont ils disposent.[491]

Cette économie de marché ne fonctionne qu'avec une conception particulière de l'individu, comme entrepreneur, dans une optique néolibérale claire :

> l'entrepreneur n'est pas un capitaliste, ce n'est pas un producteur, ce n'est même pas l'innovateur schumpéterien qui modifie sans cesse les conditions de la production et constitue le moteur de la croissance. C'est un être doté d'un esprit commercial, à la recherche de toute occasion de profit qui se présente à lui grâce aux informations qu'il détient et que les autres n'ont pas.[492]

---

[489] *Ibid.*, p. 227.
[490] Friedrich A. Hayek, *Individualism and Economic Order*, The University of Chicago Press, 1948, p. 50.
[491] Pierre Dardot et Christian Laval, *op.cit.*, p. 230.
[492] *Ibid.*, p. 231-232.

L'information est donc au cœur du marché, et l'acteur économique est un être sensible, ignorant, à la recherche d'informations qu'il pourra transformer en gains privés. Plus que cette recherche d'informations, il faut souligner que la possibilité pour un individu de transformer une information en gains monétaires n'est pas dépendante de la connaissance de l'information, mais de sa capacité à l'exploiter, et donc de ses caractéristiques sociales et psychologiques. La réduction du marché concurrentiel à la découverte et l'utilisation privées de l'information fait abstraction d'une partie importante de l'économie, la capacité individuelle à l'utiliser vraiment. Les positions sociales et capacités individuelles, en ce sens, ont beaucoup plus de poids que la théorie du marché hayekienne ne le suppose, pour des questions de pouvoir d'exploitation des informations obtenues. Mais l'idée d'un marché d'opportunités permanentes où l'information est centrale permet de s'affranchir de l'argument d'équilibre général du marché :

> La coordination du marché a pour principe la découverte mutuelle des plans individuels. [...]
> Le marché est un processus d'apprentissage continu et d'adaptation permanente.
> L'important dans le processus, c'est la réduction de l'ignorance qu'il permet, c'est le *learning by discovery*, qui s'oppose aussi bien au savoir total du planificateur qu'au savoir total de l'équilibre général.[493]

Pour Hayek, le marché est un ordre spontané, c'est-à-dire qu'il échappe à la volonté humaine mais est pourtant le résultat d'actions humaines (au contraire d'un plan, qui est le résultat volontaire d'actions humaines, et d'un ordre naturel, qui échappe à l'action humaine). La définition de cet ordre spontané permet à Hayek de séparer économie et marché, l'économie est un plan, et le marché un ordre spontané, indépendant de tout but particulier, mais issu de buts multiples. Cette définition est néanmoins exagérée puisqu'il doit bien y avoir une volonté de création du marché au niveau de l'Etat, et non seulement de l'économie, donc un plan de création du marché dans un but considéré comme positif, d'équilibre ou d'apprentissage, à la manière de l'ordolibéralisme, ou des libéraux du XVIII^{ème} siècle demandant un retrait de l'Etat de l'économie[494]. Le marché n'est pas un ordre spontané, puisqu'il est créé par l'Etat, garanti par celui-ci par le droit de propriété, de contrats, et par la justice de l'Etat. Le marché est un cadre économique permettant la liberté des individus, comme un Etat libéral en est un cadre politique.

[493] *Ibid.*, p. 233.
[494] Même si les résultats du marché demeurent inconnus, spontanés, dans le langage de Hayek, il faut postuler ce but positif du marché pour qu'il existe.

Hayek élargit également cette définition de l'ordre spontané à la société dans son ensemble, tout en y conservant l'ordre de marché comme un composant essentiel, puisque les relations économiques sont pour lui au fondement du lien social. Il considère donc qu'il faut une société de droit privé, pour que les lois soient indépendantes de tout objectif, qu'elles restent des règles de conduite.

> Hayek tourne l'alternative du positivisme et du naturalisme : les règles de la justice ne sont ni déduites abstraitement par la raison "naturelle" (jusnaturalisme), ni le fruit d'un dessein délibéré (positivisme), elles sont un "produit de l'expérience pratique de l'espèce humaine", c'est-à-dire le "résultat imprévu d'un processus de croissance". [...] Ces règles se ramènent toutes à trois lois fondamentales : "celles de la stabilité des possessions, de leur transfert par consentement, et de l'accomplissement des promesses", soit le contenu essentiel de tous les systèmes de droit privé, "la liberté de contrat, l'inviolabilité de la propriété, et le devoir de dédommager autrui pour les torts qu'on lui inflige".[495]

Hayek construit donc une interprétation nouvelle du marché, comme ordre spontané, où la découverte d'informations et leur exploitation est au cœur du processus économique. Le rôle de l'Etat est réduit au minimum, son intervention se limite à garantir l'existence du marché par le respect des lois du droit privé. La concurrence du marché est donc non pas le moyen d'obtenir un équilibre général, mais une information, puisque le prix issu de la concurrence renseigne les acteurs sur la rareté et les besoins, ou les désirs, des hommes. Avec cette idée, le néolibéralisme hayekien est celui d'un entrepreneur qui recherche de l'information, toujours limitée, et l'exploite pour en tirer des gains, ce que la planification ne peut permettre. L'écueil de l'intérêt d'un marché concurrentiel artificiel est contourné, non pas par la liberté de l'ordolibéralisme, mais par une nouvelle qualité du marché, la fourniture d'informations. Le marché est le système le plus pertinent pour découvrir et exploiter cette masse d'information, que personne ne peut connaître entièrement ni découvrir réellement : il faut la coordination du marché pour obtenir le meilleur résultat, dans le monde réel de l'information fragmentée. Mais Hayek ne représente pas seulement une évolution néolibérale cohérente de l'efficacité du marché, par l'abandon de l'équilibre général au profit de l'information fourni par les prix du marché, il est aussi un exemple parfait du néolibéralisme comme néo-économie de marché, d'un auteur qui ne défend pas réellement le capitalisme (de pouvoir), mais le libéralisme.

[495] *Ibid.*, p. 252-253.

III.3. Les penseurs néolibéraux contre le capitalisme

Avant même Braudel, l'évolution du libéralisme durant le XX^{ème} siècle laisse discerner cette séparation entre capitalisme et économie de marché, par la modification de la position de la concurrence. En effet, la concurrence change définitivement de camp avec le néolibéralisme, elle se déplace du capitalisme à l'économie de marché s'opposant au capitalisme de pouvoir. La concurrence, historiquement la loi d'airain du capitalisme marxiste, quitte le capitalisme du XX^{ème} siècle par l'apparition du néolibéralisme opposé au capitalisme anti-concurrentiel. Ce renversement de la concurrence est décisif, marqué par le retour au libéralisme véritable. Le néolibéralisme est une étape cruciale dans la progression historique de la compréhension du capitalisme et de l'économie de marché comme des concepts séparés.

Deux des plus éminents penseurs néolibéraux, Hayek et Friedman, se révèlent par conséquent non pas des défenseurs du capitalisme, comme eux-mêmes l'ont d'ailleurs proclamé, mais au contraire des défenseurs de l'économie de marché concurrentielle, opposés au capitalisme de pouvoir qui apparaît ici. La transformation de la position d'auteurs aussi célèbres et identifiés au capitalisme illustre parfaitement l'impact de la séparation entre capitalisme et économie de marché, puisque le capitalisme défini par le pouvoir diffère largement du système capitaliste concurrentiel défendu par Hayek ou par Friedman.

III.3.1. Hayek : le marché comme système d'information

Friedrich Hayek, économiste autrichien émigré aux Etats-Unis puis en Angleterre, est un des fondateurs du néolibéralisme, dans sa version austro-américaine plutôt qu'ordolibérale. Sa théorie nouvelle sur le fonctionnement de l'économie de marché constitue un véritable point d'inflexion de la pensée libérale économique, aboutissant à la fin de la notion d'équilibre - déjà fortement contestée par les conditions de perfection nécessaires à son existence, et encore plus à l'impossibilité de son atteinte - au profit d'une efficacité peut-être moins importante, mais suffisante par rapport à la planification socialiste, et surtout d'une préservation de la liberté. Hayek, il l'a été dit, défend une conception d'un marché comme d'un phénomène spontané, comme une *catallaxie*. La liberté économique crée sans volonté consciente un ordre social essentiellement spontané, dont le marché en est un exemple clair, comme le sont également le langage ou la monnaie. L'ordre est pourtant artificiel mais il demeure non intentionnel. Mais au-delà de cette évolution conceptuelle de l'économie de marché vers la liberté, l'efficacité par l'information et même la justice, sa position d'opposition au totalitarisme ne peut se lire aussi simplement que comme la défense du capitalisme. Son oeuvre la plus célèbre, *La route de la servitude*, résume ses conceptions, et révèle son orientation libérale qui le rend critique du capitalisme, à un point où la séparation entre économie de marché et capitalisme réalisée dans cette thèse le rend opposé au capitalisme de pouvoir, en faveur de l'économie de marché, de la concurrence libre.

La route de la servitude, oeuvre de Hayek parue en 1944, à la même époque que *La Grande Transformation* de Polanyi, aborde le problème inverse à celui de Polanyi, futur plutôt que passé. Polanyi essayait dans son livre de démontrer l'origine historique du fascisme européen par l'échec du marché auto-régulé, échec normal, obligatoire, puisque le marché auto-régulé est une utopie anti-sociale de marchandisation de la terre, du travail et de la monnaie. Hayek écrit lui *La route de la servitude* pour montrer que l'Angleterre, où il réside, se trouve sur la voie de l'Allemagne nazie, à savoir le socialisme, la fin du libéralisme, sans pour autant y voir une inéluctabilité par l'échec du libéralisme, et encore moins y souscrire : "[...] j'ai acquis la conviction de plus en plus profonde que certaines des forces qui ont détruit la liberté en Allemagne sont en train de se manifester ici aussi, et que le caractère et l'origine de ce danger sont, si faire se peut, encore moins bien compris ici qu'ils l'ont été en Allemagne."[496]

[496] Friedrich A. Hayek, *La route de la servitude*, Paris, PUF, 2013, 1ère éd. 1946, p. 5.

La conviction de Hayek découle de sa compréhension du nazisme comme d'une conséquence logique, inévitable, du socialisme, regroupant ainsi communisme, fascisme et nazisme sous le même vocable de tyrannie. Hayek écrit donc cette oeuvre pour avertir le peuple anglais contre le socialisme et détourner l'Angleterre de la route de la servitude, celle du socialisme, qui les conduira au totalitarisme. En effet, selon Hayek, le planisme issu du socialisme ne peut que mener à un totalitarisme, au contraire de l'interprétation de son époque, "une explication superficielle et erronée du national socialisme qui le représente comme une simple réaction fomentée par tous ceux dont le progrès du socialisme menaçait les prérogatives et les privilèges."[497] La démonstration de Hayek est donc double, d'une part de montrer les liens entre socialisme et totalitarisme, et d'autre part de dénoncer cette route socialiste, pour reprendre la route du libéralisme.

Mais Hayek ne demande pas pour autant un retour au libéralisme du laissez-faire du XIX^{ème} siècle, puisqu'il a bien identifié les problèmes d'un tel libéralisme paralysé, et ses tendances naturelles vers le monopole, vers le corporatisme, dans la foulée de son mentor von Mises. Il redéfinit donc le libéralisme à la base, à la manière néolibérale, pour en créer une version moderne différente, d'un marché non pas efficace par le jeu de la concurrence parfaite, mais d'un marché efficace par la découverte de l'information dans un monde imparfait. Il dénonce donc tout d'abord le libéralisme du siècle précédent, sur la base de sa propre redéfinition du libéralisme originel :

> Il y a un principe fondamental : à savoir que dans la conduite de nos affaires nous devons faire le plus grand usage possibles des forces spontanées, et recourir le moins possible à la coercition. Mais ce principe peut comporter une infinie variété d'applications. Il y a, en particulier, une immense différence entre créer délibérément un système où la concurrence jouera le rôle le plus bienfaisant possible, et accepter passivement les institutions telles qu'elles sont. Rien n'a sans doute tant nui à la cause libérale que l'insistance butée de certains libéraux sur certains principes massifs, comme avant tout la règle du laissez-faire.[498]

Hayek défend donc un libéralisme actif, moderne, comme la voie sur laquelle l'Angleterre, et les autres pays européens, doivent s'engager, plutôt que vers le socialisme, puisque socialisme

[497] *Ibid.*, p. 10.
[498] *Ibid.*, p. 21.

et démocratie sont inconciliables. La citation d'un discours de Tocqueville par Hayek en est la démonstration la plus claire :

> La démocratie étend la sphère de l'indépendance individuelle, le socialisme la resserre. La démocratie donne toute sa valeur possible à chaque homme, le socialisme fait de chaque homme un agent, un instrument, un chiffre. La démocratie et le socialisme ne se tiennent que par un mot, l'égalité ; mais remarquez la différence : la démocratie veut l'égalité dans la liberté et le socialisme veut l'égalité dans la gêne et la servitude.[499]

Hayek montre dans le même temps l'évolution du terme liberté, d'un terme d'indépendance et de lutte contre la coercition, d'une liberté négative, à une liberté comme pouvoir, une liberté positive, qui justifierait une diminution de la liberté négative, qui justifierait le socialisme. Sous cette liberté positive, socialiste, Hayek n'y aperçoit "rien d'autre que la très ancienne exigence d'une égale répartition des richesses, sous un autre nom."[500] Cette confusion sur le vrai sens de la liberté a pu amener des libéraux sur la voie socialiste, puisque le socialisme était en conclusion conçu comme "l'héritier présomptif de la tradition libérale"[501], de manière erronée[502].

D'autres auteurs ont pu observer cette évolution du socialisme vers le totalitarisme, de façon empirique, comme Eastman, Chamberlin, Voigt ou encore Lippmann, l'auteur du livre *The Good Society*, dont la citation est peut-être la plus évocatrice :

> La génération à laquelle nous appartenons apprend aujourd'hui par l'expérience ce qui arrive quand les hommes renoncent à la liberté pour une organisation coercitive de leurs affaires. Ils se promettent l'abondance, mais doivent y renoncer ; plus il y a de direction organisée, plus la variété des fins doit faire place à l'uniformité. C'est la vengeance de la société planifiée et du principe totalitaire.[503]

---

[499] Discours prononcé à l'Assemblée constituante le 12 septembre 1848 sur la question du droit au travail. *Oeuvres complètes* d'Alexis de Tocqueville, vol. IX, 1866, p. 546.
[500] Friedrich A. Hayek, *op. cit.*, p. 29.
[501] *Ibid.*, p. 30.
[502] Cette thèse peut aussi être pensée comme la dénonciation du capitalisme, comme "héritier présomptif de la tradition libérale". Ainsi, l'argumentation hayekienne à l'encontre du socialisme se répéterait, presque sur la même architecture, contre le capitalisme, qui ne crée pas de liberté, mais la supprime pour le client et le salarié.
[503] Walter E. Lippmann, *Atlantic Monthly*, novembre 1936, p. 552.

Ainsi le socialisme libéral est-il considéré comme une utopie, le socialisme réel aboutissant au totalitarisme. Libéralisme et socialisme sont donc incompatibles. Mais ce n'est pas sur le but qu'ils s'opposent, ils s'opposent sur le meilleur moyen.

> La question qui se pose, c'est de savoir si, dans ce but, il vaut mieux que le gouvernement se borne à créer des conditions offrant les meilleures chances aux connaissances et à l'initiative des individus, en sorte de leur permettre, à eux individus, de faire les meilleurs plans possibles ; ou si l'utilisation rationnelle de nos ressources requiert une direction et une organisation centrales de toutes nos activités, conformément à une épure délibérément élaborée.[504]

Hayek, bien sûr, se place du côté du libéralisme, contre le planisme économique, mais il le fait selon une optique néolibérale qui donne un rôle accru à la concurrence, et à l'Etat pour préserver la concurrence : "Le libéralisme est fondé sur la conviction que la concurrence est le meilleur moyen de guider les efforts individuels."[505] Mais, en plus de l'efficacité supérieure et empirique de la concurrence par rapport à d'autres "méthodes inférieures de coordination des efforts humains"[506], Hayek y ajoute un autre argument, la liberté. Ce n'est plus seulement une question d'efficacité qui assied la domination du marché sur le plan, c'est aussi, voire encore plus, l'argument de la liberté : "[...] mais plus encore parce qu'elle est la seule méthode qui permette d'ajuster nos activités les unes aux autres sans intervention arbitraire ou coercitive de l'autorité."[507] La liberté et l'efficacité sont les arguments majeurs du marché concurrentiel, et cela même si l'Etat doit venir aider la concurrence pour qu'elle s'exerce, ou ne peut s'exercer (comme dans le cas des externalités négatives que le système de marché ne peut correctement assigner aux propriétaires qui en sont responsables). L'Etat a donc pour mission de "créer les conditions dans lesquelles la concurrence sera la plus efficace possible, la remplacer là où elle ne peut être efficace, fournir les services qui, comme l'a dit Adam Smith, "tout en présentant les plus grands avantages pour une collectivité importante, sont toutefois d'une nature telle que le profit ne saurait en rembourser le coût à aucun individu ou petit groupe d'individus"."[508]

---

[504] Friedrich A. Hayek, *La route de la servitude*, p. 41.
[505] *Ibid.*, p. 41.
[506] *Ibid.*, p. 41.
[507] *Ibid.*, p. 41.
[508] *Ibid.*, p. 44-45.

L'Etat, clairement néolibéral, de Hayek, a donc pour objectif de faire fonctionner le marché de concurrence, et de corriger ses limites, quand celui-ci ne peut fonctionner. Hayek n'oublie pas que l'argumentation envers le planisme provient cependant d'une interprétation de l'évolution 'naturelle' du marché en monopoles, par le phénomène de "concentration industrielle" qui aboutirait donc "à [ne] choisir qu'entre le contrôle de la production par des monopoles privés et la direction par le gouvernement."[509] Hayek s'attaque donc à cette prétendue inéluctabilité de l'économie libérale à tendre vers le monopole[510], pour mieux la réfuter sur une base théorique, puisque les faits prouvent le phénomène de concentration :

> La croissance progressive des monopoles au cours des cinquante dernières années et la restriction croissante du champ de la concurrence constituent un fait historique naturellement incontesté, encore que l'étendue du phénomène soit parfois très exagérée. La question importante est de savoir si cette évolution est une conséquence nécessaire du progrès technique, ou si elle est simplement le résultat de la politique pratiquée dans la plupart des pays. Nous allons voir que l'histoire de cette évolution paraît justifier la seconde interprétation.[511]

Hayek ne défend pas seulement l'explication politique de la survenue de monopoles, il réfute aussi les arguments théoriques qui ont pu amener à cette conception d'une destinée du marché vers le monopole, en premier lieu la supériorité productive du monopole sur la concurrence. L'idée que la grande entreprise est supérieure à la petite entreprise, par le phénomène des économies d'échelle[512], par la décroissance des coûts de production unitaires, avec des machines modernes plus efficaces, est, selon Hayek, contrebalancée par l'absence de réduction des prix de vente des monopoles, dans les faits. Surtout, le rendement maximum de production est souvent atteint avant même la constitution de monopoles, rendant cette thèse technique d'apparition des monopoles invalide. Les "collusions" et l'aide des pouvoirs publics sont par contre des causes bien plus crédibles de l'apparition des monopoles.

---

[509] *Ibid.*, p. 50.
[510] Inéluctabilité attribuée, dans cette thèse, au capitalisme et non à l'économie de marché. Une séparation de ces deux termes permet donc de comprendre à quel point l'un et l'autre ont des destins différents, et pourquoi le néolibéralisme, en contrariant la tendance capitaliste au monopole, est une néo-économie de marché, par la défense, au moyen de l'Etat si besoin est, de la concurrence, contre l'oligopole ou le monopole capitaliste.
[511] *Ibid.*, p. 50.
[512] Les économies d'échelle se traduisent par le fait qu'un plus grand volume de production est atteint à un prix unitaire inférieur, ce qui, dans la compétition entre grandes et petites entreprises, favorise la survie des plus grandes au détriment des plus petites.

Un argument historique soutenant l'interprétation hayekienne de l'apparition des monopoles est que ceux-ci ne sont pas apparus dans les pays les plus anciennement capitalistes[513]. Au lieu de survenir en Angleterre ou en France, les monopoles sont apparus "au cours du dernier tiers du XIX^{ème} siècle, dans deux pays industriels relativement jeunes, les Etats-Unis et l'Allemagne. Dans ce dernier pays, qui a fini par être considéré comme un pays modèle, typique de l'évolution nécessaire du capitalisme, la croissance des cartels et des syndicats a depuis 1878 été encouragée par une politique systématique."[514] Hayek dénonce donc l'influence de Sombart en particulier, qui a fait passer cette tendance au monopole comme une tendance universelle[515]. En effet, sans politique active en ce sens, les monopoles ne se seraient jamais créés dans le capitalisme, pour Hayek.

Un autre argument, celui de la complexité de l'économie moderne, est lui aussi réfuté, car il ne justifie pas la planification, au contraire : le système de marché, avec des prix libres, est le système le plus capable de remplir cette fonction de coordination décentralisée, à la différence d'un organe central de coordination. Hayek relie complexité et concurrence en justifiant que c'est "la complexité même de la division du travail qui fait de la concurrence la seule méthode susceptible de réaliser la coordination recherchée"[516]. En effet, le planisme peut fonctionner quand les informations importantes ne sont pas trop nombreuses, et peuvent être connues et assimilées par un nombre restreint d'individus, ce qui n'est plus le cas dans le monde moderne. Hayek justifie donc le besoin d'un marché concurrentiel par le besoin d'une décentralisation des décisions, et cette décentralisation par une complexité du monde trop importante pour un organe central, planificateur. La conception hayekienne du marché libre comme d'un système permettant de résoudre le problème de l'information apparaît ici, et fournit l'argument majeur contre la planification : l'information est trop importante et fragmentée pour qu'une autorité centrale puisse efficacement la gérer, ce qui implique une décentralisation des décisions que le marché permet, avec le système d'information constitué par les prix librement fixés, qui ont besoin de la concurrence pour fournir des informations vraies. Le marché est le meilleur des systèmes pour transmettre l'information dans un monde complexe, s'il est concurrentiel.

[513] Il faut noter ici l'apparition du terme "capitalisme" dans le discours hayekien, alors qu'il était jusque-là absent. Aucun argument en faveur de ce changement sémantique, de sa survenue à ce moment de l'œuvre n'est fournie, mais en considérant que Hayek utilise le terme capitalisme pour présenter l'économie libérale pratique historique, son apparition à ce moment de discussion historique, et non plus du libéralisme théorique, fait sens.
[514] *Ibid.*, p. 52.
[515] En accord avec Sombart, et contre Hayek, le capitalisme possède bien cette tendance au monopole. Mais ce n'est pas le cas du libéralisme, que Hayek défend.
[516] *Ibid.*, p. 55.

> C'est là précisément ce que fait le système des prix en régime de concurrence, et c'est ce qu'aucun autre système ne permet de faire. Il permet aux chefs d'entreprise, en surveillant le mouvement de quelques prix comme le pilote surveille quelques cadrans, d'ajuster leurs activités à celles de leurs confrères. Mais le point important est que ce système des prix ne remplit une telle fonction qu'à condition que la concurrence règne, c'est-à-dire si chaque producteur est obligé de s'adapter aux variations des prix et ne peut les contrôler.[517]

La disparition de l'équilibre général qui optimise ressources et utilités, issu du phénomène de concurrence parfaite, est évidente, mais elle est remplacée par un autre avantage du marché, celui d'une information efficace des entrepreneurs, par le système des prix libres, qui confère une supériorité au marché par rapport au planisme, en termes d'efficacité. Hayek ne se limite pas à défendre le marché sur la base de la liberté individuelle, il démontre que le marché est également un outil efficace de coordination, d'information des acteurs.

Enfin, le dernier argument mentionné par Hayek, celui de la nécessité du monopole pour le progrès, puisque sans choix par le client, la production d'une unité définie d'un bien, par exemple une voiture, pourrait être bien plus efficace, est aussi réfuté, car il revient à dire que le progrès social serait plus rapide si la liberté individuelle était limitée. Au contraire, comme le progrès surgit de la liberté individuelle, de la capacité de choix des clients et d'action des producteurs, une restriction du choix serait bien plus préjudiciable que l'augmentation à court terme possible par l'imposition d'une norme de consommation.

En conclusion, Hayek, en opposition à cette fatalité monopolistique de l'économie de marché, développe une argumentation sur les plans historique et théorique, transformant dans le même temps la théorie du marché, en abandonnant l'idée d'équilibre général lié au libéralisme du laissez-faire, pour en faire un système de transmission d'information efficace, permettant des décisions décentralisées les plus éclairées possibles. L'Etat doit donc intervenir pour défendre le marché concurrentiel, non pour diriger l'activité économique : il est tentant de lire alors cette position comme le fait que l'Etat dirige néanmoins l'économie, indirectement et non directement. La distinction la plus claire apportée par Hayek pour différencier entre planisme et libéralisme porte donc sur les actions possibles de l'Etat, sur le respect de la règle de la loi :

[517] *Ibid.*, p. 56.

> La distinction entre une armature permanente de lois soumettant l'activité productrice aux initiatives individuelles et la direction de l'activité économique confiée à une autorité centrale ne représente qu'un cas d'espèce de la distinction plus générale entre le règne de la loi et le système de gouvernement arbitraire. Dans le premier cas, le gouvernement se borne à fixer des conditions dans lesquelles les ressources existantes peuvent être exploitées. C'est aux individus de décider à quelle fin ils veulent les employer. Dans le second cas, c'est le gouvernement qui ordonne l'emploi des moyens de production à des fins déterminées.[518]

De ce point de vue, l'Etat ne s'occupe que de faire respecter les règles du jeu, sans s'intéresser aux résultats, et en particulier aux distributions de richesse à laquelle ces règles aboutissent - même si Hayek défend, comme montré ci-dessous, un revenu minimum -, ce qui fait de l'Etat un acteur paradoxal, qui intervient pour défendre la concurrence (ou plutôt qui n'intervient pas pour créer des monopoles), mais qui ne s'intéresse pourtant pas aux résultats (et la répartition des fruits de la production a un impact fort sur les richesses des producteurs, salariés ou capitalistes). La tentative de séparer libéralisme et planisme se heurte à la question de la frontière justifiable d'intervention de l'Etat, frontière qui pose problème et oblige Hayek à y consacrer une partie importante, pour finalement aboutir à l'argument libéral traditionnel du pouvoir :

> Le contrôle de la production et des prix confère un pouvoir presque illimité. Dans un régime de concurrence, les prix dépendent des quantités de biens dont nous privons les autres membres de la société en nous rendant acquéreur de quelque chose. Ce prix n'est pas fixé par la décision délibérée de qui que ce soit. [...] Tandis que dans l'économie dirigée, où l'autorité surveille les fins poursuivies, elle use infailliblement de son pouvoir pour favoriser les unes et empêcher la réalisation des autres.[519]

Au-delà de l'argument de la liberté, toujours en faveur du libéralisme, l'efficacité, sur laquelle revient rapidement Hayek pour réfuter l'idée d'une production supérieure sous le planisme par rapport au marché concurrentiel, est abandonnée au profit d'un autre argument, prétendument en faveur du socialisme, celle de la justice de la répartition des richesses. Bien que ce point particulier déborde quelque peu l'analyse de la pensée de Hayek dans cette thèse, il mérite un court éclairage, car Hayek tente de montrer que la justice est du côté du libéralisme, en reliant liberté et justice. Il commence par admettre que la concurrence n'est pas une règle parfaite,

[518] *Ibid.*, p. 80.
[519] *Ibid.*, p. 101.

que "la chance joue autant que l'intelligence et la prévoyance."[520] Mais le système socialiste n'est pas pour autant meilleur, puisqu'il s'apparente à un "système où la volonté de quelques-uns déciderait quelle part attribuer à chaque personne"[521]. Ainsi, pour Hayek, un système où une minorité décide de la justice de répartition est mauvais, plus qu'un système libéral où cette répartition est impersonnelle, involontaire.

> Sous le régime de concurrence, l'homme qui part de zéro a beaucoup moins de chance d'acquérir une grande richesse que l'homme doté d'un héritage important, mais il peut y parvenir. Et c'est seulement dans la société de concurrence que ce résultat dépend uniquement de lui et non pas des faveurs des puissants.[522]

La justice ne peut découler que de la liberté individuelle pour Hayek, sinon elle ne peut être acceptée. Le libéralisme ne fournit peut-être pas la justice la plus importante, mais elle permet son existence, par la liberté, alors que le socialisme nie la justice en niant la liberté. Ainsi, de façon inverse, l'injustice serait encore plus mal perçue sous le gouvernement socialiste, car les "gens supportent avec une certaine résignation des souffrances qui pourraient arriver à n'importe qui ; ils n'admettent pas aussi facilement les souffrances causées délibérément par l'autorité."[523]

Hayek considère que le seul principe applicable pratiquement dans la société socialiste, en terme de justice, serait "l'égalité complète et absolue de tous les individus"[524], ce que même les mouvements socialistes ne promeuvent pas, au nom d'une plus grande équité. Mais cette idée d'équité ne peut être résolue pour Hayek, puisqu'il fixe les notions de juste prix et de juste salaire dans le marché concurrentiel[525] : "les standards que nous possédons dérivent de l'expérience en régime de concurrence"[526]. Le planisme est incapable de fournir ce standard de juste prix, et doit donc le fixer arbitrairement, injustement, dans une tentative de créer plus de justice. La justice d'une répartition arbitraire des ressources est encore plus difficile à justifier,

---

[520] *Ibid.*, p. 109.
[521] *Ibid.*, p. 109.
[522] *Ibid.*, p. 110.
[523] *Ibid.*, p. 114.
[524] *Ibid.*, p. 117.
[525] C'est une des positions majeures du libéralisme sur la notion de justice, que de placer dans le marché concurrentiel la responsabilité de la fixation de ce qui est juste, en termes de prix : un juste prix est celui fixé par le marché concurrentiel.
[526] *Ibid.*, p. 118.

en particulier pour les moins bien lotis, bien sûr, que la justice d'un phénomène spontané, tel que le marché.

Pourtant, Hayek ne nie pas la nécessité d'une sécurité économique minimale pour être libre, et donc l'aspiration à une forme de justice de distribution des ressources au-delà du marché, par l'Etat. Il sépare seulement l'idée d'un standard de vie et d'un revenu minimum, et accepte l'idée d'un minimum vital, - "Qu'on assure un minimum vital à chaque homme, certes, [...]"[527] - à la condition que celui-ci n'empêche pas les hommes d'augmenter, librement, leurs revenus par le travail. Hayek ne veut donc pas sacrifier un minimum "d'honnêteté" à l'économie de marché en niant toute sécurité économique, mais il défend encore plus fortement la liberté des prix et donc des salaires, pour pouvoir laisser s'ajuster les différents secteurs économiques, permettre le fonctionnement efficace du marché comme fournisseur d'informations. C'est le marché et non le capitalisme qui est là encore l'objet de la pensée hayekienne, comme dans toute son oeuvre.

Malgré l'emploi du terme capitalisme dans des circonstances historiques, ce mot est presque absent du discours hayekien, centré autour de la concurrence, comme du moyen libéral par excellence : "Seul le système de concurrence est capable de réduire, par le moyen de la décentralisation, le pouvoir exercé par l'homme sur l'homme."[528] Le capitalisme de pouvoir, défini plus haut, s'oppose donc directement à ce que défend Hayek, à savoir la concurrence. Même la recherche de profit, une définition moins stricte du capitalisme que le pouvoir, mais qu'aurait pu utiliser Hayek, n'apparaît pas. Le profit en tant qu'objectif capitaliste n'y est pas mentionné, la défense du libéralisme, de la concurrence étant au cœur de sa pensée. Peut-être ne faut-il pas sur-interpréter cette absence du capitalisme comme profit, mais la démonstration réalisée par Hayek en faveur de la concurrence, de la liberté, ne laisse aucun doute quant à sa position entre économie de marché et capitalisme de pouvoir, comme sa réfutation de l'intérêt des monopoles l'a montré. Hayek n'est pas capitaliste au sens strict du terme, il est libéral, et il l'écrit :

> A moins de se méprendre entièrement sur l'esprit de ce livre, on ne saurait accuser l'auteur de tendresse envers les capitalistes, même s'il affirme qu'ils ne sont pas seuls responsables des tendances modernes à l'institution de monopoles. Leur penchant pour les monopoles

[527] *Ibid.*, p. 223.
[528] *Ibid.*, p. 154.

> n'est pas nouveau et ne constitue pas en soi un pouvoir redoutable. Ce qui est grave, c'est qu'ils ont réussi à s'assurer le soutien d'un nombre toujours plus grand d'autres groupes et, avec l'aide de ces derniers, celui de l'Etat.[529]

Sa critique du monopole, sur lequel il revient, est autant une critique des abus capitalistes, des profits élevés, que des salaires élevés payés dans un monopole, de la complicité entre salariés et actionnaires. L'abus de pouvoir des producteurs contre les clients est condamné fermement par Hayek, de façon cohérente et qu'on ne peut qualifier d'anticapitaliste pour autant, puisqu'il y intègre les salariés qui ont un intérêt clair dans leur monopole. Le monopole est le véritable problème économique de Hayek car nombre de personnes sont convaincues qu' "en acceptant le monopole ils contribuent à la création d'une société plus juste et plus ordonnée"[530]. Le pouvoir est l'ennemi à combattre et le marché concurrentiel en est la meilleure arme. Hayek, totalement néolibéral, s'oppose au capitalisme de pouvoir tel qu'il a été défini dans cette thèse. Cette caractéristique s'applique également à Milton Friedman, avec l'utilisation savoureuse de l'oxymore "capitalisme de concurrence" qui parcourt son oeuvre.

[529] *Ibid.*, p. 208.
[530] *Ibid.*, p. 211.

III.3.2. Friedman : le capitalisme de concurrence

Milton Friedman, économiste américain du XX^{ème} siècle célèbre pour ses positions pro-capitalistes, conseiller du président Ronald Reagan lors du virage néolibéral du début des années 1980 aux Etats-Unis, offre un autre exemple frappant, après Hayek, de la différence de conception que la séparation entre capitalisme et économie de marché procure. Les écrits de Friedman, lus et pensés comme des écrits en faveur de, ou en défense du, capitalisme, sont à la relecture des écrits libéraux, presque anti-capitalistes. Friedman se révèle un économiste libéral, opposé au capitalisme de pouvoir, mais se rangeant du côté du capitalisme contre le communisme, car le capitalisme qu'il conçoit est celui de l'économie de marché capitaliste, celui de la concurrence et de la liberté. Une analyse de son oeuvre la plus célèbre, *Capitalisme et Liberté*, parue en 1962, au plus fort de la Guerre Froide, montre à quel point la position de Friedman évolue quand capitalisme n'est plus synonyme d'économie de marché.

Friedman commence cette oeuvre par la définition du bon gouvernement selon lui, et, de manière intéressante, y inclut dès à présent et sans attendre l'idée libérale de concurrence : "Sa fonction essentielle est de protéger notre liberté contre ses ennemis extérieurs et contre nos concitoyens eux-mêmes : il fait régner la loi et l'ordre, il fait respecter les contrats privés, et il favorise la concurrence."[531] Le néolibéralisme de cet Etat voulu par Friedman est patent, puisqu'une des missions principales assignée au gouvernement est de favoriser la concurrence et donc le marché. L'idée d'un capitalisme au destin monopolistique, très présente depuis le début du XX^{ème} siècle, et source de débats importants dans l'opposition entre socialisme et libéralisme, comme Hayek le souligne, est certainement un des facteurs qui conduit Friedman à définir l'Etat comme néolibéral. En réalité, le capitalisme de Friedman est un capitalisme particulier, plus idéal, qu'il nomme "capitalisme de concurrence", comme pour le distinguer d'un capitalisme de monopole qui est déjà survenu et tend à survenir naturellement[532]. Ainsi, Friedman organise-t-il son livre autour du capitalisme de concurrence : "Son thème principal est le rôle du capitalisme de concurrence - c'est-à-dire de l'organisation de l'ensemble de

[531] Milton Friedman, *Capitalisme et Liberté*, [éd. orig. Capitalism and Freedom, 1962, The University of Chicago, Chicago] Paris, Editions Leduc, 2010, p. 41.

[532] Son insistance sur l'absence de regroupement spontané et logique des entreprises capitalistes, dans un but de profit, au profit d'une dénonciation du rôle de l'Etat dans le phénomène historique de création de monopoles, illustre l'importance que porte Friedman sur la notion de concurrence comme composante indispensable de sa conception du capitalisme.

l'activité économique grâce à l'entreprise privée opérant sur le marché libre -, en tant que système de liberté économique et que condition nécessaire de la liberté politique."[533]

Friedman développe par ailleurs un argument en faveur du capitalisme basé sur la liberté politique, l'équilibre des pouvoirs entre politique et économique :

> Si on considère le régime économique comme un moyen destiné à atteindre ce but qu'est la liberté politique, son importance est à la mesure des effets qu'il a sur la concentration ou la dispersion du pouvoir. Le type d'organisation économique qui assure directement la liberté économique, à savoir le capitalisme de concurrence, est en même temps favorable à la liberté politique, car, en séparant le pouvoir économique du pouvoir politique, il permet à l'un de contrebalancer l'autre.[534]

L'argument libéral de Friedman sur la séparation des pouvoirs (ici économique et politique) pour éviter les abus est tout à fait traditionnel, mais il ne revient à défendre que l'absence d'intervention de l'Etat dans l'économie de marché, et non le capitalisme de pouvoir. La liberté politique est obtenue également par la liberté économique, ce que l'économie de marché capitaliste, comme tout autre système économique fondé sur l'économie de marché, autorise. L'argument de défense du capitalisme de concurrence de Friedman se révèle un argument de défense de n'importe quel système économique fondé sur l'économie de marché, où l'Etat n'intervient que pour maintenir la concurrence et gérer les biens publics. Le capitalisme, dans sa spécificité de pouvoir, n'est pas intégré dans cette argumentation, mais en tant qu'économie de marché capitaliste, il peut l'incorporer.

> Il n'y a fondamentalement que deux manières de coordonner les activités économiques de millions de personnes. La première est la direction centralisée, qui implique l'usage de la coercition : c'est la technique de l'armée et de l'Etat totalitaire moderne. La seconde est la coopération volontaire des individus : c'est la technique du marché.
>
> La possibilité d'une coordination assurée grâce à la coopération volontaire repose sur cette proposition élémentaire -quoique fréquemment niée- que, dans une transaction économique, les deux parties sont bénéficiaires, *pourvu que cette transaction soit bilatéralement volontaire et informée*.[535]

[533] *Ibid.*, p. 43.
[534] *Ibid.*, p. 43.
[535] *Ibid.*, p. 54-55.

Friedman assimile le marché à la coopération volontaire, et à une coordination décentralisée, mais surtout à cette idée fondamentale du bénéfice mutuel issu de l'échange. Etrangement, ses deux provisions, de volonté libre et d'information, ne sont pas complétées d'une troisième, la capacité d'y substituer un autre acteur, la concurrence, ce qui aurait donc pu renforcer encore l'idée de la nécessité de la concurrence dans le système économique que défend Friedman, tout en empêchant par exemple l'objection justifiée de répartition très inégalitaire de propriété, qui peut rendre l'échange toujours volontaire, mais à des conditions très mauvaises pour l'une des parties. L'existence de volonté des deux parties dans un échange informé n'implique pas qu'un autre échange n'aurait pas été préféré, s'il avait été possible. Pour éviter la critique du monopole dans l'échange volontaire et informé, la concurrence aurait donc pu être ajoutée comme provision dans cette défense du marché par Friedman, qui a l'avantage d'être non pas fondée sur une efficacité du marché supérieure du marché, mais sur la liberté qu'il procure.

Friedman peut donc définir le système économique qu'il défend comme un système sans coercition. "Le modèle d'une société organisée grâce à l'échange volontaire est l'économie libre de l'échange et de l'entreprise privée, c'est-à-dire ce que nous avons appelé le capitalisme de concurrence."[536] Aucune mention spécifique du mode de contrôle de l'entreprise privée n'est ici ni plus tard évoquée, laissant la possibilité à une autre forme de contrôle d'entreprise privée sur le marché, c'est-à-dire un autre pouvoir que le capital pour diriger la production. Friedman défend néanmoins le contrôle de l'entreprise par le capital contre l'idée déjà exposée d'une entreprise comme une institution[537] qui amène à proposer à l'entreprise la poursuite d'un intérêt général et non seulement du profit, le contrôle de l'entreprise par l'actionnaire, au nom de sa propriété de l'entreprise.

Comme il l'a été indiqué, Friedman ne développe pas une argumentation en faveur du marché fondée sur une efficacité intrinsèquement supérieure, mais sur la liberté. L'argumentation est très visible, et réapparaît encore de façon claire :

[536] *Ibid.*, p. 55.
[537] Dans un article célèbre, Friedman défend contre les idées d'intérêt général comme intérêt de l'entreprise, de Berle et Means, l'idée capitaliste de contrôle final aux actionnaires (l'article est mentionné dans l'étude de la gouvernance des entreprises). Friedman pose ici une limite au caractère public d'une grande corporation, car les entreprises sont des groupes privés, mais il ne réfute pas pour autant la concurrence de l'économie de marché, la satisfaction du client étant pour lui symbolisée par le profit des actionnaires.

> Aussi longtemps que l'on maintient une liberté d'échange effective, le trait central du mécanisme du marché est qu'il empêche une personne de s'immiscer dans les affaires d'une autre en ce qui concerne la plupart des activités de cette dernière. Du fait de la présence d'autres vendeurs avec lesquels il peut traiter, le consommateur est protégé contre la coercition que pouvait exercer sur lui un vendeur ; le vendeur est protégé contre la coercition du consommateur par l'existence d'autres consommateurs auxquels il peut vendre ; l'employé est protégé contre la coercition du patron parce qu'il a d'autres employeurs pour lesquels il peut travailler, etc. Le marché y parvient de façon impersonnelle et sans qu'il soit besoin d'une autorité centralisée.[538]

Cet argument libéral par nature du marché est exactement celui de la définition du marché développée par l'ordolibéralisme, et dans cette thèse ; même si Friedman ne l'écrit pas de cette façon, son insistance sur la coopération volontaire et la concurrence en font un défenseur du marché libre sans aucune ambiguïté. Il n'arrive cependant pas à fournir une réponse au conflit que coopération et compétition peuvent créer au sein du marché libre, par les tendances au monopole que la coopération peut amener et qu'il faut limiter, même s'il identifie clairement ce problème, mais au niveau des travailleurs, et non des capitalistes ou même des clients : "Peut-être le problème spécifique le plus difficile en l'occurrence est-il celui des associations entre travailleurs, où l'opposition est particulièrement aiguë entre liberté de s'associer et liberté de se concurrencer."[539] La réponse proposée ici, qui reste à développer complètement, en termes d'équilibre, est une réponse qui n'est pas envisagée par Friedman, laissant ouvert ce problème sans le résoudre au niveau théorique, mais avec le mérite de l'avoir identifié.

Friedman, comme tout défenseur du marché, s'oppose au monopole, en particulier d'Etat, à ses yeux beaucoup plus dangereux que le monopole privé. Avec une argumentation proche de Hayek et Schumpeter, Friedman défend l'idée que le monopole privé, surtout s'il est technique et donc dépendant des conditions technologiques du moment, va disparaître, sous l'effet de la concurrence que le marché permet. La foi en la concurrence permet donc à Friedman de préférer un monopole privé à un monopole public :

> [...] dans une société qui se transforme rapidement, les conditions favorables au monopole technique changent fréquemment et je soupçonne la réglementation publique et le monopole

[538] *Ibid.*, p. 57.
[539] *Ibid.*, p. 72-73.

> public d'avoir moins de chances de répondre à ces changements de conditions, d'être moins immédiatement capables d'élimination, que le monopole privé.[540]

Friedman est par ailleurs tout à fait cohérent avec cette position, dans sa dénonciation des monopoles syndicalistes ou corporatistes, qu'il veut également voir combattus sur la base du pouvoir excessif sur les autres agents économiques. Il défend donc "une action "antitrust" plus efficace et plus généralisée dans le domaine syndical."[541] Son interprétation du monopole syndical, et de la possibilité d'entente entre salariés syndiqués et actionnaires pour contrôler les prix des biens vendus (les maintenir plus élevés par un monopole déguisé, fondé sur l'entente) est très pertinente dans l'optique développée ici de traitement égal de recherche de profit ou de salaire des deux différents acteurs de la production. Son exemple historique sur le charbon est exemplaire :

> Le *Guffey Coal Act* était une tentative pour fournir un soutien légal à un cartel de propriétaires de houillères qui s'entendaient pour fixer les prix. Quand, au milieu des années 1930, John L. Lewis et les United Mine Workers montèrent sur la brèche. En ordonnant des grèves et des arrêts de travail partout où les stocks de charbon devenaient si importants qu'ils menaçaient de faire baisser les prix, Lewis contrôla la production, et donc les prix, avec la coopération tacite de l'industrie. Les bénéfices de ces interventions furent partagés entre les propriétaires des mines et les mineurs.[542]

Finalement, Friedman, en pur libéral, est opposé à toute forme de monopole, cartel, entente, ou restriction à la liberté de concurrence qui peut déstabiliser le marché en fournissant à un type d'acteurs une rente fondée non pas sur ses qualités propres sur le marché, mais sur la création de contournements à la règle de la concurrence. Ainsi, il dénonce les licences de taxis, le *numerus clausus* médical ou la limitation de production des puits de pétrole. Il se félicite de la présence des lois anti-trusts de son pays, et de l'impossibilité légale de collusion entre les producteurs, qui vient pourtant limiter la liberté de contrat du marché, et qui montre la prédominance de la concurrence sur toute autre règle dans son capitalisme néolibéral. Cette dénonciation n'est cependant pas élargie au capitalisme, à son fonctionnement, puisqu'il inclut à la fois le capitalisme de pouvoir et l'économie de marché dans sa vision du 'bon' capitalisme, le capitalisme de concurrence. Le capitalisme de Friedman est un système paradoxal, où les

[540] *Ibid.*, p. 76.
[541] *Ibid.*, p. 193
[542] *Ibid.*, p. 204-205

acteurs recherchent tous le monopole (les syndicats y compris), mais où celui-ci ne doit pas survenir pour qu'il puisse fonctionner de la bonne façon, concurrentielle. L'opposition entre des comportements micro-économiques et des règles de fonctionnement macro-économique est éclatante, et basée sur la réalité, mais celle-ci ne semble pas avoir empêché Friedman de défendre uniquement la concurrence, et non le pouvoir, et de l'intégrer elle seule dans son idéal de capitalisme, envers et contre tous les producteurs qui n'en veulent pas pour eux. Friedman défend un système économique libre, autant au niveau des prix que des acteurs :

> Les contrôles des prix, qu'ils soient légaux ou volontaires, si on les appliquait effectivement, entraîneraient en définitive la destruction du système de la libre entreprise et son remplacement.[543]

Une dernière idée majeure de Friedman, qui complète sa théorie, et l'humanise - puisqu'il faut mentionner qu'il a aussi condamné tout salaire minimum légal -, repose sur un revenu minimum, qu'il nomme impôt négatif. Hayek fait aussi référence à cette idée, et l'analyse précise de Polanyi sur le système de Speenhamland révèle à quel point elle a pu être source de problèmes si une telle idée est mal appliquée. Friedman semble ignorer cette analyse et recréer le même problème avec son impôt négatif, puisqu'il en fait un revenu complémentaire issu de l'Etat seulement si la personne qui pourrait en bénéficier n'atteint pas par son propre revenu privé un plancher défini. Une désincitation au travail apparaît puisque à l'inverse d'une allocation minimum permanente quelle que soit les revenus privés, l'impôt négatif diminue avec la hausse des revenus. Il y a un certain intérêt à ne pas essayer de trouver un travail mal rémunéré dans ce cas d'impôt négatif, car le résultat, la hausse de revenus peut être considérée comme trop faible, entre la baisse de l'impôt négatif et la pénibilité du travail.

L'idée de Friedman reprend donc l'erreur d'application de Speenhamland, à savoir garantir un revenu minimum en déduisant partiellement les revenus privés, le salaire, obtenus par les individus. Au vu des effets pervers d'un tel système, en termes de désincitation au travail et d'effondrement des salaires, il est préférable de ce point de vue d'instaurer un système indépendant des revenus, sinon la conclusion de Speenhamland se reproduira. L'idée d'allocation universelle, sans lien avec les revenus privés, serait donc meilleure que l'impôt négatif proposé par Friedman. Elle sera reprise dans l'annexe de cette thèse, d'autant plus qu'elle permettrait de résoudre le point le plus problématique du libéralisme, celui de la

[543] *Ibid.*, p. 218.

justification de la propriété, que Marx avait, avec raison, dénoncé vigoureusement au niveau du capitalisme historique, accusant le capitalisme d'être né dans la violence, dans l'illégalité : "La base de toute cette évolution, c'est l'expropriation des cultivateurs"[544]. Le capitalisme provient historiquement de l'expropriation, avec le phénomène des *enclosures*.

En conclusion, la conception de la concurrence de Friedman, comme une force positive qui finit toujours par survenir, est une constante du courant néolibéral, dont un des symptômes majeurs est de placer - presque - tous ses espoirs dans celle-ci, l'aide de l'Etat étant sollicitée pour qu'elle fonctionne réellement. Il faut noter le côté paradoxal de cette conception, puisque la concurrence, qui finit par survenir, doit cependant être défendue, par les lois anti-trusts, par la limitation des pratiques capitalistes anti-concurrentielles, comme le *dumping*, par exemple. La focalisation néolibérale sur la concurrence, source de liberté et d'efficacité, masque mal le problème conceptuel qu'elle crée : survenant nécessairement, mais défendue par la force publique, la temporalité de la concurrence est source d'interrogations. Se mélangent donc, à la manière marxiste[545], une idée d'inéluctabilité, positive, de survenue de la concurrence au cours du temps, avec une idée d'intervention pour soutenir la concurrence, empêcher qu'elle disparaisse. A court terme, il faut défendre la concurrence, mais à long terme celle-ci survient nécessairement. Ce raisonnement est paradoxal, mais a pour intérêt de montrer le caractère crucial de la concurrence, souligné encore par cette citation :

> Le pire danger pour le consommateur, c'est bien le monopole - qu'il soit privé ou gouvernemental. La protection la plus efficace du consommateur, c'est la libre concurrence à l'intérieur, et le libre-échange partout dans le monde. Ce qui protège le consommateur de l'exploitation par un commerçant, c'est l'existence d'un autre commerçant, à qui il peut acheter et qui ne demande qu'à lui vendre. La possibilité de choisir entre plusieurs sources d'approvisionnement défend le consommateur de façon beaucoup plus efficace que tous les Ralph Nader du monde.[546]

Ralph Nader, le symbole de la défense des consommateurs face aux entreprises capitalistes, à l'époque de Friedman, demandant une plus grande responsabilité des entreprises et dénonçant leurs abus, a amené une autre solution que la concurrence, l'utilisation de la *voix*, telle qu'elle

[544] Karl Marx, *Le Capital*, livre I, section VIII, Paris, Editions sociales, 1974, p. 156.
[545] Marx prédit la fin, désirable, du capitalisme, comme inéluctable par son fonctionnement même, tout en appelant à la lutte pour sa disparition. De même, la concurrence est inéluctable pour le néolibéralisme mais il faut néanmoins la créer et la maintenir.
[546] Milton Friedman, *La liberté du choix*, Belfond, Paris, 1980, p. 217.

sera théorisée par Hirschman[547]. Même s'il est correct d'affirmer que la concurrence est la plus puissante, par rapport à la voix, puisque plus directe et plus rapide, Friedman, dans la lignée néolibérale focalisée sur la concurrence, n'identifie pas le contrôle que l'addition de ces deux moyens donne au client, contrôle qui sera étudié par la suite, dans l'analyse microéconomique du capitalisme, dans l'entreprise. Friedman défend donc plutôt le profit, dans une assimilation traditionnelle mais erronée entre profit et satisfaction du client, assimilation qui se trouve au cœur de cette thèse. Il est un ardent défenseur de la concurrence, argument fondamental en faveur du marché libre, mais aussi du capitalisme pour les néolibéraux. Finalement, avec une définition du capitalisme comme système de pouvoir, Friedman est, aux côtés de Hayek, un libéral plus qu'un capitaliste, bien qu'il ait défendu le capitalisme de son époque sa vie durant.

[547] La dernière partie de cette thèse se penche sur cette alternative à la concurrence, développée par Hirschman, dans son livre *Exit, Voice and Loyalty*, pour en tirer des conclusions plus larges en termes de pouvoir.

III.4. De la concurrence maximale à l'équilibre de concurrence

L'histoire du néolibéralisme, et la pensée de deux de ces plus éminents défenseurs de la fin du XX^{ème} siècle, révèlent une priorité donnée à la concurrence, à la liberté, à l'économie de marché en fait, qui amène à conclure que le néolibéralisme est en réalité une réponse au capitalisme de pouvoir, aux monopoles qu'il a créé et tente en permanence de créer. Historiquement, les concentrations, cartels et ententes du capitalisme de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} ont abouti à la refondation du libéralisme du laissez-faire, à la création d'un libéralisme actif, mais cette opposition historique se lit aussi, et surtout, comme une opposition théorique aux stratégies capitalistes d'augmentation de leur pouvoir de marché dans un but de profit, par le contournement de la concurrence. En ce sens, même si le discours néolibéral a pu déguiser la résurgence du capitalisme, a aidé à la domination d'une forme de néocapitalisme corporatiste, comme Klein a pu le souligner, le néolibéralisme confirme la contradiction entre capitalisme et libéralisme, par la défense de l'économie de marché contre le capitalisme.

Cependant, dans ce néolibéralisme comme défense de l'économie de marché concurrentielle contre le capitalisme de pouvoir, la définition de l'économie de marché paraît singulièrement pauvre, avec une conception paradoxale et exagérée de la concurrence, une force bénéfique et inexorable mais qui doit cependant être garantie par l'Etat. Les analyses d'auteurs critiques de la concurrence, comme Marx ou Polanyi, montrent qu'elle ne peut être considérée uniquement comme une force bénéfique, mais qu'elle peut, et souvent fait, aboutir à des résultats négatifs, des échecs de production, de consommation et de satisfaction des clients. Une différence d'interprétation, au sujet de la concurrence, considérée comme positive ou négative, existe donc. En ce sens, une transformation de la définition de marché est nécessaire, afin de la compléter par rapport à la réalité économique observée, l'enrichir par la coopération entre acteurs. La coopération, ajoutée à la concurrence, réalise l'idée de coordination libre qui sous-tend l'économie de marché (coordination libre qui se reflète finalement dans la liberté des prix fixés sur le marché), et surtout d'une autre forme de défense du client que la seule défection.

III.4.1. L'équilibre de concurrence

La concurrence, au centre de l'économie de marché, comme l'outil par excellence de liberté (et d'efficacité sous conditions de perfection), pour les libéraux, est donc chargée d'un caractère positif qui culmine dans le néolibéralisme. Au contraire, des auteurs antilibéraux, comme Marx et Polanyi, développent des arguments anti-concurrentiels importants, même si leur opposition au capitalisme par ce biais reste tributaire de leur amalgame avec l'économie de marché qui a été réfuté. Un retour rapide à ces deux critiques de la concurrence montre qu'une autre conception de celle-ci est nécessaire, celle d'un équilibre de concurrence plutôt qu'une maximisation de concurrence.

Marx est un opposant majeur à la concurrence, au cœur de sa définition du capitalisme, qui est, là encore, réinterprété par la séparation entre économie de marché et capitalisme[548]. Sans élaborer sur les conséquences de cette séparation, il faut remarquer l'aisance de l'incorporation de la concurrence dans le capitalisme, pour Marx, qui se concentre sur la concurrence entre travailleurs, plus que sur celle entre producteurs[549]. Mais la dénonciation des méfaits de la concurrence est réalisée chez Marx au prix de la minimisation (ou l'oubli) des deux avantages de la concurrence. Le premier avantage du marché est la liberté réciproque du travailleur de choisir son employeur, comme du bourgeois de choisir son employé. Le travailleur peut donc faire progresser son salaire en choisissant le meilleur emploi qui s'offre à lui. Bien sûr, cette idée de liberté du travailleur est contestée, à raison, par Marx, qui lui oppose la main d'œuvre pléthorique disponible du fait de la déqualification du travail, par la mécanisation du travail, auxquels il peut être opposé la bureaucratisation de la production qui ouvre de nouveaux emplois, l'élargissement des besoins et la création de nouveaux produits. Mais la concurrence révèle le pouvoir réel des acteurs sur le marché, et le déséquilibre entre ouvriers et bourgeois fait logiquement pencher la balance vers le bourgeois, pouvant finalement rémunérer l'ouvrier à un niveau très faible au début du XIX^{ème} siècle.

[548] Les conclusions que Marx auraient pu tirer d'une séparation entre économie de marché et capitalisme, sur le capitalisme et son devenir, sont impossibles à prédire, mais le bouleversement théorique aurait été sans aucun doute très élevé. L'opposition, grâce au marché, de la classe prolétarienne à la classe bourgeoise aurait peut-être amené Marx sur une autre voie que le pronostic d'une révolution violente du prolétariat, avec un élargissement de l'idée d'exploitation du travail, vers une exploitation plus globale sur le marché.

[549] Cf l'examen sur la présence indispensable de l'économie de marché concurrentielle dans la définition du capitalisme et l'argumentation de sa chute inéluctable, chez Marx.

Mais le choix dans le marché du travail reste réel, et la création d'entreprise également. Le deuxième avantage économique, celui du client, révèle une forme de fixation marxiste déjà mentionnée sur le rapport de production, entre le bourgeois et le prolétaire, au niveau du marché du travail, et non sur le rapport plus général d'échange volontaire, mutuellement bénéfique. La prise en compte de ce rapport d'échange, avec le client, en lien avec la hausse de la production issue de la division du travail et de la mécanisation, ainsi qu'avec la concurrence, amène le client vers une bien meilleure situation, vers une progression de sa qualité de vie, que même le prolétaire peut, en tant que client, ressentir. L'oubli, ou la réduction, des avantages de l'économie de marché pour le client est une des limites majeures de la théorie marxiste, puisqu'elle manque ainsi, sans le vouloir ou à dessein, l'argument principal de la théorie du marché, la liberté du client, et sa satisfaction toujours recherchée par la concurrence des producteurs. Le marché réellement concurrentiel est théoriquement le lieu de la domination du client, domination indirecte, parfois contrecarrée, mais néanmoins réelle. La concurrence n'est donc pas aussi négative que Marx la dépeint, elle représente surtout le pouvoir des clients.

Marx assimile donc la concurrence à un instrument majeur de la contradiction capitaliste, une hausse des moyens de production aboutissant par la concurrence à une baisse des profits et des salaires, et à une paupérisation des prolétaires cause de la révolution prolétarienne. La concurrence se révèle négative pour Marx, qui y voit l'explication de la baisse tendancielle des taux de profits et des salaires, par la lutte sur le marché du travail des ouvriers non-qualifiés en surnombre et entre eux, pour avoir accès à un travail qui les fasse survivre. La concurrence devrait donc être limitée pour éviter ce fléau de baisse des salaires, analyse économique directement opposée à l'analyse néolibérale qui interprète la concurrence comme la solution aux problèmes monopolistiques du début du XX^{ème} siècle. La concurrence peut donc être pensée à la fois comme une solution au problème monopolistique du capitalisme et comme la loi du système capitaliste dans le marxisme, responsable de son échec à venir. Surtout, puisque la concurrence dans la théorie de l'économie de marché doit être parfaite, maximale, elle ne peut être limitée (et doit même être défendue institutionnellement dans le néolibéralisme). Mais une autre analyse, plus historique, de Polanyi, montre que la concurrence maximale n'est pas réellement positive dans l'économie de marché normale, au-delà de la critique théorique de Marx.

L'analyse historique de Polanyi expose précisément la conception historique des dangers de la concurrence, comme élément perturbateur, déstabilisateur de l'économie, par son impact sur les prix, destructeur de la production. L'argumentation est extrêmement pertinente, dans ce contexte de définition de l'économie de marché comme d'un espace de liberté, et non d'un espace de concurrence maximale pour une efficacité utopique maximale, car elle permet de concevoir une économie de marché où la concurrence doit être suffisante pour ne pas créer de dérives monopolistiques, mais où une concurrence excessive, impliquant une facilité extrême pour les acteurs d'entrer sur le marché ou d'en sortir, sans coûts, crée des problèmes de volatilité et de production majeurs. La citation de Polanyi, déjà mentionnée, la plus claire illustre le résultat d'une concurrence trop grande :

> Car toute intrusion d'acheteurs ou de vendeurs temporaires sur le marché est vouée à en détruire l'équilibre et à contrarier les acheteurs ou vendeurs habituels, avec ce résultat que le marché cesse de fonctionner.[550]

La concurrence totale, permettant à des acteurs 'temporaires' de s'intégrer, détruit le marché, au lieu de le faire fonctionner encore mieux. La spéculation provoquée par des marchands qui peuvent entrer et sortir de marchés donnés sans effort entraîne des faillites de producteurs, des ruptures de stock, des hausses ou baisses de prix qui déstabilisent les acteurs de long terme, ceux qui sont indispensables au fonctionnement correct, optimal, du marché. La conception de la concurrence développée par Polanyi est très fructueuse car elle permet ici d'aboutir à une conclusion d'équilibre : d'un côté, la concurrence maximale, en excès, peut être néfaste au marché, et de l'autre côté, la concurrence est bénéfique pour le client car il se retrouve face à de multiples acteurs qui ne s'entendent pas sur les prix. La deuxième partie de l'affirmation dans la phrase qui précède ne provient pas de Polanyi, dont le sentiment semble s'orienter vers un commerce dirigé par des villes, des guildes, ou l'Etat, en tout cas fortement réglementé, et non avec la vision positive de la concurrence en termes de liberté des acteurs.

Ainsi, il est possible d'accepter et de suivre la critique polanyienne de la concurrence comme nuisible au marché, tout en ne réfutant pas pour autant la vision libérale positive, de liberté, de la concurrence. L'interprétation de l'excès de concurrence de Polanyi n'oblige en effet pas à se réfugier sous la planification étatique ou quasi-étatique de l'économie. Au contraire, il est possible d'en arriver à la conclusion d'équilibre suivante : un certain degré de concurrence est

[550] Polanyi Karl, *op. cit.*, p. 116

nécessaire, et non une concurrence maximale. Cette conclusion, cohérente avec la critique de la théorie de l'économie de marché parfaite et efficace déjà réalisée, revient à limiter le degré de concurrence nécessaire au fonctionnement du marché, à ne pas rechercher la plus grande concurrence possible, mais un degré de concurrence suffisant (pour la liberté).

En considérant donc que la concurrence excessive peut être néfaste au marché, mais aussi que l'absence de concurrence abouti à des monopoles également préjudiciables pour le marché, une notion d'équilibre, différente de l'équilibre général néoclassique, surgit, celui d'équilibre des pouvoirs sur le marché, au niveau macroéconomique. Plutôt que l'absence de pouvoir de marché postulé par la théorie de l'économie de marché comme concurrence parfaite, il s'agit d'une conception du marché plus réaliste, où les acteurs possèdent un pouvoir sur le prix du marché, suffisamment faible pour qu'ils ne puissent pas le transformer dramatiquement à eux seuls, suffisamment fort pour qu'ils subissent une perte s'ils se retirent du marché rapidement (ce qui les contraint à veiller à l'équilibre du marché dans leur intérêt, car les volumes et les prix sont interdépendants).

L'équilibre des pouvoirs au niveau de la concurrence se définit donc par un nombre suffisant d'acteurs pour que ceux-ci ne puissent s'entendre entre eux, tacitement ou explicitement (ni oligopole ni monopole), mais où leur poids respectif est suffisant pour qu'ils aient un intérêt long terme à rester sur le marché, et non à se déplacer de marché en marché de façon prédatrice, dans une optique de pure spéculation qui entraîne une volatilité préjudiciable aux prix du marché, à la production, et à l'économie dans son ensemble. Ainsi, l'économie de marché n'est plus optimale quand la concurrence est maximale, au contraire, elle est optimale quand la concurrence est suffisante pour éviter l'abus de pouvoir, et cependant suffisamment restreinte pour ne pas laisser entrer et sortir des acteurs qui déstabilisent les prix. L'équilibre des pouvoirs de marché permet ainsi d'éviter une volatilité des prix néfaste autant qu'une orientation de ces prix dans un seul intérêt, celui des acteurs en oligopole (ou de l'acteur en monopole).

En particulier, avec cette conception nouvelle de l'économie de marché, qui n'oriente plus vers la concurrence parfaite, maximale, mais vers une concurrence équilibrée, où seuls les acteurs intéressés sur le long terme à l'échange sur le marché sont présents et en concurrence, une question majeure se pose autour du marché financier, autour du fonctionnement de ce marché de droits contre monnaie. Un des plus grands objectifs du marché financier est d'obtenir une

liquidité maximale, qui doit permettre d'atteindre *in fine* le prix d'équilibre du marché, celui qui équilibre offre et demande (c'est-à-dire le prix où plus aucun vendeur ne veut vendre de droits en-dessous du prix d'équilibre, et où plus aucun acheteur ne veut acheter de droits au-dessus du prix d'équilibre), et qui nécessite pour cela, dans une optique néoclassique, le plus grand nombre possible d'acheteurs et de vendeurs, la concurrence maximale, ainsi qu'une illusion de connaissance 'totale'[551] du marché, aboutissant à la perfection. Mais, puisque l'économie de marché n'est plus néoclassique mais équilibrée au niveau de la concurrence, si la perfection du marché n'est plus assimilée à et dérivée de la concurrence maximale, mais d'un marché concurrentiel suffisant, alors l'objectif de liquidité maximale du marché financier actuel devient néfaste : il faut au contraire un marché restrictif, où seuls des acteurs intéressés à long terme et dans la réalité à l'échange en question peuvent intervenir, isolant ainsi le prix de perturbations néfastes qui proviennent de marchands temporaires qui déstabilisent le prix. L'objectif de liquidité maximale du marché financier se transforme en un objectif de volatilité minimale, avec des acteurs en concurrence encore nombreux, mais qui ne viennent pas créer de déséquilibres sur les prix, puisqu'ils oeuvrent à long terme. Les coûts de transaction, en particulier d'entrée et de sortie des marchés, ont donc un intérêt certain dans ce cas, pour non pas créer des oligopoles, mais empêcher les entrées et sorties trop importantes d'acteurs sur le marché financier. Une analyse un peu plus approfondie du marché financier, en lien avec la concurrence équilibrée de l'économie de marché définie ici, permet d'identifier la modification majeure qui en découle.

[551] Une des hypothèses les plus surprenantes du marché financier est que toute l'information s'y trouve complète, ce qui permet donc d'atteindre des prix vrais. Ainsi, des acteurs aux ressources limitées, aux capacités limitées, à la rationalité limitée peuvent ensemble connaître et interpréter correctement l'information. Le marché financier véhicule un mythe de la connaissance parfaite.

III.4.2. Le marché financier

La transformation de la théorie du marché, passé d'un équilibre général issu d'une concurrence parfaite à une concurrence équilibrée, évitant les abus de pouvoir et la spéculation, s'applique directement sur le marché dit financier, celui, maintenant virtuel, de l'échange de titres de propriété (actions, obligations, bons, matières premières, etc) contre des monnaies, ainsi que toutes les combinaisons possibles entre eux. Ce marché est très majoritairement un marché secondaire (lieu d'échange de titres existants), donc sans émetteur de titres nouveaux, au contraire du marché primaire (émission de titres nouveaux, en général par le sous-jacent, l'entreprise). Dans le marché secondaire, il n'y a donc plus de producteur, il n'y a que des échangeurs, soit une quantité de biens (de titres) limitée. Le prix d'un titre est déterminé, pour des titres très liquides, par une multitude d'acheteurs et de vendeurs, dans une configuration de marché qui peut de ce fait être caractérisée comme hyperconcurrentielle. Le pouvoir sur ce marché est en effet si fragmenté entre les acteurs normaux qu'il peut être considéré au niveau individuel comme presque nul : chaque acteur est un preneur de prix (à l'opposé du faiseur de prix, celui qui possède un pouvoir de marché), donc sans capacité d'influence significative sur le prix. Le marché financier, construit de façon à tendre vers la perfection concurrentielle du marché, crée une concurrence énorme entre les acteurs qui fait disparaître leur pouvoir individuel. Il trouve donc directement son origine de la théorie du marché parfait, qui a été ici abandonnée.

Le prix fixé sur le marché financier hyperconcurrentiel pourrait alors se révéler comme le prix vrai, juste, postulé par la théorie néoclassique, un prix issu de la disparition des pouvoirs. En réalité, ce n'est jamais le cas, puisque le prix obtenu par la quasi-disparition des pouvoirs individuels est un prix instable par nature, par les problèmes générés par l'excès de concurrence. Le marché financier est l'exemple le plus remarquable d'un excès de concurrence et de ses résultats négatifs, par sa construction même. Dans le marché financier, sans pouvoir de marché identifié, chaque acteur individuel cherche à connaître la répartition des acteurs du côté de la vente ou de l'achat, pour pouvoir se positionner du côté des plus puissants (et dans le marché financier, la puissance est constituée par le nombre, donc par la majorité, puisque le pouvoir individuel est trop restreint pour avoir une influence individuelle sur le prix). Keynes a décrit parfaitement ce comportement d'observation des acteurs sur le marché financier, qui réfute l'idée d'une valeur fondamentale des titres financiers vers laquelle les prix du marché

hyperconcurrentiel tendraient. Une courte présentation de la théorie de la valeur fondamentale d'un titre permet de comprendre le caractère rationnel attribué aux prix du marché financier, en lien avec la notion d'équilibre.

Sur le marché financier, un titre possède en théorie une valeur, nommée *valeur fondamentale* du titre, qui se calcule par la somme des flux de revenus futurs, parfaitement estimés et bien sûr actualisés d'un taux de rendement cible. Mais cette valeur fondamentale ne correspond pas au prix réel observé du titre sur le marché financier, par la faute de mauvais calculs, d'informations incomplètes, ou de changements de rendements et donc d'actualisation. Valeur fondamentale et prix peuvent donc diverger fortement, ce qui amène des opportunités pour les investisseurs de faire un gain, d'acheter un titre à un prix inférieur à sa valeur fondamentale pour plus tard le revendre quand le prix devient supérieur à sa valeur fondamentale (estimée par l'acteur en question). Une autre opportunité de gain que la seule distribution de dividendes ou d'intérêts existe donc dans le marché financier, celle de la plus-value, par l'achat et de la revente d'un titre, pour profiter d'une variation du prix correspondant à celle anticipée. Dans ce cas, il faut donc, pour l'investisseur, évaluer la perception future du prix, par le marché (par les autres acteurs), pour appréhender quand acheter et quand vendre un titre en réalisant une plus-value. Keynes a parfaitement séparé ces deux stratégies, la première, " celle qui consiste à prévoir le rendement escompté des actifs pendant leur existence entière "[552] étant nommée *entreprise* et la deuxième, " l'activité qui consiste à prévoir la psychologie du marché "[553], étant nommée *spéculation*. La spéculation n'a donc plus de lien avec le calcul de la valeur fondamentale du titre, mais avec l'évaluation de la psychologie du marché, des autres acteurs. Keynes le décrit parfaitement :

> […] cette attitude ne résulte pas d'une aberration systématique, elle est la conséquence inévitable de l'existence d'un marché financier organisé. […] Il ne serait pas raisonnable en effet de payer 25 pour un investissement dont on croit que la valeur justifiée par le rendement escompté est 30, si l'on croit aussi que trois mois plus tard le marché l'évaluera à 20.[554]

Bien sûr, la question qui mérite d'être posée ici est : comment le marché pourrait-il évaluer à 20 un titre et évaluer en même temps la valeur fondamentale à 30 ? Il y a là une incohérence

[552] John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et des prix*, Paris, Editions Payot, 1942, [1936], p. 170.
[553] *Ibid.*, p. 170.
[554] *Ibid.*, p. 167.

possible, qui se résout par le fait que le marché n'évalue pas la valeur fondamentale de la même façon que l'investisseur individuel. Si l'investisseur pense que le marché va évaluer à 20 un titre dans trois mois, alors qu'il pense que sa valeur fondamentale est 30, il doit aussi savoir que son calcul personnel de la valeur fondamentale diverge fortement de celui réalisé par le marché. Il peut avoir tort ou raison à propos de cette valeur fondamentale, mais cela n'est pas réellement important, puisqu'il s'agit de prédire ce que va penser le marché, la masse des autres investisseurs. Il ne s'agit plus de calculer mieux que les autres la valeur fondamentale d'un titre, il s'agit de calculer le calcul de la valeur fondamentale par le marché, qui aboutira au prix. Le marché financier est le véritable objet d'analyse de l'investisseur, et non le sous-jacent dont le titre est échangé. La valeur fondamentale n'est plus l'objectif, c'est l'opinion dominante des autres acteurs. Le "concours de beauté" keynésien, qui a pour but de déterminer qui va être choisie comme la reine de beauté, et non qui est la plus belle pour soi, est l'objectif des acteurs du marché financier.

Orléan caractérise la spéculation financière comme étant d'une " nature autoréférentielle ", par le fait qu'elle " ne se définit pas à partir d'une norme extérieure au marché comme peut l'être la valeur fondamentale ou l'utilité, mais à partir du marché lui-même "[555]. Le marché financier ne fait pas référence à une valeur externe, mais à une évaluation permanente des acteurs entre eux, à la recherche du pouvoir de marché qui orientera le prix : sur un marché financier très liquide et réglementé contre la manipulation individuelle des prix (un acteur ne peut pas participer à un pourcentage important d'échange pour ne pas "fausser" le prix du marché), le pouvoir de marché est le pouvoir des plus nombreux, de la majorité. En théorie, l'équilibre sur la valeur fondamentale d'un titre financier devrait être issu des interactions entre acheteurs et vendeurs entrepreneurs (c'est-à-dire qui ne spéculent pas), chacun d'entre eux réalisant son calcul, sa prédiction, et achetant ou vendant ses titres en fonction de ce calcul, pour se retrouver à sa valeur fondamentale. Ce calcul est dynamique, dans le sens où chaque événement important du monde concernant directement le sous-jacent du titre ou son environnement économique entraîne une modification, mineure ou majeure, de sa valeur fondamentale. L'investisseur recalcule en permanence la valeur fondamentale des titres qu'il veut acquérir ou vendre. L'équilibre sur la valeur fondamentale se réalise sur le marché, par la confrontation par la loi de l'offre et de la demande, par l'intermédiaire des prix. Le prix

[555] André Orléan, *L'empire de la valeur*, Paris, Seuil, 2011, p. 270.

permet en théorie de faire connaître la conception dominante de la valeur fondamentale à tous les acteurs, celle qui est la valeur fondamentale du marché.

Un investisseur peut donc constater une variation de son calcul par rapport à celui des autres acteurs seulement en observant le prix du titre, et donc agir sur le titre s'il considère que son évaluation est plus pertinente, ou bien revoir son évaluation en se disant que le marché calcule peut-être mieux la valeur fondamentale que lui. La théorie donne d'ailleurs raison à ce deuxième choix, puisque le marché est *censé* interpréter les informations beaucoup mieux qu'un individu seul. Mais, en se retirant du marché, en n'agissant plus par l'achat ou la vente de titres, l'investisseur rend le phénomène de fixation du prix imparfait, phénomène qui suppose sa participation pour être parfait. L'évaluation de l'investisseur qui se base en réalité sur l'observation des autres évaluations, sur le marché, implique que le prix n'a pas de lien avec la valeur fondamentale du titre, puisque l'autoréférence supprime l'intérêt d'une valeur fondamentale. L'équilibre du prix de marché sur la valeur fondamentale disparaît dès qu'il est tenté de l'atteindre, puisque l'investisseur, rationnel, remet en question son évaluation en fonction de celle dominante et donc empêche le mécanisme de fonctionner[556]. Le prix ne peut refléter la valeur fondamentale sur un marché financier, du fait de cette boucle de rétroaction qui fausse la loi de l'offre et de la demande.

En fait, idéalement, pour que la valeur fondamentale ait un rôle, le prix de marché devrait être invisible aux investisseurs, qui se décideraient à acheter à un prix qui serait le reflet de leur propre calcul de la valeur fondamentale, et non du prix que le marché leur indique. Ainsi, sans prix de marché visible, l'investisseur achèterait au seul prix qui l'intéresse, celui issu de son calcul et non de sa spéculation. Cet idéal est irréaliste, car l'information fournie par les prix est fondamentale pour le fonctionnement du marché, comme Hayek l'a très bien montré, mais une stratégie inverse à celle actuelle d'hyperspéculation pourrait lui rendre plus de rationalité, en le rapprochant du calcul. Empêcher les variations de prix pendant une courte période donnée, une minute par exemple, éviterait l'hyperspéculation à très court terme, tout comme obliger la détention minimale d'un titre, autre idée à l'encontre de l'objectif néoclassique de liquidité

[556] Ou bien l'investisseur pense que le marché se trompe, et donc fixe un prix différent, ce qui pose la question de l'idée de prix vrai et juste issu du marché, ou bien il pense que le marché a raison, et donc n'agit pas, ce qui pose la question de la procédure pour atteindre la perfection, si des informations détenues par des investisseurs ne se retrouvent pas dans les prix, par leurs décisions d'achat et de vente. Il y a là un paradoxe insoluble de fixation du prix du marché parfait.

parfaite issue de la concurrence parfaite, éviterait les effet négatifs de la spéculation par l'entrée et la sortie intempestive d'acteurs.

Sans équilibre possible fourni par le marché au niveau de la valeur fondamentale, le prix du titre correspond à ce qu'un prix est dans la réalité : la représentation des pouvoirs en présence. Le prix d'un titre sur un marché financier ne représente donc que le pouvoir des acteurs en présence, et la spéculation sur ce prix n'est qu'une stratégie d'anticipation de l'évolution de ce pouvoir, par le mouvement des acteurs, dont les forces peuvent être très hétérogènes, mais qui ne peuvent pas (en théorie et légalement) influer seuls sur le prix : un changement de position d'une partie significative des investisseurs, qui d'acheteurs deviennent vendeurs, amène une transformation du rapport de forces, et donc une variation de prix, ici une baisse. Le métier du spéculateur est simple, en apparence : anticiper ces variations de rapport de forces, afin de déterminer quelle sera l'évolution du prix qui en résulte dans le futur, et se ranger du côté de la majorité. Le spéculateur amplifie finalement le mouvement de prix, du marché qui survient, et peut même le créer, si suffisamment de spéculateurs font comme lui la même analyse, qu'elle soit vraie ou fausse d'ailleurs, puisque leur pouvoir collectif amène cette évolution du prix qu'ils ont anticipée. La "prophétie autoréalisatrice" de Keynes est à l'œuvre, dans la spéculation, qui est une analyse du pouvoir économique réel. Connaître l'évolution du rapport de forces sur un titre est connaître le prix futur de ce titre. Et le rôle des croyances y joue un grand rôle, comme l'écrit Orléan :

> Si chacun croit que " le marché croit à la baisse ", alors chacun sera baissier et le marché baissera effectivement en validant *ex post* la croyance conventionnelle. […] L'expérience du marché, vécu comme une force qui les dépasse et s'impose à eux, valide avec force aux yeux des investisseurs cette hypothèse d'une autonomie de l'évaluation collective.[557]

Ainsi, dans l'illusion d'une force autonome, celle du marché, se cache le pouvoir de marché collectif, instable car issu d'une concurrence excessive. Le prix dans une économie monétaire et encore plus sur un marché financier, est directement lié aux échangeurs et à leur rapport de forces. Sur un marché liquide où aucun acteur ne peut seul influer sur le prix, c'est la variation de la majorité des acteurs qui entraîne la variation du prix, dans le sillage d'un déplacement du rapport de forces. Le comportement des spéculateurs est finalement rationnel, cohérent

[557] *Ibid.*, p. 295.

avec l'idée d'un marché hyperconcurrentiel, où le pouvoir collectif domine et où la volatilité est logiquement importante, car le nombre d'acteurs l'est.

Ce comportement démontre qu'un marché hyperliquide n'est pas un idéal permettant de fixer un prix utile et vrai, au contraire. Une trop grande liquidité crée une incertitude permanente sur la répartition du pouvoir, et donc des prix qui varient de façon erratique, amenant à se poser la question de la nécessité d'une liquidité très importante des marchés financiers. La liquidité ne serait-elle pas plus néfaste que bénéfique, puisque les spéculateurs empêchent des rapports de force stables, augmentant encore l'instabilité ? Keynes écrivait en ce sens que la

> création d'une lourde taxe d'Etat frappant toutes les transactions se révèlerait peut-être la plus salutaire des mesures permettant d'atténuer aux Etats-Unis la prédominance de la spéculation sur l'entreprise.[558]

Keynes préconisait cette limitation d'une liquidité excessive pour privilégier l'entreprise par rapport à la spéculation comme stratégie d'investissement. Il semble préférable plutôt d'aider la spéculation à mieux agir en stabilisant le pouvoir, en limitant la concurrence. Puisque les acteurs, acheteurs et vendeurs, sont en permanence dans des changements de position (ils sont acheteurs puis vendeurs, puis à nouveau acheteurs, etc), puisqu'ils sont interchangeables et sans influence individuelle sur le prix, alors les rapports de force deviennent très instables, le mouvement d'une minorité faisant basculer l'orientation à la hausse ou à la baisse de prix. Et quand cette minorité devient importante, de soudaines et brutales variations peuvent être observées, chaque acteur cherchant à être du côté des puissants, de la majorité qui dicte le prix sur le marché financier.

Le mouvement en apparence erratique des cours des titres boursiers obéit à cette instabilité des rapports de force, et rend la dynamique de ces prix très différente d'un marché où un producteur reste un producteur, et un consommateur reste un consommateur. Si chacun pouvait produire et acheter alternativement, alors le bien obéirait à un rapport de forces instable qui n'est pas la meilleure solution pour que l'économie soit peu volatile. L'instabilité du rapport de forces n'est donc pas un avantage de l'hyperconcurrence, mais plutôt un inconvénient important. Un excès de fluidité sur un marché peut donc avoir des conséquences préjudiciables puisqu'elles rendent le prix très volatil. Le problème de la stabilité des rapports

[558] John Maynard Keynes, *op. cit.*. p.171-172.

de force dans un marché hyperconcurrentiel et fluide comme le marché financier, qui se répercute sur le prix et le rend très instable de façon structurelle, provient directement de cette analyse de l'économie de marché, transformé en une économie de marché qui diminue la prépondérance de la concurrence, en substituant à l'idéal de concurrence maximale celui de concurrence médiane, équilibrée. La liquidité n'est en réalité pas une solution qui permet de s'approcher des prix objectifs : une concurrence trop extrême rend instable les prix, la diminution trop importante du pouvoir individuel au profit d'un pouvoir collectif (bien plus mouvant par construction) est néfaste à la stabilité des prix. Il faut donc un minimum de pouvoir de marché pour chaque acteur, suffisant pour qu'il ne choisisse pas de suivre la majorité, mais insuffisant pour qu'il ne puisse abuser seul ou en petite coalition de son pouvoir. La concurrence parfaite, ou s'en approchant, n'est pas une solution. En partant du pouvoir, l'objectivité des prix est donc à rechercher dans une organisation où les rapports de force sont équilibrés, et où donc les prix ne sont plus des abus de pouvoir, sans pour autant que le pouvoir ait disparu. Plus la concurrence est fluide, plus le rapport de forces devient instable, et plus le prix peut osciller en fonction de ces variations rapides et intenses des rapports de force. Il ne s'agit pas d'un plaidoyer pour le monopole ou l'oligopole, au contraire, mais la concurrence ne doit pas être trop forte, car elle en devient néfaste. Répondre au défi du monopole, de l'oligopole, des pratiques capitalistes anti-concurrentielles par l'idée d'une concurrence maximale est une erreur, l'augmentation excessive de concurrence illustrée par le marché financier amenant une instabilité structurelle. Un certain niveau de concurrence se révèle donc nécessaire pour éviter les abus de pouvoir, mais l'orientation vers un maximum de concurrence n'est pas une solution, et encore moins, réaliste.

Finalement, le pouvoir de marché ne disparaît jamais, même par la concurrence la plus grande possible, il est seulement placé dans les mains de la majorité lorsque la concurrence devient extraordinaire, comme dans le cas des marchés financiers. Ce transfert du pouvoir de marché (le pouvoir de fixer les prix) à la majorité entraîne des conséquences économiques fâcheuses, au premier titre desquels une volatilité des prix élevée (et néfaste pour la production) par les comportements rationnels mais moutonniers des acteurs. Même s'il est possible alors d'écrire que le pouvoir de marché individuel n'existe plus dans ce cas, le pouvoir de marché existe encore, l'absence de pouvoir individuel ne signifiant pas l'absence de pouvoir en général[559].

[559] Pour illustrer encore ce point fondamental, ce n'est pas parce que je n'ai pas le pouvoir individuel de soulever une voiture que je ne pourrai pas le faire à 10, avec 9 personnes en plus. Ce n'est pas la main invisible qui va permettre de soulever la voiture, mais le pouvoir collectif des acteurs. Ainsi, la fixation d'un prix dans une

Ne connaissant pas les choix de la majorité *a priori*, l'acteur sur un marché financier en est donc réduit à deviner où la majorité va se positionner, où le pouvoir de marché va se trouver, pour se placer du même côté que ce pouvoir, et donc engranger une plus-value. Le " concours de beauté " keynésien est à l'œuvre, seulement, aucun concept de beauté ne régit réellement le concours, seulement les émotions des acteurs, leur crainte ou confiance, leurs interprétations des informations et leurs croyances, qui se traduisent enfin en un pouvoir collectif orientant les prix, quand une majorité a peur en même temps ou confiance en même temps. La stabilité d'une économie hyperconcurrentielle est impossible, tant que la majorité a le pouvoir et peut faire varier les prix selon ses humeurs, selon les passions de la foule. De ce point de vue, la limitation des marchés financiers sur beaucoup de prix essentiels est très salutaire pour l'économie. Par exemple, les salaires ou les prix de l'immobilier, s'ils étaient fixés par le marché financier, généreraient une instabilité économique pratiquement insoutenable dans la pratique[560], justifiant donc l'idée d'un retrait de certains prix du marché financier, ou mieux, celle d'un changement du fonctionnement du marché financier.

En conclusion, le marché financier, tentative de réalisation pratique de la théorie du marché naturel parfait, se transforme par la substitution de l'équilibre général au profit de l'équilibre de la concurrence issu d'une nouvelle définition du marché. Il se transforme en marché moins concurrentiel, plus stable, où la spéculation à (très) court terme est découragée, et où les acteurs ont des pouvoirs de marché qui les rendent responsables de la fixation du prix, sans avoir comme stratégie de poursuivre l'avis de la majorité. L'hyperconcurrence, de concept très positif pour les prix et le marché, se révèle très négative, pour la production comme pour l'échange. La liquidité, objectif "sacré" des marchés financiers, est néfaste à la stabilité de l'économie réelle. Cette compréhension neuve du marché financier illustre à merveille les effets de la transformation de la définition de l'économie de marché, non plus parfaite, mais une économie de marché à la concurrence équilibrée.

Une autre facette de la séparation entre capitalisme et économie de marché concurrentielle se révèle au niveau de l'oppression supposée du capitalisme contre les salariés. La dénonciation marxiste fondée sur la valeur-travail ne fonctionnant pas, une autre forme de dénonciation est

---

marché hyperconcurrentiel relève du pouvoir collectif des acteurs, et non de la main invisible. Ce pouvoir collectif qui oriente le prix provient de la majorité des acteurs, du sens où la majorité oriente le prix, si l'on considère que tous les acteurs sont de pouvoir relativement égal et faible.

[560] Imaginer des salaires variant de plusieurs dizaines de pourcent pendant une année, à la hausse ou à la baisse, comme les loyers ou les prix du pain, de l'eau, etc, serait une source de chaos économique, avec des comportements de consommation et de production beaucoup trop instables et donc insoutenables.

révélée par des prix fixés par le pouvoir de marché plutôt que par la concurrence parfaite. Les salariés sont donc aussi opprimés dans le capitalisme, au niveau de l'incertitude et de la rémunération de cette incertitude.

III.4.3. Oppression du capitalisme envers les salariés

Le capitalisme, défini par son pouvoir de marché aux mains des actionnaires, est directement opposé à l'économie de marché concurrentielle parfaite, auto-régulée, dont l'objectif est la satisfaction optimale du client, et qui fait disparaître son intérêt premier, le profit. Par rapport à d'autres modalités économiques de contrôle de la production par les producteurs (comme les coopératives par exemple, où le contrôle est aux mains des salariés), le capitalisme n'est en ce sens pas plus néfaste au client, puisque les intérêts de production, contre le client, seraient les mêmes (si l'on considère que les salariés voudraient également la rémunération maximale de leur activité de production, ce qui est une hypothèse contraignante). En effet, une entreprise dirigée par ses salariés n'aurait pas intérêt non plus à satisfaire ses clients de manière optimale, puisqu'elle se priverait d'une valeur ajoutée supérieure (extorquée par son pouvoir de marché) qu'elle pourrait redistribuer. Le pouvoir ne servirait pas aux actionnaires mais aux salariés, sans changer fondamentalement les comportements à l'encontre des clients, de l'économie de marché. Mais ce changement de répartition du pouvoir transformerait par contre complètement le rapport salarial, dénoncé par Marx, qui constituait selon lui l'essence du capitalisme. L'inversion de ce rapport entre capital et travail ferait donc disparaître le capitalisme marxiste. L'accusation d'extorsion de plus-value se retournerait-elle alors, avec une accusation envers les salariés, d'extorsion de plus-value à l'encontre des actionnaires, de transfert de valeur du profit vers les salaires ? La même question se pose dans le système économique réel actuel : le capitalisme abuse-t-il vraiment de son pouvoir envers les salariés ?

La découverte d'un argument théorique selon lequel le capitalisme est justifié dans l'utilisation de son pouvoir, il n'exploite pas les salariés dans l'utilisation à des fins de profit de son pouvoir de marché - il réussit déjà à abuser les clients en contournant la concurrence -, serait une avancée importante dans la dénonciation du capitalisme de pouvoir. Le concept marxiste d'exploitation des salariés est cependant invalide avec cette conception complète du pouvoir capitaliste, qui ne s'applique pas qu'au salarié, mais à tous ses échangistes, car il faut présupposer tout d'abord que la valeur d'un produit provient seulement du travail, le capital s'appropriant une partie du travail fourni par le travailleur. Sans cette idée originelle de valeur-travail, l'exploitation marxiste perd son sens, car le travailleur n'est plus dépossédé de (ou mal rémunéré pour) quelque chose qui lui appartient. Il vend seulement une capacité de production qui, alliée à du capital, crée un produit avec une certaine valeur sur le marché,

valeur validée par l'échange et qui se comprend comme un mélange variable de rémunération du capital et du travail. L'idée d'exploitation marxiste n'est donc pas suivie, pas plus que l'idée que le marché fournit le prix correct pour le travail - et n'importe quel bien -, car il ne s'agit pas du marché concurrentiel parfait, l'équilibre général n'existant pas.

L'abus de pouvoir envers les salariés est complexe à analyser dans la réalité, puisqu'il a trait à la répartition des gains de la production, au risque d'échec de l'entreprise, aux licenciements. Il ne peut être que superficiellement couvert ici, à la recherche d'une raison qui puisse justifier les profits et donc par déduction expliquer pourquoi le travail n'est pas mieux rémunéré. Ce chapitre est un chapitre théorique, qui ne nie en aucune façon la méthode réelle capitaliste de création de profit par l'utilisation de son pouvoir de marché. Cette méthode comprend à la fois le recrutement de salariés à une rémunération fixe faible[561] sur le marché du travail, et la vente à un prix supérieur au prix d'équilibre parfait[562], concurrentiel, de son ou ses produits. Il en résulte une différence de valeur, que Marx appelait plus-value, mais qui peut être assimilée au profit, en négligeant, pour les besoins de l'étude, l'impôt et la rémunération des autres moyens de financement que le capital. Si le pouvoir capitaliste n'a besoin d'aucune justification dans la réalité pour générer du profit, une argumentation théorique a été développée pour le justifier, néanmoins, dans le cadre de l'esprit du capitalisme comme idéologie de justification, qui rend acceptable l'utilisation de la puissance économique.

La répartition de la valeur ajoutée dans une entreprise, entre les deux facteurs de production que sont le capital et le travail, est une répartition entre des salaires majoritairement fixes et un profit variable, dans cet ordre au niveau du compte de résultat de l'entreprise. Le salaire est prélevé avant le profit, ce qui lui fournit une plus grande garantie de paiement. Les entreprises emploient des proportions variées de capital et de travail, et en ressortent des biens vendus sur le marché, issus du mélange indissoluble des deux facteurs en même temps. Il devient alors impossible de séparer matériellement la part revenant au travail de la part revenant au capital de façon correspondant à l'impact de chacun, car l'impact de chacun est incalculable, comme l'écrit Castoriadis :

[561] L'étalon pour juger d'une rémunération fixe faible est bien sûr la valeur ajoutée produite individuellement, très difficile à évaluer, et impossible *a priori*. Il existe donc un risque de recrutement pour les entreprises, risque qui est pris en compte également dans la rémunération.
[562] Un équilibre des pouvoirs plutôt que l'équilibre néoclassique théorique, voir la dernière partie de cette thèse.

> Tout aussi arbitraire est l'imputation du résultat productif à tel ou tel facteur de production, le " capital " ou le " travail ". Capital (au sens des moyens de production produits) et travail contribuent au résultat productif sans que l'on puisse, sauf dans les cas les plus triviaux et encore, séparer la contribution de chacun.[563]

L'impossibilité de séparer précisément l'impact de chaque facteur, capital et travail, dans les produits vendus, alors qu'ils sont l'un comme l'autre indispensables, et l'impossibilité ajoutée d'appréhender la valeur réelle du capital créent une difficulté. La difficulté consiste à essayer de déterminer quelle pourrait être une rémunération adéquate de ces deux facteurs, sans pour autant se reposer sur, premièrement, une proportion de quantité de facteur inséré dans les produits vendus, proportion impossible à déterminer, ou, deuxièmement, un volume de capital employé, puisque la relation entre capital et profit n'existe pas[564]. Le recours au marché n'est bien sûr pas une solution, puisque le marché n'est pas en équilibre, que le pouvoir de marché est présent et rend 'injuste' les prix en permanence, empêchant une justification des profits par le marché concurrentiel.

Une autre approche fournit une justification à la répartition des fruits de la production. Cette approche est celle de la prise de *risque*, qui s'étend à la notion d'incertitude quand le risque n'est pas calculable. Milton Friedman synthétise parfaitement cette approche, dans la définition même du mot 'profit' :

> Le mot *profit* en est venu à désigner les gains procurés par la gestion d'une entreprise, avec une allusion particulière à la récompense pour avoir pris en charge l'incertitude.[565]

Le profit ne serait donc pas la rémunération d'un facteur de production, le capital, comme le salaire est la rémunération du travail, il serait la récompense d'une prise de risque, et même plus, de l'incertitude. Le profit serait donc justifié par l'incertitude, par le succès de l'entreprise et non par l'emploi de capital en quantité variable. Il y aurait donc une rémunération du travail au prix du marché, puis une rémunération du capital par le profit, sans lien avec le marché, mais avec l'incertitude. Le profit est un concept hors marché, il ne s'achète ni ne se vend pas.

---

[563] Cornelius Castoriadis, *Figures du pensable, Les carrefours du labyrinthe VI*, Paris, Editions du Seuil, 1999, p. 76.
[564] Cf ci-dessous Knight, mais aussi Schumpeter ou Nitzan et Bichler, sur cette absence de relation.
[565] Milton Friedman, *Prix et Théorie économique*, Paris, Economica, 1983, p. 325.

Le concept d'incertitude, développée par Frank Knight, et popularisée par Keynes au niveau macroéconomique, se distingue du risque, car elle non mathématisable, non assurable :

> Nous devons à celui-ci [Knight] une insistance très utile sur la distinction entre les risques assurables et l'incertitude non assurable, et, en second lieu, une théorie du profit liant cette incertitude non mesurable d'une part au changement rapide de l'économie (principale source d'incertitude, les perturbations extra-économiques exceptées) et d'autre part aux différences de capacités pour les affaires.[566]

Dans son livre *Risk, Uncertainty and Profit*, Knight[567] distingue trois types de probabilités, la première, la plus certaine, appelée probabilité *a priori* (le cas du jeu de dés), la deuxième, relativement certaine, appelée probabilité statistique (le cas d'un groupe homogène dont il peut être observé une fréquence historique de survenance d'un événement et l'étendre au futur, comme l'incendie d'un type de maison) et la troisième, appelée incertitude, où aucun calcul de probabilité n'est possible, l'événement en question, unique, n'ayant jamais été observé (les décisions d'investissement des entrepreneurs par exemple). Le dernier type est nommé incertitude car aucune probabilité ne peut être calculée sur le succès ou l'échec de l'action envisagée. Les deux autres types sont des risques, que les probabilités permettent de mesurer, et maîtriser par l'assurance.

L'incertitude, que prend en charge le capital, serait donc un argument puissant pour justifier que les actionnaires s'approprient la totalité des profits générés par l'entreprise. Puisque l'incertitude ne permet pas de calculer un niveau de rendement correspondant à différentes situations, puisque des événements impossibles à assurer ou à anticiper surviennent et peuvent faire disparaître l'entreprise, ou la mettre en très mauvaise position, un taux de rendement cible (fonction de l'incertitude) du capital ne peut exister. La quantité de capital n'est pas une référence pertinente pour évaluer l'adéquation du prélèvement des bénéfices, puisque le taux à y appliquer est indéterminé. L'incertitude est finalement un argument puissant pour justifier le prélèvement de n'importe quel volume de profit par les actionnaires, puisque aucun taux de rendement n'est calculable. Sans capacité d'évaluation du taux de rendement du capital, sans risque probabilisable, l'actionnaire peut prélever, par l'usage de son pouvoir, la totalité des profits possibles. L'incertitude est le meilleur argument pour justifier l'utilisation maximale du

[566] Joseph Schumpeter, *Histoire de l'analyse économique, III – l'âge de la science*, p. 202.
[567] Frank H. Knight, *Risk, Uncertainty and Profit*, Houghton Mifflin, New York, 1921.

pouvoir capitaliste, puisqu'il supprime toute référence mathématique au profit et au capital. Quelle que soit la somme de capital engagée, même très faible, l'incertitude justifie le profit, comme si la perte possible de 1 000 euros de capital justifiait un profit de 1 000 000 000 euros au nom de l'incertitude. Cet argument, repris par Baechler sous le terme d' "initiative", revient à justifier n'importe quel profit à partir de n'importe quelle action légale, dès que du capital y a été introduit.

L'argument majeur en faveur du profit est donc non pas la prise de risque, mais l'existence d'incertitude, qui rend toute relation mathématique entre volume de capital et volume de profit impossible. Mais de façon inversée, si le capital ne peut être relié au profit, il peut par contre servir de limite à l'engagement de perte, à l'assurance en faveur des salariés. En effet, l'accord d'embauche - volontaire, non forcé par la nécessité de vivre - des salariés dans une entreprise capitaliste devrait en théorie refléter l'idée d'une assurance contre la fluctuation de la valeur ajoutée, un salaire fixe contre une forme de garantie de rémunération dans le temps. Sinon, le contrat de travail comprendrait une rémunération du travail complètement variable, alignée en fait sur la rémunération du capital, et donc avec le même niveau d'incertitude, le même accès à une rémunération illimitable car incalculable. Le contrat de travail habituel comprenant un salaire fixe obéit donc à une décorrélation entre capital et travail au niveau de l'incertitude, et donc de la fourniture d'une assurance du capital au travail. Mais quelle assurance contre cette même incertitude les actionnaires peuvent-ils alors fournir à leurs salariés, s'ils en fournissent une ?

La théorie d’une assurance fournie par les actionnaires à ses salariés n’est pas récente. En 1921, Knight, toujours et déjà, décrivait l’entreprise comme un accord entre les entrepreneurs, confiants et aventureux, et les salariés, timides et prudents. Les entrepreneurs assument le risque et assurent les salariés des aléas du futur en contrepartie d’un revenu fixe, ce qui répond à ces différences de caractère. Mais ils ne les assurent qu' à hauteur de leur capital engagé, dans une société anonyme. La différence de traitement est flagrante et doit être encore soulignée car elle illustre l'abus capitaliste par excellence, un argumentaire en faveur d'une rémunération différent de celui en faveur d'une assurance du travail. Il existe une incertitude qui empêche de fixer une limite au gain, au profit, mais n'empêche pas de limiter l'assurance fournie au travail, limite fixée au volume de capital employé. La relation mathématique avec le capital employé fonctionne pour l'assurance au travail, elle ne fonctionne pas pour le profit.

Ainsi, l'argumentation capitaliste la plus puissante, l'incertitude, qui justifie théoriquement le profit de la meilleure des façons, absolument, est biaisée. Cet argument d'incertitude n'est pas repris au niveau du contrat de travail, il n'est utilisé que pour une partie de la discussion. En effet, si l'incertitude empêche effectivement de calculer, et donc limiter, le profit par rapport au capital employé, elle devrait empêcher de limiter également l'assurance au capital, afin de protéger le salarié complètement contre cette même incertitude. L'assurance fournie par le capital en contrepartie d'une rémunération fixe du travail est au contraire limitée au capital, ce qui emporte une différence de position critiquable. Dans ce cas de figure, et toujours hors de l'argument du pouvoir dans la réalité qui force le salarié à accepter une proposition inéquitable pour vivre, le salarié devrait plutôt, théoriquement, refuser toute différence de traitement sur la variabilité de son salaire par rapport au profit, et aligner sa rémunération sur celle du capital puisque l'incertitude s'applique à eux deux. Si l'incertitude ne peut être assurée par le capital en faveur du travail, autant que le salaire soit traité de même façon que le capital.

L'assurance contre une incertitude non mathématisable, avec une telle limite de capital, n'est donc pas intéressante pour le salarié, puisqu'il n'est pas couvert contre les faillites, dépôts de bilan, et encore plus, les licenciements. Le travail subit donc une incertitude structurelle que le capital ne peut pas lui assurer (et ne veut pas, surtout) :

> Rappelons que la justification économique d'une gouvernance fondée sur le contrôle des actionnaires est que ceux-ci sont seuls à assumer le risque non contractualisable des entreprises. L'observation des deux dernières décennies montre au contraire que les actionnaires n'ont eu de cesse de rejeter le risque sur les salariés, au fur et à mesure du démantèlement des droits sociaux acquis pendant l'essor de la société salariale.[568]

L'argument de l'incertitude, développé spécifiquement en faveur du capital, pour légitimer les profits, n'est pas transféré au niveau de l'assurance du travail. C'est cette absence de cohérence entre profits et assurance, au niveau de l'argumentation, qui permet de considérer que le capitalisme est un abus de pouvoir envers les salariés. L'incertitude est un argument seulement partiellement, et partialement, déployé, dans un sens favorable au capital.

[568] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *Dérives du capitalisme financier*, Editions Albin Michel, Paris, 2004, p. 348.

En réalité, l’incertitude a un poids qui s’applique légèrement plus sur le capital que sur le travail, dans la structure du compte de résultats donnant la priorité aux salaires par rapport au profit, et donc exposant plus le capital que le travail. Le salaire est encore payé avec les pertes du capital, dans la limite de ce capital. Cette différence, qui place en première ligne le profit, et même le capital, avant les salaires, permettrait donc de justifier un prélèvement inégal des profits par rapport aux salaires. Mais, vu le niveau de capital employé, l'assurance fournie aux salariés est bien faible, et ceux-ci n'ont aucune justification claire, autre que la domination capitaliste injustifiable en théorie, à accepter un salaire fixe, où ils subissent l'incertitude sans en engranger les gains, si gains il y a. Une inversion des facteurs de production, de l'assurance dans l'entreprise, permet d'illustrer théoriquement les problèmes générés par la décorrélation entre profit et assurance dans l'entreprise capitaliste, en repartant du compte de résultat.

Le compte de résultat, par sa constitution, met parfaitement en avant la priorité théorique des salaires sur la rémunération du capital. Les profits de l’entreprise, en dernière position, sont donc plus exposés aux fluctuations de l’activité : ils seraient plus risqués car plus volatils, à la hausse comme à la baisse. Mais le pouvoir capitaliste permet presque une inversion totale de cet ordre, par les licenciements et par l'absence d'assurance contre l'incertitude. Si jamais, au contraire, les travailleurs décidaient de supporter l'incertitude, laissant une rémunération fixe au capital ? L'abus de pouvoir du capitalisme disparaîtrait, exposant la différence de salaire que l'argument d'incertitude masquait, celle entre risque et incertitude.

La meilleure compréhension possible du mécanisme de l’assurance dans l'entreprise revient à intervertir les facteurs dans l’entreprise, pour en évaluer l’impact. Le travail, en la personne des salariés, est considéré dans le capitalisme comme un outil à disposition du capital. Comme tout outil, les salariés sont utilisés s’ils sont nécessaires, et abandonnés quand ils ne le sont plus. Ainsi, les salariés sont licenciés, quand il est possible de le faire, et embauchés quand il y a en besoin. Le marché du travail comporte une offre de travail, avec un prix variable en fonction du pouvoir de négociation des salariés (syndicalisation, concurrence entre individus, chômage, compétences uniques des salariés, disponibilité géographique, etc) par rapport aux entreprises capitalistes. Le salaire, fixé par le pouvoir, ou plutôt par l’opposition des pouvoirs entre les acteurs, trouve ici un nouvel exemple prenant en compte les contraintes du temps, d’espace, de capacités des acteurs, de leur psychologie, et même de leurs croyances et modes de vie. Le prix du marché du travail obéit aux mêmes caractéristiques que les autres

prix de marché, l'impact du pouvoir sur la formation des multiples salaires, en fonction des types de métier demandés, les rendant déconnectés les uns des autres.

L'offre de rémunération du travail est bien sûr celle offerte par l'entreprise et acceptée par le salarié. Le salarié dispose (imparfaitement) des offres des entreprises capitalistes, et essaie de choisir celle qui est la meilleure pour lui, par rapport à ses intérêts et ses compétences (et inversement l'entreprise essaie de choisir parmi les travailleurs potentiels le meilleur salarié au meilleur prix). Le travailleur peut bien sûr tenter de construire son entreprise également, mais ceci est une solution offerte par le marché que tous ne peuvent pas prendre. Si l'on considère, pour ce seul moment de l'analyse, le marché comme équilibré, comme une institution juste, dans le sens où cette institution fournit le juste prix aux différents biens disponibles (en comparaison avec d'autres systèmes de fixation de prix plus injustes), le système capitaliste ne semble souffrir d'aucun défaut par rapport au travail. Il fournit du travail à un certain prix fixé par le marché, que le salarié peut refuser pour partir chercher une autre offre, ce qui implique une variation du prix du travail jusqu'à obtenir l'équilibre, l'optimum, sur le marché.

Cet équilibre général, réfuté, est absent et ne peut former de référence adéquate de salaire, à moins de considérer que les répartitions réelles de pouvoir sur un marché sont des arguments légitimes et suffisants pour expliquer le niveau des salaires. Cet argument se fonde sur la réalité : si un salarié ne part pas ailleurs, c'est parce qu'il ne trouve pas mieux ailleurs, et n'a donc aucune raison de se plaindre, son choix étant celui de rester dans l'entreprise où il travaille. Le salarié n'a pas le pouvoir de négocier mieux sa force de travail, il doit donc se soumettre. L'argumentation sur la base du pouvoir de l'entreprise est valable, mais elle ne remplit pas réellement l'objectif de trouver une raison à la répartition de la valeur ajoutée dans une entreprise, sauf à dire qu'est adéquate toute répartition issue des rapports de force entre acteurs, quand les plus grands pouvoirs (ceux de l'organisation et de la propriété) sont aux mains des actionnaires. Ainsi, les prix du marché réel seraient en permanence adéquats, puisqu'ils représenteraient le pouvoir économique tel qu'il est. Ce qui doit être est ce qui est. Cette méthode de résolution de l'adéquation ne fait qu'éluder la question, puisque tout état de fait est finalement adéquat. Si historiquement la répartition des pouvoirs et donc la fixation des prix sur le marché est considérée comme un processus qui aboutit à la meilleur situation possible, alors les salaires issus du marché n'ont pas de raison d'être questionnés.

Mais le marché actuel n'est jamais en équilibre et ne peut fournir de prix non critiquable, il peut simplement fournir le prix que la lutte de pouvoirs des acteurs génère. Le prix de marché n'apporte donc rien sur la question de la répartition de la valeur ajoutée, puisque le salaire fourni par le marché n'y est pas relié. L'exemple opposé au capitalisme l'illustre bien, une entreprise où ce n'est plus le salaire qui est prioritaire, et relativement garanti, mais le capital. Il peut en effet exister une entreprise où la rémunération du capital est fixe, et où les salaires sont variables. Le travail prend ainsi à sa charge l'incertitude, en laissant au capital une rémunération fixe, garantie par le travail. Ce système théorique est appelé *travaillisme* par la suite, à l'opposé du capitalisme, pour illustrer l'inversion de pouvoir, de risque, et de rémunération des facteurs de production. Les actionnaires ne disposent dans ce système d'aucun pouvoir de décision dans l'entreprise, puisque les salariés le détiennent, en contrepartie du risque qu'ils subissent de ne pas être (bien) payés, et de la garantie de toujours rémunérer le capital avant les salaires (la rémunération du capital serait donc une charge, et les salaires l'excédent ajustable final). Ainsi, si des difficultés apparaissent, ce sont les salaires qui sont les premiers impactés, le capital gardant sa rémunération garantie. Au contraire, si les affaires se développent, alors les salaires peuvent atteindre des niveaux inespérés, tandis que le capital conserve sa rentabilité garantie.

L'abus de pouvoir possible de prélèvement de profits élevé en l'absence d'assurance fournie aux salariés dans le capitalisme disparaît dans ce système, laissant la place à un autre abus possible, celui opposé que l'on peut appeler l'abus travailliste. L'abus de pouvoir travailliste, dans ce mode de répartition inversé de la valeur ajoutée, serait de laisser une rémunération fixe au capital, au nom de l'incertitude prise en charge par le travail, et de ne pas pour autant l'assurer vraiment contre les échecs, donc d'impacter la diminution de la valeur ajoutée en priorité sur le capital. Ainsi, les détenteurs du capital, dans ce système, pourraient trouver inadapté de subir l'incertitude sans voir leur rémunération augmenter quand l'entreprise se porte bien. L'abus de pouvoir se transforme, se retourne, des actionnaires vers les salariés : ce retournement montre l'interaction entre incertitude et abus de pouvoir.

Il n'y a en conclusion pas de corrélation entre assurance et profit, l'incertitude ne servant qu'à légitimer les profits. L'entreprise capitaliste n'est pas critiquable pour ses profits au nom de l'incertitude, mais parce qu'elle fournit une assurance au travail qui ne peut couvrir cette même incertitude, et qu'elle ne fournit pas la variabilité suffisante pour équilibrer des rapports semblables face à l'incertitude. La critique des salariés la plus pertinente contre le capitalisme

est donc la pratique du capital de faire peser l'incertitude sur les salaires tout en conservant la totalité des profits. Le capital n'assure pas le travail comme il le devrait, sans pour autant lui rétrocéder en contrepartie une plus grande part de la valeur ajoutée. Puisque l'incertitude, le licenciement ne font pas varier significativement la rémunération du travail, le capitalisme est un abus de pouvoir sur les salariés. En plus d'avoir à accepter la rémunération fixe que leur fournit le marché imparfait au lieu d'un salaire variable reflétant l'incertitude, les salariés doivent en plus subir le risque de licenciement que le capital décharge sur eux, tout en conservant ses profits. La répartition de la valeur ajoutée entre salaire et profit est simplement déformée par l'absence d'assurance du travail, liée à l'incertitude et aux licenciements[569].

L'oppression capitaliste se révèle finalement double, une première d'origine néoclassique d'un côté, voire néolibérale, où le capitalisme utilise son pouvoir de marché contre le client, en diminuant la concurrence que pourrait utiliser le client, et une deuxième d'origine marxiste, de l'autre, où le capitalisme ne rémunère pas correctement le salarié vis-à-vis de l'incertitude qu'il subit, par les licenciements en particulier. Le capitalisme est donc un abus de pouvoir global, à l'encontre de tous ses partenaires d'échange, qu'ils soient clients ou salariés[570]. Mais cette analyse du rapport entre capital et travail démontre qu'il existe globalement autre chose que la seule concurrence en économie, en particulier dans la sphère de production, des entreprises. Il existe aussi la coopération.

[569] Même si les entreprises capitalistes utilisaient réellement les profits et le capital comme variateurs avant les licenciements de salariés, la limitation de l'assurance par rapport à l'incertitude rend le capitalisme abusif. Il faut une rémunération variable forte et permanente.

[570] Un cas moderne de correction de ce problème salarial est celui des stock-options délivrées au salariés dans un certain nombre d'entreprises, mais il semble plutôt allier actionnaires et salariés contre le client, dans un abus de pouvoir du client, que de résoudre globalement le problème de pouvoir du capitalisme.

III.5. Conclusion : la coopération au-delà de la concurrence

Le néolibéralisme étudié plus haut démontre bien l'importance de la concurrence, mais aussi ses limites, puisque la concurrence parfaite est une utopie négative qui crée de l'instabilité et dissimule les pouvoirs de marché, le pouvoir capitaliste en particulier. La transformation de l'objectif de la concurrence dans l'économie de marché à un équilibre de concurrence plutôt qu'un maximum, aboutit à une critique vigoureuse du marché financier, source de volatilité néfaste pour l'économie. Apparaît un *fétichisme de la concurrence*, celle-ci se retrouvant chargée de pouvoirs absolus que la réalité économique ne confirme jamais, mais laisse transparaître, au mieux. La concurrence se révèle être la forme moderne de la main invisible, celle qui explique pourquoi l'économie de marché (ou plutôt le capitalisme pour les auteurs qui fusionnent les deux concepts) est meilleure, plus efficace, que l'économie dirigée, pourquoi l'économie de marché doit être préservée, par l'intervention de l'Etat si besoin est, parce qu'elle n'est pas naturelle, mais artificielle comme les autres institutions humaines.

La main invisible naturelle smithienne est remplacée par une nouvelle illusion, celle de la concurrence. Le néolibéralisme en est l'exemple le plus éclairant, celui du fétichisme de la concurrence qui amène à construire le rôle de l'Etat autour de ce concept, comme s'il était capable de façon surnaturelle de faire ce que tous recherchent dans l'économie de marché, l'alignement des intérêts privés avec le bien commun. La concurrence se retrouve donc investie de capacités supérieures à ce que la réalité permet, comme celles de fournir le juste prix, le vrai prix, de réussir à lutter efficacement contre les stratégies capitalistes anti-concurrentielles, de fournir des alternatives suffisantes aux différents acteurs pour être libres, choisir et être satisfaits. Mais cette interprétation positive dominante de la concurrence n'est pas partagée par tous. La concurrence a été dénoncée par Marx et Polanyi et même Mill, dans une forme de fétichisme inversé, les méfaits de la concurrence étant cette fois-ci amplifiés par rapport à la réalité, autant que ses bienfaits supposés étaient amplifiés dans l'interprétation positive. La concurrence peut donc être à la fois diabolisée et divinisée, selon les points de vue.

Du point de vue du marché, la concurrence s'oppose au capitalisme, ce que Braudel explique historiquement, quand il sépare économie de marché et capitalisme, capitalisme qui cherche à s'en débarrasser ou à la limiter le plus possible, en jouant par exemple sur le côté international

ou le contrôle des deux parties à l'échange final, pour lesquels il sert d'intermédiaire. Polanyi montre au contraire un effet particulièrement intéressant de la concurrence libre, excessive, celle de la déstabilisation de la production et de l'échange sur le long terme, avec l'irruption de ce que l'on peut nommer des spéculateurs, des acteurs de court terme, qui jouent du déséquilibre des rapports de force qu'ils peuvent créer. La concurrence doit donc être limitée afin de ne pas trop perturber les cycles de production et d'échange. Un niveau de concurrence minimal doit donc être atteint dans le marché, mais son excès est néfaste. Cette interprétation de l'intensité de la concurrence opposée à l'interprétation de la concurrence parfaite cherchant un maximum de concurrence n'amène pas une réfutation de la concurrence dans son ensemble contrairement à Marx, mais à son contrôle. Si trop et trop peu de concurrence sont néfastes, alors un équilibre de concurrence dans le marché se révèle nécessaire, à l'opposé de ce que le marché financier actuel, hyperconcurrentiel, représente et constitue.

Mais une autre conception moderne de la concurrence, comme justificatrice de profits, existe, résumée par exemple par Baechler, quand il considère comme du vol le profit réalisé par des moyens autres que l'initiative. En effet, l'idée libérale positive de la concurrence est que celle-ci permet la disparition du profit :

> Tous ces entrepreneurs capitalistes sont à la recherche du profit, qui est le prix d'une initiative, un prix décidé par les marchés et par la différence entre les coûts des facteurs et de la production d'un bien ou d'un service, et ce que les acheteurs consentent à payer pour ces biens et ces services. Comme une initiative peut être imitée et qu'un profit est toujours tentant, une entreprise heureuse s'attire des concurrentes. La concurrence banalise l'initiative et abolit le profit. Seules de nouvelles initiatives peuvent le restaurer.[571]

En laissant de côté la justification polémique du profit par l'initiative réussie de l'entrepreneur capitaliste - qui revient à justifier la totalité du profit réalisé, issu de n'importe quelle initiative économique, puisque succès et profit se définissent mutuellement, circulairement[572] -, pour se focaliser sur la causalité très répandue d'une baisse du profit par la concurrence, causalité qui découle directement de la science économique de l'équilibre du marché sous conditions de perfection, où la concurrence parfaite amène une quasi-disparition du profit, l'intérêt théorique de l'économie de marché se révèle : la concurrence doit permettre de diminuer le pouvoir de

[571] Jean Baechler, *Le capitalisme 1. Les origines*, p. 86.
[572] Cette idée est développée dans la troisième partie pour expliquer l'origine de l'abus de pouvoir capitaliste contre les salariés.

marché des producteurs capitalistes, de diminuer le prix de vente et par conséquent le profit, grâce au pouvoir accru du client par la liberté de choix entre concurrents qui lui est fournie. La concurrence est le pouvoir majeur du client face aux producteurs, lui permettant d'obtenir le meilleur prix d'un bien ou d'un service, en comparaison avec une situation de monopole ou d'oligopole.

Mais cette idée préconçue, souvent théorique, de baisse du profit par la concurrence, se trouve opposée directement au phénomène inverse, capitaliste, de création ou maintien de profit, par la concentration d'entreprises et la baisse des coûts de production non répercutés. Plutôt que la concurrence, les entreprises capitalistes s'acquièrent entre elles, fusionnent, pour limiter cette concurrence, au plus grand bonheur des actionnaires, dont le profit augmente. Ainsi est recréé un marché oligopolistique où le profit est maintenu, et les prix de vente stabilisés. La théorie de la concurrence, considérée comme une force positive qui finit toujours par apparaître, est contrecarrée par les fusions et acquisitions entre producteurs, dont l'intérêt commun est de défendre leurs profits. Les profits ne sont finalement jamais réellement en baisse durable dans le capitalisme au niveau global, à la fois par la répercussion sur les coûts des baisses de prix de vente, et par les économies d'échelle des regroupements de producteurs, si bien que le déroulement naturel d'un marché capitaliste peut se construire de la manière suivante[573] : introduction (monopolistique par définition) d'un nouveau produit par une entreprise, d'où des profits issus du monopole, puis arrivée de premiers concurrents, qui se partagent des profits élevés avec l'élargissement du marché, et amènent les premières stratégies de concentration, afin de réduire le nombre de concurrents et d'empêcher la baisse de prix, jusqu'à une situation oligopolistique, où les positions de marché sont fortes, ce qui ne permet plus qu'à de petits concurrents de survivre, sans mise en danger des profits et des parts de marché.

Cette situation oligopolistique ordinaire pourrait dériver au monopole si le capitalisme n'était pas empêché par l'Etat, les lois anti-trusts. Elle perdure jusqu'à ce qu'une nouvelle innovation, qui peut ne survenir que très longtemps après la fixation de l'oligopole, ne vienne transformer ce marché bloqué et créer à nouveau de la concurrence. Le fétichisme de la concurrence joue là encore sur l'idée de baisse du profit, alors qu'il est en réalité maintenu (et même amélioré) par les stratégies anti-concurrentielles et l'amélioration de productivité permanente (baisse des coûts) exigée par le capitalisme. Ainsi, le fétichisme néolibéral de la concurrence est-il encore

[573] Il faut cependant noter le transfert de profit entre acteurs capitalistes qui peut se produire, avec les nouveaux acteurs, les innovations technologiques, etc.

plus exposé par la séparation entre économie de marché et capitalisme. L'économie de marché n'est pas seulement une économie de concurrence, elle est également une économie de libre coopération, ouvrant la porte à d'autres moyens de limitation des pouvoirs des acteurs. Un retour au fondement du pouvoir du capitalisme, et du pouvoir de l'économie de marché, qui est aussi une organisation de pouvoir, même si elle a vocation à le faire disparaître, permet de comprendre le rôle de la concurrence comme outil de pouvoir des clients. L'économie de marché néoclassique, autorégulée, qui fonctionne optimalement sous conditions de perfection, illustre parfaitement cette idée de pouvoir des clients par la concurrence (ainsi que Friedman).

Le capitalisme est le pouvoir de production aux mains des actionnaires, pouvoir qui se révèle dans les échanges sur lesquels ils peuvent influer, par conséquent nommé pouvoir de marché, permettant des profits élevés. Le capitalisme est une forme de domination des actionnaires sur les clients et les salariés, puisque l'absence de concurrence réelle empêche la liberté complète des autres acteurs. Il est donc possible de décrire un système sans pouvoir des actionnaires, description qui a déjà été réalisée par l'économie néoclassique, le système de l'économie de marché parfaite, un système de pouvoir des clients puisqu'il permet au client d'obtenir au prix d'équilibre les biens qu'ils désirent, sans profit pour les actionnaires. L'économie de marché autorégulée, de perfection, fournit le pouvoir au client puisque dans l'économie de marché en concurrence parfaite les clients obtiennent la satisfaction optimale de leurs utilités, par rapport à la rareté physique présente.

L'économie de marché autorégulée de concurrence parfaite est donc un système économique de fourniture du pouvoir au client, qui l'utilise pour obtenir, par la concurrence, le meilleur résultat possible pour lui. Derrière le mythe historique de la main invisible du XVIII^{ème} siècle, remplacé par la concurrence, se trouve l'idée que le meilleur système économique donne le pouvoir indirectement au client, l'économie de marché se trouvant être le meilleur outil pour le client puisqu'elle aligne l'intérêt privé des producteurs avec l'intérêt des consommateurs, tout en laissant le pouvoir au consommateur. L'économie de marché en conditions parfaites se conceptualise comme un système où le pouvoir est aux mains des clients, par la concurrence parfaite, tandis que le capitalisme est un système où le pouvoir est aux mains des actionnaires.

L'esprit du capitalisme s'est d'ailleurs emparé de cette argumentation libérale de soumission au pouvoir du client, par le marché, pour se défendre contre les critiques à son encontre, et passer sous silence sa lutte permanente pour se défaire du pouvoir du client, de la concurrence

du marché. Il est en ce sens réaliste, car le plus grand pouvoir est celui du client, mais aussi mensonger, car il ne montre pas son côté anti-client, anti-marché, qui le caractérise, préférant se réfugier derrière le marché pour se justifier. Ainsi l'économie actuelle, nommée économie de marché capitaliste, est la combinaison de deux pouvoirs, parfois alignés, souvent en opposition, celui du marché, des clients et celui du capitalisme, des actionnaires, mais aussi de celui des autres acteurs, qui interagissent librement entre eux. Ce système économique fait d'antagonisme fonctionne non pas par les avantages du capitalisme, dont la justification monopolistique est presque impossible à défendre[574], mais par la force du marché, par le pouvoir au client et à sa satisfaction. Le côté démocratique positif de l'économie est révélé par ce constat, celui d'un objectif de satisfaction du client bien plus que celui du pouvoir aux actionnaires, une forme d'oligarchie économique.

L'économie de marché capitaliste est donc un système hybride, antagoniste, où deux pouvoirs majeurs s'opposent, celui du client et de l'actionnaire. Le pouvoir du salarié existe, bien sûr, mais il est plus faible dans l'économie de marché capitaliste et même fréquemment absent. L'économie de marché capitaliste, qui repose comme toute économie de l'échange libre (donc volontaire et avec un prix librement fixé, sans l'Etat), sur l'idée de bénéfice de l'échange mutuel, par l'atteinte d'un bien commun en suivant seulement son intérêt privé dans l'échange, peut cependant parfaitement exister avec cet antagonisme de pouvoir, puisque chacun lutte pour le meilleur prix, recherche son seul intérêt privé, à l'aide de son pouvoir plus ou moins grand. Au contraire, l'économie de marché autorégulée est un système économique qui a pour but de donner le pouvoir au client, de lui fournir ainsi une satisfaction maximale, en usant d'un moyen extrêmement puissant, la concurrence. Ainsi, théoriquement, dans une économie de marché parfaite, le client est satisfait de manière optimale, par rapport aux raretés réelles présentes dans le monde. Le pouvoir est dans ses mains, et la variation des prix due à la concurrence parfaite permet de découvrir les préférences des individus, dans une optimisation avec de multiples produits.

L'économie de marché concurrentielle est l'outil qui donne le pouvoir au client, grâce à la concurrence. Le capitalisme est le système économique qui donne le pouvoir à l'actionnaire. La combinaison de ces deux systèmes crée donc l'économie de marché capitaliste. Mais cette économie réelle, actuelle, est un paradoxe, avec des forces opposées entre l'économie de

[574] Schumpeter a néanmoins réalisé une tentative de justification, par l'innovation, du capitalisme de monopole ou au minimum d'oligopole, qui abouti à la défense de l'économie de marché *in fine*.

marché et le capitalisme. Dans cette interprétation du système économique, à l'aide de la grille d'analyse du pouvoir, une autre économie de marché doit théoriquement exister, qui n'oscille pas entre abus de pouvoir du capital (capitalisme) et du client (économie de marché parfaite), où chaque acteur peut suivre et atteindre son intérêt de façon suffisante, sans être opprimé par bien plus fort que soi. Théoriquement, une économie de marché d'équilibre des pouvoirs doit exister, mais comment fonctionnerait-elle ?

La concurrence est le premier moyen identifié du pouvoir du client, mais est-il le seul ? Il y en a sûrement d'autres à utiliser pour renforcer ce pouvoir, les équilibrer, et donc limiter celui du capitalisme, supprimant ainsi les abus de pouvoir capitalistes, quand celui-ci ne suit que son propre intérêt, à l'opposé de ceux du client et des salariés. Une économie de marché nouvelle, conçue non plus comme une économie de concurrence parfaite, autorégulée, mais comme une économie où il est nécessaire de chercher l'équilibre des pouvoirs, peut utiliser d'autres outils que la concurrence, même dans une vision réaliste de celle-ci. La concurrence est en effet fréquemment insuffisante, contournée par les capitalistes, inadéquate à l'objectif d'équilibre des pouvoirs de l'économie de marché telle qu'il se laisse entrevoir ici. Le capitalisme serait donc limité par l'économie de marché, mais il ne le serait pas au bénéfice d'un nouveau pouvoir trop dominant, celui des clients. La véritable économie de marché serait plutôt une économie de marché d'équilibre des pouvoirs régulant le capitalisme comme les autres abus de pouvoir potentiels.

Au lieu de chercher une régulation extérieure comme celle de l'Etat, il existerait donc un autre type de régulation du capitalisme, au sein de l'économie de marché. Une régulation intérieure, plutôt qu'extérieure serait plus pertinente pour conserver la liberté de l'économie de marché et limiter le pouvoir du capitalisme. La régulation extérieure, celle de la politique, surplombe, entoure l'économie de marché. La régulation intérieure se trouverait, au contraire, au sein même de l'économie de marché, par l'action privée de ses propres acteurs, ses propres règles libérales de confrontation d'intérêts privés et de pouvoirs. Ainsi, la régulation extérieure, politique, coercitive, serait évitée, au profit d'une régulation intérieure, économique, libérale. Une telle régulation intérieure ne se limite pas à la concurrence, mais à la coopération, surtout celle au sein des organisations de production, des entreprises.

4ème Partie : L'économie de marché d'équilibre des pouvoirs

Cette quatrième et dernière partie commence par explorer la coopération présente, comme la concurrence, dans l'économie de marché, toujours selon l'axe du pouvoir dans l'économie qui a permis de penser le capitalisme comme un pouvoir, et non un système, un pouvoir dirigé à la fois contre les clients et les salariés, dans l'intérêt des actionnaires. Dans la même direction, l'économie de marché concurrentielle, défendue par le néolibéralisme, peut se lire comme une défense du client contre le pouvoir capitaliste. Mais cette lecture est encore limitative des capacités de l'économie de marché, où, plus que la concurrence, la coopération existe, en particulier dans les organisations de production que sont les entreprises, et de plus en plus par les réseaux virtuels, mobiles. Cette coopération dans l'entreprise, orientée actuellement en priorité vers l'intérêt capitaliste, puisque commandée par l'actionnaire, par un pouvoir issu de la propriété du capital, se trouve depuis l'origine de la conception de l'économie de marché en son centre, même si elle a été très marginalisée par la mise en avant de la concurrence, dans la conception néoclassique.

Cette idée de coopération libre entre individus, sur le marché, est présente conceptuellement presque avant même la concurrence, puisqu'elle apparaît sous le vocable d'association, plus large, avec la notion de société civile, développée au XVIII^{ème} siècle par Ferguson dans son *Essay on the History of Civil Society*. Le terme d'association est privilégié par rapport au terme de coopération, dans un sens élargi qui dépasse la seule économie, l'association des individus pouvant avoir des buts politiques aussi bien qu'économiques (que Ferguson critique par ailleurs pour l'absence d'intérêt porté à la communauté par les marchands)[575]. Tocqueville reprendra cette idée de l'association dans la société civile, en lui adjoignant son contre-pied, la dépendance mutuelle des individus. Il tente de montrer l'intérêt de cette société civile en termes de liberté comme indépendance, et surtout de paix, puisque les individus sont trop occupés par leur intérêt privé pour comploter contre l'Etat : "Vous concevez aisément comment ces gens si occupés ne sont point tentés de troubler l'Etat ni de détruire un repos

[575] Adam Ferguson, *Essay on the History of Civil Society*, 1767

public dont ils profitent."[576]. La libre association, danger pour l'Etat, pour le maintien de la paix, se révèle finalement une grande source de pacification, les hommes associés étant trop occupés par la poursuite de leurs intérêts pour se rebeller contre la démocratie. La réduction de ces associations au périmètre large, public ou privé, à l'entreprise privée à but lucratif, opérée par Hegel et Marx dans leur critique de la société bourgeoise, à l'opposé de la société civile, mène à une forme d'appauvrissement de l'idée d'association puisqu'elle devient limitée dans son but et dans son domaine, alors même qu'elle constitue une interaction humaine libre hors de l'Etat extrêmement souple et bénéfique pour les individus. Cette association libre entre individus, réduite à l'économie et même à la bourgeoisie, contre les autres classes et contre l'Etat, se trouve contredite par la réalité, par la naissance des mouvements coopératifs entre ouvriers au XIX^{ème} siècle, à visée de départ économique, puis politique. La coopération, issue du principe de libre association, se retrouve donc comme un principe anti-bourgeoisie, anti-capitaliste.

La concurrence a historiquement été opposée à la coopération, les mouvements coopératifs du XIX^{ème} siècle, symbolisés par les expériences - ratées - de Robert Owen, Charles Fourier ou Etienne Cabet, se dressant comme des réponses au capitalisme concurrentiel de l'époque. En effet, la vision de la coopération est celle

> d'une entreprise réconciliée avec elle-même, d'où le conflit entre producteur et propriétaires des moyen de production serait aboli ; où l'acte de produire émanerait d'un gouvernement de partenaires associés, où chacun pourrait jouir du maximum d'autonomie dans son rôle quotidien ; où les collectifs de base constitueraient le ciment de l'entreprise ; où de nouvelles formes d'organisation du travail permettraient la valorisation des compétences et offriraient des perspectives de professionnalisation à tous : où, en bref, le partage de l'expertise, la création collective, la juste redistribution des profits feraient de l'entreprise un lieu d'émancipation collective et d'épanouissement de chacun.[577]

L'idée marxiste du capitalisme comme séparation entre le travail et les moyens de production se retrouve en première position (avec l'idée issue de la valeur-travail que le producteur est le travailleur, et donc que l'actionnaire ne participe pas, par son capital, à la production, mais plutôt à l'extorsion de plus-value), sollicitant une réponse de réconciliation de ce "conflit", par

[576] Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, II*, Paris, Editions Gallimard, 1982, [1840], chap. II, 6.
[577] Dominique Martin, *Démocratie industrielle, la participation directe dans les entreprises*, Collection sociologies, PUF, Paris, 1994, p. 10.

la coopération. Même si Marx et Engels critiqueront ce socialisme utopique, y préférant leur propre conception, le communisme, l'idée de la coopération comme réponse à la concurrence du système capitaliste de l'époque s'est maintenue, voire développée sous certains aspects. Elle provient du droit d'association, revendiquée par les ouvriers, pour contrer le pouvoir des bourgeois, capables de fixer des salaires très bas, au vu de la main d'œuvre abondante jetée sur les routes par le phénomène des enclosures. La coopération s'est donc développée comme une forme non concurrentielle, à partir de la Révolution Industrielle.

L'histoire de la coopération, telle que proposée par Dominique Martin, se découpe en cinq phases distinctes en France, la première se situant de la Révolution Française à la Deuxième République de 1848. Il s'agit d'une période de répression des coalitions - Adam Smith l'avait déjà et aussi critiqué, dénonçant l'injustice de l'interdiction légale de coalition des travailleurs, au contraire de celle des marchands. Ces coalitions d'ouvriers utilisent le droit à l'association contre la concurrence du marché du travail, imposée par l'essor des manufactures capitalistes. Elles constituent donc une première forme de syndicalisation, et remplissent aussi des fonctions de protection sociale, même si elles restent illégales. Leur échec de remplacement du capitalisme concurrentiel par un système de coopération, instituant un "droit au travail par le droit de l'association"[578], lors de la révolution de 1848, aura néanmoins comme conséquence leur reconnaissance légale progressive. Dans la deuxième phase, durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, les syndicats, coopératives et mutuelles sont donc reconnus légalement (coopératives de production et consommation en 1867 ; charte de la mutualité en 1898, pour la santé ; associations non professionnelles en 1901 et Charte d'Amiens de 1906 avec l'indépendance des syndicats vis à vis des partis politiques). La troisième phase, durant la première moitié du XX^{ème} siècle, est celle d'un "renforcement de l'organisation sectorielle (face à la concentration industrielle et financière) et [d'une] promotion des activités hors-travail pour les salariés (lutte contre la vie chère et accès au repos) par des associations non professionnelles reconnues par la loi de 1901"[579]. Puis, après 1945, la quatrième phase voit les entreprises associatives participer à la croissance socio-économique dite " fordiste " avec le soutien des pouvoirs publics. Enfin, après les années 1970 et jusqu'à nos jours, ces entreprises se heurtent aux transformations des politiques publiques et aux nouvelles destructions socio-économiques engendrées par la financiarisation, la multinationalisation du capitalisme.

[578] *Ibid*., p. 35.
[579] *Ibid*., p. 35.

Pourtant, malgré les échecs relatifs de ces mouvements, l'idée de l'intérêt de la coopération en économie a été conservée, et même très fortement développée, puisque les théories de l'entreprise moderne intègrent cette idée du bénéfice de la coopération sur la concurrence, comme d'un meilleur moyen de se coordonner. Par exemple, des exemples de la théorie des jeux ont montré la supériorité de la coopération sur la concurrence dans certaines situations[580], tout comme des critiques sociologiques du parti-pris moderne d'efficacité de la concurrence sur la coopération ont prouvé cette erreur[581]. La coopération a aussi pénétré depuis longtemps la théorie de l'entreprise, lieu privilégié pour celle-ci, mais où les principes concurrentiels de l'économie de marché néoclassique ont mis en compétition les travailleurs. La preuve en est, une conception moderne du capitalisme, apportée par Christian Arnsperger, mêle concurrence et coopération dans sa dynamique : "[...] la dynamique du capitalisme est propulsée par la coopération au sein d'entités concurrentes"[582], ces entités concurrentes étant les entreprises. La coopération est donc un élément théorique relativement neuf du capitalisme, même s'il n'est en pratique absolument pas nouveau, en conjonction avec la concurrence, dans sa définition comme système.

Le retour actuel vers la coopération ne doit cependant pas faire oublier les dangers qu'elle peut dissimuler, en termes de liberté, lorsqu'elle est appelée à remplacer complètement la concurrence, l'économie de marché disparaissant par la perte de liberté. Cette solution, élargie de façon extrême dans le socialisme, avec la planification, une forme de gigantesque coopération entre les acteurs, peut se révéler néfaste dans une optique de liberté individuelle, quand cette même coopération n'est plus libre, mais imposée. Comme pour l'équilibre de concurrence, issu de la constatation des défauts d'un excès de concurrence, comme d'un manque, il faut par conséquent un équilibre dans la coopération, car un excès de coopération

[580] La fameuse stratégie du "donnant-donnant" d'Anatol Rapoport comme solution au tournoi d'Axelrod en est l'exemple le plus clair : dans un jeu de type dilemme du prisonnier, un acteur encourage la coopération par le principe de réciprocité, c'est-à-dire qu'il répète l'action précédente de son partenaire : si cette action était coopérative, il l'est aussi, sinon il devient non-coopératif, jusqu'à ce que le partenaire devienne coopératif. Deux conclusions élargies peuvent être tirées de cet exemple, la première étant que la répétition des actions renforce l'intérêt de la coopération (donc la présence à long terme des acteurs, avec et par une limitation de la concurrence à court terme, telle qu'elle a été présentée dans le cas du marché financier). La seconde conclusion est que l'efficacité et la justice sont des concepts inter-dépendants, et qu'il est difficile, voire impossible, d'obtenir une efficacité globale d'un système sans règles de justice qui régissent les acteurs, les récompensent ou les punissent selon leur comportement plus ou moins égoïste : leur intérêt est atteint par la coopération plus que la concurrence dans un grand nombre de situations.

[581] Alfie Kohn, *No Contest: The Case Against Competition*, Houghton Mifflin, 1986/1992 et Herbert Gintis et Samuel Bowles, *A cooperative species human reciprocity and its evolution*, Princeton, New Jersey Oxford: Princeton University Press, 2011.

[582] Christian Arnsperger, *Critique de l'existence capitaliste Pour une éthique existentielle de l'économie*, Les Editions du Cerf, Paris, 2006, p. 22

peut amener une perte de liberté, tout comme un manque de coopération va amener de la spéculation et de l'inefficacité. L'équilibre ne se limite pas seulement à la concurrence, mais à la coopération, relation logique puisque les deux concepts s'opposent et se renvoient l'un à l'autre : plus de coopération équivaut à moins de concurrence, et inversement.

Le terme coopétition a été inventé pour désigner un rapport intermédiaire entre coopération et concurrence (compétition), afin de ne pas opposer strictement les relations entre acteurs, alors que ceux-ci, bien que concurrents, coopèrent, que ce soient au niveau de la recherche, avec un partage des coûts et bénéfices, basé sur les compétences, de la production ou distribution.[583] Au-delà de l'intérêt conceptuel de cette notion, celle-ci permet de concevoir les relations entre acteurs de manière graduelle, des concurrents pouvant coopérer, des coopérants pouvant être en compétition (chez les salariés dans l'entreprise par exemple), avec des changements dans le temps entre coopération et compétition. Ainsi, choisir entre coopération et concurrence n'est à la fois ni réaliste - les deux types de relations existant de concert - ni optimale en termes de liberté individuelle : il est indispensable que les individus puissent librement coopérer ou être en concurrence, selon leurs intérêts.

Une interprétation récente de la coopération en entreprise met l'accent sur la logique de don qui structurerait ce mode de relation entre individus. Norbert Alter voit dans la coopération au sein de l'entreprise une volonté de donner de la part des salariés, dans la foulée de l'idée du don/contre-don développée par Marcel Mauss, volonté trop peu reconnue par le management de l'entreprise, et trop peu célébrée : "les salariés sont mal compris, mal gérés et finalement mal "exploités". Ils souhaitent donner et l'entreprise ne sait que prendre"[584]. Sur la base de ses observations en entreprise, Alter analyse la coopération entre salariés comme un don de leur part au collectif qu'est l'entreprise, don qui va au-delà de l'intérêt contractuel postulé par la théorie de l'entreprise en économie (développée par la suite). L'absence de reconnaissance de ce don, et de la formation d'une identité collective pour recevoir ce don et le rendre selon des codes collectifs, aboutit à une situation paradoxale. La coopération serait un "phénomène social total", où des échanges multiples sont réalisés, au-delà de la pure efficacité, créant du lien social, instaurant la confiance, régulant les relations entre individus par la reconnaissance des normes, le partage d'émotions, et favorisant l'apprentissage des compétences. Ainsi, l'idée

[583] Barry Nalebuff et Adam Brandenburger, *La Co-opétition, une révolution dans la manière de jouer concurrence et coopération*, Village Mondial, 1996.
[584] Norbert Alter, *Donner et prendre, La coopération en entreprise*, Paris, Editions La Découverte, 2009, p. 224.

de coopération entre individus se révèle beaucoup plus complexe que la seule concurrence modélisée par la théorie économique, nécessitant non pas le seul intérêt égoïste des individus mais un contexte social, où le don/contre-don est présent. La coopération, indispensable dans les processus économiques, nécessite cependant une véritable armature sociale, de confiance et de don qui emmène l'économie de marché complète, de coopération et de concurrence, au-delà du seul intérêt économique des individus, vers leurs "intérêts" sociaux.

Cette coopération, opposée et complémentaire de la concurrence en économie, repose avant tout sur une capacité très humaine, celle de la parole. Le concept de parole a été théorisé, comme un miroir de la défection (la concurrence), par Albert Hirschman, illustrant une autre et importante opposition.

IV.1. Parole et défection

La coopération a été proposée comme un outil de coordination positive entre individus, au sens où un objectif commun, souvent productif, intéresse les acteurs, la division du travail y jouant un rôle majeur. La coopération fait partie intégrante de l'économie de marché, mais au contraire de la concurrence, qui s'oppose au capitalisme, semble plutôt du côté de celui-ci. Ne serait-ce pas en réalité plutôt la domination du capital sur la coopération, que la coopération elle-même, qui fournisse cette impression ? La coopération serait une autre forme de défense contre l'abus de pouvoir, plutôt que l'outil capitaliste permettant de générer du profit par son contrôle. Une théorie peut être sollicitée pour répondre à cette interrogation, qui classe les types d'action possibles d'un individu en position de faiblesse. Albert Hirschman a théorisé l'existence de deux stratégies individuelles différentes pour lutter contre le désordre, les abus de pouvoir : la défection, autre nom de la concurrence, et la parole, l'action fondamentale de la coopération. Ces deux stratégies proviennent du même socle conceptuel d'équilibre et de déséquilibre qui se retrouve en économie et en politique :

> La théorie du " contrat social " en science politique et, en économie, la " loi de l'offre et de la demande " dans ses versions de plus en plus sophistiquées, sont précisément formulées en termes d'ordre et d'équilibre et, partant de désordre et de déséquilibre. Ces explications ont été limitées soit au monde économique, soit au monde politique. Mais puisque ces deux univers sont intimement liés, il serait utile de disposer de quelque concept qui puisse s'appliquer aux deux. Telle est la prétention de l'antinomie " défection "/" prise de parole ". Elle examine les facteurs d'ordre et de désordre dans le monde social en remarquant que les acteurs sociaux ont généralement le choix entre deux modes d'action pour lutter contre un désordre grandissant : il s'agit en premier lieu de la défection (*exit*), c'est-à-dire l'abandon de la relation dans laquelle on intervient en tant qu'acheteur d'une marchandise ou en tant que membre d'une organisation, que ce soit une entreprise, une famille, un parti politique ou un Etat ; et, en second lieu, de la prise de parole (*voice*), c'est-à-dire la tentative de corriger et d'améliorer cette même relation en exposant ses doléances, griefs et revendications.[585]

Les actes des individus au niveau politique et économique sont donc englobés dans une théorie nouvelle, qui classe entre défection et prise de parole les comportements des individus en cas de désordre. Il est important de souligner l'absence de la violence comme solution pour

[585] Albert O. Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, Paris, Editions de Minuit, 1986, p. 57.

régler les conflits, situant cette théorie dans le cadre d'individus rationnels non-violents, au sein d'un Etat disposant du monopole de la violence. Hirschman refuse cette éventualité, pour se projeter dans un univers théorique pacifié, où la violence n'est pas légitime pour régler le désordre (la violence étant source d'encore plus de désordre, ou bien n'étant pas efficace, un individu seul contre un groupe ne pouvant rationnellement l'utiliser, vu sa faiblesse). Ainsi, il s'agit d'une conception où les individus ne sont pas assez mécontents et/ou groupés pour user de la violence comme moyen d'expression et de résolution des désordres d'origine.

La définition plus précise d'Hirschman de la défection (ou *exit*) soulève des caractéristiques majeures, en lien avec la concurrence, explicitement convoquée :

> Faire défection, c'est se dégager d'une relation établie avec une personne ou une organisation. Si cette relation remplit une fonction vitale, le retrait n'est possible que s'il y a moyen de renouer un lien analogue avec une autre personne ou une autre organisation. La défection a donc généralement pour prémisses la disponibilité de choix, l'existence de concurrence et de marchés bien organisés.[586]

Les formules de "disponibilité de choix", de "l'existence de concurrence", ou les "marchés bien organisés", nécessaires pour faire défection, renvoient au problème réel de l'économie de marché, celui d'un marché imparfait, avec ses échecs de marché et ses stratégies capitalistes anti-concurrentielles. La défection ne peut donc exister réellement qu'en postulant l'existence de solutions alternatives, de concurrence. La défection est donc soumise aux mêmes limites que l'économie de marché capitaliste, où les buts des acteurs capitalistes s'opposent à l'orientation générale du marché libre, une satisfaction optimale du client parfait. La défection est une solution théorique qui ne peut fonctionner, par absence de " disponibilité de choix " satisfaisante pour les individus. Elle est une solution extrêmement puissante pour montrer son insatisfaction, quand elle existe, mais elle n'existe fréquemment pas, ou pas assez, pour permettre de véritablement se reposer sur cette seule solution pour éviter les abus de pouvoir. Si la concurrence était parfaite, alors les abus de pouvoir n'existeraient pas. La défection seule serait suffisante pour atteindre une liberté maximale, en limitant le pouvoir de marché des acteurs de façon efficace. Mais dans le cas de relations vitales, ou ressenties comme telles, l'absence de possibilité de défection peut engendrer des abus de pouvoir importants, par l'organisation ou la personne qui se retrouve en position de pouvoir. Le monopole, l'absence

[586] *Ibid.*, p. 58.

de capacité de défection autre que l'abstention, porte donc le risque d'abus de pouvoir le plus important, par la disparition de la capacité de défection même.

Au contraire, la prise de parole est beaucoup moins puissante, et aussi beaucoup moins liée jusqu'à maintenant à l'économie, puisque " la prise de parole, c'est l'action politique par excellence. "[587] Dans un univers économique séparé autoritairement du politique, le recours à un instrument politique comme la parole par les économistes ne pouvait être envisagé, selon Hirschman (il en est peut-être de même du pouvoir, concept politique par excellence). Il ne pouvait pas y avoir d'autre solution que la concurrence à disposition du consommateur dans le mécanisme du marché. Soit le consommateur reste, soit il part à la concurrence :

> […] les économistes se sont refusés à admettre que la réaction du consommateur mécontent puisse s'exprimer autrement qu'en une attitude de fidélité muette ou de désaffection absolue.[588]

Dans la comparaison entre les deux, la prise de parole est un moyen *a priori* plus laborieux, ce qui est vrai, la puissance de la défection pour créer des changements étant bien plus élevée. La prise de parole peut donc apparaître comme " un résidu "[589], avec un coût important et une efficacité inférieure à la défection. Mais en réalité, dans une optique de pouvoir, la prise de parole est excessivement puissante, puisqu'elle peut augmenter le pouvoir individuel en regroupant les acteurs aux mêmes intérêts, en partageant l'information, en entraînant l'action, à faire défection ou à se manifester. L'impact de la défection des clients sur les entreprises est un signal puissant de changement, toujours sous l'hypothèse que la défection est possible et avantageuse pour le client :

> La défection des clients (ou des employés) signale à la direction d'une entreprise que quelque chose fonctionne mal. En conséquence, elle mènera une enquête sur les causes probables et les remèdes envisageables et adoptera un plan d'action pour redresser la situation. C'est en partie par ce mécanisme que le marché et la concurrence préviennent la détérioration, maintiennent la qualité et même contribuent à l'améliorer.[590]

---

[587] Albert O. Hirschman, *Défection et Prise de Parole*, Paris, Fayard, 1995 [1970] p. 33.
[588] *Ibid.* p. 54-55.
[589] *Ibid.* p. 59.
[590] Albert O. Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, p. 58-59.

Ainsi, le signal envoyé par la défection est pris très au sérieux par les entreprises, mais cette action souvent définitive fournit une information peu claire, indirecte de l'insatisfaction des clients qui quittent l'entreprise, au sens où ils arrêtent d'acheter les biens proposés par celle-ci. Hirschman déplore, à juste titre, ce mécanisme indirect que la défection représente, alors que la prise de parole est beaucoup plus adéquate, en particulier dans les situations de marché imparfait, la quasi-totalité des situations économiques réelles :

> La façon la plus directe et la plus chargée d'informations d'alerter la direction, c'est tout simplement de l'alerter : telle est la prise de parole. Son rôle est, ou devrait être, de premier plan dans les situations où la défection est impossible, coûteuse ou traumatisante. [..] En ce qui concerne les actes d'achat ou de vente, la prise de parole devrait remplacer la défection lorsque la concurrence est faible ou inexistante (comme dans le cas de biens et services produits dans des conditions de monopole ou d'oligopole) ou quand la défection est trop coûteuse ou dangereuse (c'est ce qui se passe pour les ouvriers à l'égard de leurs employeurs).[591]

Un remplacement pur et simple de la défection par la prise de parole dans la majorité des cas d'une économie de marché serait donc la meilleure solution. Elle fournit une interprétation nouvelle des actions des acteurs qui subissent un abus de pouvoir : parler plutôt que partir. Cette solution très attractive sera poursuivie, mais il faut cependant la modérer légèrement. Le remplacement de la défection par la prise de parole ne peut être total, loin de là, et, surtout, il ne doit pas emporter la fin de la recherche de concurrence, de la défection possible. Prise de parole et défection sont deux solutions synergiques, qui doivent rester jointes, car se priver de l'arme de la défection, de la concurrence, est un acte trop dangereux, dans une optique de pouvoir. La prise de parole peut très efficacement compléter la défection, en ajoutant un nouveau pouvoir jusqu'ici absent, jusqu'à aboutir au phénomène de la menace de défection, qui est la prise de parole pour annoncer la possibilité de défection.

La prise de parole pour faire directement entendre l'insatisfaction et les demandes des groupes est l'action la plus directe et pourtant celle qui a été la moins mise en avant dans la théorie du marché, certainement car la main invisible fixant les prix de marché était un mécanisme suffisant pour rendre obsolète la prise de parole entre les individus : des individus muets observant la variation des prix était une fiction suffisante, grâce à la main invisible, pour faire

[591] *Ibid*., p. 59-60.

fonctionner le marché et atteindre l'harmonie issue des intérêts privés. Cette fiction avait aussi pour intérêt majeur de résoudre les problèmes de communication entre des individus très nombreux, inconnus et éloignés, problèmes que les moyens modernes de communication résolvent mieux. La parole, qui ne peut fonctionner sans la défection, ne peut fonctionner non plus sans un certain pouvoir, par le regroupement des clients au sein d'association de représentation : leur voix individuelle ne sera pas entendue par des entreprises, puisque le pouvoir individuel du client est insuffisant, la menace de défection individuelle est trop faible.

La prise de parole, si peu mentionnée dans la théorie du marché où les prix sont au centre de l'organisation pour coordonner les acteurs, est un outil de manifestation majeur et synergique avec la concurrence (la défection) en situation de concurrence imparfaite, où les prix ne coordonnent pas les individus, mais leur fournissent des informations pertinentes. Hirschman souligne cependant les difficultés de la prise de parole comparée à la défection :

> Quand un marché fonctionne à plein rendement, la défection est une solution facile. En revanche, la prise de parole ne l'est jamais. Elle peut même être dangereuse. La plupart des organisations aussi bien que leurs dirigeants n'aiment guère que leurs membres signalent leurs défauts. […] En outre, il est fréquemment nécessaire de conjuguer les efforts de nombreux membres pour que la prise de parole soit efficace et son succès dépend donc des chances de réalisation d'une action collective.[592]

Le danger de la prise de parole pour celui qui la réalise et le besoin de se regrouper pour lui donner du poids sont les deux difficultés majeures relevées. La prise de parole d'un individu sans pouvoir équivaut à un bruit de fond sans intérêt pour l'acteur visé, car aucune action de l'individu qui parle ne peut venir réellement perturber l'acteur en question. Pour cette raison, la prise de parole ne peut vraiment être efficace sans la capacité de faire défection.

Le danger de la prise de parole est évident, en particulier pour les employés, ce qui a historiquement conduit à la protection des syndicalistes, porteurs de la voix des employés comme cela sera présenté plus bas. Le regroupement des individus est aussi un moyen de gagner en efficacité, puisque l'union fait la force. Le problème de l'inaction des acteurs dans la prise de parole, problème qui s'est déjà posé lors de la création des syndicats, mais n'a pas empêché leur apparition, a donc déjà été résolu. La meilleure réponse est celle traditionnelle

[592] *Ibid.*, p. 59-60.

de la rémunération des preneurs de parole, que ce soient au nom des clients, des employés ou des actionnaires, afin de les inciter à cette prise de parole : celui qui ne parle pas n'est pas rémunéré pour cela. L'exemple des syndicats illustre les conditions pour qu'une prise de parole efficace se mette en place : regroupement des individus, rémunération et protection des preneurs de parole, pouvoir de défection et de menace.

Une autre critique, plus complexe, énoncée par Bourdieu, contre la prise de parole est une variation de la loi d'airain de l'oligarchie, proposée par Roberto Michels. La loi d'airain de l'oligarchie postule que toutes les organisations se retrouvent dirigées par des oligarques qui se sont approprié le pouvoir et orientent ces organisations vers leur intérêt propre. Cette interprétation se retrouve bien sûr dans le capitalisme moderne, où les dirigeants des grandes entreprises sont accusés par les actionnaires de poursuivre leur intérêt propre plutôt que celui des actionnaires, d'où le lien toujours croissant entre rémunération des patrons et rémunération des actionnaires, par l'intermédiaire des stock-options par exemple. Mais cette loi se révèle aussi appropriée dans les cas des syndicats :

> [...] Qui dit organisation dit tendance à l'oligarchie. Dans chaque organisation, qu'il s'agisse d'un parti, d'une union de métier, etc., le penchant aristocratique se manifeste d'une façon très prononcée. Le mécanisme de l'organisation, en même temps qu'il donne à celle-ci une structure solide, provoque dans la masse organisée de graves changements. Il intervertit complètement les positions respectives des chefs et de la masse. L'organisation a pour effet de diviser tout parti ou tout syndicat professionnel en une minorité dirigeante et une majorité dirigée.[593]

Le phénomène de spécialisation des métiers humains amène nécessairement cette forme d'oligarchie, puisque les dirigeants sont formés pour diriger, et peuvent donc se retrouver en petit nombre, séparé des considérations des membres de leur groupe, et disposant d'un pouvoir qu'ils orientent dans leur intérêt plutôt que dans celui de leur organisation. Cette loi ne fait finalement que reprendre et développer la pensée de Montesquieu. Sans organisation de contre-pouvoirs au sein de l'organisation, qu'elle soit politique ou économique, il apparaît rapidement que l'oligarchie en prendra le contrôle et abusera de son pouvoir, dans son intérêt personnel. Là aussi, le processus de défection et de prise de parole peut fournir une solution

[593] Robert Michels, *Les Partis Politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1914, p. 23-24.

intéressante, par le renouvellement des organisations et l'utilisation de la parole en permanence.

Cette critique de l'évolution des groupes humains vers la domination d'une oligarchie est en premier lieu une critique de la démocratie, mais qui peut parfaitement s'appliquer à des groupes d'acteurs regroupés pour faire entendre leur voix, leur intérêt commun. La solution dynamique proposée par Bourdieu est évidemment la défection et le renouveau de la parole, afin que chaque individu puisse continuer de s'exprimer et de changer de groupe s'il n'est pas satisfait. Il y a besoin d'un nombre important d'organisations en concurrence pour éviter le plus possible la domination d'une oligarchie : il faut à ce niveau-là aussi toujours un équilibre entre regroupement et isolement, entre liberté de partir et prise de parole groupée.

L'exemple des syndicats[594] illustre l'intérêt de la conception d'Hirschman des relations entre défection et prise de parole, puisque cette vision a renouvelé la perception du rôle des syndicats :

> Jusqu'ici, les économistes orthodoxes avaient considéré les syndicats comme des monopoles qui élèvent les salaires des ouvriers syndiqués au-delà du niveau où l'offre et la demande sont en équilibre, tandis que les marxistes voyaient en eux un instrument qui sert à réduire le degré d'exploitation.[595]

Le pouvoir de marché des syndicats influe sur le prix du travail, ce qui est néfaste dans la vision traditionnelle de l'économie de marché poursuivant l'équilibre général néoclassique. Mais quand l'économie de marché n'est plus orientée vers cet équilibre général, mais plutôt considérée comme un lieu d'exposition et de confrontation des pouvoirs, alors les syndicats jouent un rôle naturel, celui de concentrer en une seule organisation un produit, le travail, pour faire jouer son pouvoir de marché dans le rapport de forces qu'est l'économie. Le rôle du syndicat est donc également vrai du point de vue des économistes orthodoxes et du point de vue des marxistes : le syndicat diminue l'exploitation capitaliste par un rapport de forces plus en faveur des employés, et le syndicat agit comme un monopole qui élève les salaires au-delà du niveau où il se trouverait sans lui. Ces deux interprétations sont exactes, mais les économistes orthodoxes jugent négativement cette action, car leur normativité se réfère à un

[594] Richard Freeman et James Medoff, *What Do Unions Do ?* New York, Basic Books, 1984.
[595] Albert O. Hirschman, *Vers une économie politique élargie*, p. 67.

équilibre de marché que les syndicats ne permettent pas d'atteindre, pas plus que les stratégies capitalistes des entreprises. Le syndicat est donc une organisation illégitime à leurs yeux, mais illégitime par la concurrence faussée qu'il crée.

Du point de vue plus réaliste du marché lieu de pouvoir, de rapports de force, les syndicats se retrouvent bien plus ambigus, à la fois importants pour équilibrer le pouvoir des actionnaires sur la rémunération du travail, mais en même temps potentiellement trop puissants, et donc capables de créer une exploitation inverse, celle des employés sur le capital, et sur les clients. La force trop importante d'un syndicat peut donc être préjudiciable à l'économie de marché, pour les actionnaires comme pour les clients, et refléter les mêmes pratiques capitalistes déjà décriées, anti-concurrentielles. L'analyse du syndicat montre la puissance de la parole, mais aussi la capacité d'abus de pouvoir qu'elle recèle, et qui conduit encore à un déséquilibre contre les clients.

La grille d'analyse de Hirschman permet également une autre interprétation du rôle des syndicats dans l'entreprise, qu'il est possible ensuite de relier au pouvoir :

> L'ouvrage de Freeman et Medoff soutient au contraire qu'une des principales fonctions des syndicats est de transmettre à la direction des informations sur les aspirations et les griefs des ouvriers. La prise de parole collective, sous forme de négociations entamées par les syndicats, est un moyen de communication bien plus efficace que les départs individuels, pour la simple raison que la défection fournit moins d'informations à la direction que la prise de parole.[596]

Ainsi, loin de n'être qu'un instrument de confrontation, le syndicat est aussi un instrument de prise de parole (où la rémunération proposée ci-dessous est instituée, et même plus, au vu de la protection du travail des élus syndicalistes). Il permet sans attendre la défection des salariés de faire connaître aux dirigeants les injustices ressenties, les critiques et attentes des salariés. Plutôt qu'une opposition par la fuite, par le recours à la concurrence, la parole est en fait un instrument de proposition majeur. Deux méthodes synergiques de manifestation du pouvoir existent, la défection, la plus puissante, et la parole, la plus rapide. Les entreprises ont donc intérêt à développer la parole, pour connaître les défauts qui leur sont reprochés, et ainsi les corriger. Encore plus, la parole est un outil indispensable de pouvoir, puisqu'elle permet de relier entre eux les individus aux intérêts communs et surtout de faire connaître leurs intérêts

[596] *Ibid.*, p. 67.

aux autres acteurs, libres à eux de s'opposer ensuite à ces intérêts, ou bien de les intégrer dans leurs décisions.

> Il y a évidemment des situations où les syndicats s'engagent dans des jeux à somme nulle : en particulier, Freeman et Medoff montrent comment ils parviennent à capter pour leurs adhérents une portion des profits de monopole des industries caractérisées par un haut degré de concentration.[597]

Les syndicats prennent parfois à leur propre jeu les entreprises capitalistes en oligopole ou monopole, en récupérant une partie des profits que cette situation de pouvoir élevé face aux clients entraîne. Les salariés d'entreprises monopolistiques ou oligopolistiques deviennent donc complices des actionnaires d'une oppression économique des clients, comme Friedman par exemple l'avait déjà écrit, avec des clients impuissants face aux producteurs alignés. La critique présente du capitalisme peut donc aussi se transformer directement en critique du syndicalisme, quand le syndicalisme profite d'un pouvoir immodéré. Plus qu'une critique du capitalisme seul, cette thèse se révèle une critique de l'abus de pouvoir en économie, quel que soit l'acteur qui l'illustre, actionnaire, salarié, dirigeant, ou même client. De ce point de vue, le marché réel permet d'exposer les abus de pouvoir, et d'y remédier, par la parole ou la défection si la parole ne fonctionne pas.

Un deuxième outil synergique de la concurrence existe donc sur le marché, celui de la parole. Il peut être relié à la capacité de coopération des acteurs, avec un même intérêt ou un intérêt proche. Le regroupement d'acteurs dans des groupes de défense de leur intérêt, qui ont été appelés syndicats, association de clients ou fonds d'investissements, trouve dans le marché de pouvoir sa principale cause : un gain de pouvoir, capable de changer les prix ou les conditions de l'échange et de la production. La parole, le symbole visible de la coopération par rapport à la concurrence muette, avait été trop longtemps laissée théoriquement de côté en économie, privant les acteurs et le marché d'un outil qui, même s'il est moins puissant que la défection, n'en demeure pas moins majeur pour constituer des pôles de pouvoir plus groupés et plus audibles, en particulier avec les moyens modernes de communication.

L'utilisation libre de la parole, et la capacité de regroupement des acteurs coopératifs soulève aussi le sujet de la concurrence : si les acteurs peuvent librement se regrouper pour défendre

[597] *Ibid.*, p. 67.

leur intérêt, alors la concurrence risque logiquement de diminuer fortement (comme avec les syndicats qui limitent la concurrence néfaste entre salariés individuels). Cette anticipation de la baisse de la concurrence a pu être un frein puissant pour l'acceptation de l'utilisation de la parole par les économistes, mais dans une économie de marché dirigée par le pouvoir, cette objection de la diminution de la concurrence est déjà traitée, par l'équilibre de concurrence demandé en lieu et place d'une concurrence parfaite. En effet, la concurrence la plus élevée possible n'est pas poursuivie, puisque la concurrence parfaite n'existe pas, et qu'un nombre trop important d'acteurs entraîne une instabilité des prix (par une faiblesse trop grande) et des coûts très importants d'information, de production si ce sont des producteurs, etc. Un nombre suffisant d'acteurs en concurrence est préférable, afin de conserver la capacité pour les acteurs partenaires d'échange de faire défection, et éviter les ententes. Entre oligopole et concurrence atomisée, un équilibre doit là aussi exister, qui fait écho à cette idée d'excès (spéculation) ou de manque (domination) de concurrence sur un marché d'équilibre des pouvoirs.

Cette présentation de la parole comme d'un instrument majeur de coopération entre acteurs, en complément de la concurrence pour éviter les abus de pouvoir, débouche sur une interrogation sur la pratique possible d'une telle coopération dans une entreprise capitaliste. La question de la gouvernance des entreprises, organisations de production coopératives, est donc soulevée par cette théorie hirschmanienne fondamentale de la parole et de la défection. La gouvernance capitaliste est connue, mais son évolution récente apporte des éclairages importants dans la recherche d'une gouvernance équilibrée, où les acteurs ne soient pas en situation d'abus les uns envers les autres.

IV.2. Gouvernance d'entreprise

L'économie de marché n'est pas caractérisée, limitée, à la concurrence, la libre coopération s'y ajoutant, tant qu'elle est libre. Cet ajout de la coopération fait disparaître l'équilibre général néoclassique, encore une fois, puisque la coopération emporte nécessairement une diminution de la concurrence. L'économie de marché ne tend donc plus vers l'équilibre général, le marché concurrentiel parfait, il tend vers une autre forme d'optimum. Il faut rappeler que l'équilibre général du marché, issu de la théorie néoclassique, avait déjà été délaissé en partie par le néolibéralisme, lors de l'abandon de la théorie du laissez-faire du XIX^{ème} siècle. S'ajoutent à ce désaveu néolibéral des réfutations théoriques multiples sur la possibilité d'existence d'un tel équilibre[598], le rendant impossible à défendre de nos jours. La focalisation néolibérale sur la défense de la concurrence, au besoin par le recours à l'Etat, avec un marché artificiellement maintenu, a abouti à une évolution significative des avantages du marché, repensés en termes de liberté et d'efficacité. La théorie hayekienne, par exemple, interprète le marché comme un système d'information décentralisé qui permet à tous les acteurs d'adapter leurs actions et comportements, et donc d'être plus efficace qu'une économie planifiée, mais pas d'être *la plus* efficace. L'équilibre général, optimal, a été revu à la baisse, avec une défense simple de l'efficacité du marché par rapport à l'Etat. Dans ce sens, toute économie de marché, qu'elle soit capitaliste, travailliste ou autre, est efficace de la même façon. Et efficace revient à dire qu'elle satisfait mieux les clients, avec une allocation à la fois rationnelle et contrainte des ressources.

La disparition de l'avantage de l'équilibre général, repoussé dans le champ le plus théorique, et sans application pratique possible, amène donc une diminution des exigences du marché, qui n'a plus à être un marché parfait, en opposition avec un Etat lui aussi présenté comme parfait, mais un marché imparfait, réel, face à un Etat réel aussi, imparfait. Le marché, qui laisse libre la poursuite des intérêts privés reste source d'efficacité, en plus de la liberté des acteurs, ou plutôt grâce à la liberté des acteurs, un avantage qui lui permet d'empêcher théoriquement l'intrusion de l'Etat. Cependant, cette efficacité, traduite en satisfaction client optimale, n'a pas de lien nécessaire avec la recherche de profit, et même plus, elle peut se trouver en opposition

[598] Cf par exemple sur ce point les travaux de Stiglitz sur l'asymétrie d'information, ("Information and the Change in the Paradigm in Economics", *The American Economic Review*, Vol. 92, No. 3, (Juin 2002), ou l'instabilité de l'équilibre général de Fisher (*Disequilibrium foundations of equilibrium economics.* Econometric Society Monographs (1989 paperback ed.). New York: Cambridge University Press), avant même les pratiques capitalistes anti-concurrentielles qui empêchent cet équilibre.

avec la recherche de profit dans le capitalisme le plus pur. L'argumentation sous-jacente de l'économie de marché capitaliste, celle de la justification du profit par la satisfaction du client, ne tient plus. Le profit n'est pas seulement issu de la satisfaction du client, mais aussi, et surtout, de sa faiblesse : les profits d'une économie véritablement concurrentielle ne seraient pas aussi importants que dans une économie de marché capitaliste comme celle dans laquelle nous vivons. L'argumentation la plus puissante du capitalisme, la justification des profits par la satisfaction du client, ne fonctionne plus que très partiellement. Il reste des profits justifiés par la satisfaction du client, mais certaines pratiques capitalistes deviennent très critiquables, car anti-concurrentielles plus que pro-client. Comme Baechler a pu l'écrire, le profit est justifié par l'innovation, la nouveauté, mais ne l'est plus par l'utilisation d'un pouvoir de marché obtenu par concentration d'entreprises, extorsion de valeur des salariés, ou seulement par des moyens non éthiques cachés au client, au marché.

L'idée de la déconnexion entre profit et satisfaction du client, qui repose sur une relativisation du thème de l'avantage mutuel de l'échange, interroge le rôle du contrôle de l'entreprise, sa gouvernance. Autant les conceptions historiques de l'économie de marché ne faisaient appel qu'à la défection, à la concurrence, autant cette conception plus réaliste fait appel à la parole, à la capacité de communication et de coopération des acteurs, pour s'informer et se regrouper en vue de défendre leurs intérêts. L'introduction de la parole permet de potentialiser encore plus la concurrence, en fournissant un pouvoir de décision relié au pouvoir de défection. La combinaison de la parole et de la défection amène au pouvoir de décision, à l'introduction de la coopération dans la théorie de l'économie de marché, non seulement entre producteurs mais aussi et surtout entre clients et producteurs. Et ce pouvoir de décision issu de la parole, de la coopération, transforme le pouvoir capitaliste, non seulement sur le marché, mais dans l'entreprise, lieu de coopération par excellence. La gouvernance d'entreprise est donc un point fondamental, dans l'évaluation et l'évolution du capitalisme. Elle commence par la définition même de l'entreprise, une définition liée au marché et qui évolue donc avec lui. L'entreprise était en effet jusqu'à maintenant définie par la coordination hiérarchique, de façon opposée par rapport au marché, dans la théorie dominante, contractuelle, de l'entreprise.

L'entreprise est le lieu de prédilection du pouvoir du capitalisme, capable d'influencer bien sûr les décisions vers l'intérêt du capital, mais surtout par le pouvoir de marché d'orienter les prix des marchés sur lesquels il agit. La définition juridique standard du capitalisme, la "*propriété privée des moyens de production*", se trouve donc plutôt être le "*pouvoir du capital dans*

l'entreprise", au moyen d'une gouvernance orientée dans l'intérêt prioritaire des actionnaires. Le capitalisme n'est pas défini par, ni limité à, la propriété privée des moyens de production, qui avait l'avantage de permettre l'opposition avec d'autres systèmes économiques caractérisés par la propriété collective des moyens de production, comme le communisme. Mais cette définition juridique se heurtait à d'autres formes de contrôle de l'entreprise, le mutualisme ou la coopérative, des formes de propriété privée des moyens de production sans rapport avec le capitalisme tel qu'il est envisagé. Par exemple, une entreprise, moyen de production par excellence, propriété exclusive de ses salariés, faisait partie du capitalisme - défini par la propriété privée - puisqu'elle était détenue de manière privée, par ses salariés. Une entreprise propriété de ses clients était une entreprise capitaliste, puisqu'elle était aussi propriété privée. Pourtant, ces deux types d'entreprise n'avaient jamais été considérés comme capitalistes, se trouvant au contraire en opposition avec le capitalisme. La définition nouvelle du capitalisme par le pouvoir permet donc de comprendre ces deux types d'entreprises privées différemment du capitalisme, une fois qu'il est défini ainsi.

Des tentatives historiques de régulation intérieure du capitalisme ont déjà eu lieu, et montrent que le pouvoir du capitalisme a déjà été remis en question, contesté, de façon pratique avant même d'être théorique, et a abouti en réponse à une défense virulente du capitalisme moderne, un renouvellement des théories de la gouvernance d'entreprise redonnant le pouvoir aux actionnaires et à leurs représentants. L'évolution historique de la gouvernance raconte un affaiblissement du contrôle capitaliste au début du XX^{ème} siècle, suivi par une nouvelle théorie, la *corporate governance*, qui reprend le contrôle actionnarial perdu au détour des années 1980 en même temps que le 'néolibéralisme' de Reagan et Thatcher. La gouvernance d'entreprise permet de comprendre le capitalisme par l'entreprise, par ses modes de contrôle, pour trouver une solution faisant évoluer ce contrôle vers un équilibre des pouvoirs dans l'économie de marché.

IV.2.1. Théorie de l'entreprise

Une définition canonique de l'entreprise "comme une organisation destinée à la production de biens ou de services, reposant sur une coordination par la hiérarchie"[599] illustre cette opposition avec le marché, quand le marché est conçu comme un lieu de coordination non hiérarchique, par le seul jeu des prix fixés par des échanges libres. La définition de l'entreprise se focalise donc sur la hiérarchie plus que sur la liberté, qui reste un attribut du marché, lié à son caractère concurrentiel au niveau moderne. Mais une transformation de la définition de l'économie de marché, telle qu'elle est réalisée ici, amène évidemment un bouleversement des rapports avec l'entreprise.

En lien avec cette définition canonique de l'entreprise, la théorie contractuelle, dominante, de l'entreprise, à la suite de Coase et Chandler, la conçoit comme un simple "nœud de contrats", selon une approche très juridique et individualiste au niveau méthodologique, excluant donc la possibilité d'existence d'un organisme collectif comme l'entreprise. L'entreprise est de ce point de vue une fiction légale, qui n'existe pas réellement. Mais une autre approche, centrée sur la production et les compétences, développe une vision quasi organique de l'entreprise, et donc une existence réelle de celle-ci, comme un individu, bien qu'elle ne soit qu'une construction sociale. Weinstein y devine "la recherche la plus systématique de construction d'une théorie alternative à la vision contractuelle, visant à rendre compte de la structure et du comportement des organisations, comme conséquences des dynamiques d'apprentissage individuelles et collectives."[600] Cette nouvelle approche permet également de concevoir l'entreprise comme une extension normale du marché, et est donc privilégiée.

Dans l'approche contractuelle de la firme, développée par Coase, où la firme est un nœud de contrats entre individus libres sur un marché, le centre d'intérêt se porte principalement sur les problèmes d'informations, et en particulier d'asymétrie d'informations. La firme résout (de manière efficace mais peut-être pas optimale) ces problèmes, en coordonnant et incitant les individus qui y participent par des contrats. "Une définition classique de l'entreprise, dans la lignée des travaux contractuels, la définit comme un "ensemble d'actifs soumis à une propriété

[599] Olivier Weinstein, *Pouvoir, finance et connaissance, Les transformations de l'entreprise capitaliste entre XX*è *et XXI*è *siècle*, Paris, Editions La Découverte, 2010, p. 31.
[600] *Ibid.*, p. 28.

unifiée, et ainsi un contrôle unifié" [Blair et Stout, 1999, p. 260]"[601]. La théorie des coûts de transaction issue des travaux de Coase oppose donc entreprise et marché, sur la base de leurs modes de coordination différents (par la hiérarchie dans l'entreprise, les prix dans le marché). La réduction de la coordination possible dans le marché à la seule variation des prix est une limitation issue de la conception du marché comme marché auto-régulé par la seule variation des prix. La coordination volontaire des acteurs à long terme, par l'entreprise, n'est donc pas considérée comme un attribut logique du marché, tant que le marché n'est pas conçu comme un système de libre coordination des acteurs. La vision contractuelle de l'entreprise, comme nœud de contrats, s'oppose donc au marché auto-régulé par la main invisible.

Alfred Chandler, célèbre théoricien américain de l'entreprise, a défini l'entreprise de l'époque du capitalisme industriel en opposition au mécanisme de concurrence et de libre prix du marché, comme l'"intégration d'activités multiples sous une autorité unique, qui réalise la substitution de l'organisation au marché, de la "main visible des managers" à la main invisible du système de prix"[602]. La firme chandlérienne se définit juridiquement comme une société anonyme, structure spécifique qui possède de nombreux avantages - ou annule de nombreux inconvénients - pour le capitalisme. La société anonyme moderne (par actions) est propriété des actionnaires, auxquels les dirigeants rapportent par l'intermédiaire d'une double structure, le conseil d'administration et l'assemblée générale. Une classe de dirigeants, salariés, est donc créée :

> L'entreprise chandlérienne repose par ailleurs sur un nouveau système de pouvoir et de gouvernement, où la direction effective de l'entreprise passe des apporteurs de capitaux, ou de l'entrepreneur, à des managers professionnels. Berle et Means ont mis l'accent sur cet aspect. Cette référence au rôle et au pouvoir des managers couvre deux aspects liés, mais distincts. D'un côté, l'importance prise dans le fonctionnement de l'entreprise par un large corps de gestionnaires salariés (ce que Galbraith appelle la "technostructure") ; de l'autre, la prise du pouvoir par un groupe beaucoup plus restreint, au sommet de l'appareil managérial.[603]

Cette séparation entre propriété et contrôle, entre actionnaires et dirigeants, dans l'entreprise est l'objet de l'œuvre majeure de Berle et Means, *The Modern Corporation and Private*

[601] *Ibid.*, p. 19.
[602] *Ibid.*, p. 8-9.
[603] *Ibid.*, p. 40.

Property,[604] parue en 1932. Elle démontre la possibilité de séparer propriété et pouvoir, et donc de contrôler un objet sans pour autant en avoir la propriété juridique. Cette distinction entre propriété et pouvoir est très fructueuse, puisqu'elle permet de penser une entreprise propriété légale des actionnaires, mais dont le contrôle est aux mains d'autres intérêts ou combinaisons d'intérêts, d'autres pouvoirs, auxquels les actionnaires sont obligés de - ou intéressés à - céder une partie de leur pouvoir de propriété. Ainsi, les actionnaires ont perdu le pouvoir au début du XX^{ème} siècle, constat établi par Berle et Means, au profit de dirigeants salariés qui pouvaient orienter les décisions des entreprises dans leurs intérêts, les tribunaux étant incapables de se prononcer sur ces décisions.

Mais la société anonyme, au-delà de cette délégation de pouvoir, a permis de transformer le capitalisme devenant à la fin du XIX^{ème} siècle "la forme dominante de la grande entreprise, au détriment de la propriété individuelle et des formes partenariales"[605]. Elle dispose des caractéristiques suivantes, des avantages qui ont permis sa domination dans le capitalisme : une personnalité légale qui lui permet de s'engager vis-à-vis des tiers, une responsabilité limitée des actionnaires à la hauteur de leurs apports, la cession possible des actions, une gestion centralisée (conseil d'administration et président-directeur général, séparé en deux ou non), et enfin une propriété commune, partagée entre les différents actionnaires. L'évolution de l'entreprise répond historiquement à des contraintes, des limitations, qui empêchaient un véritable essor du capitalisme.

L'origine des formes 'sociétés', comme Braudel l'a montré, remonte au moins au Moyen-Âge en Europe. En Italie, à cette époque, la *compagnia* est une forme de société partenariale qui repose sur la responsabilité entière et illimitée des dettes de l'entreprise pour les partenaires, engageant l'ensemble de leur fortune. Il est donc excessivement difficile de diversifier son patrimoine, de l'investir dans des sociétés différentes, et de déléguer à d'autres personnes leur contrôle, au vu de l'impact élevé qu'une mauvaise gestion peut amener sur les pourvoyeurs de capitaux. Mais elle oblige à être responsable de la totalité de ces affaires. Le capitalisme reste donc familial, opérationnel pourrait-on dire, puisque les enjeux en termes de responsabilité emportent un tel poids sur le patrimoine entier des acteurs et de leur famille. La pratique du prêt à intérêt qui se développe permet cependant une forme de diversification des activités et

[604] Adolf Berle et Gardiner Means, *The Modem Corporation and Private Property*, New York, Macmillan, 1932.
[605] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 41-42.

d'allocation des ressources financières, mais sans commune mesure au niveau du risque avec la fourniture de capital plutôt que de dette.

Puis, au XVI^{ème} siècle, la société en commandite fait son apparition pour réduire ce problème de responsabilité et se substitue à la société familiale. Elle permet ainsi la cession de parts, d'élargir le cercle des partenaires à l'activité de la société en commandite. Durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la société anonyme apparaît, résolvant définitivement ce problème, et rendant le patrimoine des actionnaires complètement différent du patrimoine de la société anonyme. Ainsi, des deux côtés, la responsabilité est limitée : les actionnaires ne sont pas responsables de l'entreprise au-delà de leur capital apporté, et l'entreprise n'est pas responsable des actionnaires et de leurs engagements autres. Un autre point majeur est que la société anonyme dispose par sa forme légale de droits identiques à ceux d'un individu, alors qu'elle n'en est évidemment pas un. L'entreprise moderne possède des droits de propriété sur ses actifs, droits différents de ceux des actionnaires qui ont apporté du capital : une séparation de la propriété a été instituée, qui donne une autonomie à l'entreprise et lui permet d'exister sans ses actionnaires, et par là même de poursuivre des intérêts différents de ceux de ses actionnaires, pourvu que le pouvoir des individus qui poursuivent ces intérêts différents soit suffisant.

La société anonyme offre donc une solution aux plus importants problèmes des actionnaires, en les regroupant, en limitant leur responsabilité, en leur offrant une liquidité et une diversité de patrimoine : " Partenariat et propriété collective, responsabilité limitée, liquidité : voilà réunis tous les ingrédients de la forme moderne de l'actionnariat. "[606] Ainsi, avec la société anonyme, l'accès aux capitaux extérieurs devient aisé (par l'émission d'actions nouvelles), la responsabilité des actionnaires est juridiquement limitée à leur apport financier (les dirigeants sont responsables devant la loi des actions de l'entreprise), et la capacité de vendre ces actions permet de ne pas conserver indéfiniment son argent investi sous cette forme très peu liquide qu'est le capital d'une entreprise. La société anonyme a surtout permis une introduction encore plus claire du contrat de travail, signé avec l'entreprise, un rapport salarial entre l'employé et l'employeur où l'actionnaire ne se trouve plus directement responsable de la relation avec le travailleur. La délégation à des dirigeants non actionnaires a accentué encore plus ce système, puisque le dirigeant, nommé par l'actionnaire, peut prendre, entre autres, des décisions de

[606] Roger Guesnerie, *op. cit.*, p. 27.

recrutement ou de licenciement sans l'actionnaire, devenu invisible, soulevant le problème de la participation réelle du salarié à l'entreprise capitaliste, qui se trouve ici réduit plutôt à une utilisation de sa force de travail par un acteur absent, qui délègue son pouvoir de propriété. La firme chandlérienne, du XX^{ème} siècle, une société anonyme structurée, s'appuie de plus sur une intégration verticale des compétences et des connaissances et donc une coordination entre acteurs qui nécessite une autre forme d'organisation du pouvoir, hiérarchique, par rapport aux rapports marchands pseudo-égalitaires habituels de l'économie de marché. Mais la hiérarchie ne s'oppose au marché, que lorsque le marché est considéré comme uniquement concurrentiel et non à la fois concurrentiel et coopératif, dans un équilibre de pouvoir à trouver.

La conception nouvelle développée ici de l'économie de marché nie l'opposition entre marché et entreprise, puisque l'entreprise est en réalité un mode de coopération libre entre individus (et de concurrence interne également) qui n'appelle pas à la disparition du marché, mais à la limitation temporaire nécessaire de la concurrence, à la cristallisation temporaire des rapports libres entre individus producteurs pour la production coopérative. L'entreprise se définit non pas comme en opposition au marché, mais comme son prolongement nécessaire, normal, pour une coopération efficace. La hiérarchie de l'entreprise, la "main visible des managers", est une répartition du pouvoir qui permet une coopération efficace dans la production et l'échange, tout en donnant une parole aux acteurs qui peuvent donc utiliser un autre instrument que la seule et limitée défection issue de la concurrence et de l'observation de la variation des prix du marché libre. Le marché n'est pas en tant que tel anti-hiérarchique, tant que cette hiérarchie est librement acceptée, que le pouvoir est admis librement, dans un rapport de forces équilibré, puisqu'il inclut la coopération, dont l'entreprise est le symbole.

Dans la définition de l'économie de marché plus que concurrentielle, l'entreprise est une forme d'organisation logique, normale, et surtout, nécessaire, pour une coopération fructueuse entre acteurs, à long terme, dans le but de la production. Sans accord librement contractualisé, sur la durée, le processus de production, qui peut parfois prendre des années dans les cas les plus complexes, ne pourrait aboutir. Quelle que soit la gouvernance de l'entreprise, capitaliste ou autre, il est nécessaire que celle-ci s'établisse dans un temps long, que l'échange caricatural, walrasien, du marché ne permet pas de conceptualiser, alors que la production nécessite des rapports sur le long terme. Le marché nouvellement pensé comme libre coordination, promeut les accords de long terme, s'ils permettent à la coopération de se développer, même s'il s'agit de réduire volontairement la fréquence de l'appel à la concurrence pour les acteurs engagés.

L'entreprise, organisée hiérarchiquement, où la coopération joue un rôle majeur, et où le long terme prend le pas sur la relation d'échange court terme, est donc une création naturelle de l'économie de marché pensée comme lieu de libre coordination entre acteurs.

La firme chandlérienne illustre donc une opposition exagérée entre marché et entreprise, en contractualisant à long terme les relations de marché entre différents acteurs, actionnaires, salariés et managers en premier lieu, ce qui ne supprime pas le marché dans l'entreprise, mais diminue l'appel aux prix du marché et à la concurrence qui les crée. Une définition réaliste de l'entreprise comme organisation, effectuée par Simon et March, reprend le fait que l'entreprise est un lieu de coordination et de conflits :

> Les organisations sont des systèmes d'actions coordonnées entre individus et groupes dont les préférences, l'information, les intérêts et les savoirs diffèrent. Les théories de l'organisation décrivent la conversion délicate du conflit en coopération, la mobilisation des ressources et la coordination des efforts qui facilitent la survie simultanée d'une organisation et de ses membres.[607]

La firme est donc un mode d'organisation plus efficace que le marché libre pour aboutir à la production de biens complexes, par la parole qu'elle autorise entre les individus, qui résout en partie les asymétries d'informations[608] et les besoins de contrôle. Cette justification de la firme sur la base de l'efficacité est majeure dans le rapport entre économie de marché et entreprise, non seulement car l'histoire n'est pas si catégorique sur l'efficacité de l'entreprise capitaliste par rapport au marché (voir ci-dessous le système de *putting-out*) mais parce que l'entreprise capitaliste a pu être constituée dans une optique de pouvoir, de contrôle de la production et des salariés, dans un but de profit bien plus que d'efficacité. Si l'entreprise, parce qu'elle existe dans le marché, est définie comme un lieu de coordination efficace, sous le prétexte qu'elle n'est pas remplacée par les échanges du marché, alors cet avantage se trouve dans sa définition même et le raisonnement devient circulaire : les entreprises sont créées et existent à cause de leur efficacité par rapport au marché, et l'efficacité explique leur survie, alors qu'elles

[607] James G. March et Herbert A. Simon, *Organizations*, Blackwell Publishers, Cambridge (M.) 2è ed. (trad. française *Les Organisations*, Dunod, Paris, 1991).

[608] Une théorie intéressante de l'entreprise l'a considérée comme une alternative au marché, une forme de marché privé plus efficace dans la collecte d'informations, essentielles pour la coopération, par des coûts d'information plus élevés sur le marché que dans l'entreprise (Alchian Armen et Harold Demsetz, Production, Information Costs, and Economic Organization, *The American Economic Review*, Vol. 62, No. 5, Dec., 1972, p. 777-795).

pourraient être simplement des moyens de prélèvement de profit efficaces, bien plus que le marché.

L'analyse de Marglin[609] des méthodes historiques de prélèvement de valeur envers les salariés et artisans démontre que l'efficacité technique n'est pas au cœur de l'organisation capitaliste, au contraire de la réalisation de profit par la création d'un pouvoir de marché. La première étape historique capitaliste, le *putting-out system*, créa une dépendance des artisans avec leur client bourgeois. La segmentation des tâches résulta en une perte de contrôle des travailleurs, au profit des capitalistes qui maîtrisaient les différentes parties à l'échange. Les travailleurs se retrouvèrent confinés dans "un étroit marché pour un sous-produit qu'un petit nombre de *putter-outers*, dans une zone géographique limitée, pouvaient dominer"[610], et en compétition pour un travail non qualifié, donc très disponible. L'exploitation capitaliste a commencé par une prise de contrôle du procédé de production qui n'a rien à voir avec l'efficacité technique, et est resté sur un marché plutôt que dans une entreprise, mais un marché contrôlé, non concurrentiel.

Cette conclusion est cruciale, puisqu'elle invalide une justification primordiale du capitalisme, son efficacité supérieure sur d'autres modes d'organisation. Ici, il est démontré que le progrès technique, l'innovation, n'est pas un fait nécessaire du capitalisme, qui optimise plutôt les organisations pour capter le profit que pour atteindre une efficacité technique maximale - quoique souvent l'efficacité technique la plus élevée permette des profits élevés, et soit donc poursuivie par le capitalisme, mais sans que cette relation ne soit nécessaire ni même absolue. En revenant à la destruction créatrice de Schumpeter, où la concurrence plus que le pouvoir du capitalisme est source de progrès, la démonstration réalisée par Marglin, puis Dockès et Rosier ci-dessous, renforce cette idée d'un capitalisme moins préoccupé par l'efficacité que par le profit.

Ainsi, historiquement, la division du travail a également permis de payer moins cher les salariés, car les machines réalisaient le travail le plus qualifié, et de profiter d'une situation de force sur le marché, avec de nombreux fournisseurs et peu d'acheteurs. Cette interprétation du capitalisme au début de la Révolution Industrielle ne doit pas pour autant faire oublier

[609] Stephen Marglin, 1974, "What do bosses do ?" *in* Tinel B. *A quoi servent les patrons ? Marglin et les radicaux américains*, Paris, ENS Editions, 2004.
[610] *Ibid.*, p. 128.

l'augmentation des capacités de production amenées par le machinisme, qui aurait pu effectivement aussi bien se réaliser par les artisans que par les capitalistes. La force capitaliste semble avoir autant été tout d'abord une force de captation de richesse souvent violente que de transformation sociale, avec le démantèlement des anciens monopoles (qui ont été remplacés ensuite par les quasi-monopoles capitalistes). Finalement, les capitalistes se sont servis de l'économie de marché, comme d'un outil pratique à manipuler pour asseoir leur domination en détruisant la domination précédente, et comme d'un discours théorique qui leur permettait de camoufler leur prise de pouvoir.

A la suite de Marglin, Dockès et Rosier montrent que la fabrique contrôlée par les capitalistes obéit non pas à un déterminisme technique, mais à une volonté de contrôle sur le processus de production :

> Les changements techniques ne représentent pas le progrès technique, mais une des formes contingentes que celui-ci peut prendre pour un état donné des connaissances scientifiques : l'innovation est une production sociale et la nouvelle domination du groupe des entrepreneurs capitalistes fit que ses besoins façonnèrent l'offre de moyens techniques[611]

Cette démonstration historique illustre à quel point l'efficacité, la défense du capitalisme la plus importante, emportant l'idée de progrès et d'innovation, est friable. Le capitalisme n'est pas le meilleur promoteur du progrès technique, il ne fait que l'utiliser à son avantage, selon une configuration de production donnée qui lui fournit le pouvoir. Par exemple, Dockès et Rosier donnent l'exemple d'ateliers à Birmingham mis en commun entre artisans, et utilisant la machine à vapeur à l'état de l'art des techniques du XIX^{ème} siècle. Il s'agit donc, à l'inverse du capitalisme, d'un capital industriel que le travail paie et utilise en gardant le contrôle de la production. On voit bien par cet exemple que le progrès n'implique pas un contrôle capitaliste de la production, mais que l'inverse est parfaitement possible et envisageable. Durand en conclut à un mythe unidirectionnel et inéluctable du progrès scientifique, avec l'exemple de la commande numérique, utilisé pour contrôler la production plus que pour une quelconque efficacité en volume, évolution orientée par les intérêts capitalistes de contrôle :

> Le processus historique de sélection de la machine à commande numérique illustre le fait que l'évolution technologique est fortement affectée par des stratégies de pouvoir des acteurs

[611] Pierre Dockes et Bernard Rosier, *L'histoire ambiguë*, Paris, PUF, 1988, p. 117.

> dominants. Mais, une fois le choix effectué, cette évolution est mythifiée comme étape inéluctable du progrès technologique.[612]

L'efficacité est une conception socialement affectée, avec des choix et des directions qui ne reflètent pas la performance technique mais le contrôle, la volonté de retirer un profit d'une organisation donnée de la production, et non d'optimiser purement et simplement la technique, la performance. L'entreprise capitaliste est créée pour le profit plus que pour l'efficacité, et sa définition reflète cette idée :

> On peut donc, de manière raisonnable, caractériser l'entreprise capitaliste ainsi :
>
> - *Elle produit des marchandises*, c'est-à-dire des biens ou des services destinés à être vendus sur des marchés, et elle les produit à l'aide de marchandises, c'est-à-dire de moyens de production eux-mêmes achetés sur des marchés.
> - *Elle produit en vue d'obtenir un profit*. Elle vise à mettre en valeur un capital. C'est bien là sa spécificité majeure.
> - *Elle repose sur un mode de gouvernance et des règles spécifiques*, qui régissent les rapports fondamentaux entre les "parties prenantes" à son activité. Ces parties prenantes ne sont pas simplement les groupes qui appartiennent à l'entreprise, au sens habituel du terme ; elles recouvrent l'ensemble des groupes impliqués dans son fonctionnement. La définition même de ces parties prenantes et leur champ d'action sont au cœur des questions touchant à l'entreprise.[613]

Il y a dans cette définition de l'entreprise capitaliste les trois composantes les plus importantes du capitalisme qui ont déjà été observées, comme la marchandisation (des marchandises produites à partir de marchandises), l'objectif de profit, et le contrôle par les actionnaires (même si Weinstein offre la possibilité d'un contrôle différent de celui des actionnaires, la théorie des parties prenantes permettant d'élargir l'idée de contrôle). Cette théorie des parties prenantes, développée par la suite, est une forme de disparition déguisée du capitalisme de pouvoir, car l'accord sur un intérêt général de l'entreprise amène la réfutation d'un objectif unique de profitabilité de l'entreprise. En ce sens, une entreprise poursuivant un intérêt général est une entreprise qui n'est pas véritablement capitaliste, ou qui le dissimule derrière cette idée d'intérêt général.

---

[612] Cédric Durand, *Le capitalisme est-il indépassable ?*, Paris, Editions textuel, 2009, p. 79.
[613] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 32.

Puisque l'efficacité n'est pas l'objectif numéro un de l'entreprise capitaliste, mais le profit, d'autres formes plus efficaces de production auraient pu voir le jour au cours de l'histoire. Elles l'ont fait[614], mais l'efficacité technique pure et l'efficacité économique étant deux idées différentes, le système capitaliste a pu s'imposer par les avantages de l'économie de marché, par le pouvoir capitaliste sur le travail, supérieur aux autres formes collectives de production, ainsi que par l'accès à un volume de capital que les autres organisations n'obtenaient pas. En ce sens, l'inégalité majeure de propriété entre les individus, dénoncée par Marx au XIX^{ème} siècle comme fondement violent du capitalisme, reste un argument valide. L'évolution historique du capitalisme a néanmoins montré une amélioration drastique des niveaux de vie des pays capitalistes, avec une meilleure répartition des richesses en valeur absolue, et un accès accru à l'endettement pour la population qui a aidé à la réutilisation du profit dans l'économie. Mais le contrôle capitaliste du travail a été modifié par l'apparition d'une classe de dirigeants salariés liés à la société anonyme. Le profit n'était plus l'objectif unique de l'entreprise moderne au milieu du XX^{ème} siècle. C'est ce constat que réalisent Berle et Means dans leur ouvrage majeur, *The Modem Corporation and Private Property*.

[614] Les capacités de production des usines soviétiques n'étaient pas inférieures à celles des usines capitalistes, mais l'emploi optimal de la main d'œuvre (individualisation des salaires, rationalisation extrême du travail) et la coordination des acteurs sans le marché y étaient bien moins développés, ce qui explique l'avantage réel des entreprises capitalistes, sans compter la liberté d'entreprise qui a autorisé l'innovation privée sur le marché.

IV.2.2. Berle et Means : séparation de la propriété et du contrôle des entreprises

L'ouvrage de Berle et Means met en avant une perte historique de contrôle de l'entreprise par les actionnaires au profit des dirigeants. Cette séparation est celle de la propriété et du pouvoir avant de devenir celle entre l'intérêt des actionnaires et de l'entreprise. Les dirigeants ont pris le pouvoir dans l'entreprise, car les actionnaires ont privilégié la liquidité de leurs actions sur le contrôle direct de l'entreprise. En déléguant à des tiers, les dirigeants, le pouvoir dans l'entreprise, afin de pouvoir vendre leurs actions bien plus librement, ils ont abandonné leur capacité de contrôle de l'entreprise. *The Modem Corporation and Private Property*, est un des ouvrages majeurs sur le contrôle de l'entreprise, à partir de la séparation historique entre propriété et pouvoir.

Berle et Means distinguent cinq types de contrôle de manière empirique, par l'étude d'un panel de grandes entreprises américaines de leur époque. Deux types de contrôle constituent la majorité dans leur analyse statistique de l'économie américaine de l'époque, qui étaye leur argumentation en faveur d'un capitalisme managérial nouveau. Dans leur panel d'entreprises américaines, le contrôle actionnarial absolu (plus de 90%) n'est présent que dans 6 % des 200 grandes entreprises considérées ; le contrôle actionnarial majoritaire (majorité des droits de vote), dans seulement 5 % des entreprises, et le contrôle indirect, par des holdings ou autres, seulement 10 %. La majorité des entreprises est donc contrôlée de la façon suivante : un contrôle minoritaire avec un actionnariat atomisé (36,5 % des entreprises), et un contrôle managérial (32,5 % des entreprises) où l'actionnariat est si diffus que leur poids ne leur permet plus d'influer individuellement sur le management. Ainsi, presque 70 % des entreprises ne se trouvent plus avec un actionnariat fort qui puisse s'opposer aux intérêts des managers. Cette interprétation est bien sûr exagérée, puisque de mauvaises performances des actions d'une entreprise amènent finalement des changements dans la direction de l'entreprise, à un temps plus ou moins long, mais montrent que les dirigeants peuvent s'affranchir du contrôle des actionnaires de façon plus aisée qu'auparavant. L'analyse de la prise de contrôle managérial conduit à l'idée d'un capitalisme managérial structuré, dénoncé par John Kenneth Galbraith[615], entre autres, comme une prise de pouvoir.

[615] John Kenneth Galbraith, *Le nouvel état industriel*..

> Aux Etats-Unis domine un "capitalisme managérial", caractérisé, dans les termes de Berle et Means [1932], par "une séparation de la propriété et du contrôle". La dispersion poussée de la propriété sociale laisse aux dirigeants une très large autonomie dans leur choix stratégique. L'absence de bloc de contrôle, liée à une fragmentation des institutions financières initiée avant la guerre (Roe [1994]), rend en effet illusoire la sensibilisation directe des gestionnaires à la volonté des actionnaires. Les prises de contrôle hostiles ne sont guère plus efficaces à contrôler les dirigeants, qui forment une technostructure au sommet des plus grandes entreprises (Galbraith, [1967]). La multiplication des conglomérats, qui assouvissent les visées de puissance des gestionnaires, constitue sans doute le symptôme le plus évident de cette configuration particulière.[616]

La recherche de liquidité des actionnaires les a poussés à abandonner au profit des managers le contrôle de l'entreprise. Il n'est donc pas possible d'allier la liquidité et le contrôle. Aglietta reprend cette analyse qui structure l'argumentation de Berle et Means :

> la souveraineté actionnariale est fondamentalement instable, en tant qu'elle ne peut se réaliser. Le principe constitutif de cette doctrine est de conjuguer liquidité et contrôle. Or la liquidité suppose précisément une prise de distance. Elle est synonyme d'extériorité. Cette idée est exprimée de la manière la plus nette par Berle [1963] : " Pour que la liquidité puisse exister, il est nécessaire que la propriété n'ait aucune relation avec son propriétaire, si ce n'est la relation issue de la possibilité qu'a le propriétaire de la transférer. Rien ne saurait être liquide si la valeur assignée dépend de la capacité, de l'effort ou de la volonté du propriétaire. Le marbre cesserait d'être facilement vendable si sa valeur dépendait de sa relation au sculpteur." (p. 28) [617]

L'analyse de Berle et Means ouvre cependant des réflexions nouvelles et intéressantes sur la conception d'une entreprise, et de façon plus large sur le capitalisme (encore défini comme le pouvoir aux actionnaires dans l'entreprise). L'entreprise doit être pour cela considérée non pas comme une fiction, mais une institution sociale :

> "[L'entreprise] implique les interrelations entre une large diversité d'intérêts économiques - ceux des "propriétaires" qui fournissent le capital, ceux des travailleurs qui "créent", ceux des consommateurs qui donnent de la valeur aux produits de l'entreprise, et par-dessus tout ceux du contrôle qui apportent le pouvoir" [Berle et Means, 1932, p.310]. L'entreprise existe

[616] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *Dérives du capitalisme financier*, Paris, 2004, p. 15.
[617] *Ibid.*, p. 346.

> en elle-même, comme une entité propre, au-delà des personnalités changeantes de ses actionnaires, ses salariés ou ses managers. Elle peut être lue à la fois comme une confrontation d'intérêts divers et comme une concentration de pouvoirs. Ce qui pose la question de la régulation de ce pouvoir et de la protection des différents intérêts.[618]

La régulation du pouvoir dans l'entreprise, au cœur du capitalisme tel qu'il a été défini ici, est donc en même temps une solution à ce capitalisme de pouvoir. Sans capacité actionnariale à orienter l'entreprise dans son intérêt exclusif, ou seulement dominant, le capitalisme n'est plus. La remise en cause du lien entre propriété et contrôle est donc une première étape majeure de la remise en cause du capitalisme, puisqu'elle nie toute légitimité de la part des actionnaires à ce contrôle, qu'ils ont abandonné au profit de la liquidité :

> Selon Berle et Means, cela implique de remettre en cause la "logique traditionnelle de la propriété" selon laquelle "une *corporation* "appartient" à ses actionnaires [...] et leur intérêt est le seul qui doit être reconnu comme objectif de l'activité de la *corporation*". Cette "doctrine de strict droit de propriété" ne peut plus s'appliquer à la propriété passive des actionnaires de la grande société par actions ouverte. En renonçant au contrôle et à la responsabilité de la gestion, ceux-ci auraient de fait renoncé au droit à ce que l'entreprise soit gérée en fonction de leurs seuls intérêts.[619]

En partant de Berle et Means, il est possible d'apercevoir dans la théorie de l'entreprise une évolution vers l'économie de marché en opposition au capitalisme - comme le néolibéralisme est une évolution anticapitaliste -, avec l'idée d'équilibre des d'intérêts dans l'entreprise, puisque la séparation de la propriété et du contrôle historique amène à penser l'entreprise comme une confrontation d'intérêts et une concentration de pouvoirs. La séparation entre actionnaires et dirigeants est la première étape de disjonction entre intérêts des actionnaires et intérêt de l'entreprise.

Ainsi, dans la ligne droite de leur observation de délégation du contrôle de l'entreprise par les dirigeants, Berle et Means en déduisent une orientation différente des entreprises par rapport aux actionnaires, et à une forme d'abandon de propriété de la part de ces mêmes actionnaires. Ce changement est irréversible, puisque les "actionnaires ont accepté de perdre le contrôle, au profit d'une plus grande liquidité. Ils ne peuvent donc plus prétendre légitimement au

[618] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 22.
[619] *Ibid.*, p. 22.

contrôle."[620] Il est par conséquent impossible de revenir en arrière sur le contrôle sans revenir en arrière sur la liquidité des actions des entreprises. Pourtant, l'entreprise ne peut pas non plus être dirigée dans le seul intérêt des dirigeants qui ont pris le contrôle de l'entreprise, sous risque de détournement oligarchique de l'entreprise. Entre l'intérêt des actionnaires et des dirigeants, Berle et Means suivent une autre direction, celui de l'intérêt général de l'entreprise, dans la foulée de la pensée de Walter Rathenau, industriel, homme d'Etat de la République de Weimar et théoricien social. Celui-ci considère l'entreprise comme une institution, et même plus, la rapproche de l'Etat :

> La dépersonnalisation de la propriété, l'objectivation de l'entreprise et le détachement de la propriété de son possesseur conduisent à un point où l'entreprise se transforme en une institution qui ressemble, dans sa nature même, à l'Etat.[621]

Berle et Means choisissent donc cette voie d'entreprise institutionnelle, orientée dans un but d'intérêt général. Il s'agit de "finaliser" ce pouvoir, de l'exercer dans l'intérêt de ceux qui le subissent et non de ceux qui l'ont. L'Etat démocratique obéit à cette "finalisation" du pouvoir, avec l'élection par le peuple de ses représentants. Berle et Means veulent donc que l'intérêt poursuivi par la grande entreprise soit celui de toutes les parties prenantes et non seulement celui de l'actionnaire ou du dirigeant. La grande entreprise industrielle de leur époque ne doit donc plus seulement viser le profit, mais l'intérêt général. La régulation intérieure du marché dont il était question apparaît là de manière claire, avec la réintroduction de l'intérêt général au niveau microéconomique, alors qu'il était convoqué au niveau macroéconomique par l'Etat dans la défense de son intervention économique. L'Etat n'a donc pas à intervenir au sein de l'économie pour défendre l'intérêt général, puisque ce sont les entreprises qui vont le défendre, même s'il s'agit de leur intérêt général d'entreprise plutôt que celui global de l'Etat.

Cette conception inspirée de la comparaison de l'entreprise avec l'Etat a été critiquée par la suite, mais est porteuse d'une vision originale de la mission de l'entreprise, même si elle ne sera pas poursuivie ici, au contraire d'Aglietta et Weinstein qui défendent une idée d'intérêt général comme objectif de l'entreprise, en réponse à la *corporate governance*, au retour des actionnaires avec la reprise du contrôle de l'entreprise depuis les années 1980. Selon eux, les

[620] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *op. cit.*, p. 45.
[621] *Ibid.*, p. 46.

managers doivent diriger l'entreprise non pas pour les seuls actionnaires, mais au service de la société dans son ensemble, d'un intérêt général, conception qui suit celle de Berle et Means.

> Il ne s'agit pas de donner un supplément d'âme à la gouvernance actionnariale, mais bien de lui substituer une autre gouvernance, qui gérerait la grande entreprise comme une institution, au service de la société.[622]

Finalement, déjà dans les années 1930, en parallèle avec l'élaboration de la théorie néolibérale ayant pour but de défendre le libéralisme contre le capitalisme, une théorie microéconomique institutionnelle faisait également évoluer la conception de l'intérêt directeur de l'entreprise, non plus orientée vers le profit, mais vers un autre intérêt, ici l'intérêt général. Puisque l'entreprise moderne était considérée comme une institution, au même titre que l'Etat, elle devait poursuivre le même intérêt, l'intérêt général. Même si cette idée d'intérêt général, trop politique et sûrement considérée à l'époque comme presque socialiste, ne sera pas poursuivie dans la recherche d'un équilibre des pouvoirs libéral, son apparition montre la possibilité qu'a l'entreprise de changer d'objectif, par le changement de contrôle, de pouvoir. Elle l'a fait récemment, par un retour à la conception capitaliste de l'entreprise moderne : la réponse actionnariale, participant du même mouvement d'une récupération néocapitaliste du néolibéralisme, s'est déployée sous le nom de *corporate governance*.

[622] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 182.

IV.2.3. La Corporate Governance

En réponse aux théories institutionnalistes issues de Berle et Means, et à la prise de contrôle des managers, une théorie, dite de l'agence, a été élaborée par la suite, dans les années 1970, visant à redonner aux actionnaires le contrôle de l'entreprise, par le contrôle des dirigeants, selon une analyse de la relation entre un agent (le dirigeant) et le principal (l'actionnaire) :

> La théorie de l'agence prend le strict contre-pied de ces thèses [de Berle et Means, sur la perte de contrôle de l'entreprise par les actionnaires]. Elle vise de manière explicite à combattre toute idée de l'entreprise comme institution sociale ou, pire, comme une forme quasi-publique [Jensen et Meckling [1976], "Theory of the firm. Managerial behavior, agency costs and capital structure" *Journal of Financial Economics*, vol. 3 n°4]. La similitude posée entre entreprise et Etat est l'objet d'une critique frontale de Michael Jensen et William Meckling, dans leur campagne pour la restauration des valeurs du libéralisme économique et la réaffirmation de la propriété privée comme fondement de la société. La construction de la théorie de l'agence s'inscrit dans ce cadre.[623]

La théorie de l'agence, élaborée par Jensen et Meckling, ainsi que Fama et Klein, utilise deux moyens distincts pour orienter les actions des dirigeants vers l'intérêt des actionnaires : les OPA (Offre Publique d'Achat), l'achat des titres d'une entreprise par une autre, aboutissant théoriquement à la prise de contrôle des entreprises qui ne respectent pas assez l'intérêt des actionnaires, par d'autres entreprises qui le font mieux, et la réintégration dans le conseil d'administration de représentants d'actionnaires et d'indépendants, qui peuvent surveiller les décisions des dirigeants et aligner leur rémunération sur la performance des actionnaires (en particulier par les stocks options et autres instruments de rémunération variable). Comme le dit Plihon, il s'agit de "réduire ces "asymétries d'information" et d'inciter les managers à gérer l'entreprise dans l'intérêt des actionnaires, en mettant tout en oeuvre pour faire monter la valeur des actions".[624] Ces deux outils simples, très efficaces pour contrôler directement et indirectement les dirigeants, ont permis une refocalisation des entreprises vers le profit, et même une redéfinition :

[623] *Ibid.*, p. 22.
[624] Dominique Plihon, *Le nouveau capitalisme*, Paris, Eds La Découverte, 2003, p. 72.

> Qualifier la relation entre actionnaires et gestionnaires de relation d'agence, c'est penser qu'il est du devoir des seconds de répondre aux désirs des premiers ; c'est donc penser que l'équipe dirigeante est embauchée par les actionnaires, avec pour mission première de servir au mieux leurs intérêts. Comme toute opération de qualification, l'adoption d'une perspective agentielle n'est pas neutre : elle véhicule une représentation normative de la situation des personnes en présence. La traduction économique de cette perspective agentielle est la suivante : l'objectif de la firme ou de ses dirigeants se réduit à la maximisation de l'utilité du groupe de ses actionnaires.[625]

L'entreprise est redéfinie uniquement comme propriété de l'actionnaire, avec un but de profit, en réponse aux problèmes de mauvaises décisions de management et en lien avec l'apparition de nouveaux acteurs :

> Ainsi, quatre circonstances - la diversification des années 1960, les désinvestissements des années 1970, le métier de l'achat et la vente d'entreprises stimulé par le changement dans la propriété, et l'arrivée d'un marché du *corporate control* - ont grandement facilité la restructuration de l'entreprise managériale moderne. Les firmes et les portions de firmes peuvent maintenant être achetées, vendues, divisées, et recombinées d'une manière qui aurait été impossible avant la vague d'acquisitions des années 1980.[626]

La *corporate governance* peut donc apparaître dans les années 1980, à la faveur d'une critique des sous-performances des entreprises contrôlées par les managers, des entreprises à la fois trop diversifiées et trop consommatrices de capitaux, et donc avec une rentabilité trop faible. Ce retour à un contrôle de l'entreprise par les actionnaires dans les années 1980 est considéré comme une nouvelle forme de capitalisme, le capitalisme financier, avec des avantages en termes de risque et d'efficacité, en plus de la reprise du pouvoir :

> - l'approfondissement de la logique financière permet une meilleure répartition du risque et une meilleure efficacité économique dans l'allocation du capital ;
> - la suprématie des actionnaires met fin aux usurpations de pouvoir du capitalisme "managérial". Elle (r)établit le respect de la propriété privée, pivot du capitalisme.[627]

[625] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *op. cit.*, p. 49-50.
[626] Alfred D. Chandler, The competitive performance of U.S industrial enterprises since the Second World War, *The Business History Review*, vol. 68 n°1, p. 22.
[627] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *op. cit.*, p. 9.

Surtout, il s'accompagne de méthodes modernes pour créer de la valeur actionnariale, en augmentant le profit futur. Tout d'abord, l'utilisation des fusions-acquisitions est renouvelée, pour atteindre une taille élevée et réduire les effectifs, puis le recentrage sur les activités les plus rentables, par la vente ou la fermeture d'activités peu ou non rentables, est demandé par les actionnaires. Le repositionnement de l'entreprise dans la chaîne de valeur consiste à externaliser certaines parties de l'entreprise, les moins rentables, à des sous-traitants si possibles fortement contrôlés et plus spécialisés. Enfin, la réduction du capital, pour optimiser le capital et distribuer aux actionnaires le meilleur rendement, est une activité majeure, par le phénomène des rachats d'actions sur le marché financier en particulier. L'accumulation illimitée du capital n'est plus une volonté du capitalisme financier, c'est la réduction illimitée du capital qui prime. En effet, plus le capital est faible, plus sa rentabilité, à profit constant, est élevée.

Le capitalisme évolue donc vers un capital zéro, montrant à quel point le capital ne représente que le pouvoir, et non un besoin d'investissement permanent. L'objectif est la maximisation du profit, avec l'utilisation la plus faible possible de capital. Les techniques de LBO, de rachat d'actions, de réduction de capital, permettent ainsi non pas d'accumuler le capital, mais de le désaccumuler, de le restreindre au minimum, quitte à faire peser des risques de plus en plus élevés sur l'entreprise, dans une optique de performance du capital la plus élevée possible. La diversification est ainsi refusée par les investisseurs, qui préfèrent contrôler des entités lisibles et gérer eux-mêmes leur diversification, au détriment du management et des employés des entreprises qui se spécialisent et augmentent donc leur risque :

> En d'autres termes, selon cette conception, les questions de diversification sont gérées par les acteurs financiers, non par les opérateurs industriels, ce qui illustre bien la primauté de la finance sur la logique industrielle dans un monde dominé par les investisseurs.[628]

Une méthode privée a été développée pour non pas répartir le risque, mais l'augmenter, dans un but de profit, le *Leverage Buy Out* (LBO). Le LBO est une technique financière qui permet de racheter des entreprises à l'aide d'une dette qu'elles rembourseront par elles-mêmes. Le LBO a pu être considéré comme un "modèle de gouvernance par un théoricien aussi éminent que Michael Jensen"[629] par la pression que le remboursement de la dette implique et fait peser

[628] Dominique Plihon, *op. cit.*, p. 70.
[629] Laurent Batsch, *op. cit*, p. 86.

sur le management[630]. Le recours à la dette produit un effet de levier important sur la rentabilité, source de la performance élevée des LBO dans les périodes de croissance, mais qui peut se retourner contre les actionnaires quand l'entreprise ne peut plus faire face à ses obligations bancaires. Le remboursement de la dette peut donc mettre l'entreprise en situation de défaillance, par les pertes accumulées du fait des intérêts de la dette et la tension de trésorerie du fait du remboursement du principal de la dette. Mais la dette a aussi un intérêt de contrôle, de "gendarme" :

> La dette se substitue aux actions et les créanciers prennent la place d'éventuels actionnaires. L'endettement massif permet de réduire l'ouverture du capital, de conserver un nombre restreint d'actionnaires et d'éviter la dilution du contrôle.[...] Les montages LBO acquièrent donc le statut d'une solution organisationnelle au conflit d'intérêts entre actionnaires et dirigeants : la dette financière remplit une fonction de gendarme, en même temps qu'elle est un instrument de gestion des risques très active entre les mains des actionnaires.[631]

Le management est donc strictement surveillé, surveillance renforcée par la publication des chartes dans les années 1990, celle de *Corporate Governance Principles* en 1993 aux USA, le rapport Viénot en 1993 en France, les *Principes de gouvernance d'entreprise* de l'OCDE en 2001, qui ont pour but de décrire la meilleure gouvernance actionnariale possible. "Ces chartes véhiculent une conception particulière de la responsabilité de la firme et de ses dirigeants, qualifiée de "valeur actionnariale" ou de "souveraineté actionnariale" : une entreprise bien gérée est une entreprise au service de ses actionnaires, l'inflation du cours boursier s'impose comme critère ultime de réussite."[632] Les investisseurs évaluent la gouvernance d'entreprise selon 5 critères principaux, l'information des actionnaires, le respect de leurs droits égaux, la composition du conseil d'administration, l'absence de mesures anti-OPA et l'alignement de la rémunération des managers avec la performance des actions. Le critère le plus important est bien sûr la composition du conseil d'administration, là où réside le pouvoir exécutif ultime de l'entreprise, puisque le conseil d'administration nomme et rémunère les managers. La présence d'administrateurs indépendants, censés avoir une vision plus objective des performances de l'entreprise et de ses dirigeants, fait partie des bonnes pratiques promues de la gouvernance d'entreprise, mais demeure un véritable problème, par la

[630] Michael Jensen "Agency Costs of Free Cash Flow, Corporate Finance and Takeovers", *American Economic Review*, n° 76, 1986.
[631] Laurent Batsch, *op. cit.*, p. 88.
[632] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *op. cit.*, p. 23.

cooptation entre dirigeants de grandes entreprises, aux intérêts souvent convergents, qui s'y joue. Les dirigeants se retrouvent en réalité encore plus puissants qu'auparavant.

> Plus l'intérêt des actionnaires est privilégié, plus la gestion des entreprises doit se faire au nom d'une extériorité (le marché financier). Ce processus contribue à déresponsabiliser le pouvoir managérial. La valeur actionnariale renforce, plutôt qu'elle ne limite, le pouvoir discrétionnaire des dirigeants.[633]

Le contrôle des dirigeants par les actionnaires ne fonctionnerait simplement pas, la théorie actionnariale ne réussissant pas à contrôler effectivement les dirigeants et donc à lier liquidité et contrôle. Il faut cependant nuancer cette conclusion à notre sens, car même si les managers ont vu leurs rémunérations plus que décupler ces trente dernières années[634], il s'agissait pour les actionnaires de les discipliner d'une autre manière, par l'alignement de leurs rémunérations sur les leurs, sur les performances boursières de l'entreprise. Cet alignement s'est plutôt retourné contre les actionnaires, amenant des rémunérations des dirigeants décorrélées des performances réelles : il s'agit plutôt d'un signal d'une mauvaise stratégie de rémunération des dirigeants que d'une mauvaise orientation de leurs décisions (et donc des entreprises qu'ils dirigent) dans les intérêts des actionnaires. Au contraire, même si les dirigeants sont payés de plus en plus cher, sans que les performances financières suivent, les entreprises capitalistes modernes n'en sont pour autant pas moins orientées vers l'intérêt des actionnaires.

Les investisseurs ont donc repris le pouvoir face aux dirigeants dans le capitalisme financier, mais de façon très partielle puisqu'ils leur paient des salaires gigantesques pour aligner leurs intérêts, sans résultat probant, leurs rémunérations élevées se révélant en réalité décorrélées des performances boursières des entreprises qu'ils dirigent. Mais le retour au profit opéré par ces méthodes de gestion d'entreprise est typique d'un "retour de l'actionnaire " :

> La financiarisation s'exprime au niveau de l'entreprise par ce que l'on a appelé le "retour de l'actionnaire" et du "capitalisme financier", et par là - selon certains - le déclin, sinon la fin d'un pouvoir managérial "technocratique" qui aurait caractérisé le capitalisme jusqu'aux

[633] *Ibid.*, p. 346.
[634] La hausse de rémunération des dirigeants des grandes entreprises américaines a en effet été très rapide et décorrélée des rémunérations moyennes : de 40 fois le salaire moyen ouvrier en 1980 à 85 fois en 1990 et 400 fois en 2003 (source Aglietta et Rebérioux).

années 1970. En bref, à la grande entreprise managériale se substituerait la firme financiarisée ou actionnariale.[635]

Ces deux types de pouvoir ne sont pas pour autant opposés mais recomposés "par la formation de nouveaux acteurs financiers et de nouvelles relations entre finance et industrie"[636], avec en particulier l'apparition des fonds d'investissements actifs et spécialisés, des intermédiaires des actionnaires remplissant la fonction de contrôle actif des intérêts capitalistes. Un autre facteur permet donc le retour des actionnaires, la collectivisation de l'épargne au sein de fonds de placements (fonds de pension, assurances, etc.) avec des investisseurs professionnels qui ont le pouvoir d'influer sur les entreprises :

> le mythe original, celui du capitalisme populaire, devait en réalité disparaître pour que le pouvoir du capital pût enfin s'exercer. Ce fut l'œuvre d'une transformation considérable qui vit progressivement la force des gestions collectives venir se substituer à l'émiettement antérieur des porteurs individuels de valeurs mobilières [...]. Là est le facteur social crucial : lors que la détention directe d'actions pour les individus s'accompagnait d'une dilution du contrôle exercé par les apporteurs de capital et laissait l'essentiel du pouvoir à la direction de l'entreprise (ah ! le bon temps...), la concentration des titres dans les mains d'une nouvelle catégorie d'institutions, les gestionnaires de fonds soumis par la concurrence et la réglementation à un devoir de bonne gestion des intérêts des épargnants (les futurs retraités), a transformé profondément la nature des relations entre mandants et mandataires dans un capitalisme anglo-saxon dont les bases financières se sont simultanément beaucoup élargies.[637]

Le développement d'une catégorie d'intermédiaires spécialisés, qui ont regroupé l'épargne des actionnaires particuliers, et représenté leurs intérêts, a abouti à une reprise de pouvoir de la part des actionnaires sur les dirigeants. Ce schéma démontre que le regroupement amène le pouvoir et nécessite une nouvelle catégorie d'acteurs spécialisés qui pourront contraindre le management, par le marché financier, la défection, et par la parole, l'intervention, à une plus grande prise en compte des intérêts des actionnaires :

---

[635] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 10.
[636] *Ibid.*, p. 11.
[637] Jean Peyrelevade, *Le Gouvernement d'entreprise ou les fondements incertains d'un nouveau pouvoir*, Economica, Paris, 1999.

> La pression exercée par les investisseurs sur les dirigeants prend donc deux formes : celle de la sanction du marché qui valorise ou déprécie le titre ; celle de l'interpellation par les mandataires des institutionnels qui condamne les dirigeants à rendre des comptes en temps réel.[638]

Ces deux formes recoupent la distinction hirschmanienne entre parole et défection : les investisseurs peuvent faire défection, ils "votent avec leurs pieds", c'est-à-dire qu'ils vendent leurs titres quand ils sont insatisfaits des orientations et des résultats d'une entreprise, ce qui provoque une baisse du cours de bourse et soumet à la pression d'une OPA les dirigeants de l'entreprise qui n'obtient pas les performances attendues (il convient de noter ici le paradoxe certain de cette pression, puisque certaines entreprises, identifiées comme des cibles d'OPA, voient leur cours monter dans cette perspective, et, encore plus, certains dirigeants ont pour objectif de vendre l'entreprise à des entreprises plus grandes, sous forme d'OPA). La pression réelle du dirigeant est bien plutôt sur son remplacement, qui peut survenir à l'occasion d'une baisse de cours permettant à des actionnaires plus activistes et opportunistes de se positionner et de demander le recrutement d'un nouveau management. La prise de parole pour dénoncer l'absence de prise en compte suffisante des intérêts des actionnaires se transmet ensuite en un pouvoir plus direct, d'intervention au sein du conseil d'administration de l'entreprise pour faire changer les orientations de l'entreprise et même les dirigeants.

La *corporate governance* a donc consacré la prise de pouvoir des actionnaires, accompagnée de la domination des marchés financiers, sur les entreprises et l'économie réelle. Les termes "création de valeur", "retour sur investissement" ou "performance boursière" structurent le discours des grandes entreprises modernes. Cette orientation de l'entreprise dans un but pur de profit, avec la reprise du pouvoir, un retour au capitalisme en définitive, se trouve à l'encontre de l'objectif d'équilibre des pouvoirs et des intérêts défendu ici. Elle illustre également, sans le vouloir, l'importance de la parole en plus de la défection, puisqu'elle consacre non pas la seule sanction du marché financier, la défection des investisseurs, mais leur implication réelle dans l'entreprise, au moyen de la parole, pour contrôler les dirigeants et imposer leurs intérêts.

Des auteurs critiquent cette focalisation renouvelée de l'entreprise sur l'intérêt de l'actionnaire, Weinstein par exemple revenant à la solution de Berle et Means d'entreprises au service de la société dans son ensemble, à la poursuite d'un intérêt général. Aglietta développe une solution

[638] Laurent Batsch, *op. cit.*, p. 23.

légèrement différente, d'intérêt collectif, et de cogestion à l'allemande. Il le fait tout d'abord en élargissant l'intérêt général au concept du marché parfait de la théorie néoclassique :

> La recherche de l'intérêt général consiste à oeuvrer pour des marchés purs et parfaits. Cette démarche normative est fondée sur une élaboration idéologique homogénéisante. Elle prétend, en effet, qu'il est possible de faire évoluer l'économie vers un état sans contradiction. Si les marchés sont parfaits, il n'y a plus de distance entre le privé et le social. A l'équilibre, il n'y a plus aucune contradiction entre les intérêts privés : tous les plans individuels sont, par définition, réalisés. C'est pourquoi l'idéal des marchés parfaits est équivalent à l'idéal de la planification parfaite, comme l'ont montré les débats théoriques des années 1930. Lorsqu'on ne se contente pas d'imaginer ces idéaux comme une cité hors de ce monde, mais que l'on veut forcer les sociétés réelles à s'y conformer, on aboutit au cauchemar totalitaire. C'est le destin commun de l'ultralibéralisme et du communisme. Les deux logiques prétendent dépasser le politique dans un état où chaque individu est immédiatement en harmonie avec la société. On n'établit pas un ordre social satisfaisant en prétendant se rapprocher de l'utopie. Le socialisme stalinien ne rapprochait pas du communisme. On croit, ou on feint de croire, que les réformes libérales rapprochent du marché parfait.[639]

Cette critique, moderne, de réfutation de l'approche progressive vers l'utopie, impossible à réaliser, aboutit à nier la possibilité d'atteindre l'équilibre général du marché parfait. Puisque l'utopie n'est pas approchable, une autre méthode d'intérêt général doit être créée, au niveau des entreprises. La thèse d'Aglietta apparaît ensuite, après cette dénonciation de l'utopie "homogénéisante"[640], par l'irruption du politique dans l'économie dans l'entreprise :

> Le politique fait irruption dans l'entreprise lorsque la propriété privée se dissocie du pouvoir de coordination des capacités humaines rassemblées dans la production pour autrui. Cette séparation est inhérente au développement du capitalisme, la propriété recherchant *via* la liquidité la forme adéquate à sa protection. On sait que les marchés financiers constituent l'organisation sociale propre à réaliser cette finalité. Or avec la liquidité des marchés,

[639] Michel Aglietta et Antoine Rebérioux, *op. cit.*, p. 337.
[640] En interprétant le marché comme un lieu de liberté économique, l'utopie dénoncée par Aglietta disparaît, car aucun optimum d'efficacité n'est atteint. L'intérêt général, s'il doit y en avoir un, est de fournir la liberté aux acteurs de poursuivre leurs intérêts privés, et donc de limiter les pouvoirs par un équilibre des pouvoirs créé par les acteurs privés.

> l'entreprise cesse d'être un objet de propriété ; elle requiert l'élaboration d'un intérêt collectif.[641]

L'intérêt collectif, qui apparaît légèrement différent de l'intérêt général, découle également de l'idée d'absence de propriété de l'entreprise par les actionnaires, seulement propriétaires des parts sociales, et non de l'entreprise dans son ensemble. Aglietta essaie donc de séparer propriété des actions et propriété de l'entreprise, selon le schéma suivant :

> Propriété des parts sociales = Propriété des sociétés par actions = Propriété des entreprises
> Par ces équivalences l'entreprise est bien considérée comme un objet de droits de propriété que les sujets de droits (les actionnaires) sont autorisés à contrôler. Or ces équivalences sont des sophismes. La société par actions n'est pas une entreprise individuelle dont les propriétaires sont multiples. Elle est elle-même un sujet de droit, personne morale dotée de la capacité juridique. En tant que propriétaires de parts sociales, les actionnaires ont droit au versement d'un dividende. Ils ont donc un intérêt particulier, au côté d'autres intérêts particuliers, sur le partage de la valeur ajoutée produite par l'entreprise. Ce partage découle cependant de l'intérêt collectif dans l'entreprise.[642]

Aglietta arrive en réalité à la conclusion de Berle et Means, à savoir de considérer l'entreprise non plus comme un objet de propriété des actionnaires, mais comme une institution, qui est responsable de toutes les parties prenantes et est dirigée dans un intérêt général défini par les dirigeants d'entreprise. "La gouvernance doit être pensée comme la recherche d'une responsabilisation du pouvoir des dirigeants en vue de mettre en oeuvre l'intérêt collectif de l'entreprise."[643] Il oriente donc sa réflexion vers le modèle allemand de co-gestion, afin de trouver dans ce modèle une forme d'intérêt global poursuivi par l'entreprise, avec l'implication des salariés et des actionnaires[644].

> La présence de représentants des salariés va dans le sens d'un conseil d'administration tout à la fois stratégique, définissant l'intérêt général, et disciplinaire, scrutant la justesse des décisions prises par la direction.[645]

---

[641] *Ibid.*, p. 340.
[642] *Ibid.*, p. 341.
[643] *Ibid.*, p. 353.
[644] L'intégration des seuls producteurs au sein des organes de décision des entreprises est un symptôme de la difficulté à s'affranchir de la conception du marché comme d'un espace qui délimite les acteurs, alors que le marché n'empêche aucunement leurs interactions de pouvoir.
[645] *Ibid.*, p. 354.

La gouvernance de l'entreprise défendue par Aglietta se base sur l'œuvre de Berle et Means et sur l'expérience de la cogestion allemande, une forme de réponse pratique au capitalisme débridé, de pouvoir, dans les entreprises. Cette gouvernance en cogestion allemande montre en réalité une autre forme de régulation intérieure, et même interne, du capitalisme, par la présence de représentants des salariés dans le conseil d'administration, par une participation aux prises de décisions, et donc une diminution, voire une disparition, des abus de pouvoir capitalistes envers les salariés.

Cependant, comme Friedman ou Hirschman par exemple l'ont décrit, les salariés peuvent eux aussi profiter de leur pouvoir de marché, pour en tirer des gains supérieurs. La représentation des deux facteurs de production au niveau des instances de décision peut certainement limiter l'abus de l'un sur l'autre, mais ne peut pas empêcher l'abus sur les clients. La cogestion allemande est donc une forme encore inaboutie de prévention des abus de pouvoir, même si elle permet de prévenir en partie[646] celui des actionnaires sur les salariés. Il est donc encore nécessaire d'équilibrer les pouvoirs, ce qui sera proposé par la suite. La proposition d'Aglietta, d'une évolution vers la cogestion allemande et la défense d'un intérêt collectif, est une version limitée d'équilibre, celle d'un équilibre entre les producteurs, laissant de côté les clients, qui ne disposent encore que de la concurrence pour lutter contre les abus de pouvoir.

Enfin, il faut mentionner également une forme de régulation de la gouvernance capitaliste, réalisée en France, par l'idée d'intérêt social. Dans le modèle français, la doctrine de l'intérêt social prédomine, intérêt en droite ligne avec la théorie institutionnelle de l'entreprise, même s'il ne faut pas pourtant confondre complètement intérêt social et intérêt de l'entreprise. Le premier rapport Viénot de 1995 sur la gouvernance d'entreprise définit ainsi l'intérêt social :

> L'intérêt social peut ainsi se définir comme l'intérêt supérieur de la personne morale elle-même, c'est-à-dire de l'entreprise considérée comme un agent économique autonome poursuivant des fins propres, distinctes notamment de celles de ses actionnaires, de ses salariés, de ses créanciers dont le fisc, de ses fournisseurs et de ses clients, mais qui

[646] en partie seulement car la cogestion allemande laisse encore le dernier mot aux actionnaires, qui conservent la majorité des voix dans le conseil d'administration

> correspondent à leur intérêt général commun, qui est d'assurer la prospérité et la continuité de l'entreprise.[647]

Même si la référence à l'intérêt social disparaîtra des rapports futurs sur la gouvernance d'entreprise, dans un rapprochement avec la *corporate governance* d'origine anglo-saxonne, celui-ci reste très présent en France, en particulier au niveau juridique. L'intérêt social tel que défini ici est donc explicitement relié à son pendant politique, l'intérêt général, et à toutes les parties prenantes, même si dans le même temps il s'agit d'énoncer une séparation avec les différents intérêts individuels. L'intérêt social est un intérêt commun à tous mais distinct de l'intérêt de chacun. La construction logique des intérêts avec la phrase précédente consiste donc à faire l'hypothèse d'un intérêt minimal commun à tous, puis à des divergences d'intérêts très larges entre tous. L'entreprise doit donc suivre cet intérêt minimal commun, au demeurant flou et défini sans concertation entre les parties prenantes. Là aussi, comme avec la cogestion allemade, le profit n'est pas le seul intérêt, ni même l'intérêt dominant, de l'entreprise, même si aucune instance de pouvoir ne définit ou ne défend réellement cet intérêt social, laissant les membres des conseils d'administration être nommés par les actionnaires. L'intérêt social reste très formel, sans pouvoir pour l'imposer.

[647] Michel Vienot, *Le conseil d'administration des sociétés cotées*, Rapport du comité conjoint CNPF et Afep, Paris, 1995, p. 8.

IV.2.4. La Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)

Une autre forme d'opposition à la *corporate governance*, moins directe, a vu le jour, et s'est développée sur un axe éthique, en tentant de responsabiliser les entreprises au niveau social et environnemental, pour diminuer les critiques dont elles sont l'objet. Là encore, il est possible de voir dans cette responsabilité une évolution économique qui tend à limiter le capitalisme en proposant des objectifs différents du profit, en dénonçant les abus de pouvoir qu'il peut créer et en essayant de faire respecter une éthique qui reste pour le moment impuissante. La RSE, "assimilée à une nouvelle mode managériale"[648] du fait de son adoption rapide depuis le début du XXI^{ème} siècle par les plus grandes entreprises et accompagnée de son cortège de consultants et d'agences de notations, est ancienne, puisque Howard Bowen la mentionnait déjà en 1953[649], indiquant l'accord des dirigeants de son époque à son endroit, à la suite du paternalisme patronal du XIX^{ème} siècle. La question de la responsabilité de l'entreprise vis-à-vis de l'extérieur est historiquement illustrée par le paternalisme affiché et revendiqué de grands patrons d'usines durant le XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle. Ironiquement, le paternalisme historique, à but social (dans son sens industriel, c'est-à-dire envers les ouvriers) a été décrié comme une forme de domination capitaliste supplémentaire, quand elle était au départ présentée comme une forme de responsabilité (légitimant aussi l'activité industrielle, bien sûr). Il s'agissait de fournir aux ouvriers des usines des habitudes et des conditions de vie (hygiène, santé, éducation, logement, etc.) qui les lient fortement à l'entreprise, entraînant une diminution de la défection des ouvriers et assurant un meilleur contrôle, tout en fournissant un argument moral et social au pouvoir du capitalisme. La RSE possède donc une définition historique et presque traditionnelle, sous la forme d'une obligation :

> La responsabilité sociale de l'entreprise renvoie à l'obligation pour les hommes d'affaires de réaliser les politiques, de prendre les décisions et de suivre les lignes de conduite répondant aux objectifs et aux valeurs qui sont considérés comme désirables dans notre société.[650]

Ce n'est pas seulement le profit qui doit diriger l'homme d'affaires, mais des objectifs et valeurs communes désirables. La RSE est donc dès l'origine une tentative de compromis entre un capitalisme centré exclusivement sur le profit, l'entreprise n'ayant pas d'autres fonctions

[648] Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, *La Responsabilité Sociale de l'Entreprise*, Paris, PUF, 2008, p. 5.
[649] Howard R. Bowen, *Social Responsibilities of the Businessman*, New York, Harper & Row, 1953.
[650] Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, *La Responsabilité Sociale de l'Entreprise*, p. 6.

sociales que celui-ci (car le marché s'occupe de fournir un résultat de bien commun positif), et un socialisme ou un communisme d'Etat, dans une opposition qui à l'époque fait rage entre ces deux modèles. Bowen l'a d'ailleurs défini de cette façon, comme "un mode d'autorégulation des entreprises particulièrement séduisant"[651], permettant d'atteindre des buts de justice, de liberté et de développement personnel.[652] Bowen, reprenant la distinction réalisée une vingtaine d'années auparavant par Berle et Means[653], entre le contrôle de l'entreprise et sa propriété, maintenant séparées, l'utilise de plus comme un autre argument en faveur de cette RSE nouvelle : puisque les dirigeants ne sont plus des actionnaires, ils sont plus directement impactés par le rôle social de l'entreprise, étant moins intéressés au profit pur mais plus à la conservation de leur place, de leur pouvoir, et aux opportunités d'autres postes de direction dans d'autres entreprises. Ainsi, la RSE, outil permettant de réintroduire une forme d'intérêt général dans l'entreprise capitaliste, n'amène pas pour autant un partage du pouvoir, puisque les dirigeants que Bowen étudient se défient des syndicats et envisagent la RSE comme un moyen de défense du capitalisme contre le socialisme et le communisme, plus que comme un outil d'équilibrage des intérêts[654] dans l'entreprise.

L'histoire de la RSE se cristallise donc en particulier aux Etats-Unis durant le milieu du XX^{ème} siècle, où s'est développée une perception négative du capitalisme sous l'influence des critiques socialistes et marxistes, mais aussi une dénonciation de la grande entreprise, illustrée par exemple par Galbraith, qui reproche à la grande entreprise moderne de faire disparaître le marché et de menacer la démocratie. La justification, la légitimation de l'entreprise capitaliste par le biais de la RSE commence donc à cette époque, résumée par l'adage américain "profit d'abord, philanthropie ensuite"[655]. Cet adage, élargi à l'entreprise capitaliste mondialisée actuelle, peut s'expliquer de la façon suivante :

> Plus que jamais, les grandes firmes sont donc à la recherche d'une légitimité sans laquelle elles ne disposent pas du droit moral et symbolique d'exercer leurs activités (*licence to*

[651] *Ibid.*, p. 13.
[652] Un article récent retrace l'œuvre de Bowen, Aurélien Acquier et Jean-Pascal Gond, "Aux sources de la Responsabilité sociale de l'entreprise : Social Responsibilities of a Businessman, d'Howard Bowen, 1953", Finance-Contrôle-Stratégie, vol.10, n°2, 2007, p. 5-35.
[653] Adolf Berle et Gardiner Means, *The Modem Corporation and Private Property*, New York, 1932, Macmillan
[654] Aurélien Acquier et Jean-Pascal Gond, "Aux sources de la Responsabilité sociale de l'entreprise : Social Responsibilities of a Businessman, d'Howard Bowen, 1953", *Finance-Contrôle-Stratégie*, vol.10, n°2, 2007, p.5-35.
[655] Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée, *La Responsabilité Sociale d'Entreprise*, Paris, Editions La Découverte, 2007, p. 8.

> *operate*). Leur utilité sociale étant questionnée par la société, il leur faut donc la justifier en présentant une vision du monde en adéquation avec les valeurs sociales du moment.[656]

La RSE s'incarne donc bien dans cette recherche de légitimité nécessaire à l'entreprise capitaliste pour son existence, preuve s'il en est du questionnement actuel sur l'intérêt social de la recherche du profit comme seul but de l'entreprise. La disparition progressive du mythe du marché parfait, capable d'égaliser les profits par sa perfection, ou dans une version plus faible de rendre par la seule concurrence le capitalisme bénéfique socialement, est ici visible. L'esprit du capitalisme, de défense théorique et même parfois pratique du capitalisme, évolue donc en englobant l'idée du RSE, l'idée d'autres objectifs que le profit pour l'entreprise. Mais s'adressant au cœur du capitalisme, l'adoption d'autres objectifs que le profit se heurte à la limite existentielle de celui-ci, et s'accompagne donc d'un questionnement sur la possible adéquation des objectifs RSE et du profit. Si cette adéquation était théoriquement réalisable, alors le RSE pourrait jouer son rôle ambivalent, celui de défendre le capitalisme tout en préservant son but premier, le profit.

Friedman, qui s'est opposé à la RSE, illustre parfaitement le point de vue d'économistes en faveur du capitalisme, avec des arguments sur le danger de cette responsabilité en termes de liberté et d'allocation de ressources non désirées par les acteurs (la capacité du capitalisme à utiliser la RSE pour faire du profit est exclue par Friedman, logiquement, car il s'agit alors d'un moyen, certes hypocrite, de réaliser le but d'une entreprise capitaliste, faire du profit). Friedman dit donc en substance que si les clients veulent de la RSE, et donc qu'elle est source de profit car les clients sont à la base du profit (et de la survie de l'entreprise), alors la RSE doit être mise en place. Friedman défend encore l'économie de marché concurrentielle, et le choix du client. Il démontre donc

> [...] qu'un investissement par un manager de l'argent de son entreprise dans des programmes de RSE va, soit à l'encontre de ses obligations fiduciaires vis-à-vis des actionnaires (en diminuant le profit), soit équivaut à faire supporter par les consommateurs ou par les employés le coût des actions sociales et environnementales de l'entreprise. Quel que soit le cas de figure, ceci revient pour le manager à se substituer au gouvernement en imposant

[656] *Ibid.*, p. 11.

> arbitrairement un impôt à certains acteurs économiques pour gérer un problème environnemental ou social.[657]

La démonstration est sans appel, et absolument non critiquable tant qu'il est considéré que l'entreprise n'est qu'une entité dont le but est de faire du profit, et non une entité dont le but est de réconcilier des intérêts divergents, entre les actionnaires, les salariés, et les clients. Tant que l'entreprise n'est pas pensée selon une optique de pouvoir, mais seulement selon une optique de production et de profit, vouloir ajouter des objectifs de responsabilité sociale ou environnementale à l'entreprise est un mauvais calcul, comme le dénonce Friedman. Mais, ce faisant, celui-ci oublie la réalité de l'entreprise humaine, celle d'une coopération de personnes où les objectifs sont divers et parfois opposés, obligeant au compromis, et non seulement à la domination des entreprises capitalistes. Bien sûr, dans une économie de marché fonctionnant parfaitement, la position friedmanienne fait sens, chaque détournement d'une ressource vers un autre but que le profit, signe indirect d'intérêt commun (par les choix des clients)[658] est une forme d'inefficience, puisque le manager se substitue au marché pour ces choix sociaux et environnementaux, ou au gouvernement, ce qu'il n'a ni le droit ni la capacité de faire. Le manager ne peut suivre la RSE, qui est en-dehors de son ressort. Friedman conclut donc qu'

> il n'existe qu'une et une seule responsabilité sociale de l'entreprise, celle d'utiliser ses ressources et de s'engager dans les activités qui vont accroître ses profits dans le respect des règles du jeu, à savoir une compétition libre et ouverte, sans tromperie ni fraude[659].

Ces règles du jeu théoriques du marché, si elles existaient, empêcherait bien sûr toute RSE de survenir, puisque le marché et le gouvernement se chargeraient de ces problèmes sociaux et environnementaux, sans que l'entreprise ait à s'en soucier. La logique friedmanienne est une logique parfaite sous l'hypothèse d'un marché parfait ou presque, mais directement déficiente dans un marché réel et un capitalisme réel.

Cette position a été ensuite largement reprise, et développée, pour "enchaîner" les managers au but de profit, dans la théorie de la *corporate governance*. Mais la RSE a fait un retour très

[657] Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, *La Responsabilité Sociale de l'Entreprise*, Paris, PUF, 2008, p. 20.
[658] Il faut là encore souligner la justification friedmanienne du profit par la satisfaction du client : le profit est un objectif positif car il représente la satisfaction du client, partie à l'échange (pourvu qu'il y ait une concurrence suffisante).
[659] Milton Friedman, "*The responsibility of business is to increase its profits*", New York Times Magazine, vol. 33, 1970, p.122-126, p. 123.

remarqué depuis les années 2000, comme une forme de prise en compte cynique des dégâts qu'une entreprise capitaliste peut générer. Des accusations de néopaternalisme affleurent donc contre la RSE, contre ce vernis social, humanitaire et écologique dont se parent les entreprises capitalistes. Les entreprises converties au RSE participent en réalité à ce qui a pu être appelé un "marché de la vertu"[660], conscientes que le profit pur est maintenant considéré comme un vice plus que comme un phénomène naturel et normal de l'économie de marché, nécessaire pour sa plein efficacité sociale, dans une optique de bien commun. Il peut donc être tentant de voir la RSE comme la dernière 'trouvaille' du capitalisme pour essayer de défendre son existence, malgré les défis inhérents que la RSE impose à ce même capitalisme.

En effet, la RSE soulève des tensions et des contradictions fortes issues des dimensions multiples du développement durable, c'est-à-dire "concilier l'efficacité économique, le bien-être social et la préservation de l'environnement (les dimensions culturelle et de gouvernance sont parfois ajoutées)."[661] Ces différents objectifs se retrouvent souvent en opposition, plus ou moins directe, et là où la concurrence par le marché permettait théoriquement de réaliser le choix le plus désirable pour le client, permettant donc de sélectionner le producteur le plus pertinent, la réalité du marché quotidien, constitué d'asymétrie d'information, de coûts de transaction, de rationalité limitée, ne permet plus à l'entreprise capitaliste de se retrancher derrière l'économie de marché comme source de sélection des meilleurs comportements productifs. Il lui faut développer d'autres stratégies pour être légitime :

> La légitimité des entreprises naît au sein d'un environnement institutionnalisé, c'est-à-dire un environnement qui impose des exigences sociales et culturelles, qui les pousse à jouer un rôle déterminé et à maintenir certaines apparences extérieures. L'entreprise doit apprendre à paraître selon les critères convenus, ressembler à une organisation rationnelle.[662]

Dans la lignée webérienne de la légitimité, les entreprises doivent se soumettre à des règles pour obtenir une forme d'autorisation sociale d'exercer leur activité, et ont donc maintenant comme objectif de se conformer à la RSE. Mais la RSE peut être considérée à la fois comme une évolution du capitalisme pour "redorer son image", dans une approche marketing de *green washing* (qui revient pour une entreprise à se prétendre écologique à un niveau

[660] David Vogel, *The Market for Virtue*, , Washington D.C., Brookings Institution Press, 2006.
[661] Michel Capron et Françoise Quairel-Lanoizelée, *op. cit.*, p. 13.
[662] *Ibid.*, p. 43.

publicitaire, mais sans réelle implication), et comme une anticipation des réglementations de plus en plus contraignantes autour de l'environnement et des sociétés.

De nombreuses études ont été menées pour démonter une causalité entre RSE et performance financière, sans parvenir à des résultats concluants. Mais les arguments en faveur de la RSE sont connus : elle contribue directement à la réputation de l'entreprise et lui permet d'obtenir la légitimité nécessaire pour se procurer le soutien autorisant le déploiement de ses opérations. Elle peut conférer un avantage concurrentiel en contribuant à augmenter la barrière à l'entrée sur un marché, ou, pour des concurrents, en contribuant à élever les standards en matière de réglementation du travail, de l'environnement et/ou de la santé. De plus, elle envoie un signal de qualité des emplois offerts, donc amène une meilleure attractivité au niveau des salariés de l'entreprise, à rémunération similaire. Enfin, elle améliore le positionnement de ses produits auprès des consommateurs. La RSE reste cependant une éthique plus qu'un pouvoir réel, d'une part parce qu'elle n'a pas convaincu sur l'adéquation entre RSE et profits, d'autre part parce qu'elle n'a pas de capacité directe à imposer les intérêts qu'elle défend. Ainsi, sans implication au niveau de la gouvernance, la RSE restera un outil de marketing sans capacité réelle de transformation des buts de l'entreprise. En tant que levier pour changer les comportements des entreprises capitalistes, il manque un pouvoir suffisamment fort à la RSE pour s'opposer aux intérêts économiques en jeu.

De la même façon que le néolibéralisme a été considéré comme une étape vers l'économie de marché pure, contre le capitalisme de pouvoir, la RSE peut être comprise comme une étape similaire, provenant non pas de l'intervention de l'Etat (le néolibéralisme autorise et même demande l'intervention de l'Etat pour maintenir la concurrence), mais de motivations éthiques de la société civile dans son ensemble. La RSE fixe des objectifs qui font partie des objectifs des clients face aux capitalistes, une redéfinition des priorités de la production non seulement et prioritairement vers le profit, mais vers des objectifs sociaux, environnementaux, et bien sûr concurrentiels. Plus que des concepts éthiques, l'équilibre des pouvoirs proposé comme solution au capitalisme, comme réalisation de l'économie de marché libérale, donne le pouvoir nécessaire aux clients pour implémenter ces termes éthiques que la RSE propose depuis très longtemps.

IV.3. Pouvoirs équilibrés : Corporate et Market Governance

Le capitalisme financier, le plus moderne et le plus actuel, s'est structuré autour d'une reprise en mains du pouvoir dans l'entreprise par les actionnaires, à l'aide de la théorie de la *corporate governance*, où les administrateurs, en particulier indépendants, ont pour mission de surveiller le comportement et les décisions du management, pour éviter les écarts entre les intérêts des actionnaires et du management. La *corporate governance*, issue des travaux d'agence de Jensen et Meckling[663], a résolu plutôt imparfaitement les divergences d'intérêt entre le principal, l'actionnaire, et l'agent, le dirigeant, par l'utilisation du conseil d'administration comme d'un organe de contrôle et de surveillance du management de l'entreprise, ce qui a néanmoins abouti à une orientation supérieure de l'entreprise capitaliste vers le profit, vers l'intérêt des actionnaires. Ce capitalisme moderne, articulé autour des marchés financiers, s'est développé en réaction aux thèses de Berle et Means, qui avaient montré la séparation de la propriété et du pouvoir dans l'entreprise moderne, par l'émergence d'un management distinct des actionnaires, aux intérêts qui peuvent se révéler décorrélés de ceux des propriétaires de l'entreprise. Les actionnaires avaient abandonné le pouvoir de direction dans l'entreprise au profit de la liquidité de leurs actions, mais ils ont néanmoins réussi à garder le contrôle sur le management, au moyen d'une politique de rémunération alignant les intérêts du management et des actionnaires. Les actionnaires ont réussi à conserver le pouvoir[664] dans l'entreprise, tout en s'octroyant une liquidité, une capacité d'échange de leurs titres contre de la monnaie, que Berle et Means pensaient antinomique avec le contrôle de l'entreprise. Par l'utilisation d'agents fortement alignés sur l'intérêt de l'actionnaire, ceux-ci ont trouvé une solution à leur volonté de liquidité et de pouvoir, pouvoir encore renforcé par les menaces d'OPA que le marché financier fait peser sur les entreprises sous-performantes.

Le capitalisme de pouvoir est donc sorti renforcé du danger annoncé par Berle et Means, celui d'une captation du pouvoir par le management, avec la reprise en main de la grande entreprise chandlérienne, industrielle, par les actionnaires, sur la base de la théorie de l'agence. Mais une autre gouvernance, indirecte, exerce un contrôle encore plus puissant sur l'entreprise dans

[663] Michael Jensen et William Meckling [1976], "Theory of the firm. Managerial behavior, agency costs and capital structure" *Journal of Financial Economics*, vol. 3 n°4.

[664] Au vu de l'inflation des coûts de contrôle du management (salaires, bonus, stock-options, parachutes dorés, etc.), et des ratés récents (le cas Enron en est un exemple fameux) la *corporate governance* n'est pas un système extrêmement performant pour aligner les intérêts, mais il fonctionne néanmoins, grâce à la communauté d'intérêts des plus riches membres de la population.

l'économie de marché capitaliste, celle du marché. Le marché est en effet l'outil le plus adéquat, économiquement, pour exercer un contrôle indirect sur les producteurs, par l'arme de la compétition. Si un produit est préféré, alors les clients, par l'intermédiaire du marché, ont le pouvoir - collectif - de le sélectionner. La *market governance*, totalement indirecte jusqu'à maintenant, représente le pouvoir des clients de choisir et donc de décider de ce qui doit être produit[665] dans une société. Elle s'impose aux entreprises capitalistes même avant la *corporate governance* puisque les entreprises modernes sont des constructions à visée commerciale, à but d'échange avec les clients. Cependant, il est certain que cette main-mise de la *corporate governance* s'oppose parfois, et même souvent, à celle du marché, à la *market governance*.

Qui gouverne véritablement dans l'économie actuelle, l'économie de marché, donc les clients, ou bien le capitalisme, donc les actionnaires ? La réponse à cette question, en faveur des clients, fait partie des arguments du capitalisme, sous la forme d'une adéquation des entreprises capitalistes aux intérêts des clients, par l'entremise du marché concurrentiel. Ainsi, le capitalisme de pouvoir serait acceptable dans une économie de marché car celle-ci fournit aux clients, prioritairement mais indirectement, un contrôle sur la production, le capitalisme de pouvoir n'étant finalement qu'un agent du marché, des clients[666]. Le capitalisme serait la manifestation de l'intérêt des clients, de la satisfaction des clients sur le marché. Cet argument empirique, basé sur la survie historique des entreprises capitalistes, s'il était vrai, ne pourrait se comparer qu'aux formes historiques en concurrence (et non à celles encore non advenues), s'il était admis que toutes ses formes historiques ont été testées dans les mêmes conditions, avec les mêmes chances de succès, ce que l'histoire économique réfute (l'exemple le plus frappant étant les interdictions de syndicats au début du XVIII^{ème} siècle, par exemple, barrant la voie aux coopératives). Mais il est surtout pertinent car il montre la soumission au marché, au niveau argumentatif, du capitalisme de pouvoir : le capitalisme doit surtout sa pérennité à l'argumentation du choix des clients, à la reconnaissance de l'acteur majeur, à la fois le plus puissant mais surtout le plus légitime. Tout système économique qui ne se justifie pas par l'approbation du client ne pourra pas survivre, puisque à la fois sa légitimité sera mise en

[665] Ce qui explique les efforts démesurés des producteurs pour influer sur les choix des consommateurs pour qu'ils aiment ce qui leur est proposé, quel que soit ce qui leur est proposé. Plutôt que de changer le produit, il est plus rentable de changer le client, de modifier ses préférences, en se basant sur ses penchants sociaux et mimétiques. Heureusement, cet art d'influence du client est très approximatif et échoue régulièrement.

[666] Cet argument d'insignifiance du capitalisme de pouvoir par rapport au marché ne fonctionne pas réellement, car il revient à exprimer une relative égalité des formes de pouvoir dans les entreprises, capitalisme, collectivisme, mutualisme, sur la base de la domination sans partage du marché, du choix des clients. Le capitalisme de pouvoir ne serait donc pas l'outil de pouvoir le plus important, et n'aurait que peu d'impact sur l'économie de marché.

cause (la figure du client fait office de bien commun) et son pouvoir également (le client, au sens collectif, peut renverser tous les systèmes économiques qui veulent s'imposer à lui). Le capitalisme de pouvoir obéit à ce schéma, ouvrant ainsi la porte, une fois la séparation entre capitalisme et économie de marché réalisée, à une hiérarchie de pouvoir, clients d'abord, puis actionnaires ensuite, qui montre la faiblesse du capitalisme : les clients ont le pouvoir, par le marché, de décider, avant même les actionnaires. Ce pouvoir indirect, obtenu par le marché libre, s'est jusqu'à maintenant concentré sur la concurrence, négligeant la coopération, que les clients sont aussi fondés à utiliser que n'importe quelle autre catégorie d'acteurs sur le marché, pour se regrouper par exemple, action coopérative majeure dont les effets ont encore été montrés récemment par la *corporate governance* issue du regroupement des actionnaires en fonds d'investissement spécialisés et puissants.

L'opposition majeure de l'économie de marché capitaliste actuelle s'incarne dans la recherche du réel gouvernant, le client ou l'actionnaire, qui se trouvent au sein d'une double gouvernance hiérarchisée mais divergente : une gouvernance supérieure et indirecte, par le marché, du client, et une gouvernance inférieure et directe, par le contrôle de la production, de l'actionnaire. Le contrôle de la production par l'actionnaire se fait normalement au profit du client, par l'intermédiaire de la concurrence sur le marché. La *market governance*, le client, domine la *corporate governance*, l'actionnaire.

L'économie actuelle est donc construite sur une stratification de pouvoir qui laisse le marché dominer le capitalisme, même si le capitalisme de pouvoir essaie par diverses stratégies de s'en défaire. Le client reste encore relativement le plus puissant. Cette hiérarchie de pouvoir, un des arguments du capitalisme pour relativiser son propre pouvoir au sein de l'économie, soulève cependant la question pratique la plus importante de cette thèse, d'une approche de l'économie par le pouvoir : pourquoi le client a-t-il besoin du pouvoir de l'actionnaire pour obtenir ce qu'il désire ? Doit-il nécessairement y avoir ce type de hiérarchie de pouvoir en économie de marché, entre *corporate* et *market governance*, qui crée finalement un système contradictoire ?

IV.3.1. Gouvernance capitaliste

L'antagonisme de l'économie de marché capitaliste se dévoile donc lors de l'analyse précise de la gouvernance de l'économie de marché capitaliste, une gouvernance hiérarchisée et opposée entre le client et l'actionnaire. Pourquoi, dans un but d'efficacité et de cohérence, le client ne prend-il pas donc complètement le pouvoir en lieu et place de l'actionnaire, afin de faire disparaître cet antagonisme ? La réponse capitaliste à cette question s'inscrit dans une théorie de l'agence différente de celle entre actionnaires et managers, mais aux mêmes buts de contrôle et d'alignement des intérêts entre un principal (le client) et un agent (l'actionnaire). Les actionnaires dans l'économie de marché capitaliste sont donc les agents des clients, s'occupant contre rémunération (le profit) de la production et de la proposition de nouveaux produits. Puisque les actionnaires sont les derniers rémunérés dans la production - le profit se trouve à la fin du compte de résultat d'une entreprise, il est l'excédent après paiement de tout le reste des frais de l'entreprise -, leur rémunération est une marque de réussite de l'entreprise sur le marché et donc de satisfaction des clients, avec un alignement par conséquent parfait entre leurs intérêts respectifs. Ce raisonnement qui fait du profit la récompense d'une satisfaction des clients est l'argument le plus puissant du capitalisme de pouvoir, d'une part parce qu'il illustre la convergence des intérêts sur l'échange en économie, la poursuite du profit aboutissant à la satisfaction du client, d'autre part parce qu'il occulte la divergence des intérêts sur les prix en économie, la satisfaction du client se trouvant augmenté par la baisse du profit. La focalisation sur la convergence plutôt que la divergence, alors que les deux existent réellement, permet de ne pas remettre en cause le capitalisme sur ce qu'il a de plus fondamental, la satisfaction du client, alors que la fixation du prix de l'échange est par essence un motif de divergence, ainsi que des conditions de production dans un but de profit toujours accru, qu'un client peut, et souvent va, ne pas accepter.

L'argument qui unit profit de l'actionnaire et satisfaction du client est donc conceptuellement faux car partiel, la baisse du profit étant source de satisfaction[667], ce qui amène la réflexion de l'intérêt de l'existence de cette hiérarchie opposée dans l'économie actuelle. Si la recherche de profit se révèle non pas bénéfique pour le client, mais maléfique, alors le capitalisme de pouvoir s'oppose encore à l'économie de marché, et la gouvernance de l'économie de marché

[667] La baisse du profit liée à une baisse de prix permet de satisfaire encore mieux les clients, ce qui prouve la différence entre profit et satisfaction du client

capitaliste devient incohérente, non optimale. Le capitalisme de pouvoir se retrouve ainsi soumis à une critique nouvelle et dévastatrice, celle de son inutilité et de son caractère nuisible, néfaste à l'économie de marché. La rupture entre la satisfaction du client et le profit est une rupture de la vision optimiste smithienne de l'économie, de l'avantage mutuel de l'échange élargi à la poursuite de l'intérêt privé en économie, et cette rupture amène dans son sillage celle du capitalisme de pouvoir et de l'économie de marché : profit et satisfaction du client ne sont pas nécessairement liés, au contraire. L'échange est bénéfique aux deux parties tant que le rapport de forces reste équilibré (donc avec un équilibre de concurrence et de coopération qui permet d'éviter la domination de certains acteurs).

Le glissement du bénéfice mutuel de l'échange à l'intérêt privé source involontaire de bien commun, explique aussi la justification du capitalisme de pouvoir dans l'économie de marché capitaliste : la poursuite du profit par l'actionnaire, intérêt privé s'il en est, est bénéfique au client, l'incarnation du bien commun sur le marché, car la poursuite de l'intérêt privé mène au bien commun, à l'aide du bénéfice mutuel de l'échange et de la concurrence. Le pouvoir du capitalisme est maîtrisé par le marché, par l'adéquation même entre intérêt privé et bien commun. Quand cette illusion d'adéquation disparaît, la question qui demeure est encore la même : pourquoi le capitalisme de pouvoir existe-t-il sur le marché, alors que le marché donne le pouvoir au client ? Le client ne doit-il pas en réalité exercer son pouvoir directement, et arrêter de déléguer aux actionnaires le pouvoir de production ?

La gouvernance économique, au sein de l'économie de marché capitaliste actuelle, est ainsi séparée en gouvernance par le marché, d'abord, selon une hiérarchie de pouvoir, puis en gouvernance par le capitalisme, d'une façon qui peut paraître naturelle (contrôle final par la concurrence pour le client, contrôle initial par la direction de l'entreprise pour l'actionnaire). Par conséquent, puisque les deux parties à l'échange sont opposées, consommateurs d'un côté contre producteurs de l'autre, les pouvoirs doivent se retrouver eux aussi en opposition. Mais d'un autre point de vue, plus général sur le pouvoir, la gouvernance économique observée, opposée et hiérarchisée, n'est pas la plus efficace, s'il est considéré que le but d'une économie de marché est la satisfaction optimale des clients par rapport aux contraintes de production qui existent. En effet, les stratégies capitalistes de monopole, de baisses de coûts non répercutées dans les prix de vente, d'échappement des contraintes sociales et environnementales, ont pour effet de ne pas satisfaire les clients, mais d'atteindre seulement le but de profit des actionnaires : le capitalisme actuel fourmille d'exemple de désalignement d'intérêts entre les

actionnaires et les clients, ce qui montre les limites de la théorie de l'agence évoquée ci-dessus et le besoin de meilleur contrôle des actionnaires par les clients.

Une autre conséquence est de montrer qu'à ce stade de l'exposé du pouvoir dans l'économie, l'atteinte d'une forme de bien commun par la poursuite de l'intérêt privé en économie est impossible, tant que l'échange est dirigé par une gouvernance incohérente, entre économie de marché et capitalisme. Il est donc nécessaire de réformer la théorie de l'agence qui défend le capitalisme, pour déterminer une stratégie qui satisfasse véritablement les clients, tout en ne faisant pas disparaître pour autant le profit, le gain et but des actionnaires. L'évolution historique de la gouvernance du capitalisme lui-même peut être utilisée à cet effet, puisque celui-ci a résolu les problèmes de contrôle du management, à des coûts certes élevés mais de façon plutôt efficace, dans un marché financier où les actionnaires peuvent déjà faire jouer la concurrence entre les entreprises s'ils ne sont pas satisfaits. La *corporate governance* a été mise en place pour renforcer le contrôle que le marché financier devait fournir mais ne réussissait pas à fournir réellement : le capitalisme a déjà fourni de lui-même une preuve de l'inefficacité potentielle du marché dans le contrôle de l'entreprise, devant au contraire se projeter au niveau des organes de direction pour orienter les décisions, plutôt que de laisser le marché financier oeuvrer. L'idée même d'intervention directe dans les entreprises par les actionnaires, alors que le marché financier existe, est un aveu de la limite de la concurrence seule, comme outil de pouvoir, de contrôle : la concurrence n'est pas suffisante pour obtenir les résultats escomptés, il faut une action plus directe, un contrôle plus réel, afin d'obtenir l'orientation de l'entreprise désirée.

La *corporate governance*, le retour de l'actionnaire dans le contrôle de l'entreprise, démontre donc une réalité économique, celle de l'imperfection du contrôle par la seule concurrence, sans la coopération, sur le marché. Le marché financier ne pouvant pas à lui seul orienter l'entreprise des Trente Glorieuses dans le sens du profit exclusif, il était nécessaire de mettre en place un contrôle plus direct, par le conseil d'administration, du management. De la même façon, le contrôle indirect du client, par la concurrence sur le marché, ne suffit pas à obtenir un résultat satisfaisant. Pareillement au capitalisme qui a repris le pouvoir directement dans l'entreprise, les clients doivent intervenir directement dans l'entreprise pour défendre leurs intérêts que la concurrence échoue à faire survenir entièrement. Il faut adjoindre une autre forme de pouvoir à la concurrence, la coopération dans l'entreprise, par la représentation dans le conseil d'administration.

L'économie de marché était donc un système de défense des intérêts des clients réalisé par la possibilité de défection, la concurrence, aboutissant à l'utopie de perfection néoclassique, tandis que le capitalisme est un système de défense des intérêts des actionnaires par la voix *et* la défection. L'absence d'homogénéité entre les moyens de pouvoirs, l'absence de la voix, du pouvoir direct du client, pose un véritable problème car l'économie est alors orientée vers l'actionnaire plutôt que vers le client. La proposition de représentation des clients dans le conseil d'administration n'est que la survenue de la voix, pour complémenter la défection, et redonner du pouvoir aux clients. Elle permet de faire disparaître l'incohérence de la double gouvernance de l'économie de marché capitaliste, en redonnant un pouvoir plus direct sur la production et donc la possibilité d'une satisfaction supérieure du client par la coopération, la parole, en plus de la concurrence, la défection.

Regrouper ces clients et les représenter par des méthodes de télécommunication modernes est l'aboutissement d'une succession historique de regroupement des acteurs, que ce soient les actionnaires, regroupés par les fonds d'investissement (ce qui a permis la reprise de contrôle de l'entreprise avec la *corporate governance*) ou les salariés, regroupés dans des syndicats (ce qui a permis la diminution du pouvoir capitaliste sur le travail). Le regroupement d'acteurs aux intérêts identiques dans des structures dédiées, spécialisées, leur fournit donc une augmentation de pouvoir pour défendre leurs intérêts. Les derniers acteurs à ne pas avoir été regroupés sont les clients, l'utilisation de la parole n'ayant pas été développée suffisamment pour leur permettre de peser par ce moyen. Dans la foulée de la cogestion allemande, et de l'emploi par les actionnaires de la gouvernance d'entreprise pour réimposer leur intérêt, l'idée d'une représentation des clients au sein même du conseil d'administration des entreprises, s'impose. Mais, puisque l'équilibre des pouvoirs est recherché, et non la domination d'un groupe d'acteurs, que ce soient les clients, les salariés ou les actionnaires, le conseil d'administration *doit* être équilibré avec ces trois acteurs. Un conseil d'administration réparti de façon égale, par tiers, entre clients, salariés et actionnaires permet d'atteindre cet équilibre des intérêts, tout en laissant la majorité aux producteurs[668], s'ils sont unis, d'imposer leurs décisions face aux représentants des clients. Le profit, l'intérêt des actionnaires, ne devient

[668] En particulier, la fixation des prix de vente au client doit être contrôlée par les producteurs, d'où la majorité laissée aux producteurs, avec une transparence sur le processus de fixation qui permet de faire réagir les clients s'ils considèrent que ce processus est abusif. La concurrence demeurant sur le marché, les représentants de clients seront très écoutés.

plus un intérêt dominant, mais une composante de l'intérêt final de l'entreprise, résultant du compromis trouvé entre les différents intérêts représentés.

En poussant jusqu'à son terme cette idée d'équilibre interne, l'intérêt de l'entreprise n'est plus l'intérêt de l'actionnaire, mais aussi des intérêts des clients, et des salariés. L'entreprise se transforme en un lieu de compromis, où les intérêts s'opposent ou se rejoignent, où le pouvoir de la majorité dicte finalement quel intérêt est privilégié. Un équilibre des pouvoirs doit donc précéder un équilibre des intérêts, pour que cet équilibre des intérêts ne demeure pas une forme de manipulation de l'esprit du capitalisme, de défense du capitalisme par des mots plus que par des actions. La concurrence n'étant plus le seul outil de défense des intérêts des clients, la coopération dans l'entreprise, par la représentation, par la voix, devient une solution logique, dans une optique d'équilibre des pouvoirs.

Ainsi, les pratiques capitalistes contre les intérêts des clients telles que les fusions-acquisitions dans l'optique de limitation de la concurrence, l'obsolescence programmée pour obliger les clients à racheter des produits régulièrement, les défauts cachés de qualité des produits pour diminuer les coûts, les stratégies de limitation de départ des clients, de la concurrence, les destructions de l'environnement pour des questions de profit, et les licenciements boursiers à but de profit deviennent presque impossibles à mettre en oeuvre dans de telles entreprises, à moins d'obtenir l'accord des salariés, et une opposition commune aux intérêts des clients, avec le risque de les voir quitter l'entreprise en question. Plutôt, les salariés ont intérêt à défendre les clients, et à rééquilibrer dans le même temps les termes de leur contrat de travail, en limitant les licenciements capitalistes et en augmentant leur rémunération variable, en prenant une part d'incertitude à leur compte.

Ce n'est pas pour autant une critique du profit, qui reste un intérêt important de l'entreprise, un objectif d'acteurs primordiaux du financement de l'entreprise. Le profit n'est donc pas attaqué en tant que tel, mais bien les moyens abusifs du capitalisme dans l'optique de profit. Réaliser du profit par la satisfaction du client, par de bons produits, de nouveaux produits, par le respect de la RSE est un des objectifs d'une entreprise libérale, au pouvoir équilibré en son sein. Dans la réalité, le profit n'est que le terme spécifique développé pour désigner les gains du capital, comme le salaire désigne le gain du travail, et la plus-value le gain du marchand. Aucun de ces gains n'est critiquable en soi, puisque l'objectif économique de chaque acteur productif est de réaliser ces gains. Par contre, les moyens utilisés pour les obtenir sont soumis

à critique, et en premier l'abus de pouvoir, qui dans le cas actuel est celui du capital sur les clients et les salariés, dans l'économie de marché capitaliste. Mais d'autres formes d'abus de pouvoir sont possibles, et même réels, par la limitation de la concurrence dans les professions 'libérales', par la puissance d'un groupe de salariés qui peuvent récupérer le profit à leur compte (il est possible de considérer que les managers, payés de façon disproportionnée par rapport au reste des employés des entreprises, et sans lien avec les performances réelles de l'entreprise, sur le marché financier comme dans la réalité, abusent de leur pouvoir contre les actionnaires).

En conclusion, les arguments déployés par le capitalisme financier pour reprendre le pouvoir aux dirigeants, la mise en place d'un conseil d'administration qui surveille les dirigeants, est parfaitement duplicable à l'idée d'une entreprise aux pouvoirs équilibrés, tout comme l'idée d'alignement d'intérêts du management, non pas avec les actionnaires et leur intérêt de profit, mais avec l'intérêt final issu du compromis entre les trois parties. L'argumentation de reprise du pouvoir par le capital dans la théorie de la *corporate governance* peut être utilisée afin de transformer le pouvoir de la même façon, vers l'équilibre. Il ne s'agit pas pour autant d'une reprise de la thèse de Berle et Means autour de l'intérêt général, car la critique de Friedman, pertinente, montre que ce n'est pas aux managers de chercher et d'appliquer l'intérêt général d'une société, n'ayant ni le mandat ni la fonction pour le faire. Ils ont cependant pour mission de satisfaire les trois groupes de l'entreprise, clients, actionnaires et salariés, afin que celle-ci progresse de façon globale, non seulement au niveau du profit, mais de la satisfaction client et salarié. Le profit n'est plus la variable unique qui décide de la pertinence d'une décision, les intérêts des clients et les salariés interviennent également.

Finalement, une entreprise capitaliste avec des actionnaires propriétaires du capital mais sans contrôle unilatéral de l'entreprise ne peut être simplement dérivée du contrat originel avec les actionnaires, par rapport aux autres contrats :

> On ne voit pas en effet, ce qui justifie la place privilégiée donnée aux actionnaires dans la vision de la firme comme nœud de contrats. Il serait cohérent de poser que les managers sont les agents de l'ensemble des contractants, et non des seuls apporteurs de capitaux. D'autant plus que l'approche contractuelle implique que les actionnaires ne sont pas propriétaires de la *firme*, mais des capitaux qu'ils apportent.[669]

[669] Olivier Weinstein, *op. cit.*, p. 25

La raison pour laquelle les managers s'alignent sur les intérêts des actionnaires est en réalité très simple, le pouvoir. Les actionnaires, disposant du pouvoir de nommer et de rémunérer les managers, peuvent orienter l'intérêt de la firme. L'abandon (ou l'absence de captation) de ce pouvoir par les autres parties prenantes est synonyme d'échec quasi-assuré de la possibilité d'orienter l'objectif d'une firme dans un autre but que celui du profit, celui des actionnaires. La survenue d'un équilibre des pouvoirs, ou au moins d'un rééquilibrage des pouvoirs, est la seule solution pratique qui permette de penser une entreprise qui ne se focalise plus seulement sur un seul intérêt, celui du plus puissant, mais sur les intérêts d'autres acteurs.

La propriété de l'entreprise, laissée aux mains des actionnaires, n'implique donc pas que celle-ci soit dirigée dans leur intérêt, car ils n'en ont pas le pouvoir, pas les moyens pourrait-on dire, sans qu'il soit question de moyens financiers. Les clients ont le pouvoir de diriger l'entreprise dans leur intérêt, ce qui n'est fait jusqu'à maintenant qu'indirectement, dans une vision un peu trop optimiste de communauté des intérêts, par l'intermédiaire du marché, entre échangeurs. Cette vision énonce que s'il y a échange volontaire entre deux parties, alors il y a des intérêts convergents pour cet échange, et en extrapolant une forme de satisfaction collective issue de l'échange où chacun ne poursuit pourtant que son intérêt (la fameuse fable du boucher d'Adam Smith l'illustre bien). Mais cette vision optimiste ne prend pas en compte les rapports de force sur le marché, où un échangeur peut avoir un intérêt à réaliser un échange, mais aurait encore plus intérêt à en réaliser un autre, qui malheureusement n'existe pas. La réalisation d'un échange n'est pas l'aboutissement optimal d'un intérêt, peut-être seulement la moins mauvaise solution disponible.

Dans cette vision plus pessimiste de l'échange, d'un intérêt faible pour une partie, la gestion indirecte, par le biais du marché, des entreprises capitalistes, apparaît comme une solution sous-optimale, puisqu'elle introduit la distorsion de la poursuite de l'intérêt des actionnaires en son sein : un produit qui pourrait plaire au client mais sans intérêt pour l'actionnaire ne peut exister dans la gestion indirecte. Une gestion directe serait préférable pour le client, mais elle soulève une problématique, celle du retrait des actionnaires (et peut-être des salariés, même s'ils sont moins mobiles) de ces entreprises, par manque d'intérêt pour eux, manque de profit. Il faut donc concilier les intérêts, pour que tous y trouvent satisfaction, sans que l'un domine les autres : la structure entreprise-marché avec des clients libres et la concurrence montre qu'une forme d'équilibre est recherchée au niveau économique pour éviter l'abus global de

pouvoir des actionnaires. Mais au-delà de l'équilibre externe, de la concurrence sur le marché, un équilibre interne, dans la gouvernance de l'entreprise, renforce la limitation des pouvoirs. L'implication dans la gouvernance des clients est une façon plus directe de limiter l'abus de pouvoir des actionnaires, le capitalisme, à la suite de la cogestion.

La citation suivante peut donc être réfutée, la " fin de l'histoire " n'est pas encore arrivée :

> En dépit de l'apparente divergence, entre économies développées, des institutions en matière de gouvernance, de la structure de propriété, des marchés de capitaux et de la culture d'entreprise, les lois élémentaires de la forme sociétaire ont déjà atteint un niveau élevé d'uniformité ; et cette convergence ne devrait pas s'arrêter. Une raison essentielle de cette convergence est le très large consensus normatif selon lequel les managers doivent agir dans l'intérêt exclusif des actionnaires. Puisqu'il est très peu probable que l'idéologie dominante de la valeur actionnariale soit remise en cause, son succès marque la "fin de l'histoire" en matière de droit des sociétés.[670]

Au contraire, l'idéologie capitaliste a atteint un point de rupture et la séparation de l'économie de marché et du capitalisme, par la remise en cause profonde des avantages du capitalisme, en est le détonateur, aboutissant à un bouleversement de la gouvernance des entreprises. La fin de l'histoire, que ce soit en termes de gouvernance ou de droit des entreprises, est donc encore repoussée, et sûrement pendant longtemps, l'équilibre étant une conception sans fin, puisque les pouvoirs évoluent en permanence.

L'équilibre de l'économie de marché se dédouble, l'une externe d'équilibre de concurrence où celle-ci, ni en manque ni en excès, permet de défendre le client sans créer de spéculation, de volatilité des prix au détriment de la production, et l'autre interne d'équilibre de pouvoirs au niveau de l'entreprise, le lieu de la coopération en vue de la production, où sont représentés les trois parties majeures de l'entreprise, les clients, les actionnaires et les salariés. Comme les autres intérêts ont déjà été regroupés (fonds d'investissement et syndicats), le regroupement des clients par des intermédiaires spécialisés permet leur représentation au sein des conseils d'administration, pour aboutir au compromis qui oriente l'entreprise, charge aux managers de l'entreprise de mettre ensuite en pratique cette orientation. La *corporate governance* a marqué

[670] Henry Hansmann et Reinier Kraakman, "The End of History for Corporate Law" (2000). *Harvard Law School John M. Olin Centerfor Law, Economics and Business Discussion Paper Series.* Paper 280.

le retour des actionnaires, la *liberal governance* marque le retour d'un équilibre de pouvoirs dans l'entreprise, d'une entreprise convergente où le compromis et la coopération priment sur le conflit et la domination.

IV.3.2. La gouvernance équilibrée de l'entreprise

La recherche par la coopération d'une autre modalité d'action que la concurrence pour éviter les abus de pouvoirs, aboutit à une transformation de la gouvernance, à l'entrée du client dans l'entreprise, et non seulement comme un partenaire d'échange extérieur. Ainsi, la capacité de parole théoriquement inutile par rapport à la défection, en conditions de concurrence parfaite, devient plus que nécessaire, indispensable, afin de permettre la coopération des acteurs, leur défense contre un abus de pouvoir. La parole, comme le pouvoir, présents sur le marché mais absents de la théorie économique historique, sont des concepts fondamentaux de l'économie, et des nécessités pour une économie véritablement libérale. Les limites de la concurrence et surtout l'impossibilité pour les prix de représenter fidèlement la qualité et la quantité amènent donc le besoin de parole :

> Celle-ci [la concurrence], comme on l'a vu, constitue déjà par soi seule une forme de critique, celle qui consiste à faire défection. Mais, outre qu'elle est rarement " pure et parfaite ", il s'avère que la concurrence est loin d'avoir le pouvoir régulateur que lui reconnaissaient les classiques, pour qui les protestations devaient être mises sur le compte des imperfections du marché. Dans la mesure où les prix sont impuissants à concentrer en eux tous les motifs de satisfaction ou d'insatisfaction, le capitalisme est aussi condamné à faire sa part à la clameur (*voice*).[671]

La prise de parole se révèle un outil important, complémentaire de la concurrence, pour manifester l'insatisfaction des individus et surtout les regrouper et les représenter dans une optique de pouvoirs, et en conclusion résoudre les problèmes, en particulier ceux créés par les abus de pouvoir des acteurs. Il faut un regroupement des acteurs les plus faibles pour que ceux-ci soient entendus, pour qu'ils disposent du pouvoir d'influer sur leurs contreparties plus puissantes car plus regroupées (les entreprises contre les consommateurs individuels par exemple). La parole est un outil économique avec un rôle nécessairement accru, dans un marché qui cherche l'équilibre des pouvoirs, afin de limiter les abus de pouvoirs. Mais la parole n'est évidemment pas réaliste sans pouvoir, sans regroupement des acteurs pour qu'ils puissent s'opposer de façon significative et se faire entendre.

[671] Luc Boltanski et Eve Chiapello, *op. cit.*, p. 588.

L’emploi de la parole et de la coopération entre les acteurs économiques résulte en un regroupement des acteurs, qui a pour but de leur fournir le pouvoir suffisant pour s’opposer à des acteurs plus puissants. Les syndicats sont déjà apparus historiquement, pour défendre les salariés contre les actionnaires, déjà regroupés, ainsi que les associations de consommateur, à un niveau encore trop limité, dans un but de critique des biens, plutôt que de pouvoir direct. Le renforcement des associations de consommateur est donc une logique du marché de pouvoir, pour que ces acteurs les moins puissants individuellement mais les plus puissants collectivement puissent faire entendre leur voix et leur pouvoir de marché.

Ces associations de consommateurs peuvent aussi avoir un rôle accru, interne aux entreprises. Le contre-pouvoir interne aux entreprises a pour but de limiter les abus du pouvoir d’organisation, ou plus exactement limiter l’orientation exclusive, dans un seul intérêt, de ce pouvoir. Les entreprises, les organisations les plus puissantes de l’économie de marché, possèdent très fréquemment une structure de gouvernement qui délègue le pouvoir des actionnaires à une assemblée, le conseil d’administration, qui élit ensuite un Président et un Directeur Général (qui peuvent être une seule et même personne). Le conseil d’administration reflète donc les actionnaires, leur intérêt de profit maximal. Le pouvoir d’organisation de l’entreprise est complètement assujetti aux actionnaires, comme il se doit dans le capitalisme.

Dans une optique d’équilibre des pouvoirs, équilibrer en interne le pouvoir de direction de l'entreprise, afin que l’entreprise ne soit plus orientée vers un seul intérêt, actionnarial, est beaucoup plus efficace et direct qu'utiliser la concurrence externe. Mais, comme Hirschman l'a souligné, la concurrence est beaucoup plus puissante que la voix (même si ce déséquilibre s'atténue dans le monde moderne de l'information disponible), et ne doit donc pas disparaître pour autant pour limiter le pouvoir et ses abus. Le modèle allemand de la co-gestion (présence d’administrateurs salariés dans le conseil d’administration) est une première forme d’équilibre entre actionnaires et salariés qui rend le pouvoir d’organisation moins abusif de ce point de vue. Mais il est possible d’aller encore plus loin, par la présence de ces associations de consommateurs qui ont également intérêt à intégrer la gouvernance des entreprises pour y faire entendre directement leur voix, et défendre leurs intérêts propres. Un autre équilibre de représentation entre clients, actionnaires et salariés peut être obtenu avec un tiers des postes chacun, donnant ainsi un avantage aux producteurs, s’ils sont d’accord (l’entreprise est une entité de production avant tout), et l’atteinte d’un compromis en général. Les producteurs

(actionnaires et salariés) restant majoritaires, l'entreprise ne sera pas orientée dans l'intérêt exclusif du client (intérêt qui, poussé à l'extrême, demanderait le produit gratuitement).

Il est ici très important de souligner la différence conceptuelle d'équilibre que cette vision de l'économie non quantitativiste apporte, par rapport à la précédente conception de l'équilibre, par les prix. L'objectif d'une économie de marché qui intègre le pouvoir n'est pas de trouver un prix d'équilibre par la variation de l'offre et la demande, par l'idée que plus de concurrence peut permettre de l'atteindre. Cette conception de l'équilibre par les prix est une conception de l'économie de marché qui ne fonctionne pas, car elle ne relie que les quantités aux prix, et pas aux qualités des biens. L'introduction de la qualité fait disparaître les concepts d'offre et de demande reliés aux prix d'équilibre, à l'idée d'une économie parfaite en situation de concurrence parfaite. La définition même du pouvoir de marché, calculé comme l'écart entre le prix constaté avec le prix d'équilibre (égal au coût marginal), obéit à ce paradigme économique historique, qu'il est nécessaire de faire évoluer, mais qui conserve l'idée d'équilibre et donc le concept même de pouvoir de marché comme déviation. Le pouvoir de marché ne fait plus référence à un équilibre général, mais à un équilibre dans la concurrence.

Dans cette configuration, le pouvoir de marché des entreprises n'est plus employé au seul bénéfice des actionnaires, mais de tous les acteurs majeurs de l’entreprise, tandis que le management de l’entreprise, ses principaux dirigeants, se retrouve avec non plus l’objectif unique des actionnaires à satisfaire, mais celui des trois parties au conseil d’administration, en cherchant le compromis et l’équilibre des intérêts dans les décisions qui sont prises pour l’orientation de l’entreprise. Le management de l’entreprise, qui doit prendre en compte l’intérêt des clients, des salariés et des actionnaires, n’est donc plus seulement soumis aux actionnaires. Quant à la probabilité d'existence de ce type de représentation dans les conseils d’administration, due à l’opposition des actionnaires, il ne faut pas oublier que l'acteur le plus important en économie est le client qui peut obtenir n’importe quelle configuration de pouvoir dans les entreprises de son choix, s’il se regroupe pour exprimer son pouvoir collectif. Le client est roi, et par là même dangereux, car il peut lui-même être la source d’abus de pouvoir important contre les salariés et actionnaires, ce qui implique de le limiter également, à seulement un tiers des membres votants. Ce type d’entreprise au pouvoir réparti entre les intérêts des trois groupes peut être appelé *entreprise libérale*, à la différence d’une entreprise capitaliste, travailliste ou mutualiste. L’entreprise libérale est l’instrument d'équilibre du pouvoir de marché des entreprises, pour éviter que celui-ci ne soit orienté vers un intérêt

unique, des clients, des actionnaires ou des salariés. Le pouvoir de marché ne disparaît pas, il est seulement combattu par la concurrence au niveau extérieur, de façon habituelle de nos jours, et surtout il est contrôlé par une répartition interne des pouvoirs, par la recherche d'un compromis. L'équilibre des pouvoirs n'est pas atteint par les prix, qui ne peuvent révéler toutes les informations de qualité et de quantité, il est atteint par une forme de contrôle des entreprises qui évite les abus de pouvoir sur le marché.

En conclusion, le plus grand contre-pouvoir au pouvoir de marché issu de l'organisation de la production se trouve dans un équilibre nouveau des pouvoirs au sein même de l'entreprise, une nouvelle répartition des postes du conseil d'administration qui évite des décisions orientées vers un seul intérêt. L'importance de la parole, de la coopération entre acteurs, a été soulignée pour constituer des groupes puissants de défense des intérêts, en premier lieu des associations de consommateurs capables de s'opposer aux entreprises sur le marché et encore plus capables de représenter les clients dans les conseils d'administration. Le pouvoir d'organisation est contré, non seulement par une nouvelle force sur le marché, les associations de consommateurs, mais surtout par un équilibre interne qui oriente ce pouvoir d'organisation vers un compromis, un équilibre des intérêts, amenant à une justice procédurale. L'entreprise libérale qui apparaît est une entreprise du compromis.

IV.4. Définitions complètes du capitalisme et de l'économie de marché

La séparation entre le capitalisme de pouvoir, où les entreprises sont dirigées dans l'intérêt prioritaire des actionnaires par le pouvoir de la propriété, et l'économie de marché de liberté, où les pouvoirs sont équilibrés, révèle leur antagonisme profond, que ce soit au niveau de leur but ou de leur moyen. Le capitalisme recherche le pouvoir, donc l'absence de ce type nouveau de marché, d'équilibre des pouvoirs, comme il recherchait l'absence historiquement de celui néoclassique, parfaitement concurrentiel. Le marché recherche l'équilibre des pouvoirs, donc l'absence de capitalisme, l'absence de pouvoir au capital (plus exactement d'abus de pouvoir du capital). Capitalisme et économie de marché peuvent donc se penser indépendamment l'un de l'autre. Le meilleur exemple pour illustrer cette indépendance entre capitalisme et marché est d'évoquer les systèmes économiques (théoriques ou déjà existants) où l'un et l'autre sont totalement autonomes : d'un côté, un capitalisme sans économie de marché, monopolistique, de l'autre, une économie de marché sans capitalisme.

Schumpeter avait déjà depuis longtemps mentionné et pris en compte cette tendance majeure du capitalisme[672], celle du monopole, élargie ici à celui de pouvoir de marché maximum. Le capitalisme, par sa volonté de profit maximum, s'oriente vers le monopole, ou vers les formes s'en approchant le plus. Deux catégories d'actions capitalistes existent pour atteindre ce but, la première d'érection de barrières, à l'entrée des concurrents ou à la sortie des clients (illustrées par une longue liste d'actions ou de droits, les brevets, marques, secrets de fabrication, savoir-faire, marketing, publicité, standardisation, design, réglementations, pénalités diverses, contrat d'engagements, concurrence monopolistique, etc), et la deuxième d'acquisitions d'entreprises (au lieu d'entrer en concurrence ou de se retrouver dans un rapport de force défavorable, il est préférable d'acquérir ces concurrents, fournisseurs, partenaires, distributeurs, etc). Tant que le pouvoir de direction des entreprises est laissé aux capitalistes, la tendance au monopole que celles-ci exhibent surgira de façon obligatoire, pour renforcer encore le pouvoir de marché des entreprises capitalistes.

[672] Schumpeter, rappelons-le, loin de critiquer ouvertement ce phénomène monopolistique du capitalisme, en tire parti dans *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, pour montrer que le véritable avantage du capitalisme est le progrès qu'il apporte, le paradoxe inconscient de son argumentation étant que celui-ci est obligé de l'apporter, par la pression exercée par la concurrence, issue de l'économie de marché.

Le destin normal, logique, du capitalisme sans entrave est en conclusion ce *capitalisme pur*, monopolistique, si bien que le capitalisme pur est plus que l'idéal du capitalisme, il en est son futur logique, si aucun pouvoir ne vient s'y opposer, comme le marché ou l'Etat le font en permanence. Ce capitalisme pur, qu'un Rockefeller par exemple aurait sans doute pu mettre en place sans opposition politique, au début du XX^{ème} siècle, ne s'accommode pas de l'économie de marché, il s'y oppose. En effet, si les fusions et acquisitions entre concurrents restaient autorisées sans aucune restriction, alors le phénomène presque obligatoire de concentration des entreprises capitalistes, pour en retirer plus de pouvoir et de profit, n'aurait pas de fin, jusqu'à ce qu'une seule entreprise existe sur chaque secteur, voire sur des pans entiers, de l'économie. Il serait même possible de concevoir, par sa position dominante stratégique, une seule et unique méga-entreprise capitaliste, concentrant tous les secteurs industriels et empêchant par son pouvoir tout concurrent d'émerger (soit qu'elle l'empêcherait de survivre, ou qu'elle l'absorberait).

Un système économique où l'économie de marché n'existe plus réellement du fait de quelques entreprises géantes monopolisant leur secteur, empêchant la concurrence d'émerger et les prix libres, vraiment concurrentiels, d'être fixés, est seulement une théorie, puisque cette évolution a été contrecarrée par les lois anti-concentration de tous les pays développés (lois antitrust de Sherman et Clayton, en 1890 et 1914 aux Etats-Unis, par exemple, qui donnèrent lieu au droit de concurrence). Il faut y voir ici la préférence démocratique de l'économie de marché sur un système capitaliste. Il faut aussi y voir le rejet justifié du capitalisme pur, oppressif, où toutes les manœuvres de renforcement du pouvoir sont permises, et en particulier les acquisitions de concurrents (ce pourquoi elles ont été contrecarrées).

Dans la même optique capitaliste, de maintien et de renforcement de leur pouvoir de marché, la constitution de syndicats a été historiquement combattue par les promoteurs du capitalisme, de manière virulente au XIX^{ème} siècle, tout comme la hausse des salaires, maintenus au besoin par la force à des niveaux réduits. Déjà, Adam Smith, à son époque, critiquait la différence de traitement imposée sur le regroupement des acteurs, qu'ils soient salariés ou actionnaires. L'interdiction de coalition des travailleurs était même légale :

> Ce qu'est le salaire commun du travail dépend partout du contrat habituellement conclu entre les parties, dont les intérêts ne sont en aucune manière les mêmes. Les travailleurs désirent recevoir autant que possible, et les maîtres donner aussi peu que possible. Les premiers sont

> disposés à s'associer pour qu'augmente le salaire du travail, les seconds pour qu'il baisse. Il n'est pas difficile cependant de prédire laquelle de ces deux parties l'emportera ordinairement dans la contestation, et forcera l'autre à se soumettre aux termes qu'elle veut imposer. Les maîtres, étant moins nombreux, peuvent s'entendre plus facilement ; et la loi, d'ailleurs, autorise, ou du moins n'interdit pas leur association, alors qu'elle interdit celle des ouvriers. Il n'existe pas d'actes du parlement contre l'entente en vue de diminuer le prix du travail ; mais plusieurs contre l'association en vue de le faire croître.[673]

Adam Smith relevait déjà parfaitement l'orientation du capitalisme, l'aide de l'Etat bourgeois qu'il peut décrocher s'y ajoutant comme un moyen puissant, celle d'obtenir le maximum de pouvoir de son côté, pour en retirer le profit maximum. Le capitalisme s'oriente vers ce côté monopolistique, pur, lorsque le pouvoir dont les capitalistes disposent est incontesté, et leur permet d'utiliser la loi à leur avantage, afin de limiter dans ce cas les coalitions de travailleurs pour qu'ils ne puissent pas augmenter leur salaire par ce biais.

Dans ce système capitaliste idéal, les entreprises capitalistes en situation de monopole nient le but de l'économie de marché, l'équilibre des pouvoirs de marché, puisqu'elles fixent les prix de leurs produits par elles-mêmes et, comme elles se sont intégrées au cas par cas, en amont comme en aval, là où la concurrence leur était préjudiciable, n'ont plus de contre-pouvoirs extérieurs de marché sur leurs matières premières, leurs produits semi-finis, leurs salaires, qu'elles peuvent orienter à la baisse grâce à leur pouvoir énorme. Les concurrents ont disparu et ne peuvent plus apparaître, sous peine de pertes colossales ou d'absorption rapide, au vu de la capacité financière, productive, et de fixation des prix, des entreprises monopolistiques. Il faut noter à ce stade final de définition du capitalisme que celui-ci n'est pas opposé à toute concurrence, seulement à celle qui lui est néfaste en termes de pouvoir. En ce sens, il accepte parfaitement une concurrence entre salariés et chômeurs, qui lui est profitable. Mais il refuse une concurrence (ou limitation de concurrence) qui lui enlève son pouvoir de marché.

Le *capitalisme pur* est donc défini comme un mode de contrôle des entreprises par ses actionnaires, dans une optique de profit maximal, qui n'est entravé par aucun autre pouvoir (lois anti-trust, opposition de groupes d'intérêts comme les syndicats ou l'Etat-Providence, associations de consommateurs, etc). Le capitalisme pur débouche non pas sur un système de marché, mais sur un système de monopole là où le capitalisme peut en tirer profit, avec des

[673] Adam Smith, *op. cit.*, p. 83-84.

inégalités rapidement très élevées entre actionnaires et salariés. Le marché du travail, soumis à la pression des entreprises en monopole sur le marché de leur propre bien et donc de leur métier spécifique, et en oligopole sur les autres secteurs du marché du travail, leur permet de conserver le coût du travail à un niveau faible, au vu de leur pouvoir gigantesque. Cette vision du capitalisme est celle d'une oligarchie installée qui exerce son pouvoir sans entraves. Il est important de souligner que ce capitalisme pur n'a cependant jamais existé dans la réalité, demeurant un potentiel théorique, une tendance du capitalisme sans entraves.

D'un point de vue de la science économique, une question concerne les probabilités de survie d'un tel capitalisme pur, question prospective dont la conclusion se rapproche de la prophétie de Marx sur le caractère autodestructeur du capitalisme. La réponse à cette question, proche de celle de Marx issue de l'accumulation comme moteur de déséquilibres insoutenables dans le capitalisme pur, montre le caractère auto-destructeur du capitalisme pur. Mais celui-ci ne s'est finalement jamais réalisé car le capitalisme pur ne peut survenir, trop de pouvoirs divers (Etats, corporations, salariés, intellectuels) s'opposant à son existence. Cette affirmation, le sauvetage du capitalisme par ses opposants, est également une conclusion de Boltanski et Chiapello, qui soulignent la capacité d'absorption des critiques dans leur vision du capitalisme (alors qu'il s'agit plutôt pour nous d'une restriction du capitalisme par rapport à ses tendances naturelles au monopole et à l'abus de pouvoir), et également de ses moments de faiblesse quand il n'a plus d'opposants, comme actuellement :

> Le système capitaliste s'est révélé infiniment plus robuste que ne l'avaient pensé ses détracteurs, Marx au premier chef, mais c'est aussi parce qu'il a trouvé chez ses critiques mêmes les voies de sa survie. Le nouvel ordre capitaliste issu de la Seconde Guerre mondiale n'a-t-il pas, par exemple, en commun avec le fascisme et le communisme le fait d'accorder une grande importance à l'Etat et un certain dirigisme économique ? C'est probablement cette capacité surprenante de survie par endogénéisation d'une partie de la critique qui a contribué à désarmer les forces anticapitalistes, avec pour conséquence paradoxale, dans les périodes où le capitalisme semble triomphant – comme c'est actuellement le cas -, la manifestation d'une fragilité qui apparaît précisément quand les concurrents réels ont disparu.[674]

Le capitalisme a donc réussi à survivre à ses opposants, non pas en les combattant, mais en intégrant leurs critiques. Encore plus, le capitalisme a réussi à survivre *grâce à* ses opposants,

[674] Luc Boltanski et Eve Chiapello, *op. cit.* p. 69.

qui lui ont fourni les limites qui l'ont détourné de son potentiel d'autodestruction. Sans cette présence de contre-pouvoirs, le capitalisme disparaîtrait dans son excès de pouvoir, par les déséquilibres de revenus, les pertes de production et les révolutions qui en découleraient. Ainsi, le capitalisme, défini par Boltanski et Chiapello comme "processus d'accumulation illimitée", processus insatiable et prêt à y engager les individus de façon plus ou moins libre, ne peut survivre que par les limites fixées à cette insatiabilité, par ces opposants, acteurs sur le marché et au niveau de l'Etat. Ce capitalisme pur permet donc de définir dans le même temps l'économie réelle, celle hybride qui existe sous nos yeux, l'économie de marché capitaliste.

L'économie de marché capitaliste correspond donc au système économique actuel, plutôt que le capitalisme, puisqu'il est un mélange de capitalisme et d'économie de marché, un conflit entre deux tendances théoriques, celui d'une économie de marché dans laquelle existent en vaste majorité des entreprises capitalistes. La présence de deux forces contradictoires, l'une de promotion de l'équilibre des pouvoirs (le marché), l'autre d'augmentation de son pouvoir (le capitalisme) est le symbole de ce caractère hybride de l'économie de marché capitaliste, un mélange entre l'économie de marché pure et le capitalisme pur. L'interaction antagoniste entre économie de marché et entreprises capitalistes se trouvant en situations diverses de monopole, d'oligopole, d'ententes, de concurrence monopolistique, etc. crée un système hybride, où les abus de pouvoir sont présents mais partiellement limités. L'utilisation du terme 'économie de marché capitaliste' serait donc le plus adéquat pour faire référence au système économique actuel, entre économie de marché pure et capitalisme pur. L'économie de marché capitaliste est donc le système économique de marché imparfait où les entreprises capitalistes existent et dominent et qui se défendent par l'esprit du capitalisme (liberté, efficacité, justice), en majeure partie à tort puisque ces justifications reposent sur l'économie de marché.

Enfin, *l'économie de marché pure* se trouve à l'opposé du capitalisme pur. Un système d'économie de marché sans capitalisme ne soulève théoriquement aucune question majeure, puisque d'autres modes de pouvoir, de contrôle de l'entreprise existent depuis longtemps[675], qu'il suffirait d'élargir pour séparer dans la réalité économie de marché et capitalisme. Faire disparaître les entreprises capitalistes serait donc une action presque spontanée dans la réalité économique, si les clients ou employés le désiraient de façon unanime : des entreprises sans

[675] Les cas de coopératives datent du XIXème siècle, au moins, sans parler des regroupements d'artisans, et ont survécu jusqu'à nos jours dans de petites proportions. Le mutualisme, la direction par les clients, est un système également présent depuis un certain temps. Une économie de marché constituée uniquement d'entreprises de ce type est parfaitement envisageable.

clients ne peuvent survivre, des entreprises sans employés ne pourraient être véritablement capitalistes[676]. La question du pouvoir, et de l'anarchie générée par un tel mouvement, limite cependant ce mouvement général, car il nécessite de pouvoir survivre sans ressources, ce que les plus pauvres, les plus faibles, ne peuvent se permettre aussi longtemps que les plus riches. Cependant, théoriquement, si les employés privilégient tous leur liberté à leur sécurité, la prise de risque et la variabilité de leur salaire, ou si les clients choisissent une autre forme de contrôle de leurs partenaires d'échange, alors le pouvoir qui définit le capitalisme n'existera plus (au contraire du capital, et du profit, qui demeurent nécessaires dans une entreprise, le profit étant la rémunération du capital, indispensable à la présence de ce même capital).

A titre d'exemple, une économie de marché composée quasi-exclusivement de coopératives, d'entreprises dirigées par leurs salariés, ne pose théoriquement aucune difficulté, même si elle soulève la question de la compétitivité, de l'efficacité productive de ces entreprises, efficacité qui fait partie intégrante des justifications du capitalisme, de sa défense idéologique. De façon similaire, une économie de marché constituée d'entreprises mutualistes, dirigées par leurs clients, est concevable, comme tout mélange de ces deux types d'entreprises sur le marché, ou de combinaison de groupes, alliés pour diriger l'entreprise de concert (par exemple clients et salariés). Mais ces cas d'économie de marché coopérativiste ou mutualiste ne sont pas pour autant des cas optimaux, car ils ne font que renouveler le problème d'abus de pouvoir exposé par le capitalisme, et qui peut exister aussi bien dans ces autres cas. L'abus de pouvoir n'est pas l'apanage des capitalistes, il serait certainement équivalent si le pouvoir se trouvait aux mains des salariés, comme le cas des monopoles l'a montré avec la complicité des producteurs pour exploiter le pouvoir du marché du monopole, et dans une moindre mesure, dans celui des consommateurs. Répondre à un abus de pouvoir par un autre abus de pouvoir n'est pas une réponse libérale adéquate, mais plutôt celle de l'équilibre des pouvoirs. Deux types d'équilibre ont été démontrés, un équilibre de concurrence et un équilibre de coopération. Les deux outils différents issus de la défection et de la parole, que sont la concurrence et la coopération, aboutissent à cet équilibre de pouvoirs global, par la recherche d'un équilibre externe aux entreprises et d'un équilibre interne, au sein du conseil d'administration.

[676] Ne pas limiter le capitalisme au rapport salarial n'implique en rien que le capitalisme puisse survivre sans ce rapport salarial, qui lui est favorable. De plus, il faudrait que les employés trouvent de quoi survivre, le temps de retourner en leur faveur le pouvoir, et donc de soumettre le capital au contrôle du travail.

Une économie de marché dont les producteurs ne sont plus dirigés uniquement dans l'intérêt de rentabilité du capital, mais toujours dans un seul intérêt, obéit aux mêmes caractéristiques de pouvoir sur le marché, si bien que le profit réalisé par les actionnaires dans une entreprise capitaliste peut être transféré dans le salaire des travailleurs dans une entreprise coopérative, en même temps que le pouvoir, sans que les pratiques d'abus de pouvoir de l'entreprise contre ses clients ne changent[677], par exemple. Transférer le pouvoir n'est pas une solution, sauf à être du côté de la partie qui le récupère, ce qui revient à défendre son propre despotisme de groupe, comme étant meilleur que celui qu'il précède, même s'il est finalement identique. Les stratégies de contournement de la concurrence, de renforcement du pouvoir individuel, qui sont légion et ont déjà été mentionnées, seraient donc également utilisées par les autres acteurs au pouvoir, avec le même but d'enrichissement, à moins qu'une organisation interne du pouvoir, l'entreprise libérale, ne permette de limiter cette propension à l'abus de pouvoir. Même dans un marché d'entreprises non capitalistes, il n'est pas possible de s'en remettre juste aux producteurs pour éviter les abus de pouvoirs, au contraire. Ainsi, l'économie de marché n'est pas théoriquement uniquement opposée au capitalisme, elle est opposée à tous les abus de pouvoir économiques, dont le capitalisme de pouvoir fait partie. L'économie de marché, organisation concurrentielle et coopérative de l'économie, orientée vers l'équilibre de pouvoirs, par l'équilibre de concurrence et l'équilibre de coopération dans l'entreprise, est un idéal.

L'économie de marché pure, celle d'un libéralisme économique d'équilibre des pouvoirs, où les abus de pouvoirs ne sont plus justifiés, ne peut se contenter de la concurrence, puisqu'elle est imparfaite et refusée dans les actes par les producteurs. Il lui faut une autre méthode pour limiter au maximum les abus de pouvoir, créer de la liberté. Une question se posait donc : si les actionnaires ne sont pas les seuls bénéficiaires des stratégies anticoncurrentielles, mais que ce sont plutôt les détenteurs du pouvoir de marché de l'entreprise, quels qu'ils soient, existe-t-il une organisation du pouvoir différente qui ne chercherait pas systématiquement à s'opposer à la concurrence, qui permettrait d'équilibrer les pouvoirs et les intérêts en jeu, pour ne pas créer seulement une succession de marchés en oligopoles ou quasi-monopoles, avec des abus

[677] Il peut ainsi être considéré à raison que pour les plus grandes entreprises en situation de quasi-monopole, une forme d'entente se développe entre salariés et actionnaires, chaque groupe sachant qu'il profite d'une rente qui lui permet d'extirper plus de valeur que cela ne serait possible dans une situation plus concurrentielle. Ils n'ont donc aucun intérêt à se déchirer, seulement à s'opposer de façon presque rituelle sur quelques détails sans grande importance. L'alliance entre actionnaires et salariés, le Graal recherché par les opposants au capitalisme du point de vue du rapport salarial, peut donc se découvrir dans les entreprises en situation de monopole, qui paient leurs employés avec largesse et rémunèrent fortement leurs actionnaires, tout cela au détriment des clients.

de pouvoir incessants ? Que serait et comment fonctionnerait une économie de marché plus équilibrée, caractérisée par l'absence d'abus de pouvoir entre acteurs économiques ?

Un cas spécial d'organisation est apparu, issu de la sphère politique du libéralisme, celui de l'équilibre microéconomique des pouvoirs dans l'entreprise, au sein d'une économie de marché concurrentielle, mais non ultra-concurrentielle pour éviter la spéculation et l'instabilité. Une économie de marché constituée d'*entreprises libérales*, dirigées par les clients, les salariés et les actionnaires, de façon équilibrée entre ces trois groupes pour limiter les abus de pouvoir entre eux, dans un équilibre des concurrents évitant la spéculation comme les oligopoles (et donc les monopoles), apparaît comme le meilleur système, d'un point de vue de liberté, mais également d'efficacité, puisque l'efficacité d'un système économique est liée à la liberté qu'il propose aux individus, pour créer du nouveau. Ce système économique, appelé économie de marché d'équilibre des pouvoirs, en référence au pouvoir partagé égalitairement entre les différents acteurs majeurs d'une entreprise et à l'équilibre de concurrence, et en opposition avec le despotisme du pouvoir dans le capitalisme et au contournement de la concurrence, provient d'un élargissement de la concurrence à d'autres moyens libéraux, dans la foulée des travaux d'Hirschman.

L'économie de marché, définie comme libre coordination entre les acteurs, qui comprend la coopération et la compétition ainsi que la liberté des prix, admet donc une limitation de la concurrence, pour ne pas déstabiliser les prix de marché et l'économie, tout comme elle est logiquement complétée par une limitation de la coopération pour ne pas déstabiliser la concurrence (une coopération totale entre acteurs conduit au monopole). L'abandon de l'idéal d'une économie de marché optimale sous conditions parfaites, entraînant vers la plus grande concurrence possible (illustrée par le marché financier orienté vers la plus grande liquidité possible[678]), aboutit donc à la fois à l'idée d'un marché de liberté et à l'idée d'une concurrence suffisante pour atteindre cette liberté, sans pour autant déstabiliser le marché. Le pouvoir de marché des acteurs économiques doit être présent dans l'idéal poursuivi en économie puisqu'il l'est toujours dans la pratique, afin d'éviter l'utopie provoquée par l'idée de son absence. Mais

[678] La raison pratique de la recherche de la plus grande liquidité possible est bien sûr la rémunération des intermédiaires, sur une base de volumes plutôt que de plus-value. Leur intérêt est donc de vendre le plus de titres quotidiennement, quelle que soit la volatilité générée ou les dégâts sur l'économie de production. Mais cet argument hautement corporatiste est inaudible, évidemment, et est donc dissimulé par la référence au marché parfaitement concurrentiel qui nécessite une concurrence maximale, donc une liquidité maximale.

il ne doit pas être abusif : il est nécessaire de trouver un équilibre des pouvoirs au niveau de l'économie de marché.

La définition du capitalisme par le pouvoir, tout comme celle du marché par un équilibre des pouvoirs, amenant leur séparation, et même opposition, sous-entend que la grille d'analyse du capitalisme et de l'économie de marché, sur la base de la liberté et du pouvoir, devient aussi une norme d'évaluation de systèmes économiques, le meilleur système étant celui qui limite le mieux les abus de pouvoir d'un groupe d'acteurs, le pire étant celui qui amène les pires abus de pouvoir d'un groupe d'acteurs. Même en voulant rester au niveau purement théorique de description d'un système économique parfait issu de cette grille d'analyse, sans prendre pour autant parti sur sa désirabilité dans la réalité, l'idéal représenté par cette analyse existe et se développe de lui-même. Il est préférable de l'exposer clairement, pour éviter ce que Weber appelait la confusion des problèmes, entre idéaltype et idéal :

> Il arrive qu'un idéaltype de certaines conditions sociales, qu'on obtient par abstraction de certaines manifestations sociales caractéristiques d'une époque, ait effectivement passé aux yeux des contemporains de celle-ci pour l'idéal qu'ils s'efforçaient pratiquement d'atteindre […].[679]

Partant d'une neutralité scientifique (prétendue plus que réelle) de l'observateur par rapport à ses objets d'étude, l'idéaltype, construit pour appréhender la réalité plus efficacement, devient progressivement l'idéal de la société plutôt qu'un instrument de compréhension du monde. Le glissement de la description vers la normativité est bien sûr survenu aussi en économie, en particulier pour l'équilibre général néoclassique :

> Malheureusement la théorie économique a été elle aussi victime du phénomène typique de la " confusion des problèmes ". […] on lui a attribué la validité d'un idéal dans la sphère des valeurs au lieu d'un idéaltype à utiliser au cours d'une recherche empirique portant sur l'étant.[680]

Ainsi, l'économie de marché d'équilibre des pouvoirs se trouve être l'idéaltype de l'économie de marché non limitée à la seule concurrence, mais il peut aussi être, et sera inévitablement,

[679] Max Weber, " L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales » *in Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 187-188.
[680] *Ibid.* p. 471.

considéré comme un idéal à réaliser. Au lieu de nier cette dimension d'idéal, il est préférable de l'exposer clairement et de laisser chacun libre d'accepter ou rejeter l'idéal que peut former le marché d'équilibre des pouvoirs. En tant qu'idéaltype, il a pour grand intérêt de réimplanter complètement le pouvoir dans la pratique économique, en proposant un équilibre des pouvoirs qui vient en opposition avec le capitalisme tel qu'il a été défini. En tant qu'idéal, il est porté par les idées fondatrices libérales, par la sphère de liberté accrue que la diminution de l'oppression économique permet. Il n'appartient pas à cette thèse de défendre longuement, pratiquement, cette solution économique libérale d'un point de vue d'idéal économique, à atteindre, mais seulement d'en exposer les arguments théoriques, par rapport à la grille d'analyse théorique qui a été exposée. La construction de l'idéaltype amène donc en même temps la construction de l'idéal, ce qu'il est important de souligner, pour que la confusion soit évitée. Mais, d'un point de vue individuel, une telle analyse, aboutissant à l'idéaltype de liberté dans l'économie de marché complète, est suffisamment attractive pour que l'idéal s'y glisse.

IV.5. L'Etat et le capitalisme de pouvoir

La séparation entre le capitalisme et l'économie de marché et donc la définition plus précise de ces deux concepts, ne se limite pas à une opération théorique. Elle apporte une meilleure compréhension du fonctionnement du système économique actuel, mais aussi une nouvelle critique, libérale, du capitalisme. Les critiques traditionnelles du capitalisme - non séparé de l'économie de marché - qui se terminaient toutes[681] par un appel au renforcement du rôle de l'Etat, de son intervention ou de sa réglementation, ne sont plus limitées au seul choix unique de l'Etat ou du capitalisme. La possibilité d'une économie de marché non capitaliste, où le pouvoir n'est pas seulement, principalement, aux mains des actionnaires, élargit le champ des possibles des critiques, jusqu'alors limitées à l'Etat contre le capitalisme. *Le capitalisme total*, de Jean Peyrelevade représente l'archétype de ces critiques opposées au capitalisme fusionné à l'économie de marché. L'argumentation présente dans ce livre mérite de s'y arrêter, car elle souligne, en miroir, l'intérêt d'une telle séparation entre capitalisme et économie de marché :

> Après la chute du Mur de Berlin et la faillite du communisme, le capitalisme s'est imposé comme modèle unique d'organisation de la vie économique mondiale. Raison suffisante pour regarder de près si les lois propres de l'économie de marché sont compatibles, voire spontanément cohérentes, avec l'intérêt général de la société ou si elles en demeurent au contraire distinctes par nature. En d'autres termes, une certaine forme d'optimum collectif peut-elle être atteinte à travers le fonctionnement naturel de l'appareil capitaliste, l'affirmation de ses règles de gouvernance et le comportement de ses acteurs (actionnaires, conseils d'administration et mandataires sociaux) ?[682]

Peyrelevade alterne sans effort entre les termes économie de marché et capitalisme, comme des quasi-synonymes, et en tire donc la conclusion que le capitalisme fournit les avantages théoriques de l'économie de marché, l'atteinte d'un "intérêt général de la société", assimilé à une forme d'"optimum collectif", et au "fonctionnement naturel de l'appareil capitaliste". L'équilibre de l'économie de marché capable de créer un optimum collectif doit survenir dans le capitalisme, même si les démonstrations de Walras, Arrow et Debreu n'ont eu lieu que dans

[681] Citons Joseph Stiglitz, John Kenneth Galbraith, James Kenneth Galbraith aux USA, auteurs parmi tant d'autres critiques de l'économie de marché capitaliste, qu'ils nomment capitalisme, aboutissant toujours au même résultat : leur constatation de l'échec de l'économie de marché capitaliste aboutit à une exigence de renforcement de l'Etat, de la règlementation et de l'intervention plus ou moins forte de l'Etat.
[682] Jean Peyrelevade, *Le capitalisme total*, Paris, Editions du Seuil, 2005, p. 7.

un univers d'échange parfaitement concurrentiel, laissant donc de côté la question de la production et de l'absence de concurrence recherchée dans le capitalisme. Peyrelevade cherche à discerner ce qu'apporte le capitalisme à la société, le capitalisme signifiant le système économique actuel, l'économie de marché capitaliste. N'y trouvant que la soumission à la cupidité actionnariale, il en conclut que "[s]eul le retour improbable du politique (mais sous quelle forme et à quels niveaux) permettra de redécouvrir les voies d'un développement plus équilibré."[683] Puisque les "lois propres de l'économie de marché" ne sont à ses yeux que celles du capitalisme, cette conclusion apparaît inéluctable.

Peyrelevade défend pourtant l'économie de marché capitaliste, toujours confondue avec le capitalisme, pour les bienfaits qu'elle a apporté :

> L'économie de marché, appellation politiquement correcte du capitalisme triomphant, est devenue sans rivale. [...] Aucun autre système n'a été capable de produire autant de croissance économique au bénéfice de l'humanité tout entière. Libre circulation des produits et services, libre circulation des technologies, libre circulation des capitaux, tels sont les ingrédients de la mondialisation. La chute du mur de Berlin et l'effondrement du régime communiste ont signifié qu'il n'existait pas de contre-modèle à l'ordre marchand et libéral.[684]

La confusion entre capitalisme et économie de marché rend donc le capitalisme extrêmement ambivalent, source de grands progrès et de grands excès. Les avancées matérielles créées par l'économie moderne sont des arguments forts en faveur du capitalisme (baisse de la pauvreté, de la mortalité infantile, augmentation de l'espérance de vie, etc), mais qui disparaissent en grande partie avec la séparation du capitalisme et de l'économie de marché. Attribuer au seul capitalisme le bénéfice des avancées scientifiques, de la libération apportée par l'économie de marché, ou des progrès de santé, est une exagération importante. Au contraire, la démocratie et l'économie de marché sont des causes bien plus rationnelles des progrès des pays modernes, avec l'intérêt très fort vers la recherche scientifique, la liberté individuelle, et l'épanouissement personnel. Ainsi, le capitalisme non séparé possède-t-il un double visage, de progrès majeur et d'inégalités criantes. La séparation entre économie de marché et capitalisme permet de ne plus considérer que les progrès historiques sont ceux du seul capitalisme, voire même ont réussi à

[683] *Ibid.*, p. 10.
[684] *Ibid.*, p. 55-56.

être développés malgré le capitalisme, dans une vision extrême d'un capitalisme historique qui aurait pu chercher à éviter les progrès, source de concurrence.

Pour réguler les excès du capitalisme, Peyrelevade a donc recours à la méthode coercitive habituelle, politique :

> Soyons sérieux : seule la règle du droit peut faire respecter l'intérêt général si on l'estime mis en cause par le comportement spontané des firmes, de leurs actionnaires et de leurs mandataires. [...] Le politique dont on a besoin pour réguler la mondialisation doit être lui-même mondialisé.[685]

La solution de Peyrelevade est donc l'intérêt général, défendu politiquement, par les Etats, en élargissant encore plus l'emprise politique au niveau mondial. La régulation politique peut seule contrer le capitalisme de Peyrelevade : sa solution au capitalisme est une solution qui va également à l'encontre de la liberté individuelle, de l'économie de marché, en opposant un intérêt général défini par l'Etat, qui va s'imposer aux individus, à leurs intérêts privés. Au lieu de se focaliser sur le capitalisme et de défendre l'économie de marché, la solution politique de réglementation détruit les qualités de l'économie de marché. Le recours au politique est donc un retour à la soumission au politique, à l'Etat, à l'encontre de l'idée de liberté économique telle qu'elle a été mise en place depuis deux siècles, par la libération des intérêts privés. L'opposition entre intérêt général et intérêt privé est recréée, et l'intérêt privé soumis à l'intérêt général, avec l'emploi de la puissance politique :

> Mais les décisions que commande l'intérêt général devront être imposées, *politiquement* imposées à force de lois et de traités internationaux, à des actionnaires et à des chefs d'entreprise qui défendront toujours leur capacité à gagner plus d'argent.[686]

Peyrelevade n'innove donc pas, puisqu'il nie toute capacité de l'interaction des intérêts privés à créer une forme de bien commun, un intérêt général. La main invisible smithienne, ainsi que son évolution, l'équilibre néoclassique, sont réfutés, en niant aux intérêt privés la possibilité naturelle d'aboutir à un bien commun naturel, supérieur à celui imposé par l'Etat. Mais cette réfutation emporte aussi disparition de la liberté économique individuelle, dans la pensée de

[685] *Ibid.*, p. 79.
[686] *Ibid.*, p. 86.

Peyrelevade, car si les intérêts privés ne permettent pas d'atteindre l'intérêt général, ils doivent être subordonnés à celui-ci.

Pourtant, de façon inverse, illustrant parfaitement l'impasse conceptuelle actuelle issue de la confusion entre économie de marché et capitalisme, l'économie de marché est préférée au collectivisme :

> Tout pouvoir, en ce qu'il incarne la contrainte que la société fait peser sur les individus, en ce qu'il est symbole d'effort, de discipline, de domination par autrui, excite par son existence même la tentation anarchiste de sa destruction. La mondialisation capitaliste est hors d'atteinte des démocraties de proximité. Etrangers aux institutions nationales, les fabricants anonymes de ses normes exercent sur notre vie quotidienne une telle emprise, à la fois si forte et si peu contrôlée, que la tentation de la révolte va devenir endémique. Mais, faute de capacité d'analyse, sans principe directeur, les mouvements de refus sont voués au désordre et à l'échec. Au vrai, l'utopie de l'abolition du marché est fort ancienne. Depuis la révolution prolétarienne, prolifèrent et s'affrontent, d'Etienne Cabet à Joseph Fourrier, écoles et groupuscules qui prêchent des formes aussi variées qu'impossible de collectivisme.[687]

Sans distinction entre économie de marché et capitalisme, il est impossible de sortir de la dichotomie entre le rejet de l'économie de marché et le rejet du capitalisme, aboutissant donc à un retour à différentes formes de collectivisme, à la soumission au politique. Le rejet de l'économie de marché n'apporte pas de solution autre que le retour à la domination politique, à une forme de restriction des libertés économiques. Sans distinction entre économie de marché et capitalisme, toute critique contre le capitalisme entraîne une critique contre la liberté fournie par le marché, et va donc à l'encontre de la modernité. Après cette distinction entre les deux concepts, cette séparation, il devient possible de critiquer le capitalisme sans pour autant diminuer la liberté individuelle, au contraire, puisque la critique capitaliste est devenue une critique libérale, une critique qui assimile le capitalisme à une oligarchie, qui va à l'encontre de la liberté des individus, des clients en particulier. En conclusion, Peyrelevade ne peut pas s'extraire d'un retour au politique, qu'il essaie de rendre le moins coercitif possible, en insistant sur le côté idéal, démocratique, de l'Etat moderne, sur la préservation de la liberté individuelle par l'économie de marché seulement régulée et soumise à la règle démocratique :

[687] *Ibid.*, p. 93.

> Comment redonner à la société un regard collectif qui puisse tempérer l'éruption des intérêts individuels et donc empêcher sa propre dissociation, sa propre dislocation ? L'objectif n'est pas de supprimer le marché, mais de le réinclure dans le champ du politique, de l'intégrer dans un espace de citoyenneté. [...] Contenir "l'exécrable soif de l'or" dont parlait Virgile, refuser que l'opulence engendre un excès d'inégalité, interdire la privatisation généralisée des biens communs, lutter pour que la modestie de condition ne devienne pas misère, ni la richesse avidité, cela passe non par la destruction de l'économie de marché à laquelle il n'est pas de substitut (la liberté individuelle inclut celle de l'échange), mais par sa soumission aux valeurs de la démocratie.[688]

Conscient du danger potentiel du rejet total de l'économie de marché en termes de liberté, Peyrelevade tente finalement une proposition impossible, la réintégration de celle-ci dans le politique, sans perte de liberté économique pour autant. Il n'existe aucun moyen de conserver la liberté économique si l'économie de marché est soumise au politique, à l'intérêt général, à moins que cet intérêt général ne soit la libre poursuite de l'intérêt privé[689]. L'imposition d'un intérêt général politique correspond à une intervention politique qui ne peut plus se terminer, car le concept d'intérêt général est si vaste et imprécis, si sujet à interprétation politique que l'interventionnisme public serait permanent dans l'économie de marché.

La création d'un espace politique mondial, même démocratique, pour contrôler le marché, risquerait d'aboutir inéluctablement à une mise sous tutelle de l'économie par le politique, par un retour à une forme de domination politique. Le développement d'une domination politique mondialisée réduite à la régulation économique dans un premier temps est une première étape dans la disparition de l'économie de marché, avec une disparition progressive de la liberté économique, au nom de l'intérêt général. Pourtant, une limitation du pouvoir capitaliste, dans l'économie de marché capitaliste actuelle, est bénéfique d'un point de vue libéral, puisque le capitalisme abuse de son pouvoir, d'une part, et qu'une alternative encore moins oppressive existe (l'économie de marché d'équilibre des pouvoirs). Mais au lieu de limiter ce pouvoir par un système moins oppressif, Peyrelevade choisit un autre pouvoir, encore plus puissant, celui de l'Etat. Il contre ainsi un pouvoir néfaste, celui du capitalisme, par un pouvoir encore plus grand, politique. Cette solution augmente l'oppression au lieu de la diminuer, même si son

[688] *Ibid.*, p. 93-94.
[689] Un intérêt général poursuivi par l'Etat qui serait la poursuite libre des intérêts privés a été partiellement déjà réalisé, avec la défense de la concurrence dans une optique néolibérale. Pour aller encore plus loin, l'équilibre des pouvoirs atteint par l'économie de marché dans cette thèse implique bien sûr que l'Etat la laisse exister et la garantisse, sans s'y impliquer plus.

efficacité ne peut être mise en doute : la réglementation par un Etat mondial empêcherait les abus de pouvoir du capitalisme, de façon certaine. Et elle empêcherait la liberté également.

Résoudre un problème de pouvoir par un pouvoir encore plus fort est une fuite en avant sans fin autre que la perte totale de liberté, puisque comme le disait Montesquieu, " [c]'est une expérience éternelle que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser "[690].Dans le cas du pouvoir de marché, l'expérience est la même, chaque acteur qui dispose d'un pouvoir de marché supérieur, capable de modifier le prix pour l'orienter dans son seul intérêt, sera irrémédiablement tenté d'en abuser, et le fera certainement, puisque la théorie du marché parfait lui apprenait qu'il agit ainsi aussi pour l'efficacité du système économique global : l'esprit du capitalisme fournit une justification à la poursuite de son intérêt et à l'utilisation sans frein de son pouvoir économique. Dans ce nouveau cadre théorique du marché et du pouvoir, en revanche, le pouvoir économique doit être limité, au nom de la liberté, sans pour autant avoir recours à un pouvoir encore plus grand, l'Etat. L'existence de contre-pouvoirs était déjà la solution proposée par Montesquieu, au plan politique, aux abus de pouvoir :

> pour établir un gouvernement modéré, il faut combiner les puissances, les tempérer, les faire agir et les régler ; donner un lest à l'une, pour la mettre en état de résister à une autre ; enfin, il faut faire un système[691]

Ainsi, l'Etat ne peut pas s'impliquer plus au niveau économique pour s'opposer au capitalisme, puisqu'il est forcément encore plus oppressif, dans une analyse de pouvoir. Mais, et c'est là que la séparation entre économie de marché et capitalisme se révèle fructueuse, l'Etat n'a pas à le faire, puisque le choix entre Etat et capitalisme n'est plus le seul et unique choix : il est devenu possible de choisir entre Etat, capitalisme, et économie de marché. L'ordre de citation est volontaire, puisqu'il s'agit d'une décroissance de pouvoirs, l'Etat étant le plus puissant, en termes de capacités d'oppression des individus, le capitalisme, relativement puissant, et enfin l'économie de marché, le moins puissant, puisqu'il recherche l'équilibre des pouvoirs. Etat et capitalisme peuvent être considérés comme des solutions imparfaites au problème de liberté économique, objectif premier, et source de l'efficacité du système qui plus est. La solution n'a pas à être Etat ou capitalisme, elle peut être différente. Au lieu d'opposer de façon stérile deux

[690] Montesquieu, *De l'Esprit des Lois*, Livre XI chapitre IV.
[691] Montesquieu, *Pensées*, n° 633.

pouvoirs importants, l'économie de marché fournit une solution de limitation de pouvoir. Elle équilibre les pouvoirs.

Cette idée d'équilibre des pouvoirs, dans un but de liberté individuelle, se retrouve également au niveau de l'opposition entre économie de marché et Etat, même après son développement au sein des entreprises. Ainsi, la sentence libérale classique restreignant l'Etat : " Moins le gouvernement gouverne et mieux le marché se porte "[692], est à minimiser dans cette nouvelle conception du marché d'équilibre des pouvoirs, puisque l'*agenda* de l'Etat n'est plus celui d'un retrait, ni d'une promotion de la concurrence. Il est celui de la promotion de l'économie de marché entière, tant dans le maintien d'une concurrence suffisante, que l'empêchement de l'hyperconcurrence spéculative, ainsi que la promotion d'une coopération bénéfique à tous, transparente et ouverte, où les intérêts trouvent leur satisfaction non dans la domination, mais dans le compromis. Même s'il est vrai que cette thèse ne défend pas l'intervention directe, planificatrice, de l'Etat dans l'économie, au nom de la liberté des individus, elle ne défend pas non plus l'idée, dépassée, d'une économie de marché fonctionnelle sans un Etat libéral fort, capable de maintenir et défendre cette économie de marché.

En plus de l'équilibre des pouvoirs, un autre équilibre externe à l'économie de marché, entre l'Etat démocratique et celle-ci, est donc proposé, par Fitoussi :

> […] à l'image du système d'équilibre ingénieusement construit par Montesquieu, l'extension de la sphère du marché et celle du champ de la démocratie se renforcent mutuellement en se limitant l'une l'autre.[693]

L'équilibre proposé par Fitoussi, dans un but de limitation entre l'Etat démocratique, redistributeur et planificateur, et l'économie de marché, lieu d'allocation libre des ressources, est également un équilibre de pouvoirs, entre deux systèmes, qui mène dans leur opposition à une liberté accrue des individus, située dans l'existence conjointe de l'économie de marché et de l'Etat. Il faut évidemment postuler une performance sociale minimale de l'économie de marché (par l'équilibre des pouvoirs, en opposition au capitalisme), et de l'Etat, orienté relativement vers l'intérêt commun (c'est-à-dire non exclusivement dans l'intérêt des plus puissants), pour que l'équilibre entre économie de marché et Etat soit préféré, plutôt que le

[692] Jean-Paul Fitoussi, *La démocratie et le marché*, Nouveau collège de philosophie, Editions Grasset et Fasquelle, Paris, 2004, p. 15.
[693] *Ibid.*, p. 18.

choix unique de l'un ou de l'autre. Cet élargissement de l'équilibre des pouvoirs à un équilibre entre Etat et économie de marché répond également à l'idée de liberté des individus par limitation des pouvoirs.

La question de l'adéquation entre l'Etat démocratique et l'économie de marché est ancienne, que Fitoussi résout par un équilibre intéressant en termes de liberté, et est soulevée par Marx, Schumpeter, Hayek, entre autres auteurs majeurs. L'organisation de la question en elle-même est importante car elle place prioritairement l'économie de marché devant l'Etat démocratique, comme s'il était normal de donner une priorité à l'économie sur le politique. Cette inversion moderne de l'ordre entre eux est significative de l'importance donnée à l'économie, alors que la politique en est la fondation, le présupposé.

> Il est utile d'explorer jusqu'où peut nous conduire la question du régime politique optimal pour le marché. L'*a priori* qui la suscite est que, le marché étant le meilleur des systèmes, le régime politique doit lui être subordonné.[694]

Cette conception néolibérale qui consiste à construire l'Etat autour de l'économie de marché (l'Etat comme un renfort de l'économie de marché dans la recherche de la concurrence dans le cas de l'ordo-libéralisme[695]), présuppose un avantage de l'économie de marché par rapport à l'Etat, par exemple le progrès pour Schumpeter, ou l'information pour Hayek. Mais avec ce nouveau rôle de l'économie de marché, la défense de la liberté économique des agents par la concurrence *et* la coopération, la question de son rapport avec le système politique devient très simple : le meilleur système économique, l'économie de marché et non le capitalisme, aboutit à la plus grande liberté économique ; le meilleur système politique, la démocratie, aboutit à la plus grande liberté politique, en symétrie. Leur interaction est celle d'une non-interférence mutuelle, qui ne répond pour autant pas aux questions majeures de légitimité de la propriété, et plus globalement de justice[696], issues de leur présence combinée. La relation d'équilibre entre l'économie de marché et la démocratie renforce donc encore leur objectif réciproque de liberté, puisque ces deux instruments ont pour but la liberté des individus.

---

[694] *Ibid.*, p. 21.

[695] Ordo-libéralisme et néolibéralisme, évoqués ci-dessus, se conçoivent finalement comme des systèmes intermédiaires (car uniquement axés sur la concurrence, sans la coopération) par rapport à l'économie de marché pure, d'équilibre des pouvoirs.

[696] Ces questions sont trop vastes pour être abordés dans cette thèse limitée au capitalisme et à l'économie de marché, même si la conception nouvelle du marché avec la grille d'analyse du pouvoir permet de les repenser avec profit, comme l'annexe sur la légitimation de la propriété l'illustre.

Une argumentation intéressante autour de la notion d'équilibre des pouvoirs et en faveur de la complémentarité entre démocratie et économie de marché est développée par Usher et reprise par Fitoussi. Elle revient à concevoir l'opposition des deux systèmes comme un gage de légitimité pour chacun, par le recours à la liberté que fournit l'existence des deux systèmes :

> La démocratie, en empêchant l'exclusion par le marché, accroît la légitimité du système économique et le marché, en limitant l'emprise du politique sur la vie des gens, permet une plus grande adhésion à la démocratie. Ainsi, chacun des principes qui régissent les sphères politique et économique trouve sa limitation, en même temps que sa légitimité, dans l'autre.[697]

L'exemple de Usher[698] tiré de la théorie des jeux, illustre encore mieux le problème, mais d'un point de vue inversé : une démocratie (conçue comme un système de choix par la majorité plutôt que de défense de la liberté) seulement responsable des allocations de revenu n'est pas désirable pour un individu, car elle serait oppressive. L'économie de marché se trouve donc légitimé au niveau du pouvoir, par les limites de la démocratie, dans une approche de contre-pouvoirs très libérale, à la Montesquieu, reprise ici pour l'économie de marché :

> Il existe une forte complémentarité entre démocratie et marché, au sens où système politique et système économique se confortent mutuellement, où l'un ne peut vraiment subsister que grâce à l'existence de l'autre.[699]

L'idée d'un contre-pouvoir économique par l'économie de marché au pouvoir politique, même démocratique, fait écho à l'idée d'un équilibre interne à chacun des deux systèmes (au niveau économique, l'équilibre des pouvoirs entre actionnaires, salariés et clients, et au niveau politique, avec l'équilibre entre exécutif, législatif et judiciaire). L'équilibre entre les systèmes et au sein de chacun des systèmes, économique comme politique, évite donc une oppression et

---

[697] *Ibid.*, p. 49-50.

[698] Dan Usher, *The Economic Prerequisite to Democracy*, Columbia University Press, 1981. L'exemple est celui d'une rente annuelle de 300.000 dollars, à répartir entre 15 individus. Aucun équilibre stable ne peut en être déduit, chaque majorité ayant intérêt à en tirer le maximum de bénéfices, mais contrecarré par une nouvelle coalition qui attire une majorité différente. Cet exemple pourrait être utilisé pour illustrer la faiblesse de la règle démocratique de la majorité absolue, ou bien les limites de la rationalité égoïste, mais il permet d'expliquer le besoin d'une alternative libérale à la démocratie, c'est-à-dire le marché, pour Usher.

[699] Jean-Paul Fitoussi, *op. cit.*, p. 69.

une confusion des genres plus préjudiciable à l'individu que positive (sans que la question de la légitimité de la redistribution, légitimité réelle, ne soit ici en cause[700]).

L'ambiguïté de cette recherche de liberté, par la limitation du pouvoir ou par le laissez-faire, amène à une confusion sur la notion de libéralisme, résumée ainsi par Fitoussi :

> A partir de prémisses parentes, néo-autrichiens que l'on pourrait appeler " orthodoxes " et ordo-libéraux portent des jugements radicalement opposés sur les mérites des politiques de la concurrence. Pour les uns, le contrôle des entreprises par les autorités de la concurrence constitue une entrave à une logique de sélection naturelle que nous ne comprenons qu'imparfaitement mais qui est efficace ; ce contrôle est pour les autres un facteur essentiel de l'endiguement du pouvoir économique. Laquelle de ces positions est libérale ?[701]

La réponse apportée dans cette thèse est que la position ordo-libérale (et aussi néolibérale) est une position intermédiaire, axée sur la concurrence en oubliant la coopération. Le libéralisme économique le plus abouti, l'équilibre des pouvoirs, complète le néolibéralisme non capitaliste avec la coopération. La liberté ne se retrouve plus subordonnée à l'efficacité du système économique, mais elle est au contraire gage de cette efficacité (dans un second ordre, puisque la liberté est première et amène ensuite l'efficacité du système économique).

En conséquence, la conception de l'économie de marché développée ici se révèle être une transformation du libéralisme économique historique où le pouvoir économique était négligé. L'Etat, en équilibre avec l'économie de marché, a pour rôle, traditionnel, de créer un ensemble de règles qui permettent au pouvoir économique de s'équilibrer (après le pouvoir politique), par l'utilisation de la concurrence (défection) et de la coopération (parole), dans un but de liberté individuelle. L'économie de marché est un système qui fournit de la liberté aux acteurs et tend à la liberté par la diminution de l'oppression économique, par un équilibre des pouvoirs qui se répercute dans les prix, mais pas seulement (qualité, normes de production, répartition en fonction de l'incertitude réelle, etc). La restriction théorique du pouvoir des acteurs à la seule défection disparaît, au profit d'une capacité de discussion, pour régler les conflits et divergences d'intérêt, sans postuler d'harmonie naturelle des intérêts. Au contraire, l'économie de marché amène la possibilité d'atteindre un compromis qui satisfasse chaque

[700] En particulier, l'idée d'un revenu minimum universel significatif est fondée sur la base de l'accord théorique sur la répartition de la propriété, sur l'efficacité économique, la répartition des pouvoirs, la liberté des individus.
[701] *Ibid.*, p. 140-141.

partie. L’absence d’harmonie (naturelle ou même artificielle pour les néolibéraux) expose la réalité de l'économie de marché, lieu d’opposition des pouvoirs et des intérêts au niveau des prix. S’il est vrai que l’échange n’a lieu que si chacun y trouve un intérêt minimal, c’est-à-dire que chacun préfère l’échange à l’absence d'échange ou à la violence, il n’est en aucun cas le révélateur d’un accord parfait sur les prix. Le prix est un marqueur de pouvoir révélé par le rapport d’échange plutôt que l’échange (échange parfois forcé pour des biens indispensables). Chaque partie a un intérêt à l’échange, le prix révèle leur rapport de force. L’économie est encore un système de pouvoir.

L’Etat devient donc un acteur positif dans la création de liberté des acteurs, par la recherche d’équilibre des pouvoirs, mais n’a pas à intervenir pour créer de la concurrence, si tant est que les contre-pouvoirs soient en place : la concentration des entreprises libérales, aux intérêts équilibrés, serait limitée à la fois par les intérêts contraires des clients (refus d'une diminution trop importante de la capacité de défection) ainsi que des salariés (refus des licenciements au nom des synergies, perte d’un autre acteur dans l’offre de travail sur un segment de marché). L’Etat n’a pas à intervenir directement dans l'économie de marché, il doit veiller au maintien des cadres économiques (propriété, justice, etc) et permettre la survenue de l’équilibre des pouvoirs, mais sans intervention directe, car il reste une organisation qui ne peut pas tout savoir et donc tout orienter, et surtout une organisation monopolistique dont la présence nuit logiquement à la liberté des acteurs.

Conclusion

Le capitalisme, "compagnon de route" du libéralisme pour Raymond Boudon, se révèle après examen, finalement, un bien mauvais compagnon de route, détournant l'économie de marché de son objectif d'équilibre, s'y opposant dès qu'il le peut pour imposer son pouvoir et son intérêt sur les autres parties. Loin d'aboutir à la concurrence, à l'intérêt du client, à la liberté, le capitalisme poursuit son propre intérêt, l'imposant au client comme au salarié, dans un but de profit qui prime sur les autres intérêts. Par rapport à la dénonciation marxiste du capitalisme, la plus puissante réalisée historiquement, une autre critique du capitalisme surgit. Après cette critique marxiste du capitalisme contre le salarié, la critique libérale du capitalisme contre le client, par la perte de la notion de concurrence de sa définition, complète la compréhension du fonctionnement du capitalisme. Le pouvoir capitaliste s'applique autant au salarié qu'au client. La critique salariale d'abus de pouvoir dans le capitalisme, d'origine marxiste, est renouvelée par l'absence de référence à l'économie de marché comme justification de la fixation des prix, sans référence pour autant à la théorie de la valeur-travail. L'abus de pouvoir capitaliste contre les salariés est expliqué par une adéquation entre les risques encourus et les gains engrangés.

Le capitalisme dans cette thèse est donc complet, ayant intégré les deux critiques majeures à son encontre, à la fois contre le salarié et contre le client, ce qui rend sa dénonciation à la fois plus large et plus complexe, puisque le coupable n'est plus toujours seul, puisque des alliances de circonstance peuvent se tramer, et le font, contre les acteurs les plus faibles. Par exemple, le monopole se comprend souvent comme une alliance des producteurs entre eux, les salariés du monopole l'acceptant et en profitant, car se retrouvant avec une rémunération supérieure, qui leur est versée grâce au pouvoir de marché important que l'entreprise capitaliste possède. Le profit élevé du monopole comme les salaires élevés proviennent donc du prix fort payé par les clients. De façon similaire, la réduction de salaires, répercutée dans les prix et les profits, peut aussi être apparentée à une alliance, entre clients et actionnaires, cette fois, même si en règle générale la baisse de coûts (les salaires et autres charges de production, car le profit n'est pas un coût pour le capital, même s'il en est un pour les clients) réalisée par le capitalisme n'est pas répercutée dans le prix de vente, si la concurrence ne l'oblige pas.

La séparation de l'économie de marché et du capitalisme a donc induit une définition neuve de chacun de ses termes, le capitalisme par le pouvoir, l'économie de marché par l'équilibre des pouvoirs (et non plus la conception néoclassique de l'économie de marché parfaite idéalement concurrentielle). Il peut apparaître que la définition de l'économie de marché proposée dans cette thèse, évoluant de simplement concurrentielle à équilibrée, par l'ajout de la coopération, soit une forme de retour au marché historique, celui du XVIII^{ème} siècle où la notion de libre association entre les individus était si vivante, en opposition avec la conception historique qui assimilait Etat et société civile. Mais elle la dépasse cependant, par un équilibre des intérêts à trouver au niveau de l'entreprise et des relations moins coopératives de marché, en pensant ces organisations économiques comme des instruments de pouvoir et d'intérêts. Dans une optique libérale d'indépendance des individus, l'économie de marché, lieu de pouvoir et de conflit des intérêts, recèle un idéal d'équilibre, à obtenir à la fois par la concurrence et la coopération. La diminution des abus de pouvoir, au-delà de la seule liberté des individus, est aussi, bien sûr, un gage d'efficacité économique, les ressources étant allouées de la meilleure des façons possibles (qu'elles soient monétaires, humaines, ou autre, tel que technologiques). L'efficacité est finalement une conséquence de la liberté, comme la victoire de l'économie de marché sur la planification au siècle dernier l'a amplement démontré, même si elle a hélas été considérée comme la victoire du seul capitalisme contre le communisme. Plus la liberté des individus est grande, et plus leur contribution est importante, bénéfique, au niveau économique, occupés qu'ils sont à tentés de satisfaire non seulement leur intérêt, mais également l'intérêt des autres protagonistes, le véritable bénéfice de l'économie, celui de penser à l'autre, quand la politique est plutôt concentrée sur l'objet de penser à soi.

La séparation entre économie de marché et capitalisme fournit également une explication à la "crise du libéralisme" de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle telle qu'elle a été par exemple relevée par Marcel Gauchet[702]. La crise du libéralisme, provenant de l'échec du libéralisme du laissez-faire, n'est pas due à l'économie de marché, mais au capitalisme qui s'organise à partir de cette période en cartels, ententes, monopoles et oligopoles, en particulier dans les deux pays émergents et bientôt dominants, les Etats-Unis et l'Allemagne. L'échec du libéralisme du laissez-faire s'explique historiquement par l'abus de pouvoir du capitalisme sur l'économie, source de déséquilibres majeurs, qui amène la réponse fasciste ou socialiste du siècle suivant. Le capitalisme confondu avec le libéralisme, défendu par les principes libéraux

[702] Marcel Gauchet, *La crise du libéralisme, L'avènement de la démocratie, II*, Paris, Editions Gallimard, 2007.

masquant le pouvoir qui le représente réellement, se révèle le responsable de ce qui a été à tort appelée "crise du libéralisme", alors qu'il s'agissait d'une "crise du capitalisme".

De la même façon, le néolibéralisme se retrouve aujourd'hui en crise, sans qu'il s'agisse pour autant d'un échec de l'économie de marché, mais plutôt du capitalisme. Les critiques contre le néolibéralisme, formulées par des auteurs comme Chomsky, Klein ou Harvey par exemple, sont donc en réalité adressées au capitalisme, et non au néolibéralisme originel, créé pour résoudre la première "crise du libéralisme", et donc limiter le capitalisme. Le néolibéralisme a donc été là encore confondu avec le capitalisme, utilisé par le capitalisme pour dissimuler son pouvoir, en abuser, amenant ce qui peut être nommé actuellement la "crise du néolibéralisme" alors qu'il ne s'agit là encore que d'une crise du capitalisme, liée à ses abus de pouvoir. Encore une fois, le libéralisme, ici le néolibéralisme, a servi de discours justificateur au capitalisme pour qu'il puisse augmenter son contrôle, amenant *in fine* une crise majeure.

Le versant purement économique, dérivé de ces définitions du capitalisme par le pouvoir et de l'économie de marché comme équilibre de pouvoirs, n'a pas été traité en profondeur. Il mérite cependant quelques mots, afin de comprendre pourquoi l'abus de pouvoir du capitalisme se révèle préjudiciable et conduit à des crises. Ce versant nécessiterait à lui seul une autre thèse, pour y développer dans toutes ses dimensions les problèmes et les déséquilibres créés. L'abus de pouvoir du capitalisme fait dérailler l'économie dans son ensemble, car les déséquilibres de ressources issus de ce pouvoir, liés aux profits élevés distribués aux actionnaires déjà riches, entraînent à la fois un déficit de consommation global, masqué pour un temps par des dettes colossales, et une épargne surabondante sans réelle opportunité d'investissement massive sauf révolution technologique, qui l'évite seulement pour un temps également, puisqu'elle concourt au déséquilibre par les gains de productivité réservés à une minorité qui contrôle les outils de production de cette révolution industrielle.

Les problèmes majeurs posés par ce déséquilibre de ressources amènent donc des crises économiques qui entraînent finalement une réponse de limitation du capitalisme, limitation qui le sauve quand il s'agit de promouvoir l'économie de marché plutôt que le fascisme ou le socialisme. Ainsi, comme il l'a été déjà écrit, ce sont les opposants au capitalisme qui ont sauvé jusque-là le capitalisme, en le limitant historiquement. Après les syndicats d'ouvriers au XIX^{ème} siècle, après l'Etat-Providence au XX^{ème} siècle, le dernier contre-pouvoir, le plus puissant, qui doit s'opposer au capitalisme pour le sauver mais aussi le terminer (en tant que

pouvoir dominant) est l'économie de marché d'équilibre des pouvoirs, où les clients prennent la parole et regroupent leur pouvoir pour s'approcher de cet équilibre. Celui-ci se réalise non seulement au niveau des prix mais également de toutes les autres facettes de l'intérêt des parties, qu'elles soient sociales ou environnementales.

Argumentation détaillée

Dans cette thèse, le capitalisme est redéfini par le pouvoir de marché des actionnaires à la fois socialement autorisé et théoriquement dissimulé. Les définitions précédentes du capitalisme, comme la propriété privée des moyens de production, le but d'accumulation illimitée, le rapport salarial, la libération de l'intérêt privé et l'acceptation sociale du profit, ou l'entreprise rationnelle et pacifique au moyen de l'échange dans un but de profit, représentent toutes une caractéristique du capitalisme, mais non son essence. Seul le pouvoir donne au capitalisme sa caractéristique première, son moyen le plus important saisi comme son essence. Le pouvoir de marché lui permet de rechercher le profit, à la fois par la maîtrise des prix des échanges et de la production. Le capitalisme n'est complètement défini que par son moyen le plus important, le pouvoir, représenté en partie par la définition marxiste du capitalisme, le rapport salarial, et en partie par l'échange avec les clients, jusque-là laissé de côté. Avec le pouvoir de marché, le capitalisme atteint son objectif privé de profit, et peut continuellement déformer l'objectif réel de la théorie de l'économie de marché concurrentielle, la satisfaction optimale du client. Ainsi le capitalisme, défini par le pouvoir au capital, se retrouve séparé de l'économie de marché concurrentielle, celle qui aboutit théoriquement à la satisfaction optimale du client.

Un abus de pouvoir capitaliste nouveau est exposé par cette séparation entre capitalisme et économie de marché concurrentielle, lorsque le profit et la satisfaction client divergent, que le pouvoir de marché du capitalisme crée un prix différent de celui issu d'une concurrence suffisamment présente. De même, l'abus de pouvoir capitaliste dénoncé historiquement par le marxisme à l'encontre des salariés - l'exploitation du salarié dans l'entreprise capitaliste - est repensé par l'idée de pouvoir de marché en faveur du capital contre le travail, résultant en une distinction entre bénéfices et pertes, le profit étant absolu tandis que la perte est relative, limitée. Il en résulte une faible assurance du travail, limitée au volume de capital, alors que le profit, justifié par l'incertitude, absolue, n'a aucune relation avec ce même volume de capital. L'incohérence mathématique et argumentative entre profit et assurance révèle l'abus de pouvoir capitaliste, dans un but de profit maximum, toujours supérieur.

La recherche d'une définition précise du capitalisme se termine par une définition nouvelle, non pas seulement du capitalisme, mais aussi de l'économie de marché, jusque-là limitée à la concurrence, avec une première opposition entre eux sur la base de la seule concurrence : de

termes synonymes, confondus, ils deviennent des termes séparés, à la fois par leur but, par leur outil, et par leurs acteurs. Opposés sur leurs buts respectifs, le profit maximum d'un côté contre la satisfaction optimale du client de l'autre, le capitalisme et l'économie de marché concurrentielle ont été jusque-là amalgamés par l'idée que le profit était la conséquence positive de la satisfaction du client, la rémunération du capital qui a été employé de la bonne façon. Mais cette causalité entre profit et satisfaction du client se réalise trop rarement, tout en ressemblant à une extension abusive de l'idée d'échange volontaire mutuellement avantageux puisque le prix fixé par le marché réel est un prix de pouvoir et non pas un prix idéalement concurrentiel. La majorité des profits provient plutôt d'un pouvoir de marché que subissent le client et le salarié, où la satisfaction du client est délaissée et même volontairement diminuée, tout comme celle du salarié. Les moyens majeurs du capitalisme et de l'économie de marché néoclassique, pouvoir de marché contre concurrence, illustrent encore mieux l'opposition qui permet de penser capitalisme et économie de marché comme différents.

La concurrence, outil premier et principal des clients pour se défendre contre le pouvoir des producteurs (non seulement les actionnaires, mais aussi les salariés, qui trouvent un intérêt au monopole et à l'oligopole), s'oppose au profit illégitime en obligeant les producteurs à vendre de meilleurs produits, à un prix plus bas, sous peine de disparition du profit, et encore plus, de l'entreprise. La concurrence, fétichisée par les économistes les plus éminents, se retrouve dans la position d'arme absolue, de main invisible moderne, puisqu'elle doit empêcher les abus de pouvoir contre le client, pousser l'économie vers le progrès, sans pour autant être directement voulue dans le capitalisme. La divergence entre capitalisme et économie de marché, pouvoir de marché et concurrence, a été illustrée historiquement par la nécessité de législation, les lois anti-trust, contre la formation de monopoles, et par le néolibéralisme, un libéralisme actif où la concurrence est défendue de façon prioritaire, car la concurrence permet la liberté, ainsi que l'efficacité. Ce faisant, l'économie de marché redéfinie perd l'objectif de concurrence parfaite qui la structurait dans le libéralisme du laissez-faire, pour revenir à un objectif moindre, non pas un équilibre général mais une liberté et efficacité supérieures à la planification étatique. La concurrence se révèle d'ailleurs néfaste à hautes doses, comme l'a souligné Polanyi en particulier, un excès de concurrence aboutissant à une volatilité des prix, une spéculation qui empêche la production efficace sur le marché. Il est nécessaire de trouver un équilibre, non pas un équilibre général mais un équilibre de concurrence, ni trop, ni trop peu sur le marché.

La concurrence n’est pourtant pas toute-puissante, et un autre outil permet de contrecarrer le capitalisme, au profit de l’économie de marché, de la satisfaction du client. La concurrence, outil unique de la conception historique du marché, se trouve complétée par la parole, outil fondamental de la coopération, dans une conception de l'économie de marché qui évolue, pour s’étoffer en un système d'équilibre des pouvoirs par la libre coordination (plutôt que la libre concurrence), où les prix sont donc librement fixés mais surtout où les entreprises sont des extensions naturelles du marché et non en opposition au marché. La coopération, l’origine de l’entreprise, est une caractéristique du marché libre, tout comme la concurrence, ce qui ouvre des possibilités nouvelles de satisfaction directe du client en plus de celle indirecte par la défection. La définition de l'économie de marché a donc évolué pour ne plus seulement être un système de concurrence parfaite, mais un système de concurrence équilibrée, où un excès comme un manque de concurrence peuvent être néfastes, et où la coopération entre les acteurs amène aussi à la satisfaction du client, justification théorique de la poursuite de l’intérêt privé au niveau économique. Les acteurs ne sont plus muets, ils communiquent entre eux, s’allient pour peser sur les choix et actions des autres acteurs, se regroupent pour coopérer mieux, et en particulier au sein des entreprises : l’intégration de représentants des clients dans les conseils d’administration, dans les organes de décisions des lieux de coopération économiques, en est l’exemple le plus fort. La gouvernance de l’entreprise capitaliste, concentrée sur le contrôle du management et sur l’alignement des intérêts sur celui des actionnaires, doit évoluer vers une nouvelle gouvernance, celle d’une entreprise libérale, où les intérêts des parties sont tous représentés, confrontés, pour en retirer des décisions de compromis, et non la domination d’un intérêt, d’un groupe d’acteurs.

L'identification du système économique actuel à une économie de marché capitaliste, plutôt qu'au seul capitalisme, souligne l'ambivalence de ce système économique contradictoire, où satisfaction client et recherche de profit s'opposent ou se rejoignent au gré des rapports de forces des acteurs. Il en résulte une explication logique de l’ambivalence des résultats passés de ce système économique, à la fois extrêmement positifs par la diminution de la pauvreté, l’amélioration de l’espérance de vie, l’augmentation de la production, par exemple, mais aussi très négatifs par l’explosion des inégalités, la destruction de l’environnement, la perte de sens des individus au niveau économique. Même si les avantages exposés ci-dessus ne peuvent être en totalité imputés à la seule économie de marché, et les défauts au seul capitalisme, il est quand même possible de discerner une responsabilité majeure de l’économie de marché en faveur des progrès historiques de l’économie, et une responsabilité majeure du capitalisme à

propos de ces défauts. La recherche du profit par l'abus de son pouvoir de marché amène le capitalisme vers des pratiques anti-concurrentielles néfastes, des stratégies de diminution des coûts, dont ceux sociaux et environnementaux, qui vont à l'encontre des désirs des clients, de leur satisfaction. L'information, la transparence sur les pratiques capitalistes aboutissent dans la majorité des cas à une dénonciation de celles destructrices de l'environnement, abusives socialement, non éthiques. Le capitalisme ne peut plus se défendre comme il le faisait avant par les avantages de l'économie de marché, et se retrouve donc face à une nouvelle critique, libérale, que l'esprit du capitalisme doit affronter, pour l'endogénéiser.

Cette grille de lecture de l'économie par le pouvoir, aboutissant à une échelle nouvelle des systèmes économiques, identifie comme le pire des systèmes, au niveau tant de la liberté des acteurs que de l'efficacité qui en découle, les totalitarismes politiques, faits de monopoles publics. A sa suite, le socialisme, caractérisé par l'intervention permanente de l'Etat dans le marché, peut se décliner en des systèmes plus ou moins libéraux, selon la place laissée à l'initiative privée et à l'économie de marché libre. Le capitalisme se révèle, dans sa version la plus pure, monopolistique, être pire qu'un socialisme libéral ; mais une version plus affaiblie, celle de l'économie de marché capitaliste, se conçoit comme plus libérale que le socialisme. Cependant, le système économique le plus libéral, l'idéal de cette grille d'analyse, n'est pas capitaliste, au sens de pouvoir au capital. Le libéralisme le plus complet ne réside pas dans le pouvoir octroyé à une certaine catégorie d'acteurs, et justifié au niveau social, il réside dans un équilibre des pouvoirs qui permet à la domination de diminuer jusqu'à ce que la liberté, négative, puisse exister réellement.

Le néolibéralisme, dans sa conception théorique la plus restreinte et la plus historique, comme défense de l'économie de marché concurrentielle à la fois contre l'intervention publique et le monopole, comme système de promotion de la liberté des individus et des prix, se révèle donc une évolution historique de la pensée libérale, ayant pour but de répondre directement au capitalisme, qui avait fait échoué à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle l'action du marché, par les monopoles, les cartels et ententes qui s'étaient créés. Les pensées d'auteurs célèbres pourtant historiquement capitalistes fervents et déclarés, Hayek et Friedman, peuvent être également interprétées comme anticapitalistes, pro-économie de marché, puisque leurs dénonciations des monopoles et plus largement des abus de pouvoir, illustrés par l'emploi de termes comme le "capitalisme de concurrence" ou la "protection contre la coercition" expriment clairement leur jugement du contournement de la concurrence.

La théorie libérale économique évolue dans cette direction de séparation, depuis le libéralisme manchestérien du XIX^{ème} siècle prônant le laissez-faire vers le néolibéralisme du XX^{ème} siècle prônant la protection de la concurrence, donc de l'économie de marché par l'intervention de l'Etat si besoin. Cette évolution se lit comme une réponse historique à l'échec d'une économie de marché capitaliste laissée à elle-même, lorsque le pouvoir capitaliste est laissé sans contre-pouvoirs suffisants pour éviter sa domination, l'insatisfaction des clients et l'oppression des salariés. Les réponses au pouvoir capitaliste telles que les lois anti-trust, les syndicats de salariés, les assurances diverses de l'Etat-Providence, ont historiquement permis de diminuer cette tendance, permettant donc paradoxalement au capitalisme de survivre, par les avantages que le libéralisme apportent et qui faisaient jusqu'à maintenant partie intégrante, essentielle, de l'esprit du capitalisme. La séparation entre capitalisme et économie de marché entraîne par conséquent aussi une évolution majeure de l'esprit du capitalisme qui perd ses arguments concurrentiels, de marché et doit être reconstruit autour du seul pouvoir des actionnaires. Le capitalisme n'est en effet plus critiqué sur son objectif, le profit, mais sur les moyens qu'il déploie dans cet objectif, et en particulier l'utilisation abusive de son pouvoir de marché. Mais cette critique d'abus de pouvoir ne se limite pas aux actionnaires, ni au capitalisme, elle s'élargit à tout système qui repose sur des déséquilibres de pouvoir. L'équilibre des pouvoirs est préférable et préféré à toute autre domination, aussi critiquable, de la part des acteurs jusque-là opprimés, clients ou travailleurs. L'économie de marché, de libre coordination, possède donc comme idéal libéral non pas la concurrence parfaite, une forme théorique de dictature des clients, mais l'équilibre, à la fois au niveau de la concurrence et de la coopération, et au sein de l'entreprise. L'équilibre entre concurrence et coopération est justifié par la spéculation, les perturbations sur la production, qu'un excès de concurrence, observé depuis longtemps, amène et qui est aussi préjudiciable qu'un manque de concurrence. La coopération, elle, ne peut pas non plus être excessive, sous peine de faire disparaître le niveau suffisant de concurrence, qui empêche les monopoles et oligopoles qui vont à l'encontre de la liberté économique.

Dans l'entreprise cependant, la coopération peut être augmentée, par l'utilisation de la parole et la compréhension que la concurrence n'est pas le seul moyen de satisfaction du client dans le marché, que celui-ci a tout droit de se regrouper et de se faire entendre, prendre en compte, jusqu'à s'intégrer dans la gouvernance des entreprises. L'entreprise, auparavant considérée en opposition avec le marché sur la base de leur mode de coordination, hiérarchie de l'entreprise

contre prix libre du marché, est transformée : la nouvelle conception de l'économie de marché permet de comprendre l'entreprise comme une extension coopérative naturelle du marché, une nécessité pour la coopération efficace des acteurs, dans un marché décentralisé, muet ou presque. L'entreprise est la cristallisation normale des relations entre acteurs, le prix à payer concurrentiel pour que l'efficacité de la production soit au rendez-vous. L'emploi de la parole et l'introduction des clients dans l'entreprise ne sont donc pas des méthodes antilibérales, ni même inefficaces. Elles sont évidemment réalisables, au vu du pouvoir des clients, et surtout désirables par l'équilibre des pouvoirs apporté dans la gouvernance de l'entreprise.

La gouvernance d'entreprise, qui a fortement évolué depuis le début du XVIII^{ème} siècle, en particulier avec l'innovation juridique majeure de la société anonyme à la fin du XIX^{ème} siècle, permettant de limiter la responsabilité des actionnaires à leurs apports et de faire diriger par un tiers l'entreprise, est un pilier moderne du capitalisme. La *Corporate Governance* apparaît dans les années 1970 en réponse à la théorie de Berle et Means basée sur l'observation de la prise de pouvoir de l'entreprise par le tiers en question, le management salarié, qui pouvait donc orienter les décisions de l'entreprise dans son intérêt personnel plutôt que dans celui des actionnaires. Cette constatation avait amené Berle et Means à considérer que, puisque les actionnaires avaient abandonné le contrôle de l'entreprise au profit de la liquidité, mais que l'oligarchie managériale ne pouvait être laissée sans contrôle, l'entreprise, comme institution, devait être considérée comme un Etat et rechercher l'intérêt général. En réponse à cette idée d'une entreprise recherchant l'intérêt général, la *Corporate Governance*, qui a coïncidé avec la naissance du capitalisme financier des années 1980, défend un conseil d'administration au but de surveillance du management, avec des administrateurs indépendants, et un alignement des intérêts des actionnaires et des managers par une politique de rémunération des managers fait de stock-options, de rémunération variable liée à la performance boursière de l'entreprise. L'entreprise capitaliste existe dans un but de profit et la *Corporate Governance* a pour but de s'assurer que la perte formelle de contrôle de l'entreprise par les actionnaires n'empêche pas l'atteinte de ce but. Elle montre surtout que la seule concurrence du marché, en l'occurrence celle du marché financier pour les actionnaires, n'est pas suffisante pour atteindre un objectif, et qu'il faut la compléter, par la parole, par le pouvoir dans l'entreprise.

Ces évolutions de gouvernance au XX^{ème} siècle démontrent que l'entreprise n'est pas une entité obligatoirement capitaliste, qu'elle peut être gouvernée différemment, avec des objectifs

qui ne s'apparentent pas seulement aux intérêts de l'acteur dominant. Un équilibre des pouvoirs dans l'entreprise libérale, entre clients, actionnaires et salariés, permet de faire disparaître la seule orientation vers le profit, en évitant les abus de pouvoir d'une entreprise capitaliste. La gouvernance d'entreprise la plus adéquate de l'économie de marché, du libéralisme, n'est pas une gouvernance de surveillance, mais de compromis, où les intérêts des trois parties sont entendus et pris en compte, pour prendre des décisions qui défendent l'intérêt des trois acteurs et non un intérêt général global. L'intérêt de l'entreprise se déduit donc des intérêts, souvent divergents, des trois parties représentées, afin qu'aucun n'abuse de l'autre[703].

L'équilibre général n'est donc pas atteignable, remplacé par l'équilibre dans la concurrence, un équilibre des pouvoirs des acteurs. Ainsi, l'économie conserve un concept d'équilibre, celui d'équilibre de pouvoirs, auquel elle peut se référer, et vers lequel elle peut tendre. Sans rejeter les implications normatives, le concept d'équilibre porte à la fois en lui un côté opérationnel (théorique plus que pratique) et un côté normatif. L'équilibre permet de comprendre le monde économique réel, ou du moins de l'interpréter, mais il permet aussi de propager un idéal, un objectif vers lequel diriger l'économie. Il s'agit dans une économie réaliste de pouvoirs d'une autre forme d'équilibre que l'équilibre général précédemment avancé, celui de l'équilibre des pouvoirs.

Cet équilibre ne supprime pas les pouvoirs, au contraire. La reconnaissance de l'existence des pouvoirs est un pré-requis indispensable à la survenue de l'équilibre des pouvoirs. L'équilibre des pouvoirs amène un prix qui n'est pas orienté dans l'intérêt d'un acteur (ou d'un groupe d'acteurs coordonnés). Ce prix d'équilibre des pouvoirs peut être dit juste, dans le sens où est injuste tout prix qui est issu d'un déséquilibre au sein des pouvoirs de marché entre les acteurs. Il n'est pas pour autant objectif, car il n'est pas naturel, il est construit socialement, subjectivement. Il n'est pas possible de dire *a priori* que le prix est juste, équilibré, sans observer le processus de formation de ce prix, des acteurs. L'équilibre et la justice du prix sont procédurales, elles proviennent du mode de fixation du prix, comme pour l'idéal néoclassique de concurrence parfaite.

[703] Il faut souligner que la décision finale revient aux producteurs, qui peuvent donc imposer leurs choix, s'ils sont d'accord entre eux, et donc par exemple fixer le prix qu'ils désirent, ou bien la répartition de valeur ajoutée qu'ils désirent, en toute transparence. Ceci car le client, qui dispose toujours de la concurrence, ne doit pas pouvoir fixer seul le prix par la parole, son pouvoir risquant de devenir globalement trop important.

Finalement, l'équilibre économique, des pouvoirs, est obtenu, atteint, par un processus qui n'est plus naturel, lié à une main invisible et à des agents indifférents et sans liens, mais à un processus moins direct et moins anonyme qu'un simple prix fixé par le marché, auquel des quantités sont ajoutées ou soustraites pour créer un équilibre. L'équilibre est atteint par une évaluation des pouvoirs et par leur équilibrage, par l'utilisation de la concurrence et de la coopération. Deux équilibres différents et complémentaires existent, l'un de concurrence, l'autre de coopération : l'équilibre de la concurrence, du marché, externe, et l'équilibre de la coopération, dans l'entreprise, interne. La combinaison des deux équilibres est à rechercher, même s'il semble que l'emploi de l'équilibre interne des pouvoirs peut être bien plus efficace pour réussir à atteindre et à stabiliser cet équilibre, et laisser le marché néanmoins se dérouler avec une grande liberté des acteurs sur celui-ci. En particulier, au lieu de s'opposer de façon uniquement externe aux entreprises avec le plus grand pouvoir de marché, oeuvre qui peut se révéler impossible, il peut sembler préférable de chercher à l'équilibre des pouvoirs en interne, qui peut plus facilement survenir, avec la pression appropriée des clients.

Un des plus grands avantages de l'équilibre des pouvoirs est de faire réapparaître l'intérêt des actionnaires, qui avait disparu de l'équilibre général (où le profit des entreprises est quasi-nul, ce qui pose la question de l'intérêt des actionnaires à investir du capital dans des entreprises dans un marché parfait, et démontre en même temps l'orientation exclusive de cette théorie vers la satisfaction des consommateurs). Cette disparition de l'intérêt des producteurs au profit des consommateurs avait pour conséquence paradoxale de leur laisser exercer leur pouvoir de marché dans l'économie de marché réelle de façon complètement libre, puisque celui-ci avait disparu théoriquement par l'équilibre général d'un marché naturel : il fallait viser la liberté du marché pour qu'il fasse naturellement surgir l'équilibre général, plutôt que de s'opposer plus directement au pouvoir de marché des producteurs capitalistes. La réapparition conceptuelle de l'intérêt et du pouvoir des producteurs dans l'équilibre des pouvoirs a donc pour double conséquence la prise en compte théorique de leur existence et de leur volonté de générer du profit, et la mise à jour de leur pouvoir en pratique, ce qui oblige à le prendre en compte (à l'équilibrer), et le rend sujet à opposition et critique autant qu'à un accord sur la nécessité de la rentabilité des capitaux, sans quoi aucun investissement dans une entreprise ne serait possible. L'équilibre des pouvoirs révèle la réalité du pouvoir de marché des producteurs, et l'intègre théoriquement tout en le réduisant pratiquement, puisqu'il est dorénavant officiel, et officiellement équilibré (alors qu'auparavant il était théoriquement absent, et donc pratiquement dissimulé, bien que toujours présent, et encore plus, recherché). La théorie de

l'équilibre des pouvoirs révèle donc les pouvoirs, les rend théoriquement présents, tout en conservant des intérêts tangibles, à l'équilibre, pour le producteur autant que pour le consommateur.

L'équilibre obtenu au niveau interne, de la coopération dans l'entreprise, comme l'équilibre recherché au niveau externe, de la concurrence, forment donc les objectifs d'une économie de marché forte, séparée complètement du capitalisme et de la domination de son pouvoir, une économie de l'équilibre, une *équinomie*. Mais l'existence d'un tel système économique libéral idéal n'est pas garantie, sans associations, ou syndicats, de clients, prêts à les représenter dans les conseils d'administration des entreprises, ni l'aide des Etats pour maintenir la concurrence (dans une optique néolibérale) et limiter la spéculation apportée par une concurrence trop importante (dans cette optique post-capitaliste). Surtout, l'utilisation de la parole, en plus de la concurrence, doit permettre de développer des stratégies d'entreprise pérennes, prenant en compte les intérêts des producteurs, profit pour le capital, salaire pour le travail, comme les intérêts des clients, au niveau de la qualité, de la transparence, de l'éthique, plus que de la simple baisse de prix. Eviter les abus de pouvoir est une idée historique du marché, établi pour empêcher la domination économique de l'Etat au XVIII^{ème} siècle, et cette idée historique n'a pour l'instant été réalisée que partiellement, avec une domination bourgeoise, du capital, qu'il faut également, par le marché, faire disparaître. Un marché meilleur existe, il équilibre les pouvoirs, et fournit la plus grande liberté possible aux différents acteurs, entre concurrence et coopération.

Le capitalisme est donc critiqué au nom de la liberté même, et de l'efficacité, des arguments jusqu'ici plutôt de son côté, et qui s'opposaient à l'inégalité, à la misère, aux dégradations que ses détracteurs lui reprochent. L'idée d'un système plus libéral, post-capitaliste d'un point de vue historique, qui fasse disparaître la domination capitaliste actuelle au profit d'un équilibre, est donc une critique neuve, que l'esprit du capitalisme n'a pas encore rencontré. Les réponses à cette critique restent à développer, pour défendre le capitalisme contre cette dénonciation de son pouvoir abusif. Déjà souligné par Boltanski et Chiapello, l'esprit du capitalisme se nourrit de ses oppositions au capitalisme, les intégrant dans la rhétorique capitaliste pour en faire une partie du discours capitaliste. Ce mécanisme d'endogénéisation de la critique, si performant pour le capitalisme, fait néanmoins évoluer les pratiques capitalistes dans une direction qu'il est possible de considérer meilleure, même si le but premier est d'affaiblir, jusqu'à les rendre inoffensives, les critiques qui atteignent le capitalisme.

Le fonctionnement de l’esprit du capitalisme par endogénéisation laisse penser que la critique libérale du capitalisme, menée dans cette thèse, pourrait juste aboutir à une simple évolution de l’idéologie capitaliste, en lieu et place de sa disparition de l’économie. La conservation de l’économie de marché capitaliste dans la réalité est possible, et même probable, mais au prix d’une évolution de celle-ci en un système de moindre domination capitaliste, de plus grand équilibre des pouvoirs, de plus grande liberté. Ce résultat est déjà suffisamment important, surtout s’il prévient dans le futur des retours en arrière antilibéraux en réponse au capitalisme, pour considérer que la redéfinition du capitalisme réalisée ici a atteint un objectif déterminant. Même si la fin du capitalisme, de la domination du capital, peut apparaître à certains comme une utopie, la compréhension de ses abus et l’évolution de ses pratiques et justifications est un pas dans la bonne direction, vers la liberté de l'humanité.

Selon cette grille d’analyse libérale, le capitalisme n’est pas le pire des systèmes, mais il n’est pas le meilleur. Le capitalisme est un pouvoir, qui comme tous les autres mène à l’abus s’il n’est pas équilibré par d’autres contre-pouvoirs. L’économie de marché, pensée comme le lieu des contre-pouvoirs, par la concurrence et la coopération, est donc une solution aux abus du capitalisme, par la transformation de la gouvernance de l'entreprise capitaliste comme par la promotion de l'équilibre sur le marché, un équilibre de concurrence. Malgré son discours, le capitalisme n’est pas un défenseur de la liberté. La liberté économique est encore à obtenir, après la liberté politique.

Annexe

Propriété justifiée

Malgré l'intérêt indéniable d'une économie moins oppressive que le capitalisme, caractérisée par une économie de marché équilibrée, autant au niveau de la concurrence que des pouvoirs dans l'entreprise, la liberté proposée aux individus qui y vivent peut y demeurer formelle, non pas du fait d'une domination extérieure, mais de la distribution réelle de la propriété. Il s'agit là en effet d'une critique les plus puissantes - si ce n'est la plus puissante - de Marx à propos du capitalisme, l'absence de moyens de production, de propriété aux mains des prolétaires qui se voient donc forcés de vendre leur force de travail. Ne pouvant avoir accès à suffisamment de capital pour vendre le produit de leur travail plutôt que leur travail lui-même les prolétaires sont contraints de subir la domination du capital. Le pouvoir capitaliste provient finalement d'une mauvaise distribution des biens et donc de la propriété dans le monde. Plus largement, la misère présente dans le monde actuel malgré une économie florissante n'est pas résolue par la seule redistribution des pouvoirs dans l'économie, même si cette misère pourrait être déjà très améliorée par ce biais. L'absence de répartition plus égalitaire de la propriété que celle qui existe actuellement d'origine violente et source d'oppression économique soulève le problème plus général de la justification de la propriété.

Cet état de fait incontestable, un monde approprié de façon très inégalitaire entre les hommes, prive de liberté réelle certains individus dépourvus de propriété. Marx y plaçait l'origine réelle du capitalisme, dans la violence des enclosures et de la colonisation. Le capitalisme se lit donc en partie[704] comme un pouvoir issu de la violence de l'appropriation historique des biens qui a amené une très grande inégalité de distribution de la propriété entre les hommes, obligeant une majorité des hommes à vendre leur force de travail au capital, plutôt qu'à l'utiliser pour eux-mêmes. Cette appropriation historique violente est le dernier, et peut-être plus important, fondement du pouvoir capitaliste. Il ne peut être rationnellement justifié, en particulier dans la

[704] En partie seulement car la propriété de soi-même, dans la foulée de Locke, est garantie dans l'économie de marché capitaliste, laissant donc par exemple la liberté dans le choix de l'acheteur de sa force de travail, pour le prolétaire, ou une liberté d'entreprendre, de créer sa propre entreprise, en convaincant d'autres personnes d'apporter le capital nécessaire.

conception économique de l’échange pacifique se substituant à la violence, du côté politique. Les justifications théoriques passées de la propriété, que ce soit un droit naturel inaliénable pour les personnes, un droit issu du travail sur les biens, ou juste du premier occupant, n'empêchent pas la réalité déplaisante de la propriété actuelle, celle d'avoir été le simple fruit de la violence humaine. L'histoire humaine réelle de la propriété est une histoire de guerres, de conquête, d'appropriation unilatérale, sur laquelle les justifications théoriques n’ont aucune prise. Les révolutions ayant pour objectif de changer la propriété aboutissent encore et toujours à une distribution contestée, issue de la violence, de la propriété, même si elle est différente de celle qui lui précédait. L'objectif de cette annexe est donc de tenter de justifier la propriété, non pas d'un point de vue théorique, mais pratique, en partant de la répartition actuelle de propriété, issue de la seule violence et donc injuste. Sans faire pour autant appel à une notion de justice externe prédéfinie, il est obligatoire de ne pas considérer la répartition de la propriété comme initialement acceptable, mais au contraire contestable, sur la base de la violence qui l'a créée. Aucune théorie de la justice n'est donc convoquée *a priori*, même si la reconnaissance de l'injustice de la violence est réalisée.

La violence historique de l'appropriation ne peut pas être changée puisqu'elle est passée, mais elle permet d'écrire que la distribution réelle, actuelle, de la propriété ne peut être justifiée, à moins de justifier le recours à la violence. La distribution réelle de la propriété, quelle qu'elle soit et qu’elle évolue, est injuste puisqu'elle est issue de la violence. La solution en apparence la plus simple, et donc la plus étudiée, à ce problème de l’appropriation serait par conséquent de redistribuer la propriété pour la rendre ainsi plus juste. Mais la redistribution impossible de la propriété personnelle - des talents, compétences et expériences de chacun -, s'ajoute à l’incapacité temporelle de correction de la distribution, à moins de redistribuer constamment la propriété entre les individus. En effet, les nouvelles générations, qui auraient le même droit à une distribution juste de la propriété, obligeraient en permanence à une nouvelle distribution de la propriété pour tous, pour éviter l'injustice amenant les abus de pouvoir. Le problème temporel d'une propriété juste n'a pas de solution par la redistribution de la propriété, puisque les générations futures peuvent à raison demander à nouveau une correction de propriété qui permette de rétablir l'équité de distribution.

En réalité, choisir qu'une certaine distribution de propriété est juste doit logiquement obliger à intervenir en permanence pour la maintenir, comme Robert Nozick l'a déjà fait remarquer[705], créant un conflit entre la justice de la distribution et la justice des transactions. La justice des transactions privées volontaires serait directement opposée à la justice de la distribution de la propriété, puisque toute transaction volontaire aboutirait potentiellement à une modification de la distribution désirée, à moins de se limiter à la distribution à l'origine, amenant la même problématique temporelle énoncée juste avant. Après un certain temps de déviation, il serait nécessaire de corriger à nouveau la distribution de propriété, pour que celle-ci se conforme avec la distribution qui est juste. Limiter la justice de la distribution à celle d'origine, pour laisser ensuite la justice des transactions s'appliquer, n'est par conséquent pas une solution possible, puisque d'une part la distribution juste ne s'appliquerait pas aux générations futures qui n'étaient pas présentes à l'origine et d'autre part que la propriété personnelle (l'individu et ses caractéristiques uniques) ne peut se répartir.

Ainsi, plutôt que de tenter de transformer une distribution de propriété par construction injuste dans la réalité et en opposition avec une justice de l'échange volontaire, la distribution injuste est laissée en l'état, pour se concentrer sur la production. La propriété passée était injuste car basée sur la violence. La propriété qui en résulte aujourd'hui, après des transactions justes ou non, reste par conséquent injuste, mais la corriger à un moment donné ne ferait qu'obliger à la transformer constamment par la suite. Plutôt que de corriger la propriété, il apparaît donc plus pertinent d'en corriger les résultats, la production. La production est le résultat de l'utilisation de la propriété (au sens large, lockéen, incluant les hommes), et si la propriété est injustement répartie, alors la production l'est également. Mais il est bien plus aisé de corriger la production pour qu'elle crée la justice, définie uniquement par l'accord rationnel des individus, et laisser la propriété telle qu'elle est historiquement répartie, avec un marché libre d'échange de cette propriété. Plutôt que de répartir le moyen qu'est la propriété, il est plus efficace de répartir le résultat en permanence et d'en tirer une distribution de flux plutôt que de stocks. Les stocks, la propriété, seraient ainsi laissés à leur passé violent en faisant l'hypothèse qu'un marché aux pouvoirs équilibrés permet de la transférer dans des mains productives[706], tandis que les flux, la production, serait le lieu de la justice. En effet, la propriété d'un bien à un individu donné est de moindre importance, si les bénéfices de ce bien sont répartis équitablement. De même,

[705] Robert Nozick, *Anarchie, Etat et Utopie*, Paris, PUF, 2003 [1974].
[706] Une hypothèse raisonnable mais qu'il ne faut pas idéaliser non plus. Le transfert de la propriété dans les mains de ceux qui sauront en tirer le meilleur parti (et donc prêts à les payer le plus cher au départ), n'est pas toujours automatique, ni même possible.

l'échange libre et volontaire d'un bien ne pose pas de problème de justice (elle peut néanmoins poser des problèmes de pouvoir) tant que la production qui en est issue est répartie justement. La propriété peut demeurer injuste, si la production est répartie de façon juste[707].

En partant de cette idée de justice dans les résultats de la propriété, résultats qui résolvent le problème de temporalité parce qu'ils sont renouvelés en permanence, la distribution de la propriété devient moins cruciale, et celle de la production beaucoup plus. Une redistribution à tous d'une partie de la production mensuelle ou annuelle d'une société pourrait en ce sens résoudre le conflit historique potentiel, celui d'une distribution historique de propriété basée sur la violence (et le hasard pour la propriété personnelle). De fait, l'octroi à chaque individu d'une petite partie de la production globale d'une société est économiquement équivalent à la propriété d'une petite portion de la propriété globale dans la société. Si cet octroi est obtenu en contrepartie de l'accord sur la propriété historique, alors une forme de justice apparaît, issue d'un accord rationnel sur la propriété et visant la liberté économique. Cette justice procédurale qui provient d'un accord rationnel entre individus sur la propriété revient à fournir une liberté économique égale pour chacun, à un niveau suffisant pour permettre des choix nouveaux aux individus, et sans modification de la distribution historique de propriété, d'origine violente. La propriété est justifiée contractuellement par un échange entre la légitimité de la propriété et la redistribution d'une partie de la production.

L'accord individuel autour de ce "contrat social de propriété" amène directement une question de montant, le montant minimum nécessaire pour obtenir de la part des non-propriétaires leur consentement à la propriété, à faire correspondre au montant maximum acceptable de la part des propriétaires pour qu'ils acceptent non seulement le contrat mais également d'exploiter rationnellement, efficacement, leur propriété. La justice provient de l'accord rationnel sur ce montant. Ces deux échangistes virtuels, l'un non-propriétaire et l'autre propriétaire, introduits ici, se retrouvent dans chaque homme, selon la position où chacun réfléchit à l'échange réel proposé. La propriété est aussi celle de chacun, de ses talents et compétences acquises, en plus de ses biens extérieurs, elle est apportée au contrat social de propriété et donc concerne tous les revenus. Ce revenu minimum ou maximum, selon les points de vue, ce revenu d'équilibre doit remplir la fonction de libérer suffisamment les non-propriétaires, permettre leurs choix de vie, sans pour autant supprimer les incitations des propriétaires à produire. La détermination

[707] La propriété d'un bien donné ne serait pas pour autant juste, mais elle deviendrait légitime grâce à l'accord rationnel donné par son utilisation et la répartition des fruits de son utilisation.

de ce montant d'équilibre est bien sûr éminemment dépendante des conditions sociales et de la capacité à accepter une telle réforme dans la distribution des revenus. Mais le chiffre de 50 % possède un intérêt certain.

La moitié des revenus à redistribuer à tous les hommes contre la moitié des revenus conservée par le propriétaire[708] est le partage égal par excellence, et répond à l'argument rationnel le plus simple : " Que me donnes-tu pour que j'accepte ta propriété, moi qui n'en ai pas ? " La moitié des résultats serait la réponse sur laquelle les deux parties pourraient s'accorder. De l'autre côté, la moitié de la production semble suffisante pour fournir une motivation au propriétaire : " Que me laisses-tu de la production, pour que j'accepte ta répartition, moi qui peux ne pas utiliser ma propriété[709] ? " En réalité, l'échange d'accords rationnels entre les deux parties virtuelles est un échange de renoncements : chacun renonce à la violence, présente et future, puisque la justice est respectée, le non-propriétaire renonçant même à la vengeance contre la violence de l'appropriation historique, tandis que le propriétaire renonce à la propriété entière des résultats de ce qu'il avait conquis, qui devient à ce moment approprié de manière légitime. La possession, d'origine violente, devient propriété rationnelle, acceptée, contre ce revenu d'équilibre[710].

Les principaux avantages, qui sont aussi des limites, d'une telle conception de la propriété, de l'accord sur la possession du monde, sont principalement basés sur le réalisme de ce contrat. Premièrement, elle ne fait référence à aucun droit naturel, concevant les droits uniquement d'un point de vue positif, après la création de l'Etat qui les institue. Les droits individuels ne sont créés qu'à partir de ce contrat, donc la propriété de soi-même n'est pas postulée, pas plus que la propriété de biens. Deuxièmement, cette conception de la propriété des biens ne fait pas appel à une notion de distribution juste de la propriété, se contentant de constater l'existence d'une distribution issue de la violence, donc injustifiable. L'idée d'une justice de distribution de propriété revient à empêcher la justice de transaction volontaire, même en la limitant à une justice de distribution à l'origine. Troisièmement, aucune notion de mérite n'y est nécessaire, puisque la possession des biens, soi inclus – ses talents, compétences, expériences – n'est pas

[708] En réalité, il s'agit d'un peu plus que de la moitié, car le propriétaire perçoit aussi sa partie de non-propriétaire.
[709] Le terme de propriété est ici abusif, puisqu'il nécessite la reconnaissance des autres acteurs pour être véritablement conçu comme propriété, et devrait d'abord être écrit comme possession. Mais pour ne pas rendre encore plus complexe le phénomène de reconnaissance de la possession en propriété, issu de la redistribution proposée, le terme de propriété est conservé à chaque étape de la recherche.
[710] Qui se lit comme un minimum de revenus, auquel les revenus privés viennent s'ajouter, s'ils existent, donc sans aucune déduction néfaste, à la Speenhamland. L'imposition publique de ce revenu minimum à des fins de justice, sécurité, éducation, santé, reste à l'appréciation de chaque pays.

juste, tout comme la possession de biens, avant le contrat de propriété. Personne ne mérite ses talents, ses biens, ou sa position dans la société, mais l'abandon de la violence et l'accès à une partie de la production issue de la propriété totale sont des arguments suffisants pour accorder la propriété, même imméritée. Il ne s'agit pas ici de juger la distribution de propriété et de la critiquer, puisqu'elle est toujours critiquable, au niveau des talents comme des biens, il s'agit de trouver un accord rationnel et volontaire qui rende une distribution issue de la violence et du hasard acceptable.

A l'extrême, la propriété des biens pourrait donc se retrouver dans les mains d'une poignée de personnes, et être sans conséquence, si le marché fonctionne suffisamment bien pour que ces biens soient aux mains des acteurs les plus efficaces, et si la redistribution à hauteur de 50% de la production est exécutée[711]. Plutôt que de corriger une distribution de propriété par nature incorrigible – à cause de problèmes temporels et de capacités humaines trop différentes -, il est préférable de s'accorder sur une répartition des fruits de la production qui ne s'intéresse pas à la distribution de la propriété, tant que celle-ci, par le marché, est suffisamment efficace, par rapport aux possibilités techniques du moment. Ainsi, chacun reste propriétaire de soi, accédant par là-même à la liberté individuelle, et la propriété des biens est justifiée, même si elle provient de la violence, sans transformation de la distribution autre que par l'échange, le marché, une forme de rapport très adoucie qui nécessite l'accord de chacun.

Cette justification de la propriété doit donc postuler que l'envie ne sera pas une passion trop puissante chez les individus, en particulier les plus démunis, pour qu'ils acceptent de laisser la distribution historique violente comme elle est, avec le soin au marché d'allouer au mieux les ressources au cours du temps, au profit d'un désir de paix et de liberté qui se matérialise par la redistribution de la production. L'idée de mérite aussi disparaît, chacun étant propriétaire de soi, de ses talents, charge à lui de les exploiter s'il le veut, avec une répartition 50/50 du fruit de cette exploitation. Il ne mérite pour autant pas la moitié de la production, au contraire, mais cette moitié est la motivation minimale nécessaire à l'utilisation de ses talents. Cette moitié symbolise la compréhension et l'acceptation de l'idée qu'il est nécessaire de laisser une partie de la production au producteur, pour qu'il fasse des efforts. Le producteur talentueux n'a aucun mérite en tant que tel, et donc aucun droit antérieur ou futur sur la production issue de

[711] La propriété de soi est déjà un empêchement d'une concentration trop aiguë de la propriété, concentration qui pose problème au niveau de la liberté et que Locke comme Nozick avaient résolue par un *proviso*, laissant des biens à approprier et limitant de fait ce déséquilibre.

son talent. Il a seulement un pouvoir d'absence d'efforts, sur lui et ses biens d'ailleurs, qu'il échange contre une partie de la production, répartition que l'autre partie accepte dans un souci d'optimisation de la production[712].

L'argumentation rawlsienne autour de la propriété[713], en apparence opposée car reposant sur le droit naturel, une notion de justice de la distribution et l'irréalisme de la position originelle, est en réalité une conception proche, contractuelle, de la propriété, niant le mérite, justifiant les inégalités par le bien-être, l'efficacité, et la redistribution. La justification présente de la propriété par la redistribution et le marché pousse cette supériorité de l'efficacité sur le mérite à son paroxysme, en acceptant tout ce qui peut être considéré comme injuste de premier abord, l'origine violente de la distribution des biens, le monopole des individus sur leurs talents et les différences de chances dues à l'environnement. Cela n'est pas injuste si une redistribution conséquente permanente de la production, dans un marché libre et efficace, est effectuée. La propriété peut donc être contractuellement, rationnellement, acceptée par tous, quel que soit le niveau de possession à l'origine, si tous bénéficient d'une partie de la production. Finalement, le désir de bien-être surpasse l'envie chez l'individu, et le contrat de propriété se désintéresse de la distribution de la propriété, au profit d'une augmentation de bien-être pour tous, source de liberté réelle.

Sans revenir sur la distribution violente issue de l'histoire, le libéralisme économique le plus complet peut donc aussi diminuer considérablement le pouvoir du capitalisme, par un revenu minimum qui emporte l'accord rationnel des hommes, la propriété fondée non sur la violence mais sur la raison, à partir du monde réel au passé violent. Distribué à tous, à hauteur de 50 % des revenus, ce revenu minimum d'équilibre libère les hommes des chaînes du capital, en leur laissant un choix plus équilibré, celui de vendre ou non leur force de travail. Mais la course à la différence, à la supériorité, de l'être humain social, laisse penser qu'il continuera à vendre sa force de travail, pour gagner plus que la seule redistribution, peut-être avec un peu plus de pouvoir de négociation, et donc de meilleurs termes de répartition de la valeur ajoutée, dans l'entreprise, en intégrant mieux l'incertitude.

[712] Si l'on poussait le raisonnement à son terme, 100 % de la production devrait être redistribuée entre tous, laissant le problème de la distribution irrésolu mais sans intérêt, puisque la propriété ne servirait pas à produire quoi que ce soit de privé. Pour que la production soit motivée, il faut en laisser une partie, 50%, au producteur, bien qu'elle soit imméritée. Cette moitié est le prix de la motivation du producteur à produire, et à acheter des biens de production si l'on est un meilleur producteur.
[713] John Rawls, *Théorie de la Justice*, Paris, Seuil, 1987 [1971].

Bibliographie

AGLIETTA Michel et REBERIOUX Antoine, *Dérives du capitalisme financier*, Editions Albin Michel, Paris, 2004

ALTER Norbert, *Donner et prendre, La coopération en entreprise*, Paris, Editions La Découverte, 2009

ARNSPERGER Christian, *Critique de l'existence capitaliste Pour une éthique existentielle de l'économie*, Les Editions du Cerf, Paris, 2006

ARON Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Gallimard, Paris, 1989

ARON Raymond, *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Editions Gallimard, 1967

AUDARD Catherine, *Le libéralisme*, Paris, Editions Gallimard, 2009

AUDIER Serge, *Néolibéralisme(s) une archéologie intellectuelle*, Paris, Editions Grasset et Fasquelle, 2012

BACKHAUS Jürgen, Sombart's modern capitalism. *Kyklos* 1989, 42, p. 599–611

BAECHLER Jean, *Le capitalisme 1. Les origines*, Paris, Editions Gallimard, 1995

BEAUD Michel, *Histoire du capitalisme, 1500-2010*, Paris, Ed. du Seuil, 2010

BERAUD Alain, De l'analyse des échanges à la théorie classique du marché, *in* Xè colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, *Histoire des représentations du marché*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2005

BERLE Adolf et MEANS Gardiner, *The Modem Corporation and Private Property*, New York, Macmillan, 1932

BERTHOUD Arnaud, " Rationalité économique et juste prix ", *Cahiers d'économie politique*, n° 19, Paris, 1991

BILGER François, *La Pensée économique libérale dans l'Allemagne contemporaine*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1964

BLANC Louis, *Organisation du Travail*, neuvième édition refondue et augmentée de chapitres nouveaux, Paris, 1850

BOLTANSKI Luc et CHIAPELLO Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999

BOUDON Raymond, *Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme*, Paris, Odile Jacob, 2004

BOURDIEU Pierre, "Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites", *Le Monde Diplomatique*, mars 1998, reprise in *Id., Contre-feux*, t.1 : *Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale*, Paris, Raisons d'agir, 1998

BOUTILLIER Sophie et UZUNIDIS Dimitri, " Schumpeter, Marx et Walras. Entrepreneur et devenir du capitalisme », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 46 | 2012

BOUTILLIER Sophie et UZUNIDIS Dimitri, *La légende de l'entrepreneur*, Paris, Syros, 1999

BOUTILLIER Sophie et UZUNIDIS Dimitri. L'entrepreneur. Une analyse socioéconomique, Paris, Economica, 1995

BOWLES Samuel et GINTIS Herbert, "Power and Wealth in Competitive Capitalist Economy", *Philosophy & Public Affairs*, Vol. 21, No 4, Automne 1992

BRAUDEL Fernand, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe–XVIIe*, Paris: Armand Colin; 1979

BRAUDEL Fernand, *La dynamique du capitalisme*, Paris, Ed. Flammarion, 2008 (Ed. Arthaud, 1965)

BROWN Wendy, "Le cauchemar américain", in Id., *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néo-libéralisme et néo-conservatisme*, trad. Ch. Vivier, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007

BRYER Rob A., The history of accounting and the transition to capitalism in England, Part One : Theory. *Accounting Organizations and Society*, 2000, 25, p. 131-62

BRYER Rob A., The history of accounting and the transition to capitalism in England, Part Two : Evidence. *Accounting Organizations and Society*, 2000, 25, p. 327-81

CARLYLE Thomas, *Chartism, Past and Present*. London: Chapman and Hall, 1858. Reprinted in Elibron Classics Series, 2005

CARRUTHERS Bruce G. et ESPELAND Wendy N., Accounting for rationality : double-entry bookkeeping and the rhetoric of economic rationality, *American Journal of Sociology* 1991, 97(1), 31-69

CASTORIADIS Cornelius, *Figures du pensable, Les carrefours du labyrinthe VI*, Paris, Editions du Seuil, 1999

CHAMBERLIN Edward, *Theory of Monopolistic Competition : A Re-orientation of the Theory of Value*, Cambridge, Mass, Harvard University Press, 1933

CHANDLER Alfred D., The competitive performance of U.S industrial enterprises since the Second World War, *The Business History Review*, vol. 68 n°1

CHIAPELLO Eve, Accounting and the birth of the notion of capitalism, *Critical Perspectives on Accounting*, 18 (2007) p. 263-296

CHOMSKY Noam, *Le profit avant l'homme*, Paris, Fayard, 2003

CHOMSY Noam, *Deux heures de lucidité*, trad. J. Carnaud, Paris, Les Arènes, 2002

CLOUSCARD Michel, *Néo-fascisme et idéologie du désir. Mai 68 : la contre-révolution libérale libertaire*, Bruxelles, Delga, 2007

COTTA Alain et CALVET Coralie, *Les quatre piliers de la science économique*, Paris, Fayard, 2005

DANNEQUIN Fabrice, Braudel, Schumpeter et l'histoire du capitalisme, *L'Économie politique* 1/ 2006 (no 29)

DARDOT Pierre et LAVAL Christian, *La nouvelle raison d'être du monde, Essai sur la société néolibérale*, Paris, Editions La Découverte, 2009

DESCHEPPER Edwin, *L'histoire du mot capital et de ses dérives*, Bruxelles: Philologie Romane, Faculté de Philosophie et Lettres. Bruxelles, Université Libre de Bruxelles, mémoire de recherche, 1964

DOCKES Pierre et ROSIER Bernard, *L'histoire ambiguë*, Paris, PUF, 1988

DOCKES Pierre, Hobbes et l'économique, *Astérion* [En ligne], 5, 2007

DOCKES Pierre, *Pouvoir et Autorité en économie*, Paris, Economica, 1999

DURAND Cédric, *Le capitalisme est-il indépassable ?*, Paris, Editions textuel, 2009

EDGEWORTH Francis Ysidro, *Paper Relating to Political Economy*, vol. 2, Basingstoke, Macmillan, 1925

ELZINGA Kenneth G. et MILLS David E., The Lerner Index of Monopoly Power : Origins and Uses, *The American Economic Review*, Vol 101, No 3, May 2011

FEBVRE Lucien, *Pour une histoire à part entière*, Paris, SEVPEN, 1962

FERGUSON Adam, *Essay on the History of Civil Society*, 1767

FITOUSSI Jean-Paul, *La démocratie et le marché*, Nouveau collège de philosophie, Editions Grasset et Fasquelle, Paris, 2004

FONTAINE Laurence, *Le marché Histoire et usages d'une conquête sociale*, Paris, Editions Gallimard, 2014

FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique, Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Seuil Gallimard, 2004

FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France. 1978-1979, Paris, Seuil-Gallimard, 2004

FREEMAN Richard et MEDOFF James, *What Do Unions Do ?* New York, Basic Books, 1984

FREUND Julien " La ville selon Max Weber ", *Espaces et sociétés*, 16, novembre 1975

FREUND Julien, *Max Weber*, Paris, PUF, 1969

FRIEDMAN Milton, *Capitalisme et Liberté*, [éd. orig. Capitalism and Freedom, 1962, The University of Chicago, Chicago] Paris, Editions Leduc, 2010

FRIEDMAN Milton, *La liberté du choix*, Belfond, Paris, 1980

FRIEDMAN Milton, *Prix et Théorie économique*, Paris, Economica, 1983

GALBRAITH James K., *L'Etat prédateur*, Paris, Editions du Seuil, 2009

GALBRAITH John Kenneth, *Anatomie du Pouvoir*, Paris, Editions du Seuil, 1985

GALBRAITH John Kenneth, *Le nouvel état industriel*, Paris, Gallimard, 1989 [1967]

GAUCHET Marcel, *La crise du libéralisme, l'avènement de la démocratie II*, Paris, Editions Gallimard, 2007

GAUCHET Marcel, *La crise du libéralisme, L'avènement de la démocratie, II*, Paris, Editions Gallimard, 2007

GAUCHET Marcel, *La révolution moderne l'avènement de la démocratie I*, Paris, Editions Gallimard, 2007

GIDDENS Anthony, Marx, Weber, and the development of capitalism, *Sociology*, Vol. 4, No 3, Septembre 1970, p. 289-310

GIDE Charles et RIST Charles, *Histoire des doctrines économiques depuis les Physiocrates à nos jours*, Paris, Sirey, 1922

GINTIS Herbert et BOWLES Samuel, *A cooperative species human reciprocity and its evolution*, Princeton, New Jersey Oxford: Princeton University Press, 2011

GODEFROY Frédéric, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes*, Paris, 1901

GOFF LE Jacques, *Marchands et banquiers du Moyen Age*, 5e édition, Paris, Broché, 1972

GUERRIEN Bernard, *La théorie économique néoclassique 1. Microéconomie*, Paris, Editions La Découverte, 1999

GUESNERIE Roger, *L'économie de marché*, Paris, Le Pommier, 2006

HANSMANN Henry et KRAAKMAN Reinier, "The End of History for Corporate Law" (2000). *Harvard Law School John M. Olin Centerfor Law, Economics and Business Discussion Paper Series*

HARVEY David, "Neo-liberalism and the Restoration of Class Power", in *Id. Spaces of Gobal Capitalism. Toward a Theory of Uneven Geographical Development*, Londres-New York, Verso, 2006

HAYEK Friedrich A., *Individualism and Economic Order*, The University of Chicago Press, 1948

HAYEK Friedrich A., *La route de la servitude*, Paris, PUF, 2013, 1ère éd. 1946

HIRSCHMAN Albert O., *Défection et Prise de Parole*, Paris, Fayard, 1995 [1970]

HIRSCHMAN Albert O., *Les passions et les intérêts : justifications politiques du capitalisme avant son apogée*, Paris, PUF, 1997

HIRSCHMAN Albert O., *Vers une économie politique élargie*, Paris, Editions de Minuit, 1986

HOBBES Thomas, *Leviathan*, 1651, trad. François Tricaud, Paris, Sirey, 1999

JESSUA Claude, *Le Capitalisme*, Paris, PUF, 2001

KAYSEN Carl, *Antitrust Policy an Economic and Legal Analysis*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1965.

KEYNES John Maynard, *Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et des prix*, Paris, Editions Payot, 1942, [1936]

KNIGHT Frank H., *Risk, Uncertainty and Profit*, Houghton Mifflin, New York, 1921

KOHN Alfie, *No Contest: The Case Against Competition*, Houghton Mifflin, 1986/1992

LEGE Philippe, Les causes de la formation des "prix de marché" dans la théorie économique de John Stuart Mill : du rôle de la concurrence et de la coutume, *in* Xè colloque de l'Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, *Histoire des représentations du marché*, Paris, Michel Houdiard Editeur, 2005, p. 325-344

LEMARCHAND Yannick, Double-entry versus charge and discharge accounting in eighteenth-century France, *Accounting Business and Financial History*, 1994, 4(1), p. 119–145

LERNER Abba, "The Concept of Monopoly and the Measurement of Monopoly", *Review of Economic Studies*, p. 157-175, 1934

LIPPMANN Walter, *La Cité Libre*, préf. A Maurois, trad. G. Blumberg, Librairie de Médicis, 1938

LIPPMANN Walter, *La Cité Libre*, rééd. trad. fr., Les Belles Lettres, Paris, 2011

LORDON Frédéri, Le totalitarisme, stade ultime du capitalisme ?, *Cités*, 2010/1 n° 41

LOWITH Karl, *Max Weber et Karl Marx,* Paris, Payot, 2009

LOWITH Karl, *Max Weber et Karl Marx,* Paris, Payot, 2009

LOWY Michael, Figures of Weberian Marxism, *Theory and Society,* Vol. 25, No. 3, Juin 1996, p. 431-446

LOWY Michael, Marx And Weber: Critics of Capitalism, *New Politics*, vol XI, No 2, Winter, #42

LUKACS Georg, *Histoire et Conscience de classe*, Traduit par K. Axelos et J. Bois, Paris, Editions de Minuit, 1960 [1923]

MAILLARD De Jean, *La Fabrique du temps nouveau*, Paris, Temps Présent, 2001

MANTOUX Paul, *La Révolution industrielle au XVIIIè siècle, Essai sur les commencements de la Grande Industrie moderne en Angleterre*, Paris, Génin, 1959 [1906]

MARCH James G. et SIMON Herbert A., *Organizations*, Blackwell Publishers, Cambridge (M.) 2è ed. (trad. française *Les Organisations*, Dunod, Paris, 1991)

MARCUSE Herbert, Industrialisierung und Kapitaslimus im Werk Max Weber" In *Kultur und Gesellschaft* 2. Frankfurt : Suhrkamp, 1965

MARGLIN Stephen, 1974, "What do bosses do ?" *in* Tinel B. *A quoi servent les patrons ? Marglin et les radicaux américains*, Paris, ENS Editions, 2004

MARTIN Dominique, *Démocratie industrielle, la participation directe dans les entreprises*, Collection sociologies, PUF, Paris, 1994

MARX Karl *Le Capital*, Paris, Editions sociales, 1974

MARX Karl Marx et ENGELS Friedrich, *Manifeste du Parti Communiste*, 1848, Paris, Editions Mille et une nuits, 1994

MARX Karl, *Le Capital, Livre I, Section 5 à 8*, Paris, Flammarion, 1985

MARX Karl, *Le Capital*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993

MARX Karl, *Manuscrits de 1844 (Économie politique & philosophie)*, Paris, Les Éditions sociales, 1972

MARX Karl, *Oeuvres, Economie, 1847-1880, Le Capital, t. I* , Paris, Bibl. de La Pléiade, 1963

MICHELS Robert, *Les Partis Politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1914

MILL John Stuart, *Principles of political economy*, London, Longmans, [1848] 1909, reprint : A. M. Kelley, 1987

MOMMSEN Wolfgang, Max Weber as a Critic of Marxism, *The Canadian Journal of Sociology*, Vol. 2, No 4, automne 1977

MONTESQUIEU, *De l'Esprit des Lois*, Genève, 1748

MONTESQUIEU, *Pensées*, Daniel Oster(éd.), dans *Œuvres complètes*, Paris, Le Seuil, 1964

MOREAU Nathalie et RIVAUD-DANSET Dorothée, *L'incertitude dans les théories économiques*, Paris, Editions La Découverte, 2004

NALEBUFF Barry et BRANDENBURGER Adam, *La Co-opétition, une révolution dans la manière de jouer concurrence et coopération*, Village Mondial, 1996

NITZAN Jonathan et BICHLER Shimshon, *Le Capital comme Pouvoir, Une étude de l'ordre et du créordre*, Paris, Max Milo Editions, 2012

NOYELLE Henri, *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*, Paris, Sirey, 1933

NOZICK Robert, *Anarchie, Etat et Utopie*, Paris, PUF, 2003 [1974].

ORLEAN André, *L'empire de la valeur*, Paris, Seuil, 2011

PERROUX François, *La pensée économique de J. Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*, Paris, Librairie Droz, 1965.

PEYRELEVADE Jean, *Le capitalisme total*, Paris, Editions du Seuil, 2005

PLIHON Dominique, *Le nouveau capitalisme*, Paris, Eds La Découverte, 2003.

POLANYI Karl, *La Grande Transformation*, trad. par C. Malamoud et M. Angeno, préface de Louis Dumont, Paris, Gallimard, 1983

PORTER Michael E., "The Five Competitive Forces that Shape Strategy", *Harvard Business Review*, January 2008

RAPHAEL Freddy, *Judaïsme et capitalisme, Essai sur le controverse entre Max Weber et Werner Sombart*, Paris, PUF, 1982.

RAWLS John, *Théorie de la Justice*, Paris, Seuil, 1987 [1971].

ROBINSON Joan, *The Economics of Imperfect Competition*, New York, St Martin's Press, 1933

ROSANVALLON Pierre, *Le Capitalisme utopique*, Paris, Editions du Seuil, 1979

ROUGIER Louis, *Le Colloque Walter Lippmann*, Libraire de Médicis, Paris, 1939

ROUGIER Louis, *Les Mystiques économiques. Comment l'on passe des démocraties libérales aux Etats totalitaires*, Paris, Médicis, 1938

SALOMON Albert, Max Weber, *Die Gesellschaft*, 1926, 3, p. 131-153.

SCHUMPETER Joseph, 1946, "Capitalism", *in* R. V. Clemence (ed.), Essays on Entrepreneurs, Innovations, Business Cycles, and the Evolution of Capitalism, Transaction Publishers (2003)

SCHUMPETER Joseph, *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Paris, Editions Payot, 1990 [1947]

SCHUMPETER Joseph, *Histoire de l'analyse économique, III – l'âge de la science*, Paris, Editions Gallimard, 1983, [1954]

SCHUMPETER Joseph, *Théorie de l'évolution économique*, Paris, Dalloz-Sirey, 1935 [1911]

SCHUMPETER Joseph. *Histoire de l'analyse économique, tome 1, L'âge des fondateurs*, Paris, Gallimard, édition originale 1954

SIMMEL Georg, *Le Conflit*, Paris, Circé, 2003

SMITH Adam, *Enquête sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Paris, PUF, 1995.

SMITH Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Chicoutimi, 2002 [1776]

SOMBART Werner, Capitalism, in ER Seligman, A Johnson, editors, *Encyclopedia of the social sciences*, New York : The Macmillan Company, 1930, p. 195-208

SOMBART Werner, *Der Moderne Kapitalismus*, Munchen, Leipzig, Dunchen and Humbolt, 1916

SOMBART Werner, *Der Moderne Kapitalismus*, t. III trad. fr. *L'apogée du capitalisme*, Paris, 1932

SOMBART Werner, *Les juifs et la vie économique*, Paris, Payot, 1923

SOMBART Werner, Traduction française par Marc Nikitin du “Tome 2, Livre 1, 2eme section: les systèmes ` économiques, 10e chapitre : les entreprises capitalistes, paragraphe III : L’entreprise comme une unité comptable”, 110–125, de Der moderne Kapitalismus (1916), *Cahiers d’histoire de la comptabilité*, Editions Ordre des experts comptables et Editions comptables Malesherbes, vol. 2, 1992

SOMBART Werner, *Le bourgeois,* Paris, Payot, 1926

SOMBART Werner, *Le bourgeois*. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne. Paris, Payot, 1928,

STEGER Manfred B. et ROY Ravi K., *Neoliberalism, A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010

STIGLITZ Joseph E., " Information and the Change in the Paradigm in Economics ", *The American Economic Review*, Vol. 92, No. 3, Juin 2002, pp. 460-501

TOCQUEVILLE De Alexis, *De la démocratie en Amérique, II,* Paris, Editions Gallimard, 1982, [1840]

TURGOT , Lettres au contrôleur général sur le commerce des grains, in *Ecrits Economiques*, Paris, Calmann-Levy, 1970

USHER Dan, *The Economic Prerequisite to Democracy*, Columbia University Press, 1981.

WALLERSTEIN Immanuel, *Le capitalisme historique*, Paris, Ed La Découverte, 2002 [1983]

WEBER Marx, *Verhandlungen des ersten deutschen Soziologentages*, Tübingen, 1911, p. 101. cité par Raphael Freddy, " Werner Sombart et Max Weber », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 00 | 1988, mis en ligne le 13 avril 2009.

WEBER Max, "L’objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales" *in Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965

WEBER Max, *Economie et Société, tome I, Les catégories de la sociologie*, Paris, Plon, Pocket, 1995

WEBER Max, *Essais sur la théorie de la science*, trad. Julien Freund, I, Paris, Plon, 1965,

WEBER Max, Gesammelte Aufsatze sur Religionssooziologie, Bd 1 Tübingen: Mohr, p. 502-503 in Mommsen Wolfgang, Max Weber as a Critic of Marxism

WEBER Max, *Histoire économique, esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Editions Gallimard, 1991 [1923]

WEBER Max, *Le Savant et le politique,* trad. par J. Freund, Paris, Plon, 1959

WEBER Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1964 [1904]

WEBER Max, Zwei Gesetzen, Gesammte Politische Schriften, Tübingen, 1916, p. 144 in Richard Swedberg, *Max Weber and the Idea of Economic Sociology*, Princeton, Princeton University Press, 1998

WEINSTEIN Olivier, *Pouvoir, finance et connaissance, Les transformations de l'entreprise capitaliste entre XX*è *et XXI*è *siècle,* Paris, Editions La Découverte, 2010

WINJUM James Ole, Accounting and the rise of capitalism: an accountant's view. *Journal of Accounting Research*, 1971, p. 333–350

YAMEY Basil S., The historical significance of double-entry bookkeeping: some non-sombartian claims, *Accounting Business and Financial History*, 2005, 15(1), p. 77–88

ZAFIROVSKI Milan Z., "An Alternative Sociological Perspective on Economic Value: Price Formation as a Social Process", *International Journal of Politics, Culture, and Society*, Vol. 14, No. 2 (Winter, 2000)